HISTOIRE POPULAIRE

CONTEMPORAINE

DE LA FRANCE

TOME TROISIEME

IMPRIMERIE GÉNÉRALE
de
Ch. Lahure

PARIS
RUE DE FLEURUS, 9

HISTOIRE POPULAIRE
CONTEMPORAINE
DE LA FRANCE

TOME TROISIÈME

ILLUSTRÉ DE 245 VIGNETTES

PUBLICATION
DE CH. LAHURE
IMPRIMEUR A PARIS

PARIS
LIBRAIRIE DE L. HACHETTE ET Cie
BOULEVARD SAINT-GERMAIN, No 77

—

1865



HISTOIRE POPULAIRE CONTEMPORAINE DE LA FRANCE.

QUATRIÈME PARTIE.

LE SECOND EMPIRE.

PREMIÈRE PÉRIODE.

RÈGNE DE NAPOLÉON III JUSQU'A LA GUERRE D'ORIENT.

(2 DÉCEMBRE 1852 — 27 MARS 1854.)

CHAPITRE I.

LE MARIAGE DE L'EMPEREUR.

§ 1. ENTRÉE SOLENNELLE DE L'EMPEREUR A PARIS (2 DÉCEMBRE 1852).

Le matin du 2 décembre 1852, Paris présentait une animation qui contrastait avec l'animation du même jour, à une année de date. Les troupes se mettaient en mouvement, mais cette fois en tenue de parade. La foule remplissait les rues, mais on la voyait se diriger joyeusement vers un même point, les Champs-Élysées. Elle allait assister au dernier tableau du drame qui, commencé le 2 décembre de l'année précédente

par des scènes émouvantes, se terminait, jour pour jour par un triomphe. En un mot, l'empereur Napoléon III faisait son entrée dans sa capitale.

L'Empereur devait arriver à Paris à une heure. A dix heures du matin, l'Empire fut solennellement proclamé devant l'hôtel de ville. Les trois étages du palais municipal étaient ornés de drapeaux tricolores réunis en faisceaux. Au bas de chaque croisée du premier étage étaient suspendues des tentures de velours rouge. Le beffroi était pavoisé de bannières et de pavillons; des guirlandes de feuillage, soutenues par des aigles d'or, reliaient ces décorations. Au-dessous de la statue de Henri IV avait été dressée une tente de velours, destinée à recevoir le préfet de la Seine et les autorités municipales de Paris. Au devant de l'horloge, un grand transparent représentait les armes impériales surmontées de l'aigle et entourées de figures allégoriques. Le préfet de la Seine proclama l'avénement de l'Empire au bruit de cent un coups de canon tirés aux Invalides.

Pendant ce temps, Napoléon III se préparait à quitter Saint-Cloud. Lorsque son cortége parut à la grille du château, des jeunes filles vêtues de blanc offrirent à l'Empereur un bouquet de violettes qu'il prit et garda entre ses mains pendant toute la traversée de Saint-Cloud à Boulogne. A la porte Maillot, commençait la haie de la garde nationale de la banlieue et des troupes de ligne rangées de chaque côté de la route.

Napoléon III arriva avant une heure à l'arc de triomphe, où il reçut les hommages du préfet de la Seine, du préfet de police, du général commandant la place de Paris et d'un nombre considérable d'officiers généraux. Il portait son costume habituel de général en chef, avec le grand cordon de la Légion d'honneur. A ses côtés se tenaient le nouveau maréchal de France, Saint-Arnaud, ministre de la guerre, et le comte de Persigny, ministre de l'intérieur.

Le cortége impérial s'avança ensuite dans un ordre imposant. L'Empereur marchait complétement isolé et à vingt pas environ de distance des personnes qui le précédaient et le suivaient. La foule était immense, malgré un temps froid et pluvieux, et accueillit l'Empereur par de vives acclamations.

Après avoir fait le tour de la place de la Concorde afin de voir les troupes qui s'y trouvaient réunies, Napoléon III traversa le jardin des Tuileries et se rendit au palais. Le grand balcon du pavillon de l'Horloge avait été décoré du côté du jardin et du côté de la cour d'une riche tenture de velours cramoisi bordé de franges d'or. Au signal donné, et dès qu'on avait entendu le premier coup de canon annonçant l'entrée de Sa Majesté à Paris, le drapeau tricolore avait été hissé sur le dôme, et la famille impériale s'était placée aux fenêtres et au grand balcon. Abd-el-Kader, arrivé le matin même d'Amboise, était à une des croisées. L'Empereur, passant sous la voûte du pavillon de l'Horloge, arriva dans la cour et sur la place du Carrousel où étaient rangées les troupes de l'armée de Paris qui n'avaient pas été placées sur la route du cortége.

En descendant de cheval, après la revue, l'Empereur fut reçu sous le vestibule du palais par les ministres et par sa maison civile : au haut de l'escalier, il trouva le prince Jérôme, son oncle, le prince Napoléon Bonaparte, le prince Lucien Murat, ses cousins, la princesse Mathilde, et plusieurs autres membres de sa famille; les femmes des ministres, auxquelles s'était joint l'émir. Dans un des salons, l'Empereur rencontra encore Abd-el-Kader, et s'entretint quelques instants avec lui.

Après avoir écouté les félicitations de toutes les personnes présentes, Napoléon III se montra au balcon sur le jardin et sur la cour, tous les régiments qui formaient le cortége se massèrent, les tambours battirent, les trompettes sonnèrent, les troupes présentèrent les armes, et le ministre de la guerre proclama l'Empire.

Pendant cette cérémonie, cent un coups de canon furent tirés par une batterie placée sur Montmartre; cent un coups de canon, par une batterie placée à la barrière du Trône; de vingt-cinq à trente coups par chacun des seize forts qui environnent Paris, sans compter les salves des Invalides.

A deux heures un quart, M. de Persigny, ministre de l'intérieur, à cheval et en grand costume de ministre, se rendit sur la place de la Concorde. Là, au milieu des bataillons de la garde nationale, il lut le plébiscite soumis au vote de la nation les 21 et 22 novembre.

Plusieurs députations des corporations d'ouvriers de Paris, bannières en tête, étaient le matin réunies aux Tuileries. Elles se mirent en marche immédiatement après le cortége de l'Empereur et défilèrent devant lui en passant sous la voûte du pavillon de l'Horloge. Parmi ces députations, on remarquait celles des halles et marchés, dont plusieurs étaient représentées par des jeunes filles vêtues de blanc et portant d'énormes bouquets de violettes.

Le nouveau souverain, qui rendit dès lors ses décrets avec une formule consacrant à la fois la tradition et le droit moderne de la souveraineté nationale : *Napoléon par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français*, signala son avénement par de nombreuses récompenses. Le *Moniteur* du 2 décembre contenait deux décrets élevant à la dignité de maréchaux de France les généraux Saint-Arnaud, Magnan, Castellane. Des promotions dans la Légion d'honneur et des nominations de sénateurs furent en outre publiées. Mais ce qui excita davantage l'attention et mérita les applaudissements, ce fut le nombre considérable de grâces accordées par l'Empereur.

L'Empire fut proclamé le 10 décembre dans tous les départements, sinon avec la même pompe, du moins avec les mêmes démonstrations qu'à Paris.

§ 2. RECONNAISSANCE DE L'EMPIRE PAR LES GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS.

Quelle serait l'attitude de l'Europe devant le grave changement opéré dans le gouvernement de la France? En replaçant sur le trône une famille frappée d'exclusion par les traités de 1815, la France ouvrait une nouvelle brèche dans ces traités, déjà profondément entamés par leurs auteurs, mais dont ceux-ci pouvaient réclamer le maintien. Malgré les craintes qu'inspirait la mauvaise volonté de plusieurs cours, la reconnaissance de l'Empire s'accomplit sans difficultés.

Le ministre des affaires étrangères du nouvel Empire était M. Drouyn de Lhuys, choix des plus heureux

dans les circonstances spéciales où l'on se trouvait. « Ayant parcouru tous les degrés de la carrière diplomatique, ancien directeur des affaires commerciales au ministère des affaires étrangères, M. Drouyn de Lhuys avait été destitué par M. Guizot pour avoir voté l'amendement présenté par M. de Malleville dans l'affaire de l'indemnité Pritchard; incident qui favorisa singulièrement sa fortune politique. Ce n'est rien en effet que d'être un homme de mérite ou de talent, si une occasion que l'on poursuivrait souvent en vain, ne vient tout à coup vous mettre en lumière et intéresser le public à votre personnalité. M. Drouyn de Lhuys avait dit à propos de cette disgrâce : « Je ne me suis jamais « enquis, je l'avoue, si je pouvais voter impunément « comme je l'ai fait, mais je me suis demandé si je « pouvais le faire loyalement, et ma conscieuce n'a « pas hésité un instant à me répondre. »

« Appartenant au centre gauche dans les dernières assemblées de la monarchie de 1830, M. Drouyn de Lhuys, réélu après 1848 à la Constituante et à la Législative, y avait fait partie du comité des affaires étrangères. Une première fois, le Prince-Président l'avait choisi pour le portefeuille des relations extérieures, et ensuite pour le poste d'ambassadeur à Londres. Possesseur d'une grande fortune, circonstance qui pouvait ajouter à l'indépendance naturelle de son caractère, le nouveau ministre avait une connaissance parfaite des divers cabinets et des principales cours. Son caractère était ferme, ses idées étaient très-arrêtées sur toutes choses. Quoique d'une taille élevée et d'un tempérament vigoureux en apparence, sa santé, quelquefois mauvaise, donnait alors, par un effet naturel et involontaire, une sorte de roideur à la manifestation de ses idées ou de ses vues, et ajoutait à la ténacité habituelle de son intelligente volonté. Il était impossible de l'aborder, du reste, sans être immédiatement frappé de la finesse extrême que dénotaient ses traits. Un tel ministre, répétons-le, était fait pour la situation donnée, du moment où, sans arrière-pensée, il avait mis son expérience et ses lumières au service du second Empire, et c'était une bonne chance pour un gouvernement nouveau de l'avoir trouvé sous sa main [1]. »

M. Drouyn de Lhuys ne fit aucune ouverture aux puissances, mais il ne refusa pas de répondre officieusement aux objections soulevées contre le titre de Napoléon III. Bien que proclamé empereur au mois de juin 1815 par les Chambres, Napoléon II n'avait point été reconnu par l'Europe. Le ministre représenta que le nouveau souverain ne prenait ce titre que par respect pour la mémoire du fils de Napoléon.

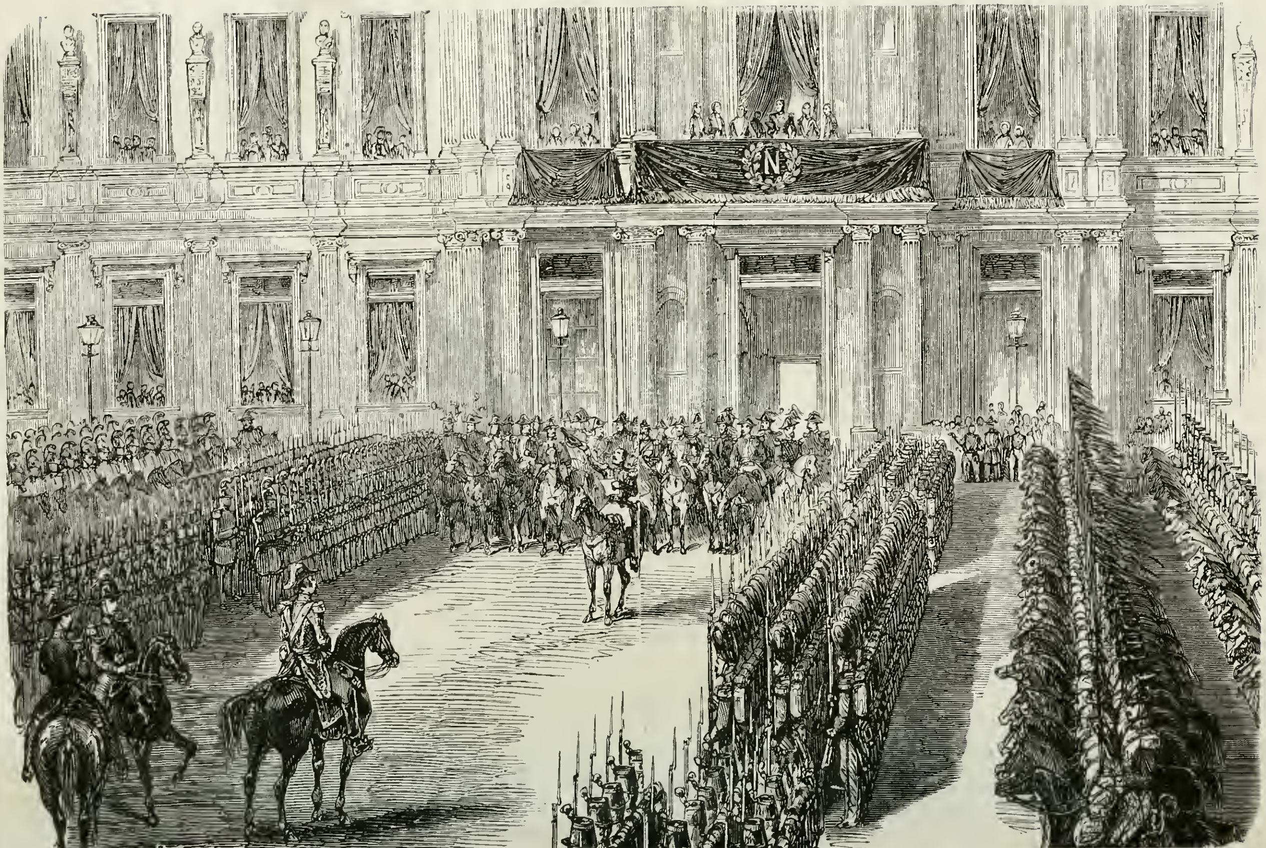
Le 2 décembre il notifia aux cours étrangères l'avénement de Napoléon III et déclara dans une circulaire que ce changement dans la forme du gouvernement ne modifierait en rien l'attitude de la France. Les adhésions des puissances ne se firent pas attendre.

Le premier des États de l'Europe qui reconnut le second Empire fut le royaume des Deux-Siciles : le 3 décembre, le marquis Antonini, ministre du roi Ferdinand II qui, on le sait, était de la maison de Bourbon, vint présenter ses lettres de créance. Il les avait reçues d'avance. Le 6 décembre l'ambassadeur d'Angleterre, lord Cowley, présentait les siennes. L'Angleterre occupe dans le monde la première place avec la France, et son adhésion était d'autant plus significative que cette puissance, l'ennemie acharnée de Napoléon, n'avait jamais reconnu le premier Empire. Le 7, un prince, gendre du roi Louis-Philippe, le roi des Belges Léopold reconnaissait à son tour Napoléon III. Les lettres de créance de la république Helvétique furent présentées le 8 décembre, celles du Piémont le 11, celles de l'Espagne le 12, celles des Pays-Bas le 14, et celles du Danemark le 16. On ne reçut qu'un peu plus tard, mais à cause de l'éloignement, les reconnaissances de la Suède, du Saint-Siége, de l'empire Ottoman et des États-Unis.

La Russie avait déterminé d'abord la Prusse et l'Autriche à se concerter avec elle pour faire des réserves. Les petits États allemands devaient attendre les grandes puissances pour envoyer leurs lettres de créance. Mais la déroute de cette ligue ne tarda pas à commencer. Plusieurs souverains allemands, le grand-duc de Hesse, le duc de Nassau, ne consentirent point à se plier aux convenances des cabinets de Saint-Pétersbourg, de Vienne et de Berlin. Ces deux derniers mêmes abandonnèrent le cabinet russe à moitié chemin. Ils voulaient bien ajouter quelques réserves à leur acte de reconnaissance, mais ils n'entendaient rien changer à la formule ordinairement employée entre souverains: *Monsieur mon frère.* Le tzar ne put obtenir qu'une chose, que les ambassadeurs de Prusse et d'Autriche ne présenteraient leurs lettres de créance qu'après l'ambassadeur de Russie. Monarque de droit divin, l'empereur Nicolas refusait de regarder comme son égal un souverain élu; il avait, on le sait, montré beaucoup de hauteur envers le roi Louis-Philippe, et croyait pouvoir agir de même avec Napoléon III. Son ambassadeur, M. de Kisselef, fut reçu le 5 janvier 1853 par l'Empereur, auquel il présenta ses lettres de créance. Ces lettres avaient la prétention de marquer la différence de principe qui, selon le tzar, séparait les deux gouvernements de Russie et de France L'empereur Nicolas n'appelait pas l'empereur Napoléon son frère, mais son *bon ami*. Napoléon III, bien que persuadé des mauvaises dispositions de son *bon ami*, dissimula son mécontentement. Peut-être un gouvernement soupçonné de faiblesse eût-il dû prendre un parti extrême et refuser les lettres de créance; mais un gouvernement qui passait, au contraire, pour nourrir des pensées ambitieuses et qui avait à se défendre de projets de conquête, ne faisait, en acceptant les lettres de créance de la Russie, preuve que de modération. Toutefois l'empereur Nicolas devait payer cher cette faute-là. On peut dire qu'il en est mort. La guerre d'Orient ne fut certes pas entreprise pour un motif aussi frivole, c'est au contraire une des guerres les plus profondément politiques de la France. Mais Napoléon III sentit que le mauvais vouloir de la Russie cachait une hostilité réelle, et la tournure que prirent bientôt les affaires d'Orient, acheva de l'en convaincre.

Quelques jours après M. de Kisselef, les ambassadeurs de Prusse et d'Autriche présentèrent leurs lettres de créance, qui ne différaient en rien des lettres ordinaires. Par une circulaire adressée à leurs représentants, les deux grandes puissances allemandes avaient seulement déclaré qu'elles n'entendaient ni contester, ni accepter le principe qui triomphait en

1. Beaumont-Vassy, *Hist. de mon temps.*



Proclamation de l'Empire en présence des troupes dans la cour des Tuileries (2 décembre 1852). (Page 2, col. 2.)

France. Le cabinet autrichien disait : « Aux communications par lesquelles l'avénement de l'empereur des Français nous a été notifié, se trouvaient jointes des copies du sénatus-consulte et du plébiscite relatifs à la transformation du gouvernement opérée en France. Il ne nous appartient pas de discuter ces documents, comme actes de législation intérieure. Aussi l'Autriche, en procédant, comme elle le fait, à la reconnaissance de Sa Majesté l'Empereur des Français n'entend-elle ni émettre une opinion quelconque sur les principes établis par le plébiscite, converti désormais en loi de l'État, ni accepter d'avance les conséquences qui pourraient en être tirées à l'avenir. En nous abstenant, du reste, de donner une forme plus solennelle à nos réserves, nous croyons fournir au gouvernement français, qui, je l'espère, saura l'apprécier, une nouvelle preuve des sentiments conciliants dont nous sommes animés. » Ces réserves n'avaient donc pas une



M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères.

grande signification puisqu'elles ne pouvaient influer en rien sur les rapports des gouvernements.

Les envoyés des petits souverains de l'Allemagne se succédèrent les jours suivants à l'audience impériale, un peu honteux d'avoir attendu si longtemps, et cherchant, par leurs protestations d'amitié, à se faire pardonner leurs retards. La question toujours si délicate de la reconnaissance d'un nouveau souverain et surtout d'un Napoléon fut donc terminée, et l'Empereur entra dans la famille des rois de l'Europe.

§ 3. MODIFICATIONS A LA CONSTITUTION DE 1852 ; LA NOUVELLE COUR.

Le Sénat avait, pendant ce temps, travaillé à mettre la Constitution du 14 janvier 1852 d'accord avec la nouvelle forme de gouvernement. Les bases de cette Constitution subsistaient. Mais la dignité impériale investissait celui qui en était revêtu, d'une plus grande autorité et de droits inséparables de la souveraineté. L'Empereur a le droit d'amnistie. Il préside, quand il le juge convenable, le Sénat et le conseil d'État.

Les traités de commerce qu'il signe, ont force de loi pour les modifications de tarifs qui y sont stipulées. Tous les travaux d'utilité publique, toutes les entreprises d'utilité générale sont ordonnés ou autorisés par ses décrets. Néanmoins, si ces travaux et entreprises ont pour condition des engagements ou des subsides du Trésor, le crédit devra être accordé, ou l'engagement ratifié par une *loi* avant la mise à exécution. L'Empereur a largement usé de son droit pour les travaux publics, qui n'ont jamais reçu une impulsion aussi vive que sous son règne. Il a usé également de son droit de conclure les traités de commerce pour lancer, en 1860, le pays dans la voie de la liberté commerciale. En vertu du même sénatus-consulte, les dispositions du décret organique du 22 mars 1852, réglant les rapports des grands corps de l'État entre eux et avec le pouvoir exécutif, pouvaient être également modifiés par décrets de l'Empereur. Napoléon III a encore fait usage de cette prérogative dans un sens libéral en 1860.

Le décret qui réglait l'hérédité dans la famille Bonaparte, au cas où l'Empereur ne laisserait point d'héritier direct et adoptif, fut signé le 19 décembre, communiqué au Sénat le 23 et publié le 24. Ce décret portait « qu'à défaut d'héritier de l'Empereur, son oncle le prince Jérôme-Napoléon Bonaparte et sa descendance directe, naturelle et légitime, provenant de son mariage avec la princesse Catherine de Wurtemberg, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture et à l'exclusion perpétuelle des femmes, seraient appelés à lui succéder. »

Les membres de la famille impériale appelés éventuellement à l'hérédité et leurs descendants portent le titre de princes français. Le fils aîné de l'Empereur est investi de celui de Prince impérial. Les princes français sont membres du Sénat et du conseil d'État quand ils ont atteint l'âge de dix-huit ans accomplis. Ils ne peuvent y siéger qu'avec l'agrément de l'Empereur. La dotation de la couronne et la liste civile de l'Empereur doivent être réglées, pour la durée de chaque règne, par un sénatus-consulte spécial. Le nombre des sénateurs nommés directement par l'Empereur ne peut excéder cent cinquante. Les sénatoreries, qui en principe étaient gratuites, et dont la rémunération dépendait du bon vouloir de l'Empereur, avaient fini par recevoir à peu près toutes une dotation qui variait de 15 à 30 000 francs. Une dotation de 30 000 fr. fut désormais attachée annuellement et viagèrement au titre de sénateur.

Le mode d'examen du budget par le Corps législatif fut également modifié. Le budget devait être présenté au Corps législatif avec ses subdivisions administratives par chapitres et par articles, mais voté par ministère. Cette modification souleva des objections, et présentait des inconvénients qu'on reconnut plus tard. Elle gênait le Corps législatif qui, s'il désapprouvait un chapitre, se voyait forcé de rejeter le crédit du ministère tout entier et reculait devant ce vote toujours grave. Les députés, dont le mandat était originairement gratuit, devaient recevoir une indemnité de 2500 francs par mois pendant la durée de chaque session ordinaire ou extraordinaire.

L'Empereur, en même temps, se forma une cour. « Par un décret en date du 31 décembre 1852, avaient été nommés dans la maison de l'Empereur : premier aumônier, Mgr l'évêque de Nancy; grand maréchal du palais, le maréchal Vaillant; premier préfet du palais, le colonel de Béville, connu par l'habileté et la discrétion avec lesquelles il avait, au 2 décembre, accompli la mission de porter les décrets à l'imprimerie nationale et de les faire imprimer sous ses yeux; grand chambellan, le duc de Bassano, qui abandonnait pour cette haute position de cour le poste de ministre de France à Bruxelles : choix heureux sous tous les rapports, car le duc et la duchesse de Bassano, née d'Hoogworst, ont rendu, par leurs formes pleines d'aménité et de courtoisie, de véritables services au gouvernement nouveau; premier chambellan, le comte Bacciochi; grand écuyer, le maréchal de Saint-Arnaud : imitation du premier Empire, où plusieurs des grandes charges de cour étaient remplies par des maréchaux; premier écuyer, le colonel Fleury : souvenir naturel d'un dévouement qui en a fait presque le Junot du second Empire; grand veneur, le maréchal Magnan; premier veneur, le colonel Edgard Ney; grand maître des cérémonies, le duc de Cambacérès, l'aîné des neveux de l'archichancelier, ancien pair de France sous la monarchie de 1830, nom qu'il était tout simple, d'ailleurs, de retrouver parmi ceux des dignitaires du second Empire.

« Des chambellans, des préfets du palais, des maîtres et aides des cérémonies, des aides de camp, officiers d'ordonnance et écuyers complétaient la maison civile et la maison militaire de l'Empereur.

« Nous ne donnons ces détails et ces noms que pour indiquer le milieu dans lequel les choix étaient faits. Lorsqu'on veut exactement dépeindre une époque historique, les détails de ce genre ont eux-mêmes leur importance.

« Toutes ces charges de cour étaient largement rétribuées, et pour certains hauts dignitaires, comme les maréchaux ou officiers généraux, par exemple, elles constituaient une notable augmentation de traitement. La nouvelle liste civile réglée par un sénatus-consulte semblait d'ailleurs présenter un chiffre suffisant pour subvenir à ces dépenses nouvelles. De 12 millions de francs qu'elle était depuis le 2 décembre et pendant la Présidence décennale, elle venait d'être portée à 25 millions, plus les revenus des forêts qui faisaient partie de la dotation impériale.

« Le même sénatus-consulte du 14 décembre 1852 accordait à l'Empereur une somme de 1 500 000 francs, pour être répartis à son gré entre les princes et les princesses de la famille impériale[1]. »

§ 4. MARIAGE DE L'EMPEREUR (30 JANVIER 1853).

Un décret, communiqué au Sénat, avait stipulé avec soin, nous l'avons dit, l'ordre de succession dans la famille impériale, mais le Sénat avait exprimé le vœu que par un mariage le nouveau souverain assurât l'avenir du second Empire. On commençait déjà à parler d'alliances princières projetées pour Napoléon III. On répétait le nom d'une princesse de Bade, Carola Wasa, d'une jeune princesse de Leuchtenberg, de la sœur du roi d'Espagne. Mais bientôt le nom de l'élue circula et dérouta tous ceux qui avaient rêvé des alliances plus ou moins politiques. Napoléon III, qui avait déjà

1. Beaumont-Vassy, *Hist. de mon temps*.

habitué la France et l'Europe à des résolutions imprévues, les surprit encore cette fois. Il ne suivit pas de calculs, mais son inclination; il ne fit pas un mariage politique, mais il donna, sur le trône, le rare exemple d'un mariage d'amour.

La jeune personne sur laquelle son choix se portait, était une Espagnole d'une grande naissance et d'une beauté supérieure, Mlle Eugénie de Montijo, comtesse de Téba. Son père, le comte de Téba, né à Madrid le 15 septembre 1786, grand d'Espagne de première classe, avait servi notre cause sous le premier Empire. Cadet à l'École militaire en Espagne en 1801, il était devenu lieutenant-colonel d'artillerie en 1808. Il abandonna son grade pour se faire un des champions du frère de Napoléon Ier, Joseph, que l'Empereur avait établi sur le trône d'Espagne. Chef d'escadron en 1812, il demanda à servir la France quand notre armée évacua la Péninsule. Le maréchal Soult, appuyant sa demande, le désignait comme un officier d'artillerie très-distingué qui réunissait à des connaissances très-étendues dans son arme, une grande activité, et qui s'était signalé en Andalousie. Le comte de Téba, qui devint par la mort de son frère aîné comte de Montijo, assistait en 1814 à la bataille de Paris et, à la tête des élèves de l'École polytechnique, tira un des derniers coups de canon pour la défense de la capitale. Les états de service du grand d'Espagne se résumaient en huit campagnes et deux blessures. Mme de Montijo, fille de M. Kirk Patrick, consul d'Angleterre dans un port d'Espagne, descendait d'une famille écossaise catholique. Mme de Montijo avait deux filles; l'une devenue duchesse d'Albe et de Berwick en s'alliant au rejeton d'une des vieilles et nobles maisons de la Péninsule, l'autre la future Impératrice des Français.

« Mlle Eugénie de Montijo, comtesse de Téba, était d'une taille au-dessus de la moyenne, admirablement prise et remarquable par l'ensemble harmonieux des plus gracieuses proportions. Sa tête, d'un ovale allongé, avec un certain renflement des joues dans la partie inférieure du visage, comme on en remarque dans quelques-uns des portraits de Velasquez, présentait un caractère de douceur calme et de noble sérénité, auquel contribuait beaucoup l'expression des yeux, d'une nuance bleu pâle, recouverts de paupières assez épaisses, et protégés par des cils longs et soyeux. Le principal ornement de cette tête charmante était une chevelure assez abondante, de ce blond doré que l'on admire chez certaines femmes du midi de l'Europe, mais plutôt chez les Italiennes que chez les Espagnoles, et qui est la nuance préférée des peintres à cause de l'harmonieuse chaleur de son coloris.

« Svelte, souple dans ses mouvements, habile aux exercices du corps, montant supérieurement et énergiquement à cheval, sachant manier et tirer une arme à feu d'une façon que bien des hommes envieraient, elle n'avait pourtant de l'amazone que la hardiesse gracieuse, sans afficher des aptitudes trop viriles et sans rien abdiquer des délicatesses de la femme. Un dessin lithographique, très-rare aujourd'hui, l'avait représentée dans sa jeunesse, en costume national, montée sur une mule richement harnachée, et gravissant un des pics de son pays. Jamais aucune peinture officielle n'a aussi bien indiqué l'ensemble de grâce et de décision qui formait le caractère si séduisant de sa beauté prédestinée.

« Napoléon III n'avait pu voir Mlle Eugénie de Montijo sans être très-vivement frappé de toutes ces qualités extérieures que nous venons d'énumérer. Ce que l'on disait de la résolution de son esprit, de ses instincts énergiques, était également de nature à provoquer une sympathique curiosité. Afin d'étudier de plus près les qualités de la noble et belle étrangère, le prince la fit inviter, ainsi que la comtesse de Montijo sa mère, à passer au mois d'octobre 1852, à Compiègne, les semaines traditionnellement consacrées en automne aux chasses et aux fêtes, dans les résidences impériales.

« Ce fut là que les sentiments du nouvel Empereur pour la jeune femme, dont la beauté et la grâce avaient tout d'abord frappé son imagination et ses yeux, prirent peu à peu une vivacité assez grande pour lui faire irrévocablement adopter la résolution très-grave de la faire asseoir, en s'unissant à elle par d'indissolubles liens, sur le trône que venait de relever la volonté du peuple français.

« Dans les conseils intimes de Napoléon III, plusieurs voix dévouées s'élevèrent contre cette union qui, aux yeux de quelques amis de la veille, n'avait que l'unique, mais sérieux défaut de n'être pas une alliance politique, ou tout au moins princière. La volonté de l'Empereur fut inébranlable. Sa résolution ne fut point si soudaine, d'ailleurs, qu'elle ne pût être raisonnée. Les progrès du sentiment qui l'animait et finit par l'entraîner purent être aisément constatés et appréciés dans leurs diverses phases. La cour nouvelle du nouveau monarque avait les regards fixés sur les personnages principaux de ce drame intime, si intéressant pour elle, d'ailleurs. Elle se montrait naturellement très-attentive à tous les développements, à toutes les péripéties de cette romanesque aventure. Parmi les invités de Compiègne se trouvaient plusieurs des membres de la famille impériale, entre autres les princesses Mathilde et Murat, les princes Jérôme Napoléon, Murat et Lucien Bonaparte. Rien de plus brillant, de plus animé, que les spectacles et les chasses. Mlle de Montijo se montra dans les exercices équestres de la plus gracieuse habileté, même à côté de la marquise de Contades, fille du maréchal de Castellane, intrépide amazone, dont l'esprit et la verve étaient, à bon droit, renommés au milieu de cette cour naissante, et qui même avait, disait-on, recommandé au choix de l'Empereur quelques-uns des futurs titulaires de sa maison civile, tels que chambellans et écuyers. Bientôt la sympathie croissante de Napoléon III pour la belle étrangère fut visible aux yeux de tout ce qui l'entourait, et un soir, comme on dansait sans cérémonie dans la galerie des Chasses, Mlle Eugénie de Montijo s'étant embarrassée dans les plis de sa longue robe et ayant fait une chute sans gravité, l'expression d'inquiétude qui se manifesta soudain sur le visage ordinairement si calme de l'Empereur ne put laisser aucun doute sur la nature et la vivacité de ses véritables sentiments dans l'esprit de toutes les personnes qui assistaient à cette petite scène, au nombre desquelles nous nous trouvions nous-même. Un bouquet de violettes, offert par Napoléon III, au moment d'un dîner, fut, peu de jours après, le signe convenu entre les deux éminents personnages de l'irrévocable

décision prise par lui d'épouser la jeune comtesse de Téba, et de l'associer ainsi, par des liens sacrés, à ses futures destinées.

« Bientôt la nouvelle du prochain mariage de l'Empereur et du choix qu'il avait fait se répandit dans le monde officiel et du monde officiel dans le public. Les salons raillèrent ; la bourgeoisie s'étonna ; le peuple, auquel le romanesque ne déplaît pas d'ailleurs, surtout à Paris, trouva tout naturel que le chef de l'État se mariât selon son cœur. Tout se prépara dans les sphères gouvernementales pour la réalisation de l'acte important qui allait s'accomplir[1]. »

L'Empereur convoqua pour le 22 janvier les bureaux du Sénat et du Corps législatif et le conseil d'État pour leur annoncer son mariage. On était impatient d'entendre en quels termes le chef de l'Etat allait s'exprimer sur un acte à la fois si grave et si délicat. Ses paroles causèrent une vive impression:



Mademoiselle Eugénie de Montijo, d'après une peinture à Madrid.

« La France, dit-il, par ses révolutions successives, s'est toujours brusquement séparée du reste de l'Europe : tout gouvernement sensé doit chercher à la faire rentrer dans le giron des vieilles monarchies ; mais ce résultat sera bien plus sûrement atteint par une politique droite et franche, par la loyauté des transactions que par des alliances royales qui créent de fausses sécurités et substituent souvent l'intérêt de famille à l'intérêt national.

« D'ailleurs, les exemples du passé ont laissé dans l'esprit du peuple des croyances superstitieuses ; il n'a pas oublié que depuis soixante-dix ans les princesses étrangères n'ont monté les degrés du trône que pour voir leur race dispersée et proscrite par la guerre ou par la révolution. Une seule femme a semblé porter bonheur et vivre plus que les autres dans le souvenir du peuple, et cette femme modeste et bonne du général Bonaparte n'était pas issue d'un sang royal.

« Il faut cependant le reconnaître, en 1810, le ma-

1. Beaumont-Vassy, *Hist. de mon temps.*



Sa Majesté l'Impératrice en toilette de mariée.

riage de Napoléon Ier avec Marie-Louise fut un grand événement : c'était un gage pour l'avenir, une véritable satisfaction pour l'orgueil national, puisqu'on voyait l'antique et illustre maison d'Autriche, qui nous avait si longtemps fait la guerre, briguer l'alliance du chef élu d'un nouvel Empire. Sous le dernier règne, au contraire, l'amour-propre du pays n'a-t-il pas eu à souffrir, lorsque l'héritier de la couronne sollicitait infructueusement pendant plusieurs années l'alliance d'une maison souveraine et obtenait enfin une princesse accomplie sans doute, mais seulement dans des rangs secondaires et dans une autre religion?

« Quand, en face de la vieille Europe, on est porté par la force d'un nouveau principe à la hauteur des anciennes dynasties, ce n'est pas en vieillissant son blason et en cherchant à s'introduire à tout prix dans la famille des rois qu'on se fait accepter; c'est bien plutôt toujours en se souvenant de son origine, en conservant son caractère propre et en prenant franchement vis-à-vis de l'Europe la position de parvenu, titre glorieux, lorsqu'on parvient par le libre suffrage d'un grand peuple!

« Ainsi, obligé de s'écarter des précédents suivis jusqu'à ce jour, mon mariage n'était plus qu'une affaire privée. Il restait seulement le choix de la personne. Celle qui est devenue l'objet de ma préférence est d'une naissance élevée. Française par le cœur, par l'éducation, par le souvenir du sang que versa son père pour la cause de l'Empire, elle a, comme Espagnole, l'avantage de ne pas avoir en France de famille à laquelle il faille donner honneurs et dignités. Douée de toutes les qualités de l'âme, elle sera l'ornement du trône, comme au jour du danger elle deviendrait un de ses courageux appuis. Catholique et pieuse, elle adressera au ciel les mêmes prières que moi pour le bonheur de la France; gracieuse et bonne, elle fera revivre dans la même position, j'en ai le ferme espoir, les vertus de l'impératrice Joséphine.

« Je viens donc, Messieurs, dire à la France : J'ai préféré une femme que j'aime et que je respecte à une femme inconnue dont l'alliance eût eu des avantages mêlés de sacrifices. Sans témoigner de dédain pour personne, je cède à mon penchant, mais après avoir consulté ma raison et mes convictions. Enfin, en plaçant l'indépendance, les qualités du cœur, le bonheur de famille au-dessus des préjugés dynastiques et des calculs de l'ambition, je ne serai pas moins fort, puisque je serai plus libre. Bientôt, en me rendant à Notre-Dame, je présenterai l'Impératrice au peuple et à l'armée; la confiance qu'ils ont en moi assure leur sympathie à celle que j'ai choisie. Et vous, Messieurs, en apprenant à la connaître, vous serez convaincus que cette fois encore j'ai été inspiré par la Providence. »

Le 29 janvier 1853, à huit heures du soir, le duc de Cambacérès, grand maître des cérémonies, se rendit au palais de l'Élysée avec deux voitures de la cour, entourées d'une nombreuse escorte : il allait chercher Mlle Eugénie de Montijo ainsi que sa mère pour les conduire aux Tuileries où devait avoir lieu la cérémonie du mariage civil.

A l'entrée du premier salon du palais, le prince Napoléon et la princesse Mathilde, sa sœur, attendaient la fiancée impériale qu'ils conduisirent à l'Empereur. Celui-ci, entouré du prince Jérôme, des ministres, cardinaux, maréchaux et amiraux, la reçut solennellement et la cour se rendit alors en cortége dans la salle des Maréchaux. Le ministre d'Etat, M. Fould, auquel revenait en cette circonstance la charge d'officier de l'état civil, était entouré des témoins de la future impératrice. C'étaient MM. le marquis de Valdegamas, ministre d'Espagne à Paris, le duc d'Ossuna, le marquis de Bedmar, grands d'Espagne de première classe, le général Alvarez Toledo et le comte de Galvé, parent de Mlle de Montijo. Les témoins du côté de l'Empereur étaient son oncle, le prince Jérôme, et son cousin, le prince Napoléon.

Au fond de la salle, devant l'embrasure de la fenêtre du jardin, deux fauteuils égaux étaient placés sur une estrade : l'un à droite, pour l'Empereur; l'autre à gauche, pour la future impératrice. Au-bas de l'estrade, du côté gauche, était une table sur laquelle se trouvait placé le registre de l'état civil de la famille impériale, conservé dans les archives de la secrétairerie d'État. Le premier acte qui s'y trouve consigné, daté du 2 mars 1806, est l'adoption du prince Eugène, comme fils de l'Empereur Napoléon Ier et comme vice-roi d'Italie. Le dernier acte, celui qui précède immédiatement l'acte de mariage de Napoléon III et de l'Impératrice Eugénie, est celui de la naissance du Roi de Rome à la date du 20 mars 1811.

Le ministre d'État et le président du conseil d'État se rendirent devant le fauteuil de l'Empereur. Le ministre d'État commence : « *Au nom de l'Empereur!* (A ces mots, l'Empereur et l'Impératrice se lèvent.) *Sire, Votre Majesté déclare-t-elle prendre en mariage Son Excellence Mademoiselle Eugénie de Montijo, comtesse de Téba, ici présente?* L'Empereur répond : « Je « déclare prendre en mariage Son Excellence Made- « moiselle Eugénie de Montijo, comtesse de Téba, « ici présente. » L'Impératrice répondit à son tour : « Je déclare prendre en mariage Sa Majesté l'Em- « pereur Napoléon III, ici présent. »

Alors le ministre d'État prononça la formule du mariage. Les maitres et les aides des cérémonies apportèrent la table sur laquelle était le registre de l'état civil, et la placèrent devant les fauteuils de l'Empereur et de l'Impératrice. On procéda à la signature de l'acte. Le président du conseil d'État présenta la plume à l'Empereur et ensuite à l'Impératrice, qui signèrent assis et sans quitter leur place. La comtesse de Montijo, les princes et princesses, le ministre d'Espagne, reçurent ensuite la plume et signèrent à leur tour avec les témoins désignés par l'Empereur.

Après la cérémonie, il y eut concert dans la salle de spectacle. On y chanta une cantate composée pour la circonstance par M. Méry, et dont M. Auber avait écrit la musique. Nous n'en citerons que deux strophes charmantes où le poëte en parlant de l'Impératrice disait :

Espagne bien aimée,
Où le ciel est vermeil,
C'est toi qui l'as formée
D'un rayon de soleil!
Nous bénissons l'aurore
Et ses riantes pleurs
Qui la firent éclore
Dans un jardin de fleurs.

Étoile qui scintille
Et se lève sur nous,
Ses rayons de Castille
Font notre ciel plus doux!

Le pauvre à ses souffrances
Promet un meilleur temps;
Il a deux Providences,
L'année a deux printemps.

Mlle Eugénie de Montijo fut ensuite reconduite à l'Élysée avec le même cérémonial qu'à son arrivée.

Le lendemain, 30 janvier, on célébra le mariage religieux avec une pompe qui rappelait de tout point les splendeurs du premier Empire. Dès le matin, une foule immense, comme Paris n'en a jamais vu, était accourue de tous les quartiers de la ville, de tous les points du département et des départements circonvoisins, et se pressait aux abords des places et des rues que devait parcourir le cortége. Les corporations ouvrières de Paris et de la banlieue, bannière en tête, les vieux militaires de l'Empire, les députations de jeunes filles vêtues de blanc, s'étaient rangés sur le passage du cortége. La garde nationale et l'armée formaient une double haie depuis le palais des Tuileries jusqu'à Notre-Dame. La place du Louvre, la rue de Rivoli, l'hôtel de ville et les quais étaient ornés de mâts, de banderoles, de panoplies, d'inscriptions portant gravés dans un même écusson le chiffre de l'Empereur et celui de l'Impératrice.

Sur la place du Carrousel on voyait, massés en colonnes serrées, une brigade de cuirassiers, une brigade de carabiniers, un escadron de gendarmerie de la Seine et un escadron de la garde à cheval de Paris; dans la cour des Tuileries étaient rangés en bataille deux escadrons des guides dont le brillant uniforme attirait tous les regards.

A onze heures et demie, deux voitures de la cour allèrent chercher l'Impératrice à l'Élysée. A midi précis, le canon des Invalides annonça son arrivée. Les clairons sonnèrent, les tambours battirent aux champs, et l'Impératrice fit son entrée aux Tuileries par la place du Carrousel et la grille du pavillon de Flore, aux cris de *Vive l'Impératrice!*

Le prince Napoléon et la princesse Mathilde attendaient Sa Majesté au bas du grand escalier et la conduisirent au salon de l'Empereur. L'Empereur s'avança au-devant d'elle, puis la mena au balcon; sur la place s'éleva un immense cri de : « Vive l'Empereur! Vive l'Impératrice! » Bientôt les voitures vinrent se ranger près la porte du pavillon de l'Horloge.

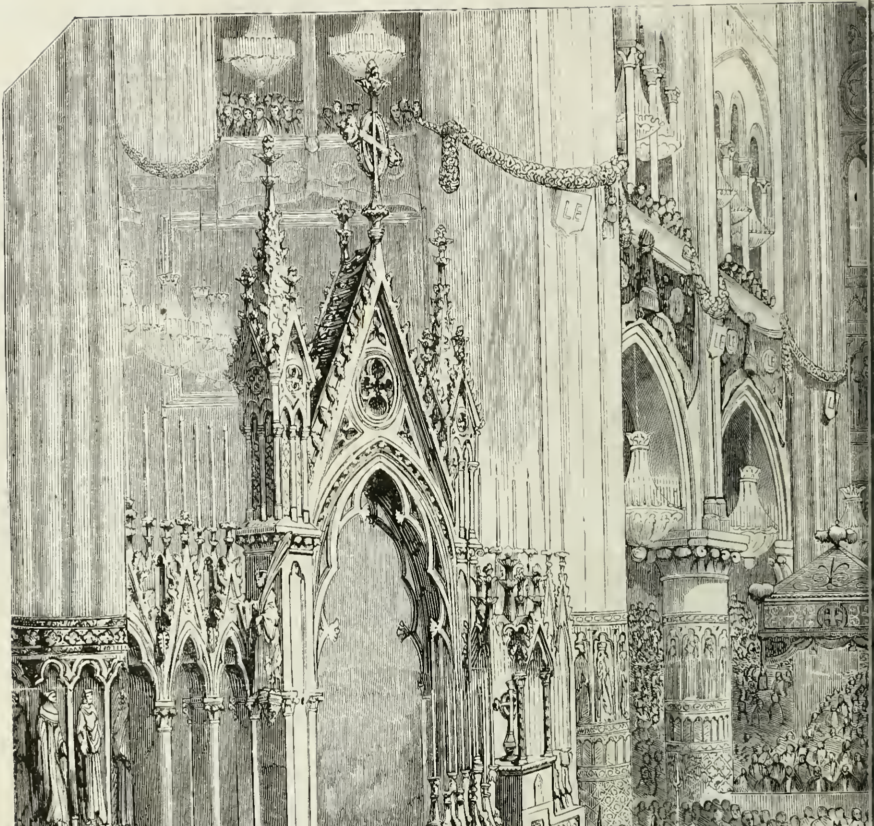
Un escadron de guides ouvrait la marche du cortége; venaient ensuite, la voiture de la maison de la princesse Mathilde, les voitures des dames du palais de l'Impératrice; les voitures des officiers civils de la maison de l'Empereur; quatre voitures des ministres. La voiture impériale était attelée de huit chevaux. A la portière de droite se tenaient le maréchal de France, grand écuyer de l'Empereur, et le général commandant supérieur de la garde nationale de Paris. A la portière de gauche : le maréchal de France, grand veneur, et le premier écuyer; venaient ensuite les aides de camp de l'Empereur, l'état-major de l'armée de Paris, les écuyers de l'Empereur, l'écuyer de l'Impératrice. Un second escadron des guides et une division de grosse cavalerie fermaient le cortége.

Rien de plus riche que les carrosses et leur brillant attelage. La voiture de l'Empereur, qui avait servi au sacre de Napoléon Ier et de Joséphine, était entièrement dorée et surmontée de la couronne impériale. A peine fut-elle sortie des Tuileries, que des rangs de l'armée s'élevèrent des cris non interrompus de : « Vive l'Empereur! vive l'Impératrice! » L'Empereur avait profité de cette circonstance pour inaugurer solennellement la rue de Rivoli que garnissaient dans tout son parcours des estrades improvisées. Cette magnifique voie de communication aboutissait alors à l'hôtel de ville, dont la décoration splendide se faisait remarquer.

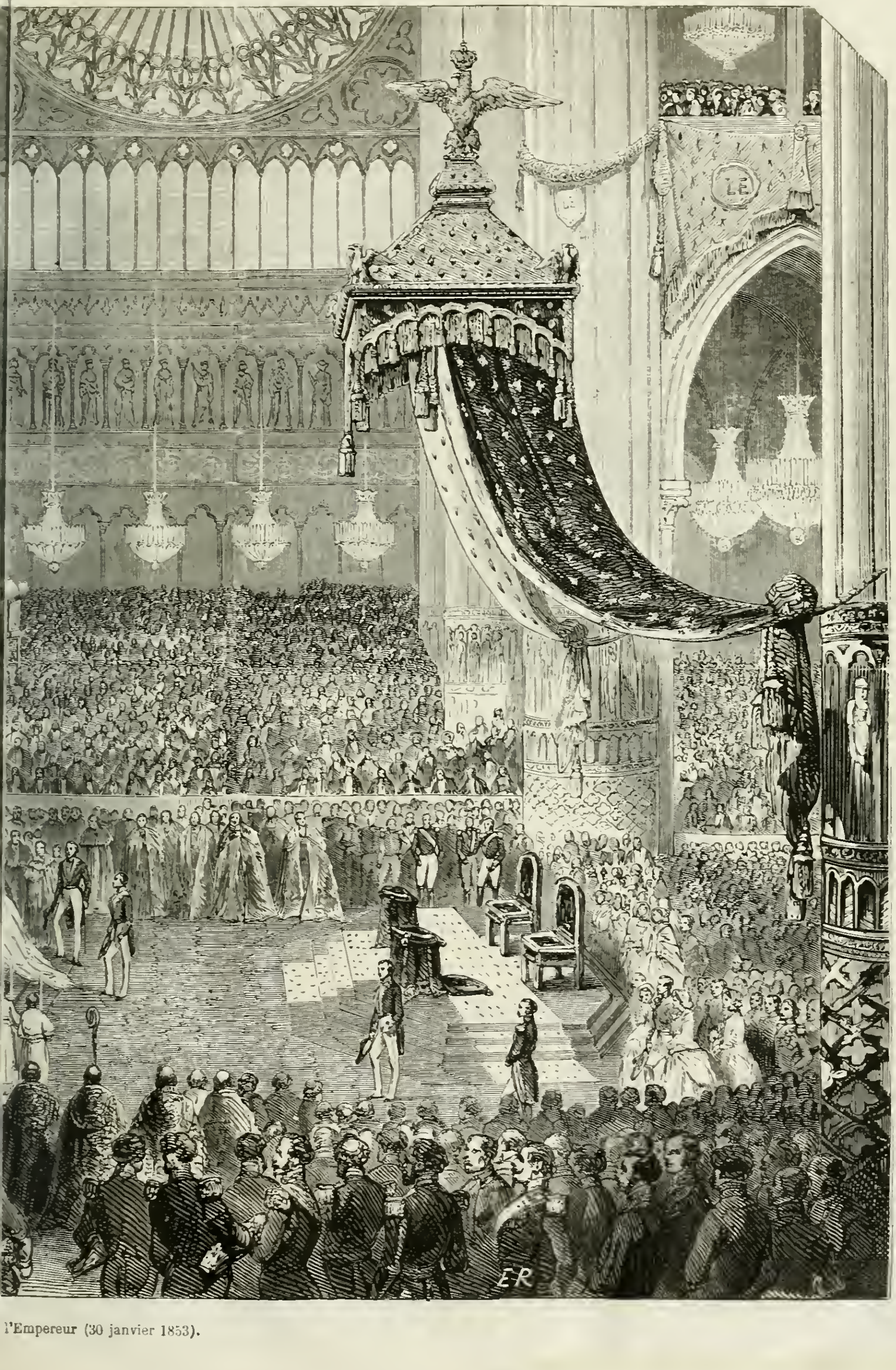
La décoration de Notre-Dame parfaitement appropriée au style et aux proportions du monument, faisait honneur au talent et au goût des habiles architectes qui l'avaient exécutée. Devant le portail, on avait élevé un porche gothique, dont les panneaux, imitant des tentures en tapisseries, représentaient des figures de saints et de rois de France. Sur les deux principaux pilastres, on voyait les statues équestres de Charlemagne et de Napoléon Ier. Le long de la balustrade qui couronne la galerie des rois, régnait une frise d'aigles alternés par des guirlandes. Neuf bannières vertes, semées d'abeilles, flottaient sur les grandes fenêtres et sur la rose du milieu. La grande galerie à jour était ornée d'une tenture verte, les drapeaux des quatre-vingt-six départements en surmontaient la balustrade. Au sommet des tours s'élevaient quatre aigles et deux grandes bannières tricolores.

Un porche intérieur, d'un dessin aussi élégant que simple, supportait la tribune destinée à un orchestre de cinq cents musiciens. Les piliers de la cathédrale étaient tendus, jusqu'aux chapiteaux, en velours rouge et reliés par des guirlandes de verdure et de fleurs. Au milieu du transept et sur une estrade couverte d'un tapis d'hermine, étaient placés les deux siéges d'honneur préparés pour l'Empereur et pour l'Impératrice. Au-dessus de cette estrade s'élevait un dais magnifique surmonté d'un aigle d'or aux ailes déployées. Des bannières, contenant les noms des principales villes et des départements de France, descendaient de la voûte et complétaient la décoration. Enfin l'autel, élevé de sept marches au-dessus du sol de l'église, d'un style sobre et sévère, se détachait sur la masse éblouissante des lumières dont le chœur était inondé. Quinze mille bougies éclairaient la cathédrale; rien ne saurait donner une idée de l'imposant coup d'œil qu'offraient les estrades occupées par le Corps diplomatique, le Sénat, le Corps législatif, le conseil d'État, les femmes des ministres, des maréchaux, des amiraux, par l'élite de la France et des étrangers présents à Paris. Le Corps diplomatique était au grand complet; lord Cowley, retenu par indisposition, était représenté par tout le personnel de l'ambassade anglaise.

A une heure le bruit des tambours et les acclamations annoncèrent l'arrivée du cortége. Aussitôt l'archevêque de Paris, Mgr Sibour, précédé et suivi de son clergé, se dirigea processionnellement, la mître en tête et la crosse pastorale à la main, vers le portail. La grande porte s'ouvrit et l'Empereur, donnant la main à l'Impératrice, fit son entrée dans la basilique. Il portait l'uniforme de lieutenant général avec le grand cordon de la Légion d'honneur et le même collier de la Toison d'or, autrefois porté par Charles-Quint. L'Impératrice était habillée d'une robe longue, en soie blanche couverte de point de dentelle, avec le diadème et la ceinture en diamants. Au diadème se rattachait un long voile d'Angleterre surmonté de fleurs d'oranger. Après avoir reçu l'eau bénite et l'encens,



Cérémonie du mariage



l'Empereur (30 janvier 1853).

Leurs Majestés prirent place sur l'estrade, entourées des princes et des princesses de la famille impériale.

L'archevêque salua Leurs Majestés, qui se rendirent au pied de l'autel. Le pontife leur dit : « Vous « vous présentez ici pour contracter mariage en face de « la sainte Église? » L'Empereur et l'Impératrice répondirent : « Oui, monsieur. » L'archevêque adresse alors à l'Empereur les paroles suivantes : « Sire, vous « déclarez, reconnaissez devant Dieu et en face de la « sainte Église, que vous prenez maintenant pour votre « femme et légitime épouse Mme Eugénie de Montijo, « comtesse de Téba, ici présente? » L'Empereur répond : « Oui, monsieur. » L'officiant fait la même question à l'Impératrice, et procède au mariage avec les formes ordinairement employées pour les citoyens.

La messe commença. Pendant l'office divin, l'orchestre fit entendre les plus beaux chants de la musique religieuse. Après la messe, et pendant que l'orchestre exécutait le *Te Deum* de Lesueur, l'archevêque, accompagné du curé de Saint-Germain l'Auxerrois, s'approcha du trône, présenta à la signature impériale le registre où était consigné l'acte du mariage religieux. Enfin, l'archevêque et son chapitre métropolitain reconduisirent Leurs Majestés. Le cortége revint dans le même ordre aux Tuileries, en parcourant cette fois la ligne des quais jusqu'à la place de la Concorde. Dans le jardin, des députations d'ouvriers et de jeunes filles, bannières en tête, offrirent des fleurs aux augustes époux. En rentrant au palais par le pavillon de l'Horloge, ceux-ci firent en voiture le tour de la place du Carrousel, où les troupes les accueillirent de nouveau par des cris enthousiastes. L'Empereur et l'Impératrice se montrèrent successivement au balcon donnant sur la cour et au balcon sur le jardin. Le temps avait voulu favoriser cette fête magnifique. Rarement l'hiver accorde un ciel aussi pur, une température aussi douce.

L'Impératrice avait déjà révélé ses hautes qualités et fait preuve de ses sentiments généreux et charitables. Le conseil municipal de Paris, après avoir entendu la notification du mariage de l'Empereur, décida qu'une somme de 600 000 francs serait affectée à l'acquisition d'un collier de diamants offert à l'Impératrice par la ville de Paris. L'Impératrice refusa ce riche présent et écrivit au préfet de la Seine : « Je suis bien touchée d'apprendre la généreuse décision du conseil municipal de Paris, qui manifeste ainsi son adhésion sympathique à l'union que l'Empereur contracte. J'éprouve néanmoins un sentiment pénible, en pensant que le premier acte public qui s'attache à mon nom, au moment de mon mariage, soit une dépense considérable pour la ville de Paris. Permettez-moi donc de ne point accepter votre don, quelque flatteur qu'il soit pour moi; vous me rendrez plus heureuse en employant en charités la somme que vous aviez fixée pour l'achat de la parure que le conseil municipal voulait m'offrir. Je désire que mon mariage ne soit l'occasion d'aucune charge nouvelle pour le pays auquel j'appartiens désormais; et la seule chose que j'ambitionne, c'est de partager avec l'Empereur l'amour et l'estime du peuple français. Je vous prie, monsieur le préfet, d'exprimer à votre conseil toute ma reconnaissance. (Élysée, le 26 janvier 1853). » Le conseil municipal, pour perpétuer le souvenir des intentions charitables de l'Impératrice, décida qu'il serait fondé à Paris, sous son patronage, un établissement où de jeunes filles pauvres recevraient une éducation conforme à leur position.

Parmi les objets composant la corbeille de mariage de l'Impératrice, l'Empereur avait fait placer, au lieu de la bourse d'usage, un portefeuille renfermant 250 000 francs. L'Impératrice voulut que cette somme fût entièrement consacrée à des œuvres de charité. Par ses ordres, 100 000 francs furent répartis entre les *Sociétés maternelles* qui ont pour but de secourir les pauvres femmes en couches, de pourvoir à leurs besoins et à l'allaitement de leurs enfants, et qui venaient d'être placées sous le patronage de l'Impératrice. 150 000 francs servirent à fonder de nouveaux lits à l'hospice des Incurables.

A l'occasion du mariage de l'Empereur, on donna, à la cité Napoléon, rue Rochechouart, trois cents bains gratis aux ouvriers et ouvrières du 2ᵉ arrondissement. Outre les 600 000 francs du collier, le conseil municipal de Paris avait voté une autre somme de 300 000 francs pour des actes de bienfaisance. Cette somme fut consacrée : 1° A doter vingt-huit couples pauvres choisis dans les douze arrondissements de Paris et dans les deux arrondissements ruraux du département de la Seine; 2° A dégager les outils engagés au mont-de-piété; 3° A compléter l'œuvre précédemment entreprise par la commission municipale à l'occasion de la proclamation de l'Empire le 2 décembre dernier, en faisant remise aux mères indigentes de l'arriéré des mois de nourrice qu'elles devaient à l'administration; 4° Enfin à des secours distribués aux familles nécessiteuses.

Les victimes de la politique ne furent pas plus oubliées que les victimes de la pauvreté. Trois mille grâces furent accordées à des personnes ayant été l'objet de mesures de sûreté générale à la suite des troubles de décembre 1851. « Au moyen de ces grâces, disait le *Moniteur*, de celles qui avaient été précédemment accordées et des nombreuses soumissions qui arrivent chaque jour, il ne reste plus que douze cents personnes environ soumises à l'expulsion ou à la transportation. »

CHAPITRE II.

POLITIQUE INTÉRIEURE EN 1853.

§ 1. LA SESSION LÉGISLATIVE.

L'année 1853 qui devait finir au milieu d'une crise de céréales et de bruits de guerre, avait commencé sous les plus riants présages, et même les six mois qui suivirent les fêtes du mariage de l'Empereur, ne présentèrent aucun événement important. La session législative s'ouvrit le 14 février, avec la pompe qui convenait à une séance impériale. Napoléon III profite toujours de ces circonstances pour s'entretenir avec le pays, soit de ce qu'il a fait, soit des projets qu'il médite. La force de son pouvoir donne plus d'importance à ses paroles auxquelles la France et l'Europe prêtent une oreille attentive et qui tracent toujours avec énergie le tableau de la situation.

« Il y a un an, dit l'Empereur, je vous réunissais dans cette enceinte pour inaugurer la constitution promulguée en vertu des pouvoirs que le peuple m'avait conférés; depuis cette époque, le calme n'a pas été troublé; la loi, en reprenant son empire, a permis de rendre à leurs foyers la plupart des hommes frappés par une rigueur nécessaire. La richesse nationale s'est élevée à un tel point, que la partie de la fortune mobilière dont on peut chaque jour apprécier la valeur s'est accrue à elle seule de deux milliards environ.

« L'activité du travail s'est développée dans toutes les industries; les mêmes progrès se réalisent en Afrique, où notre armée vient de se distinguer par des succès héroïques. La forme du gouvernement s'est modifiée légalement et sans secousse par le libre suffrage du peuple. De grands travaux ont été entrepris sans la création d'aucun impôt et sans emprunt. La paix a été maintenue sans faiblesse. Toutes les puissances ont reconnu le nouveau gouvernement. La France a aujourd'hui des institutions qui peuvent se défendre d'elles-mêmes et dont la stabilité ne dépend pas de la vie d'un homme.

« Ces résultats n'ont pas coûté de grands efforts, parce qu'ils étaient dans l'esprit et dans les intérêts de tous. A ceux qui méconnaîtraient leur importance, je répondrais qu'il y a quatorze mois à peine, le pays était livré aux hasards de l'anarchie. A ceux qui regretteraient qu'une part plus large n'ait pas été faite à la liberté, je répondrais : La liberté n'a jamais aidé à fonder d'édifice politique durable; *elle le couronne quand le temps l'a consolidé.*

« N'oublions pas d'ailleurs que si l'immense majorité du pays a confiance dans le présent et foi dans l'avenir, il reste toujours des individus incorrigibles qui, oublieux de leur propre expérience, de leurs terreurs passées, de leurs désappointements, s'obstinent à ne tenir aucun compte de la volonté nationale, nient impudemment la réalité des faits, et, au milieu d'une mer qui s'apaise chaque jour davantage, appellent des tempêtes qui les engloutiraient les premiers.

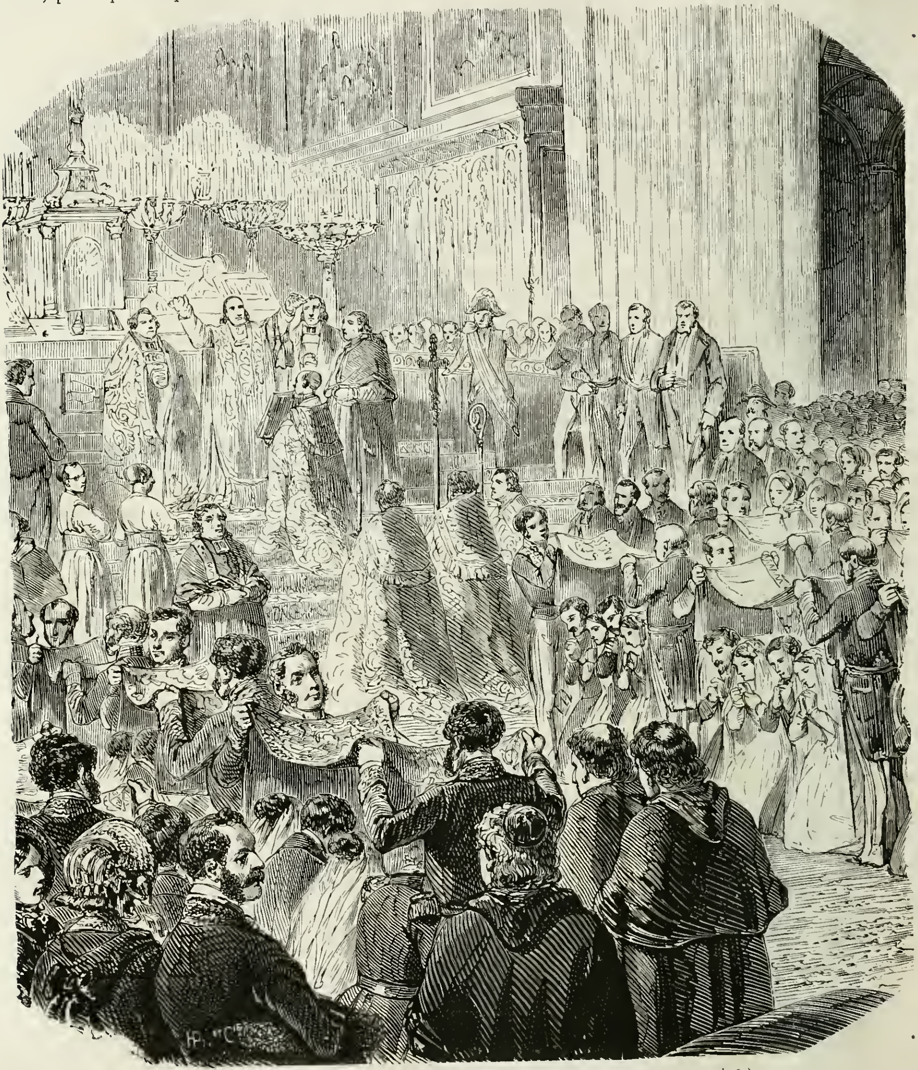
« Ces menées occultes des divers partis ne servent, à chaque occasion, qu'à constater leur impuissance, et le gouvernement, au lieu de s'en inquiéter, songe, avant tout, à bien administrer la France et à rassurer l'Europe.... La plupart des lois qu'on vous présentera ne sortiront pas du cercle des exigences accoutumées, et c'est là l'indice le plus favorable de notre situation. Les peuples sont heureux quand les gouvernements n'ont pas besoin de recourir à des mesures extraordinaires.

« Remercions donc la Providence de la protection visible qu'elle a accordée à nos efforts, persévérons dans cette voie de fermeté et de modération qui rassure sans irriter, qui conduit au bien sans violence et prévient ainsi toute réaction. Comptons toujours sur Dieu et sur nous-mêmes, comme sur l'appui mutuel que nous nous devons, et soyons fiers de voir en si peu de temps ce grand pays pacifié, prospère au dedans, honoré au dehors. »

Le Corps législatif avait à discuter des projets de loi d'une réelle importance sur le rachat des actions de jouissance des canaux, sur les correspondances postales, le régime des caisses d'épargne, la caisse des retraites pour la vieillesse, l'organisation des conseils de prud'hommes, la formation du jury, le service des pensions civiles. Les réformes administratives et économiques du gouvernement de Napoléon III formant un tout bien ordonné, nous ne les étudierons pas à mesure qu'elles se présenteront devant le Corps législatif et nous les réserverons pour un chapitre spécial où nous nous proposons d'en expliquer la portée et d'en apprécier les résultats. Ces différents projets donnèrent lieu à des discussions approfondies, et quelques-uns rencontrèrent une opposition qui prouva toute la liberté des députés. Le budget fut surtout l'objet d'un sérieux examen. Le Corps législatif aurait vivement désiré exercer plus d'action sur la répartition des dépenses, et manifesta son regret d'être obligé de les voter par ministère, ce qui l'empêchait de contrôler les détails. Mais il n'y eut point de sérieuses réclamations. M. Schneider, chargé du rapport sur le budget, le fit en termes très-modérés, se permettant seulement de signaler le danger qui pouvait venir de la vive impulsion donnée aux affaires. « N'est-il pas à craindre, disait-il, que la hausse si rapide de toutes les valeurs, l'abondance des capitaux, les facilités de crédit, l'exemple de fortunes subites, n'excitent outre mesure les imaginations, et n'occasionnent des entraînements et des excès regrettables? » Il exprimait l'espoir qu'on remédierait à l'excès de la centralisation, à la multiplicité inutile de formalités, à la substitution trop fréquente de l'État à l'industrie privée. Le budget fut voté et la discussion ne fut marquée que par un discours de M. de Montalembert, qui dessina sa situation. Le fameux orateur critiqua vivement le

sénatus-consulte du 25 décembre 1852, restrictif des attributions du Corps législatif, et reproduisit ses attaques contre les décrets relatifs aux biens de la famille d'Orléans. M. Baroche répondit à M. de Montalembert, mais en refusant d'entrer dans le fond de la question, parce qu'il ne pouvait défendre des actes qu'on ne devait point attaquer, car ils étaient revêtus de la sanction légale.

Après le vote du budget, le Corps législatif approuva encore quelques dispositions prises pour faciliter l'action du Crédit foncier, puis revisa les articles 86 et 87 du Code pénal relatifs aux attentats contre les sou-



Mariage à Notre-Dame de vingt-huit couples dotés par l'Empereur. (Page 14, col. 2.)

verains, articles dont l'autorité avait reçu une atteinte en 1848, et sur la valeur desquels on n'était pas fixé. On ne voulut pas conserver l'ancien code : la peine de mort avait été abolie et justement abolie en matière politique. M. de la Guéronnière, qui rédigea le rapport au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, déclara qu'il continuait d'approuver le décret du Gouvernement provisoire et ne réserva que les cas, inapplicables en 1848, où les attentats seraient dirigés 1° contre la *vie* ou la *personne* de l'Empereur; 2° contre la *vie* des membres de la famille impériale. Dans le premier cas, la peine proposée était celle du

parricide; dans le second, la mort. Quant à l'attentat contre la *personne* des membres de la famille impériale et aux crimes politiques prévus par l'article 87 du Code pénal, la Commission proposait de remplacer la peine de mort par celle de la déportation dans une enceinte fortifiée. Le conseil d'État accepta les amendements, et le 28 mai le projet de loi fut voté à l'unanimité.

Il faut citer encore les lois relatives à la concession de plusieurs chemins de fer, à la réglementation de la télégraphie privée, à l'extinction du *banditisme* en Corse, à des pensions nationales, etc. La session avait été laborieuse et le *Moniteur* résuma tous les travaux du Corps législatif. Cette assemblée avait tenu quarante-deux séances publiques et cent quatre réunions des bureaux ou des commissions. Cent soixante-quatorze projets de loi lui avaient été soumis, dont soixante et un d'intérêt général et cent treize d'intérêt privé ou local. Sur cent trois amendements proposés par le Corps législatif, le conseil d'État en avait accepté soixante-quatorze. Ces chiffres démontraient suffisamment l'importance des travaux du Corps législatif et les minorités, qui souvent s'étaient opposées à l'adoption de plusieurs projets de loi, prouvaient l'indépendance des votes. Le public toutefois, désorienté parce qu'il n'entendait plus les discussions passionnées d'autrefois, n'appréciait guère les efforts des députés consciencieux et capables qui faisaient peu de bruit, mais s'occupaient avec zèle et talent des intérêts du pays. Le Corps législatif devait s'élever d'année en année dans l'estime publique.



M. Ducos, ministre de la marine (mort en 1855).

§ 2. MANIFESTATION DU COMMERCE ANGLAIS; ATTITUDE DES PARTIS; COMPLOTS DE L'HIPPODROME ET DE L'OPÉRA-COMIQUE.

Les grandes puissances avaient reconnu sans difficulté le nouvel Empire, mais elles se laissaient encore aller à l'inquiétude, et les bruits les plus exagérés circulaient sur les intentions du nouvel Empereur. L'Angleterre surtout rêvait une descente sur ses côtes, et ses journaux, sans motif aucun, exprimaient avec une extrême vivacité leurs défiances contre le gouvernement de Napoléon III. Le 16 janvier 1853, le *Moniteur* dut réfuter ces insinuations malveillantes. Quelques mois plus tard, M. Ducos, ministre de la marine, rassura, dans une lettre rendue publique, les négociants anglais alarmés de l'activité de nos arsenaux militaires. Les Anglais finirent par ouvrir les yeux, et le commerce de Londres résolut de protester publiquement contre le langage des principaux organes de la presse. Le 28 mars, une députa-

tion de la Cité, présidée par un ancien lord-maire, vint à Paris présenter à l'Empereur une adresse dans laquelle les notables commerçants et banquiers de Londres exprimaient leurs vœux pour le maintien de la paix et des bonnes relations commerciales entre les deux pays. Cette adresse était écrite sur une feuille de parchemin de *quatre-vingt-douze pieds de longueur* et couverte de plusieurs milliers de signatures. « Si, disait-elle, sur les questions publiques dont la presse de notre pays est habituée à se rendre l'organe, elle parle quelquefois avec une apparence de rudesse du gouvernement et des institutions des autres États, on ne doit voir dans son langage ni esprit d'hostilité, ni intention de blesser. Nous sentons que des sujets britanniques n'ont rien à démêler avec la politique intérieure ou le mode de gouvernement que la nation française juge à propos d'adopter, etc. » Enfin la députation de la Cité de Londres désavouait les sentiments des journaux britanniques. Aussi cette démarche produisit-elle un excellent effet en France. L'Empereur voulut recevoir aux Tuileries, avec solennité, les commerçants anglais chargés de lui présenter la fameuse adresse, et leur dit dans la langue de leur pays : « Je suis extrêmement touché de cette manifestation. Elle me confirme dans la confiance que m'a toujours inspirée le bon sens de la nation anglaise. Pendant le long séjour que j'ai fait en Angleterre, j'ai admiré la liberté dont elle jouit, grâce à la perfection de ses institutions. Un moment cependant j'ai craint, l'année dernière, que l'opinion ne fût égarée sur le véritable état de la France et sur ses sentiments envers la Grande-Bretagne, mais on ne trompe pas longtemps la bonne foi d'un grand peuple, et la démarche que vous faites près de moi en est une preuve éclatante. Depuis que je suis au pouvoir, mes efforts tendent constamment à développer la prospérité de la France. Je connais ses intérêts : ils ne sont pas différents de ceux de toutes les nations civilisées. Comme vous, je veux la paix, et, pour l'affirmer, je veux, comme vous, resserrer les liens qui unissent nos deux pays. »

Le lendemain, 29 mars, l'Empereur reçut encore une autre députation anglaise qui venait solliciter son appui et son patronage en faveur d'un projet de jonction des deux océans Atlantique et Pacifique. Ce lui fut encore une occasion de manifester ses sentiments.

Le gouvernement anglais voulut, à son tour, faire acte de bienveillance. Le 13 avril, il remit entre les mains du gouvernement français le testament olographe de Napoléon Ier. Ce testament, écrit à Sainte-Hélène le 15 avril 1821, avait été déposé à Londres à la cour de prérogative de l'archevêque de Canterbury, chargée, en Angleterre, de la garde de tous les testaments. Dans les derniers mois de 1852, une négociation avait été ouverte avec l'Angleterre pour obtenir la restitution de ce document précieux. Les ministres anglais accueillirent favorablement la demande et firent faire toutes les procédures usitées dans le pays. Le 16 février, la cour de l'archevêque de Canterbury rendit un arrêt conforme au désir de Napoléon III. Le testament fut apporté à Paris par le premier secrétaire de l'ambassade à Londres et remis d'abord au président du tribunal de première instance de la Seine, qui le cota et le parapha, suivant les prescriptions de la loi. M. Casimir Noël, notaire de la famille impériale, en prit une copie authentique, destinée à demeurer dans les archives de l'étude, et le manuscrit original fut déposé aux archives nationales.

Le caractère de l'attitude que prenait la Russie, contribuait à rapprocher les deux gouvernements qui sentaient, en face des éventualités de la question d'Orient, le besoin de s'allier. Cette alliance nous la verrons se nouer pendant l'hiver de 1853-54.

L'Empereur Napoléon III venait de se marier : il lui restait encore, aux yeux d'un grand nombre de personnes, à se faire sacrer. A ce propos, on répandit les bruits les plus singuliers de concessions au clergé. Pour acheter la bénédiction pontificale de Pie IX, il sacrifierait, disait-on, quelques-unes des dispositions du code, principalement le mariage civil. La presse française n'osait reproduire ces craintes, mais de nombreuses correspondances envoyaient aux journaux étrangers les récits les plus exagérés. Le gouvernement, fatigué, saisit à la poste quelques lettres et fit arrêter plusieurs écrivains. Un procès s'engagea sur ces correspondances.

Un journal religieux, l'*Univers*, qui prétendait être l'organe de l'Église et qui la compromettait chaque jour, ne cessait de réclamer avec le langage le plus violent les priviléges ecclésiastiques : les concessions faites au clergé par la loi de 1850, qui avait donné la liberté d'enseignement, ne le satisfaisaient pas; sa polémique cherchait continuellement à exciter les passions et attira même sur lui l'interdiction de l'archevêque de Paris, Mgr Sibour. Le journal l'*Univers* fut approuvé hautement et publiquement par l'évêque de Moulins, et ce prélat critiqua en termes peu mesurés l'acte de Mgr Sibour. On en référa à Rome, qui donna gain de cause au journal, parce que ses rédacteurs s'inspiraient complétement des prétentions romaines. Le parti ultramontain, c'est-à-dire le parti qui veut faire de la religion un instrument de domination, et du saint-siége le maître du monde, applaudit; mais les vrais catholiques s'affligèrent de voir un prélat aussi vénéré que Mgr Sibour désavoué, le véritable esprit de charité vaincu par l'esprit d'ambition. Le parti ultramontain espérait une prochaine révision du Concordat, mais le *Moniteur* coupa court aux bruits de toute sorte par une note très-brève et très-précise du 7 avril. Le gouvernement déclara qu'il ne songeait nullement à modifier les conditions du mariage civil, « dont la sagesse était démontrée par l'expérience de soixante ans. »

La classe moyenne se ralliait difficilement et manifestait toujours ses regrets pour le régime constitutionnel. Le gouvernement impérial s'adressait à elle par la voie des brochures. Plusieurs publicistes s'efforçaient d'expliquer les vraies causes, les causes profondes de l'avénement de l'Empire et de démontrer que cette forme de gouvernement répondait aux besoins de l'époque et aux intérêts de la France. Une de ces brochures se fit surtout remarquer et par le talent peu ordinaire avec lequel elle était composée, et par son inspiration évidemment officielle. Elle portait pour titre : *Du principe d'autorité avant* 1789. Bien qu'elle fût anonyme, on n'hésita pas à l'attribuer à un jurisconsulte éminent, appelé par l'Empereur à la présidence du Sénat, M. Troplong. Cette brochure représentait les deux branches des Bourbons comme passées désormais à l'état de figures historiques : elle

prouvait que Napoléon III avait reçu la mission providentielle de reprendre l'œuvre de Napoléon Ier et de restaurer le principe d'autorité sans s'écarter des principes de 1789 Cette polémique était la réponse aux allées et venues qui se faisaient entre Frohsdorf et Claremont pour préparer la réconciliation des princes exilés et consommer la fusion des deux familles, fusion qui n'est point encore accomplie.

Si le gouvernement impérial avait à résister à l'entraînement du parti ultramontain dont l'appui pouvait devenir dangereux, s'il essayait de ramener, par les arguments et la discussion, la bourgeoisie non hostile, mais froide, il avait surtout à craindre le parti démagogique. Bien que vaincu et anéanti comme force organisée, ce parti n'en nourrissait pas moins des rancunes implacables. Les réfugiés ne cessaient de publier, à l'étranger, des diatribes si violentes que l'exagération leur enlevait toute force et que le *Moniteur* les inséra lui-même dans ses colonnes. Eugène Sue en Suisse, Victor Hugo à Jersey, faisaient un déplorable usage de leur talent. Celui-ci surtout cherchait à se grandir par la colère, mais la colère rapetisse toujours.

Un décret du 17 janvier avait institué un corps de commissaires de police cantonaux, puis le 5 mars des commissaires de police départementaux, afin de centraliser la surveillance sous la direction des préfets. On restreignit le colportage par un système préventif qui en empêchait les abus. Dans les derniers temps du règne de Louis-Philippe, le colportage avait pris d'énormes proportions et causé dans les campagnes un mal considérable. Plus de trois mille colporteurs, organisés par brigades, allaient dans toutes les communes distribuer neuf millions de volumes, et sur ce nombre 8 millions au moins étaient des livres immoraux ou contraires à l'ordre social. Au mois de juillet 1849, sous la République, on voulut arrêter cette funeste propagande : on obligea tous les colporteurs à se munir d'une autorisation délivrée par le préfet du département. Mais cette mesure fut insuffisante. Le gouvernement nomma alors une commission chargée d'examiner tous les ouvrages destinés au colportage et ne permit la libre circulation que des livres estampillés. La distribution des écrits politiques fut ainsi anéantie. Malheureusement cette mesure, à côté d'excellents résultats en eut de fâcheux. On ruina l'industrie du colportage et, si on ne répandit plus de mauvais livres dans les campagnes, on n'en répandit non plus guère de bons. Il nous semble que cette conséquence devrait attirer toute l'attention du gouvernement. Pourquoi ne pas chercher un système qui ne serait pas le colportage? pourquoi ne pas autoriser l'établissement de librairies dans les campagnes? Pourquoi ne pas accorder à des personnes qui ont une certaine responsabilité et qui dépendent de l'administration, la permission de faire le commerce des livres? On crée des bibliothèques dans les communes, c'est fort beau; mais pourquoi l'État se charge-t-il là encore d'une besogne que l'industrie privée, surveillée comme il convient, remplirait mieux et plus vite ? Le paysan n'ira pas souvent chercher les livres à la bibliothèque : il faut que le livre vienne à lui.

En même temps que le gouvernement arrêtait la diffusion des idées démagogiques, il ne négligeait pas de surveiller les menées obscures du parti, sans cesse réchauffé par les comités de Londres. On craignait les fanatiques; on se demandait avec anxiété ce qu'il adviendrait si l'Empereur qui personnifiait les idées d'ordre et dont l'énergie maintenait la sécurité de l'Europe, tombait victime d'un attentat. On le taxait d'imprudence en le voyant se hasarder, seul et sans escorte, dans les promenades les plus fréquentées, malgré les supplications de son entourage. Le calme avec lequel Napoléon III se montrait ainsi en public excitait les acclamations de la foule et forçait même l'estime de ses adversaires. Toutefois ces sorties continuelles n'en offraient pas moins des tentations dangereuses à ceux qui ne reculent devant rien pour assurer le triomphe de leurs idées ou plutôt de leurs passions révolutionnaires.

L'Empereur allait fréquemment au théâtre avec l'Impératrice. Quelques conspirateurs préparèrent une de ces tentatives odieuses qui s'étaient si souvent renouvelées contre la vie de Louis-Philippe. Ils avaient choisi un jour où Napoléon III devait assister à une représentation de l'Hippodrome. Prévenue, la police fit échouer la tentative par ses précautions, mais elle n'en connaissait pas les auteurs et ceux-ci cherchèrent à la renouveler le 5 juillet à l'Opéra-Comique. Le ministère de la police générale avait été supprimé le 21 juin, mais la surveillance, organisée par la préfecture sous la direction du ministère de l'intérieur, avait conservé son activité. Toutefois ce ne fut guère qu'au dernier moment que la police, avertie du complot, put procéder aux arrestations. Cette nouvelle produisit une vive sensation. Le *Moniteur* s'efforça de l'atténuer, mais le procès qui se déroula au mois de novembre devant le tribunal de police correctionnelle révéla le danger que l'Empereur avait couru.

« Cependant la prospérité matérielle du pays était incontestable; elle se traduisait par l'abondance des capitaux, par la baisse du taux de l'intérêt. Les arrivages d'or de l'Australie et de la Californie se succédaient avec une rapidité extraordinaire et venaient alimenter en France, comme dans les pays voisins, les plus grandes entreprises. De nombreuses concessions de chemins de fer étaient accordées par le gouvernement, désireux de compléter notre réseau et de répandre dans toutes les provinces les bienfaits des communications rapides. Soutenues par le crédit des principaux capitalistes, les compagnies anciennes qui agrandissaient leurs exploitations, et les compagnies nouvelles qui se formaient, n'avaient qu'à émettre leurs listes de souscriptions pour les voir couvertes instantanément par une foule empressée d'actionnaires. En même temps des sociétés de toute espèce profitaient du prestige qui entourait alors la spéculation, se constituaient à Paris et dans les départements et attiraient les capitaux, naguère encore si timides, dans les aventures de l'industrie. Les prospectus de ces sociétés innombrables couraient la France entière et s'allongeaient en lettres majuscules dans les journaux, qui en retiraient leur profit le plus net. Assurément, il y avait dans cette activité renaissante quelques symptômes de fièvre, le pouls industriel battait trop vite, et les affaires de bourse, entachées d'agiotage, prenaient une trop grande place dans les préoccupations des familles. Des esprits sages redoutaient une crise à la suite de cette exaltation sans exemple, ils regrettaient que le gouvernement ne cherchât pas à réprimer dans de prudentes limites les élans de la spéculation; mais l'administration qui avait résisté déjà aux solliciteurs de chemins

de fer, ne jugea point qu'elle dût intervenir dans les opérations qui s'organisaient en dehors de son contrôle immédiat, et d'ailleurs cette multiplicité d'entreprises avait pour effet de donner partout du travail aux ouvriers et d'élever le taux des salaires. Or cette considération exerçait une influence décisive sur la volonté impériale. Le bien-être présent des classes laborieuses, pour lesquelles l'Empereur avait dans tous ses discours, comme dans tous ses actes, montré la plus vive sollicitude, dominait les appréhensions que pouvait exciter l'avenir. On était d'ailleurs si pleinement lancé dans cette voie, que l'annonce de la mission du prince Menschikoff à Constantinople, au mois de mai, n'intimida, au premier abord, ni les capitalistes, ni les actionnaires [1]. »

§ 3. LES CAMPS DE SATORY ET D'HELFAUT; VOYAGES DE L'EMPEREUR ET DE L'IMPÉRATRICE.

La question d'Orient éveillait dans le monde diplomatique des inquiétudes qui ne descendaient pas encore dans le public, mais qui déterminaient le gouver-



Réception aux Tuileries de la députation des négociants anglais (28 mars 1853). (Page 17, col. 2.)

nement à se tenir prêt à toute éventualité. Pour habituer les troupes aux grandes manœuvres, on forma des camps à Satory, à Sathonay près de Lyon, à Helfaut près de Lille. L'Empereur et l'Impératrice visitaient fréquemment le camp de Satory. Le prince de Gênes et plusieurs officiers généraux envoyés par les souverains étrangers, vinrent tour à tour admirer la précision des manœuvres; la vue de ces uniformes anglais, russes, prussiens, piémontais, qui brillaient au milieu de l'état-major impérial et variaient l'éclat de cette cour militaire, ajoutait à la beauté du spectacle et excitait l'émulation du soldat. Le camp de Satory fut levé le 20 septembre, et l'Empereur adressa aux troupes un discours empreint de l'influence des circonstances que lui seul connaissait : « Dans les temps difficiles, qui a soutenu les empires, si ce n'est ces réunions d'hommes armés tirés du peuple, façonnés à la discipline, animés du sentiment du devoir, et qui conservent au milieu de la paix, où généralement l'égoïsme et l'intérêt finissent par tout énerver, ce dévouement à la patrie fondé sur l'abnégation de soi-même, cet

1. *Annuaire de la Revue des Deux-Mondes.*

amour de la gloire fondé sur le mépris des richesses? Voilà ce qui a toujours fait des armées le sanctuaire de l'honneur. Aussi, tant que la paix dure, il existe une communauté de sentiments, je dirai même une sorte d'esprit de corps entre nous et les armées étrangères. Nous aimons et nous estimons ceux qui, chez eux, sentent et agissent comme nous, et tant que la politique ne les change pas en ennemis, nous sommes heureux de les accueillir comme camarades et comme frères. Comptez sur mon affection, et croyez-le bien, après l'honneur d'avoir été élu trois fois par un peuple tout entier, rien ne peut me rendre plus fier que de commander à des hommes tels que vous. »

Ces paroles flattèrent les soldats : elles contrastaient bien un peu avec la déclaration de : l'Empire c'est la paix. Mais elles n'avaient rien qui la démentît et qui pût alarmer les cabinets étrangers. En présence des complications de la politique européenne, il était légitime que l'Empereur insistât sur les traditions guerrières et l'esprit militaire de la France.



Arc de triomphe élevé par les pêcheurs de morue à Dunkerque. (Page 22, col. 1.

Le 9 et le 10 septembre, on simula la prise de Saint-Germain. Le maréchal Magnan, chargé du commandement en chef, supposait qu'une armée débarquée en Normandie s'avançait sur Paris et occupait déjà Saint-Germain. Il fallait déloger l'ennemi de cette ville. Le commandant en chef ordonna aux troupes du camp de Satory et de Versailles de se diriger de ce côté. Les manœuvres durèrent deux jours. D'abord on enleva le pont de Chatou après une canonnade et une fusillade assez vives. Puis les colonnes d'attaque, ayant au milieu d'elles le maréchal Magnan et son état-major, s'élancèrent vers Saint-Germain. Chaque soldat portait avec lui, outre son sac, une tente-abri, une couverture, les ustensiles de bivouac, son pain et la viande pour deux soupes. Les troupes campèrent sur le bord de la rivière et passèrent, ainsi que les généraux, la nuit au bivouac. Le lendemain matin, les troupes replient leurs tentes-abri, puis, après une sortie de l'ennemi, vivement repoussée, les pontonniers jettent un pont de bateaux sous le feu continuel de l'artillerie.

Les troupes s'élancent et Saint-Germain est emporté. Après le combat, les régiments défilèrent devant le ministre de la guerre et le maréchal Magnan. Une foule considérable suivit pendant deux jours cette scène militaire remplie d'intérêt, prélude des scènes plus sérieuses dont la population parisienne ne pourra pas contempler l'émouvant spectacle, mais dont l'écho devait bientôt retentir dans l'Europe entière et retentira encore dans les âges les plus lointains.

L'Empereur entreprit aussi, dans le cours de cette année, quelques voyages avec l'Impératrice. Mais ces voyages n'avaient plus l'intérêt qu'offrirent ceux qui préparèrent l'Empire. Ils n'étaient plus des événements politiques, ayant des causes et des conséquences. A la fin de septembre, l'Empereur et l'Impératrice, après un séjour à Dieppe, firent une tournée dans les départements du nord, et visitèrent Amiens, Lille, Valenciennes, Boulogne et Calais. Partout les mêmes ovations et les mêmes fêtes les accueillirent. Au camp d'Helfaut, les manœuvres et les revues se succédèrent. A Dunkerque, on remarqua, entre autres, un arc de triomphe d'une couleur très-locale, élevé par les soins des pêcheurs de morue qui hantent chaque année les bancs de Terre-Neuve. Les colonnes avaient pour piédestal des tonnes de morue; les draperies à jour étaient formées de filets de pêche. Les divers attributs des pêcheurs et des pêcheuses de crevettes figuraient aussi dans ce maritime trophée. L'Empereur visita l'exposition industrielle, la jetée, les travaux du port et les établissements maritimes. A Valenciennes un long et curieux cortége de mineurs défila devant le souverain.

Le 7 décembre 1853, jour anniversaire de la mort du maréchal Ney, eut lieu l'inauguration de la statue élevée dans l'avenue de l'Observatoire, à l'endroit même où le héros de la Moskowa tomba sous des balles françaises. A cette cérémonie, que présidait le prince Napoléon, assistaient les ministres, les membres des grands corps de l'État, une députation de la ville de Sarrelouis, lieu de naissance du maréchal, ses deux fils, le prince de la Moskowa et Edgar Ney, le comte de Persigny, petit-gendre de Michel Ney par son mariage avec la fille du prince de la Moskowa. Des détachements de l'armée de Paris formaient le carré autour des témoins de la solennité. L'archevêque de Paris, suivi de son clergé, s'avança au pied de la statue et entonna l'hymne funèbre : *De profundis*.

Le maréchal Saint-Arnaud, ministre de la guerre, prononça un discours dans lequel il compara, non sans une certaine analogie réelle, le maréchal Ney à Condé et à Turenne, dont l'âme, « émue des divisions de la patrie, » s'était troublée comme la sienne. « Comme eux, dit-il, il a fait des fautes; plus qu'eux, il les a expiées!... S'il est un privilége qui appartienne à ces grandes existences liées aux destinées des empires, c'est d'être jugées par leurs services et non par leurs erreurs. Leurs services sont à eux. Leurs erreurs sont de l'homme et de son temps.

« Pressés autour de la statue du maréchal Ney, tenons-le pour réhabilité par un de ces décrets tels que les rend celui qui détruit et relève les empires, et se réserve, à son heure, par d'éclatants retours, de fixer sur les événements et sur les hommes le jugement de la postérité. »

M. Dupin aîné, l'un des défenseurs du maréchal, prit à son tour la parole et insista sur l'illégatité de la condamnation de son client, jugé contrairement aux termes formels de la capitulation de Paris. Après les discours, eut lieu le défilé, et la députation de Sarrelouis déposa une couronne d'immortelles au pied de la statue. Le monument du maréchal, dû à M. Rude, représente le grand guerrier dans le feu de l'action; mais si la pose est hardie, il n'en est pas de même de l'expression. Le maréchal Ney méritait mieux.

§ 4. LA CRISE DES SUBSISTANCES; CAISSE DE LA BOULANGERIE.

A la fin de l'année 1853, la guerre avait éclaté, comme nous le verrons plus loin entre la Russie et la Turquie. On prévoyait déjà que nous ne pourrions nous dispenser d'aller soutenir l'empire Ottoman et arrêter l'ambition du tzar Nicolas. La perspective d'une guerre n'est jamais rassurante et de plus la lutte paraissait devoir s'engager dans de mauvaises conditions. La récolte de 1853 avait été insuffisante, et même les craintes inspirées par son aspect avaient déjà fait augmenter le prix du blé. Le déficit réel fut de 10 millions d'hectolitres, et, ce qui le rendait plus difficile à combler, c'était la coïncidence d'une égale insuffisance de céréales en Angleterre, en Allemagne, et dans le Piémont. Ces pays, au lieu de nous fournir du blé, allaient nous faire concurrence dans nos achats aux États-Unis et en Russie; en employant pour leur compte leurs transports, ils allaient diminuer le nombre des navires dont le commerce français pourrait se servir, et élever par conséquent le prix du fret.

Dès les premières appréhensions, le commerce anglais avait hardiment acheté dans les pays étrangers. Des hésitations bien naturelles arrêtaient le commerce français : avec le régime de l'échelle mobile, rejeté depuis 1846 par l'Angleterre, mais maintenu en France, on ne pouvait hasarder de sérieuses spéculations.

La France fermait ses portes quand elle voyait sa récolte abondante, elle les rouvrait quand elle avait peur de la disette. Ce système était ingénieux, mais on n'en avait pas compris les inconvénients. La mobilité des droits ôtait toute sécurité au commerce, qui ne pouvait, en cas de mauvaise récolte, se hasarder à faire des provisions de blé extérieur qu'en connaissant réellement le déficit. Qu'arrivait-il? en ne demandant du blé aux pays voisins qu'au moment où le prix en France se maintenait longtemps élevé, notre commerce se présentait le dernier sur les grands marchés européens. L'échelle mobile ne devait point empêcher les disettes. Elle n'enrichit pas non plus les agriculteurs. Le gouvernement de Juillet apporta de timides modifications au régime de l'échelle mobile. Le gouvernement impérial la suspendit sitôt qu'il vit une crise imminente : plus tard il devait la supprimer.

Sa conduite prouva le progrès des saines idées économiques. Au lieu d'entreprendre lui-même, comme on faisait autrefois, le commerce des grains, il laissa libre champ à l'industrie et au commerce privés, s'occupant non de les réglementer, mais de les favoriser; il abaissa le tarif des canaux, diminua, dans une proportion considérable, les droits d'entrée sur les bestiaux et créa la Caisse de la boulangerie.

Cette caisse était un établissement de crédit d'un nouveau genre destiné à abaisser le prix du pain à



Défilé des mineurs à Valenciennes devant LL. MM. l'Empereur et l'Impératrice (1853).

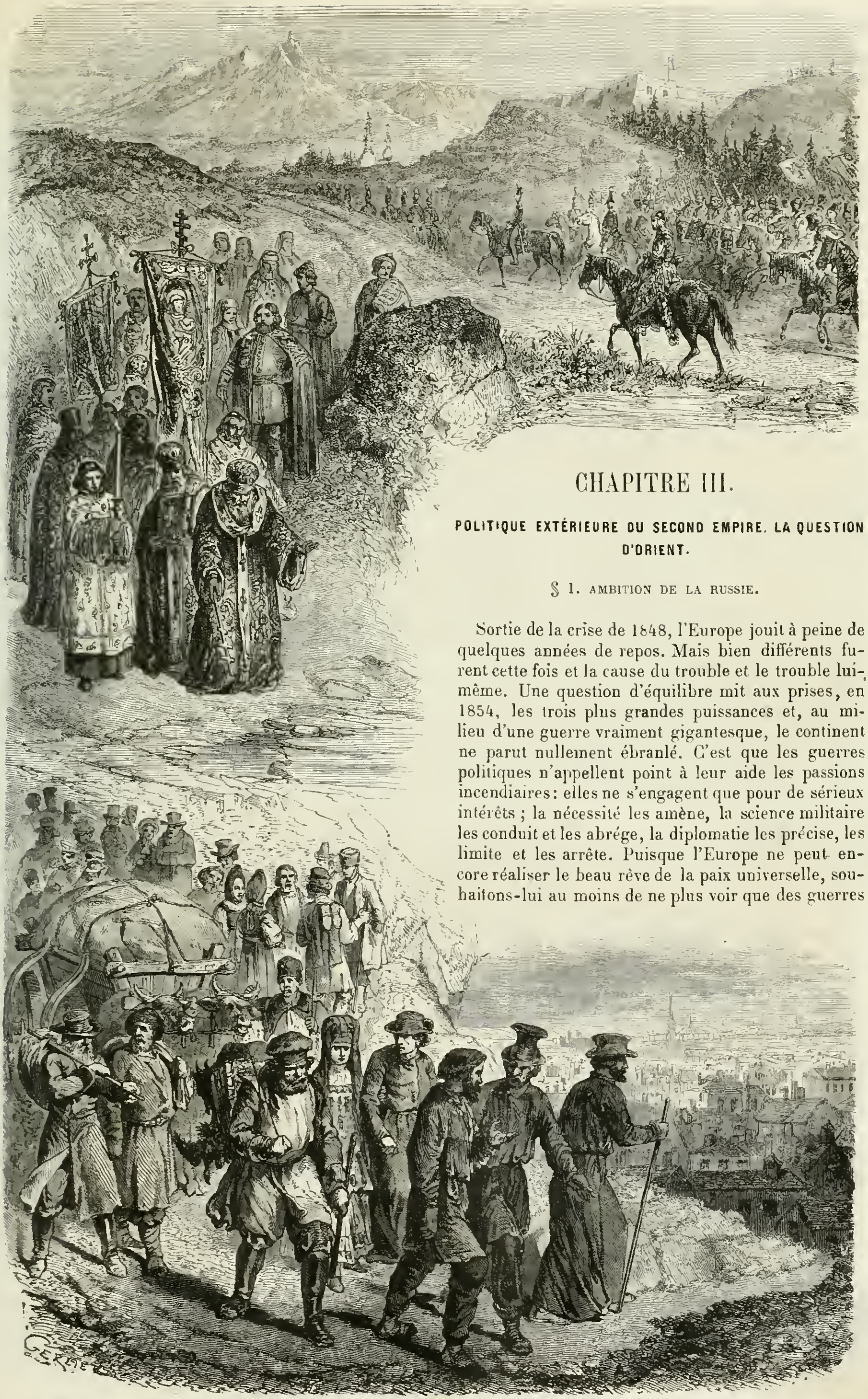
Paris et dans les villes qui l'adopteraient. « Ce système, disait l'Empereur à l'ouverture de la session législative de 1854, consistait à donner durant les mois d'une mauvaise année, le pain à un taux bien moins élevé que la mercuriale, sauf à le faire payer un peu plus cher dans les années de fertilité. Celles-ci étant en général plus nombreuses, on conçoit que la compensation s'opère facilement. On obtient aussi cet immense avantage de fonder des sociétés de crédit, qui, au lieu de gagner d'autant plus que le pain est plus cher, sont intéressées comme tout le monde, à ce qu'il devienne à bon marché ; car contrairement à ce qui a existé jusqu'à ce moment, elles font des bénéfices aux jours de fertilité, et des pertes aux jours de disette. » Autorisée par le décret du 27 décembre 1853, réglée par celui du 7 janvier 1854 et placée sous la garantie de la ville de Paris, cette caisse était chargée d'avancer aux boulangers le montant de la différence en moins



Inauguration de la statue du maréchal Ney (7 décembre 1853). (Page 22, col. 1.)

qui pouvait exister entre le prix de vente du pain alors réglé par la taxe municipale et le prix résultant de la mercuriale. Dans les temps d'abondance, elle reçoit, en compensation, les différences en plus. De 1853 à 1856, la Caisse, pour maintenir le pain à un prix modéré, avança aux boulangers 53 557 947 francs. Depuis, elle est rentrée déjà dans ses avances pour une somme importante.

Grâce à ces mesures et à l'impulsion extraordinaire donnée aux travaux publics, la France traversa une crise difficile qui devait se renouveler les années suivantes, sans disette. Elle paya le pain un peu plus cher et n'en fit pas remonter la cause au gouvernement qui avait de toute manière prouvé sa sollicitude pour les classes pauvres. Puis, quand l'intérêt du pays le demanda, elle n'en fut pas moins prête à soutenir de son sang et de son or une guerre dont les difficultés ont rehaussé la gloire.



CHAPITRE III.

POLITIQUE EXTÉRIEURE DU SECOND EMPIRE. LA QUESTION D'ORIENT.

§ 1. AMBITION DE LA RUSSIE.

Sortie de la crise de 1848, l'Europe jouit à peine de quelques années de repos. Mais bien différents furent cette fois et la cause du trouble et le trouble lui-même. Une question d'équilibre mit aux prises, en 1854, les trois plus grandes puissances et, au milieu d'une guerre vraiment gigantesque, le continent ne parut nullement ébranlé. C'est que les guerres politiques n'appellent point à leur aide les passions incendiaires : elles ne s'engagent que pour de sérieux intérêts ; la nécessité les amène, la science militaire les conduit et les abrége, la diplomatie les précise, les limite et les arrête. Puisque l'Europe ne peut encore réaliser le beau rêve de la paix universelle, souhaitons-lui au moins de ne plus voir que des guerres

politiques, les seules dont on doive espérer des résultats durables.

Si l'on n'y avait pris garde, la question d'Orient aurait mis en feu notre continent, et si une pensée profondément politique n'eût dirigé la guerre de 1854, on aurait vu les peuples des bords du Danube et de la Vistule se lever encore et la révolution européenne reprendre son cours. De même, plus tard, la question italienne semblera sur le point d'amener une nouvelle conflagration générale. Mais, grâce à une rare prudence, il n'en sortira qu'une guerre politique.

Les deux guerres de Crimée et d'Italie, les deux plus grands événements sur lesquels tourne la politique extérieure de Napoléon III, ont été des guerres d'équilibre; mais dans la première, dominait l'esprit de conservation, dans l'autre celui de progrès. L'une sauva l'empire ottoman, l'autre conquit à l'Italie son indépendance.

Ce fut la Russie qui, la première, sentit le poids des armes de la France. Depuis 1830 elle avait pu se développer à l'aise et ne redoutait point notre pays qu'une direction craintive réduisait alors à l'impuissance. Le tzar Nicolas n'avait cessé de manifester ses dédains pour la dynastie de Juillet. Hostile à la France dans ses procédés qui blessaient notre honneur national en froissant notre gouvernement, il nous était encore plus hostile dans sa politique. Il dirigea contre nous les conférences de München-Grœtz (1833)[1], il oublia, on le sait, sa rivalité avec l'Angleterre pour nous écarter du règlement des affaires d'Orient et nous infliger une humiliation (1840). S'il ne renoua pas contre notre pays la Sainte-Alliance, ce ne fut pas la faute de sa diplomatie. Sans doute l'empereur Napoléon III n'entreprit point la guerre de 1854 pour venger des dédains qui ne retombaient pas sur lui, mais le pays vit avec satisfaction humilier l'orgueil du tzar Nicolas, surtout lorsqu'on portait un coup sensible à son ambition.

Puissance nouvelle, la Russie a, en moins de deux siècles, acquis une grandeur qui n'atteint point encore aux limites de son ambition. Nous avons mesuré ses pas en Europe et en Asie. Nous avons eu déjà l'occasion de rappeler les envahissements de cet empire qui s'étend, sans interruption, de la Vistule au détroit de Behring, de la mer Blanche au Caucase dont les hauts sommets ne l'ont point arrêté; de cet empire, qui a tourné la mer Caspienne, menace la Perse, occupe plus de la moitié du littoral de la mer Noire et s'avance par les deux côtés de cette mer pour mieux étouffer l'empire ottoman. L'Orient, cependant, malgré son immensité, ne suffit point à la Russie : les conquêtes qu'elle peut faire en Asie ne la flattent pas autant que les moindres succès en Europe. Sans prétendre à la domination directe de l'Occident, elle veut du moins peser sur lui, et la faiblesse de ses voisins n'a que trop favorisé ses progrès.

Le tzar a deux moyens pour préparer le chemin à ses armées, le protectorat religieux dont nous parlerons plus loin, et le panslavisme. Les Russes font partie de la grande famille slave, répandue en Pologne, en Turquie, en Autriche. Le tzar Nicolas a eu l'habileté de retourner à son profit le principe des nationalités relevé par notre siècle. « Ce sont principalement les nationalités slaves du midi que le cabinet russe travaille à s'assujettir. Depuis un demi-siècle, il entoure les peuples schismatiques de Turquie et d'Autriche d'une protection toute spéciale. Promesses, dons magnifiques, rien n'est épargné pour les séduire. Des ornements sacrés envoyés par la Russie remplissent leurs églises, leurs plus beaux livres liturgiques sont des présents du saint-synode de Saint-Pétersbourg. Les savants de Prague reçoivent toutes sortes de gratifications du tzar, comme récompense des services rendus à la cause des lettres slaves. Sous cette propagande littéraire, des agents moscovites savent cacher une propagande politique des plus actives. Ils prétendent fonder un panslavisme d'un ordre à part, qui consisterait à grouper sous le sceptre des Romanoff les différentes nationalités slaves. Cette pensée perce d'un bout à l'autre d'une longue épopée panslaviste du poëte slavaque Kollar. Les peuples slaves y apparaissent formant tous ensemble un immense empire que le poëte se représente comme une espèce de colosse imité de celui de Babylone dans la Bible. La Russie en forme la tête, la Pologne le cœur, la Bohême et l'Illyrie en sont les bras et les pieds. »

Ce travail contremine un autre panslavisme plus naturel, qui tend à unir les peuples slaves (Illyriens, Bohêmes, Valaques, Transylvains, Polonais, Lithuaniens) pour en faire une fédération d'États indépendants. C'est ce panslavisme qui, durant la révolution européenne de 1848, amena la réunion du congrès de Prague. Son triomphe mécontenterait profondément la Russie, qui s'opposera toujours à la formation d'États puissants entre elle et l'Allemagne.

Malgré ses malheurs, la Pologne, toujours fière de ses souvenirs de grandeur, repousse ces deux panslavismes, ou plutôt elle néglige l'un, dont l'action est faible et purement morale; elle repousse l'autre qu'on lui impose par la force. Elle subit la domination du tzar, mais elle résiste à toutes les tentatives rusées ou violentes par lesquelles on voudrait l'assimiler à la Russie. La partie de l'aristocratie, gagnée au système de panslavisme, n'est parvenue qu'à s'attirer la défiance de la population.

L'insurrection de 1830 avait fourni au tzar, nous l'avons dit, l'occasion de déchirer le pacte de 1815. Dès lors l'empereur Nicolas s'engagea résolûment dans la voie de l'assimilation violente; il voulut tuer définitivement une nation qui se refusait et se refuse encore à mourir. Il ordonna de transporter dans le Caucase 5000 propriétaires de Podolie (21 novembre 1831). Il s'efforça de ruiner l'aristocratie polonaise en multipliant les confiscations. Il frappa le commerce en élevant le tarif des douanes (23 décembre 1832). L'université, la bibliothèque, le musée, l'hôtel des Monnaies de Varsovie, ou disparurent, ou furent transférés sur les bords de la Néwa. En 1841, l'ancienne cour de justice fut absorbée dans le sénat russe. En 1846, les ponts et chaussées, le service de la navigation furent transportés à Saint-Pétersbourg; les douanes le furent en 1850, les postes en 1851.

Comprenant que le génie national de la Pologne était profondément attaché à la civilisation latine, les Russes attaquèrent cette civilisation. L'enseignement fut affaibli, et peu à peu le latin banni des écoles. On obligea les enfants de toute condition à apprendre la langue russe. Mais l'atteinte la plus sensible au génie

1 Voir tome Ier, p. 326

national de la Pologne, ce fut l'incessante attaque de la Russie contre la religion catholique, sa propagande, le plus souvent violente, de la religion grecque. En Lithuanie, en Volhynie, en Podolie, un grand nombre de prêtres et de prélats eurent à subir les plus rigoureux traitements. Le 19 juillet 1832, parut un oukase qui assignait la moitié des églises catholiques au culte grec. Ces persécutions, loin d'affaiblir le dévouement des Polonais à l'Église romaine, le fortifièrent et firent du sentiment religieux le plus ferme appui du sentiment national.

Si l'empereur de Russie mettait tant de prix à incorporer la Pologne à son empire, c'est que cette contrée, s'avançant comme un coin au centre de l'Allemagne, donne au tzar une position avantageuse pour influer sur les affaires de ce pays. Pierre le Grand et Catherine II ont inauguré la politique d'alliance politique et matrimoniale, à l'aide de laquelle la Russie s'impose en Allemagne. C'est grâce à ces alliances, sous le Directoire, alors qu'on ne pouvait reprocher à la France une extension démesurée, que le tzar put envoyer une horde de Tartares jusqu'en Italie et en Suisse. Il fallut la victoire de Masséna à Zurich pour sauver nos frontières des Russes. L'empereur Napoléon parvint à enlever l'Allemagne à la Russie et chercha, on sait par quelle expédition gigantesque, à rejeter cette puissance vers l'Asie. Ses revers affermirent plus que jamais la prépondérance russe en Allemagne, et Alexandre joua le premier rôle en 1814 et en 1815. Chef de la Sainte-Alliance, il siégea à tous les congrès où se décidaient, non-seulement les questions européennes, mais aussi les questions particulières à l'Allemagne. La propagande russe se démasqua même avec trop de confiance, et l'assassinat de Kotzebue montra que cette propagande inspirait une indignation capable de porter au crime. En 1819, l'influence russe présida aux mesures de rigueur par lesquelles la diète de Francfort et la commission de Mayence comprimèrent l'esprit révolutionnaire. En 1830, le tzar Nicolas se préparait à renouer la Sainte-Alliance et à peser de nouveau sur l'Europe, lorsque l'insurrection polonaise éclata. Mais il reprit ensuite sa politique traditionnelle, et plus que jamais des mariages de famille rattachèrent l'Allemagne à la Russie.

L'Allemagne est une gracieuse pépinière où les princes étrangers trouvent facilement des princesses à épouser, et où des souverains s'offrent toujours aux princesses des autres contrées. Pays privilégié qui fait beaucoup de reines, partant beaucoup d'heureuses! Il serait trop long d'énumérer les alliances qui ont réuni la cour impériale de Russie aux petites cours germaniques. Rappelons seulement qu'Alexandre Ier fut marié à une princesse badoise, Nicolas Ier à une fille du roi de Prusse, Frédéric-Guillaume III; qu'Alexandre II, l'empereur actuel, a épousé la princesse Marie, sœur du souverain de la Hesse grand'ducale. Plusieurs princesses russes ont rattaché à la famille impériale les cours de Wurtemberg, d'Oldembourg, de la Hesse électorale de Nassau. Ce qui accroît l'importance de ces mariages, c'est la condition à laquelle ils sont consentis. Les princesses allemandes, honorées du choix des princes russes, abjurent la religion protestante; les princesses russes, au contraire, qui honorent du don de leur main les souverains allemands, gardent, au milieu de leur nouvelle patrie, la sainte religion grecque, la pratiquent publiquement et avec pompe. Cette clause empêche précisément les alliances matrimoniales de se nouer avec les familles de Bavière et d'Autriche, parce que la religion catholique ne se prête pas aux abjurations exigées par la Russie. Mais en revanche, que de princes autrichiens, bavarois décorés de titres russes, possesseurs de régiments russes! Une chaîne de faveurs et d'honneurs relie presque tous les souverains allemands à la cour de Russie. Ces mille liens favorisent la politique des tzars qui comptent en Allemagne sur beaucoup de dévouements.

La Russie profita de la crise de 1848, parce que la Révolution ne prévalut pas contre sa puissante autocratie. La Pologne, contenue par une nombreuse armée, ne put se soulever, et l'agitation européenne n'eut d'autre contre-coup à Saint-Pétersbourg qu'une conspiration, découverte avant d'éclater. Aussi le tzar, en présence du trouble universel, joua-t-il fièrement le rôle de restaurateur de l'ordre, de défenseur du droit monarchique et européen.

Ce lui fut une occasion bien favorable pour établir, d'une manière plus efficace, son protectorat sur les Provinces Danubiennes. Sous prétexte d'aller étouffer à Bucharest un foyer de socialisme, il envoya une armée relever l'influence du parti russe. L'occupation prolongée des Principautés montra qu'il se considérait comme à demi souverain de ces vastes et riches provinces qu'il n'abandonne jamais qu'à regret quand il lui en faut sortir. La Russie ne vit pas sans plaisir les embarras de l'Autriche, mais elle ne voulut pas laisser démembrer cet empire qui renferme tant de sources de divisions, pour permettre à des États mieux organisés de le remplacer; ce n'aurait pas été une politique fidèle au testament de Pierre le Grand. Mieux valait sauver l'Autriche et la dominer. Le tzar avait d'ailleurs une raison qui justifiait son intervention en Hongrie : un grand nombre de Polonais combattaient dans les rangs des Hongrois. Vaincre l'insurrection magyare, c'était pour lui vaincre encore la Pologne. Les généraux russes se conduisirent très-habilement, et ce fut au prince Paskiewich que le général hongrois Gœrgey voulut se rendre le 12 août 1849. En intercédant pour disposer l'empereur d'Autriche à la clémence, ils prirent le beau rôle; mais, lorsqu'il s'agissait des réfugiés polonais, le tzar n'était point lui-même si clément. Il menaça la Turquie de la guerre si on ne les lui livrait pas. Forte de son droit, soutenue par la France et l'Angleterre, la Turquie ne les livra pas, et la Russie recula.

Le tzar se dédommagea de cet échec par ses succès diplomatiques en Allemagne, et intervint dans la question du Sleswig-Holstein; il fut choisi pour arbitre entre la Prusse et l'Autriche, et présida les conférences de Varsovie (mai 1850), dans lesquelles il appuya l'Autriche sur la reconnaissance de laquelle il comptait après tant de services. En cela il se trompait.

Voyant l'Europe mal affermie à la suite du récent ébranlement, le tzar Nicolas pensa le moment venu de couronner sa longue carrière par une glorieuse entreprise, de compléter l'œuvre qu'avaient préparée les traités de Bucharest (1812), d'Andrinople (1829), d'Unkiar-skélessi (1835), c'est-à-dire de mettre enfin la main sur Constantinople. La question des lieux saints lui fournit un prétexte pour embrouiller les affaires d'Orient.

§ 2. LA QUESTION DES LIEUX SAINTS; MISSION DU PRINCE MENSCHIKOFF A CONSTANTINOPLE; CONVERSATION DE L'EMPEREUR NICOLAS AVEC SIR HAMILTON SEYMOUR, AMBASSADEUR ANGLAIS.

En vertu des capitulations signées par les Ottomans avec François Ier, Louis XIV et Louis XV, et surtout des dernières, celles de 1740, la France est protectrice des religieux latins qui résident à Jérusalem. Chassés en 1851, de neuf de leurs sanctuaires, les Latins invoquèrent l'appui de la France, qui réclama auprès du sultan Abdul-Medjid. Celui-ci, fort impartial entre les Grecs et les Latins, nomma une commission mixte chargée de régler le différend et les réparations à accorder aux religieux. D'autres négociations remplirent



Vue de Constantinople

l'année 1852. La Russie suscita mille difficultés. Elle sentait que les populations grecques commençaient à lui échapper depuis que l'esprit moderne de tolérance faisait des progrès en Turquie. Elle voulait reprendre sur cette contrée toute son influence. On sait, en effet, que le tzar, chef de la religion grecque, cherche à étendre son action sur tous les fidèles du schisme, car il étend par cela même son action politique. C'est au moyen de l'idée de race et de l'idée religieuse qu'il cherche à réunir à son empire une foule de populations. Aussi, est-ce sur le terrain religieux qu'il posa la question d'Orient devant l'Europe, pendant qu'en secret il communiquait à l'Angleterre ses véritables projets.

Le 27 janvier 1853, notre ambassadeur à Saint-Pé-

tersbourg, M. de Castelbajac, communiquait au gouvernement russe une dépêche du cabinet français des plus conciliantes sur les affaires des lieux saints. « Autant nous avons mis de modération, de prudence et d'esprit de concorde dans nos négociations avec la Porte, disait M. Drouyn de Lhuys, autant nous avons été surpris des efforts que la mission de Russie à Constantinople a tentés pour annuler les concessions, cependant bien légères, qui nous ont été faites. Le cabinet de Saint-Pétersbourg, en effet, ne saurait méconnaître la validité de nos capitulations, sans porter la plus sérieuse atteinte à ses propres traités avec la Turquie, traités autrement avantageux, autrement importants que celui dont nous ne réclamons pas même



ise de la côte d'Asie.

l'exécution complète. Ce point admis, je ne vois pas sur quoi pourrait se baser une opposition qui attribuerait à nos démarches à Constantinople un caractère qu'il n'a jamais été dans nos intentions de leur donner. Notre but unique a été de relever la religion catholique d'un état d'infériorité aussi indigne d'elle que de nous. Serait-ce la cause du mécontentement que l'on éprouve à Saint-Pétersbourg? Je ne saurais l'admettre.... Ce serait, en effet, dans notre siècle, un étrange et triste spectacle à donner au monde que celui d'une lutte entre deux grandes puissances chrétiennes pour une question de primauté religieuse, débattue à Jérusalem même, et en présence de l'islamisme. »

Le ministre des affaires étrangères de Russie, M. de

Nesselrode, et le tzar Nicolas se montrèrent fort satisfaits de cette dépêche; mais la véritable pensée du cabinet russe ne tarda pas à se révéler. Le ministre de la marine, prince Menschikoff, partit le 10 février de Saint-Pétersbourg pour Constantinople, avec une mission que son gouvernement présenta comme une mission conciliatrice. On apprit bientôt que le prince Menschikoff passait revues sur revues dans la Russie méridionale, et inspectait une flotte nombreuse réunie dans le port de Sébastopol. Il arriva à Constantinople avec fracas, accompagné d'un nombreux état-major, dans lequel on distinguait un vice-amiral, deux généraux, des colonels, des capitaines de vaisseaux et des officiers de tous grades appartenant à la marine ou à l'armée russe. La population grecque accueillit avec enthousiasme l'envoyé du tzar, qui semblait réellement venir prendre possession de Constantinople au nom de son maître.

Il afficha tout de suite, à l'égard de la Porte, une attitude hautaine : au lieu de revêtir son uniforme pour faire sa première visite, il s'y rendit en habit bourgeois. Il blessa directement le ministre des affaires étrangères, Fuad-Effendi, en refusant de le visiter, et le força ainsi à donner sa démission. Il exigea la destitution d'un ministre libéral qui était chargé des affaires étrangères en Servie. Enfin il donnait ostensiblement diverses missions aux nombreux officiers de terre et de mer qui l'avaient suivi, soit pour la Grèce, soit pour divers points du territoire ottoman.

Ce dédain du prince Menschikoff pour le gouvernement du sultan, les préparatifs militaires qui se continuaient en Russie, firent voir qu'on ne déployait pas tant d'appareil pour la simple question des lieux saints, d'ailleurs bientôt résolue à la satisfaction du tzar et pour celle du Monténégro, terminée avant le débarquement de l'ambassadeur à Constantinople. Après avoir, dans les mois de mars et d'avril, discuté ces questions secondaires, le prince Menschikoff révéla le vrai but de son voyage. Dans une note du 5 mai, il demanda des garanties pour l'avenir, c'est-à-dire voulut que le sultan s'engageât par traité à maintenir les immunités de la religion grecque, en un mot, réclama pour son maître un droit d'intervention dans l'administration religieuse des Grecs d'Orient, sa proposition ne tendait à rien moins qu'à *conférer au tzar le protectorat de onze millions de sujets du sultan professant la religion grecque*. Elle apparaissait bien évidente la pensée qui avait présidé au traité de Kaïnardji et d'Andrinople, sur lesquels la Russie se fondait pour réclamer des garanties en faveur du culte orthodoxe. Le prince Menschikoff se défendait de vouloir porter atteinte à l'indépendance du sultan et prétendait ne solliciter nullement un droit nouveau, mais, s'il ne se fût plus agi de garanties nouvelles, la Russie n'aurait pas montré ses baïonnettes derrière ses notes diplomatiques. Menschikoff n'avait laissé au divan pour répondre qu'un délai de 5 jours; il l'avait prolongé, mais sitôt que le sultan eut refusé de céder à ses prétentions tout en confirmant de lui-même les priviléges de l'Église grecque, le prince Menschikoff quitta Constantinople le 18 mai et rompit avec la Porte toute relation officielle.

On sut plus tard qu'au moment où il chargeait Menschikoff d'une mission ostensible, le tzar révélait lui-même le fond de sa pensée à l'ambassadeur d'Angleterre. Le 9 janvier, dans une soirée au palais de la grande-duchesse Hélène, le tzar Nicolas, nouant avec l'ambassadeur anglais une conversation familière, appuya sur la nécessité d'une entente étroite entre son gouvernement et le gouvernement anglais. Puis, parlant de la Turquie et de sa ruine prochaine : « *Tenez*, dit-il, *nous avons sur les bras un homme malade;* ce serait, je vous le dis franchement, un grand malheur si un de ces jours il devait nous échapper, surtout avant que toutes les dispositions nécessaires fussent prises. » L'Empereur invita sir Hamilton Seymour à un entretien plus approfondi, et le 14 janvier, Nicolas s'avança plus loin. Se défendant de poursuivre la réalisation des rêves et des plans de Pierre le Grand et de Catherine II, protestant de son peu de goût pour des conquêtes nouvelles, déclarant qu'il ne convoitait nullement la Turquie, mais justifiant par des considérations religieuses ses réclamations auprès du divan, il s'efforça de démontrer la nécessité d'une entente préalable sur les éventualités que pouvait amener la dissolution de l'empire ottoman. Ces entretiens se répétèrent plusieurs fois jusqu'au mois d'avril; l'Angleterre répondait à ces ouvertures en disant qu'au lieu de régler la succession de l'homme malade, il valait mieux songer à le guérir. Ce n'était point le compte du tzar. Sans se décourager, il revint obstinément sur ses communications.

Il était impossible de traiter un semblable sujet sans que le nom des autres grandes puissances de l'Europe fût prononcé. Le tzar parla de la France en termes qui indiquaient suffisamment la pensée de l'isoler. « Que Dieu me garde d'accuser personne à tort, dit l'empereur Nicolas; mais il y a certaines circonstances à Constantinople et dans le Monténégro qui sont très-suspectes. On serait très-tenté de croire que le gouvernement français cherche à nous brouiller tous en Orient, dans l'espérance d'arriver plus aisément à ses fins, dont l'une est la possession de Tunis. » Nicolas ajouta qu'il s'inquiétait fort peu du rôle que la France pourrait jouer dans les affaires d'Orient. « Comme je vous l'ai déjà dit, ajoutait-il sous apparence de se résumer, tout ce que je désire, c'est d'être en bonne intelligence avec l'Angleterre, non pas sur ce qui sera fait, mais sur ce qui devra se faire. Une fois ce point résolu, le gouvernement anglais et moi ayant une confiance entière dans nos vues réciproques, je ne m'embarrasse pas du reste. — Mais Votre Majesté a oublié l'Autriche, dit sir Hamilton Seymour. Or, toutes ces questions d'Orient la touchent de très-près. Elle s'attend, cela va sans dire, à être consultée. — Oh! reprit l'Empereur, mais vous devez comprendre que quand je parle de la Russie, je parle aussi de l'Autriche. Ce qui convient à l'une, convient à l'autre. Nos intérêts en ce qui regarde la Turquie sont identiques. »

La partie la plus instructive de ces conversations fut celle où le tzar indiquait à son gré la répartition des territoires de la Turquie. « Les Principautés, disait-il, sont de fait un État indépendant sous ma protection, c'est une situation qui peut continuer. La Servie peut recevoir la même forme de gouvernement et la Bulgarie aussi. » Il amorçait l'Angleterre en lui offrant l'Égypte et l'île de Candie. Sur la question de Constantinople, il était difficile d'être plus explicite que le tzar : « Eh bien, disait-il, il y a plusieurs choses

que je ne supporterai jamais; je commencerai par nous-mêmes. Je ne voudrais jamais l'occupation permanente de Constantinople par les Russes, mais j'ajouterai que je n'accorderai jamais que Constantinople soit occupé par les Anglais ni par les Français, ni par aucune autre puissance. Je ne permettrai jamais la reconstruction d'un empire byzantin, ni aucune extension de la Grèce, qui en ferait un État puissant. Moins encore permettrai-je que la Turquie se partage en petites républiques, asiles ouverts aux Kossuth, aux Mazzini et autres révolutionnaires de l'Europe. Plutôt que de me soumettre à aucune de ces éventualités, je ferais la guerre et je la continuerais aussi longtemps qu'il me resterait un homme et un fusil. » Le tzar, en rejetant toutes les combinaisons, n'en laissait évidemment qu'une de possible, la première, l'occupation par la Russie qu'il n'écartait que pour la forme. On ne pouvait plus nettement poursuivre le but de la longue ambition de la Russie, tout en traitant de chimères les plans de Pierre le Grand et de Catherine II.

Les perspectives ouvertes par le tzar à l'ambition britannique séduisaient moins le gouvernement anglais que ne l'alarmaient les dangers de l'empire ottoman et l'ambition moscovite. Aussi l'ambassadeur se tint-il ferme sur le terrain qu'on lui avait indiqué : ne pas admettre l'éventualité de la ruine de la Turquie, mais s'entendre pour prolonger son existence. Le tzar, voyant qu'il échouait dans ses ouvertures, masqua habilement sa retraite, et s'efforçant d'atténuer la portée de ses confidences, mit bientôt un terme à cette discussion avec un profond dépit contre l'Angleterre, auprès de laquelle il s'était trahi sans profit.

§ 3. INVASION DES PRINCIPAUTÉS DANUBIENNES PAR LES RUSSES (3 JUILLET 1853); LA FLOTTE ANGLO-FRANÇAISE A BEZIKA.

En faisant à l'ambassadeur anglais des confidences que l'Europe ne devait connaître que plus tard, l'empereur Nicolas tendait à isoler la France. Mais le gouvernement français, qui seul d'abord avait opposé sa diplomatie et son pavillon aux démonstrations de la Russie, sut bientôt rallier au contraire les autres puissances à sa politique. Tant que la question des lieux saints restait en suspens, l'Angleterre protestante se tint à l'écart. Les singulières ouvertures faites à sir Hamilton Seymour ne la persuadèrent même pas qu'un danger prochain menaçait l'Europe. Si elle voyait avec déplaisir la Russie se préoccuper d'un partage de l'empire ottoman, elle appelait dans une dépêche ces projets « une ambition à longue date. » Mais le ministère anglais, présidé par lord Aberdeen, depuis le mois de décembre 1852, ne tarda pas à voir que les craintes sans cesse exprimées par le gouvernement français étaient fondées. Celui-ci avait pressé la conclusion de l'affaire des lieux saints, et cette question une fois écartée, l'Angleterre avait pu se convaincre du désintéressement du gouvernement français.

Celui-ci, à la simple vue des préparatifs de la Russie, et de l'attitude du prince Menschikoff à Constantinople, avait compris les dangers que courait l'empire ottoman. Dès le 20 mars, il avait envoyé à notre escadre de Toulon l'ordre de se rendre sur les côtes de Grèce, pour contenir ce pays que l'influence russe pouvait soulever. L'Angleterre n'imita pas l'exemple du gouvernement français et le tzar en ressentit la plus vive satisfaction. Il crut le cabinet britannique rassuré et le cabinet des Tuileries isolé. Les ministres anglais s'imaginaient en effet que la France s'exagérait le péril et refusaient même d'écouter les avertissements des commerçants anglais, témoins des immenses préparatifs de la Russie.

En Russie, tout ce qui ne faisait pas partie du gouvernement ne dissimulait plus rien. Dans les cercles privés, on parlait ouvertement de la guerre future, de la fin de l'empire turc; on appelait l'armée qui se concentrait en Bessarabie l'*armée de Constantinople* et les fils de famille qui servaient dans l'armée cantonnée en Pologne, demandaient à permuter dans les régiments envoyés à l'armée du sud. Avertie par ses correspondants, la Cité de Londres ne pouvait se défendre d'une inquiétude qui gagna bientôt tout le commerce. L'opinion publique prenait les devants sur le gouvernement et envisageait déjà la possibilité d'une lutte armée. Bientôt le cabinet britannique reçut de l'ambassadeur anglais à Constantinople, lord Strattford de Redcliffe, une copie de l'ultimatum du prince Menschikoff qu'on lui avait communiquée confidentiellement. Ce document, lorsqu'il fut connu le 20 mai, excita dans toute l'Angleterre une indignation générale. On ne pouvait établir aucune comparaison entre les réclamations présentées par la France et réglées par un compromis amiable, et les demandes exorbitantes formulées par le prince Menschikoff. Le protectorat exercé de tout temps par la France sur les Latins s'appliquait à un petit nombre d'individus isolés, pèlerins, religieux ou missionnaires, qui rarement étaient sujets de la Porte. Le protectorat que la Russie demandait sur les Grecs se serait étendu aux deux tiers de la population de l'empire ottoman; il aurait rendu le tzar plus maître en Turquie que le sultan lui-même. L'envoi de la flotte française à Salamine, qui avait été jugé une démonstration intempestive ou au moins prématurée, parut alors sous son vrai jour. Une étroite entente s'établit entre les cabinets de Londres et de Paris, et l'escadre anglaise, mouillée à Malte, reçut l'ordre de rejoindre la flotte française. Bien plus, comme l'ultimatum du prince Menschikoff contenait la menace d'une invasion des Principautés danubiennes, les deux flottes reçurent l'ordre de s'approcher le plus possible des Dardanelles pour porter leur appui à la Turquie si on le réclamait (4 juin). Les deux escadres appareillèrent et allèrent mouiller dans la baie de Besika.

La Porte ayant refusé de satisfaire aux exigences de la Russie, le tzar donna l'ordre à son armée d'occuper les Principautés danubiennes. Le 3 juillet, les troupes russes franchirent le Pruth, limite de la Russie et de la Turquie. C'était bien là un fait de guerre, mais les tzars avaient pris l'habitude dans leurs différends avec la Turquie de garder les Principautés en gage, et l'empereur Nicolas affirma que ce n'était pas un acte d'hostilité. La rupture devenait complète, mais la guerre n'était point déclarée.

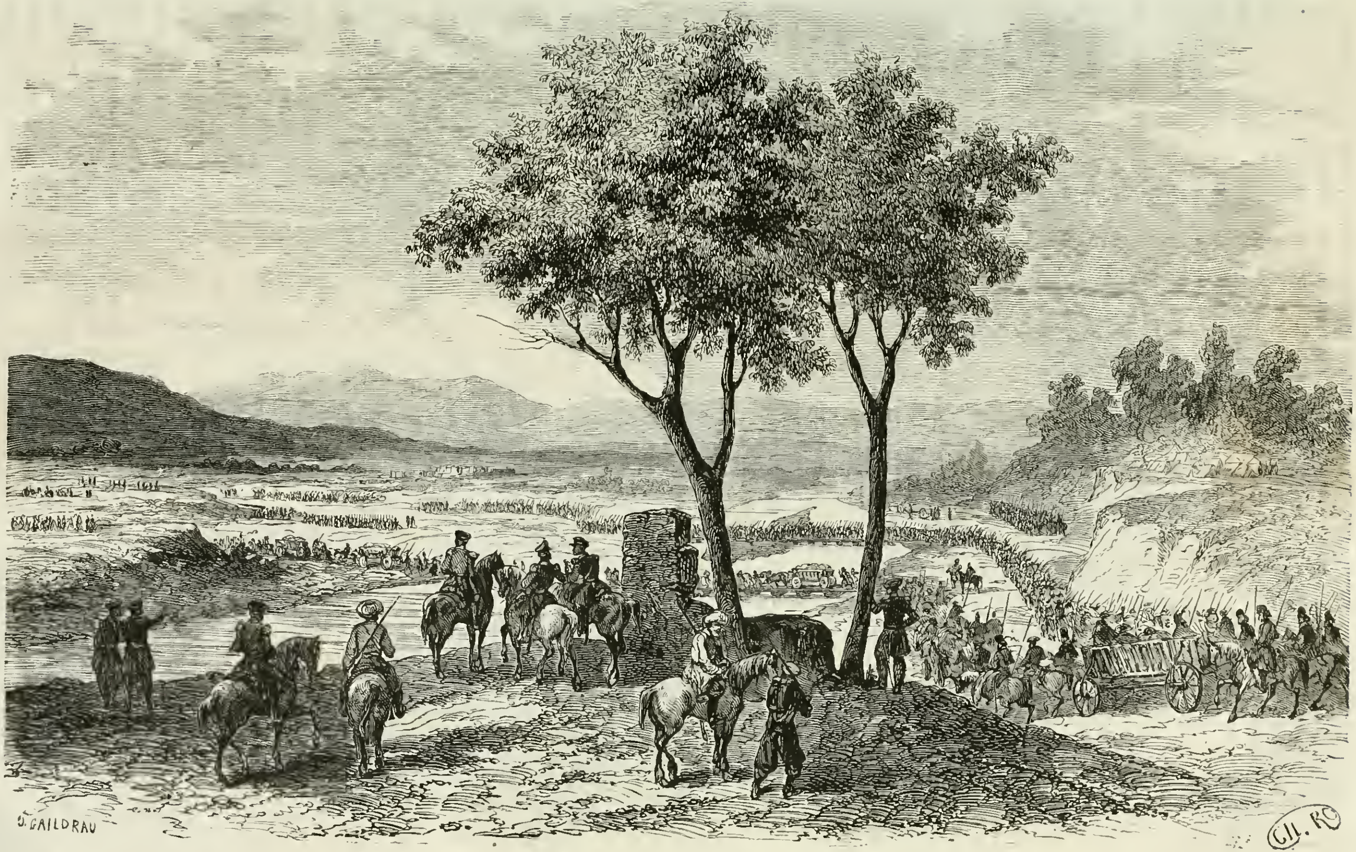
Le tzar publia un manifeste à ses peuples pour leur exposer sa conduite (26 juin), et chercha à exciter leur fanatisme religieux. « Il est à la connaissance de nos fidèles et bien-aimés sujets, disait-il, que de temps immémorial nos glorieux prédéces-



La flotte anglo-française dans la baie de Besika (5 juin 1853).

seurs ont fait vœu de défendre la foi orthodoxe. » Il rappelait le glorieux traité de Kaïnardji et les concessions arrachées à la Porte. Il accusa de mauvaise foi le gouvernement ottoman et fit connaître sa résolution de contraindre le sultan « à observer religieusement l'intégrité des priviléges de l'Église orthodoxe. » C'est-à-dire qu'il voulait qu'on lui accordât tout ce que son ultimatum demandait. En même temps il récrimina par des circulaires à ses agents contre l'envoi de la flotte anglo-française à Besika, et accusa la France et l'Angleterre d'être la cause du refus que faisait la Porte de reconnaître le droit de la Russie.

M. Drouyn de Lhuys réfuta toutes les assertions du tzar par une circulaire à nos agents, extrêmement remarquable par sa modération et sa netteté. Elle fut citée partout avec éloges : « Sauf le but si différent des deux démonstrations, disait M. Drouyn de Lhuys, il y avait peut-être une sorte d'analogie dans les situations respectives, quand l'armée russe se tenait sur la rive gauche du Pruth et que les flottes de France et d'Angleterre jetaient l'ancre à Besika. Cette analogie a disparu depuis le passage de la rivière qui forme la limite de l'empire russe et de l'empire ottoman.... Les forces anglaises et françaises ne portent, par leur présence en dehors des Dardanelles, aucune atteinte aux traités existants. L'occupation de la Moldavie et de la Valachie, au contraire, constitue une



Passage du Pruth par l'armée russe, le 3 juillet 1853. (Page 31, col. 2.)

violation manifeste de ces mêmes traités. Les priviléges de la Moldavie et de la Valachie sont-ils menacés? Des troubles révolutionnaires ont-ils éclaté sur leur territoire? Les faits répondent d'eux-mêmes qu'il n'y a lieu pour le moment à l'application ni du traité d'Andrinople, ni de la convention de Balta-Liman.

« De quel droit les troupes russes ont-elles donc passé le Pruth, si ce n'est du droit de la guerre, d'une guerre, je le reconnais, dont on ne veut pas prononcer le vrai nom, mais qui dérive d'un principe nouveau, fécond en conséquences désastreuses, qui n'irait à rien moins qu'à l'oppression, en pleine paix, des Etats faibles par les États plus forts? La Porte a le droit incontestable de voir un acte de guerre dans l'envahissement de deux provinces qui, quelle que soit leur organisation spéciale, font partie intégrante de son empire. Elle ne violerait donc pas plus que les puissances qui viendraient à son aide, le traité du 13 juillet 1841, si elle déclarait les détroits des Dardanelles et du Bosphore ouverts aux escadres de France et d'Angleterre. »

Les négociations continuèrent. Irrité de l'abandon de l'Angleterre, le tzar se retourna vers la France. Si Napoléon III eût caressé les projets ambitieux que lui prêtait la méfiance universelle, il n'aurait point refusé une telle occasion de tout permettre à la Russie et de travailler lui-même à s'agrandir. Mais l'Empereur comprit qu'au lieu de se venger de la méfiance universelle en la justifiant, il valait mieux lui faire honte en la désarmant. De l'aveu de nos rivaux eux-mêmes, la diplomatie française n'avait jamais parlé un langage plus ferme, plus élevé et plus conciliant.

L'Empereur ne cessa de travailler à mettre d'accord les puissances signataires du traité du 13 juillet 1841 et garantes de l'intégrité de l'empire ottoman. Malgré les liens qui rattachaient l'Autriche et la Prusse à la Russie, il sut, aidé de l'Angleterre, réunir ces puissances dans une action diplomatique commune. La conférence de Vienne se constitua au moment où le tzar envahissait les Principautés.

§ 4. LA NOTE DE VIENNE ; GUERRE ENTRE LA RUSSIE ET LA TURQUIE (23 OCTOBRE 1853).

Une note rédigée par le cabinet des Tuileries et approuvée par le cabinet de Londres fut transmise à Vienne et de là à Saint-Pétersbourg, puis à Constantinople. Cette note contenait les dispositions d'un arrangement équitable. La Russie y adhéra. Il se fit alors une éclaircie dans les nuages de la diplomatie. On commença à espérer le maintien de la paix, lorsque la Porte éleva à son tour des difficultés et déclara n'admettre la note qu'avec des modifications indispensables, suivant elle, pour en écarter tout ce qui pouvait être obscur, et pour prévenir toute interprétation exagérée qui pourrait en être faite. Les puissances protectrices se récrièrent et traitèrent les modifications demandées par la Turquie de puériles et d'inopportunes. On ne saisissait pas bien la différence des deux projets, et on regrettait que la Porte eût augmenté les difficultés. Toutefois l'insignifiance même des changements introduits par la Porte dans le texte de la note, fit croire que la Russie n'en prendrait pas prétexte pour la rejeter. La Russie détrompa les grandes puissances; le 7 septembre, le ministre des affaires étrangères de Saint-Pétersbourg répondit : « Ou les changements que demande la Turquie sont importants, et alors il est tout simple que nous refusions d'y donner notre acquiescement, ou ils sont insignifiants, auquel cas il y a lieu de se demander pourquoi, sans nécessité, la Porte en fait dépendre son acceptation. » Une autre dépêche du ministre russe examinait les modifications introduites par le gouvernement turc dans le projet de note qu'il interprétait autrement que la conférence.

M. Drouyn de Lhuys écrivit à notre ambassadeur à Vienne, M. de Bourqueney : « M. le comte de Nesselrode, ministre de Russie, se livre à un examen approfondi des points que le divan a modifiés, et il résulte de son argumentation que la Russie prétend s'ingérer dans les rapports du sultan avec ses sujets chrétiens. Ainsi donc, les amendements de Reschid-Pacha altéreraient le sens de la note de Vienne. Il y a là entre le gouvernement russe et la conférence présidée par M. le ministre des affaires étrangères d'Autriche, une divergence qui ne saurait passer sans explication. Entre l'interprétation que M. le comte de Nesselrode fait de la note de Vienne, et les exigences de la note de M. le prince Menschikoff, qui ont été reconnues exorbitantes, la différence serait insaisissable.... » Ainsi tout était remis en question après de longs mois de négociations. La Russie ne voulait évidemment rien céder, et elle avait réussi à gagner du temps. La mauvaise saison approchait.

Le gouvernement ottoman que la Russie avait cru incapable d'un sérieux effort, avait déployé une activité admirable, créé des finances, levé, discipliné une armée régulière, rétabli les fortifications de ses places. L'administration turque jouissait traditionnellement d'une telle réputation, qu'on était convaincu de son impuissance à préparer les moyens de soutenir une guerre un peu longue. La Russie, dans cette opinion, avait annoncé plus de préparatifs qu'elle n'en avait fait réellement; se croyant sûre de rester toujours maîtresse, elle se trouvait moins disposée qu'elle ne le paraissait, à résister à l'attaque des Turcs; elle ne pensait pas que les généraux ottomans oseraient tenter de la chasser des Principautés danubiennes. La Russie se trompait et allait, par son orgueil, s'attirer la honte d'être battue par un ennemi qu'elle méprisait.

Les prétentions du tzar justifiaient, et au delà, les modifications apportées par le gouvernement ottoman à la note de Vienne. Puisque les tentatives de conciliation échouaient, le sultan prit une résolution définitive. N'espérant rien des nouvelles négociations que les puissances médiatrices engageaient, ni de l'entrevue que l'empereur de Russie avait, à ce moment même (fin septembre), à Olmütz, avec le jeune empereur d'Autriche, il réunit le divan.

Le divan n'est nullement le conseil des ministres; il se compose de 121 membres, et le 16 septembre, il se trouva au grand complet dans la séance solennelle, où il devait délibérer sur la grave situation faite à la Turquie. Le divan, ou chancellerie d'État, comprend les fonctionnaires supérieurs et inférieurs désignés par le mot turc *qualemie* (de la plume). Il siége en dehors des ministères et du conseil de l'Empire. La résolution qu'il prend ne devient importante que si elle est approuvée par le ministère et le conseil de l'Empire. Il décida unanimement qu'il conseillerait

au sultan d'arborer l'étendard du prophète. Le sultan envoya le 4 octobre 1853 sommer le prince Gortchakoff d'évacuer les Principautés dans un délai de quinze jours. C'était la guerre. La Russie l'accepta.

Nous avons dit déjà ce que sont les Principautés danubiennes et même jeté un coup d'œil sur leur histoire[1]. Il nous reste à exposer leur situation géographique, de manière à faire comprendre les opérations militaires dont elles vont devenir le théâtre.

La chaîne des Balkans divise la Turquie d'Europe en deux parties distinctes : l'une péninsulaire et tournée vers le midi, c'est l'ancien empire grec; l'autre regardant le nord, est enclavée entre les Balkans, les Carpathes et les collines de Pruth : elle est traversée



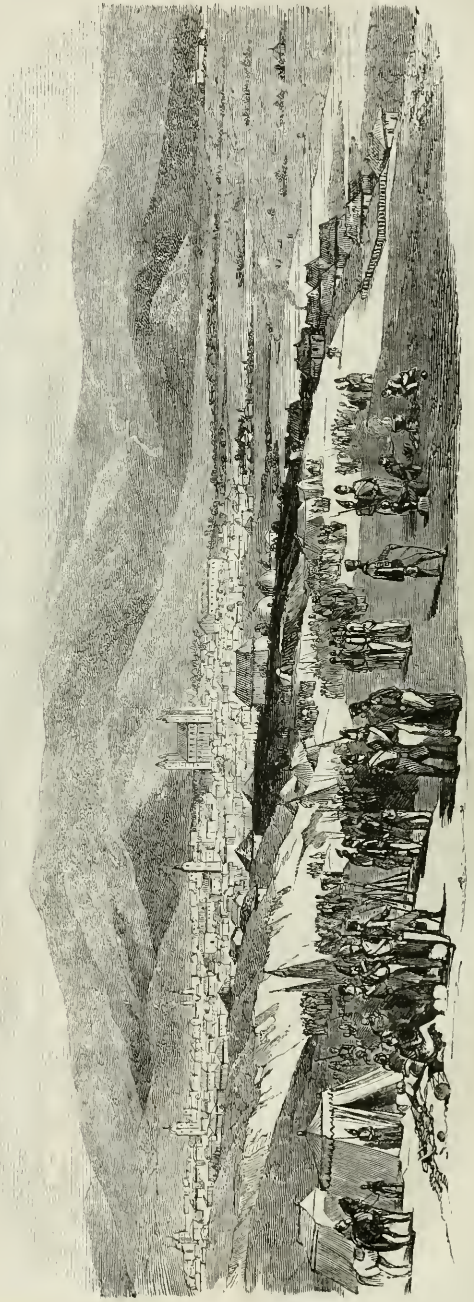
M. de Nesselrode, ministre de Russie.

par le Danube, et fut autrefois le siége d'empires barbares, qui cependant ne réussirent pas à étouffer la civilisation latine implantée dans le pays par les colons romains de Trajan. Le Danube, qui arrose cette contrée généralement plate, sert de limite aux provinces sujettes de la Turquie et aux provinces tributaires. Les provinces sujettes, la Bulgarie et la Serbie, sont sur la rive droite; les provinces tributaires, celles qu'on appelle Principautés danubiennes, se trouvent sur la rive gauche. Elles se divisent en deux États qui tendent plus que jamais à se réunir en un seul, la Moldavie et la Valachie. Ces principautés ont été le

1. Voir t. II, p. 119.

chemin de toutes les invasions d'orient en occident, du nord au midi : leur histoire est celle d'un long martyre, et de nos jours encore elles ont eu à souffrir des occupations prolongées de la Russie qui voudrait bien les incorporer à sa masse immense. La possession de ces principautés lui livrerait le bassin du Danube, lui ouvrirait le chemin de Vienne, en même temps qu'elle la rapprocherait de la chaîne des Balkans, la seule barrière qu'elle aurait ensuite à franchir pour se précipiter sur Constantinople.

Les *Principautés-Unies de Valachie et de Moldavie* ont pour limites, au nord et au nord-ouest, les Carpathes orientales qui les séparent de la Transylvanie, à l'est et au sud-est le Pruth, le Yalpouch et une ligne conventionnelle qui les séparent de la Bessarabie, province russe; au sud-ouest et au sud le Danube, qui les sépare de la Bulgarie et de la Serbie. Elles ont une superficie d'environ 125 000 kilomètres carrés et presque partout n'offrent qu'une succession de plaines. Bien que placées sous une latitude méridionale, elles sont exposées à un rigoureux hiver de cinq mois; l'été en a 7, dont deux d'extrêmes chaleurs. Peu de contrées offrent une aussi grande variété de productions, mais les habitants n'en tirent pas le parti qu'ils pourraient en tirer. De vastes forêts fournissent des bois magnifiques. La vigne y réussit; les arbres fruitiers dont la culture est toute primitive, forment de véritables forêts. Les richesses minérales sont abondantes, mais peu exploitées. Dans la Valachie, la culture est inférieure et l'aspect du pays plus morne. On y trouve des steppes où l'œil n'aperçoit au loin que des cigognes, des troupeaux d'outardes, ou des pieux qui dominent les puits, et au-dessus desquels s'agitent les longs bras de bois qui servent à puiser l'eau pour les troupeaux et les chevaux.

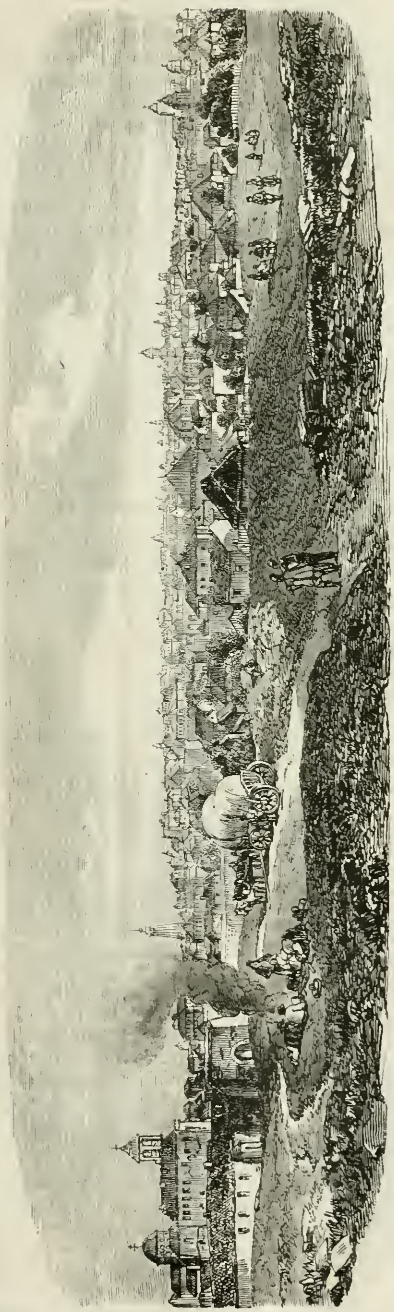


Jassy, capitale de la Moldavie.

Suivons la limite méridionale, le Danube, qui là est à la dernière partie de sa longue course. Aussi bien ses bords vont surtout devenir le théâtre des hostilités et il nous faut les étudier. C'est à Belgrade que le Danube entre dans l'empire ottoman. Il est à la fois majestueux, car il a jusqu'à 800 mètres de largeur, profond et rapide. De grandes îles boisées le coupent parfois en plusieurs bras. A Columbatz, il commence à bouillonner, ses rives s'élèvent : c'est qu'il rencontre les rameaux des Balkans et des Carpathes qui se rejoignent et lui barrent le passage. Près d'Orsova, il se fait jour à travers les rochers avec une vitesse de 6000 mètres à l'heure. Les bateaux à vapeur ne peuvent franchir ce redoutable défilé connu sous le nom de *Portes de*

Fer ou de *Portes de Trajan*. Le Danube reprend ensuite sa largeur, et à Tchernetz, ville valaque, cette largeur atteint jusqu'à 1000 mètres. Là on contemple les noirs débris d'un pont de vingt arches, jeté par les Romains, et dont cinq piles subsistent encore. Les escarpements de ses rives s'abaissent, et le fleuve coule paisible à travers de vastes plaines : de la rive droite, c'est à peine, tant il se répand à son aise, si on aperçoit la rive gauche. Il forme même de grandes dérivations qui vont inonder le pays à 15 ou 20 kilomètres de distance. Après Silistrie, il incline fortement vers le nord-est : après Ranova, il traîne ses eaux dans un pays plat où ses divers bras forment des marais : la rive gauche, en Moldavie, est inhabitable. Enfin il se perd dans la mer par un vaste delta qui, au moment où commença la guerre d'Orient, appartenait presque tout entier à la Russie. Aujourd'hui les bouches du fleuve appartiennent à la Moldavie.

Les habitants de la Moldavie et de la Valachie qui s'honorent du titre de Roumains, rappellent bien les types qu'on voit à Rome sur la colonne Trajane, types de Romains et de Daces. Les descendants des barbares se font reconnaître par leur chevelure blonde, et les descendants des Romains par leur figure italienne. L'organisation du pays est encore féodale, et les paysans dépendent en grande partie des boyards, ou seigneurs. En Moldavie, les fortunes sont plus considérables qu'en Valachie, parce que les boyards moldaves résident sur leurs terres et les exploitent eux-mêmes, au lieu que les boyards valaques résident dans les villes, laissant leurs terres à des fermiers. Par contre, c'est l'inverse qui se remarque dans la situation des paysans condamnés à un plus grand nombre de jours de travail au profit du propriétaire en Moldavie qu'en Valachie. Les boyards moldaves ont retenu, grâce à leur vie champêtre, un plus grand esprit d'indépendance. Mais la Moldavie est littéralement envahie par les Juifs qui s'y rendent maîtres de toutes les affaires, et qui le seraient de la terre si on leur permettait de posséder des biens. Trente mille Israélites sont réunis à Jassy, capitale de la Moldavie, dans un quartier hideux.



Bucharest, capitale de la Valachie.

La religion des deux Principautés est la religion grecque : les évêques sont à la fois les chefs spirituels et les administrateurs temporels de leurs diocèses, et ils s'occupent plus, on le pense bien, des intérêts matériels que des intérêts religieux. C'est encore une preuve de ce qui arrive lorsque les fidèles sont des contribuables : on cherche moins à les moraliser qu'à les exploiter.

En Valachie, la noblesse est moins respectable, nous l'avons dit, qu'en Moldavie. Elle aime à courtiser des maîtres, qu'ils soient Russes ou Turcs : elle a une véritable passion pour les emplois publics qu'elle ne remplit pas avec toute la probité désirable. Les paysans sont calmes et aptes à tous les métiers, principalement à celui de paresse. Ils abusent des liqueurs fortes et perdent trop souvent leur intelligence dans des excès de tout genre.

« L'aspect de Bucharest, capitale de la Valachie, me sembla étrange, dit un voyageur, c'est la ville des contrastes : on y voit des palais, ou au moins de beaux hôtels, et des masures affreuses, des équipages conduits par des cochers en grande livrée, puis d'énormes charrettes

transylvaines renfermant un monde comme l'arche de Noé, et traînées par huit, dix, vingt chevaux ou juments avec leurs poulains courant librement autour de l'attelage, des chevaux de race russe ou hongroise pleins de feu, et de grands buffles à l'œil rouge, des élégants et des élégantes vêtus à la dernière mode de Paris, et des paysans habillés comme les Daces il y a deux mille ans, des Albanais salement vêtus parcourant les rues en vendant la *braga* (boisson fermentée), et des boutiques où s'étalent les friandises de Boissier et de Potel et Chabot, — des moines fumant leur pipe au cabaret ou sur des tombes, dans les cimetières placés au cœur de la ville, à côté des tziganes, musiciens ambulants, vêtus de longs manteaux flottants et portant à la ceinture de leurs robes le violon, la mandoline, la flûte de Pan, prêts à vendre leurs services pour un baptême, un mariage ou un enterrement. La vie orientale qui s'en va, et la vie européenne qui la remplace se coudoient, se succèdent comme dans un panorama[1]. »

Tel était le pays dans lequel les Russes s'étaient établis pour tenir, disaient-ils, un gage jusqu'à ce que satisfaction leur fût donnée, en réalité pour le conserver. Lors de l'évacuation des Principautés en 1851, les officiers russes avaient annoncé qu'ils ne tarderaient pas à revenir : ils avaient tenu parole. L'armée russe, répandue en Valachie et en Moldavie, était forte de 91 000 hommes et de 240 pièces de campagne. Elle occupait une longue ligne de Galatz à Giurgewo, et avait son quartier général dans la capitale de la Valachie, à Bucharest. Les populations supportaient difficilement cette occupation, qui toujours avait été onéreuse pour elles. Elles allaient, cette fois, souffrir encore davantage, car elles allaient voir leur pays dévasté par la guerre, qui commença décidément le 23 octobre.

L'empereur Nicolas avait voulu gagner du temps, et ce temps avait profité à la Turquie. Au mois de juillet, celle-ci n'aurait rien eu à opposer à une sérieuse attaque, et les puissances occidentales n'étaient pas en mesure de la secourir promptement. Au mois d'octobre, elle avait des forces considérables et bien organisées. Elle devait ce miracle, car c'en était un, à un homme supérieur qui joue le premier rôle dans la guerre d'Orient jusqu'à l'arrivée de l'armée anglo-française, Omer-Pacha.

« Cet Omer-Pacha était une figure singulière dont l'opinion se préoccupait alors soit en l'exagérant, soit en l'amoindrissant, comme cela arrive toujours. Il était Croate d'origine et se nommait Michel Lattas ; son père, d'abord soldat au service de l'Autriche, était parvenu à la lieutenance du village de Valski, lieu de naissance de son fils, et le futur généralissime de l'armée turque avait fréquenté l'école de cette localité obscure, jusqu'à ce qu'il fut admis à l'institution de Thurni, située non loin de Carlstadt, où il ne tarda pas à donner des preuves d'intelligence et de goût pour la carrière militaire, qui le désignèrent promptement à l'attention de ses chefs. Il entra en qualité de cadet volontaire dans un régiment croate, puis, sans cesser d'en faire partie, fut employé dans la chancellerie des ponts et chaussées à cause de la netteté de son écriture. La fortune, dont les aveugles décrets conduisent par des voies si souvent bizarres les hommes au néant ou à la célébrité, voulut alors que le père du jeune Michel Lattas fût mis en jugement pour des faits concernant son service, circonstance qui rendait des plus pénibles la présence de son fils dans l'armée autrichienne. Michel s'enfuit, et après avoir erré quelque temps dans un dénûment absolu, mais toujours en se rapprochant des frontières, il les franchit enfin et aborda cette terre qui devait devenir pour lui une seconde patrie.

« Un marchand lui confia le soin d'élever ses enfants et l'emmena avec eux à Constantinople ; mais il fallait abjurer la religion grecque et se faire mahométan. Michel Lattas accepta cette condition et prit le nom d'Omer, qu'il a porté désormais. Promptement nommé professeur dans une école militaire, puis distingué par Kosrew-Pacha qui en fit son aide de camp, enfin major et chargé de la direction des affaires militaires à Constantinople, il y fit un riche mariage qui consolida sa position. Nous le voyons ensuite gravir successivement les autres échelons de la carrière, apportant dans les divers grades qu'il occupa un certain esprit politique qui ne pouvait que faire valoir les autres qualités et aptitudes qu'il possédait. En 1848, il réprima, de concert avec les Russes, la rébellion qui se déclarait dans les provinces danubiennes. En 1851, il comprima la révolte de Bosnie, et en 1852, nous avons dit qu'il fut chargé par la Porte de commander l'expédition du Monténégro. Omer-Pacha était l'homme de guerre généralement désigné par l'opinion pour soutenir l'empire ottoman dans les nouvelles et terribles épreuves qu'il allait avoir à supporter, et cependant quelques-uns le contestaient ou lui reprochaient un entêtement vaniteux qui n'était peut-être, après tout, qu'une confiance motivée en ses lumières personnelles. De taille moyenne, de constitution nerveuse, froid d'aspect, sombre de regard, énergique d'attitude, il s'était appliqué à donner à sa physionomie l'impassibilité turque, et y avait réussi[1]. »

Omer-Pacha avait été puissamment aidé dans son œuvre de l'organisation de l'armée turque par des officiers prussiens qui, depuis plusieurs années, se trouvaient au service de la Porte, et par un officier français, le colonel Magnan, qui laissa une véritable renommée en Orient et qui malheureusement succomba en Crimée.

Le 2 novembre, Omer-Pacha commanda à un de ses lieutenants de franchir le Danube à Kalafat. Mais pour tromper le général russe, prince Gortchakoff, il rassembla également des troupes à Roustouck, en face de Giurgewo, et résolut d'attaquer lui-même l'ennemi à Turkutaï. Dans la nuit du 2 novembre, il fit occuper l'île située en face de Turkutaï, au confluent de l'Ardgis et du Danube ; ses troupes s'installèrent dans le bâtiment de la Quarantaine, au pied du village même d'Olteniza, sur la rive gauche du Danube. En vingt-quatre heures, les Turcs avaient élevé des parapets, et les avaient armés de huit pièces de canon ; mais ces travaux ne purent être achevés assez tôt. Le 4 novembre au matin, les forces russes, s'élevant à 9000 hommes environ, marchèrent contre les Turcs qui n'avaient à leur opposer sur la rive valaque du Danube que 3000 hommes. Dans ce nombre, il est vrai, on comptait 200 chasseurs formés à l'instar

1. Poujade, *Revue des Deux-Mondes*.

1. Beaumont-Vassy, *Histoire de mon temps*.



Troupes russes à Giurgewo. (Page 38, col. 1.)

de nos chasseurs de Vincennes, et qui avaient été exercés par un officier français, d'Anglars, mort depuis en Crimée. Placé sur une colline, sur la rive droite du Danube, Omer-Pacha observait les mouvements de l'ennemi. Il avait à ses côtés le fameux général espagnol Prim. Le serdar (on donnait aussi ce titre au généralissime ottoman) craignait de la part de ses troupes, dont il connaissait l'exaltation, trop de précipitation : il avait donc ordonné à ses officiers de laisser approcher l'ennemi jusqu'à portée de fusil. Ses ordres furent exécutés avec un admirable sang-froid. Lorsque les Russes furent à soixante pas des parapets, ils furent tout à coup enveloppés de mitraille. Les chasseurs, tirant avec la plus grande précision, ne visaient que les officiers; au bout de dix minutes, tous les colonels et tous les majors russes étaient tués ou



Omer-Pacha.

blessés; c'est depuis cette affaire que les officiers revêtirent, les jours de bataille, la capote du soldat. Les Russes laissèrent près de 4000 hommes morts ou blessés sur le champ de bataille. On craignit un moment de voir Omer-Pacha à Bucharest, où rien n'aurait pu l'empêcher de faire une pointe.

Ce désastre refroidit l'enthousiasme des soldats russes. Telle était l'étrange confiance des troupes du tzar dans leur fortune, qu'après cinq mois de séjour à Bucharest, rien n'était préparé dans les hôpitaux. La charpie, les bandages, les objets les plus nécessaires manquaient entièrement aux blessés. C'était un spectacle navrant de voir défiler sur de mauvaises charrettes ces malheureuses victimes de la guerre.

Le 12 novembre, Omer-Pacha, voyant que le Danube grossissait, ramena ses troupes des positions qu'elles occupaient, et les fit repasser sur la rive droite. Il avait obtenu ce qu'il désirait : une diversion et un



Blessés russes à Bucharest. (Page 40, col. 2.)

succès. La diversion avait permis à Ismaïl-Pacha de passer le Danube à Widdin. Le succès avait singulièrement fortifié le moral de l'armée turque et diminué le prestige des Russes.

Omer-Pacha continua pendant tout l'hiver de harceler les Russes en faisant des descentes à l'improviste en plusieurs endroits. Il forçait ainsi le général russe à diviser ses forces. Pour lui, il demeurait insaisissable dans un camp retranché à Choumla, et de plus il avait fait passer un corps de troupes de 30 000 hommes sur la rive gauche, dans la Petite-Valachie, à Kalafat. L'occupation de ce point contrariait beaucoup les plans du prince Gortchakoff, qui projetait pour le printemps de 1854 une invasion en Bulgarie, et ne pouvait laisser les Turcs dans une place d'où ils se jetteraient facilement sur ses derrières. Le général russe se décida donc à emporter à tout prix Kalafat, et s'y dirigea à la tête de 40 000 hommes. Mais le 6 janvier 1854 il essuya encore une défaite. Les Russes eurent dans cette journée 5000 hommes hors de combat, et dès lors se bornèrent à des démonstrations sans importance.

Toutefois cette campagne avait rudement mis à l'épreuve l'armée d'Omer-Pacha, qui s'affaiblissait par ses renforts mêmes. En effet, le ministre de la guerre, excitant le fanatisme musulman, appelait des volontaires de l'Asie et de l'Arabie. « Chaque jour on pouvait voir ces hordes barbares, avec leurs coiffures étranges, armées de vieux tromblons ou d'énormes pistolets, la ceinture chargée de larges poignards, de yatagans d'une longueur démesurée, traverser les rues de Constantinople, défiler sous les yeux du ministre de la guerre sur la vaste place du Séraskiérat, et se rendre aussitôt à l'armée d'Omer-Pacha. Sans solde, ne recevant qu'un pain par jour pour toute nourriture, n'obéissant qu'aux ordres du chef de leur tribu, ces volontaires infestaient toute la Bulgarie, et étaient devenus la terreur des musulmans comme des chrétiens de cette vaste province. Parmi leurs chefs, se distinguait une princesse kurde, à la tête de sa tribu. Elle était vêtue et armée comme un homme, et aucun voile ne cachait des traits qui, malheureusement, ne gagnaient rien à se montrer, et où ne se peignait que l'intrépidité.



Widdin, sur le Danube.

C'était une Clorinde presque noire, sans beauté et sans distinction. Elle n'attirait guère que les regards des Européens, les Orientaux affectant de ne montrer ni surprise ni curiosité. Le correspondant du *Times* s'étant approché pour la lorgner, elle lui cracha au visage[1]. »

Au mois de mars 1854, Omer-Pacha avait reçu successivement 180 000 combattants, mais il n'avait à leur donner ni solde ni vêtements. Le ministre de la guerre, rival d'Omer-Pacha, lui répondait que le drap ne manquait pas en Bulgarie. Pendant l'hiver, de pernicieuses maladies aggravées par le manque de soins, avaient désolé son armée. Les médicaments mêmes étaient falsifiés. Lorsque le ministère de la guerre d'Angleterre envoya un médecin en chef des armées, en Bulgarie, pour étudier les maladies de ce pays en prévision de la campagne que les Anglais se préparaient à faire, ce médecin demanda à Omer-Pacha : « Quelle est donc la maladie qui ravage vos troupes? — C'est, répondit le serdar, *Della-Suda*. — Quel est ce nom? dit l'Anglais étonné. — C'est celui du pharmacien fournisseur des médicaments pour nos hôpitaux. »

1. *Revue des Deux-Mondes* (15 avril 1856).

Il fallut, pour mettre Omer-Pacha en état de reprendre la campagne au printemps de 1854, que le sultan lui envoyât, sur sa cassette privée, 60 millions de piastres pour payer l'arriéré de ses troupes et le nommât *Serdar-ekraem*, généralissime de toutes les armées ottomanes, en Europe.

§ 5. DÉSASTRE DE LA MARINE TURQUE A SINOPE; LES FLOTTES ALLIÉES DANS LA MER NOIRE.

Le commencement des hostilités entre la Russie et la Turquie n'avait pas découragé la France et l'Angleterre, qui tout d'abord ne cessaient d'espérer de localiser, puis d'étouffer la guerre. Pendant que le canon grondait sur le Danube, les diplomates continuaient d'échanger des notes.

Toutefois, pour donner une assistance morale à la Turquie, l'empereur Napoléon III avait proposé au

cabinet de Londres de faire avancer les flottes d'un nouveau pas et de les envoyer dans les Dardanelles. Le cabinet britannique donna son adhésion à la proposition du gouvernement français, et le 22 septembre, les flottes quittèrent la baie de Besika. Elles passèrent devant les châteaux des Dardanelles, à moitié ruinés, et qui seraient peu capables de défendre ces détroits célèbres, dont nos marins contemplaient avec enthousiasme les bords ravissants.

Le gouvernement français aimait à croire encore que les flottes n'auraient pas besoin d'exercer leur action. On appelait la guerre entre la Russie et la Turquie un duel au premier sang. L'empereur Napoléon III, vu la gravité des circonstances, avait envoyé un ambassadeur militaire à Constantinople, le général Baraguey-d'Hilliers. Mais les instructions du général étaient pacifiques, et il disait à ses amis : « On veut faire de moi un croquemitaine, je ne peux pas vous dire quelles sont mes instructions, mais soyez certains qu'elles ne sont pas ce qu'on croit. Vous verrez que c'est moi qui ferai la paix. »

Le général Baraguey-d'Hilliers se rendit le 19 septembre 1853, en grande pompe, avec tout son état-major à l'audience du sultan. Celui-ci, moins confiant que les puissances occidentales, se montra résolu à ne rien céder à la Russie; sa figure, ordinairement pâle et impassible, s'anima à la vue du général et ses yeux brillèrent lorsqu'il dit au nouvel ambassadeur : « Une paix honorable pour la Turquie ne peut consister que dans l'évacuation des Principautés, partie intégrante de mon empire, et dans l'abandon de toutes les injustes prétentions de la Russie. »

La conférence de Vienne cherchait à préparer des bases nouvelles aux négociations. Les ambassadeurs, de leur côté, à Constantinople, se concertaient pour proposer une solution équitable du différend. Les puissances occidentales avaient tout lieu d'espérer un heureux dénoûment. L'empereur Nicolas n'avait pas réussi, à l'entrevue d'Olmütz, à entraîner de son côté l'empereur d'Autriche, qui cependant lui devait, on peut le dire, son trône. L'isolement semblait devoir amener le tzar à ne point s'obstiner dans d'injustes réclamations, mais l'empereur Nicolas, malgré les preuves qu'on lui avait déjà données de l'entente de la France et de l'Angleterre, ne voulait pas croire possible une action commune des deux grandes puissances. Un triste événement vint montrer quel caractère il entendait donner à la lutte. Le 30 novembre, une escadre turque, mouillée dans la rade de Sinope et ne s'attendant à aucune hostilité, car la guerre ne s'était pas engagée sur mer, fut enveloppée et détruite avec la ville elle-même, par une division de la flotte russe.

Bâtie sur une chaussée naturelle, qui relie l'ilot d'Ada à la terre ferme, entourée de vieilles murailles crénelées et flanquées de quelques tours en ruines, Sinope a deux faces qui regardent la mer, l'une vers le sud, l'autre vers le nord. Elle n'a pour port qu'une espèce de rade fermée, dont l'ouverture tournée vers l'Orient, n'a pas plus de trois quarts de lieue. Cette rade, parfaitement abritée des vents, eût pu devenir l'un des meilleurs ports de la mer Noire, si les Turcs avaient su y faire quelques travaux de défense. Tel qu'il est encore aujourd'hui, c'est encore le plus sûr de tout le littoral de l'Asie Mineure, dans la mer Noire. Douze à quinze mille âmes peuplaient la ville, dont les rues tortueuses, les maisons basses et blanches offraient un aspect charmant comme toutes les villes asiatiques. Ses quinze cents ou deux mille maisons s'étageaient en amphithéâtre; la plupart entourées de jardins délicieux et présentant une ravissante image, en petit, de Damas, la reine de l'Orient. La ville était uniquement habitée par les Turcs et quelques riches familles grecques.

De tout temps, Sinope n'a été pour les Turcs qu'un chantier de construction très-secondaire, un chantier nu, sans magasins, sans arsenaux, sans cales, sans corderies, sans forges, sans amirauté. Toujours imprévoyants et fatalistes, les Turcs allaient cruellement expier leur négligence.

L'escadrille turque, qui y trouvait depuis trois semaines un abri contre le mauvais temps, parut aux Russes une excellente proie. Elle était composée de sept frégates et de trois corvettes. Elle vit venir à elle, le 30 novembre à midi, une escadre russe composée de six vaisseaux, de deux frégates et deux vapeurs. L'amiral ottoman pensait si peu qu'on allait l'attaquer, qu'il ne prit aucune disposition de combat; mais les intentions hostiles de l'escadre russe furent bientôt évidentes, et les Turcs, cernés, inférieurs en nombre et en canons, se préparèrent à résister, non pour vaincre, mais pour succomber noblement. Les six vaisseaux russes tonnèrent de leur formidable artillerie, et pendant trois heures accablèrent de boulets et d'obus les frégates ottomanes, le port et la ville. Huit navires furent bientôt échoués : deux autres bâtiments ne pouvant plus se défendre, se firent sauter. Plus de 3000 Ottomans périrent, et les Russes se hâtèrent de s'éloigner, laissant les blessés sans secours, et la ville en proie à l'incendie. Des frégates échouées, des débris de toute sorte couvrant le rivage, des cadavres gisant sur des décombres noircis, partout des monceaux de ruines fumantes, tel était l'aspect qu'offrait la malheureuse Sinope qui, la veille encore, souriait dans sa brillante ceinture d'oliviers et de grenadiers.

« Pour la France et l'Angleterre, dit une dépêche de l'amiral au ministre de la marine, restait un devoir d'humanité à remplir envers les blessés de la flotte turque. J'envoyai pour le remplir les deux frégates *le Mogador* et *la Rétribution*. Les huit chirurgiens détachés de l'escadre se rendirent dans les maisons grecques, où ces malheureux gisaient pêle-mêle; leurs plaies, encore saignantes au milieu de l'atmosphère putride qui s'en exhalait, exigeaient des secours prompts et même des amputations immédiates. 87 de ces blessés furent dirigés à bord du *Mogador*, autant à bord de *la Rétribution*, qui appareillaient toutes deux le même jour. Moins de quarante-huit heures après, ces malheureux arrivaient à Constantinople, où ils bénissaient, en quittant les frégates, les soins qui les arrachaient à une mort presque certaine. Il n'en est resté à Sinope qu'une douzaine dans un état désespéré, et aux mains de deux médecins turcs, munis par les nôtres de tous les objets de pansements nécessaires. C'est donc à peine 200 blessés qui ont survécu; tout le reste a sauté avec les navires. »

La destruction de la flotte turque à Sinope semblait un défi jeté aux deux puissances, dont les flottes mouillées dans le Bosphore n'avaient pu empêcher ce désastre. Les flottes n'étaient pas entrées dans la mer Noire, parce que l'empereur de Russie avait déclaré



Le maréchal Baraguey-d'Hilliers se rendant à l'audience du sultan (19 septembre 1853). (Page 43, col. 1.)



Vue de Sinope après le bombarden ent (novembre 1853). (Page 43, col. 1.)

qu'il se tiendrait sur la défensive et ne se permettrait aucun acte d'agression contre le territoire ottoman. Loin de désavouer sa flotte et l'amiral Nachimoff, il célébra au contraire le massacre de Sinope comme un brillant fait d'armes. « La victoire remportée à Sinope, disait le tzar dans son rescrit, témoigne de nouveau que notre flotte de la mer Noire remplit dignement sa destination. C'est avec une joie sincère et cordiale que je vous charge de dire à nos braves marins que je les remercie pour ce fait d'armes, accompli pour la gloire de la Russie et l'honneur du pavillon russe. Je vois avec plaisir que la flotte russe n'a point oublié Tchesmé, et que les arrière-petits-fils sont dignes de leurs bisaïeuls. »

Sitôt que le gouvernement français eut appris les détails navrants de l'affaire de Sinope, il manda au général Baraguey-d'Hilliers de s'entendre avec l'ambassadeur anglais, lord Redcliffe, pour faire entrer les deux escadres dans la mer Noire. Tout bâtiment russe rencontré en mer par les nôtres devait être dorénavant invité à rentrer dans le port de Sébastopol, et toute agression tentée malgré cet avertissement contre le territoire ou le pavillon ottoman devait être repoussée par la force.

La flotte anglo-française entra dans la mer Noire le 4 janvier 1854. Une frégate anglaise alla jusqu'à Sébastopol porter une lettre des ambassadeurs, et put ainsi jeter un coup d'œil sur les fortifications redoutables de ce port, dont la destruction devait coûter de si héroïques sacrifices.

§ 6. LES PUISSANCES OCCIDENTALES SE DÉCIDENT A LA GUERRE CONTRE LA RUSSIE ; L'ALLIANCE ANGLO-FRANÇAISE ; LE DROIT DES NEUTRES ; ATTITUDE DE L'ALLEMAGNE.

L'entrée des flottes alliées dans la mer Noire, qui cependant n'était qu'une mesure analogue à l'occupation des Principautés danubiennes par les Russes, irrita le tzar : il fit demander des explications sur les instructions données aux amiraux. Ces explications ne le satisfirent pas, et le 6 février 1854, son ambassadeur à Paris, M. de Kisselef, demanda ses passeports.

L'Empereur Napoléon III, qui depuis quelque temps n'espérait plus dans l'action de la diplomatie, avait voulu tenter un dernier effort. Rejetant l'appareil des chancelleries, il crut qu'en s'adressant directement à l'empereur Nicolas, il offrirait à ce dernier un moyen de sortir de la difficulté. Après s'être concerté avec le cabinet britannique, il écrivit, le 29 janvier, une lettre au tzar, dans laquelle il récapitulait tous les incidents des négociations et proposait encore une fois la paix :

« ....La note que Votre Majesté vient de faire remettre à mon gouvernement et à celui de la reine Victoria tend à établir que le système de pression adopté dès le début par les deux puissances maritimes a seul envenimé la question. Elle aurait, au contraire, ce me semble, continué à demeurer une question de cabinet, si l'occupation des Principautés ne l'avait transportée tout à coup du domaine de la discussion dans celui des faits. Cependant les troupes de Votre Majesté une fois entrées en Valachie, nous n'en avons pas moins engagé la Porte à ne pas considérer cette occupation comme un cas de guerre. Après m'être concerté avec l'Angleterre, l'Autriche et la Prusse, j'ai proposé à Votre Majesté une note destinée à donner une satisfaction commune; Votre Majesté l'a acceptée. Mais à peine étions-nous avertis de cette bonne nouvelle, que son ministre, par des commentaires explicatifs, en détruisait tout l'effet conciliant et nous empêchait par là d'insister à Constantinople sur son adoption pure et simple. De son côté, la Porte avait proposé au projet de note des modifications que les quatre puissances représentées à Vienne ne trouvèrent pas inacceptables. Elles n'ont pas eu l'agrément de Votre Majesté. Alors la Porte, blessée dans sa dignité, menacée dans son indépendance, obérée par les efforts déjà faits pour opposer une armée à celle de Votre Majesté, a mieux aimé déclarer la guerre que de rester dans cet état d'incertitude et d'abaissement : elle avait réclamé notre appui; sa cause nous paraissait juste; les escadres anglaise et française reçurent l'ordre de mouiller dans le Bosphore.

« Notre attitude vis-à-vis de la Turquie était protectrice, mais passive. Nous ne l'encouragions pas à la guerre, nous faisions sans cesse parvenir aux oreilles du sultan des conseils de paix et de modération, et les quatre puissances s'entendirent de nouveau pour soumettre à Votre Majesté d'autres propositions. Votre Majesté, de son côté, montrant le calme qui était de la conscience de sa force, s'était bornée à repousser, sur la rive gauche du Danube comme en Asie, les attaques des Turcs, et avec la modération digne du chef d'un grand empire, elle avait déclaré qu'elle se tiendrait sur la défensive. Jusque-là nous étions donc, je dois le dire, spectateurs intéressés, mais simples spectateurs de la lutte, lorsque l'affaire de Sinope vint nous forcer à prendre une position plus tranchée. La France et l'Angleterre n'avaient pas cru utile d'envoyer des troupes de débarquement au secours de la Turquie. Leur drapeau n'était donc pas engagé dans les conflits qui avaient lieu sur terre. Mais sur mer c'était bien différent. Il y avait à l'entrée du Bosphore trois mille bouches à feu dont la présence disait assez haut à la Turquie que les deux premières puissances maritimes ne permettraient pas de l'attaquer sur mer. L'événement de Sinope fut pour nous aussi blessant qu'inattendu, car peu importe que les Turcs aient voulu ou non faire passer des munitions de guerre sur le territoire russe. En fait, des vaisseaux russes sont venus attaquer des bâtiments turcs dans les eaux de la Turquie et mouillés tranquillement dans un port turc; ils les ont détruits, malgré l'assurance de ne pas faire une guerre agressive, malgré le voisinage de nos escadres. Ce n'était plus notre politique qui recevait là un échec, c'était notre honneur militaire. *Les coups de canon de Sinope ont retenti douloureusement dans le cœur de tous ceux qui en Angleterre et en France, ont un vif sentiment de la dignité nationale.* On s'est écrié d'un commun accord : Partout où nos canons peuvent atteindre, nos alliés doivent être respectés. De là l'ordre donné à nos escadres d'entrer dans la mer Noire et d'empêcher, par la force, s'il le fallait, le retour d'un semblable événement. De là la notification collective envoyée au cabinet de Saint-Pétersbourg pour lui annoncer que, si nous empêchions les Turcs de porter une guerre agressive sur les côtes appartenant à la Russie, nous protégerions le ravitaillement de leurs troupes sur leur propre territoire. Quant à la flotte russe, en lui interdisant la navigation de la mer Noire, nous la placions

dans des conditions différentes, parce qu'il importait, pendant la durée de la guerre, de conserver un gage qui pût être l'équivalent des parties occupées du territoire turc et faciliter la conclusion de la paix en devenant le titre d'un échange désirable.

« Votre Majesté a donné tant de preuves de sa sollicitude pour le repos de l'Europe, elle y a contribué si puissamment par son influence bienfaisante contre l'esprit de désordre, que je ne saurais douter de sa résolution dans l'alternative qui se présente à son choix. Si Votre Majesté désire, autant que moi, une conclusion pacifique, quoi de plus simple que de déclarer, qu'un armistice sera signé aujourd'hui, que les choses reprendront leur cours diplomatique, que toute hostilité cessera et que toutes les forces belligérantes se retireront des lieux où des motifs de guerre les ont appelées?

« Ainsi les troupes russes abandonneraient les Principautés et nos escadres la mer Noire. Votre Majesté préférant traiter directement avec la Turquie, nommerait un ambassadeur qui négocierait avec un plénipotentiaire du sultan une convention qui serait soumise à la conférence des quatre puissances. Que Votre Majesté adopte ce plan, sur lequel la reine d'Angleterre et moi sommes parfaitement d'accord, la tranquillité est rétablie et le monde satisfait. Rien en effet dans ce plan qui ne soit digne de Votre Majesté, rien qui puisse blesser son honneur. Mais si, par un motif difficile à comprendre, Votre Majesté opposait un refus, alors la France, comme l'Angleterre, serait obligée de laisser au sort des armes et aux hasards de la guerre ce qui pourrait être décidé aujourd'hui par la raison et par la justice....

« Je prie Votre Majesté de croire à la sincérité de mes sentiments, et c'est dans ces sentiments que je suis, Sire, de Votre Majesté, *le bon ami.* » (29 janvier 1854.)

Le tzar fit à cette lettre une réponse négative et même hautaine. Il revenait sur les mêmes raisons que ses habiles diplomates avaient tant de fois mises en avant. Il cachait le véritable motif qui l'empêchait de céder : son orgueil. La grande faute qu'il avait commise et qu'il ne voulait pas avouer, c'était l'invasion des Principautés, c'était son obstination à croire que l'Angleterre et la France ne coopéreraient pas activement et de concert à la défense de la Turquie. Il présentait son honneur comme attaqué par l'entrée des flottes dans la mer Noire, entrée qu'il avait lui-même provoquée par ses actes d'agression contre nos alliés. « Quoi que Votre Majesté décide, dit-il avec une fierté que nos soldats devaient bientôt rabattre, ce n'est pas devant la menace que l'on me verra reculer. Ma confiance est en Dieu et dans mon droit, et la Russie, j'en suis garant, saura se montrer en 1854 ce qu'elle fut en 1812. »

Cette réponse enlevait tout espoir de paix. Notre ambassadeur, le général de Castelbajac, quitta Saint-Pétersbourg, et les relations diplomatiques furent rompues. Cependant la guerre ne fut pas immédiatement déclarée : les deux puissances occidentales rédigèrent un *ultimatum* qui devait être adressé pour la forme à la Russie.

Mais dès ce moment on poussa de part et d'autre, avec une nouvelle activité, les préparatifs militaires. La diplomatie s'occupa des alliances. Le tzar comptait, pour neutraliser l'action de la France et de l'Angleterre, sur l'Allemagne qu'il avait jusque-là dominée. Il agit à Vienne et à Berlin, mais sans rien obtenir. Il avait d'ailleurs commis une nouvelle faute. Irrité de l'abandon de l'Angleterre, comme nous l'avons dit, il ménageait la France, s'épuisait en protestations d'amitié envers nos consuls dans l'unique but de nous séparer du cabinet de Londres. Une polémique violente s'engagea entre les journaux anglais et les journaux russes. Les premiers qualifièrent de *frauduleuse* la politique du tzar, et la chancellerie russe, pour se justifier, ouvrit la première la bouche sur les entretiens de l'empereur Nicolas avec sir Hamilton Seymour en 1853. A Londres on répondit en publiant toute la curieuse correspondance qui s'était alors échangée. L'Europe apprit quelles étaient les réelles intentions de la Russie et combien son ambition était de vieille date. Les plus aveugles virent clair dans cette question d'Orient qu'on affectait de présenter comme embrouillée.

La France et l'Angleterre avaient déjà manifesté leur entente par des actes. Le 10 avril 1854, elles consacrèrent leur union par un traité d'alliance offensive et défensive. Ce n'était pas une alliance banale, mais une alliance étroite que le sang versé en commun allait cimenter. Un mois auparavant, le 12 mars, elles avaient signé un traité avec la Turquie, par lequel elles lui assuraient leur appui. Bien précieuse eût été, à ce moment, l'accession de la Prusse et de l'Autriche; mais si l'Allemagne, grâce à l'union de la France et de l'Angleterre, avait recouvré son indépendance, et si le châtiment qui menaçait l'ambition russe ne lui déplaisait pas, elle ne pouvait se résigner à prendre les armes contre une puissance à laquelle, depuis quarante ans, elle était, pour ainsi dire, rivée. La Prusse et l'Autriche signèrent entre elles le traité du 20 avril pour la défense de leurs intérêts communs.

Ainsi union intime de la France et de l'Angleterre, union entre ces deux puissances et la Turquie pour combattre la Russie; neutralité de la Prusse et de l'Autriche, union de ces deux puissances entre elles par défiance contre la Russie, telle était dans les premiers mois de 1854 la situation de l'Europe. Les puissances secondaires inclinaient du côté de l'Occident. Tout le monde, on peut le dire, était hostile à la Russie.

Les premiers résultats de l'alliance anglo-française furent de mettre fin à un désaccord bien ancien sur les droits dont jouissent les navires des nations neutres. Les doctrines de l'Angleterre avaient été jusqu'alors opposées sur ce point aux doctrines de la France. La France ne reconnaissait d'autre blocus que le blocus effectif et réel, admettait que le pavillon couvrait la marchandise et qu'on ne pouvait saisir sur un bâtiment neutre la propriété de l'ennemi. L'Angleterre admettait, au contraire, que la propriété neutre était saisissable même sous pavillon ennemi. On se fit des concessions mutuelles. La France adopta la franchise de la marchandise neutre et l'Angleterre celle du pavillon. La France renonça à armer des navires en courses, et l'Angleterre ne reconnut plus le blocus par simple notification. Ces concessions resserraient l'alliance en faisant disparaître des causes graves de dissentiment. La diplomatie avait terminé son œuvre : l'armée avait déjà commencé la sienne.



Frégate allant porter à Sébastopol une lettre des ambassadeurs. (Page 46, col. 1.)



DEUXIÈME PÉRIODE.

LA GUERRE D'ORIENT.

27 MARS 1854 — 30 MARS 1856.

CHAPITRE IV.

L'ARMÉE ANGLO-FRANÇAISE EN TURQUIE (PRINTEMPS ET ÉTÉ DE 1854.)

§ 1. OUVERTURE DE LA SESSION LÉGISLATIVE DE 1854 (2 MARS); EMPRUNT NATIONAL; DÉCLARATION DE GUERRE A LA RUSSIE (15 AVRIL).

Nos soldats partaient déjà pour l'Orient, lorsque l'Empereur réunit les deux grands corps de l'État, du concours desquels il avait besoin plus que jamais. Les circonstances étaient solennelles, aussi la séance impériale du Corps législatif et du Sénat produisit-elle une vive impression. Depuis quarante ans aucun souverain de France n'avait engagé une lutte aussi sérieuse. On négligea la splendeur de la cérémonie pour n'en voir que le caractère patriotique. La nation, dans la personne de ses représentants, se pressait autour de l'Empereur, et par ses acclamations lui prouvait qu'il avait raison de tirer l'épée de la France. Napoléon III, ne sacrifiant aucun de ses desseins, entretint d'abord les députés de la crise des subsistances et des mesures qu'il avait prises pour la faire cesser. Il aborda ensuite la grande question du moment.

« L'année dernière, dit-il, dans mon discours d'ouverture, je promettais de faire tous mes efforts pour maintenir la paix et rassurer l'Europe. J'ai tenu parole. Afin d'éviter une lutte, j'ai été aussi loin que me le permettait l'honneur. L'Europe sait maintenant, à n'en plus douter, que, si la France tire l'épée, c'est qu'elle y aura été contrainte. Elle sait que la France n'a aucune idée d'agrandissement : elle veut uniquement résister à des empiètements dangereux; aussi, l'aime à le proclamer hautement, le temps des conquêtes est passé sans retour, car ce n'est pas en reculant les limites de son territoire qu'une nation peut désormais être honorée et puissante, c'est en se mettant à la tête des idées généreuses, en faisant prévaloir partout l'empire du droit et de la justice. Aussi voyez les résultats d'une politique sans égoïsme et sans arrière-pensée! Voici l'Angleterre, cette ancienne rivale, qui resserre avec nous une alliance de jour en jour plus intime, parce que les idées que nous défendons sont en même temps celles du peuple anglais. L'Allemagne, que le souvenir des anciennes guerres rendait encore défiante, et qui, par cette raison, donnait, depuis quarante ans, peut-être trop de preuves de déférence à la politique du cabinet de Saint-Pétersbourg, a déjà recouvré l'indépendance de ses allures et regarde librement de quel côté se trouvent ses intérêts. L'Autriche surtout, qui ne peut pas voir avec indifférence les événements qui se préparent, entrera dans notre alliance, et viendra ainsi confirmer le caractère de moralité et de justice de la guerre que nous entreprenons.

« Voici, en effet, la question telle qu'elle s'engage. L'Europe, préoccupée de luttes intestines depuis quarante ans, rassurée d'ailleurs par la modération de l'Empereur Alexandre en 1815, comme par celle de son successeur jusqu'à ce jour, semblait méconnaître le danger dont pouvait la menacer la puissance colossale qui, par ses envahissements successifs, embrasse le Nord et le Midi, qui possède presque exclusivement deux mers intérieures, d'où il est facile à ses armées et à ses flottes de s'élancer sur notre civilisation. Il a suffi d'une prétention mal fondée à Constantinople pour réveiller l'Europe endormie.

« Nous avons vu en effet en Orient, au milieu d'une paix profonde, un souverain exiger tout à coup, de son voisin plus faible, des avantages nouveaux, et, parce qu'il ne les obtenait pas, envahir deux de ses provinces. Seul ce fait devait mettre les armes aux mains de ceux que l'iniquité révolte; mais nous avions aussi d'autres raisons d'appuyer la Turquie. La France a autant et peut-être plus d'intérêt que l'Angleterre à ce que l'influence de la Russie ne s'étende pas indéfiniment sur Constantinople, car régner sur Constantinople, c'est régner sur la Méditerranée, et personne de vous, Messieurs, je le pense, ne dira que l'Angleterre seule a de grands intérêts dans cette mer, qui baigne trois cents lieues de nos côtes. D'ailleurs cette politique ne date pas d'hier, depuis des siècles tout gouvernement national, en France, l'a soutenue; je ne la déserterai pas.

« Qu'on ne vienne donc plus nous dire : Qu'allez-vous faire à Constantinople? Nous y allons avec l'Angleterre pour défendre la cause du sultan; et néanmoins pour protéger les droits des chrétiens; nous y allons pour défendre la liberté des mers et notre juste influence dans la Méditerranée. Nous y allons avec l'Allemagne pour l'aider à conserver le rang dont on semblait vouloir la faire descendre, pour assurer ses frontières contre la prépondérance d'un voisin trop puissant. Nous y allons enfin avec tous ceux qui veulent le triomphe du bon droit, de la justice et de la civilisation.

« Dans cette circonstance solennelle, Messieurs, comme dans toutes celles où je serai obligé de faire appel au pays, je suis sûr de votre appui, car j'ai toujours trouvé en vous les sentiments généreux qui animent la nation. Aussi, fort de cet appui, de la noblesse de la cause, de la sincérité de nos alliances, et confiant surtout dans la protection de Dieu, j'espère arriver bientôt à une paix qu'il ne dépendra plus de personne de troubler impunément. »

Ce discours répondait admirablement aux préoccupations du pays, et la nation allait manifester par le plus éclatant des témoignages, combien elle adhérait à la politique de l'Empereur.

Le 6 mars, le gouvernement présenta au Corps législatif un projet de loi pour solliciter l'autorisation d'ouvrir un emprunt de 250 millions de francs. L'Assemblée se réunit immédiatement dans ses bureaux et nomma une commission qui choisit pour rapporteur le président du Corps législatif, lui-même, M. Billault. Le lendemain, 7 mars, le projet de loi fut voté par acclamation. Il fut ensuite porté à l'Empereur par le Corps législatif tout entier.

Cette loi laissait au gouvernement la faculté de choisir le mode d'emprunt qu'il voudrait, et celui-ci, quittant la routine, déclinant les offres des banquiers et des riches capitalistes, eut recours à une combinaison nouvelle et profondément politique. Il pensa, avec raison, qu'il y avait quelqu'un de plus riche que les banquiers : c'était tout le monde. Il s'adressa donc, pour obtenir de l'argent, à toutes les bourses, à toutes les épargnes. Ainsi que le faisait observer le ministre des finances, M. Bineau, dans le rapport qui précéda le décret du 11 mars, les placements en rentes sur l'Etat avaient pris depuis quelques années un tel développement et obtenu une telle faveur, que l'appel fait à la masse de la nation devait être facilement entendu. Il n'y avait, en 1847, que 207 000 rentiers, dont les trois quarts à Paris; ce chiffre, en 1854, s'élevait à 664 000, dont plus de moitié dans les départements, et parmi ces rentiers, on en comptait 94 000 dont la rente ne dépassait pas 20 francs. Ces chiffres autorisaient de grandes espérances, et la souscription publique dépassa ces espérances.

Ouverte du 14 au 25 mars, elle atteignit le chiffre de 468 millions, presque le double de la somme demandée. Le nombre des souscripteurs s'élevait à 99 224. Cet empressement du public à couvrir l'emprunt, et au delà, était un témoignage remarquable de la confiance qu'inspirait la conduite du gouvernement et de l'ardeur avec laquelle le pays se lançait dans la guerre. C'était, on peut le dire sans exagération, un vote national qui devait se renouveler plusieurs fois, et chaque fois avec plus de force.

Le 27 mars, M. Fould, ministre d'État, fut introduit avec le cérémonial de rigueur dans la salle des séances du Corps législatif, et au milieu d'un recueillement solennel, lut la déclaration suivante :

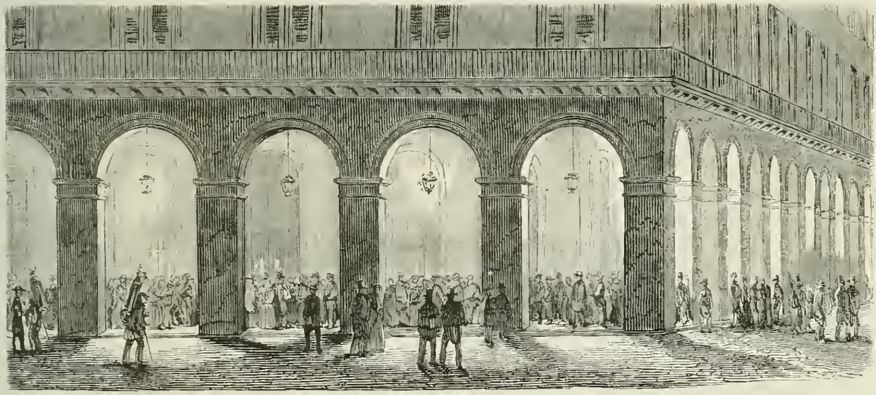
« Messieurs les députés, le gouvernement de l'Empereur et celui de Sa Majesté Britannique, avaient déclaré au cabinet de Saint-Pétersbourg que, si le démêlé de la Sublime-Porte n'était pas replacé dans les termes purement diplomatiques, de même que si l'évacuation des principautés de Moldavie et de Valachie n'était pas commencée immédiatement et effectuée à une date fixe, ils se verraient forcés de considérer une réponse négative ou le silence comme une déclaration de guerre.

« Le cabinet de Saint-Pétersbourg ayant décidé qu'il ne répondrait pas à la communication précédente, l'Empereur me charge de vous faire connaître cette résolution, qui constitue la Russie avec nous dans un état de guerre dont la responsabilité appartient tout entière à cette puissance. »

A ce moment, tous les députés se levèrent et manifestèrent leur assentiment par des cris chaleureux de *Vive l'Empereur!* Le président, M. Billault, donna acte, au nom du Corps législatif, au ministre d'État, de la communication qui venait d'être faite, et ajouta : « L'Empereur peut compter sur le concours unanime du Corps législatif comme sur celui de toute la France. » De nouvelles acclamations lui répondirent.

La scène fut aussi imposante et aussi touchante au Sénat où se rendit également le ministre d'État. Le président du Sénat, après avoir donné acte à M. Fould de sa communication, dit : « Je crois être son interprète en ajoutant que le Sénat se confie à l'Empereur, qui saura conduire la guerre avec l'habileté et l'énergie qui ont présidé aux négociations. » D'unanimes applaudissements et le plus vif enthousiasme accueillirent ces paroles qui devaient avoir une belle réalisation.

L'Empereur qui venait de recevoir alors avec courtoisie un prince jouissant d'un grand crédit en Allemagne, le duc de Saxe-Cobourg-Gotha, et qui ne négligeait rien pour s'assurer, sinon le concours, du moins la neutralité bienveillante des puissances secondaires, avait déjà fixé le contingent de troupes à envoyer en Orient. Le commandement en chef de l'armée expéditionnaire avait été donné au maréchal



Emprunt national voté le 7 mars 1854. (Page 50, col. 2.)

Saint-Arnaud. Bien qu'atteint d'une maladie grave qui l'avait déjà forcé à prendre un congé en 1853, le maréchal Saint-Arnaud n'avait pas hésité à échanger le portefeuille de ministre qui lui permettait de soigner sa santé contre les fatigues d'une expédition lointaine. Il devait offrir un rare exemple de l'empire que peut prendre une âme énergique sur un corps épuisé. On ne lui donnait d'abord qu'une armée de cinquante mille hommes : 9 régiments d'infanterie de ligne, 2 régiments d'infanterie légère, 3 régiments de zouaves, 4 bataillons de chasseurs à pied, 1 régiment de tirailleurs indigènes, 1 régiment d'infanterie de marine, 2 régiments de chasseurs d'Afrique, 1 régiment de cuirassiers, 1 régiment de dragons, 14 batteries et demie d'artillerie, 4 compagnies de sapeurs du génie. Les généraux qui devaient accompagner Saint-Arnaud étaient Canrobert, de Vinoy, Forey, Espinasse, de Lourmel. Un corps de réserve se formait sous les ordres du prince Napoléon.

Le 31 mars, l'embarquement des troupes, que l'escadre de l'Océan, sous le commandement en chef de l'amiral Bruat, devait transporter à Gallipoli, commença. Un temps superbe favorisa cette opération qui avait attiré une foule considérable, vivement émue. Chaque jour dès lors fut marqué par le départ de bâtiments qui emmenaient de Toulon et de Marseille, des hommes et du matériel.

Plusieurs régiments d'Algérie suivirent. Le commandant en chef leur adressa, ainsi qu'à l'armée entière, cette belle proclamation : « Soldats! Dans quelques jours vous partirez pour l'Orient; vous allez défendre des alliés injustement attaqués et relever le défi que le tzar a jeté aux nations de l'Occident.

« De la Baltique à la Méditerranée, l'Europe applaudira à vos efforts et à vos succès. Vous combattrez côte à côte avec les Anglais, les Turcs, les Égyptiens; vous savez ce qu'on doit à des compagnons d'armes : union et cordialité dans la vie des camps; dévouement absolu à la cause commune dans l'action.

« La France et l'Angleterre, autrefois rivales, sont aujourd'hui amies et alliées; elles ont appris à s'estimer en se combattant; ensemble elles sont maîtresses des mers. Les flottes approvisionneront l'armée pendant que la disette sera dans le camp ennemi.



Lecture à la Chambre du Message annonçant la guerre (27 mars 1854). (Page 50, col. 2.)



Embarquement des troupes à Toulon (mars 1854)

« Les Turcs, les Égyptiens ont su tenir tête aux Russes depuis le commencement de la guerre; seuls ils les ont battus dans plusieurs rencontres; que ne feront-ils pas secondés par vos bataillons?

« Soldats, les aigles de l'empire reprennent leur vol, non pour menacer l'Europe, mais pour la défendre. Portez-les encore une fois comme vos pères les ont portées avant vous; comme eux répétons tous avant de quitter la France le cri qui les conduisit tant de fois à la victoire : *Vive l'Empereur!* »

Le 17 avril, l'escadre, partie de Toulon le 30 mars, mouillait dans le détroit des Dardanelles, à Gallipoli. Le général Canrobert arriva le premier : il avait mission d'étudier la situation militaire et de surveiller les événements. Le maréchal Saint-Arnaud n'avait pas encore quitté Marseille, et déjà le canon français avait retenti dans la mer Noire. La flotte anglo-française avait bombardé le port russe d'Odessa.

§ 2. BOMBARDEMENT D'ODESSA (22 AVRIL 1854).

Depuis leur entrée dans la mer Noire, les flottes alliées, malgré le mauvais temps, n'avaient cessé de protéger le territoire ottoman, et aussi d'étudier le littoral russe en prévision des hostilités imminentes. Des bâtiments à vapeur s'approchèrent trois fois de Sébastopol et reconnurent l'impossibilité de prendre cette place par mer. Du côté de la terre, les défenses étaient incomplètes, et si on eût pu, à cette époque, jeter une armée en Crimée, on n'aurait point rencontré la résistance qui devait nous arrêter plus tard.

Les autres navires exploraient le littoral de la mer Noire dont on levait des cartes et des plans. Plusieurs côtoyèrent l'Anatolie, la Géorgie, la Circassie, pour observer de près la ligne des forts russes. A notre apparition, les Russes brûlaient leurs forts, et de vastes incendies allumés par l'ennemi lui-même, éclairaient au loin l'horizon. Se sentant dans l'impossibilité de garder une si grande étendue de côtes contre des forces maritimes supérieures, les Russes sacrifiaient le fruit de longues années de travail pour concentrer la défense sur plusieurs points. Les populations avaient été tellement trompées à notre égard, qu'elles s'enfuyaient emportant ce qu'elles avaient de plus précieux. On ne les rassura qu'à grand'peine. Ainsi les seules promenades de nos vaisseaux avaient déjà porté un coup sensible à la puissance russe dans ces parages où les populations, frémissant sous la domination moscovite, comprirent bientôt que nous combattions pour elles en affaiblissant la Russie.

Le 24 mars, comme les Russes prenaient l'offensive contre les Turcs et franchissaient le Danube, les flottes, pour se mettre à portée de prêter leur concours à l'armée ottomane en attendant l'arrivée de nos soldats, vinrent mouiller sur les côtes de la Turquie d'Europe, à Baltchik, à 4 lieues de Varna. C'est là que l'amiral Hamelin reçut la notification officielle de l'état de guerre, notification annoncée à l'escadre le 15 avril avec une solennité imposante et accueillie avec un enthousiasme des plus touchants.

Dès le 15 au matin, toutes les dispositions sont prises à bord des navires, pour exécuter au premier signal les ordres des amiraux anglais et français. Un peu avant midi, les équipages réunis sur le pont apprennent, par une allocution de leurs commandants, la cause de cette réunion extraordinaire. Midi sonne, et le signal de *guerre à la Russie* paraît au mât des vaisseaux amiraux. Les couleurs des nations alliées se déploient aux trois-mâts de tous les navires. Les bâtiments français mettent le pavillon national aux mâts de beaupré et de misaine, le pavillon anglais au grand mât, le pavillon turc au mât d'artimon; derrière flotte la grande enseigne. Les navires anglais les imitent. Chez eux le pavillon français s'étale au grand mât, le pavillon turc au mât d'artimon, les couleurs nationales sur le beaupré, au mât de misaine et sur l'arrière. En même temps les matelots désignés d'avance à cet effet, se précipitent dans la mâture, et ne tardent pas à se ranger debout sur les vergues. Les autres se tiennent droit sur les bastingages, la face tournée au dehors.

A peine tous ces mouvements divers sont-ils exécutés par les équipages des deux flottes, que partent dans toutes les directions les cris trois fois répétés par la flotte française de *Vive l'Empereur!* Ces cris se mêlent aux hurras éclatants des équipages anglais; c'est à qui acclamera avec plus d'enthousiasme cet événement si désiré. La neige, qui tombait à gros flocons en ce moment, ajoutait encore à la beauté imposante de ce tableau magique. Le vent qui sifflait dans les cordages était impuissant à étouffer ces cris partis de poitrines toutes animées du plus noble patriotisme.

L'amiral Hamelin eut le bonheur, après le triple salut de *Vive l'Empereur*, d'entendre également son nom sortir de toutes les bouches.

Le commandant en chef de la flotte française avait payé de longs services la confiance que l'Empereur mettait en lui et qu'il allait noblement justifier. L'amiral Hamelin commença sa carrière maritime sous une protection et une direction excellentes, celle de son oncle, l'ancien amiral Hamelin; il la commença dans les meilleures circonstances, au milieu des guerres du premier empire. Hamelin s'embarqua pour la première fois en 1806, à l'âge de dix ans, sur la frégate *la Vénus*, que son oncle commandait. Il assista en 1810 à la bataille du *Grand-Port*, où l'amiral Duperré défendit contre les Anglais l'île de la Réunion. La frégate *la Vénus*, brisée par les boulets, dut être évacuée par son équipage et coulée par son équipage. Le jeune Hamelin se fortifia de bonne heure, on le pense, dans ces terribles épreuves. Enseigne de vaisseau en 1812, lieutenant en 1813, il fut attaché comme adjudant au vice-amiral Hamelin, qui partit sur la flotte de l'Escaut en 1814, et il prit part aux derniers combats de notre marine.

En 1823, lors de l'expédition d'Espagne, il fit partie de la croisière envoyée devant Cadix, et destinée à seconder les opérations de l'armée de terre qui assiégeait cette ville. En 1827, il déploya une telle bravoure contre les pirates algériens que la ville de Marseille lui vota des remerciements. Puis il s'embarqua comme capitaine de frégate pour une expédition dans les mers du Sud. Là il eut à lutter contre les éléments, les tempêtes, les fièvres, qui décimèrent son équipage et l'atteignirent lui-même. Ces épreuves mirent au jour les qualités qui accompagnent toujours le vrai courage.

Au moment de l'expédition d'Alger, le capitaine Hamelin écrivit au chef qui la commandait : « Voilà

plusieurs mois que je suis à terre; je trouve que c'est beaucoup pour un officier qui n'a pas encore trente-trois ans. Je vous demande donc le commandement d'un bâtiment faisant partie de l'expédition, une bombarde même. Je sais que ce n'est pas un commandement de mon grade; mais peu m'importe, pourvu que j'aille au feu. » On lui donna le commandement de la corvette *l'Actéon*, et le nom du capitaine Hamelin fut cité dans plusieurs rapports. Capitaine de vaisseau en 1836, il exerça différents commandements et fut nommé vice-amiral en 1842. Membre du conseil de perfectionnement de l'École polytechnique, inspecteur-général à Toulon et à Rochefort, il devint en 1849 membre du conseil de l'amirauté, puis préfet maritime à Toulon. C'est à ce poste que le prit l'Empereur pour lui donner le commandement de l'escadre française chargée d'opérer dans la mer Noire, où il devait déployer à la fois tout le talent d'un amiral et tout le courage d'un soldat.

Le vice-amiral Hamelin avait pour chef d'état-major un de nos marins les plus distingués, le comte Bouët-Villaumez.

Les flottes alliées n'eurent pas longtemps à attendre pour engager les hostilités. Les amiraux les dirigèrent sur Odessa, où au commencement du mois avait eu lieu une odieuse violation du pavillon parlementaire. Le 6 avril, la frégate anglaise *le Furious* avait été envoyée à Odessa pour recueillir le consul anglais et les sujets britanniques. En arrivant, la frégate hissa ses couleurs nationales et le pavillon parlementaire. Deux coups de canon à poudre partirent du port. Considérant ces coups de canon comme un avertissement de ne pas avancer plus loin, le commandant de la frégate s'arrêta. Une embarcation commandée par un lieutenant et portant pavillon blanc fut mise à la mer et se dirigea vers le môle. Le lieutenant demanda à voir le consul anglais; on lui dit qu'il n'était pas là; qu'il était de trop bonne heure; qu'on allait envoyer chercher le capitaine de port, et on l'engagea à regagner son navire; il demanda si le consul anglais était encore à Odessa : il lui fut répondu par l'officier de garde de retourner à son navire, et une personne qui était là comme interprète anglais ajouta qu'il ne lui était permis de rien dire de plus. Le lieutenant remonta dans son embarcation et retourna vers la frégate, mais à peine fut-il à quelque distance du môle, que sept coups de canon à boulet furent tirés, dont l'un atteignit presque l'embarcation et dont les autres étaient dirigés contre le bâtiment.

Lorsque les amiraux eurent appris cette violation du droit des parlementaires et cette insulte au pavillon anglais, ils résolurent d'exiger réparation. Le baron d'Osten-Sacken, gouverneur d'Odessa, expliqua le fait à sa manière. Il prétendit qu'on avait tiré sur la frégate parce que celle-ci s'était avancée trop près, et qu'on n'avait pas tiré sur l'embarcation. Le capitaine du *Furious* protesta contre la fausseté de ces assertions, et son témoignage n'était pas seulement confirmé par l'équipage, mais encore par les commandants des navires neutres qui se trouvaient dans le port d'Odessa. Les amiraux alliés envoyèrent au général Osten-Sacken un ultimatum et le sommèrent de leur livrer tous les bâtiments anglais, français et russes actuellement mouillés près de la forteresse ou des batteries d'Odessa. C'était le 21 avril. Au coucher du soleil, le gouverneur d'Odessa n'avait pas répondu. Les amiraux résolurent de commencer le feu le lendemain matin et de détruire le port de guerre, sans toucher à la ville et au port marchand. Ils voulurent prendre une revanche de Sinope, tout en respectant les lois de l'humanité.

« Par suite des combinaisons que l'amiral Dundas et moi avions adoptées de concert, dit l'amiral Hamelin dans son rapport, les deux frégates françaises *le Vauban*, *le Descartes*, réunies aux deux frégates anglaises *le Tiger* et *le Sampson*, arrivent à six heures et demie du matin, à neuf ou dix encablures de distance, devant la batterie du port impérial, qui leur envoie un premier coup de canon. Les frégates lui ripostent vivement; mais le calibre de nos bouches à feu étant supérieur à celui des batteries de l'ennemi, nos coups sont plus sûrs que les siens. Pendant que cette première lutte s'engage, le vaisseau anglais *le Sans-Pareil* mouille avec une corvette à vapeur à la limite extrême de la portée de canon des batteries, non pour prendre part au combat, mais pour servir au besoin de point d'appui aux frégates engagées. Au même instant, la frégate à vapeur française *le Mogador*, la frégate à vapeur anglaise *la Terrible*, *le Furious* et *la Retribution*, s'approchent du lieu de l'action pour y prendre part lorsque le signal leur en aura été fait par les amiraux.

« Le feu dure depuis une heure et demie, lorsque la frégate *le Vauban* reçoit trois boulets rouges, dont un brise quelques rayons de ses roues à aubes, et les autres mettent le feu dans sa muraille-avant; les pompes sont en jeu pour éteindre l'incendie, mais vainement; un des boulets rouges a pénétré entre maille et brûle intérieurement la muraille de la frégate à petit feu. Le *Vauban* se retire.

« Peu de temps après, la seconde division de quatre frégates à vapeur reçoit l'ordre de soutenir les trois premières frégates engagées. Les obus des sept frégates tombent comme grêle sur la batterie du port impérial, et les magasins et navires qu'il renferme, où des symptômes d'incendie commencent même à se manifester. Des batteries établies sur les hauteurs d'Odessa joignent leurs feux à celui des pièces du port impérial. Non loin des frégates, six chaloupes anglaises se rapprochent de ce port dans la partie nord-ouest du môle, où l'ennemi n'a pas établi de bouches à feu, et lancent force fusées à la congrève, qui paraissent produire fort bon effet.

« Il est midi, le *Vauban*, qui a éteint son incendie, vient de quitter les escadres pour rallier les autres frégates à vapeur anglaises et françaises, lesquelles rivalisent d'ardeur et d'habileté dans leur tir.

« A une heure, l'incendie est complétement déclaré dans les magasins et casernes du port impérial, dont les toitures s'écroulent en flammes. Presque au même instant, la poudrière de la batterie de ce port saute en l'air, aux cris de *Vive l'Empereur!* des équipages français qu'accompagnent les hourras des matelots anglais.

« L'œuvre de destruction du port impérial marche rapidement sous les coups redoublés des frégates, qui profitent du désordre occasionné à terre par l'explosion de la poudrière pour s'avancer de deux encablures et foudroyer plus promptement une quinzaine de petits bâtiments russes renfermés dans la darse. Comme elles se rapprochent ainsi des batteries du port de

commerce, les bouches à feu de ce port, qui avaient cessé un instant de tirer, recommencent alors sur nos frégates un feu assez vif, auquel vient se joindre celui des mortiers établis sur les hauteurs d'Odessa. Mais les frégates n'en accélèrent pas moins leur œuvre de destruction, et c'est à qui manœuvrera le mieux, tantôt en combattant à l'ancre, tantôt en combattant sous vapeur. Dans ce cercle de plus en plus resserré, où se meuvent neuf bâtiments à vapeur, pas une fausse manœuvre ne se fait remarquer. Un instant le feu d'une partie de ces frégates change de direction : c'est pour forcer à la retraite une batterie de campagne que l'ennemi a établie à leur droite sur la plage dont s'étaient approchées les chaloupes lançant les fusées à la congrève. A quatre heures, cette batterie, mise en déroute par les obus des frégates, s'est repliée dans l'intérieur après avoir été cause de l'incendie qu'allument ces obus dans quelques maisons d'un village; tous nos coups sont alors dirigés contre les bâtiments russes encore à flot dans le port impérial, et que les flammes ne tardent pas à dévorer à leur tour vers quatre heures et demie; bref, la destruction de ce port est complète, et celle de la ville d'Odessa, en ce moment à notre merci, ne tarderait pas à suivre,



L'amiral Hamelin (mort en 1864).

si nous en faisions le signal à notre escadre de bâtiments à vapeur, mais le but que nous avions en vue est atteint complétement, et c'est au contraire le signal de cesser le feu et de rallier nos pavillons que l'amiral Dundas et moi faisons à ces bâtiments.

« Tel est, monsieur le ministre, le châtiment que nous avons cru devoir infliger, non à la ville, mais aux autorités militaires d'Odessa, en raison de l'attentat dont elles s'étaient rendues coupables à l'égard d'un de nos bâtiments portant pavillon parlementaire. Ni les 30 000 hommes de la garnison d'Odessa, ni les 70 canons de sa forteresse et de ses batteries, n'ont pu préserver le port impérial du désastre que nous lui avions réservé en le faisant attaquer par nos frégates à vapeur.

« Ce n'est pas sans étonnement, d'ailleurs, que nous avons remarqué l'absence de tout pavillon russe, soit sur les batteries, soit sur les établissements ou les navires du port, alors que nous avions toutes les couleurs hautes. Un pareil oubli des règles militaires ne peut être attribué qu'au désordre qui régnait dans la ville dès le commencement de l'attaque.

« Les pertes de l'ennemi en hommes ont dû être assez sérieuses par suite des explosions et des incendies qui se manifestaient de toutes parts. A bord de nos bâtiments à vapeur, elles sont nulles, bien que



Bombardement du port d'Odessa (22 avril 1854). (Page 55, col. 1.)

le Descartes ait reçu cinq boulets, et *le Vauban* et *le Mogador* chacun quatre. Toutefois cette première frégate, *le Vauban*, a eu à regretter deux hommes tués et deux hommes blessés par suite d'un accident arrivé à une de ses bouches à feu.

« A bord des frégates à vapeur anglaises, les pertes se réduisent à un homme tué et à deux hommes blessés.

« Un pareil résultat, monsieur le ministre, atteste hautement l'immense supériorité de calibre et de tir des bouches à feu de nos frégates à vapeur sur celles de l'ennemi, et si l'art suprême de la guerre consiste à faire beaucoup de mal sans en recevoir, jamais semblable maxime ne reçut une plus complète application.

« J'ajouterai que plusieurs bâtiments de commerce ont profité du désordre accasionné par l'attaque pour sortir du port marchand, et notamment les deux seuls navires français qui s'y trouvaient retenus.

« Hier, 23, les établissements du port impérial brûlaient encore. La corvette *le Fury*, sur laquelle j'avais envoyé mon premier aide de camp, M. le lieutenant de vaisseau Garnault, a eu mission d'aller constater les ravages exercés dans le port impérial. Elle a reconnu qu'à l'exception de deux ou trois, les bâtiments que renfermait ce port avaient été brûlés ou coulés, que la batterie construite au bout du môle n'existait plus, et que les établissements de l'amirauté étaient détruits ou complétement dévastés. Dans cette excursion, *le Fury* a lancé quelques obus sur la plage où avait paru hier la batterie de campagne, et où on élevait quelques ouvrages en terre. Ces obus ont abattu une partie des ouvriers et mis les autres en fuite.

« Je ne citerai pas un nom à Votre Excellence, parce que, dans cette petite affaire, chacun a bien fait son devoir, l'ardeur et l'enthousiasme des officiers et des équipages étaient extrêmes. »

Voilà avec quelle modestie s'exprimait notre amiral qui avait obtenu des résultats importants, sans faire donner l'escadre entière. Les Russes ne comprirent pas quelle haute raison avait déterminé les alliés à ne pas détruire la ville, et ils crièrent victoire. Nous tenons à mettre en regard du rapport de l'amiral Hamelin un extrait du rapport du général Osten-Sacken pour montrer comment en Russie l'absence de toute liberté permet de falsifier impudemment des faits qui se sont passés à l'éclat du soleil :

« Hier samedi, 22 avril, dit le général russe, à six heures et demie du matin, neuf vapeurs ennemis, dont l'un de 54 canons, les autres presque tous de 34, après s'être formés hors de portée de la batterie n° 1 située du côté droit de la rade, s'échelonnèrent successivement le long des batteries n°s 2, 3, 4 et 5 qu'ils attaquèrent, jetant de temps à autre des bombes dans la ville même, et finirent par diriger leur feu contre la batterie n° 6 située à l'extrémité du port de pratique.

« Nos batteries étaient armées de pièces de 48. L'ennemi profita du gros calibre de ses pièces et se tint dans l'éloignement, ce qui ne permit pas aux batteries n°s 3 et 5 de prendre une part active au combat, quoique exposées au feu ennemi. La batterie n° 6, sous le commandement du cornette de l'artillerie Schogoleff, entretint un feu nourri de ses quatre pièces; mais une de celles-ci ayant été démontée et l'ennemi s'étant placé hors de portée du troisième canon, les deux canons de gauche ont pu seuls opérer, et avec ces deux pièces la batterie n° 6 tint pendant six heures entières contre les vapeurs ennemis, et à la fin contre huit bâtiments à vapeur et un vaisseau à hélice de 84 canons qui avait rejoint. Même alors on ne réussit pas à faire taire la batterie, et le cornette Schogoleff ne la quitta que lorsque les navires stationnés dans le port, derrière la batterie elle-même, eurent pris feu.

« Par suite de l'opération de cette batterie, trois navires ennemis durent, vers la fin du combat, être pris à la remorque.

« Un rapport sur ce brillant fait d'armes a été immédiatement adressé au commandant en chef, qui, usant des prérogatives qui lui sont accordées, a conféré la décoration de l'ordre militaire à ceux qui se sont spécialement distingués.

« Grâce à leur peu de tirant d'eau, les navires en fer ennemis ont réussi à envelopper le port de libre pratique, à s'approcher du faubourg de Perissip et à lancer, à l'aide de chaloupes, des fusées à la congrève pour incendier les navires dans le port et quelques maisons du faubourg. Ils essayèrent même un débarquement; mais la grêle de mitraille et quatre pièces d'artillerie légère, couvertes par six compagnies d'infanterie, firent échouer cette entreprise. Les chaloupes furent poursuivies par nos boulets et essuyèrent des pertes considérables.

« Nous avons eu, de notre côté, quelques morts et blessés et deux affûts détruits.

« Pendant l'action, quelques vaisseaux de ligne ennemis quittèrent leur ordre de bataille et s'approchèrent de la maison de campagne du général Luders, contre laquelle ils dirigèrent leur feu; mais accueillis par le feu de nos batteries n°s 1, 2 et 3, ils se bornèrent à quelques décharges et allèrent reprendre leur ancienne position. Cette manœuvre fut répétée plusieurs fois. A sept heures le combat cessa et tous les navires assaillants rejoignirent le reste de l'escadre. Notre artillerie a opéré d'une façon brillante, et nos batteries ont peu souffert, à l'exception de celle n° 6. Nous avons eu 4 morts et 64 blessés. »

Les Russes ont appelé victoire la destruction de leur port militaire d'Odessa. A ce compte, ils vont avoir encore plus d'une victoire à enregistrer et plus d'un *Te Deum* à chanter.

§ 3. DÉPART DU MARÉCHAL SAINT-ARNAUD POUR L'ORIENT; CONSTANTINOPLE.

Quelques jours après le bombardement d'Odessa, le maréchal Saint-Arnaud quittait Marseille, où il avait séjourné quelques semaines, afin de veiller à tous les préparatifs. Ici commence pour lui une vie de fébrile activité qui, avec sa maladie, ne devait pas tarder à le tuer. Ici commence en même temps une correspondance des plus émouvantes qui montrera sous leur vrai jour les difficultés d'une guerre aussi lointaine, les souffrances et le courage de celui qui la dirigeait. Les lettres du maréchal Saint-Arnaud, que nous citerons presque toutes, sont de précieux documents pour l'histoire, sans parler du style énergique avec lequel elles sont écrites et qui leur donnent une réelle valeur littéraire.

En arrivant à Marseille, le maréchal écrit à son

frère en commentant les nouvelles contradictoires qu'il reçoit : « On parle d'une marche rapide des Russes; Omer-Pacha aurait été forcé de se concentrer en avant de Schumla; si les Russes font une pointe vigoureuse, ils peuvent nous mettre dans l'embarras, arriver vite sur Andrinople et trouver la capitale ouverte.... Mon sang bout dans mes veines! Que de temps perdu, et tout marche encore si lentement.

« J'ai écrit à ma fille, qui doit pleurer son mari [1]; la maréchale écrira demain aux Forcade. Adieu, frère. »

Le 23 avril il écrit : « Je suis à Toulon; j'y ai retrouvé le soleil du midi, ses splendeurs, sa chaleur douce, un beau ciel bleu.... A la bonne heure, voilà un pays. J'avais laissé à Marseille la pluie et un ciel gris et froid. J'ai fait une entrée superbe à Toulon, où m'attendait la réception la plus cordiale. Demain, journée bien occupée : visite à l'arsenal et au port, où je vais examiner l'installation de deux bâtiments mis à ma disposition, revue de la division Forey réunie à Toulon, près de 15 000 hommes. Je verrai tout le monde de près, je lui dirai un mot.... Plus je vais, plus j'ai confiance. L'Autriche a fait un pas en envoyant des troupes dans le Monténégro et une flotte contre l'insurrection grecque; c'est une manière de se déclarer contre la Russie. »

« Toute la *Smalah* va bien, les maris soupirent bien en pensant à leurs femmes. Qui ne soupire pas? Mais la gloire est dans les nuages qui empêche les regrets d'être trop amers, et puis on espère un prompt retour. et on le caresse déjà avec les songes de l'espérance. Il faut laisser à tout le monde ses illusions.... (26 avril.) »

« *Le Chaptal*, qui m'était destiné, a fait, heureusement sans nous, en venant nous chercher à Marseille, une grosse avarie qui le menait droit à un naufrage. Il en a pour un mois de réparations. Dans quelques heures, *le Berthollet* sera dans le port de la Joliette à ma disposition. Le 29, je serai à bord. A quelque chose, malheur est bon : le vent se calme; que *le Berthollet* nous mène donc sains et saufs aux rives désirées du Bosphore, et voyons les Russes le plus tôt possible.

« Il nous faut des succès; des revers seraient désastreux au dedans comme au dehors; et cependant, pas un homme de bonne foi ne pourra dire, quelle que soit sa couleur, que nous allons chercher de gaieté de cœur une guerre lointaine par amour pour la guerre. Nous la faisons, indispensable qu'elle est à l'honneur et à la dignité de la France, et par-dessus tout inévitable. Que nous soyons vainqueurs ou vaincus, qui pourrait aller contre cette vérité?... Mais je ne crains pas les revers, je ne redoute que les lenteurs obligées. J'ai foi en Dieu et en mon étoile. Advienne que pourra, j'aurai fait mon devoir. Je me sens plein d'énergie et de force.

« Dans ce que tu dis, frère, il y a beaucoup de vrai, mais c'est le vrai des gens sensés. Tu ne te mets pas assez au point de vue des masses, et il faut compter avec elles. Le peuple donne son argent, ses enfants sans murmurer. Il supporte la guerre un an, deux ans, mais il lui faut des bulletins, des résultats, des succès qui le dédommagent. Un *Fabius Cunctator* se coulerait ici. Le général doit être sage, prudent, mais profiter des occasions et agir; c'est ce que je ferai. Toute la politique, je le sais, n'est pas en Orient. Mais c'est là que pèsent les efforts gigantesques de la France et de l'Angleterre.

« Jeter à six cents lieues du pays, la France 60 000 hommes, l'Angleterre 30 000, c'est énorme. Et compare : l'armée d'Égypte avait d'abord 18 000, et puis 31 000 hommes, l'armée de Morée 25 000, l'armée d'Afrique, en 1830, 30 000. Nous en avons le double, transportés à une double distance, et nous marchons vers le Danube. Nous ne pouvons perdre de tels efforts dans l'inaction!

« La Crimée, tu parles de la Crimée! c'est un joyau, j'en rêve et j'espère que la prudence ne me défendra pas de l'ôter aux Russes. Ce sera pour eux un coup terrible. Au reste, ne disons rien à l'avance. Il faut causer d'abord avec les Turcs, voir les Russes de plus près, savoir ce qu'ils veulent et ce qu'ils peuvent. Ce sera le moment d'un plan sage et hardi. Traîner la guerre en longueur, c'est faire l'affaire des révolutions. Voilà, frère, mes idées pour le moment, nous verrons plus tard.... (29 avril.) »

De Malte il écrit ces quelques lignes si patriotiques : « Nous sommes arrivés à Malte à huit heures du matin. J'ai revu cette ville avec plaisir et regret. Quel joyau perdu pour la France! »

Le 6 mai, Saint-Arnaud est à Smyrne : « Depuis trois jours, dit-il, plus de mal de mer à bord du *Berthollet*. La maréchale, qui ne devait jamais *s'amariner*, est comme dans son salon. Elle n'a ni assez d'yeux, ni assez de lunettes, pour admirer les villes de l'Archipel qui passent sous son regard en fuyant. Nous filons douze nœuds. Elle a vu Chio, Milo, Paros, elle visite Smyrne. Hier nous avons passé une partie de la journée à la Canée (île de Candie). Réception officielle, intéressante pour Puységur, Delattre et les conscrits qui n'avaient jamais vu de pacha, de vraies pipes, de vrai tabac et de vrai café.

« Demain, à Gallipoli, la *res militaris* va commencer et m'occupera sans partage. Je verrai mes troupes, les généraux, les dispositions prises, l'installation de chacun, grosse et utile besogne. Plus tard, à Constantinople, viendra la politique. Je me tiendrai plus en garde, mais conservant toujours la base de mon système et l'allure de mon caractère : *aller droit mon chemin*.

« Ma santé, dont je ne parle pas, est aussi satisfaisante que possible. J'ai de temps à autre de petites crises de même nature, courant de mes bras à ma poitrine, pas trop longues, mais douloureuses. Avec cela, j'engraisse, ce me semble, et les forces sont visiblement revenues. Je ne puis guère me plaindre, quand je jette un regard en arrière; il faut vivre avec son ennemi.... »

Le 10 mai, Saint-Arnaud est enfin en vue de Constantinople : « J'ai tant d'affaires, dit-il, que je n'ai pas encore eu le temps de quitter *le Berthollet*. J'installe demain la maréchale dans sa maison à Yeni-Keuï sur le Bosphore, près Tophana, en face Béikos; cherche sur la carte. L'installation est médiocre; nous y attendrons les événements. Je suis ici pour dix jours au moins. C'est à Constantinople que tout se traite, et mes troupes sont loin d'être réunies.

« J'ai vu le sultan, ses ministres, les ambassadeurs, etc. Si tu veux une description de Constantinople, prends Théophile Gautier. »

1. Le marquis de Puységur, gendre du maréchal, l'avait suivi en Orient en qualité d'officier d'ordonnance.

Théophile Gautier est un guide trop spirituel et trop gai pour que nous ne suivions pas le conseil du maréchal, pour que nous craignions de nous engager avec lui dans cette ville si célèbre et si curieuse, remarquable surtout par sa position, unique au monde. Théophile Gautier a écrit un volume sur Constantinople; nous ne pouvons l'écouter jusqu'au bout, mais nous lui emprunterons quelques pages. Ce qui frappe le plus à Constantinople, c'est l'arrivée : « Un panorama merveilleux, dit-il, se déploie sous mes yeux comme une décoration d'opéra dans une pièce féerique. La Corne-d'Or est un golfe dont le vieux sérail et l'échelle de Top-Hané forment les deux caps et qui s'enfonce à travers la ville, bâtie en amphithéâtre sur ses deux rives. Son nom de Corne-d'Or vient sans doute de ce qu'il représente pour la ville une véritable corne d'abondance, par la facilité qu'il donne aux navires, au commerce et aux constructions navales.... A l'entrée de la Corne-d'Or, à droite, Top-Hané s'avance, avec son débarcadère, sa fonderie de canons et sa mosquée au dôme hardi, aux sveltes minarets, bâtie par le sultan Mahmoud. Le palais de l'ambassade de Russie dresse, au-dessus des toits de tuiles rouges et des touffes d'arbres, sa façade orgueilleusement dominatrice, qui force le regard et semble s'emparer de la ville par avance, tandis que les palais des autres ambassades se contentent d'une apparence plus modeste. La tour de Galata, quartier occupé par le commerce franc, s'élève du milieu des maisons, coiffée d'un bonnet pointu de cuivre vert-de-grisé, et domine les anciennes murailles génoises tombant en ruines à ses pieds. Péra, la résidence des Européens, étage, au



Le maréchal Saint-Arnaud à Toulon (avril 1854). (Page 59, col. 1.)

sommet de la colline, ses cyprès et ses maisons de pierre, qui contrastent avec les baraques de bois turques et s'étendent jusqu'au grand Champ-des-Morts.

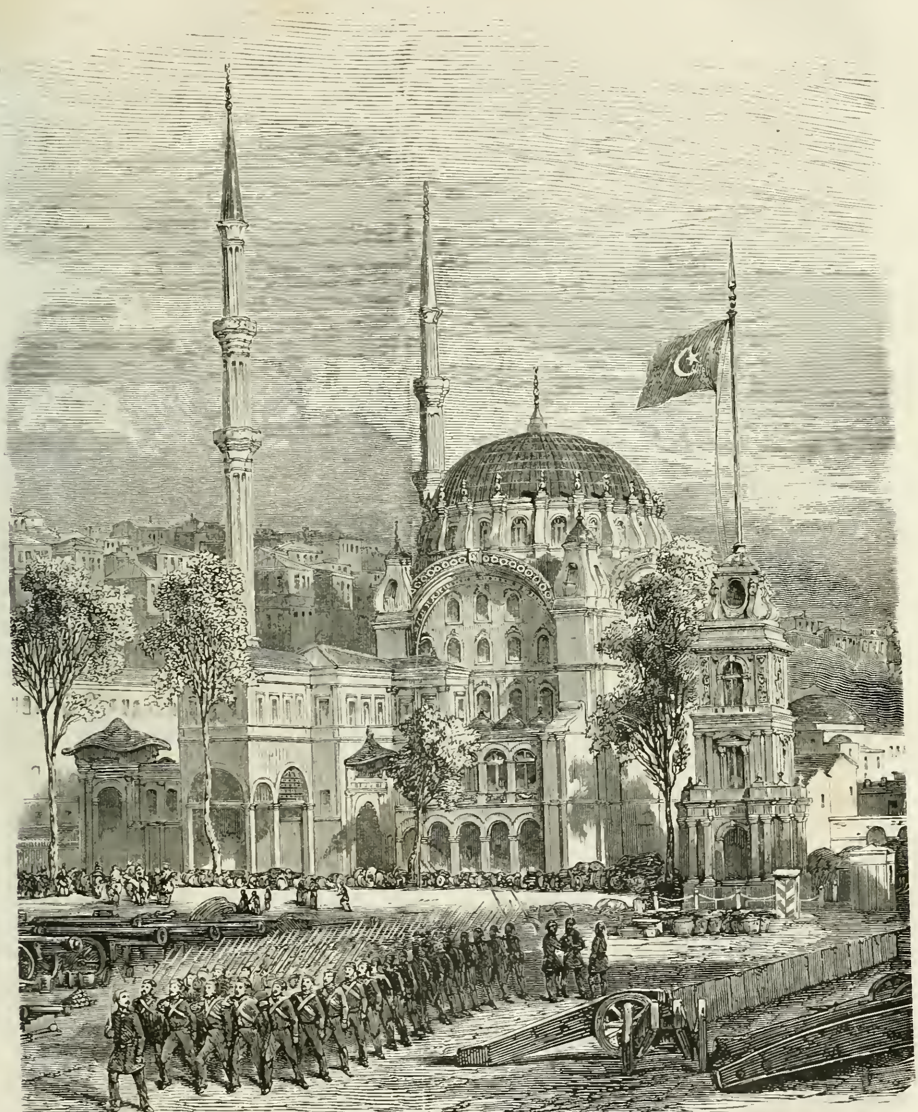
« La pointe du sérail forme l'autre cap (à gauche de la Corne-d'Or), et sur cette rive se déploie la ville de Constantinople proprement dite. Jamais ligne plus magnifiquement accidentée n'ondula entre le ciel et l'eau : le sol s'élève à partir de la mer, et les constructions se présentent en amphithéâtre; les mosquées, dépassant cet océan de verdure et de maisons de toutes couleurs, arrondissent leurs coupoles bleuâtres et dardent leurs minarets blancs entourés de balcons et terminés par une pointe aiguë dans le ciel clair du matin, et donnent à la ville une physionomie orientale et féerique à laquelle contribue beaucoup la lueur argentée qui baigne leurs contours vaporeux.

« .... Trois ponts de bateaux rejoignent les deux rives de la Corne-d'Or, et permettent une communication incessante entre la ville turque et ses faubourgs aux populations bigarrées. Comme à Londres, il n'y a pas de quais à Constantinople, et la ville plonge partout ses pieds dans la mer; les navires de toutes nations s'approchent des maisons sans être tenus à distance respectueuse par un quai de granit.

« Je sais par des amis qui ont fait avant moi le voyage de Constantinople, que ces merveilles ont besoin, comme les décorations de théâtre, d'éclairage et de perspective; quand on approche, le prestige s'évanouit, les palais ne sont plus que des baraques vermoulues, les minarets que de gros piliers blanchis à la chaux; les rues étroites, montueuses, infectes, n'ont aucun caractère : mais qu'importe, si cet assemblage incohérent de maisons, de mosquées et d'arbres colorés par la palette du soleil produit un effet admirable entre

le ciel et la mer? L'aspect, quoique résultant d'illusions, n'en est pas moins vraiment beau.

« Les boutiques à Constantinople ne ressemblent en rien à nos magasins d'Europe. Point de luxe, point d'étalage, les marchandises sont entassées sans ordre et sans art. Le marchand, accroupi comme un tailleur, fume paisiblement son chibouck en attendant les acheteurs. Il n'y a point de marchandes. Jamais les femmes



Mosquée et fonderie de canon à Top-Hané (Constantinople).

ne se mêlent du commerce que pour acheter. Comme le tabac est un des objets les plus nécessaires aux Turcs, les marchands de ce narcotique aimé abondent. L'industrie de la pipe est arrivée à un haut degré de perfection. Un râtelier de pipes de 150 000 francs n'est pas une chose rare chez les riches musulmans. Les bazars n'ont nullement l'aspect magnifique que nous nous plaisons à leur donner par la pensée.

« Le café turc du boulevard du Temple, dit encore Théophile Gautier, a égaré bien des imaginations de Parisiens sur le luxe des cafés orientaux. Constantinople reste bien loin de cette magnificence d'arcs en cœur, de colonnettes, de miroirs et d'œufs d'autruche; — rien n'est plus simple qu'un café turc en Turquie.

« Je vais en décrire un qui peut passer pour un des plus beaux et qui cependant ne rappelle en rien le luxe des féeries orientales: vous y chercheriez en vain les carreaux de faïence vernissée, les guipures de stuc, les voûtes en roches d'abeille, les fenêtres à trèfles et le coloriage d'or, de vert et de rouges des salles de l'Alhambra, rendues célèbres par les lithographies enluminées de Girault de Prangey; beaucoup d'établissements où l'on vend du bouillon hollandais, à Paris, ont des splendeurs équivalentes.

« Figurez-vous une salle d'une douzaine de pieds carrés voûtée et peinte à la chaux, entourée d'une boiserie à hauteur d'homme et d'un divan-banquette recouvert d'une natte de paille. Au milieu et c'est là le détail le plus élégamment oriental, une fontaine en marbre blanc à trois vasques superposées lance un filet d'eau qui retombe et grésille. Dans un angle flamboie un fourneau à hotte, où le café se fait, tasse par tasse, dans de petites cafetières de cuivre jaune, à mesure que les consommateurs le demandent.

« Aux murailles sont appliquées des étagères chargées de rasoirs, où pendent de jolis petits miroirs de nacre, pareils à des écrans, dans lesquels les pratiques se regardent pour voir si elles sont accommodées à leur gré, car, en Turquie, tout café est en même temps une boutique de barbier; et, pendant que je fumais mon chibouck accroupi sur la natte, entre un gros Turc à nez de perroquet et un maigre Persan à nez d'aigle, en face de moi, un jeune Grec, un dandy du Phanar, se faisait cirer la moustache, et peindre les sourcils, préalablement régularisés au moyen d'une petite pince. »

Voulons-nous assister à un dîner turc. Écoutons encore notre poëte voyageur invité chez un riche musulman : « Les domestiques posèrent à côté du divan un grand disque de cuivre jaune soigneusement fourbi et reluisant comme un bouclier d'or, sur lequel étaient disposés différents mets dans des jattes de porcelaine. Ces disques supportés par un pied bas, servent de table en Turquie, et trois ou quatre convives peuvent y prendre place. Le linge de corps et de table est un luxe inconnu en Orient. On mange sans nappe, mais on vous donne, pour essuyer vos doigts, de petits carrés de mousseline, brochés d'or, assez semblables aux serviettes à thé en usage dans nos soirées à l'anglaise, précaution qui n'est pas inutile, car on ne se sert, à ces repas, que de la fourchette du père Adam; le maître du logis, plein de politesse et de prévenances, voulait, prévoyant mon embarras, me faire donner un couvert, mais je le remerciai, désirant me conformer en tout aux règles de la gastronomie turque.

« Au point de vue de Brillat-Savarin, des Cussy, des Grimod de la Reynière, des Carême, l'art culinaire turc doit sembler tout à fait barbare et patriarcal; ce sont des rapprochements de substances tout à fait insolites, des mélanges extravagants pour des palais parisiens, mais qui pourtant ne manquent pas de recherche et ne se font pas au hasard. Les plats, dont on prend avec les doigts quelques bouchées, sont en grand nombre et se succèdent rapidement. Ils consistent en morceaux de mouton, en poulets démembrés, en poissons à l'huile, en concombres crus, farcis, arrangés de toutes les manières; en petits salsifis visqueux, pareils à des racines de guimauve et très-estimés pour leurs qualités stomachiques; en boulettes de riz enveloppées de feuilles de vigne; en purée de citrouille au sucre; en crèpes au miel; le tout aspergé d'eau de rose, assaisonné de menthe, d'herbes aromatiques et couronné par le pilaw sacramentel, mets national comme le puchero espagnol, comme le couscoussou arabe, comme la choucroute allemande, comme le plumpudding anglais, qui figure obligatoirement à tous les repas dans le palais et dans la chaumière. Pour boisson, on buvait de l'eau, du sherbet et du jus de cerise qu'on puisait dans un compotier avec une cuillère d'écaille à manche d'ivoire.

« Le festin terminé, on emporta le plateau de cuivre, on donna à laver, cérémonie indispensable lorsqu'on a dîné sans autre argenterie que les dix doigts; on servit du café, et le chibouckdji présenta à chaque convive une belle pipe au gros bouquin d'ambre, au tuyau de cerisier lisse comme du satin, au lulé chaperonné d'une belle touffe blonde de tabac de Macédoine, enlevée d'un seul coup, et reposant sur un rond de métal posé en terre, pour préserver la natte des charbons et des cendres qui pourraient tomber du fourneau. »

A Constantinople, la vie coudoie la mort : le cimetière est dans la ville, on le traverse tous les jours, on s'y promène, on y travaille. Ces cimetières n'ont pas le triste aspect des nôtres. Le Turc est fataliste, il ne s'émeut de rien, pas même de sa maison qui brûle, et cela arrive fréquemment. Les incendies sont un fait normal à Constantinople, où les maisons, construites en bois et desséchées par le soleil, flambent avec une rapidité qui défie les secours les plus prompts. Chaque incendie dévore des centaines de maisons, et le gouvernement français envoya pendant la guerre d'Orient un détachement de pompiers de Paris pour combattre ce fléau.

Si l'on vante avec raison les environs de Paris, ceux de Constantinople n'ont rien de comparable aux sites enchanteurs qui se déroulent aux yeux du voyageur ébloui, remontant le Bosphore. Le Bosphore, qui conduit à la mer Noire, est un bras de mer large seulement comme un de nos plus grands fleuves d'Europe. Il est bordé de collines qui ombragent, sous des forêts de cyprès et une sombre verdure contrastant admirablement avec l'azur du ciel et de la mer, une longue succession de palais, de maisons de campagne. Ce sont les résidences d'été des hauts fonctionnaires, des ambassadeurs, des riches musulmans.

Les Français n'étaient pas encore à Constantinople, où leur passage pendant près de deux années devait exercer une influence bienfaisante : on avait choisi pour leur point de débarquement Gallipoli, au sud de Constantinople, dans l'ancienne Chersonèse.

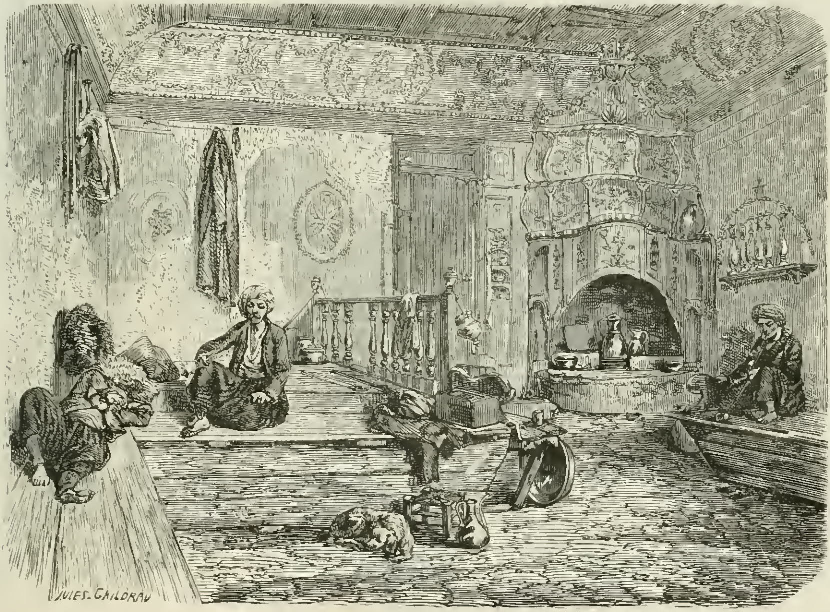
§ 4. GALLIPOLI ; LORD RAGLAN.

Ce n'était pas une petite affaire que d'établir une armée dans ce pays, où l'indolence et le fatalisme semblent avoir été depuis des siècles les mobiles de la population. Des maisons presque toutes en bois, et mal

bâties; des rues tortueuses et pavées de grosses dalles rudes et inégales; des quais vermoulus, voilà le chaos au milieu duquel il fallait se débrouiller. Mais bientôt, sous la direction de nos habiles officiers d'état-major, l'ordre préside au mouvement tumultueux qu'occasionne le débarquement. Les rues, encombrées d'immondices séculaires, sont, pour la première fois peut-être, balayées, leur niveau est égalisé autant que possible, et plusieurs voies sont élargies ou créées. En quelques jours les Français avaient établi un hôpital provisoire, des manutentions, des magasins de campement, de matériel du génie, des vivres, le trésor et la poste, la direction du port, etc., etc. Les généraux et leurs états-majors furent établis dans les maisons les moins défectueuses que l'on put se procurer.

On avait choisi pour le général Canrobert l'ancienne residence d'un pacha, demeure somptueuse si les murs avaient été en pierres et les fenêtres garnies de vitres. Mais, chose étrange dans un pays où il faisait plus froid qu'à Paris, puisque, depuis leur arrivée, les alliés y souffraient de la neige, de la glace et d'un vent continuel, les habitations étaient presque des loges au travers desquelles la bise passait à son aise. Des nattes de jonc, en l'absence de paille, servaient de couchage aux soldats, qui, venus d'Afrique ou de Malte, pour la plupart, supportaient courageusement, mais non sans souffrance, les rigueurs d'une saison froide et prolongée au delà du terme ordinaire dans les climats méridionaux.

On ne saurait se faire une idée de la foule de tous pays qui se pressait depuis le lever jusqu'au coucher du soleil dans les rues de Gallipoli, cette ville si tranquille



Café turc.

depuis plusieurs siècles. Les soldats français et anglais de tous les corps, les matelots de tous les bords, les Italiens, les Smyrnois, les Grecs, les Turcs, les Juifs, les Arméniens et une foule de gens inqualifiables se coudoyaient, se choquaient, se parlaient dans vingt langues différentes. Les zouaves africains buvaient avec les Écossais, les chasseurs à pied fraternisaient avec les rifflemen. A chaque instant des bateaux à vapeur jetaient sur cette plage pêle-mêle des soldats naguère inconnus les uns aux autres, et bientôt unis par le même sentiment, la fraternité des armes.

A la date du 11 mai 27 000 Français et 5000 Anglais étaient déjà réunis à Gallipoli; il y avait en outre 15 000 Anglais campés à Scutari, en face de Constantinople, sur la côte d'Asie. Les uniformes de nos zouaves et ceux des *Higlanders*, montagnards écossais qui, comme on le sait, ont les jambes nues, des jupons fort courts et ne portent nullement ce que nos voisins appellent des *inexpressibles*, excitaient vivement la curiosité de la foule. L'armée anglaise cherchait, plus que la nôtre, le confortable et le luxe; elle n'avait point l'industrie de nos soldats qui frappaient nos alliés d'étonnement par leur rapidité à se procurer eux-mêmes tout ce qui leur était nécessaire. Mais la bonne harmonie ne cessait de régner entre les soldats comme entre les officiers et les généraux.

Le maréchal Saint-Arnaud, dans ses lettres, se félicite de ses rapports avec le commandant en chef de l'armée anglaise qui, lui non plus, ne devait pas revenir de cette dévorante expédition.

Lord Raglan, connu d'abord sous le nom de Fitzroy (James-Henry-Sommerset), né le 30 septembre 1788, entra au service en 1804, en qualité de porte-étendard



Gallipoli.

dans le 4e dragons. L'année suivante il obtint le brevet de lieutenant, et trois ans après (1808) reçut le commandement d'une compagnie. En 1809 Wellington, appréciant les mérites du jeune Fitzroy Sommerset, le choisit pour aide de camp, et, l'année suivante, l'attacha à sa personne en qualité de secrétaire, fonctions qu'il remplit pendant la durée de la guerre de la Péninsule. La carrière militaire de Lord Raglan embrassait par conséquent à peu près tous les faits d'armes importants qui ont signalé les armes anglaises sous le commandement de Wellington, depuis le commencement de la guerre du Portugal jusqu'à la bataille de Waterloo. Il prit part au combat de Vimiera, de Talavera, de Busaco, où il fut grièvement blessé ; il assista à l'attaque et à la prise d'Oporto, et combattit successivement contre les corps d'armée de Soult et de Masséna. Il était présent à la mémorable bataille de Salamanque, à la réduction de Madrid, à la bataille de Vittoria, au passage de la Bidassoa, de la Nivelle, de la Nive, aux batailles d'Orthez et de Toulouse, et participa à plusieurs autres actions jusqu'à la chute de Napoléon. Les différentes relations qui ont été publiées, en Angleterre, des campagnes de Portugal, d'Espagne et de France, s'accordent sur le rôle actif et brillant que le secrétaire du duc de Wellington joua dans cette guerre. Lord Raglan avait été promu au grade de major en 1811, et à celui de lieutenant-colonel en 1812. En 1815, le lieutenant-colonel Fitzroy Sommerset assista à la bataille des Quatre-Bras, à la retraite du 17 juin, enfin à la journée de Waterloo, où il reçut une blessure qui nécessita l'amputation du bras droit.

Nommé colonel en 1815, lord Raglan fut attaché comme aide de camp au prince régent et élevé au grade de commandeur dans l'ordre du Bain. A cette époque il entra dans la carrière civile, et siégea à la Chambre des communes en 1818. Major général de l'armée anglaise en 1825, il fut élevé



Maison du consulat de France à Gallipoli, quartier général du maréchal Saint-Arnaud.

en 1833 au grade de lieutenant général. Comme homme politique, lord Raglan ne marqua nullement dans le parti tory, auquel il demeura toujours attaché.

A la mort du duc de Wellington, lord Fitzroy Sommerset fut nommé directeur général de l'artillerie et entra vers le même temps dans la Chambre des lords avec le titre de baron de Raglan. Il occupait ce poste lorsqu'on le nomma commandant en chef de l'armée anglaise d'Orient. Il était très-populaire parmi ses soldats, et ses alliés trouvèrent en lui un gentleman accompli.

Nous connaissons de longue date le général Saint-Arnaud dont l'expressive et mâle figure indiquait bien un vrai guerrier, et dont les lettres nous feront de plus en plus comprendre le caractère. Les Anglais s'arrêtaient assez aux fêtes et aux plaisirs que leur offrait le sultan. Saint-Arnaud, tout en y prenant une part obligée, n'y voyait que des fatigues et des retards de plus. Voici comment il décrit sa situation : « Quelle vie agitée, frère ! Quel chaos de pensées se choquent dans ma tête avant de se caser ! Quelle existence à la vapeur, qui ne laisse pas à un événement le temps de se produire et le fait suivre sans intervalle d'un autre tout aussi important !

« J'arrive ici au milieu d'une crise ministérielle. Je vois le sultan en particulier, et je le prie de conserver des ministres qui sont utiles à la France. Mon influence grandit, les affaires marchent, j'obtiens tout ce que je demande. Hier, invitation du sultan d'assister à l'examen des élèves de l'école militaire turque. Le sultan a été des plus gracieux et a beaucoup causé avec moi.

« Aujourd'hui je dîne chez le sultan ; véritable cor-



Vue intérieure du petit port de Gallipoli.

vée. Le sultan ne dîne pas à table. Il paraît avant le dîner dans un salon, cause un peu et s'en va, laissant le soin à un grand vizir de présider un repas qui dure deux heures et demie et qui est aussi froid que les plats qu'on y sert. »

Et dans une autre lettre : « Cher frère, ma main est lasse d'écrire. Je te donne seulement de mes nouvelles. Voici en deux mots où en sont les affaires, qui deviennent graves. Le bal va s'ouvrir; je suis allé à Varna et à Schumla. J'ai passé trois jours avec Omer-Pacha ; dans l'armée turque, désagréable à la vue, il y a de bons soldats. Ils se battront comme des Anglais et des Français quand ils seront près de nous. Il y a 70 000 hommes et 200 bouches à feu dans le camp retranché de Schumla, qui est magnifique.

« Si les Russes attaquent vigoureusement Silistrie, ils en seront maîtres peut-être avant quinze jours. La politique avec ses ménagements et la lenteur des arrivages nous condamneront-ils à laisser inactive l'armée anglo-française? A la suite d'un conseil de guerre, nous avons choisi Varna comme base d'opérations. Je crois qu'il faut entrer en ligne le plus tôt possible. L'embarquement de nos troupes est ordonné, il va commencer dans trois jours. »

De Gallipoli, il écrivait quelques jours plus tard : « Frère, ma vie se passe dans un tourbillon qui me roule jusqu'au moment où il m'entraîne. J'ai tant d'affaires vitales à diriger, que si je rencontre par hasard une minute de liberté pour ma correspondance avec vous tous que j'aime, je ne trouve plus la force nécessaire. La fatigue est telle que je n'ai plus la puissance de penser et d'écrire. C'est mon histoire du dernier courrier. Je voulais te donner des détails sur mon voyage à Varna et à Schumla, l'armée turque et son

chef. Je suis déjà d'un demi-siècle en avant de cette course, et voici venir des actualités à remplir bien des pages. Mais où prendre le temps? En deux mots, j'ai trouvé Varna une place défendable, et Schumla fort habilement transformée en un camp retranché formidable.

« J'ai vu dans Omer-Pacha un homme incomplet, mais remarquable pour son pays d'adoption. J'ai trouvé, je te l'ai dit, une armée où je ne comptais voir qu'une foule. Troupe mal habillée, mal chaussée, médiocrement armée, mais qui manœuvre, obéit, se bat et se fait tuer. J'ai trouvé Silistrie se défendant sans l'espoir d'une longue résistance, et les Russes, en force et en nombre, attaquant mal, mais sûrs de l'emporter en sacrifiant du monde, s'ils persévèrent.

« *Si j'étais en mesure de livrer bataille!* Mais je ne le serai pas de quelque temps. Je suis revenu à Gallipoli et j'ai vu. Je n'ai pas le droit de hasarder ni de compromettre l'honneur du drapeau en mettant en ligne une armée non constituée, non organisée, n'ayant ni son artillerie, ni sa cavalerie, ni son ambulance, ni son train, ni ses transports, ni ses approvisionnements.

« L'armée anglaise n'est pas plus avancée que nous. On ne se fait pas une idée juste de ce qu'est une expédition lointaine avec le morcellement des transports. Tout arrive par pièces et morceaux; des canons sans leurs affûts et leurs chevaux, des chevaux sans leurs pièces et caissons, etc. J'ai 42 pièces attelées au lieu de 100; 1000 chevaux dépareillés et de tous corps, au lieu de six régiments formant 3000 chevaux. A toutes ces misères, plus regrettables qu'évitables, répondent de sérieux retours sur les plans adoptés. Nous ne pouvons montrer à Varna que nos têtes de colonnes.

« J'organise donc l'armée à Gallipoli, au fur et à mesure que les divisions se complètent. Je les dirige par terre sur la ligne des Balkans. Mes troupes s'aguerrissent par la marche et les bivouacs, le pays parcouru par les troupes françaises sentira son courage se relever, et les Russes sauront que nous marchons à eux.

« Depuis que je suis à Gallipoli tout a changé de face, tout marche. J'ai passé des revues, parlé aux chefs, aux soldats; tout le monde a confiance et porte la tête haute. *En passant dans les rangs de* 38 000 *Français, j'ai pleuré de joie et de fierté.* J'admirais les soldats que je suis chargé de conduire à la victoire, mais pas tous. Combien pleurerons-nous de victimes?

« Cette activité dévorante que tu me connais, frère, m'anime et m'empêche d'être malade. On dirait que jamais je ne me suis mieux porté. Les crises s'éloignent, je reprends mes forces et mon air de jeunesse. Dieu aura pitié de cette belle armée en ayant pitié de son chef!

« Le sultan m'a envoyé ici, par son séraskier, la plaque de son ordre du Medjidié. C'est une dignité dont je devrai porter les insignes pendant tout mon séjour en Turquie.

« Chaque jour, frère, à déjeuner, à dîner, j'ai des officiers de tout grade à ma table, je leur fais des théories de guerre qui paraissent fort goûtées. Mais je m'échauffe et m'anime en les faisant; ma digestion en souffre, il n'y a que les bêtes qui digèrent bien. »

Il disait encore : « J'ai redonné de la vie à Gallipoli, j'ai passé des revues, causé avec les généraux et les soldats. J'ai pu comparer mes hommes si pleins d'ardeur, à la démarche fière, à l'air martial, avec les Anglais solides comme des murailles, mais qui marchent comme des machines qui ne demandent qu'à s'arrêter. J'ai aussi passé les Anglais en revue; j'ai mêlé à ma table les habits rouges et les habits bleus. Tout cela commence à s'organiser, et je suis satisfait. Je voudrais cependant voir tous mes paquets réunis; ma cavalerie n'arrive pas, j'ai beau faire repêcher et remorquer par tous les bateaux à vapeur qui me tombent sous la main, cela va lentement. Cependant, les mouvements de troupes ont commencé, et l'armée, à mesure qu'elle s'organise, se porte en avant. Je vais retourner à Yeni-Keuï pour presser auprès du sultan la solution de plusieurs affaires, et je repars pour Varna. Si je puis, en revenant, j'irai donner un coup d'œil furtif à Sébastopol. Pour cela, il faut que la flotte soit dehors, je n'ai pas envie de me faire enlever par les Russes. Je vais arranger cela avec l'amiral Hamelin. Je me meurs d'envie de voir Sébastopol, parce que j'ai dans l'idée qu'il y a quelque chose à faire par là. Les débarquements me font frémir. Je viens de voir par mes yeux ce qu'il faut de temps, de ressources et de moyens de transports pour embarquer une simple brigade d'infanterie de 6000 hommes et une batterie d'artillerie avec 600 chevaux. Il m'a fallu trois jours pour démonter le matériel de la batterie, il en faudra autant pour le remonter. On a passé trois jours en travaillant sans relâche de cinq heures du matin à six heures du soir pour embarquer matériel, hommes et chevaux, et il n'y avait pas de cavalerie. J'ai dû employer, pour le transport de Gallipoli à Varna, 9 gros bateaux à vapeur remorquant 32 transports du commerce; il faudra quarante-huit heures pour arriver à destination. Maintenant, calcule ce qu'il me faudrait de temps, de vaisseaux, de moyens de tout genre pour embarquer 50 000 hommes, les transporter à Sébastopol ou Odessa, et les débarquer en pays ennemi sous le feu des Russes qui ont partout des masses. Quel homme sensé entreprendrait cela maintenant? C'est possible, mais il faut le temps et les moyens matériels.... »

« Je reçois, cher frère, ta lettre des 21 et 23 mai. Ah! voilà comment l'on juge les décisions et les mouvements d'un général en chef! Est-ce qu'on peut raisonnablement, de l'asphalte, des salons et des cafés de Paris, s'ériger en conseil aulique? Ne peut-on attendre les résultats? Quand on voit les choses, quand on les touche, tout se modifie, tout change. Il n'y a que les principes généraux de guerre, les bases fondamentales qui ne varient point.

« La Crimée était mon idée favorite; j'ai pâli sur ses plans. J'ai envisagé d'abord cette conquête comme un sérieux et beau coup de main; mais j'ai vu les embarquements et les débarquements, et je dis que, pour faire une descente en Crimée, il faut de longs préparatifs, une campagne entière, 100 000 hommes peut-être, et toutes les ressources des flottes française et anglaise réunies, plus mille transports du commerce.

« On m'envoie près de 60 000 hommes, huit régiments de cavalerie, un matériel immense! J'aurai eu tout cela en trois mois et demi ou quatre mois; c'est fabuleux, frère, et cependant je me plains! »

A Constantinople on avait hâte aussi de voir les Français se précipiter vers le Danube, et on reçut avec ac-

clamations la partie des troupes qui, se dirigeant vers Varna par terre, devaient traverser la capitale. Parmi ces troupes, se trouvait la troisième division commandée par le prince Napoléon, cousin de l'Empereur. Le



Le maréchal Saint-Arnaud, commandant en chef de l'armée française en Orient.

prince Napoléon avait été reçu par le sultan avec de grands honneurs. On avait vu, avec le plus profond étonnement, Sa Hautesse rendre, contre l'usage des souverains ottomans, visite au prince. Le sultan voulut

aussi passer en revue la 3ᵉ division, et cette revue fut une fête pour Constantinople, qui contempla avec admiration la figure hâlée et animée de nos soldats. Le maréchal Saint-Arnaud écrivait : « Le sultan a passé



Lord Raglan, commandant en chef de l'armée anglaise en Orient.

le 17 la revue de la 3ᵉ division; Sa Hautesse a fait deux choses qui feront époque en Turquie : elle a galopé deux fois et est venue saluer la maréchale qui assistait en voiture à la revue. »

A Varna, en Bulgarie, nous étions presque en face de l'ennemi. Varna n'est pas loin de Silistrie, et l'établissement, sur ce point, de plusieurs régiments anglais et français était déjà un secours puissant pour les défenseurs de cette ville qui luttaient avec un rare courage contre les Russes. Varna, où nos troupes arrivaient à la fois par mer et par terre, devint en peu de temps un autre Gallipoli. Cette ville, destinée d'abord à servir de base d'opérations dans le cas d'une campagne sur le Danube, devait malheureusement être témoin des souffrances de nos soldats qu'y frappera un terrible fléau, le choléra, le premier ennemi dont les coups mettront à l'épreuve l'héroïque patience de nos soldats.

Toutes les villes turques se ressemblent : maisons en planches enveloppées de jardins, arbres qui élèvent leur couronne de verdure au-dessus des toits rouges; mais Varna avait plus de confortable que Gallipoli; il présentait même un faux air de civilisation : les rues étaient larges, mais mal pavées. Quelques-unes offraient des boutiques approvisionnées de tout ce qui est nécessaire au peu de besoins des habitants du pays.

De même qu'à Gallipoli, notre arrivée fut comme l'arrivée de la vie et du mouvement. A chaque instant des bataillons débarqués traversaient la ville pour se rendre au camp. La musique des régiments anglais allait au-devant de nos troupes en jouant les airs les plus sympathiques aux oreilles françaises. Cette attention délicate était agréable à nos troupes. Aussi chaque homme manifestait-il son impression en vidant avec un camarade de l'armée anglaise un verre de vin du pays au succès de nos armes.

Une chose étonnait nos soldats au milieu de ce mouvement incessant : l'impassibilité des gens du pays. Ils voyaient tout avec insouciance; ils avaient l'air d'assister à une représentation et paraissaient disposés à tout événement. Nous n'étions pas pour eux des alliés, des amis qui venaient au prix de douloureux sacrifices sauver leur nationalité; nous n'étions que des passagers. Triste effet d'une grossière superstition et du fatalisme. Peu importent, pensaient-ils, l'activité et la force de l'homme ; tout vient de Dieu, et, quoi qu'il arrive, heur ou malheur, on a pour consolation le fameux *Mectoub* (*C'était écrit*).

Au moment où nos troupes s'établissaient à Varna en petit nombre et après bien des lenteurs que s'efforçait en vain d'abréger l'activité de nos marins, que faisaient les Russes? Comment n'avaient-ils pas profité de tous ces délais pour pousser une pointe hardie dans l'empire ottoman? Il est nécessaire ici de revenir en arrière et de reprendre le récit de la campagne entreprise par les Russes sur le Danube.

§ 5. SIÉGE DE SILISTRIE PAR LES RUSSES (AVRIL-JUILLET 1854); ILS ÉVACUENT LES PRINCIPAUTÉS DANUBIENNES, QUE LES TROUPES AUTRICHIENNES OCCUPENT AVEC L'AGRÉMENT DE LA PORTE.

Les Russes, au printemps de 1854, avaient voulu exécuter leur projet d'invasion de la Bulgarie, et l'empereur Nicolas avait confié le commandement suprême de l'armée à son meilleur général, le vieux Paskiewitch, prince de Varsovie, le vainqueur des Persans et des Polonais. N'ayant pu emporter le point que les Turcs occupaient sur la rive droite du Danube, ils avaient résolu de passer outre et de franchir le fleuve en ne laissant qu'un faible corps de troupes devant Kalafat pour contenir la garnison turque. L'armée russe comptait, sur le papier, 191 000 hommes.

Le 22 mars, les Russes franchirent le Danube sur deux points, à Matchine et Toultcha. Cette dernière place opposa une vive résistance, et les Russes ne s'en emparèrent qu'après que la garnison eut été presque anéantie. Une partie de l'armée russe s'étendit dans la Dobrutscha, pays triste et marécageux situé au sud des bouches du Danube et qui fut bientôt désert, car le peu d'habitants qui y vivaient s'enfuirent devant l'ennemi. Vaste plaine, semée de lacs qui n'ont pas d'écoulement, la Dobrutscha est, au moment des chaleurs, infectée par des miasmes pestilentiels. Le général Lüders, qui commandait les troupes d'invasion, commit la faute de s'arrêter deux semaines dans ce pays malsain, et bientôt il eut 10 000 hommes atteints de fièvres pernicieuses. Il s'avança alors le long du Danube que remontait en même temps la flottille russe. Ses ordres lui enjoignaient d'enlever la ville de Silistrie, dont les fortifications n'étaient pas très-importantes, mais dont la possession était indispensable si l'on voulait s'avancer à fond dans la Bulgarie. Les Russes arrivaient devant Silistrie au moment où la France et l'Angleterre déclaraient la guerre. Mais ils avaient bien le temps d'enlever cette place, regardée comme une bicoque, avant que nos troupes eussent parcouru les 600 lieues qui les séparaient du théâtre des hostilités.

La rive du Danube sur laquelle est située Silistrie, est plate, et une enceinte de murailles assez faibles la défendait. Mais derrière la ville, à une demi-lieue, était bâtie sur un monticule d'une petite chaine de collines la citadelle de Medjidié, armée de 40 pièces d'artillerie. Un officier prussien au service de la Turquie, le colonel Grach, avait, dès le commencement de la guerre, fait élever autour de la ville une couronne de batteries en terre (tabia). Une batterie élevée plus tard sur un point important reçut le nom d'Arab-Tabia, et c'est contre ce point que devaient se concentrer les vives attaques des Russes.

Le prince Gortchakoff fit passer le Danube à son armée sur un pont appuyé à deux îles, éleva des batteries en face de la ville, sur la rive gauche et sur l'une des îles, et réunit 120 000 hommes dans deux camps voisins. L'état-major russe fut partagé d'opinions. Les uns voulaient foudroyer la ville par un bombardement incessant et tenter l'assaut, les autres réclamaient un siége en règle. Le général en chef donna raison à ces derniers, mais l'événement devait leur donner tort. Malgré les forces considérables dont ils disposaient, les généraux russes ne purent investir complétement Silistrie, qui put continuer de communiquer avec Turkutaï. Or une ville assiégée sans être investie est dificilement prise, parce que sans cesse ravitaillée, elle peut prolonger indéfiniment sa résistance. Les Russes comprirent l'importance de la position d'Arab-Tabia, et dirigèrent leurs cheminements de ce côté. Ils élevèrent sur les collines qui entouraient Arab-Tabia douze batteries pour foudroyer les ouvrages en terre de cette redoute. Mais ils avaient affaire à d'énergiques et d'habiles adversaires.

La garnison de Silistrie comptait tout au plus 8000 hommes, commandés par Moussa-Pacha, homme d'une haute intelligence et d'une rare bravoure. Moussa-

Pacha eut le bon esprit d'écouter les savants conseils d'un officier prussien, le colonel Grach, puis dans les derniers temps du siége, d'un capitaine du génie anglais, Butler.

Les opérations du siége paraissaient déjà avancées lorsque le prince Paskiewitch arriva. Il ordonna aussitôt l'assaut d'Arab-Tabia. Le colonel Grach avait fait surveiller les travaux des Russes et la direction de leurs mines. Apprenant que ces mines allaient jusqu'au parapet, il fit élever un autre parapet à soixante pas de celui qui existait à l'extrémité de la redoute. On enleva les canons et on ne laissa que deux factionnaires, voués à une mort certaine. Le 11 mai les Russes livrèrent le premier assaut, ils firent jouer leurs mines. Le parapet sauta avec les factionnaires, mais les Russes alors se trouvèrent devant une nouvelle fortification d'où partit une fusillade et une canonnade des mieux nourries. Ils durent se retirer avec une perte de 1200 hommes. Le 21 mai un second assaut n'eut pas plus de succès et leur coûta des pertes plus considérables.

Cependant les fatigues d'une si belle résistance diminuaient chaque jour le nombre des défenseurs de Silistrie. La garnison se vit bientôt réduite à 5000 hommes. Les vivres n'arrivaient pas toujours, les munitions s'épuisaient. Omer-Pacha réunit à Schumla, ou Choumla, le noyau d'une armée destinée à dégager la ville. Mais les volontaires qu'on lui envoyait lui faisaient plus de tort qu'ils ne lui donnaient de force. Les Bachi-Bouzouks effrayaient par leur mine guerrière. Terribles aux gens désarmés ils n'eussent pas tenu tête aux Russes à cause de leur indiscipline. Leurs pillages, leurs dévastations irritaient les populations de la Bulgarie et pouvaient soulever une insurrection qui eût fait singulièrement les affaires de l'ennemi. Omer-Pacha ordonnait souvent d'en pendre une demi-douzaine pour l'exemple. Mais il ne réussissait pas à les discipliner. Il attendait avec impatience l'arrivée des alliés à Varna. Vers la fin de mai, les généraux anglais et français s'y rendirent, et Omer-Pacha leur dévoila sa véritable situation. C'est alors qu'on résolut de ne garder Gallipoli que comme un centre d'approvisionnements et de s'établir à Varna. Mais il fallait un temps considérable pour amener là toute une armée et Silistrie devait se résigner à de nouveaux efforts. Elle n'y manqua pas.

Paskiewitch voulut le 25 mai tenter un coup décisif. A la faveur d'un temps sombre et orageux, il fit commencer contre la place une épouvantable canonnade, puis lança 30 000 Russes contre Arab-Tabia, avec les généraux Schilder, Lüders et le jeune Orloff. Les Turcs les accueillirent par une pluie de mitraille, mais ne purent les empêcher d'escalader les retranchements. Alors s'engagea une lutte sanglante à l'arme blanche, lutte qui convenait mieux aux Bachi-Bouzouks, et 300 d'entre eux montrèrent une audace ou plutôt une férocité digne de leur réputation de barbares. Les Russes se retirèrent laissant 4000 morts devant Arab-Tabia. Plusieurs généraux furent blessés et quelques-uns succombèrent aux suites de leurs blessures. Le maréchal Paskiewitch quitta le camp, laissant la direction du siége au prince Gortchakoff. Malheureusement quelques jours après, le brave défenseur de Silistrie, Moussa-Pacha, était tué par un éclat d'obus.

Le prince Gortchakoff prit enfin le parti d'investir complétement cette place qui arrêtait depuis deux mois une armée destinée à la conquête de Constantinople. Rigoureusement investie, la place ne pouvait tarder à tomber si on ne la secourait pas. C'est alors qu'Omer-Pacha, avançant toujours avec précaution et se couvrant de camps retranchés, se mit à harceler les Russes tandis que notre armée s'organisait à Varna. Le maréchal Saint-Arnaud ne demandait pas mieux que d'engager tout de suite ses soldats; mais ce n'était pas sur le Danube qu'il lui semblait qu'on dût entreprendre une campagne sérieuse : « Quand je chasserais les Russes, écrivait-il, de la rive droite du Danube, je les aurais rejetés sur leurs réserves : voilà tout, et je me serais éloigné de ma base d'opérations. Puis les fièvres ne me permettraient pas de rester sur le Danube, et je serais contraint de m'en aller.

« Quand on cherche le point vulnérable des Russes, partout on trouve les piquants du porc-épic. Quoi! la seule chose à faire est-elle donc de rester maître de la mer Noire et de seconder d'insignifiants mouvements de troupes? N'avons-nous pas l'air de rester les bras croisés et de n'être pas venus pour aider les Turcs? En passant hier, sur les hauteurs de Varna, la revue de la division Canrobert, mon cœur bondissait, j'avais envie de crier : « En avant! » Avec de telles troupes, où n'irait-on pas! Mais je me suis retenu.... L'Empereur m'a confié son armée.

« Je tiens à sauver Silistrie. La raison politique comme la raison militaire ont marqué ma place à Varna. Dès que je pourrai réunir entre cette ville et Schumla une force suffisante, j'irai la montrer aux Russes. Adieu, frère, prie Dieu qu'ils m'attendent! »

Mais tout arrivait à Varna « par pièces et par morceaux, » comme dit le maréchal; le 9 juin il aurait voulu se mettre en marche, et le 20 juin il se voyait obligé de fixer son départ du 10 au 15 juillet. Pendant que, « avec une activité infernale, » il complétait ses divisions, ses approvisionnements, allait de Varna à Constantinople, de Constantinople à Gallipoli, voyait tout, pressait tout, et faisait une foule de plans, les événements ou plutôt les Russes ne l'attendaient pas. Voyant qu'ils ne pouvaient triompher de l'héroïsme des défenseurs de Silistrie, apprenant que l'Autriche venait de signer le 14 juin 1854 un traité avec la Porte et se préparait à les chasser des Principautés, c'est-à-dire à prendre une part presqu'active à la guerre, menacés de flanc par les Anglo-Français et harcelés par l'armée turque d'Omer-pacha, ils oublièrent leurs fanfaronnades et s'arrêtèrent à la résolution la plus sûre : s'en retourner chez eux.

Le rôle de l'Autriche dans la guerre d'Orient mérite d'être expliqué : il ne devait pas peu contribuer plus tard à lui attirer une verte leçon, car cette puissance en se plaçant dans une attitude indécise devait mécontenter tout le monde, les puissances occidentales qu'elle n'aida pas, la Russie qu'elle abandonna.

L'Empereur Nicolas avait compté entièrement sur le concours de l'Autriche, et on a vu, dans son curieux entretien avec l'ambassadeur anglais sir Hamilton Seymour, qu'il identifiait l'Autriche et la Russie. Il se considérait comme le tuteur, le père du jeune empereur d'Autriche, François-Joseph, sur la tête duquel il avait, en 1849, raffermi la couronne chancelante. Il croyait avoir des droits à la reconnaissance autri-

chienne et il en avait en effet, mais l'exemple de l'Autriche sauvée des Turcs par les Polonais et, en retour, participant au démembrement de la Pologne, aurait dû l'instruire. Il fallut comme Napoléon Ier qu'il apprît



Bachi-Bouzouks de l'armée turque. (Page 71, col. 1.)

à ses dépens combien les sentiments entraient peu en ligne de compte chez les diplomates autrichiens.

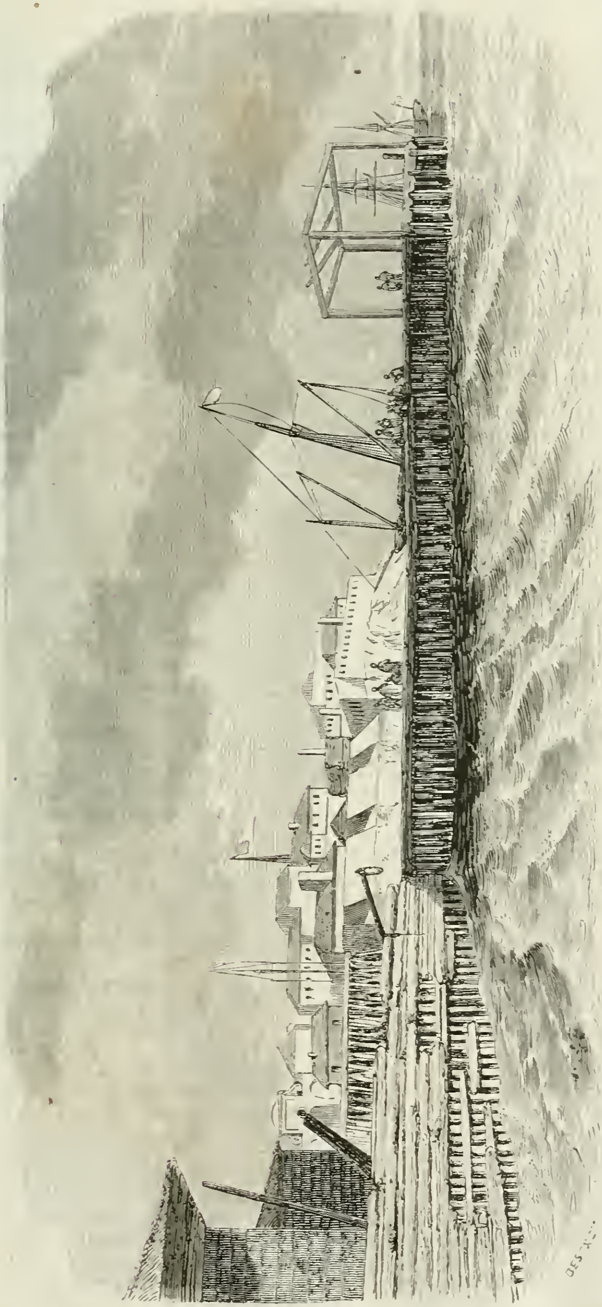
Dès le commencement de la question d'Orient, l'Autriche n'y vit qu'un moyen de s'affranchir de la tutelle



Campement des Bachi-Bouzouks. (Page 71, col. 1.)

gênante de la Russie. Elle s'était rapprochée des puissances occidentales et se flattait secrètement de l'espoir de devenir l'arbitre du différend. L'arrogance avec laquelle le tzar parlait de l'Autriche dans les entretiens secrets qui furent publiés au moment de la guerre, causa à Vienne un profond mécontentement, et au

début des hostilités l'Empereur François-Joseph parut disposé à s'unir aux puissances occidentales. L'occupation prolongée des Principautés danubiennes par les Russes l'inquiétait. L'Autriche a toujours regardé le Danube comme son fleuve, et le fait est que si on lui en ferme les bouches, elle est privée d'une grande voie commerciale, d'une artère vitale. L'Empereur François-Joseph chercha tous les moyens d'agir sans agir véritablement, de protéger ses intérêts sans se mettre en guerre avec la Russie. Les puissances occidentales la pressaient de les seconder franchement : elle paraissait en comprendre la nécessité, mais elle ne tenait pas à augmenter leur force. Il ne lui déplaisait pas au fond que les grandes puissances s'affaiblissent entre elles. Peut-être fallait-il aussi voir dans la répulsion du jeune souverain pour la guerre l'influence d'un mariage récent, pour lequel il avait consulté non la politique, mais son cœur. François-Joseph avait épousé, le 24 avril 1854, la princesse Élisabeth, fille de Maximilien, de la famille de Deux-Ponts-Birkenfeld, duc en Bavière. Il éprouva tant de bonheur à conclure ce mariage, que le jour des fiançailles il dit au général O'Donnel, qui avait écarté de lui le poignard d'un assassin : « C'est vraiment aujourd'hui que je vous remercie de m'avoir sauvé la vie. »



Varna. — Le débarcadère.

Quoi qu'il en soit, l'empereur d'Autriche crut satisfaire à tous les intérêts de son pays en offrant à la Porte d'occuper les Principautés danubiennes à la place des Russes. L'Autriche prévoyait en effet l'entrée prochaine des alliés dans ces provinces, et la présence des Français sur le Danube ne lui souriait guère plus que celle des Russes. La Porte avait déjà repoussé les propositions de l'empereur François-Joseph, qui aurait voulu occuper les provinces grecques, l'Épire, la Thessalie, où des insurrections éclataient en faveur des Russes. Elle aurait mieux aimé qu'on rendît les Principautés à elles-

mêmes, toutefois elle espérait en cédant engager davantage l'Autriche dans son alliance, et les puissances occidentales prièrent vivement le sultan d'accepter l'offre de François-Joseph. Le traité du 14 juin 1854 fut conclu.

Au moment où les Russes se retiraient, les troupes autrichiennes occupèrent les Principautés. L'empereur Nicolas n'avait garde de s'opposer à cette occupation : il ne voulait pas se mettre un quatrième ennemi sur les bras, et la présence des Autrichiens en Valachie et en Moldavie, lui agréait plus que celle des Turcs ou des Français. D'ailleurs il colorait sa retraite forcée derrière le Pruth d'un air de bienveillance pour l'Autriche, devant laquelle seule, disait-il, il cédait pour montrer son esprit de conciliation.

L'armée autrichienne ne plaisait guère aux habitants des Principautés et encore moins aux Turcs. Pour ceux-ci elle ne fut point un appui, mais un embarras. « L'armée autrichienne, disait Omer-pacha, n'est pas belligérante, elle n'est pas même dans une attitude hostile vis-à-vis des Russes. Ses cantonnements ne sont pas ceux d'une armée prête à résister à un ennemi. Les troupes sont distribuées dans les villes, les bourgades et les villages, non pas stratégiquement, mais uniquement au point de vue du bien-être du soldat. Deux régiments de cosaques enlèveraient sans la moindre difficulté tout l'état-major autrichien de Jassy, feraient une razzia sur les villages, et auraient repassé le Pruth avant que les Autrichiens eussent le temps de se reconnaître. Les officiers russes viennent à Galatz visiter leurs maîtresses ou leurs amis, et quand on demande des explications au général Augustini, qui commande à Galatz, il répond que ce n'est pas de la politique et qu'il ne s'agit que de galanterie! C'est fort bien, mais les Russes connaissent tous nos mouvements. »

Les Autrichiens se mettaient tout simplement entre les Turcs et les Russes pour qu'il n'y eût pas de collision, et qu'eux-mêmes ne fussent pas entraînés à la guerre. Il n'y avait plus rien à faire sur le Danube.

§ 6. SÉJOUR DE L'ARMÉE A VARNA; LE CHOLÉRA.

« Cher frère, écrit de Varna le 28 juin le maréchal Saint-Arnaud, j'arrive ici en toute hâte et les Russes n'y sont plus! Au moment où j'allais recueillir le fruit de toutes mes peines!

« Où vont-ils? Je n'en sais encore rien. Vont-ils prendre la ligne du Sereth ou du Pruth? Vont-ils se concentrer à Bucharest? Se jetteront-ils sur les Autrichiens avant que ceux-ci ne soient complétement préparés? Tout cela est encore dans le doute. Je crois qu'ils se retireront derrière le Pruth, et ils attendront les événements. Je ne puis, je ne veux marcher en avant que pour aider les Autrichiens. S'ils tirent le canon et se battent, je les soutiendrai et j'irai prendre les Russes à dos ou en flanc. Si l'on reste les bras croisés, je n'irai pas passer le Danube comme un niais, rejeter les Russes sur leurs réserves et leurs magasins, et m'éloigner des miens et de la mer, ma base véritable d'opérations. Il faut donc un mouvement bien décidé des Autrichiens et un appel de leur part pour me faire m'éloigner de Varna et de la mer.

« L'armée française est superbe, pleine d'ardeur, l'état sanitaire est bon, malgré la chaleur. L'armée anglaise est très-belle. J'ai parcouru leur camp hier et ce matin. J'ai été accueilli par des vivats chaleureux, tous les soldats agitaient leurs armes en criant hourra, ça m'a un peu remué. Il y a entre les deux armées une cordialité, une union, une sympathie dont on ne se fait pas d'idée, et qui semble incroyable quand on regarde vers le passé. Lord Raglan et moi nous donnons l'exemple.

« Je suis toujours dans le même état, des crises douloureuses de temps en temps, la figure bonne, du sommeil, assez d'appétit. Cela marche, et je ferai bien la campagne, deux aussi, trois peut-être. Mais après, frère, un repos, un long et entier repos. Avec mes souffrances dix-neuf sur vingt seraient au lit, moi je suis à cheval et je commande une armée. Mais tout cela se paye, la corde se détend un jour et alors.... à la volonté de Dieu! En attendant, je prie et ne me plains pas. »

Telle était la situation. Pendant les mois de juillet et d'août, l'attitude indécise de l'Autriche, l'arrivée du matériel, les maladies, réduisirent notre armée à une immobilité qui nous coûta cher. Ces deux mois cruels forment une page bien douloureuse de notre histoire militaire, que nous trouvons éloquemment écrite dans les lettres du maréchal Saint-Arnaud. Où trouver des détails plus vrais que dans cette correspondance dans laquelle se reflétaient chaque jour les émotions du moment, gaies ou tristes, confiantes ou désespérées? Où trouver pour les raconter une plume aussi animée que celle du général en chef, livré à l'activité la plus fiévreuse, tourmenté par une immense responsabilité? L'âme du chef au milieu des circonstances difficiles, c'est l'âme de l'armée elle-même, et comme l'a dit un ancien avec raison, les souffrances des soldats sont individuelles, celles du général sont universelles : il souffre de la douleur de tous. C'est à lui donc que nous demanderons des documents pour retracer cette période de la guerre d'Orient, qui n'eut même pas pour consoler nos soldats une pauvre bataille. Saint-Arnaud pouvait craindre à chaque instant d'être emporté par la maladie avant d'avoir rien fait, et sa santé déplorable rehaussait le mérite de son dévouement.

« Je ne puis, écrit-il le 28 juin, me relever du coup que m'a porté la retraite honteuse des Russes. Je les tenais, je les aurais infailliblement battus, jetés dans le Danube.

« J'ai des affaires par-dessus la tête, et chaque jour cela augmente, car chaque jour les troupes arrivent à Varna. Ce sera un grand ennui que cette agglomération de troupes à Varna. On ne peut pas laisser les soldats inactifs sans danger. Quelle boutique à mener! Ce ne serait rien devant l'ennemi. C'est énorme dans la condition où nous sommes.

« Toutes ces préoccupations ne vont pas à ma triste santé! J'aurais besoin d'un repos complet, moral et physique, et tout repos de corps et d'esprit m'est interdit. Que Dieu ait pitié de moi, je le prie beaucoup, mais sans succès. Enfin, tout cela changera peut-être! Chaque jour je suis plus dégoûté des grandeurs et des hautes positions. Je ne rêve plus que le repos à Montalais avec toi, bien tranquillement. Malheureusement, je ne puis pas, je ne dois pas me retirer à présent. J'appartiens à mon pays et à l'Empereur. Je resterai jusqu'au bout, mais c'est un grand sacrifice que je

fais.... Tout me fatigue, parler, écrire, manger, marcher, monter à cheval, tout est la cause d'une douleur. Mon Dieu, quelle vie! J'ai cependant bien assez souffert.... »

Quelquefois la confiance, le goût reparaissait : « Omer-pacha est chez moi depuis ce matin, nous sommes les meilleurs amis du monde. Il a été parfait de déférence et souvent de raison. Demain je lui montre plus de 40 000 Français pleins d'ardeur, trop pleins d'ardeur, car ils demandent tous à marcher, et c'est un embarras, même un danger. L'armée est magnifique, son état sanitaire excellent; il ne nous manque que les Russes qui s'en vont, Schilder avec une jambe de moins, Paskiewitch avec une contusion au pied, Luders avec la dyssenterie. Quel malheur que nous n'ayons pas des ailes! »

« Après ma revue, dont j'ai fait les honneurs à Omer-pacha qui était dans l'admiration, nous sommes allés voir à Devena la division du duc de Cambridge, composée de la garde anglaise et des écossais. C'était beau, mais un peu roide, *stiff*. C'est égal, c'est une belle armée et qui se battra bien. Mais la nôtre, frère, quelle ardeur, quel élan, quelle désinvolture militaire, fière et aisée!

« Omer-pacha m'a raconté d'intéressants épisodes de la défense de Silistrie. C'est d'un héroïsme si simple que cela fait venir les larmes aux yeux. Le bataillon égyptien, après avoir passé dix jours dans Arab-Tabia, a été relevé. Il avait perdu 150 hommes sur 500, ces braves gens ne voulaient pas s'en aller et regardaient comme une punition d'être arrachés à une mort certaine et qu'ils avaient acceptée. La même batterie a voulu faire le service dans Arab-Tabia. Il reste le capitaine et huit artilleurs, tous les autres ont été tués. J'ai demandé à l'Empereur dix croix et vingt médailles pour les défenseurs de Silistrie. »

La confiance ne dure pas longtemps; le 13 juillet Saint-Arnaud écrit : « Le temps marche, frère, et nous n'avançons pas, ou si lentement que cela n'est pas visible à l'œil nu. Tout le monde veut aller en avant, et moi qui le veux plus que personne, je ne le fais point paraître et je reste froid comme glace Je finirai par passer pour un poltron.

« Triste vie que celle de Varna! Mauvais climat, agglomération énorme d'hommes, mauvaises émanations, mauvaises influences, quelques cas de choléra, voilà la situation. »

A cette même date il décrivait ainsi l'état de sa santé : « J'ai un vésicatoire sur la poitrine depuis hier soir. J'ai bien souffert cette nuit, mais une douleur chasse l'autre et je n'ai pas eu de crise. Si elles reprennent, je me déciderai à subir les ventouses scarifiées. Quelle vie et loin de toi! »

Le 17 juillet : « Nos affaires semblent reculer au lieu d'avancer. Ce n'est encore ni la guerre ni la paix; mais le temps marche et traînera l'hiver après lui.... Demain, nous avons chez moi grande conférence. Nous verrons une bonne fois s'il n'est pas possible de faire quelque chose et s'il convient de rester indécis devant les Russes s'en allant sans bruit, les Autrichiens disant, pas trop haut, qu'il faut marcher, les Turcs marchant trop, les Prussiens immobiles. On peut bien dire que tout n'est pas fini, car rien n'est commencé. Je remercierais bien qui pourrait me dire quel jugement l'histoire portera, dans cent ans, sur le général en chef condamné à se mouvoir dans cet obscur dédale! »

L'histoire n'a pas attendu si longtemps pour rendre hommage à son zèle, à sa prudence, et la postérité lui comptera cette campagne de Varna comme la brillante campagne de l'Alma, et même on peut dire qu'elle lui a coûté plus d'énergie et de courage.

Saint-Arnaud, d'accord avec les deux gouvernements de France et d'Angleterre voulait frapper un grand coup et faisait les préparatifs d'une expédition en Crimée : « Hier, écrivait-il le 19 juillet, grande et longue conférence d'un intérêt bien saisissant. Tu nous vois d'ici, les amiraux Dundas et Hamelin, Bruat et Lyons, lord Raglan et moi.

« Oui ce sera, si l'on veut, une audacieuse entreprise, on en aura peu vu de plus vigoureuses et de plus énergiques. A voir la position où nous sommes, militairement et politiquement, les moyens dont nous disposons, on nous accusera de témérité, soit. Mais est-il possible d'admettre que, devant un ennemi qui se retire et vous brave, deux belles armées, deux belles flottes resteront inactives et se laisseront dévorer par les fièvres?... Non, il faut sa part au canon!

« Or, frère, je dépose dans le creux de ton oreille que vers le 10 août, nous débarquerons en Crimée.

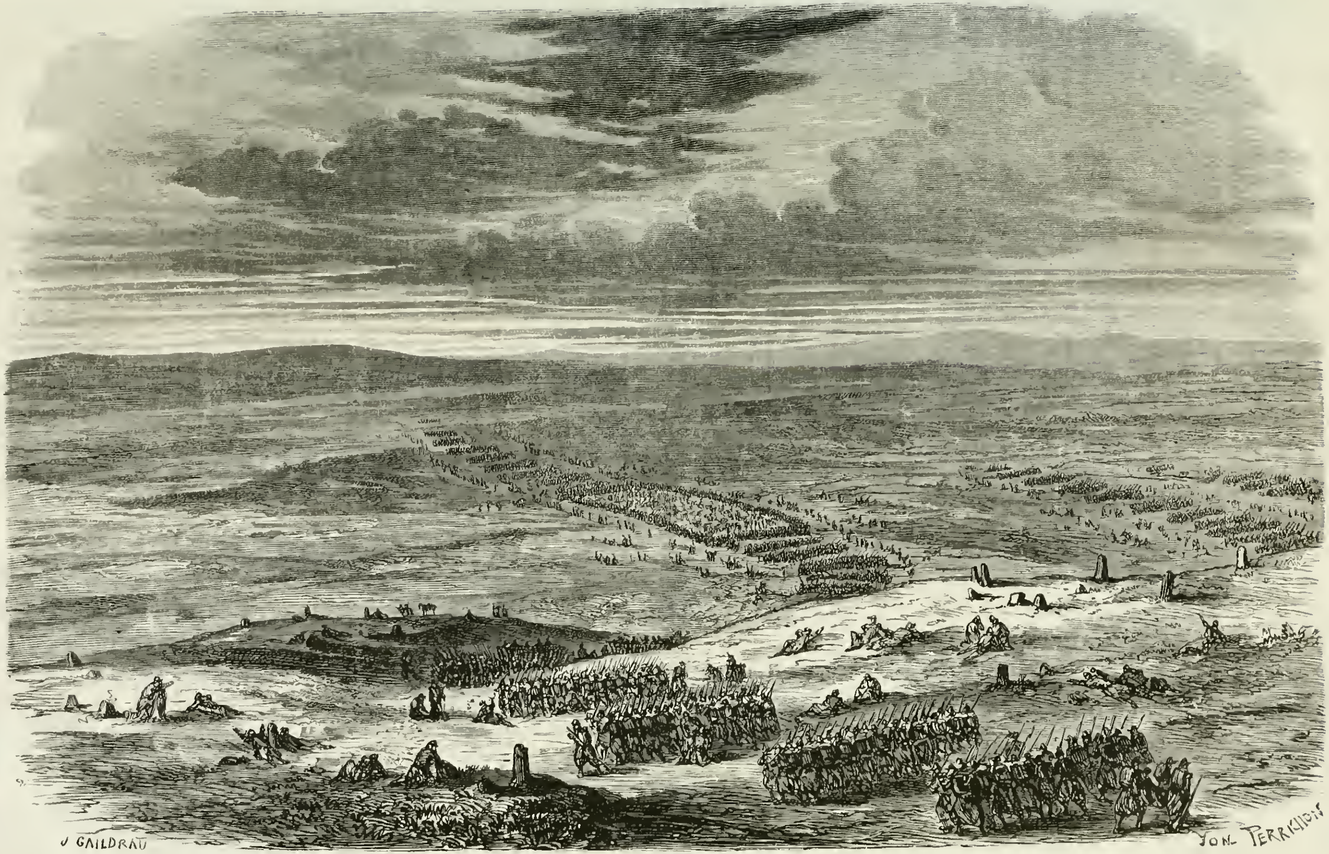
« Il faut s'attendre à une vive résistance, à une artillerie formidable et bien servie, à des difficultés de terrain, comme position pour combattre. Le fort Constantin, au nord de la ville, est considérable. C'est la clef de Sébastopol; c'est par là qu'il faudra commencer un siége en règle, mais il faudra en même temps faire un siége et livrer bataille. Quelle belle page d'histoire militaire! Au même moment immortaliser la Crimée par un siége, une et peut-être plusieurs batailles, et un combat naval! car la flotte russe ne se laissera pas brûler sans sortir. 14 vaisseaux de ligne se défendent partout[1].... »

On allait encore une fois avoir la preuve que si l'homme propose, Dieu dispose. Le choléra, cet ennemi qu'on ne peut détruire à coups de canon, vint s'abattre tout à coup sur l'armée, à Gallipoli, puis à Varna. « Il fait une chaleur tropicale, écrit un officier d'état-major du maréchal; l'eau se dessèche, les fontaines se tarissent, les rares ruisseaux sont à sec.... Des malaises subits, des vomissements disent que le moment approche où la plus terrible des luttes, la lutte sans gloire, va commencer. » Les mesures les plus rigoureuses de salubrité ne purent empêcher le mal d'éclater. Les transports de troupes qui arrivaient du midi de la France apportaient des cholériques. Un des aides de camp du maréchal écrivait au ministère de la guerre : « Le maréchal est persuadé que le choléra qui s'est déclaré à Malte, au Pirée, à Gallipoli, vient des apports successifs de la 5e division, embarquée sous l'influence cholérique qui régnait à Avignon, Arles, Marseille, au moment de leur départ. Le maréchal espère qu'on

1. Au milieu de ces préoccupations militaires se placent des détails intimes, des joies de famille : « La maréchale se porte bien; elle est dans les honneurs. Le sultan l'a reçue dans son harem. Elle y a passé une journée. Sa Hautesse lui a fait un cadeau magnifique. Elle a été invitée aux noces de la fille du sultan, destinée au fils de Reschid-Pacha. C'est encore un honneur inusité, car la fête se passera en famille. Dans le monde diplomatique, à Constantinople, on s'étonne de cette faveur si loin de l'étiquette et des usages turcs. »



Ambulance turque à Silistrie (1854).



Expédition française dans la Dobrutscha (juillet-août 1854). (Page 78, col. 2).

aura suspendu tout envoi. Les renforts ne seraient en ce moment qu'un aliment de plus pour les hôpitaux. »

Le nombre des malades et des morts s'accrut rapidement à Gallipoli : on se vit obligé de creuser de grandes fosses pour enterrer à la hâte les victimes. Deux généraux périrent, le duc d'Elchingen et le général Carbuccia. Le duc d'Elchingen était le second fils du maréchal Ney. Il était né en 1804 : admis à l'École polytechnique en 1822, il n'avait pas voulu servir dans l'armée pour ne pas prêter serment au gouvernement qui avait tué son père. Il alla servir en Suisse et revint en France en 1830. Nommé capitaine de cavalerie, il prit part à l'expédition de Belgique. En Afrique, il fut longtemps officier d'ordonnance du duc d'Orléans et se distingua dans un grand nombre de combats. Le duc d'Elchingen parlait plusieurs langues et se livrait, en dehors de son service militaire, à des études approfondies. Colonel en 1844, général de brigade en 1851, il avait sollicité la faveur d'être envoyé en Orient. La nouvelle de la mort de sa mère lui porta un coup funeste, et le 6 juillet il expirait foudroyé par le choléra.

Le général Carbuccia conduisit le deuil aux obsèques du duc d'Elchingen : trois jours après il était mort. Il arrivait d'Afrique avec sa brigade. C'était un officier des plus distingués et qui pouvait espérer le plus bel avenir : il n'avait que quarante-six ans. Savant distingué autant qu'intrépide militaire il s'était, pendant son séjour en Algérie, occupé de recherches archéologiques qui avaient attiré l'attention de l'Académie des inscriptions et belles-lettres dont il avait été nommé correspondant. Cette perte et celle du duc d'Elchingen causèrent la plus pénible émotion dans toute l'armée.

A Varna le fléau n'était pas moins terrible. D'après un officier d'état-major anglais, du 14 juillet au 15 août, 1287 hommes furent atteints du choléra, et 705 en moururent. Le 7 août, 257 hommes furent frappés et 112 expirèrent [1].

« Hier, écrivait le maréchal le 9 août, j'ai été voir, sur les hauteurs de Franka, mes deux hôpitaux de fiévreux et les débris du 1er de zouaves, qui sont campés près de là avec les malingres de la première division. C'est navrant : la fatigue, la maladie sont écrites sur tous les traits de ces braves gens, ils sont résignés, mais profondément tristes. J'ai vu là onze cents malades et deux mille malingres qui ne me sortent pas de la pensée. Je crois que pour être général en chef il faut être égoïste ; moi, je ne peux pas l'être ; j'aime mes soldats, et je souffre de leurs maux. »

Ces malheurs firent ressortir la patience et le dévouement des officiers et des soldats. Dans ses rapports au ministre de la guerre, le maréchal Saint-Arnaud vante l'énergie que tous opposaient à l'épidémie : « Partout, dit-il, je trouve la *grande nation*.... un moral de fer, un dévouement au-dessus de l'admiration. Tout le monde se multiplie; les soldats sont devenus des sœurs de charité. »

Les médecins, les officiers de santé, les fonctionnaires de l'intendance et de l'administration, les aumôniers de l'armée, les sœurs hospitalières se prodiguaient au chevet des malades et des mourants. Le corps de santé militaire perdit plusieurs médecins majors et aides-majors.

1. Le prince Napoléon fut atteint lui-même des fièvres.

§ 7. EXPÉDITION DANS LA DOBRUTSCHA ; L'INCENDIE DES MAGASINS DE VARNA.

Une expédition dans la Dobrutscha augmenta nos pertes déjà si sensibles et le remède qu'on cherchait au fléau en accrut la violence. Le maréchal Saint-Arnaud, qui se préparait toujours à descendre en Crimée, voulait faire une démonstration sur le Danube, afin de donner le change aux Russes. Il voulait aussi tirer les soldats de l'inaction, les faire marcher et éviter ainsi les inconvénients d'une grande agglomération d'hommes. Il envoya le général Yusuf avec 3000 bachi-bouzouks enrégimentés opérer une reconnaissance dans la Dobrutscha, pays malsain dans plusieurs de ses parties, comme nous l'avons dit, mais dans lequel nos troupes ne feraient qu'une courte apparition. Trois divisions échelonnées devaient au besoin soutenir le général Yusuf s'il rencontrait les Russes. La première division lancée en avant fut celle de Canrobert, dont le commandement fut donné au général Espinasse en remplacement du général Canrobert, occupé alors à explorer les côtes de Crimée : « Ne perdez pas de vue, disait Saint-Arnaud, que vous ne pouvez rester longtemps dans la Dobrutscha; vous ne devez qu'y paraître, connaître l'ennemi, tâcher d'enlever quelques postes, et une fois votre présence éventée, vous retirer et retourner sur vos pas dans les environs de Mangalia, où vous recevrez des ordres. Songez que nous avons des choses plus importantes à faire très-prochainement. »

Les troupes s'avancèrent dans des plaines sans fin, nues et tristes, couvertes de hautes herbes ou d'épines. Les misérables villages dont le pays était semé avaient été dévastés par les Russes. Il fallait emporter ses provisions avec soi. La première division, celle qui devait aller le plus loin et n'avait qu'à soutenir le général Yusuf dans le cas où il aurait en face de lui des forces supérieures, atteignit, le 27 juillet, son dernier campement, Kustendjé, sur le bord de la mer. Yusuf s'était approché des Russes; ses bachi-bouzouks engagèrent même des combats avec les Cosaques et montrèrent une réelle valeur. Le général Yusuf écrivit à Espinasse « que ses avant-gardes avaient des Cosaques devant elles, que trois régiments russes étaient dans les environs, qu'il marchait à leur rencontre avec 1200 zouaves, quatre pièces de canon et sa cavalerie, et qu'il le priait de venir à lui avec sa division. » Le général Espinasse, comme il en avait l'ordre, déféra à l'invitation de son collègue, et quittant le bord de la mer, s'enfonça dans l'intérieur des terres. Yusuf avait toujours des engagements avec les Cosaques. Voulant tomber à l'improviste sur le gros des forces ennemies réunies à Babadagh, il ordonna une marche de nuit. A six heures du soir l'ordre du départ est donné. Mais tout à coup on voit 500 hommes se rouler à terre dans d'horribles convulsions. Le choléra les a frappés, ils tombaient comme foudroyés et presque les uns sur les autres. A huit heures il y avait déjà 150 morts. Presque au même moment le choléra s'abattait sur la colonne du général Espinasse. On ne pouvait plus songer, dans de pareilles circonstances, à marcher à l'ennemi : le signal de la retraite fut donné. Aussi bien l'armée russe avait quitté ce pays non moins funeste pour elle. Ce fut une retraite bien douloureuse, Espinasse ramena le plus tôt possible ses troupes sur le bord de la mer et fit embarquer un grand

nombre de malades; mais combien de morts il avait laissés sur sa route!

Le général Canrobert arrivait pour reprendre le commandement de sa division, lorsqu'il la trouva décimée par le terrible fléau. Sa présence ranima le moral des soldats : Canrobert était un des généraux les plus aimés. Mais il a beau prodiguer ses soins, le mal est plus fort que le dévouement. Le 2 août l'épidémie éclate avec une nouvelle intensité. Les cacolets, les litières, les arabas ne peuvent suffir au transport des malades. Le général Yusuf, bien que sa position ne soit pas meilleure, est obligé d'envoyer des vivres et des moyens de transport à la division Canrobert. Le général Espinasse, atteint lui-même par le choléra, reste en arrière avec un régiment pour garder les malades. Il quittera le dernier ce pays de désolation où nous laissons enfouis tant de braves soldats qui nous eussent été si utiles devant l'ennemi. La division ramenait plus de 2000 malades. Les autres divisions, celle du général Forey surtout, furent également atteintes par le fléau, mais dans des proportions moins douloureuses.

Pendant la marche, le général Canrobert, pour relever le courage de ses soldats, leur adressa un ordre du jour magnifique : « Le fléau, dit-il, qui depuis dix jours n'a cessé de peser sur nos rangs, a à peu près disparu. La Providence, en vous l'envoyant, a voulu éprouver votre courage, votre résignation; ces vertus de l'homme de guerre ont été chez vous au-dessus du mal, dont il lui a plu de vous frapper. A l'exemple de vos pères à Jaffa, vous avez montré devant le même choléra le même front serein qui rendit les glorieux vainqueurs des Pyramides et de Monthabor encore plus grands devant la peste qu'ils ne l'avaient été devant l'ennemi, et attira sur eux l'admiration de l'histoire.

« Sous peu, nous aurons gagné des contrées saines, où votre santé sera complétement rétablie, et, après les regrets donnés à nos compagnons qui ont succombé, il ne nous restera plus de ces mauvais jours que le souvenir des vertus qu'ils ont fait ressortir en vous, vertus qui font l'orgueil et la consolation de votre général et sont le sûr garant de vos prochains succès contre l'ennemi. »

L'arrivée des malades de la Dobrutscha n'était pas faite, on le pense, pour diminuer les ravages du fléau à Varna. Les hôpitaux, les ambulances ne suffisaient pas, et il fallait embarquer une partie des cholériques sur la flotte dont les équipages eux-mêmes étaient décimés. Saint-Arnaud ne voyait dans tout cela que des motifs de se hâter, et le nom de Crimée qui était dans toutes les bouches, rendait à l'armée quelque espoir de ne pas périr tout entière dans l'inaction. Saint-Arnaud faisait continuellement exercer les soldats aux opérations d'embarquement et de débarquement : il réunissait d'immenses approvisionnements, il attendait que le choléra s'affaiblît assez pour permettre le départ. Un autre désastre vint encore l'arrêter.

« Dieu, écrivait le maréchal à sa femme le 11 août, ne nous épargne aucun malheur, aucune calamité, ma chère amie; je cherche au fond de mon âme toute mon énergie; je voudrais y trouver plus de résignation, mais la patience la plus sublime échappe en présence de catastrophes indépendantes de toute volonté, qui frappent sans cesse autour de vous et annihilent comme avec un souffle tout le bien que vous préparez à grand'peine. Un violent incendie a éclaté hier soir, à sept heures, à Varna, comme je descendais de cheval, de retour d'une visite à mes malades. Le septième de la ville n'existe plus, le feu brûle encore, mais nous en sommes maîtres. Pendant cinq heures, nous avons lutté contre une perte presque certaine. Le feu tourbillonnait autour de trois poudrières, anglaise, française et turque! Dix fois, j'ai désespéré et j'ai été sur le point de faire sonner la retraite, signal de sauve qui peut. La ville tout entière pouvait sauter. A trois heures du matin, le danger n'était plus imminent; deux heures plus tard, il avait cessé. Il nous reste une grande fatigue, le spectacle d'un grand désastre, des pertes importantes pour les deux armées et des précautions infinies à prendre. Tout le monde a rivalisé de zèle et de dévouement. Tout le monde est harassé, triste, mais ferme et calme.

« Je suis retourné tout à l'heure sur le théâtre de l'incendie. J'ai organisé le service, l'ordre et les précautions. Si le vent ne se lève pas avec violence du côté de la mer, nous sommes tranquilles.

« Au milieu de ces affreux malheurs, j'ose à peine te parler de moi et de toutes les péripéties qui ont marqué cette nuit. Naturellement, j'ai souffert beaucoup; j'ai eu trois crises violentes et j'ai été obligé de rentrer chez moi deux fois. Deux fois je me suis couché, deux fois on est venu me faire lever pour fuir le saut en l'air. Figure-toi que l'on a tout déménagé dans ma maison, et que, rentrant pour la troisième fois, je ne pouvais plus trouver à me coucher. Mes chevaux étaient partis au bivouac. Quelle scène, quel encombrement! Le zèle inintelligent et qui obéit à la peur est plus à craindre que la sottise elle-même. Enfin, la ville est sauvée, et les Grecs, qui riaient sous cape de notre infortune publique, ne comprenaient même pas que nous leur avions sauvé la vie. Surcroît d'embarras, surcroît de soucis, je les surmonterai. Ce matin je suis brisé, mais pas plus mal du reste. »

Dans une autre lettre il ajoutait quelques détails : « Un imbécile tirant de l'esprit de vin a laissé sa lumière près du tonneau, quelques gouttes ont pris feu, ont enflammé les vêtements de l'homme, qui en fuyant a mis le feu partout. En un moment, dix baraques brûlaient, l'incendie dévorait tout, alimenté par les esprits, l'huile, les liqueurs, les allumettes chimiques, que sais-je. Pendant cinq heures nous avons été entre la vie et la mort. Les flammes léchaient les murailles de nos trois magasins à poudre. Les munitions pour toute la guerre étaient là, 8 millions de cartouches! Dieu m'a inspiré, j'ai résisté, j'ai lutté, envoyé mes adieux à toi, à tous, et j'ai attendu le *saut!* Le vent a changé. Le vide s'est fait à coups de hache, les magasins ont été dégagés. A cinq heures du matin on était maître du feu, qui brûle encore....

« Rien ne m'aura manqué, frère : le choléra, le feu, je n'attends plus que la tempête.... pour la braver aussi. C'est le choléra qui m'attriste le plus. Il peut, s'il continue, me clouer dans ce sépulcre de Varna. La flotte est envahie, des vaisseaux ont perdu le dixième de leur équipage. Vois-tu ce que serait le choléra se déclarant dans des troupes entassées! Qui ne reculerait devant une entreprise risquée dans de telles conditions? Et le temps marche, et nos instructions comme nos véritables intérêts nous interdisent le Danube et nous montrent la Crimée!



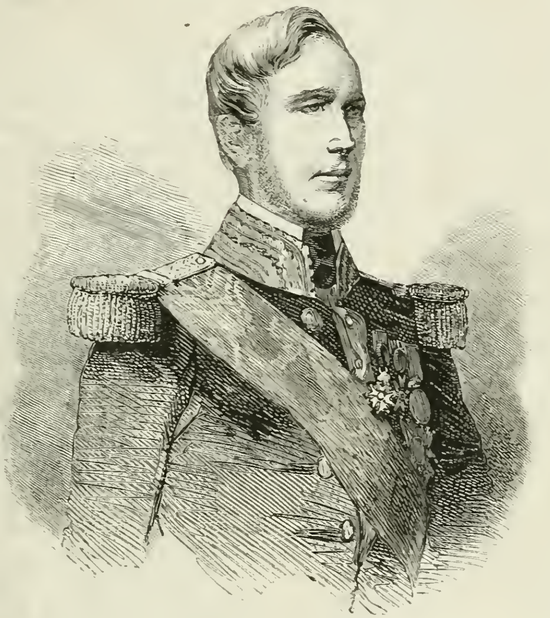
Incendie de Varna (10 août 1854). (Page 79, col. 2.)

« Cette dure épreuve de l'incendie ne m'a pas trop abîmé! Après ces heures fatales, j'ai eu trois crises atroces; le lendemain j'étais bien. »

Quelques jours après, il écrivait : « Je rentre de la messe solennelle en plein air du 15 août, et j'ai passé la revue de mes troupes. Tout cela est encore beau, mais il faudrait un autre pays, un autre climat, une autre santé et des ennemis à combattre. Le choléra s'en va de l'armée. Hier, j'ai eu vingt-cinq cas, vingt-six guérisons, vingt et un décès. C'est la situation de l'hôpital. Il y a dix jours, j'avais cent cinquante cas, quatre-vingts décès et pas de guérisons. Après tant de traverses et d'épreuves, Dieu me devrait quinze jours de bonheur, ce n'est pas trop! »

« Ma chère sœur, disait-il encore le 18 août, pendant que vous vous reposez doucement sous les tranquilles ombrages de Malromé, je me débats péniblement contre toutes les complications, toutes les calamités imaginables. Elles m'ont toutes frappé, sans m'abattre cependant. Le cœur dévoré de douleur, j'ai présenté à tous et toujours un visage calme et riant. J'ai vu mes amis, mes compagnons d'armes, mes soldats qui sont mes enfants, moissonnés comme par la foudre, et je suis resté debout sur cet ossuaire. On dirait que dans mon corps brisé par les souffrances, usé par le travail et la pensée, les forces augmentent en raison de leur décroissance chez tous ceux qui m'entourent. Espinasse, Cugnac, Boyer rentrent en France. Puységur et Clermont-Tonnerre ont été malades. Delattre est à Thérapia chez la maréchale, qui a fait de son habitation une maladrerie charitable où le prince Napoléon se rétablit de la fièvre. Quelle épreuve au bout de ma vie! J'en sortirai, ma sœur, parce que j'ai foi et que j'ai un cœur qui ne faiblit devant rien. Si je succombe, je serai tombé avec honneur; c'est le sentiment d'orgueil que je me permets.

« Quand vous recevrez cette lettre, je serai embarqué ou bien près de l'être. Priez pour les combattants de Crimée. Moi, je voudrais un grand coup, une belle victoire et ensuite un repos complet, absolu. Ah! Montalais! ah! Malromé! quand m'envelopperai-je tout entier de votre quiétude si douce, loin des affaires, des soucis et des hommes.... mais pas des femmes, chère sœur, je suis trop galant pour penser cela. Si jamais je me retrouve au milieu de ma famille réunie, bien fin qui pourra m'en séparer! »



L'amiral Parseval Deschênes.

Rien n'est touchant comme ces rêves faits par cet homme énergique qui s'épuisait tous les jours, et auquel, pour récompense de sa belle victoire de l'Alma, il allait être donné un autre repos que celui qu'il appelait de ses vœux. Laissons-le lutter contre les derniers ravages de l'épidémie, lutter contre les objections qu'on oppose à ses plans, lutter contre la difficulté des approvisionnements, lutter enfin contre la maladie qui le dévore. Nous verrons tous ses combats payés par quinze jours de bonheur. Pendant que notre armée souffre ainsi dans un pays ami, la France vient de frapper un grand coup au nord. Allons-y.

CHAPITRE V.

EXPÉDITION DANS LA MER BALTIQUE (MARS-AOUT 1854).

§ 1. CROISIÈRE DES ESCADRES ALLIÉES DANS LA MER BALTIQUE; CRONSTADT.

La France et l'Angleterre avaient résolu d'attaquer la Russie par les deux points où elle donne prise aux puissances occidentales, la mer Baltique et la mer Noire. Dans la mer Baltique nos succès furent prompts mais non aussi décisifs qu'ils devaient l'être dans la mer Noire.

Le 11 mars 1854 une flotte anglaise commandée par le célèbre vice-amiral Napier était partie pour la Bal-

tique : la flotte française commandée par le vice-amiral Parseval-Deschênes ne put la rejoindre que le 13 juin. L'escadre anglaise était à vapeur, la nôtre presque tout entière à voile. De là nos retards qu'augmentèrent les vents contraires et les difficultés de la navigation dans une mer inconnue jusque-là de notre marine de guerre.

Ce n'est pas en effet chose facile de pénétrer dans la mer Baltique, sorte de lac qui ne communique avec les autres mers que par une succession de détroits semés d'écueils. Quand on quitte la mer du Nord pour entrer dans la Baltique on se trouve dans un large bras de mer, le Skager-Rack qui semble devoir vous conduire plus au nord mais qui, rencontrant la pointe du Danemark et les côtes de Norwége, tourne au sud brusquement et forme le détroit du Cattégat, qui se trouve ainsi courir en sens inverse du premier. Ce second détroit est fermé à son extrémité méridionale par deux îles considérables, celle de Zélande à l'orient et celle de Fionie à l'occident, sans compter une multitude de petites îles moins importantes, et qui toutes, comme les deux premières, appartiennent au Danemark. Trois passages formés par ces deux îles et par les continents voisins, établissent la communication entre le Cattégat et la mer Baltique. Entre la Zélande et la Suède, se trouve le *Sund*, le plus considérable d'entre eux, très-rarement fermé par les glaces ; c'est sur ce détroit que sont bâtis Elseneur ou Helsingœr et la capitale du royaume de Danemark, Copenhague. Le canal du Milieu, qui coule entre les deux îles, est le *Grand-Belt*. Le *Petit-Belt*, le plus resserré des trois, se fraye un passage entre l'île de Fionie et le Sleswig. C'est seulement après avoir franchi l'une de ces trois passes dangereuses, parsemées d'îles et d'écueils, qu'on arrive dans la mer Baltique.

Celle-ci d'abord se dirige vers le sud-est le long des côtes de la Suède et de la Poméranie, puis à partir de Calskrona, en Suède, et du golfe de Dantzig, en Prusse, elle s'infléchit et court du sud au nord. La Suède la borde toujours à l'ouest, autrefois elle la bordait également à l'est et la Baltique était jadis un lac suédois. Aujourd'hui c'est la Russie qui borde cette mer à l'est et la dominerait si la guerre de 1854 ne lui avait enlevé d'importantes positions. La mer Baltique forme plusieurs golfes, le golfe de Riga ou de Livonie et le golfe de Finlande à l'est, le golfe de Botnie au nord. Ce dernier est plutôt la continuation de la mer Baltique qui s'enfonce et va mourir dans les terres glacées de la Suède et de la Russie septentrionale.

La flotte française traversa heureusement mais lentement tous les détroits. « Il est impossible d'exprimer les angoisses qui nous assiégeaient (écrit un officier supérieur de l'escadre), mais nous étions sans force pour agir ; le vent n'était pas pour nous. » Nos marins craignaient que l'escadre anglaise, lasse de les attendre, n'eût agi sans eux. Mais ils apprirent bientôt que les Anglais étaient mouillés dans la baie de Barosund et que l'amiral Napier était dans le golfe de Finlande. Notre escadre entra enfin dans ce golfe au fond duquel se trouvent Cronstadt et Saint-Pétersbourg. Vers le milieu du golfe le calme arrêta encore nos vaisseaux. « La largeur du golfe en cet endroit, écrivait un officier de l'escadre, n'atteint pas neuf lieues. On apercevait facilement les deux rives également basses, demi-noyées et bordées de hauts sapins, dont les tiges élancées plongeaient leur ombre dans la transparence de l'eau et prenaient à cette distance une proportion gigantesque. Pas un souffle, pas une voile ne troublait au loin la surface du golfe qui semblait dormir. Aussi le soir on put distinguer dans le sud, malgré les roches du rivage, les blanches maisons et les tours de Revel que frappait d'un dernier éclat le soleil couchant. La nuit, la première qu'on passait au milieu des forts russes fut admirable. »

L'escadre formait une colonne de dix-huit voiles : elle ne tarda pas à voir arriver à elle huit superbes vaisseaux anglais à hélice qui couraient toutes voiles serrées et déroulant dans les airs de longs nuages de fumée. Au milieu d'eux flotte un pavillon français : c'est le vaisseau l'*Austerlitz* qui, mû par la vapeur, s'était, dès le commencement de la campagne, joint à l'escadre anglaise.

Bientôt les deux vaisseaux amiraux *l'Inflexible* qui porte l'amiral Parseval-Deschênes, et *le Duc de Wellington* qui porte l'amiral Napier, se reconnaissent. L'amiral Parseval, bien que plus ancien de grade, veut saluer le premier le pavillon de l'amiral anglais, mais celui-ci rend immédiatement le salut et les salves de canon se confondent. Les musiques des bâtiments jouent, les matelots font retentir l'air de leurs acclamations. Les deux escadres réunies vont rejoindre les autres vaisseaux dans la baie de Barosund. 47 bâtiments de toute sorte se trouvèrent alors mouillés dans cette baie, naguère déserte, 19 appartenaient à la France, 27 à l'Angleterre. Le vaisseau anglais, le *Duc de Wellington* était le plus magnifique navire qu'on eût encore construit : armé de 131 canons il avait une force de 700 chevaux; par sa vitesse, la puissance de son artillerie et sa beauté il défiait toute rivalité. Le 14 juin l'amiral Napier vint rendre visite à l'amiral Parseval qui le reçut à la tête de tous les commandants des bâtiments de l'escadre. Le 15 juin l'amiral Parseval rendit à sir Charles Napier sa visite et les deux chefs délibérèrent sur les opérations qu'ils allaient entreprendre.

Sir Charles Napier avait déjà un renom européen, et il savait bien se décerner à lui-même les éloges qu'il méritait lorsqu'on méconnaissait ses services. Né en 1786 et fils d'un capitaine de vaisseau, il était entré dans la marine à l'âge de treize ans. Il gagna ses grades dans la longue lutte de l'Angleterre contre Napoléon Ier. En 1809 il était capitaine de vaisseau. De 1815 à 1829, sir Charles Napier resta en disponibilité. Rentré au service, il fut un des plus ardents propagateurs de la navigation à vapeur. Il joua un rôle important dans les troubles du Portugal, dont le trône avait été usurpé par Don Miguel, et, par sa victoire du cap Saint-Vincent (3 juillet 1833), il assura le triomphe de la souveraine légitime Doña Maria en même temps que du parti constitutionnel. L'arrivée au pouvoir, à Londres, du parti tory, rejeta sir Charles Napier dans l'inactivité. Il ne reparut sur mer qu'en 1840, dans la crise européenne provoquée par la question d'Orient. Pour forcer le pacha d'Égypte à évacuer la Syrie, il bombarda, en présence de la flotte française immobile, les villes de Sidon, de Beyrouth, de Saint-Jean-d'Acre, et signa à Alexandrie le traité imposé à Méhémet-Ali par l'Angleterre. En 1841, sir Napier fut élu membre de la Chambre des communes, mais son

caractère rude et remuant le brouilla avec son parti qui l'abandonna. Il s'en vengea par des lettres mordantes où il n'épargnait pas à ses ennemis les injures et à lui-même les éloges. « J'ai détrôné Don Miguel, disait-il; ma victoire du cap Saint-Vincent a changé les bases politiques de l'Europe. Par la prise d'Acre, j'ai écarté une guerre avec la France et raffermi le cabinet Melbourne. » Il critiquait vivement l'administration de la marine et s'attribuait le mérite de toutes les réformes, à lui, « le plus brillant officier de la flotte et le seul président possible du conseil de l'amirauté. » Ces fanfaronnades ne déplaisent pas aux Anglais. Sir Charles Napier, devenu vice-amiral en 1853, annonça hautement, lorsqu'il partit pour la Baltique, qu'il prendrait Cronstadt en un mois. Au moment où l'escadre française le rejoignit, sir Napier, qui avait déjà pu juger de l'état des défenses de Cronstadt, regrettait de s'être avancé si loin.

Nos officiers sont moins confiants, mais ne sont pas moins brillants. Le vice-amiral Parseval-Deschênes était de quatre ans plus jeune que sir Charles Napier. Né en 1790, il avait également gagné ses premiers grades dans les guerres de l'Empire; à la désastreuse bataille de Trafalgar il survécut, presque par miracle, à la destruction du vaisseau *le Bucentaure*. En 1809, il se distinguait à l'heureux combat des Sables-d'Olonne. De 1810 à 1814 il fit partie de l'escadre de *l'Escaut*. Il reçut ensuite le commandement de la Guyane française et fut chargé de missions importantes sur les côtes du Brésil, dans l'Amazone, aux Antilles, missions dans lesquelles il courut les plus grands dangers. En 1824, lieutenant de vaisseau, il se faisait remarquer par son intrépidité au siége de Barcelone. Au siége d'Alger il commandait *l'Euryale*. En 1833, chef d'une division navale, il participait au siége de Bougie et obtenait le grade de capitaine de vaisseau. Il fit en cette qualité partie de l'expédition chargée d'obtenir satisfaction de Rosas, président de la Confédération Argentine. En 1836 il prit part, au Mexique, au bombardement de la forteresse de Saint-Jean-d'Ulloa, marcha à la tête d'une colonne d'assaut, contre le fort de Saint-Iago, et s'empara d'un bastion armé de 8 bouches à feu. L'amiral Baudin le cita « comme un des officiers auxquels il devait des remercîments pour le dévouement cordial qu'il avait trouvé en eux, leurs habiles et énergiques dispositions, et l'excellent esprit qu'ils avaient su inspirer à leurs équipages. » Contre-amiral en 1840, Parseval-Deschênes fut nommé vice-amiral en 1846. Il remplit alors les fonctions de préfet maritime dans plusieurs ports de France et faisait partie du conseil d'amirauté depuis 1851, lorsqu'il fut appelé au commandement de l'escadre de la Baltique où il devait acquérir de nouveaux titres de gloire.

Sir Charles Napier et Parseval-Deschênes, qui devaient opérer avec une rare entente et une union parfaite, sont morts la même année, en 1860.

Parseval-Deschênes proposa d'abord à son collègue de se diriger vers Cronstadt, non pour l'attaquer, puisque cette place semblait imprenable sans une flottille de chaloupes canonnières, dont on manquait; mais pour défier la flotte russe, montrer les deux escadres naviguant de concert et faire ainsi une démonstration qui aurait une grande signification politique. Sir Charles Napier y consentit. Le 22 juin, la majeure partie de la flotte combinée quitta la baie de Barosund. Une chaleur de 25 degrés pesait sur les équipages et augmentait les fatigues de l'expédition. L'armée naviguait tout entière à la vapeur : nos navires à voiles étaient remorqués par des vapeurs anglais. Quarante heures après le départ, les vaisseaux mouillèrent à 38 milles de Cronstadt. Les vigies avaient signalé la flotte russe, on crut que la bataille tant désirée allait se livrer. Pendant deux jours on se prépara avec une fiévreuse activité au combat. A bord de chaque vaisseau tout n'est plus que mouvement, du fond de la cale jusque dans la mâture. Un va-et-vient continuel, précipité, tumultueux, transporte tout : cloisons, malades, ameublements, linge, fourneaux de cuisine, tout ce qu'on veut sauver du boulet, tout ce qui peut gêner la manœuvre, s'engloutit dans les faux-ponts et au-dessous. Sur le pont, la mousqueterie s'arme; par tous les panneaux on hisse les boulets, les obus, les poudres, la mitraille, les balles à incendie. Bientôt on aperçoit le phare qui s'élève à la pointe occidentale de l'île où est situé Cronstadt. Le golfe se rétrécissait d'instant en instant. On allait découvrir la ville. Par ordre de l'amiral Parseval, l'aviso *le Souffleur*, pavoisé de deux séries de signaux, parcourut rapidement l'intervalle des deux colonnes, annonçant à l'armée entière la vue de trente voiles à l'est. Les espérances naissaient de toutes parts, mais les circonstances devaient trahir le courage de nos marins. Les vigies indiquèrent bientôt que tous les vaisseaux russes étaient mouillés au fond du port, derrière leurs redoutables lignes de batteries et leurs forteresses.

Huit jours durant, la flotte alliée attendit, mais en vain, la sortie de la flotte russe. On vit bientôt que c'était un parti pris de l'ennemi : il ne voulait point se mesurer avec nous, bien abrité qu'il était par les redoutables défenses de Cronstadt. Les amiraux employèrent le temps à bien étudier les approches de cette fameuse citadelle, qu'on ne pouvait, à cause du peu de profondeur des eaux, attaquer avec nos gros vaisseaux.

Cronstadt est la citadelle de Saint-Pétersbourg. Bâtie sur une île située à 27 kilomètres de la capitale moscovite, elle est devenue la première place de guerre de l'Europe. L'île n'a guère plus de 3 lieues de long et 2 kilomètres de large. Le sol est semé partout d'aspérités et a le fond granitique comme sur les côtes septentrionales de la Baltique. L'île est partout entourée d'un banc de sable, excepté à son extrémité sud-est où se trouvent la ville et les ports.

Cette île ferme pour ainsi dire le golfe de Finlande. Elle ne laisse entre elle et la terre que deux passages : un au nord, l'autre au sud. Au nord les récifs rendent le passage impraticable et les Russes l'ont encore intercepté, en y coulant des navires. Au sud les basfonds ne laissent libre qu'un chenal sinueux, étroit, ayant juste assez d'eau pour le passage des navires qui sont obligés de défiler un à un sous le feu croisé de plusieurs forts armés d'une puissante artillerie. De plus, l'approche du chenal et du port de Cronstadt est défendue par sept autres forts, élevés en mer, sur des rochers, véritables masses de granit à trois étages de batteries. La position de ces batteries savamment choisie, en fait un ensemble de fortifications terribles. Le fort Alexandre, qu'aucun autre n'égale au monde, selon le récit de quelques écrivains, a coûté 32 millions : son achèvement ne date que de 1848. Il est de



Cronstadt. (Page 83, col. 2.)



L'escadre française quittant la rade de Barosund (juillet 1854). (Page 87, col. 2)

forme cylindrique et percé pour 128 pièces rangées en quatre étages. On évaluait à 3000 canons le nombre de pièces par lesquelles Cronstadt pouvait foudroyer les vaisseaux qui l'auraient attaqué. Un bombardement de cette place ne pourrait se faire qu'avec des chaloupes canonnières, ayant un faible tirant d'eau, des frégates cuirassées et des machines infernales sous-marines. L'établissement militaire de Cronstadt n'a pas coûté moins de 200 millions.

Cronstadt renferme une population de 40 ou 50 000 âmes, si l'on y comprend 20 000 soldats et marins. Son port de commerce est assez important, parce que entre Cronstadt et Saint-Pétersbourg le fonds diminue depuis 15 jusqu'à 8 pieds seulement. Aussi les navires de commerce qui calent plus de 6 à 7 pieds sont-ils obligés de rester à Cronstadt et de transborder leurs passagers et leurs marchandises sur les petits bâtiments du pays, qui peuvent seuls aborder aux quais de la Newa.

Les amiraux, montés sur des frégates, s'avancèrent jusqu'à deux milles et demi de la place, et l'explorèrent avec le plus grand soin. Le phare Tolboukin, situé à l'extrémité occidentale de l'île, avait été abandonné par les Russes : des matelots de l'escadre y allèrent défier l'ennemi et arborer sur son sommet des pavillons anglais et français le jour même où les vaisseaux russes se pavoisaient à l'occasion d'une de leurs fêtes nationales. Mais on ne releva pas le défi.

Les amiraux ne pouvaient rester indéfiniment inactifs dans ces parages insalubres, ils établirent une ligne de croisières pour le blocus et s'en retournèrent à leur mouillage de Barosund (6 juillet).

§ 2. PRISE DES FORTS DE BOMARSUND (ILES D'ALAND). (16 AOUT 1854.)

Les gouvernements voulaient cependant qu'un coup fût frappé dans la mer Baltique. Sur le rapport des deux amiraux, ils approuvèrent le projet d'une expédition contre les îles d'Aland. Les escadres apprirent avec joie qu'elles allaient enfin avoir à combattre et que la France envoyait 10 000 hommes de troupes de l'armée de terre. Le choléra s'était déclaré à bord des vaisseaux. Le seul moyen de l'arrêter était de s'écarter des côtes marécageuses de la Finlande. L'amiral Parseval annonça à son escadre la nouvelle campagne qui allait commencer, et félicita ses marins de leur patience dans la campagne qui venait de finir. « En trois mois à peine écoulés, dit-il, vous avez eu à vaincre des difficultes réservées d'ordinaire aux plus longues navigations. Aucune fatigue, aucune épreuve n'ont manqué à votre zèle, à votre dévouement : exercices et travaux incessants pour vous présenter dignement à vos amis et à nos ennemis; vigilance continuelle dans une mer trompeuse, semée d'écueils, où chaque inconvénient est un danger; influences épidémiques, aujourd'hui disparues, grâce à Dieu, mais non sans pertes cruelles, vous avez tout accepté, tout supporté avec cette parfaite discipline, ce courage calme et patient de l'homme de mer, et cette confiance mutuelle qui honore la marine française à tous les degrés de la hiérarchie. C'est mon devoir et c'est mon bonheur de vous en remercier. Ce que vous avez fait me répond de ce que vous ferez dans la nouvelle phase de notre campagne.

« Les flottes russes, dans leurs propres mers, paraissent décidées à ne pas accepter le combat offert par les flottes alliées. Devant Cronstadt, notre rôle allait se réduire au blocus de 500 lieues de côtes. L'Empereur n'a pas voulu qu'il en fût ainsi. Sa Majesté a désigné un but important à nos efforts et à nos canons : je suis heureux de vous l'annoncer.... L'Empereur envoie ses aigles rejoindre nos vaisseaux pour montrer aux régions du Nord ce que peut la puissante volonté de la France armée pour une noble cause : le droit du plus faible et la liberté de l'Europe.

« La marine et l'armée sont depuis longtemps accoutumées à s'appuyer l'une sur l'autre, n'ayant d'autre rivalité que celle de bien faire. »

Dix mille hommes avaient été réunis à Calais et devaient être embarqués moitié sur des vaisseaux français, moitié sur des vaisseaux anglais. L'Empereur les avait passés en revue et leur avait adressé ces belles paroles qui, comme toutes celles qu'il prononce, retentirent dans l'Europe entière : « Soldats, la Russie nous ayant contraints à la guerre, la France a armé 500 000 de ses enfants, l'Angleterre a mis sur pied des forces considérables. Aujourd'hui nos flottes et nos armées, unies pour la même cause, vont dominer dans la Baltique comme dans la mer Noire. Je vous ai choisis pour porter les premiers nos aigles dans les régions du Nord : des vaisseaux anglais vont vous y transporter; fait unique dans l'histoire qui prouve l'alliance intime de deux grands peuples et la ferme résolution de deux gouvernements de ne reculer devant aucun sacrifice pour défendre le droit du plus faible, la liberté de l'Europe, et l'honneur national !

« Allez, mes enfants, l'Europe attentive fait ouvertement ou en secret des vœux pour votre triomphe. La patrie, fière d'une lutte où elle ne menace que l'oppresseur, vous accompagne de ses vœux ardents, et moi, que des devoirs impérieux retiennent encore loin des événements, j'aurai les yeux sur vous, et bientôt en vous revoyant, je pourrai dire : Ils étaient les dignes fils des vainqueurs d'Austerlitz, d'Eylau, de Friedland, de la Moskowa. Allez! Dieu vous protége ! »

Le commandement du corps expéditionnaire avait été donné au général Baraguey d'Hiliers, naguère rappelé de l'ambassade de Constantinople, et à la disposition duquel on avait mis le yacht impérial *la Reine Hortense*. Le général Baraguey d'Hiliers était de plus chargé d'une mission auprès du gouvernement suédois dont nous allions servir les intérêts en nous emparant de Bomarsund.

Baraguey d'Hiliers est fils d'un général de l'Empire. Soldat dès l'enfance, il était sous-lieutenant aux chasseurs à cheval en 1812 et, à la bataille de Leipsick, eut le poignet gauche emporté par un boulet. En octobre 1815 il devint capitaine dans la garde royale, fit la campagne d'Espagne comme chef de bataillon, et fut nommé lieutenant-colonel en 1825. A l'expédition d'Alger il gagna le grade de colonel. Commandant en second de l'école Saint-Cyr en 1832, il y réprima avec une grande énergie un mouvement républicain : il fut promu maréchal de camp en 1836 et nommé commandant en chef de l'École polytechnique. En 1840 il partit pour l'Algérie et fit plusieurs expéditions contre les Arabes, ayant sous ses ordres le duc d'Aumale. Il fut nommé lieutenant général en 1843 et commandant supérieur de Constantine. Mais, à la suite de revers,

on le mit en disponibilité (1844). Il était inspecteur général d'infanterie lorsque la révolution de Février éclata. Il manifesta une vive opposition contre les partisans de Ledru-Rollin et fut nommé par les électeurs du Doubs membre de l'Assemblée constituante. Le 15 mai il se mit à la disposition de la commission exécutive; mais, aux journées de juin, il refusa de prendre un commandement que le général Cavaignac lui offrait. On lui a beaucoup reproché ce refus. Réélu à l'Assemblée législative, le général Baraguey d'Hiliers soutint la politique de l'Elysée. Il fut un des fondateurs et le président du comité électoral de la rue de Poitiers. Au 2 décembre 1851, il concourut à l'accomplissement du coup d'État et fit partie de la Commission consultative. Nous le verrons devenir une des principales figures militaires du second Empire.

Les flottes combinées, sitôt l'expédition décidée, s'étaient portées dans la baie de Ledsund, à l'extrémité sud des îles d'Aland afin d'intercepter toute communication des îles avec la Finlande. Le groupe des îles d'Aland se trouve presque à l'entrée du golfe de Finlande, et quasi en travers du golfe de Botnie qu'elles



Le général Baraguey d'Hiliers.

ferment presque complétement. Elles se prolongent par une suite d'îlots très-près de la côte de Suède et leur possession intéresse également la Suède et la Russie entre lesquelles les îles semblent un pont jeté par la nature, pont dont la plus forte puissance abusait pour menacer la plus faible.

Le 6 août, les navires qui amenaient le corps expéditionnaire se réunirent aux flottes et furent accueillis par de vives acclamations. Le général en chef reconnut avec les amiraux Napier et Parseval, les points les plus favorables au débarquement des troupes et les flottes allèrent mouiller dans la baie de Lumpar, au nord de laquelle était située la forteresse de Bomarsund qu'on se proposait d'attaquer.

On débarque. « A l'horizon les regards rencontrent des montagnes aux sommets arides et dénudés. Sur leurs flancs s'étagent inégalement des pins et des sapins dont la sombre verdure s'entremêle parfois au feuillage plus riant des bouleaux. Tout le pays est montagneux; la côte est semée de petites baies séparées les unes des autres par des pointes de rochers qui les cachent complétement. Dans les bas-fonds, la

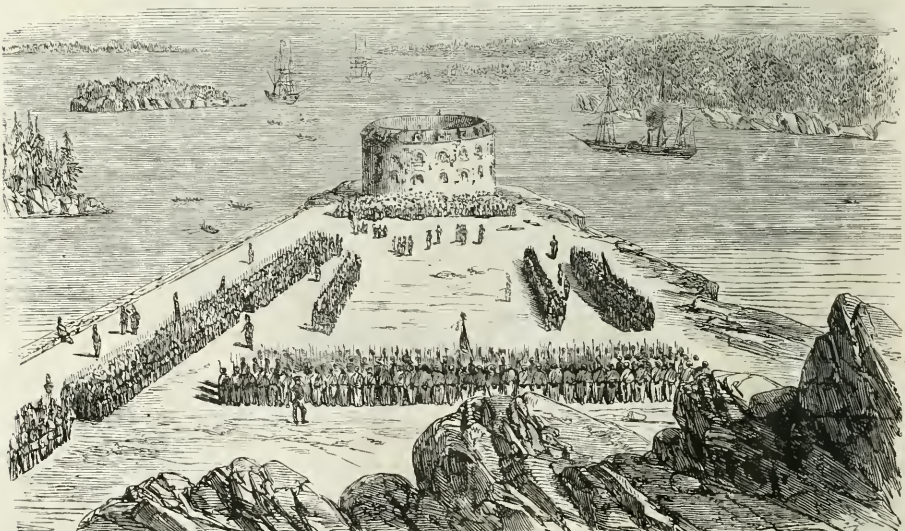
végétation semble assez robuste et s'étend jusqu'au bord de la mer; on aperçoit des pâturages, quelques champs de seigle et de pauvres hameaux; mais toutes les habitations qui entourent Bomarsund, même dans un rayon étendu, ont été incendiées par les Russes [1]. »

Les roches granitiques sur lesquelles reposaient la



Prise de possession de Bomarsund (16 août 1854). (Page 91, col. 1.).

forteresse de Bomarsund et les trois grandes tours qui la protégeaient offraient un aspect très-tourmenté. Le général Niel, commandant le génie, dut, accompagné de cinq à six soldats, se glisser de rocher en rocher, d'arbre en arbre, pour étudier les passages par lesquels nos soldats pouvaient arriver à l'abri des feux de la



Réception de la garnison prisonnière du fort de Presto (16 août 1854). (Page 91, col. 1.)

place, et les points où on établirait les batteries. Bomarsund était à la fois fortifié par la nature et l'art. « L'ile d'Aland, écrivait le général Baraguey d'Hiliers est découpée dans la direction nord et sud, par des bras de mer qui s'enfoncent dans les terres, et dans lesquels

1. Bazancourt, *la Marine française*, t. II.

se jettent une foule de lacs qui, joints entre eux par des ruisseaux de déversement, permettent d'isoler presque entièrement quelques points de l'île. Ainsi, en partant de Bomarsund, cette forteresse, située sur le bord de la mer, a derrière elle un bras de mer et deux lacs ou marais qui en défendent les approches. »

Les fortifications de Bomarsund comprenaient un fort principal et trois tours détachées. Au pied d'un rocher qui portait une tour octogone se déployait, au bord de la mer, une longue façade circulaire, moitié occupée à gauche par des casernes et moitié par des batteries casematées. Cet immense bâtiment, situé au niveau de la mer, présentait deux étages de casemates ; il dominait le détroit qui sépare la grande île d'Aland de celle de Presto. Les autres tours détachées croisaient leurs feux sur la forteresse. Deux se trouvaient sur des hauteurs de l'île de Lumpar; la troisième dans l'île de Presto. Ces tours se défendaient l'une l'autre. Elles étaient construites avec beaucoup de soin et à deux étages casematés : des lucarnes permettaient aux tirailleurs finlandais de plonger au loin dans la campagne. Le parement extérieur des tours était, comme celui de la forteresse, composé de blocs de granit. dont les joints ayant une forme pentagonale, donnaient à la maçonnerie l'aspect d'une mosaïque.

On avait hâte de voir quel effet notre artillerie produirait sur le granit. Dans la nuit du 11 au 12 août on commença les premiers travaux et on établit des batteries contre la tour du sud dont on voulait d'abord s'emparer. Dans les premières heures les Russes tirent bien et démontent trois de nos pièces. Mais nos canons prennent bientôt une grande supériorité. Si nos boulets se brisent contre le granit, ils ébranlent les blocs du parement, et on aperçoit, sur le soir, des fissures aux angles des embrasures. Le feu redouble; nos tirailleurs bien abrités lancent des balles, presque toujours précises. Aussi à cinq heures la tour cesse de répondre et déploie un pavillon blanc. Le commandant demande une suspension d'armes de deux heures pour prendre les ordres du général en chef. On lui accorde une heure, au bout de laquelle l'entente n'ayant pu s'établir, le feu recommence. Pendant la nuit, nous élevons une nouvelle batterie et les Anglais en construisent également une à côte des nôtres. Au point du jour, le 14, les Russes aperçoivent ces nouveaux canons qui menacent cette fois la tour d'une destruction complète. Ils cessent de tirer. Nos sapeurs et nos chasseurs s'élancent, escaladent le revêtement et prennent le commandant, deux officiers et une trentaine de soldats, seul reste de la garnison, qui venait d'abandonner la tour. Nous occupons ce point qui domine toutes les positions de Bomarsund ; mais le feu de l'ennemi en rend la possession dangereuse. A nos bombes ont succédé celles des Russes; les maçonneries des voûtes menacent de s'écrouler en plusieurs



Incendie des forts de Bomarsund (31 août 1854). (Page 91, col. 2.)

endroits. On reconnaît qu'il y aurait grand danger à vouloir retirer les poudres, on éloigne les troupes de la tour et bientôt l'incendie allumé par les bombes détermine une explosion formidable : la tour du Sud n'existe plus.

On décide alors que les Anglais se retourneront contre la tour du Nord et pendant qu'ils battraient cette tour, nous devions nous couler par la droite, en profitant des accidents de terrain, pour établir une puissante batterie de brèche contre la gorge de la forteresse.

Le 15 août à sept heures du matin le bombardement recommença. La place et la tour du Nord envoyaient sur nos soldats beaucoup de boulets et de mitraille, mais des rochers abritaient nos artilleurs et nos tirailleurs. Les marins avaient cherché nuit et jour, sous le feu des tirailleurs russes, la sonde à la main, les fonds qui permettraient aux vaisseaux l'approche de la citadelle. L'amiral Napier et l'amiral Parseval purent prendre part au bombardement de la forteresse. « Nous dirigeâmes, disait Parseval dans son rapport, le feu de nos plus forts calibres sur les murailles de granit et nous ne tardâmes pas à être agréablement surpris des effets de ce tir à grande portée. Par une heureuse coïncidence nos vaisseaux, pavoisés pour la solennité du 15 août, saluaient la fête de l'Empereur d'une manière inaccoutumée. Je me rendis successivement à bord de tous les bâtiments engagés au feu, et j'eus la satisfaction de constater partout l'adresse et le sang-froid de nos bons et braves canonniers. Les dégâts ne tardèrent pas à se manifester de toutes parts ; le feu de l'ennemi s'était visiblement ralenti. »

Dans la soirée du 15 août la tour du Nord se rendit aux Anglais qui parvinrent à ouvrir une brèche entre deux embrasures. Aussitôt on hâte pendant la nuit l'établissement de nouvelles batteries de brèche. En même temps pour achever l'investissement de la place et ôter à l'ennemi sa dernière chance de retraite, on fait occuper l'île de Presto par un détachement de cinq cents hommes d'infanterie de marine et 180 soldats de marine anglais. Cette occupation et l'attaque de la tour de Presto, troisième et dernière sentinelle avancée de Bomarsund produisirent sur la garnison un effet décisif.

Le 16 août, à la pointe du jour, le feu recommence contre la place du côté de la terre. Du côté de la mer, l'ennemi répond d'abord vigoureusement, mais les ravages de nos boulets sont considérables, la chute des trois tours, l'investissement complet de la forteresse décourageaient profondément l'ennemi.

A midi, au plus fort de la canonnade, un pavillon parlementaire parut, du côté de la mer à une embrasure, disparut tout à coup et reparut enfin peu de temps après. La place demandait à capituler. Les amiraux firent alors le signal de : *cesser le feu*. Mais du côté de la terre on ne pouvait apercevoir le pavillon de la forteresse et le feu continua. Deux embarcations partirent, portant le capitaine de frégate de Surville, aide de camp de l'amiral, et le capitaine Halle, envoyé de l'amiral Napier. Les deux officiers descendent à terre. « Vos avant-postes, dit le capitaine anglais à M. de Surville, font un tel feu de mousqueterie qu'il est impossible d'avancer. » Les deux envoyés avancèrent néanmoins malgré les balles qui sifflaient et les bombes qui éclataient autour d'eux. Ils portaient le pavillon anglais et le pavillon français : un matelot tenait devant eux le pavillon parlementaire. Enfin ils arrivèrent sains et saufs devant la forteresse et demandèrent pourquoi on avait arboré le pavillon blanc. Un officier russe répondit en français qu'on demandait une suspension d'armes. Les envoyés répondirent que d'après leurs instructions ils ne pouvaient traiter que d'une capitulation complète. L'officier russe répondit qu'il allait en référer au général-commandant. Nos avant-postes ayant aperçu les parlementaires ne tiraient plus, mais les batteries ne cessaient pas leur feu. L'officier russe revint bientôt et dit qu'on acceptait la capitulation mais que le général voulait y mettre certaines restrictions. Les parlementaires demandèrent à être introduits. Ils entendirent les coups de pioche qui enlevaient la terre amassée à la porte de la forteresse; ils entendaient en même temps des cris, des vociférations épouvantables, des coups de fusil dans l'intérieur. Évidemment il y avait lutte dans la garnison. Enfin, la porte est déblayée et s'ouvre : les officiers russes s'empressent d'entourer les deux envoyés pour les couvrir contre la fureur des soldats : un lieutenant-colonel d'infanterie était venu se joindre à eux. Ils furent témoins d'un désordre inexprimable. Les soldats russes se révoltaient contre leurs chefs; les uns voulaient se rendre, les autres ne voulaient pas et parlaient de faire sauter la forteresse. Les officiers russes armèrent les parlementaires de pistolets pour qu'ils pussent se défendre.

Cependant les envoyés parvinrent jusqu'au général Bodisco, qui les reçut entouré de plusieurs officiers supérieurs. Le visage du général portait l'empreinte d'une profonde tristesse. « Ma première pensée, dit-il, n'avait d'abord été que de demander une suspension d'armes; mais d'après les ordres que vous avez reçus et qui viennent de m'être transmis, je renonce à cette demande pour vous faire celle de capituler. Seulement, ajouta-t-il, je voudrais mettre à la reddition du fort quelques conditions que je vais rédiger de concert avec mes officiers. » M. de Surville répondit qu'il n'avait mission que de recevoir une capitulation pure et simple. Les compagnons du général murmurèrent, leurs regards s'animèrent et ils parlèrent d'une défense désespérée. Mais les envoyés leur apprirent que l'île de Presto était occupée par nos troupes, et que le lendemain de nouvelles batteries chercheraient cette fois à ouvrir une brèche. Les officiers russes se retirèrent vivement irrités dans un réduit voisin : leur délibération toutefois ne fut pas longue, ils revinrent se mettre entièrement à la discrétion des vainqueurs. Le général Bodisco voulait rendre son épée à l'amiral français : « Les amiraux vous laissent l'honneur de la conserver, répondit aussitôt M. de Surville; vous rendrez cette épée au général commandant en chef le corps expéditionnaire, si elle vous est demandée. » Le gouverneur exprima toute sa reconnaissance aux deux envoyés qui montèrent sur la toiture de la forteresse et y arborèrent les deux pavillons alliés. A ce moment les amiraux, inquiets de ne pas voir revenir leurs officiers, descendaient à terre. Ils entrèrent sans obstacle dans la forteresse où arrivait presque en même temps le général Baraguey-d'Hiliers avec un bataillon de ligne. Baraguey-d'Hiliers reçut des mains du gouverneur la capitulation de la place. Le commandant de la gar-

nison de la tour de Presto se rendit aux troupes de marine qui avaient occupé l'île.

« A cinq heures, les prisonniers, au nombre de 2400, quittèrent le fort pour être embarqués sur les bâtiments qui devaient les conduire à Lessund, où se trouvaient les vaisseaux transports anglais. Ce fut un spectacle à la fois triste et grave. Ils marchaient en ordre de bataille, les tirailleurs en tête. Les soldats et les officiers étaient sans armes. Le général et les officiers supérieurs seuls avaient conservé leur épée. Parmi eux était un vieux colonel d'artillerie, qui déjà nous avait combattus en 1812. C'était un de ceux qui s'étaient opposés le plus énergiquement à la reddition de la forteresse et voulaient s'ensevelir glorieusement sous ses débris. L'expression de son visage disait assez que l'âge n'avait pas affaibli chez lui les vertus du soldat. Les embarcations des deux escadres rangées avec ordre attendaient les prisonniers devant le débarcadère. Le général, entouré de son état-major, s'embarqua le premier, et avant de se rendre à bord du *Tilsitt*, sur lequel il devait rester jusqu'à son départ pour la France, il se dirigea vers le vaisseau amiral. La garde l'attendait sous les armes au haut de l'échelle ; quand il parut, on lui rendit les honneurs dus à son grade. Le vieux général en parut profondément ému, les larmes lui vinrent aux yeux, et en s'approchant de l'amiral, il le remercia avec effusion[1]. »

La prise de Bomarsund était un coup sensible porté à la puissance russe. Les travaux terminés n'étaient pas la cinquième partie des travaux commencés. La situation géographique d'Aland, son magnifique port, dont le difficile accès augmentait encore la valeur, tout permettait de deviner la pensée de l'empereur de Russie, de créer à Bomarsund un vaste établissement naval à cheval sur les deux golfes de Bothnie et de Finlande, menaçant la Suède et commandant la Baltique dans des conditions bien supérieures à celles où se trouvaient Cronstadt et Sweaborg.

Cette prise de Bomarsund eut un grand retentissement en France où elle était la première victoire remportée sur les Russes. Le général Baraguey-d'Hilliers fut élevé à la dignité de maréchal de France. Le vice-amiral Parseval-Deschènes fut nommé grand-croix de la Légion d'honneur, et le 2 décembre de la même année élevé à la dignité d'amiral. La chute de Bomarsund eut encore plus de retentissement en Suède. La capitale, Stockholm, était délivrée d'une menace perpétuelle, et le roi de Suède ne voyait plus des fenêtres de son palais la gueule des canons russes. Aussi organisa-t-on immédiatement des parties de plaisir pour aller visiter les ruines de la citadelle de granit et mesurer la taille du géant abattu.

On n'aurait pu garder Bomarsund pendant l'hiver. Les gouvernements décidèrent que cette redoutable forteresse serait détruite. La belle tour de Presto, attaquée le 31 août par la mine, sauta la première. Les autres tours disparurent successivement, mais la forteresse demanda un travail long et important qui dura plusieurs jours. Vingt fourneaux de mines furent placés dans les casemates partagées en zones égales, et une mèche de plus de 2000 mètres de longueur circulait en tous sens, parcourant tous les lieux où des amas de poudre avaient été ménagés. Le 2 septembre, les sapeurs du génie mirent le feu à la mèche, qui bientôt fuma ; puis ils se retirèrent en courant, pour éviter d'être atteints par l'incendie. La fumée avança peu à peu, et bientôt une explosion formidable se fit entendre ; elle fut suivie de plusieurs autres, non moins terribles. Une fumée noire et épaisse, du milieu de laquelle s'élançaient des débris de murailles, se développa, obscurcit l'atmosphère et couvrit la rade et les bois d'alentour. Une foule immense assistait à ce spectacle d'un aspect si sombre et si grandiose. Les habitants du pays, accourus de toutes les parties de l'île et tous les soldats du corps expéditionnaire, garnissaient les tertres et les hauteurs. La nuit vint. Un vaste incendie succéda à l'explosion et éclaira de ses flammes la baie de Lumpar tout entière. Le lendemain et les jours suivants, la fumée s'élevait encore du milieu de ces décombres, seul reste du travail de tant d'années.

§ 3. INTÉRIEUR ; LA SESSION LÉGISLATIVE ; CRÉATION DE LA GARDE IMPÉRIALE (1er MAI 1854).

L'attention de la France était, on le pense, tournée tout entière vers la mer Baltique où nos soldats combattaient, vers la Turquie où ils souffraient. Lorsque le drapeau flotte au dehors, on s'intéresse rarement à ce qui peut se passer à l'intérieur. Cependant les travaux de la paix n'avaient pas été ralentis par ceux de la guerre. La crise des subsistances qu'on venait de traverser et qui devait se renouveler, avait même déterminé le gouvernement à donner une impulsion plus vive encore aux travaux publics. Le Corps législatif n'avait pas interrompu le cours de ses discussions, souvent moins paisibles qu'on ne le croyait généralement.

M. de Montalembert avait écrit une lettre fort vive à M. Dupin, où celui-ci n'était pas le seul attaqué. La lettre fut publiée en brochure. Ici la loi intervint. M. de Montalembert fut accusé d'avoir publié, distribué ou fait distribuer en France un écrit où le gouvernement était attaqué. L'auteur de la lettre étant député et siégeant à cette époque même, il fallait demander au Corps législatif l'autorisation de le poursuivre. Cette demande souleva une vive discussion. M. de Montatembert reconnaissait bien la lettre comme son œuvre, mais il affirmait n'avoir point participé à la publication, et la publication seule était incriminée. Beaucoup de députés ne voulaient pas accorder l'autorisation. M. de Montalembert perdit sa cause en intervenant et en s'emportant contre la politique et les tendances du gouvernement impérial. Il éloigna la plus grande partie de ses alliés. Néanmoins l'autorisation de poursuivre ne fut accordée que par 184 voix contre 51. Cette affaire, d'ailleurs, se termina par une ordonnance de non-lieu.

Nous ne nous étendrons pas, nous l'avons dit, sur les travaux du Corps législatif. Nous réservons toutes les mesures législatives pour un chapitre spécial où, coordonnées, elles seront mieux comprises et mieux appréciées. Dans la session de 1854, outre le budget, des lois furent adoptées sur l'instruction publique, sur l'abolition de la mort civile, sur les livrets d'ouvriers, sur la propriété littéraire, d'une loi qui étendait la compétence des juges de paix pour les petits loyers dans les grandes villes, des lois sur les lignes télégraphiques, sur la taxe des lettres, etc. Le président du

1. Bazancourt, *la Marine française*.



Nouvelle garde impériale créée p



‑cret du 1er mai 1854. — Infanterie.

Corps législatif, M. Billault, dans le rapport qu'il adressa à l'Empereur, signala l'exercice fréquent du droit d'amendement dans l'examen des projets de loi émanés du conseil d'État.

Le 1er mai un décret parut au *Moniteur*, dont le principal article disait : *La garde impériale est rétablie.* C'était la résurrection, après trente-neuf années, de ce corps célèbre et populaire, orgueil de notre ancienne armée et de notre histoire. Napoléon disait à Sainte-Hélène : « Si jamais nous en avons le loisir, il nous faut écrire l'histoire de ma garde. Ce livre sera comme un monument indestructible que j'élèverai à la mémoire de ces braves dont la France se glorifiera le plus. Oui, ajoutait Napoléon, j'érigerai ce monument, si je puis parvenir à rassembler les matériaux qui me manquent pour le mettre en œuvre; car jamais il n'y eut un plus bel assemblage d'hommes intrépides que dans ce corps d'émulation et de récompense, où l'on n'était admis qu'avec des qualités physiques et morales, longuement éprouvées. »

La garde impériale de Napoléon Ier a noblement inscrit son histoire sur tous nos champs de bataille, et sa fin, à Waterloo, fut une fin héroïque. Ce n'était pas une de ces gardes de luxe servant seulement à la parade. Modèle de bonne tenue, de discipline, rompue à toutes les fatigues, la garde était de plus une merveille d'intrépidité. Au fort des batailles, les régiments de ligne, lorsqu'ils rencontraient une résistance opiniâtre ou un nombre d'ennemis trop supérieur, demandaient « où est la garde? » Leurs acclamations la saluaient lorsqu'elle paraissait, arrêtant l'impétuosité de l'ennemi et brisant les obstacles. Napoléon disait à Sainte-Hélène : « Avec ma garde complète, de 40 à 50 000 hommes, je me serais fait fort de traverser toute l'Europe. » La garde se surpassa dans la campagne de 1814. « Ce qu'ils ont fait, disait l'Empereur après le combat de Château-Thierry en parlant des hommes de sa vieille garde, ne peut se comparer qu'aux romans de chevalerie et aux hommes d'armes de ces temps, où, par l'effet de leur armure et l'adresse de leurs chevaux, un en battait trois ou quatre cents. » Et une autre fois l'Empereur écrivait : « C'était absolument la tête de Méduse. »

Le prince Louis-Napoléon, publiant en 1832 un petit écrit intitulé : *Rêveries politiques*, formulait, pour la France, un projet de Constitution dont les dispositions ont en grande partie trouvé place dans la Constitution de 1852. Cette Constitution se terminait par une phrase qui devint l'article 1er du décret du 1er mai 1854 : « La garde impériale est rétablie. » Les circonstances dans lesquelles s'effectuait ce rétablissement, indiquaient assez que dans la pensée de l'Empereur la nouvelle garde devait marcher sur les traces de son aînée. Il n'en voulait pas faire un corps qui se distinguât seulement par ses priviléges, mais aussi par sa discipline et sa bravoure. Il a réussi.

Cette garde, dont le commandement était confié au général Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, formait une division mixte comprenant deux brigades d'infanterie et une brigade de cavalerie, un régiment d'artillerie, une compagnie du génie, un régiment de gendarmerie.

Les avantages attribués à la garde impériale étaient ceux qui appartenaient déjà dans l'armée aux troupes d'élite, c'est-à-dire qu'elle jouirait d'une solde plus élevée et porterait un uniforme spécial. Cet uniforme fut calqué avec les modifications nécessitées par l'usage, sur les anciens uniformes de la garde de Napoléon Ier. Ce corps d'élite devait avoir la droite sur tous les autres corps, excepté sur l'escadron des *cent-gardes*, créé le 25 mars de la même année pour le service intérieur du palais des Tuileries et la garde particulière de l'Empereur.

La garde impériale, à peine formée, alla en Orient recevoir le baptême du feu. Nous la retrouverons en Crimée.

CHAPITRE VI.

EXPÉDITION DE CRIMÉE (SEPTEMBRE 1854-SEPTEMBRE 1855). — L'ALMA (20 SEPTEMBRE 1854).

§ 1. CONSEIL DU 17 AOUT 1854; DÉPART DE L'ARMÉE EXPÉDITIONNAIRE DE VARNA; LA CRIMÉE.

Les fléaux de tout genre qui avaient assailli les armées alliées à Varna, augmentaient les difficultés de l'expédition qu'on avait résolu de faire en Crimée. Aussi les objections contre cette expédition se multiplaient-elles et beaucoup d'officiers supérieurs proposaient-ils d'y renoncer. Saint-Arnaud persistait au contraire dans ses projets. Il réunit le 17 août un grand conseil de guerre où furent appelés les amiraux des deux flottes. Sans rien rabattre de la vérité, le maréchal Saint-Arnaud traça le tableau de la situation des deux armées frappées par le choléra, inactives, se décimant loin de l'ennemi, sans profit et sans gloire. Il montra la nécessité impérieuse de prendre enfin une attitude offensive : il énuméra volontiers les difficultés qu'offrait une descente en Crimée, mais mit en regard les chances favorables, tout cela avec une précision, une netteté, une fermeté de paroles admirables : « Jugez, appréciez, dit-il à ses collègues, élevez-vous à la hauteur des circonstances, souvenez-vous que l'Europe entière vous regarde, et prononcez! Mais sachez-le bien, l'irrésolution n'est plus permise, une fois une décision prise il ne sera plus possible de regarder en arrière et de revenir sur ses pas. Si vous vous prononcez dans le sens affirmatif, rien ne devra plus vous arrêter. » La discussion fut vive. L'amiral Dundas se montrait entièrement opposé à l'entreprise; l'amiral Hamelin hésitait devant l'immense responsabilité dont il fallait se charger. Mais Saint-Arnaud avait de son côté lord Raglan, l'amiral Lyons et l'amiral Bruat. Au moment du vote, les contradictions cessèrent. Consulté le premier, lord Raglan dit oui. L'amiral Dundas, entraîné, dit également oui, bien qu'à contre-

cœur. Tous les autres votes furent dans le même sens. On comprenait que dans une circonstance aussi solennelle il fallait une adhésion unanime de tous les chefs. Le maréchal Saint-Arnaud qui par son énergie, avait, on peut le dire, amené ce résultat, vota le dernier. Quand tout fut terminé il leva la séance par ces mots : « Messieurs, c'est donc chose convenue et *irrévocablement arrêtée*, l'expédition aura lieu. Réunissons maintenant tous nos efforts pour ne perdre ni un jour, ni une heure, ni une minute. »

Une activité fébrile s'empare de toute l'armée, sitôt qu'elle sait l'expédition décidée et prochaine. Tous les préparatifs se font avec l'entrain le plus joyeux. Le 25 août les soldats accueillent avec enthousiasme l'ordre du jour du maréchal qui leur disait : « L'heure est venue de combattre et de vaincre, généraux, chefs de corps, officiers de toute arme, vous ferez passer dans l'âme de vos soldats la confiance dont la mienne est remplie. Bientôt nous saluerons ensemble les trois drapeaux réunis, flottant sur les remparts de Sébastopol, de notre cri national : *Vive l'Empereur !* »

Quelques jours après il portait à la connaissance de l'armée une proclamation de l'Empereur : « Soldats et marins de l'armée d'Orient, disait Napoléon III, vous n'avez pas encore combattu, et déjà vous avez obtenu un éclatant succès. Votre présence et celle des troupes anglaises ont suffi pour contraindre l'ennemi à repasser le Danube, et les vaisseaux russes restent honteusement dans leurs ports. Vous n'avez pas encore combattu, et déjà vous avez lutté avec courage contre la mort. Un fléau redoutable, quoique passager, n'a pas arrêté votre ardeur. La France et le souverain qu'elle s'est donnée ne voient pas sans une émotion profonde, sans faire tous les efforts pour vous venir en aide, tant d'énergie et tant d'abnégation.

« Le premier Consul disait en 1799, dans une proclamation à son armée : « La première qualité du sol- « dat est la constance à supporter les fatigues et les « privations; la valeur n'est que la seconde. » La première, vous la montrez aujourd'hui; la deuxième qui pourrait vous la contester? Aussi nos ennemis, disséminés depuis la Finlande jusqu'au Caucase, cherchent avec anxiété sur quel point la France et l'Angleterre porteront leurs coups, qu'ils prévoient bien être décisifs; car le droit, la justice, l'inspiration guerrière sont de notre côté.

« Déjà Bomarsund et deux mille prisonniers viennent de tomber en notre pouvoir. Soldats, vous suivrez l'exemple de l'armée d'Égypte ; les vainqueurs des Pyramides et du Mont-Thabor avaient comme vous à combattre des soldats aguerris et la maladie; mais, malgré la peste et les efforts de trois armées, ils revinrent honorés dans leur patrie. Soldats ayez confiance en votre général en chef et en moi. Je veille sur vous, et j'espère, avec l'aide de Dieu, voir bientôt diminuer vos souffrances et augmenter votre gloire. Soldats, au revoir! »

La nouvelle de la prise de Bomarsund excita au plus haut degré l'émulation de l'armée d'Orient qui, elle aussi, allait enfin avoir ses victorieux bulletins.

« Bientôt, écrivait le maréchal le 23 août, la plus redoutable flotte que depuis longtemps on ait vue, si on en a vu de pareille, voguera vers la Crimée pour y vomir en vingt-quatre heures, à la barbe des Russes, 60 000 hommes et 130 pièces de canon. Nous dépassons Agamemnon, et notre siége ne durera pas aussi longtemps que celui de Troie. Il y a dans l'armée plus d'un Achille, pas mal d'Ajax et plus encore de Patrocles. Tout ira bien, mes ordres sont donnés et, Dieu aidant, la France aura, en octobre, à enregistrer un des plus beaux, un des plus hardis faits d'armes de son histoire militaire. Je n'embouche pas la trompette, je ne sonne pas le tocsin, mais ce sera beau, très-beau. Nous ne demandons qu'une mer hospitalière pour quatre jours.

« L'état sanitaire de l'armée et de la flotte va s'améliorant de jour en jour. La vigueur et le moral reviennent à nos soldats, que j'ai vus, homme par homme, dimanche dernier, pendant six heures. Enfin, j'ai confiance entière, toute indécision a cessé, tout le monde est content.

« Je t'ai exposé le pour et le contre à l'endroit de Sébastopol. Aujourd'hui, je ne vois plus que le *pour*. Je perdrai moins de monde pour prendre Sébastopol que je n'en ai perdu par le choléra et par les fièvres. C'est une grande responsabilité, il faut savoir la porter, même se mettre au-dessus d'elle, c'est ce que je fais. Si je réussis je serai un grand homme; si je ne réussis pas, je serai ce que l'on voudra, mais cela sera débattu, c'est toujours une consolation. Quant à moi, j'ai la conscience intime que je fais ce que je dois, peu importe le reste. Ah! frère, comme je me reposerai après cela! J'ai passé ma nuit à faire des siéges de Sébastopol et des proclamations à mes soldats. »

Au milieu des plus graves préoccupations, le maréchal trouvait assez de liberté d'esprit pour écrire à sa femme le 25 août : « C'est ta fête aujourd'hui, ma Louise, et je ne suis pas près de toi pour te la souhaiter. Cela me fait un vif chagrin. Hier, je t'ai envoyé par *la Mouette* mon petit souvenir qui t'arrivera aujourd'hui. Tu croyais peut-être que j'oublierais ta fête, c'eût été presque pardonnable au milieu de tant d'affaires; mais non tu recevras un bouquet de fleurs de toute nature, odoriférantes et non mêlées de soucis, je les garde pour moi. Quant au solide, je te l'enverrai de Sébastopol; il faudra bien que tu aies un souvenir de ce pays-là; il me préoccupe assez. Je voulais partir le 25, mais nous ne sommes pas encore prêts. Je pousse tout le monde, je gronde, cependant cela marche et je serai en mesure pour le 2 septembre. Demain, les amiraux viennent et nous aurons notre dernier conseil. Je te promets que je mènerai les choses si vigoureusement en Crimée que nous aurons bientôt fini. Je ne veux pas que cela dure plus d'un mois Nous aurons bien de la peine à nous débrouiller les premiers jours, mais nous nous tirerons toujours d'affaire. »

Le 28, il disait : « Je souffre, mais tu sais que je sais souffrir, je dévore le temps et la pensée. Oh! le temps! c'est le sixième jour de la lune, et il est beau. Toute la lune sera belle, c'est le calcul que faisait mon vénérable maître le duc d'Isly, et je crois comme à tout ce qui vient de lui. J'espère que du haut du ciel il m'inspirera devant l'ennemi.

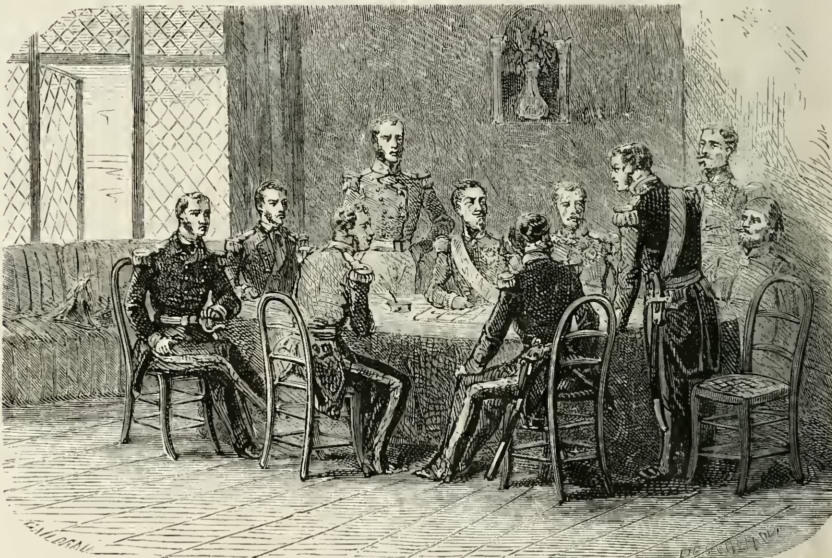
« Le prince Napoléon m'a bien dit qu'il voulait te prendre sur *le Roland*. Tu serais venue que j'aurais été bien heureux, mais ce sont de ces bonheurs bien courts que l'on paye trop cher, il vaut mieux que je ne te voie pas. Je me serais beaucoup attendri et cela m'aurait fait mal. Je souffre déjà bien assez et j'ai be-

soin de tout mon courage, et de toute mon énergie. Peut-être le repos forcé de la traversée me remettra-t-il. Dans tous les cas, je me connais et je sais qu'au moment solennel la machine se remontera au diapason le plus élevé, dût-elle ensuite retomber affaissée sur elle-même! J'ai éprouvé cela bien des fois dans ma vie. Dieu ne me retirera pas sa grâce au moment où elle me sera le plus nécessaire. »

Le jour de l'embarquement approchait et la maladie livrait au maréchal de nouveaux assauts. Sa santé délabrée ne lui laissa plus de trêve au moment où il avait à ordonner une des plus périlleuses entreprises :

« J'ai passé une triste nuit, écrivait-il le 30 août, malgré les sangsues qu'on m'a posées hier. Ce matin, je me suis trouvé si brisé que j'ai fait le paresseux et je n'ai pas eu une seconde pour t'écrire. Après déjeuner la maladie m'a reconduit sur mon lit, et à quatre heures je me suis fait appliquer un vésicatoire, mon dernier recours pour combattre mon ennemi. J'en suis là, je lutte, j'attends, surtout j'espère. Il me faudrait un mois consécutif de repos et de chaleur dans mon lit, puis les soins, puis les eaux de Baréges ou de Bagnères-de-Luchon. Tout cela est bien loin de moi; mais les crises se rapprochent, prennent de la violence. L'état aigu tourne au permanent. J'ai l'espoir que le retentissement des coups de canon longtemps répétés agira sur mes nerfs et sur ma poitrine. C'est une chance à laquelle je me rattache, comme l'homme qui se noie à la branche de saule. La branche cassera peut-être.... Tout cela est entre les mains de Dieu.

« Nous allons toujours, les minutes sont précieuses. Le coup d'œil si vivant, si animé de la rade de Varna est saisissant, et cependant beaucoup de bâtiments ont déjà gagné Baltchick, rendez-vous général. Le temps se soutient toujours et augmente mes regrets d'être encore ici. »



Conseil de guerre à Varna (17 août 1854). (Page 94, col. 1.)

Le 2 septembre : « Je me lève dans les conditions les plus tristes du monde, nuit atroce, faiblesse, souffrance, coup de vent dans la rade, enfin toutes les contrariétés imaginables, physiques et morales. Malgré tout, je m'embarque à deux heures et je serai à Baltchick à quatre heures. Nous ne mettrons à la voile que demain, si le vent le permet. Je m'abstiens de toute réflexion, celles que je pourrais faire seraient tellement amères qu'elles ne seraient plus chrétiennes. Aurai-je assez bu dans le calice d'amertume? Il y a des moments où mon âme entière se révolte et se soulève. La prière n'agit plus sur moi que comme une tempête. Son impuissance me rejette parfois dans le doute et je souffre tant que ma foi s'ébranle. Je me demande pourquoi s'accumulent sur un pauvre être tant de tortures et de supplices infligés au corps comme à l'âme. Si encore la douleur physique me laissait toutes mes forces, je lutterais; mais les forces s'épuisent dans la lutte, elle est trop longue. Tout a un terme. Enfin, il me reste un espoir : le repos forcé du bord. La mer m'éprouvera, et ce mal fera diversion à l'autre. De plus, je serai forcé de garder le repos absolu du corps, je m'efforcerai d'y joindre celui de l'esprit. »

« .... Ce soir je serai à Baltchick, les Anglais ne sont pas encore prêts. Les flottes ne partiront pas avant demain soir ou le 4 de grand matin. Cet appareil est formidable et difficile à mettre en mouvement.

« Il est temps que cela finisse, frère, car mes forces s'usent et la maladie qui me mine prend des proportions effrayantes. Jour et nuit, des crises atroces qui se rapprochent et deviennent plus violentes.

« L'appétit disparaît; l'inflammation viendra se porter sur le cœur et s'annoncera par une péricardite. J'en



Le sultan Abdul-Medjid-Khan.

ai déjà paré une à Paris, au ministère; un vésicatoire que j'ai à présent sur la poitrine lutte contre une seconde attaque. Mais avec de telles douleurs augmentées par de profondes préoccupations, l'inflammation doit venir et ce sera la fin.

« Je ne demande que de pouvoir terminer ma tâche. Si j'ai le bonheur de prendre Sébastopol, je demanderai à l'Empereur de rentrer en France. En honnête homme, je ne puis garder un fardeau que je n'aurais plus la force de porter.

« Par une dernière grâce d'état, ma figure ne dit rien de mes souffrances et pour tout le monde je représente. Mon énergie fait le reste. Le jour du débarquement, le jour d'une bataille, je retrouverai du ressort, mais après...? »

L'embarquement commença le 1er septembre. Notre flotte fut obligée d'attendre plusieurs jours la flotte anglaise. L'amiral Dundas ne pouvait se décider. Il ne se décida que le 7 après une vive conférence avec l'amiral Lyons. Le temps était superbe. Jamais pareil spectacle n'avait frappé les regards des hommes. Les flottes alliées couvraient 7 lieues de mer : on ne voyait qu'une forêt de mâts. Autour des vaisseaux nobles et majestueux, se pressait une foule de transports. 60 000 hommes voguaient ensemble avec un matériel immense vers la Crimée, sur laquelle cette armée allait s'abattre avec une ardeur, une rapidité, une précision étonnantes. Les marines alliées donnaient là une preuve éclatante de leur puissance et de leurs ressources en jetant ainsi sur une terre ennemie, à six cents lieues de la patrie et d'un seul coup, une armée tout entière.

Nos soldats employaient gaiement les longues heures de la traversée. Toujours insouciants et confiants, ils ne voyaient que la gloire à conquérir sur cette terre où sans doute elle allait leur sourire, mais attristée, hélas! par bien des deuils.

La Crimée est une presqu'île rattachée à la Russie continentale par un isthme étroit, l'isthme de Pérékop. Elle a 23 000 kilomètres carrés de superficie, avec une population de 350 000 habitants. La Crimée est terminée, à l'est, du côté de l'Asie, par une autre presqu'île, celle de Kertch. Si l'on ne fait pas attention à cette langue de terre, la Crimée offre l'aspect d'un quadrilatère dont les rives battues et rongées par les flots de la mer Noire, présentent des lignes nettement dessinées. La partie septentrionale, sur une largeur de 150 kilomètres, n'est qu'une plaine immense, sablonneuse, souvent saline, sans arbres, sans ruisseaux, brûlante l'été, glacée l'hiver, presque complétement inculte et inhabitée. C'est une prolongation des steppes de la Russie, et comme elles, sans cesse fouettée par le vent du nord. Une chaîne de montagnes protége heureusement contre ce vent la partie méridionale de la Crimée qui est au contraire couverte de bois, de jardins, de vignes, et arrosée par plusieurs cours d'eau. On appelait le midi de la Crimée, avec un peu d'exagération, le jardin de la Russie.

Bien que placée sous une latitude très-méridionale, la Crimée a des hivers fort rudes et nos troupes devaient en faire l'expérience. Les deux extrêmes de la température s'y font sentir, l'extrême froid et l'extrême chaleur. Les variations du temps y sont brusques et funestes. Des nuits glaciales succèdent à des journées brûlantes, et on attribue à leur influence les fièvres intermittentes qui ont une certaine réputation de mauvais aloi, et qu'on connaissait déjà, avant la guerre de 1854, sous le nom de fièvres de Crimée.

Cette péninsule, destinée à jouer un rôle si important dans l'histoire contemporaine, avait déjà sa place marquée dans l'histoire ancienne. Les Cimmériens paraissent avoir les premiers occupé cette presqu'île désignée, dans l'antiquité, sous le nom de Tauride. Ces peuples sauvages immolaient sans pitié les malheureux que la tempête jetait sur leurs bords inhospitaliers. C'est non loin de Sébastopol, à la pointe sud-ouest de la péninsule, que s'élevait le temple de Diane où Iphigénie, racontent les traditions, reconnut son frère qu'elle allait sacrifier aux implacables divinités de la Tauride. Mithridate avait réuni la Crimée à son royaume du Pont, et c'est de là qu'il voulait partir pour aller à travers la mer Noire (le Pont-Euxin), et en remontant le Danube, chercher les Romains jusque dans Rome. C'est à Panticapée que mourut ce grand homme, trahi par son fils et abandonné de son armée qu'effrayaient ses gigantesques projets.

Lors de l'invasion des barbares, la Crimée fut occupée par les peuplades du Nord qui s'y succédèrent en la ravageant. La côte méridionale resta cependant soumise à l'empire grec de Constantinople jusqu'à l'invasion des Tartares de la Horde-d'Or. Les nomades qui se répandirent sur la Russie, la Hongrie et la Pologne, s'emparèrent pour longtemps de la Crimée. Les Génois, frappés de l'utilité commerciale des côtes de cette presqu'île, achetèrent un coin de terre où ils bâtirent un comptoir, Kaffa, puis Balaklava, etc. Les Turcs arrivèrent, chassèrent les Génois et conquirent la Crimée. Sous la domination ottomane, facilement acceptée des Tartares, la Crimée prospéra. Elle était plus peuplée, plus industrieuse et plus riche qu'elle ne l'est aujourd'hui. Les Russes au dix-huitième siècle firent, on le sait, des progrès immenses au Midi. Ils cherchaient à s'assurer la possession des côtes de la mer Noire, car cette mer est un débouché nécessaire aux productions des contrées méridionales de l'empire moscovite. En 1736 et 1740, le maréchal Münich pénétra jusqu'à la capitale de la Crimée : Simphéropol. Les invasions se succédèrent jusqu'au règne de Catherine II, qui soumit définitivement cette contrée et l'appelait, dit-on, *la route de Constantinople*. Déjà en effet les czars et les czarines, fidèles aux recommandations de Pierre le Grand, songeaient à détruire l'empire ottoman, et c'était porter un coup sensible à l'ambition moscovite que de l'atteindre dans cette presqu'île, insignifiante par rapport à son étendue, très-précieuse par rapport à sa situation. Nous verrons bientôt ce que les Russes avaient fait de Sébastopol, d'où leur flotte pouvait, au premier signal, fondre sur Constantinople, et le pourrait encore, si au prix d'immenses sacrifices, la France et l'Angleterre n'y avaient mis ordre, aimant mieux prévenir le danger que de s'exposer à accourir trop tard.

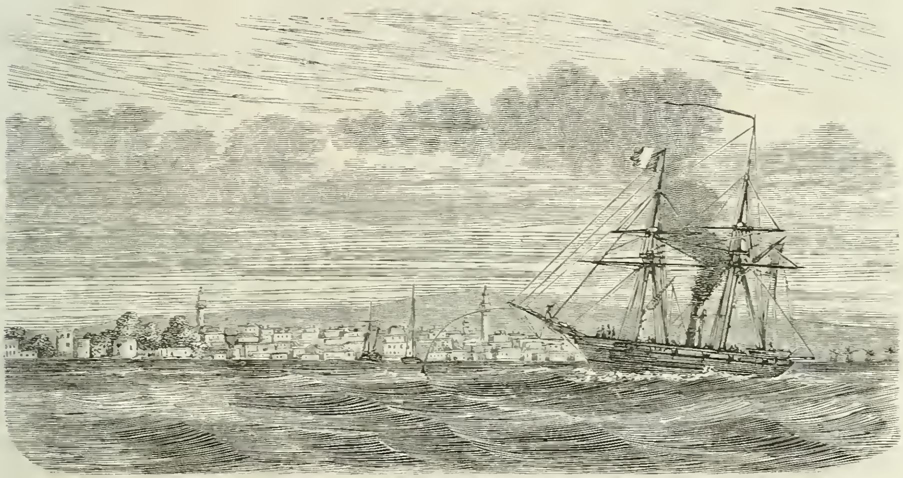
§ 2. SOUFFRANCES DU MARÉCHAL SAINT-ARNAUD; DÉBARQUEMENT DES ALLIÉS A OLD-FORT (CRIMÉE) LE 14 SEPTEMBRE 1854.

La traversée de notre armée de Varna en Crimée fut heureuse. Mais si l'état de la mer inspirait confiance, si les soldats se réjouissaient d'être bientôt en face de l'ennemi, les chefs avaient de graves préoccupations.

Ils songeaient aux plans à suivre. Le choix du point de débarquement était surtout la chose la plus délicate. Le maréchal Saint-Arnaud l'avait fixé sur la côte occidentale, à plusieurs lieues au nord de Sébastopol, à l'embouchure d'une petite rivière, la Katcha. On apprit que les Russes, informés de nos intentions, occupaient ce point. Le maréchal ne voulait pas s'en inquiéter, et un débarquement sous le feu de l'ennemi ne l'effrayait nullement. Mais ses collègues demandaient le choix d'une autre place, et une commission partit en avant pour explorer le rivage et déterminer le point de débarquement. Le maréchal Saint-Arnaud aurait désiré accompagner cette commission. Malheureusement la maladie le clouait sur son lit. Il avait à lutter contre d'atroces douleurs. Je ne sais rien de plus poignant que sa situation qu'il a si bien décrite lui-même dans ses lettres :

« Ma femme bien-aimée, écrit-il le 10, tu vas juger par la date de ma lettre qu'il faut que j'aie été bien souffrant pour t'avoir laissée plusieurs jours sans nouvelles. C'est que depuis le 6, je n'ai pas quitté mon lit de douleur, c'est que mes souffrances sont devenues plus fréquentes et plus vives, et qu'il s'y est mêlé une espèce de fièvre froide d'un mauvais caractère. C'est un souvenir de Varna. Aujourd'hui je suis resté au soleil sur ma galerie, bien enveloppé, et j'ai recueilli toutes mes forces pour préparer quelques lignes que te portera le premier vapeur que je pourrai envoyer vers le 13. Tu t'attends à des volumes, pauvre amie, tu auras de courtes et tristes pages qui t'affligeront, mais tu auras du courage jusqu'au bout comme ton mari. La traversée n'a cependant pas été fatigante, la mer jamais trop mauvaise.

« Cherche ta carte, vois le cap Tarkan au nord d'Eupatoria; je suis en face de ce cap, à dix lieues au large et en calme. Toute la flotte anglaise et le convoi sont mouillés plus au nord que moi, et je manœuvre pour les joindre et attendre là les quatre vaisseaux à



Reconnaissance des côtes de Crimée par des officiers généraux (septembre 1854). (Page 99, col. 1.)

vapeur que j'ai envoyés reconnaître la plage et les positions russes. Je n'ai pas pu, à mon cuisant regret, aller voir moi-même. J'étais sur mon lit au paroxysme de la fièvre. La reconnaissance sera faite demain 11, et alors j'arrêterai le point de débarquement, le golfe de Kalamita ou Théodosie, dans la baie de Kaffa, au sud de la Crimée. Demain je saurai te dire cela et t'indiquer à peu près le jour où je prendrai terre en Crimée, soit par une pointe vigoureuse sur Sébastopol, si elle est possible, soit par une campagne en règle, débutant à l'Est de la presqu'île, en m'emparant de Kaffa, de Kertch et d'Arabat. L'occupation de ces points peut me donner une bonne base d'opérations. Regarde la carte avec attention, et tu comprendras avec plus de facilité mon projet. Là, je me fortifierai, j'attendrai mes renforts et mes vivres, je soulèverai le pays autour de moi et je profiterai de toutes les occasions pour joindre les Russes, les battre et m'avancer sur Simphéropol et Batchi-Seraï; c'est plus long, mais plus sûr pour les flottes, qui ont toujours un abri assuré dans la baie de Kaffa. Te voilà aussi avancée que moi, prie Dieu qu'il me donne de la santé et de la force. Mais si cela continue ainsi, je serai obligé de quitter la partie, et aussitôt que j'aurai établi l'armée en Crimée, je demanderai à l'Empereur un remplaçant. » Le plan de campagne qu'il exposait dans cette lettre était le bon : que ne l'a-t-il suivi !

Le lendemain il ajoutait : « Ma lettre sera moins longue que celle d'hier, mais aussi moins triste. Je crois que je suis hors d'affaire. Le quatrième accès de fièvre a manqué. Hier pas de crise, cette nuit pas de sommeil, mais pas de crise, l'agitation du quinine, j'en suis gorgé. J'ai pris plus de soixante grains en trois jours. C'est ce qui m'a sauvé, mais j'ai la tête comme un boisseau. Cela passera et il le faut, car le temps marche. La commission que j'avais envoyée pour faire la reconnaissance vient de revenir. Tout ce qu'elle rapporte est fort rassurant. Les Russes nous attendent à la Katcha et à l'Alma, mais ils n'ont pas fait de pré-

paratifs de défense exorbitants, ils ont des camps, des troupes sur ces deux points, mais rien de bien formidable.

« Je crois bien, chère amie, que le débarquement pourra avoir lieu le 13 ou le 14. Tu sais que le 13 est mon jour favori, ce chiffre m'a toujours porté bonheur. Il me faudra deux jours au moins pour avoir tout débarqué. *Le* 17 *ou le* 18, *j'aurai une belle bataille, l'Alma*, et peut-être une seconde à la Katcha, et je compte être sous Sébastopol le 25. Tout sera fini le 15 octobre, avec la protection de Dieu. Chère amie, j'en sortirai, je l'espère, avec les honneurs de la guerre, et quand je le pourrai honorablement, je me sauverai dans le repos et dans le bonheur auprès de toi. Oh! j'en ai bien besoin. »

Et à son frère : « J'ai subi les trois accès critiques d'une fièvre, le quatrième a manqué. Il a bien fait, je n'aurais pas pu le supporter. Je crois que je suis hors



Débarquement des troupes alliées sur la pla[...]

d'affaire. Mais quel assaut! quelle lutte! quelle faiblesse elle me laisse! quel désordre dans le principe de la vie!

« Ajoutons à tout cela mes préoccupations, mes soucis.... la pensée de laisser sans direction, sans chef, une armée à la veille d'un débarquement.... et moi, mourir de la fièvre devant l'ennemi!... Par la grâce divine, j'ai surmonté tout cela, remercions Dieu, frère. Ce matin, la commission que j'avais envoyée pour reconnaître la position des Russes et un point de débarquement, est revenue. Les Russes occupent la Katcha et l'Alma, ils y ont des camps, des troupes dont il est difficile d'évaluer le nombre, mais qui n'est pas considérable; ils n'ont pas fait de travaux de défense extraordinaires, mon opinion n'a pas changé et je suis toujours pour un débarquement de vive force à la Katcha. C'est du temps et de la marche d'épargnés. Les Anglais ne l'ont pas jugé possible. J'ai cédé, on

débarquera à Old-Fort, et j'espère que ce sera le 13 ou le 14. »

Le 12 septembre 1854 : « La fatigue m'a empêché de continuer ma lettre hier, cher frère, et je la reprends aujourd'hui ; nous marchons au but. Les flottes et les convois sont réunis autour de nous dans un espace de plus de sept lieues. C'est imposant au-dessus de toute idée, 280 voiles allant porter la destruction en Crimée! Il faudra se raccorder pour arriver et débarquer avec ordre. Je ne pense pas que le débarquement puisse se faire avant le 14 de grand matin. C'est toujours le calcul que je t'ai fait. »

Une des plus graves préoccupations du maréchal était de savoir ce que deviendrait le commandement de l'armée, si dans un accès comme il venait d'en éprouver il succombait. Il écrivait au ministre de la guerre que l'Empereur devait songer à lui désigner un successeur Mais il craignait que la réponse arrivât trop



'Old-Fort (14 septembre 1854). (Page 102, col. 1.)

tard, et voyant le mal persister à le torturer, il parlait d'appeler auprès de lui le plus ancien en grade des généraux de l'armée d'Orient, le général Morris. C'est alors que le successeur désigné du maréchal Saint-Arnaud crut de son devoir de rassurer le malade. L'Empereur, sachant le déplorable état de santé du maréchal, avait tout prévu et donné à un général qu'il affectionnait beaucoup, un pli cacheté où se trouvait sa nomination au commandement en chef. Le 13 septembre, la veille du débarquement, ce successeur vint dissiper les appréhensions du maréchal, et lui lut la lettre confidentielle dont jamais il n'avait laissé soupçonner qu'il était porteur. C'était le général Canrobert, le brillant colonel que nous avons vu monter si intrépidement à l'assaut de Zaatcha. La lettre était du ministre de la guerre et ainsi conçue : « Par ordre de l'Empereur, vous prendrez le commandement en chef de l'armée d'Orient, si quelque événement de guerre

ou de maladie empêchait le maréchal Saint-Arnaud de conserver ce commandement. » Le maréchal en témoigna vivement sa satisfaction. « Que je vous remercie, mon cher Canrobert, dit-il, et quel tourment cruel vous venez de m'ôter de l'esprit! » Le maréchal était à la fois heureux de la confidence et rassuré par le choix de l'Empereur.

Le lendemain 14, on était en vue de la côte où devait s'effectuer le débarquement, opération des plus difficiles et qui allait s'exécuter avec une exactitude, un ensemble, un bonheur admirables.

Le 14, aux premières lueurs du jour, les 250 bâtiments de la flotte se rangèrent à quelque distance de la plage, non loin de la ville d'Eupatoria, en face d'un endroit nommé le vieux château *Old-Fort*. Ils étaient disposés en trois lignes parallèles : la première, composée des vaisseaux de combat, portait la 1re division; la deuxième, la 2e division; la troisième, la 3e division et le matériel. La 4e division, avec des bâtiments anglais, opérait une diversion du côté de la Katcha. Chaque division avait un pavillon de couleur différente : la 1re rouge, la 2e blanc, la 3e bleu. Chaque pavillon devait être planté sur le rivage et indiquer la place de la division dans l'ordre de marche et de campement. Les canots étaient distingués par des pavillons semblables, et de la sorte chacun pouvait facilement se reconnaître.

A sept heures et quelques minutes, les chaloupes, les canots, les chalands sont mis en mer. Les vigies du haut des mâts explorent des yeux la plaine qui se déroule devant nous et n'aperçoivent point d'ennemis. Néanmoins les précautions de guerre sont prises. Des frégates s'embossent près du rivage, prêtes à balayer de leurs boulets la plage où nos soldats doivent descendre. A huit heures dix minutes le signal paraît au mât du vaisseau amiral. Une immense acclamation lui répond. On voit aussitôt une baleinière voler, rapide et légère, sur les eaux et atteindre le rivage. Elle portait le général Canrobert qui, le premier, plante le drapeau français sur la terre de Crimée, puis dispose les guidons indicateurs. Les canots, les chaloupes, les chalands voguent de concert, chacun vers le point désigné. Cette foule de bâtiments présente l'image de la confusion, mais un ordre mathématique a réglé tous les mouvements. A neuf heures vingt minutes les troupes se forment déjà sur le rivage dans l'ordre de bataille. Les grands-gardes, les postes, petits postes, sont placés de tous côtés. A dix heures les Anglais commencent aussi à prendre terre.

« De mémoire d'homme, écrivait le maréchal à sa femme, on n'a pas vu un plus beau spectacle que ce débarquement aux cris de *vive l'Empereur!* Le 14 au soir toute l'armée était en position. J'ai débarqué vers une heure et j'ai parcouru toute la ligne à cheval aux cris de *vive l'Empereur! vive le maréchal!* Les troupes sont superbes, pleines d'ardeur, nous battrons les Russes. Adieu, je t'écrirai dans deux jours; je t'envoie une petite fleur russe cueillie sous ma tente. »

« Cher frère, écrivait le maréchal à M. Leroy de Saint-Arnaud, le 14 septembre 1812 la grande armée entrait à Moscou : le 14 septembre 1854 l'armée française débarquait en Crimée et foulait le sol de la Russie. Les Russes ne sont pas venus s'opposer à notre débarquement, qui s'est opéré avec une rapidité et un ordre admirables. A cinq heures du soir, j'avais trois divisions et quarante pièces de canon en ligne, et occupant leur position.

« Le lendemain 15, la mer a rendu le débarquement plus difficile ; cependant j'avais à terre ma 4e division, la division turque et toute mon artillerie. Aujourd'hui on débarque encore chevaux, mulets, matériel d'ambulance, etc. J'espère que ce soir tout sera terminé et que je pourrai partir demain si les Anglais sont en mesure comme moi. Les Tartares nous reçoivent bien Eupatoria est déjà soulevée et en armes. Les Grecs ont été désarmés.

« La diversion que j'ai fait faire à la Katcha a démontré à tout le monde que j'avais raison et que c'était là qu'il fallait débarquer. Aux premiers obus lancés sur leur camp, les Russes ont filé, et si la 4e division en avait eu l'ordre, elle aurait pu débarquer seule. *Je ne fais pas trop sentir aux Anglais que j'avais raison.* Vois-tu, frère, j'ai un flair militaire qui ne me trompe pas, et les Anglais n'ont pas fait la guerre depuis 1815. Je vais presser les opérations le plus vite possible. Je me défie de mes forces, ma santé se débat au milieu des crises et des souffrances. »

Les retards bientôt l'impatientent et il commence à sentir les embarras de l'alliance anglaise : « Ma femme bien-aimée, les Anglais ne sont pas prêts et me font perdre un temps précieux. Je leur ai prêté des chalands, ce matin, pour hâter le débarquement de leurs chevaux, et j'espère pouvoir démarrer enfin demain à onze heures du matin. J'irai coucher sur le Bulganak pour être tout frais le 19 et forcer le passage dans la journée. Si je le puis, je pousserai les Russes jusque de l'autre côté de la Katcha. Je te promets que je ne leur laisserai pas le temps de s'amuser. Le temps est beau et nous sommes favorisés. Que Dieu nous protége encore quelques jours et tout ira bien !

« Il y a un grand revirement dans l'armée, et le prince Napoléon est à la tête; il dit hautement que je suis un homme, et que sans moi nous ne serions pas en Crimée. Ma santé est moins mauvaise aujourd'hui. J'ai eu une crise favorable cette nuit, une sueur abondante qui m'a soulagé. Comme je dois supporter toutes les douleurs, j'ai deux clous au-dessus du sein gauche qui me font un mal affreux. Le docteur Cabrol dit que c'est de la santé, je l'étranglerais.

« Plus le temps marche, chère bien-aimée, et plus il me rapproche de toi. C'est ce qui double mon courage. Je ne pense qu'au moment où nous serons chez nous bien tranquilles. *Au printemps, nous irons voyager en Italie et nous reviendrons par la Suisse et l'Allemagne.* Nous voyagerons simplement avec deux domestiques et en bons bourgeois. Ne faisons pas trop de châteaux en Espagne, cela porte malheur. »

Le maréchal lança à ses troupes déjà ranimées par le débarquement lui-même et par la perspective d'une prochaine bataille, un de ces ordres du jour que la circonstance ne pouvait manquer de lui inspirer. « Soldats, dit-il, vous recherchez l'ennemi depuis cinq mois; il est enfin devant vous, et nous allons lui montrer nos aigles. Préparez-vous à subir les fatigues et les privations d'une campagne qui sera difficile, mais courte, et qui élèvera devant l'Europe la réputation de l'armée d'Orient au niveau des plus hautes gloires militaires de l'histoire.

« Vous ne permettrez pas que les soldats des armées alliées, vos compagnons d'armes, vous dépassent en

vigueur et en solidité devant l'ennemi, en constance devant les épreuves qui vous attendent.

« Vous vous rappellerez que nous ne faisons pas la guerre aux paisibles habitants de la Crimée, dont les dispositions nous sont favorables, et qui, rassurés par notre excellente discipline, par le respect que nous montrerons pour leur religion, leurs mœurs, et leurs personnes ne tarderont pas à venir à vous.

« Soldats! à ce moment où vous plantez vos drapeaux sur la terre de Crimée, *vous êtes l'espoir de la France : dans quelques jours vous en serez l'orgueil!* »

§ 3. BATAILLE DE L'ALMA (20 SEPTEMBRE 1854).

Le maréchal Saint-Arnaud avait hâte de rencontrer les Russes : il craignait que ceux-ci n'eussent le temps de se concentrer dans de fortes positions, ce qu'ils faisaient en effet. Le 18 il disait dans une lettre : « Je viens d'écrire à lord Raglan que je ne pouvais pas attendre plus longtemps, et que je lançais mon ordre de départ pour demain matin à sept heures. »

L'armée française se mit en marche le 19, se dirigeant vers le sud de la Crimée et tournant le dos au nord, à la Russie : elle avait par conséquent la mer à sa droite, ce qu'il faut bien retenir si l'on veut comprendre la suite des opérations. Elle marchait, échelonnée en losange, protégée sur son flanc droit par la flotte qui côtoyait le rivage, sur son flanc gauche par l'armée anglaise avancée dans l'intérieur.

La journée du 19 se passa sans qu'on rencontrât l'ennemi, et bientôt les têtes de colonnes arrivèrent sur les hauteurs qui dominent la vallée de l'Alma, au delà de laquelle on découvrit l'armée russe établie sur des hauteurs fortifiées. Ainsi pour atteindre l'ennemi, nous allions avoir à passer une rivière sous le feu et à escalader des collines abruptes. On établit le bivouac et on se prépara pour le lendemain. Néanmoins on eut à repousser une forte reconnaissance envoyée par le prince Menschikoff. « Vers trois heures, dit le maréchal dans son journal, les Russes veulent tourner la gauche de nos avant-postes. On court aux armes; des batteries sont mises en position et on chasse l'ennemi aux cris de *vive l'Empereur!* Premier succès! Le lieutenant-colonel Lagondie, envoyé au prince Napoléon par lord Raglan, prend des Cosaques pour des Anglais et est enlevé. »

Le prince Menschikoff, qui commandait l'armée ennemie, était un des plus hauts personnages de la Russie. Il était arrière-petit-fils du célèbre Danilowitsch Menschikoff, ce favori de Pierre le Grand, qui débuta par vendre des petits pâtés et arriva jusqu'aux premières charges de l'empire. Né en 1789, le prince Menschikoff alla jeune encore étudier le droit à l'université allemande de Dresde. Il essaya ensuite de la carrière diplomatique, mais se lança bientôt dans la carrière militaire, qui offrait un champ plus vaste à son ambition. Entré en 1809 dans l'artillerie de la garde avec le grade de sous-lieutenant, il devint aide de camp de l'empereur Alexandre et fit avec lui les campagnes de 1813 et de 1814. Sous le règne de l'empereur Nicolas, il avança rapidement. Son caractère hautain et dédaigneux le rendait peu propre à la diplomatie; aussi son ambassade en Perse en 1827 n'était que le prélude de la guerre de 1828. Dans cette guerre, Menschikoff s'empara d'Anapa, et l'empereur Nicolas l'envoya à l'armée d'Europe qui assiégeait Varna, comme elle devait plus tard assiéger Silistrie, avec le même succès. Menschikoff fut grièvement blessé à ce siége. On le nomma vice-amiral, puis gouverneur du grand-duché de Finlande, amiral en 1834, ministre de la marine en 1836. Il contribua beaucoup à la réorganisation de la marine russe, ordonnée par l'empereur Nicolas. Nous avons dit tout le bruit qu'il avait fait dans son ambassade de 1853 à Constantinople, autre prélude d'une nouvelle guerre qui ne devait pas être favorable à sa réputation militaire.

Le prince Menschikoff était cependant rempli de confiance. Il écrivait qu'il avait voulu nous laisser débarquer pour mieux nous écraser. Le fait est qu'un échec dans notre position eût été un irremédiable désastre. Il ajoutait qu'il occupait des hauteurs inaccessibles, qu'on ne pourrait l'y forcer, et qu'il comptait bien nous rejeter dans la mer, d'où nous étions venus. Toutes les apparences justifiaient ses fanfaronnades, mais le prince Menschikoff comptait sans la valeur des armées alliées et n'avait négligé de fortifier qu'un point : son flanc gauche. Cela le perdit.

La chaîne de montagnes qu'occupaient les Russes finissait du côté de la mer, c'est-à-dire sur leur gauche, par des pentes escarpées d'un accès qui paraissait impossible, et de plus protégées par l'Alma, dont le cours sinueux et encaissé formait partout un fossé naturel. Le prince Menschikoff n'attendait aucune attaque de ce côté et n'avait pas garni de troupes cette dernière partie des hauteurs. Le maréchal Saint-Arnaud comprit la faute et résolut d'en profiter. Il réunit les généraux et leur expliqua son plan tel qu'il l'avait combiné avec lord Raglan. C'était d'envoyer une division, la division Bosquet, sur les points qui semblaient inaccessibles et où on n'aurait qu'à vaincre la nature. Par ce mouvement on arrivait sur les hauteurs et on tournait les Russes par leur gauche, tandis que les autres divisions attaqueraient de front les points fortifiés. L'armée anglaise devait opérer, sur la droite, un mouvement analogue à celui du général Bosquet. L'ensemble de la bataille se comprenait donc facilement. Envelopper les Russes à droite et à gauche, les forcer au centre. Le plan fut, à peu de chose près, exécuté comme il avait été conçu, et avec quel succès! Nous allons le raconter.

Le maréchal Saint-Arnaud avait une escorte de spahis. Le lieutenant de cette escorte, Paul de Molènes, qui vit de près l'action, dit dans ses intéressants *Commentaires d'un Soldat :* « Depuis sa première jusqu'à sa dernière heure, la bataille de l'Alma, pour me servir d'une expression chère à un grand écrivain du dix-septième siècle, sembla faite pour le plaisir des yeux. Notre armée était rangée dans un ordre parfait. La division Bosquet, qui, dans cette journée formait notre droite, avait été renforcée du contingent turc, placé sous les ordres du général Yusuf. Cette division devai attaquer les Russes la première par un mouvement tournant dont l'audace, poussée jusqu'à l'invraisemblance, était un moyen sur lequel on comptait pour tromper et battre l'ennemi. La division Canrobert et la division du prince Napoléon devaient aborder les obstacles de front. Une réserve vigoureuse était sous les ordres du général Forey. Le ciel, qui ce jour-là était éclatant, le terrain, qui était vaste, découvert, borné à notre droite par la mer, devant nous par les hauteurs



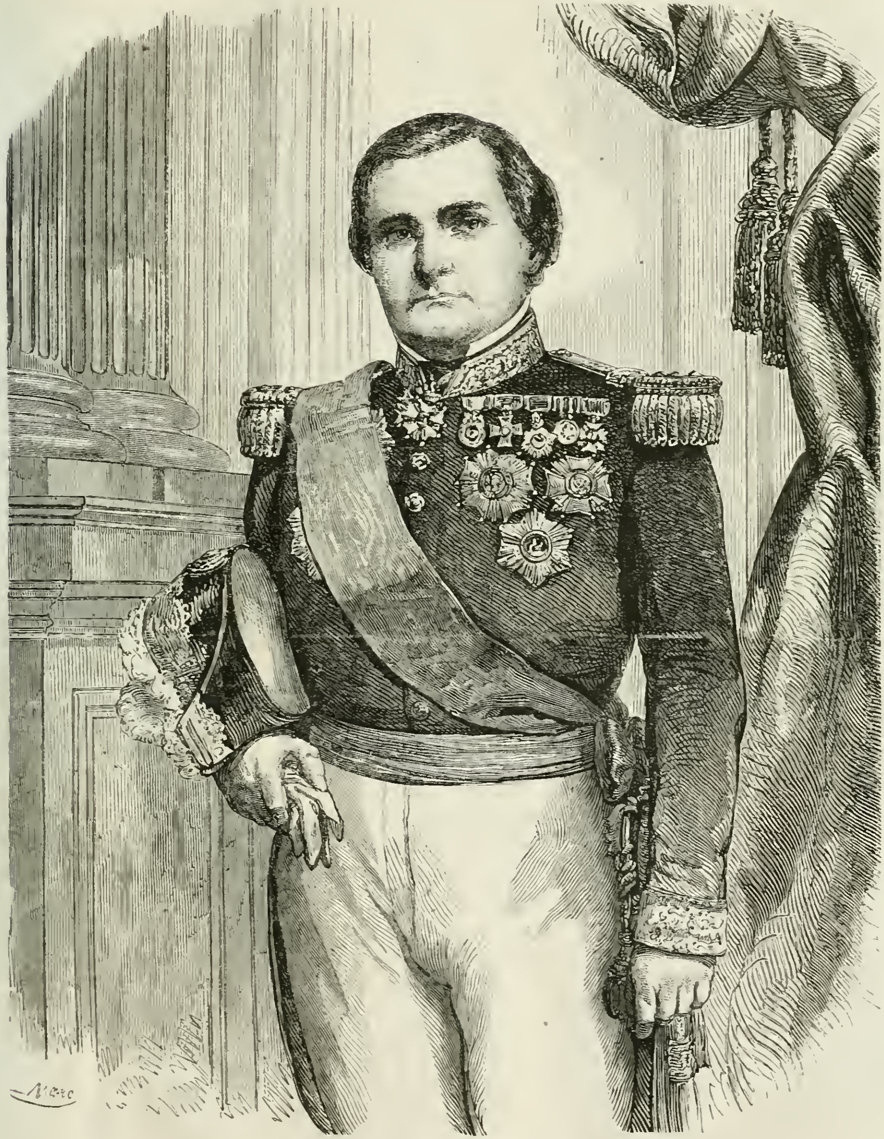
Le général Bosquet.



Passage de l'Alma par les zouaves et les turcos (20 septembre 1854). (Page 106, col. 1.)

que couronnait l'ennemi, tout nous permettait de bien voir et de bien comprendre l'action. »

Le 20 septembre à six heures du matin on devait se mettre en marche. Le général Bosquet commença son mouvement le long de la mer. Mais bientôt le général Canrobert et le prince Napoléon s'aperçoivent que rien ne bouge du côté des Anglais. Ils envoient avertir le maréchal Saint-Arnaud, qui aussitôt fait porter l'or-



S. A. I. le prince Napoléon.

dre au général Bosquet de s'arrêter, et dépêche le colonel Trochu à lord Raglan. L'aide de camp, traversant les lignes anglaises, vit que les soldats n'étaient nullement prêts. « Milord, dit-il au général anglais, le maréchal pensait, d'après ce que vous m'aviez fait l'honneur de me dire hier soir, que vos troupes, formant l'aile gauche de la ligne de bataille, devaient se porter en avant, à six heures. — Je donne les ordres,

répondit lord Raglan, on s'apprête et nous allons partir; une partie de mes troupes n'est arrivée au bivouac que fort avant dans la nuit. — En grâce, milord, ajouta le colonel, hâtez-vous, chaque minute de retard nous ôte une chance de succès. — Allez dire au maréchal, repartit lord Raglan, qu'en ce moment les ordres sont donnés sur toute la ligne. » Mais toutes ces allées et venues avaient pris du temps, il était dix heures et demie lorsque le maréchal sut qu'il pouvait compter sur les Anglais et donner l'ordre de pousser en avant. Les Russes qui, des hauteurs, voyaient tous nos mouvements, se concentrèrent. Ils auraient même pu empêcher le mouvement du général Bosquet; mais, jugeant ce mouvement une diversion peu sérieuse, ils affaiblirent encore leur aile gauche pour renforcer leur centre et leur droite contre lesquels ils voyaient s'avancer les masses de troupes les plus considérables.

Bosquet avait partagé sa colonne en deux : l'une traverse l'Alma à son point de jonction avec la mer et doit gravir les pentes par un sentier à peine tracé; l'autre, avec laquelle marche l'artillerie, franchit la rivière en face d'un village incendié par les Russes. Le général Bosquet l'accompagne. Les zouaves gravissent avec un élan admirable les pentes à pic : ils s'accrochent aux racines, se soutiennent les uns les autres, et bientôt les premiers tirailleurs couronnent les crêtes. Mais la difficulté était de hisser l'artillerie sur le plateau. On n'avait pour passage qu'un sentier dans un ravin et à moitié défoncé. Les servants se mettent près des roues pour soutenir les voitures, on frappe les chevaux et on part avec un tel élan que les pièces arrivent enfin sur la hauteur et commencent le feu tandis que les régiments finissent de monter et se rangent dans des plis de terrain.

Un officier russe va annoncer au prince Menschikoff notre présence : le prince refuse de le croire et s'emporte. Un second rapport n'est pas mieux accueilli. Le prince Menschikoff envoie enfin un aide de camp et est bien obligé de parer au danger qu'il n'attendait nullement de ce côté. Il dirige contre la division Bosquet quarante bouches à feu. Nous n'avons que douze pièces à leur opposer, et alors s'engage un combat d'artillerie inégal, qui dure une heure. Nous perdons beaucoup d'hommes et de chevaux; mais nos pièces, supérieures comme calibre à celles de l'ennemi, ne sont pas mises hors de combat et continuent leur feu. Les troupes ne pouvaient encore se porter en avant et essuyaient impassibles, l'arme au pied, la grêle de boulets qui s'abattait autour d'elles.

Cependant, en bas, dans la plaine, on observait avec anxiété les hauteurs. Tout à coup on entend le canon. Les officiers qui entouraient le maréchal disent : « Voilà les Russes qui commencent leur feu contre la division Bosquet. — Non, non, s'écrie le maréchal, je vois des pantalons rouges, c'est Bosquet! il a déjà gravi les hauteurs : je reconnais là mon vieux Bosquet d'Afrique ! » Aussitôt il donne le signal aux deux divisions qui doivent attaquer de front les positions de l'ennemi, les divisions du prince Napoléon et de Canrobert.

Canrobert, dont la division est rangée sur deux lignes, lance sa première vers l'Alma. On traverse la rivière, fort encaissée, comme on peut. Les soldats s'accrochent aux aspérités de la rive, aux branches d'arbre, et sautent dans l'eau sous une grêle de balles. La rivière traversée, nos tirailleurs s'engagent dans les jardins près des pentes des montagnes. Leurs carabines de précision font à l'ennemi un mal considérable. Les zouaves, les chasseurs à pied gravissent les hauteurs. Bientôt les troupes de Canrobert couronnent les crêtes.

A ce moment, celles du prince Napoléon achevaient également d'escalader les dernières pentes. Avant d'y arriver, elles avaient éprouvé une vive résistance. Au moment où elles se mettaient en marche, les Russes avaient incendié le village de Bourliouke ; une épaisse fumée avait dérobé à nos régiments le terrain où ils devaient courir et où ils ne purent qu'aller au hasard, décimés par les balles. Nos soldats n'en traversèrent pas moins la rivière, débusquèrent l'ennemi et parvinrent à leur tour sur la crête, non sans avoir fait des pertes sensibles.

La division Canrobert, en débouchant sur le plateau, avait dégagé la division Bosquet; elle attira en effet sur elle-même tous les efforts des Russes, et Bosquet put continuer son mouvement. Canrobert lui demanda une batterie pour répondre à l'artillerie russe en attendant que la sienne, obligée à un long détour, fût arrivée. La division Canrobert se trouvait avoir à lutter contre des masses énormes concentrées près d'une construction en pierres blanches, destinée à un télégraphe et inachevée. La batterie se plaçant en avant, commença à une courte distance un feu de mitraille qui fit de larges et sanglantes trouées. On était si près qu'on voyait tomber les files. Un officier russe courait de rang en rang et ramenait au combat les soldats démoralisés. « Le brave officier, s'écria le général Bosquet, emporté par cette admiration que cause toujours à un soldat le vrai courage, si j'étais près de lui, je l'embrasserais !... » Une batterie de la division Canrobert arrive enfin, mais ce général a devant lui des forces supérieures : la résistance qu'il rencontre lui fait comprendre qu'il attaque le vrai centre de l'ennemi.

Saint-Arnaud cependant suit d'un œil animé toutes les phases de la bataille. Il voit ses trois premières divisions couronnant les hauteurs : c'est presque le succès assuré. « Il semble triompher non-seulement des Russes, mais du mal qui le torture depuis tant de jours et tant de nuits. Il est agile, il est dispos, il manie vigoureusement son cheval ; il a sur les traits cette bonne et noble expression qui lui gagne le cœur de ses soldats. Il s'arrête un moment sur une colline d'où son regard peut embrasser toute l'action. Mes spahis, qui lui servent d'escorte, admirent ces grandes luttes européennes dont ils n'avaient même pas la pensée. Pour moi, un des spectacles les plus dignes d'occuper les yeux est un incendie allumé derrière l'Alma, en face une de nos batteries qui envoie des boulets à toute volée. Un village dévoré tout entier par les flammes répaud cette belle lueur d'un rouge sanglant que les maîtres de la peinture ont essayé souvent de reproduire : sur ce fond éclatant et sombre à la fois, nos canonniers et leurs pièces se dessinent avec vigueur [1]. » Saint-Arnaud comprend qu'il faut à tout prix s'emparer de la tour du télégraphe, et que c'est Canrobert qui a le plus besoin de secours. Il envoie aussitôt une brigade de la division de réserve. « D'Aurelles, dit-il au commandant de cette brigade, allez-vous mettre, sans perdre une minute, à la disposition de Canrobert

1. Paul de Molènes, *Commentaires d'un Soldat.*

qui a grandement à faire là-haut; je compte sur vous, d'Aurelles. »

Cette colonne arrive bientôt vers le bâtiment du télégraphe autour duquel s'engage une action très-meurtrière. Les batteries russes déciment nos troupes. Heureusement notre artillerie de réserve arrive à son tour. Mais cette canonnade impatiente les zouaves : la cavalerie russe va nous charger si nous restons immobiles : le colonel Cler s'élance à la tête du 2ᵉ zouaves, il est suivi du 1ᵉʳ zouaves et du colonel Bourbaki, des chasseurs à pied, du 39ᵉ de ligne, colonel Beuret : « A la tour ! criaient les zouaves, à la tour ! » La lutte fut terrible et courte, une de ces luttes à la baïonnette, ou corps à corps, qui demandent des prodiges d'énergie. Nous sommes maîtres du télégraphe. Mais il faut y rester. Le colonel Cler a arboré sur la tour l'aigle de son régiment. Le sergent-major Fleury veut placer le drapeau du 1ᵉʳ zouaves sur les échafaudages supérieurs du bâtiment en construction. L'intrépide sous-officier tombe frappé au front d'une balle de mitraille. Le lieutenant Poitevin, porte-drapeau du 39ᵉ de ligne, veut planter aussi l'aigle de son régiment : il meurt frappé d'un boulet en pleine poitrine. Canrobert accourt avec l'artillerie. « Il s'affaisse lui-même sur son cheval. Un cri douloureux s'échappe de tous les rangs : « Canrobert est tué ! » On le transporte derrière le télégraphe, on lui prodigue les soins, et bientôt on le voit revenir à lui, il redemande son cheval, se fait panser : un éclat d'obus l'avait atteint à l'épaule. Quelques instants après, le bras en écharpe, il reparait à la tête de ses bataillons qui l'accueillent avec une joie enthousiaste. Le mouvement combiné de la division Canrobert et de la division du prince Napoléon nous assure la possession de la tour du télégraphe, le mouvement de la division Bosquet presse la retraite des Russes qui se replient vivement.

Le maréchal Saint-Arnaud arrivait sur le plateau : il félicite le prince Napoléon devant sa division, et passant devant les zouaves leur crie : « Merci ! » Il va ordonner de suivre les Russes lorsque le général de Martimprey, chef d'état-major, accourt et annonce que les Anglais ne peuvent plus avancer : « Allons aux Anglais, messieurs, » dit le maréchal; et les divisions, pour appuyer nos alliés, vont prendre en flanc les Russes qui leur résistaient.

« L'armée anglaise s'avançait sur notre gauche par masses profondes, se remuant avec une imposante lenteur. J'étais placé de manière à ne rien perdre du mouvement qu'exécutaient les gardes de la reine. Je voyais les boulets russes entrer dans leurs rangs et enlever des files entières. Je suivais aussi du regard leur artillerie, qui offrait le plus frappant contraste avec la nôtre. L'artillerie française, ce jour-là, s'était transformée en cavalerie légère; elle avait franchi au galop ravins, rivières, sentiers obstrués ou défoncés, et s'était portée à la poursuite de l'ennemi là où il semblait que l'on pût à peine envoyer quelques tirailleurs. L'artillerie anglaise s'avançait à une grave allure avec ses magnifiques attelages. Ce pas mesuré, cette marche méthodique de nos alliés en face de positions redoutables qu'ils abordaient de front, ne manquaient pas assurément de grandeur; toutefois on ne pouvait s'empêcher de trouver quelque chose de stérile à cet immense sacrifice d'hommes et de chevaux qu'un moment de rapide élan eût évité. Nos troupes firent un mouvement vers la gauche. Le maréchal Saint-Arnaud voulait se diriger vers ses alliés et prendre les Russes entre deux feux. A l'instant même où ce mouvement s'exécutait, le drapeau britannique avait la gloire et l'heureuse fortune du nôtre. L'armée anglaise avait atteint son but: tout en marchant comme la statue du commandeur, elle était venue poser sur son ennemi sa main puissante. La défaite était complète pour les Russes, et l'on vit bientôt se retirer dans un lointain horizon de longues colonnes, d'où ne sortait plus qu'à de rares intervalles la fumée d'un coup de canon. Nos batteries envoyèrent encore quelques boulets dans ces masses, et, lorsqu'elles devinrent tout à fait confuses, on eut recours, pour les atteindre, aux fusées. A la grande satisfaction de mes spahis, pour qui ce spectacle était une féerie entraînante, les fuséens vinrent dresser leurs longs chevalets garnis de ces tubes qui ressemblent aux lunettes des astronomes, et quelques fusées, décrivant leurs courbes gracieuses, couronnèrent par un feu d'artifice les héroïques magnificences de cette journée [1]. »

La bataille commencée à 1 heure de l'après-midi était finie à 4 heures et demie. A 6 heures nos troupes établissaient leur bivouac sur l'emplacement où le prince Menschikoff annonçait qu'il tiendrait plus de trois semaines, et où il se croyait si sûr de nous battre, qu'il avait invité des dames à ce curieux spectacle. « Nul fait, dit M. de Bazancourt, ne prouve mieux l'aveugle confiance des Russes dans leur position sur les hauteurs de l'Alma. Un des généraux qui ont assist à cette bataille, nous racontait qu'au moment où l'extrême arrière-garde du prince Menschikoff fit son mouvement de retraite, l'on vit s'éloigner au grand galop des calèches remplies de dames et des amazones qui étaient venues assister au triomphe certain de l'armée russe. Mais, par une étrange fatalité, un obus vint éclater au milieu de la masse russe; elle continua néanmoins à opérer son mouvement, laissant derrière elle les morts et les blessés qui avaient été atteints par les éclats de ce projectile. Deux calèches se détachèrent (nous dit la personne qui nous racontait ce fait, et je les ai vues), revinrent sur le lieu où gisaient les blessés; des hommes descendirent à terre, transportèrent les blessés dans les voitures et repartirent au grand galop.

« Un petit épisode dont on a beaucoup parlé termina la bataille; c'est la prise de la voiture du prince Menschikoff. L'armée russe était en retraite; les deux batteries à cheval de la réserve, qui avaient couronné les crêtes du côté de l'attaque des Anglais, rejointes par les deux batteries montées de cette réserve, s'étaient portées en avant, pour s'opposer aux charges de cavalerie que l'on redoutait de la part des Russes, et par lesquelles sans nul doute, ceux-ci devaient vouloir protéger leur mouvement rétrograde.

« Le commandant de la Boussinière était en batterie dans cette position, lorsqu'il vit déboucher à 700 mètres environ, une voiture attelée de trois chevaux. Cette voiture venait en ligne droite et de toute la vitesse de ses chevaux. Aussitôt qu'elle reconnut l'artillerie française, elle voulut changer de direction; mais le commandant partit en toute hâte à cheval avec vingt servants, et pensant que peut-être c'était un

1. Paul de Molènes, *Commentaires d'un Soldat.*



Bataille de l'Alma (20 septemb



854). (Page 105, col. 1.)

courrier de Sébastopol, il se mit à la poursuite de la voiture qu'il atteignit lorsqu'elle n'était plus qu'à 100 mètres d'escadrons russes, auxquels un large pli de terrain avait dérobé les divers incidents de cette scène. Les escadrons ne firent aucun mouvement en avant et n'essayèrent point de porter secours à la voiture. Elle contenait cinq personnes, qui essayèrent de se défendre et firent d'abord feu contre les artilleurs qui ripostèrent et blessèrent une d'elles. Toute résistance était inutile; les servants se mirent à la tête des chevaux, leur firent rebrousser chemin et ramenèrent la voiture, qui fut immédiatement dirigée vers l'état-major général avec les prisonniers qu'elle contenait[1]. » Cette voiture appartenait au prince Menschikoff : on y trouva des papiers curieux.

Le maréchal Saint-Arnaud, à cheval depuis douze heures, s était installé provisoirement près de la tour du télégraphe sur une botte de foin recouverte d'un manteau rouge de spahi. Après quelques moments de repos, il voulut parcourir le front de son armée où il fut salué, on le pense, par les acclamations enthousiastes des soldats vainqueurs. A dix heures du soir, ses tentes furent installées sur l'emplacement même de la tente du prince Menschikoff. Il ne dormit point, non de maladie, mais de joie. Il passa la nuit à écrire à l'Empereur, à faire son ordre du jour, à écrire à sa femme : « Sire, écrivait-il à l'Empereur, le canon de Votre Majesté a parlé. Nous avons remporté une victoire complète. C'est une belle journée, Sire, à ajouter aux fastes militaires de la France, et Votre Majesté aura un nom de plus à joindre aux victoires qui ornent les drapeaux de l'armée française. L'armée russe comptait 40 000 baïonnettes venues de tous les points de la Crimée; le matin, il en arrivait encore de Théodosie : 6000 chevaux, 180 pièces de campagne ou de position.... Votre Majesté peut être fière de ses soldats; ils n'ont pas dégénéré : ce sont des soldats d'Austerlitz et d'Iéna.... Si j'avais eu de la cavalerie, Sire, j'obtenais des résultats immenses, et Menschikoff n'aurait plus d'armée, mais il était tard.... nos troupes étaient harassées. Les Russes ont perdu environ 5000 hommes. Le champ de bataille est jonché de leurs morts, nos ambulances sont pleines de blessés. Nous avons compté une proportion de 7 cadavres russes pour 1 français. L'artillerie russe nous a fait du mal, mais la nôtre lui est bien supérieure. Je regretterai toute ma vie de ne pas avoir eu seulement mes deux régiments de chasseurs d'Afrique. Les zouaves se sont fait admirer des deux armées : ce sont les premiers soldats du monde! »

A sa femme, il écrivait : « Victoire, victoire, ma Louise bien-aimée; hier 20 septembre, j'ai battu complétement les Russes, j'ai enlevé des positions formidables défendues par plus de 40 000 hommes qui se sont bien battus; mais rien ne peut résister à l'élan français et à l'ordre, à la solidité anglaise.

« L'effet moral est immense. J'ai 1200 hommes hors de combat, les Anglais 1500. Les Russes doivent en avoir de 4 à 5000. Mes ambulances sont pleines de leurs blessés, que j'envoie à Constantinople avec les miens. C'est une magnifique journée, et la bataille d'Alma figurera honorablement à côté de ses sœurs de l'Empire.

« Toute victoire se paye, Canrobert est blessé d'un éclat d'obus, mais légèrement. Le coup a frappé à la poitrine et à la main. Le général Thomas a une balle dans le bas-ventre; il rentre en France. J'ai 3 officiers tués, 54 blessés, 253 sous-officiers et soldats tués, et 1033 blessés.

« Les Anglais sont tombés sur des redoutes très-fortes et sont plus maltraités que moi. De plus, j'ai perdu moins de monde, parce que j'ai été plus vite. *Mes soldats courent, les leurs marchent.* Aujourd'hui, je reste ici pour l'évacuation de mes blessés, l'enterrement de mes morts et le renouvellement de mes munitions. Demain 22 à 7 heures du matin, je marche sur la Katcha. Si je trouve les Russes, je les bats encore et je reste le 23 à la Katcha. Le 24, je serai au Belbeck.

« Je suis content de mon état-major. Gramont a reçu un éclat d'obus dans son manteau. Maurice[1] s'est montré très-brave; Eynard s'est bien conduit[2]; je leur ai fait entendre à tous des boulets et des balles. Raoul[3] est très-brave; mon fanion a été traversé d'une balle et le cheval de Raoul touché, c'est sa croix.

« Le Prince a été très-bien et je l'écris à son père, qui, en m'adressant une bonne lettre, te présente ses hommages.

« Le mouvement tournant que j'avais ordonné et qui a décidé de la victoire, a été parfaitement exécuté par le général Bosquet. L'oreille de son cheval a été emportée par un éclat d'obus.

« L'enthousiasme des troupes est admirable. *Vive l'Empereur! vive le maréchal!* voilà leur cri toute la journée. Toute l'armée m'aime et a une grande confiance en moi.

« Ma santé se soutient, je suis resté hier douze heures à cheval, et toujours sur Nador, qui a été magnifique, galopant au milieu des boulets, le soir comme le matin. J'ai pris la voiture du prince Menschikoff avec toute sa correspondance. Tout ce qu'il y a de forces disponibles en Crimée était devant moi hier. Cela ne m'empêchera pas de prendre Sébastopol.

« Adieu, ma Louise, Dieu nous protége. Sois calme

1. B. de Bazancourt, *Expédition de Crimée.*

Autre épisode : « Un zouave avait un petit chat qu'il aimait beaucoup. Il l'avait apporté d'Afrique et peut-être de France, peut-être du foyer paternel. Bref, le petit chat était devenu le compagnon inséparable du joyeux soldat. Dans les temps de repos, le petit chat dormait à côté de son maître. A l'heure de la soupe, le petit chat recevait exactement sa ration tirée de la gamelle du maître; et pendant les marches, il grimpait sur le sac du troupier, dont il payait la course onéreuse par mille espiègleries à l'heure de la halte. On était en face des Russes à l'Alma. Le clairon sonne; le zouave court aux armes et se met en ligne; le petit chat est à son poste. La mitraille donne; le petit chat n'a pas peur. La mêlée commence; le soldat se précipite sur l'ennemi; il court; il se jette à terre pour éviter un éclat d'obus; il se relève, se baisse encore, se redresse de nouveau et combat comme un lion; le petit chat tient bon. Enfin une balle a frappé le zouave, qui tombe baigné dans son sang; aussitôt le petit chat court à l'endroit de la blessure; il regarde; et puis le voilà léchant doucement la plaie. Il étanche le sang et fait si bien qu'il empêche le mal de s'envenimer, et donne le temps au docteur de venir mettre sur la blessure un appareil qui la guérira. L'histoire du petit chat fut connue. Aussi, lorsque le maître fut transporté à l'hôpital de Constantinople, on fit une exception à la règle invariable de l'hospice, et on admit le petit compagnon avec son maître qui ne veut plus s'en séparer. »

(P. de Damas, *Souvenirs de Crimée.*)

1. M. de Puységur, gendre du maréchal.
2. M. de Clermont-Tonnerre.
3. M. de Lostanges.

et tranquille. Voilà une belle page à enregistrer dans nos états de service. »

« Tu comprends, écrit le maréchal à son frère, l'effet moral de cette première affaire; maintenant, mes soldats ne doutent plus de rien, et cependant les Russes ont bien tenu hier; il a fallu revenir à trois fois pour enlever des positions; ce sont de bons soldats.... Mais les Anglais et les Français.... quelles troupes! quelle solidité chez les uns, quelle ardeur, quel élan chez les autres!! Je n'ai jamais vu de plus beau panorama que cette bataille.

« Arrivé sur les hauteurs pour mieux juger des mouvements de l'ennemi, j'ai pu voir les positions enlevées par mes zouaves, et l'armée anglaise faisant un passage de lignes sous le feu de l'artillerie russe pour aller enlever ses batteries. C'était sublime.... »

La joie fut grande en France. Malheureusement elle fut gâtée par une déception, une fausse nouvelle. Le bruit se répandit que Sébastopol était pris. Un Tartare expédié de Varna à Omer-Pacha, tenant alors son quartier général à Schoumla, répandit sur le continent cette fantastique nouvelle de la prise de Sébastopol; un quiproquo, et un quiproquo de bonne foi, un enrouement de porte-voix, une erreur d'acoustique avait enfanté ce canard immortel. *Le Pharamond*, bateau à vapeur des Messageries impériales, faisait à cette époque le service postal entre Constantinople et Varna; une après-midi, se trouvant par le travers de la baie de Varna, et sur le point d'y pénétrer, il est hélé par un autre bateau à vapeur qui, parti d'Eupatoria, se rendait à toute vitesse à Constantinople pour y annoncer la victoire de l'Alma. Le commandant du vapeur lui crie avec le braillard (porte-voix), que les Russes ont été battus à l'Alma et que les alliés *vont entrer à Sébastopol*. Le commandant du *Pharamond* entend : *sont entrés à Sébastopol;* puis il va annoncer ce triomphe au gouverneur de Varna, et le gouverneur de Varna expédie son Tartare.

Le lendemain, *le Pharamond*, revenant dans le Bosphore au moment où l'artillerie grondait en l'honneur des vainqueurs de l'Alma, suppose que l'on célèbre la nouvelle de la prise de Sébastopol et publie encore cette nouvelle, qu'on accepte avec enthousiasme, sans vérifier comment et par qui elle a été transmise. Les ambassadeurs étrangers expédièrent aussitôt des courriers à leurs gouvernements, et le bruit de la chute de la forteresse russe, arrivant en Europe de deux points différents, ne pouvait manquer d'y être regardé comme très-authentique. On apprit bientôt la vérité et la déception fit du tort à la victoire de l'Alma, dont l'histoire appréciera mieux le mérite et l'importance.

§ 4. MARCHE DES ALLIÉS SUR SÉBASTOPOL; MORT DU MARÉCHAL DE SAINT-ARNAUD.

Pendant que les imaginations des Parisiens, qui vont plus vite que les armées, prenaient Sébastopol, l'armée alliée ne songeait encore qu'à s'en rapprocher. Si on eût eu de la cavalerie et si on n'eût pas été retardé par une foule de circonstances, avec lesquelles il faut compter sur une terre ennemie après un débarquement, le lendemain d'une bataille, peut-être la nouvelle du Tartare eût-elle été vraie. La bataille de l'Alma avait été gagnée le 20; le 21 il fallut enterrer les morts, évacuer les blessés, renouveler les munitions, les vivres, préparer les attelages. Ce fut une journée de halte forcée. Le 22 au matin, Saint-Arnaud voulait se mettre en route. Cela ne se peut pas encore. C'est encore une journée perdue. Aussi le maréchal écrit-il sur son journal : « Quelle lenteur dans nos mouvements! On ne peut pas bien faire la guerre ainsi. Le temps est admirable et je n'en profite pas. J'enrage. » Il sentait l'inconvénient de ne pas avoir une armée homogène, un commandement unique, d'être obligé d'attendre les Anglais, intrépides au feu, mais longs à la marche.

« Les Anglais ne sont pas encore prêts, écrit-il, je suis retenu ici comme à Baltchick, comme à Old-Fort. Il est vrai de dire qu'ils ont plus de blessés que moi et qu'ils sont plus loin de la mer. Enfin, demain soir je coucherai à la Katcha.

« Les renseignements m'arrivent par les déserteurs et les prisonniers. Les Russes ont perdu plus de 6000 hommes. Ils sont partis en déroute et tellement démoralisés qu'ils ont été tout droit s'enfermer à Sébastopol. Je ne trouverai personne à la Katcha, et tout au plus des batteries au Belbeck. Je viens de recevoir le courrier de France.

« Ta politique est vieille et les faits se sont chargés d'y répondre. Je suis loin de penser que la victoire lève toutes les difficultés et délivre de tous les embarras.... nous en aurons toujours. Mais ce que je pense, c'est que ce que j'ai fait était la seule chose à faire.... eussé-je dû ne pas réussir! Je ne raisonne donc pas après le succès.

« Aujourd'hui tout le monde est de mon avis dans les armées et dans les flottes. Le revirement a été prompt, il commençait le 14, il a éclaté le 20 au soir avec acclamations, et aujourd'hui je suis un grand homme. Voilà le monde. »

« Notre victoire, écrit-il le 24, grandit tous les jours, par ce que nous apprenons par les déserteurs russes des résultats de la bataille et de la démoralisation de l'armée ennemie, qui est rentrée à Sébastopol en déroute, sans s'arrêter nulle part, ni à la Katcha, aussi facile à défendre que l'Alma, ni au Belbeck, dont ils ont fait sauter les ponts. Ils se sont retirés derrière leurs remparts et élèvent des batteries partout.

« Les Russes ont commis un acte désespéré qui prouve à quel point ils sont frappés et terrifiés. Ils ont fermé l'entrée du port de Sébastopol en y coulant trois de leurs gros vaisseaux et deux de leurs frégates. C'est un commencement de Moscou. Cela me gêne beaucoup, parce que cela me forcera peut-être à changer mes plans d'attaque, et à me porter vers le sud du côté de Balaclava.

« Je ne sais pas si je partirai d'ici aujourd'hui. Il faut que je me concerte avec lord Raglan sur tous ces nouveaux incidents, et que nous décidions si nous attaquerons au nord ou au sud. Nous avons encore eu quelques cas de choléra dans les deux armées. Du reste, la santé est bonne et l'esprit excellent. Les hommes sont pleins d'élan. Canrobert va bien. Ma santé ... je n'ose pas t'en parler, je me soutiens par miracle, je souffre toujours, je ne mange pas, je digère mal, j'ai de plus un gros rhume, un fort mal de gorge, et deux clous sur la poitrine qui me supplicient. Voilà mon état; impossible d'avoir des forces avec tout cela, et elles me manquent. Cependant, aujourd'hui je vais moins mal, je souffre moins, j'ai un peu dormi, un peu mangé ce matin. »

Le pays que traversaient nos troupes était magnifique : partout des jardins, des arbres chargés de fruits. « Il est difficile, écrivait-on de la vallée du Belbeck, de se figurer un plus délicieux vallon, de plus riches plantations, une végétation plus abondante; c'est une suite de jardins, de châteaux, de parcs, de charmantes petites villas. Seulement presque partout règnent déjà le désordre et la dévastation; tous les villages que l'on rencontre ont été incendiés, et dans l'horizon lointain, on voit parfois les feux de ces incendies soulever dans l'air d'épais tourbillons de fumée. »

La villa du prince Birbikoff était à moitié dévastée. « Rien n'était plus triste, racontait un officier, que l'abandon de cette superbe villa et toutes ces belles choses dévastées; vous jugez si nos soldats firent main basse sur ce qui restait à briser; nos zouaves surtout se distinguaient par la même ardeur, le même entrain à la destruction qu'au combat. Je suis entré dans un petit boudoir; on eût dit que les habitants venaient de le quitter quelques minutes auparavant; des fleurs fraîchement coupées étaient encore dans des vases sur la cheminée; sur une table ronde, des numéros du journal l'*Illustration*, une écritoire, des plumes, du papier et une lettre inachevée. C'était une lettre de jeune fille : elle écrivait à son fiancé qui combattait à l'Alma; elle lui parlait de victoire, de succès, avec cette confiance qui était dans tous les cœurs, et qui est surtout dans celui des jeunes filles. La cruelle réalité avait arrêté tout cela : lettres, illusions, espérances. » Le soir les zouaves apportèrent au maréchal un petit salon complet : il ne prit qu'un petit guéridon qu'il destinait à la maréchale : « On a envahi la maison du prince Birbikoff, lui écrivait-il, tu auras un petit guéridon qui appartenait à la princesse, souvenir de la guerre de Crimée. »

L'armée oubliait ses fatigues : « On a savouré des fruits et surtout du raisin en abondance dans les vergers et dans les vignes, écrivait le P. de Damas, un des aumôniers de l'armée auquel nous aurons à emprunter



Navires coulés par les Russes à l'entrée du port de Sébastopol.

souvent les touchants récits. Quelques zouaves ont découvert certaines caves où les vins fins étaient en quantité plus considérable que les vins communs; or je vous laisse à deviner si les tonneaux sont restés pleins! et puis d'immenses potagers se sont rencontrés garnis de toute espèce de légumes destinés à l'alimentation de Sébastopol. Les choux surtout étaient innombrables. « Oh! monsieur l'abbé, me disait ce matin « un gaillard qui s'en léchait encore les barbiches, « quelle *bosse* de choux nous nous sommes donnée! « Pour ma part, j'ai changé cinq fois de choux avant de « de me décider à commencer ma soupe, j'en cueillais « un que je mettais sur mon dos; et puis j'en trouvais « un plus beau, et puis un autre encore. Chaque fois « je jetais ma charge pour la remplacer par quelque « chose de mieux. Quand j'y pense! » Et en même temps il faisait claquer ses doigts à la façon du gamin de Paris. Quatre bons réjouis avaient découvert un char à bancs assez coquet. Ils y avaient attelé des chevaux et couraient partout en criant : « Versailles! « Saint-Cloud! un lapin! encore un pour Sceaux.... » Bref, on s'amusait comme aux Champs-Élysées ou à la foire de Saint-Germain, sans penser aux souffrances de la veille ni à celles du lendemain. C'est le caractère du soldat français dans toute sa vérité[1]. »

Mais l'armée n'allait pas avoir toujours pareilles bombances. Les généraux alliés avaient renoncé à attaquer Sébastopol par le nord depuis que les Russes, en coulant leurs vaisseaux à l'entrée du port, nous avaient rendu moins utile le concours de la flotte. Le plan d'une attaque combinée par terre et par mer devait être abandonné. On résolut de tourner les forts qui défendaient la ville au nord et d'attaquer Sébastopol au sud. Cette manœuvre, un peu osée parce qu'il fallait traverser une vaste forêt en prêtant le flanc à l'ennemi, avait l'avantage d'amener l'armée dans une petite presqu'île dont les rives découpées offraient de sûrs abris à la flotte qui ne pouvait trouver de refuge sur la côte où l'on avait débarqué. La possession du

1. P. de Damas, *Souvenirs de Crimée*.

port de Balaclava était d'une grande importance, et c'est de ce côté qu'on se dirigea. L'armée, il ne faut pas l'oublier, ne pouvait pas s'éloigner de la mer, par laquelle lui arrivaient les vivres, les munitions, les renforts. On ne vit que les avantages du nouveau plan, plus tard on en sentit les inconvénients.

On s'engagea donc, pour tourner Sébastopol, dans une forêt, la forêt de Mackensie, à travers laquelle on eut grande peine à se frayer un passage, tant les broussailles étaient serrées. La maladie du maréchal s'était compliquée d'un cas de choléra; il ne pouvait plus monter à cheval, et dut se résigner à suivre l'armée en voiture. Les Anglais se heurtèrent au sortir de la forêt contre une division russe qu'ils mirent en déroute. C'était l'arrière-garde du prince Menschikoff qui, après avoir reformé son armée à Sébastopol et ravitaillé la garnison, profitait de notre mouvement tournant pour s'échapper et gagner la campagne. Ainsi les deux armées venaient de se croiser, les alliés se dirigeant vers le sud de la Crimée, les Russes vers le nord. Il



Le prince Menschikoff.

était du reste bien difficile que ceux-ci ne nous échappassent pas. Nous n'avions pas assez de monde pour investir Sébastopol, même quand nous nous serions établis au nord. C'est cette armée qui, recrutée et renforcée sans cesse, rendra le siége de Sébastopol si périlleux, car tenant la campagne, elle nous forcera à paralyser une partie de nos troupes pour la contenir. Les Anglais payeront cher à Inkermann l'oubli qu'ils faisaient de cette armée. De la ferme de Mackensie on descendit dans la vallée de la Tchernaïa, rivière qui va à Sébastopol.

Ce fut à ce bivouac, au sortir de la forêt, que la maladie livra au maréchal Saint-Arnaud un assaut terrible. Son médecin Cabrol déclara au colonel Trochu, aide de camp du maréchal, que le malade ne pouvait plus ajouter à ses souffrances le poids d'une lourde responsabilité. Mais c'était une mission délicate d'inviter un homme comme le maréchal Saint-Arnaud à résigner son commandement. Dans la nuit du 25 le colonel Trochu entra dans la tente du malade et lui dit, non sans réprimer son émotion : « Monsieur le maréchal, le docteur Cabrol s'est rendu maître

de la maladie, et vous triompherez de celle-là comme vous avez triomphé des autres; mais vous souffrez trop, monsieur le maréchal, pour continuer à vous occuper des nombreux détails de votre commandement; cette anxiété de tous les instants est cruelle pour vous, et le moment est venu, moment triste, mais d'une nécessité impérieuse, où vous devez, pour conserver un repos qui vous est si nécessaire, éloigner de votre pensée toute préoccupation. » Le maréchal comprit : il fit appeler Canrobert. « Vous m'avez fait connaître, dit-il, les instructions de Sa Majesté qui vous confient le commandement en chef de l'armée, dans le cas où ma santé me forcerait à l'abandonner. A partir d'aujourd'hui, prenez ce commandement; en le déposant entre vos mains, général, j'ai moins de regrets de le quitter. » Canrobert répondit par quelques paroles émues et prit la main que le maréchal lui tendait.

On lut le lendemain aux troupes le dernier ordre du jour, les adieux du maréchal à ses soldats : « Votre général en chef, disait-il, vaincu par une maladie contre laquelle il a lutté vainement, envisage avec une profonde douleur, mais saura remplir l'impérieux devoir que les circonstances lui imposent, celui de résigner le commandement, dont une santé à jamais détruite ne lui permet plus de supporter le poids.

« Soldats! vous me plaindrez, car le malheur qui me frappe est immense, irréparable, et peut-être sans exemple. »

C'était en effet une grande infortune que celle d'un



Maison de Balaclava dans laquelle fut transporté le maréchal Saint-Arnaud.

maréchal de France, frappé au milieu d'une glorieuse campagne par la maladie et obligé d'abandonner la poursuite de nouveaux succès. C'est un spectacle touchant que celui de cet homme qui ne vit depuis plusieurs mois que par un effort de la volonté et qui ne cède que quand tout ressort est brisé et au lendemain d'une victoire. Le maréchal Saint-Arnaud, on peut le dire, par son énergie avait triomphé de la nature; mais la nature allait prendre sa revanche. Du moins il emportait une consolation: il avait vu fuir les Russes !

On transporta le maréchal dans une petite maison de Balaclava. Les officiers, les soldats se pressaient autour de sa voiture, lui faisant leurs adieux. Apercevant des zouaves, il ordonna qu'on les laissât approcher et leur tendit la main. La demeure qui lui était réservée était une petite maisonnette près de la mer, moitié en pierre, moitié en bois. Mais le maréchal ne voulait pas y rester : délivré du commandement, il avait hâte de partir, de s'embarquer pour Constantinople, où, disait-il, les soins de sa femme le rétabliraient. Mais la maladie faisait de rapides progrès : le maréchal avait perdu toutes ses forces, et son état-major voyait le triste moment approcher. Le général Canrobert, lord Raglan, l'amiral Lyons vinrent lui rendre visite avant son embarquement. Lord Raglan se retira en pleurant. Le maréchal reçut aussi la visite de l'abbé Parabère, qu'il avait bien recommandé d'appeler auprès de lui, et l'aumônier en chef de l'armée lui administra les derniers sacrements. Depuis deux ans, le maréchal Saint-Arnaud n'avait cessé de donner des marques de la plus grande dévotion.

Les matelots du *Berthollet* avaient voulu porter eux-mêmes le mourant sur leur navire. Pour l'abriter du soleil, on avait étendu sur lui un pavillon national. Sur le passage du triste cortége, les soldats anglais qui travaillaient au débarquement de leur matériel se découvraient. Le général Yusuf, le gendre du maréchal, M. de Puységur, M. de Grammont, le commandant Henry, le docteur Cabrol s'embarquèrent avec le maréchal, tout à fait épuisé. Sur le navire, l'agonie commença. On entendait par moments s'échapper de ses lèvres, qui remuaient à peine, les mots entrecoupés : « Oh! l'Empereur! oh! ma pauvre Louise! » Il mourut à quatre heures du soir, le 29 septembre. Les marins défilèrent devant le lit où il était étendu, puis s'agenouillèrent pendant qu'on récitait les prières des morts.

On n'arriva que le lendemain soir vers les huit heures à Constantinople. Le *Berthollet* aborda à Thérapia, résidence d'été de l'ambassadeur de France, où se trouvait la maréchale qui avait appris la prochaine arrivée de son mari, mais ignorait encore son malheur. Le général Yusuf et le docteur Cabrol descendirent pour le lui annoncer. Mais, sitôt qu'elle les vit seuls et abattus, elle comprit : « Le maréchal est mort! » s'écria-t-elle, et il fallut la ramener dans ses appartements.

Le corps du maréchal fut déposé pendant la nuit, toujours recouvert du pavillon national, ce linceul si digne de lui, dans la chapelle de l'ambassade de France. Le 4 octobre on partit pour la France : la maréchale accompagnait les restes de son époux.

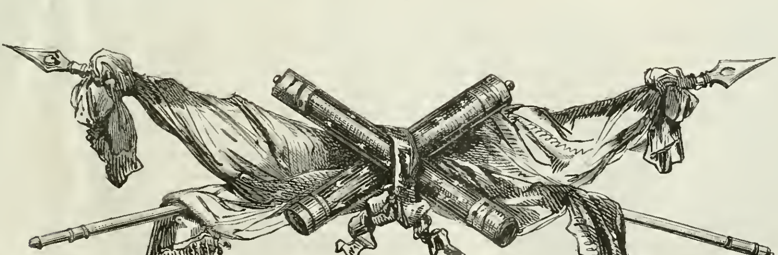
Le sultan avait été profondément attristé de la mort de Saint-Arnaud qui, bien des fois, avait relevé son courage et ses espérances, et qui d'ailleurs venait de réaliser si bien ses promesses. Abdul-Medjid voulait que les plus grands honneurs fussent rendus à la dépouille mortelle du vainqueur de l'Alma. Il envoya ses ministres porter l'expression de ses sentiments à la maréchale et lui fit dire : « Que si elle permettait qu'un service solennel fût célébré en l'honneur du maréchal, pas un musulman ne resterait debout à Constantinople pendant la durée de ce service. » La veuve de Saint-Arnaud remercia le sultan, qui manifesta le désir de saluer lui-même la dépouille mortelle du maréchal.

Le navire, au lieu de partir à la nuit, quitta Thérapia le 4 octobre à cinq heures du soir et traversa au milieu des fanfares funèbres, des salves d'artillerie, les splendeurs du Bosphore illuminées par un magnifique coucher du soleil. Lorsqu'on fut devant le palais impérial, *le Berthollet* s'arrêta ; les grandes portes du palais s'ouvrirent et le chef des croyants, paraissant sur le seuil, fit de la main un signe d'adieu. Le navire continua sa route, salué par une foule immense, et bientôt disparut à l'horizon. C'était le même vaisseau qui avait amené le maréchal et sur lequel nous l'avons montré examinant avec plaisir les lieux célèbres qui s'offraient à sa vue, faisant ses rêves de gloire et de bonheur. La gloire seule avait répondu à son attente, mais il lui était refusé le bonheur d'en jouir : sa dépouille glacée revenait seule vers cette France où il comptait se délasser si bien de ses fatigues.

Le 11 octobre, le corps du maréchal arriva à Marseille, où il fut reçu avec tous les honneurs militaires et conduit à la cathédrale. Il arriva à Paris le 16 octobre au matin, et le même jour eurent lieu ses obsèques solennelles. Le char funèbre autour duquel marchaient les officiers qui avaient ramené le maréchal et dont la figure bronzée disait assez les fatigues, traversa Paris et arriva aux Invalides au milieu d'une foule émue et recueillie. Les circonstances de la mort du maréchal, la gravité de la situation de notre armée combattant si loin, l'orgueil d'une victoire récente sitôt abattu par le deuil et par une perte vivement sentie de tous, donnaient à ces funérailles de Saint-Arnaud une solennité que n'ont point des funérailles entourées de la même pompe. Un triste temps d'automne contribuait à rendre plus profonde l'impression. On pensait aux souffrances qui allaient s'appesantir sur nos soldats avec l'hiver. On se demandait combien encore on verrait passer de funèbres convois revenant d'Orient et combien d'officiers des plus brillants ne seraient pas même ramenés dans leur patrie.

L'Empereur avait été profondément affecté de la mort du maréchal. Il s'était fait raconter, dans les moindres détails, ses derniers instants par le général Yusuf, et à plusieurs reprises des larmes avaient paru dans ses yeux. Il écrivit à la veuve une lettre où respirait la plus vive sympathie pour sa douleur.

Par son ordre, le conseil d'État fut saisi d'un projet de loi accordant, à titre de récompense nationale, à Mme la maréchale de Saint-Arnaud, une pension de 20 000 francs.





CHAPITRE VII.

EXPÉDITION DE CRIMÉE. — SIÉGE DE SÉBASTOPOL. — COMMANDEMENT DU GÉNÉRAL CANROBERT (25 SEPTEMBRE 1854. — 20 MAI 1855).

§ 1. CANROBERT; SÉBASTOPOL.

Lorsque le maréchal Saint-Arnaud eut remis au général Canrobert le commandement en chef, celui-ci réunit, au campement de la Tchernaïa, les officiers généraux et les chefs de service. Il leur dit que le maréchal ayant été obligé d'abandonner l'armée, il avait dû obéir aux ordres de l'Empereur qui, dans la prévision de cette éventualité, lui avait déféré le commandement. « Dans les circonstances où nous nous trouvons, ajouta-t-il en se tournant vers le général Forey, je regrette vivement que la volonté de Sa Majesté n'ait pas confié ce commandement à celui d'entre nous auquel il appartenait par droit d'ancienneté, et qui l'eût si dignement rempli; mais je sais les devoirs qu'impose à votre nouveau chef cette succession du passé, et j'y emploierai tout ce que Dieu m'a donné de forces et de courage, tout ce que j'ai dans le cœur de dévouement à la France et à l'Empereur. »

Le général Forey prit aussitôt la parole : « C'est avec confiance, dit-il, que l'armée accueille son nouveau chef, celui que la volonté de l'Empereur appelle à sa tête; je suis le plus ancien général de division parmi tous ceux qui vous entourent, et c'est à ce titre que je viens vous dire de compter sur mon dévouement de soldat et de vieux camarade; vous n'aurez pas dans toute l'armée de lieutenant plus soumis. »

Le général Canrobert leur tendit la main à tous, et chacun retourna à son poste, vivement impressionné par cette scène qui se passait en vue même de la ville ennemie.

Le général Forey s'était réellement fait l'interprète de l'armée entière quand il avait dit qu'elle acceptait avec confiance son nouveau chef, dont elle connaissait les brillants états de service. Certain Canrobert est né en 1809 : il sortit de Saint-Cyr sous-lieutenant en 1828 :



Vue de Sébastopol.

il était lieutenant en 1832, s'embarquait pour l'Afrique en 1835 et prenait part à l'expédition de Mascara, à la prise de Tlemcen, aux combats de la Tafna, de la Sikkak et recevait le grade de capitaine en 1837. A l'assaut de Constantine il fut blessé à côté du colonel Combes qui, frappé mortellement, recommanda, avant de mourir, Canrobert au général Vallée : « Il y a de l'avenir dans cet officier, » dit-il. En 1841 Canrobert prit part aux combats des cols de Mouzaïa et du Gontas. Il fut nommé chef de bataillon en 1842. Il ne cessa de parcourir l'Algérie dans ces années de lutte continuelle et devint lieutenant-colonel en 1845, colonel, en 1847, puis bientôt mis à la tête du régiment de zouaves. Nous avons vu le colonel Canrobert, en 1849, au siége de Zaatcha, monter intrépidement à l'assaut et presque seul de ses compagnons épargné par les balles des Arabes. Nommé général de brigade en 1850, il revint en France où il combattit dans les journées de décembre 1851. Général de division en 1853 et aide de camp de l'Empereur, il avait ajouté à ses services une belle page, sa brillante conduite à l'Alma. Le voilà enfin qui apparaît au premier plan, dans les circonstances les plus difficiles. Ce général, si ardent au combat, va être réduit à une guerre de siége, unique dans l'histoire. Il va déployer d'autres qualités que celles qui l'ont distingué jusqu'alors. Il va devenir le père de l'armée.

L'armée, sous la conduite de son nouveau chef, accomplit le mouvement tournant qu'elle avait commencé et vint, le 29 septembre, camper au sud de Sébastopol, sur le plateau de la Chersonèse. Les généraux du génie et de l'artillerie poussent des reconnaissances, étudient le terrain, coupé partout de ravins, et cherchent les points d'attaque. Deux divisions et la division turque, sous les ordres du général Bosquet, s'établissent sur le derrière de l'armée pour observer les Russes qui tenaient la campagne. Ce corps d'observation devait arrêter les attaques qui arriveraient par la vallée de la Tchernaïa et par celle de Balaclava. Il s'appuyait sur les Anglais, par sa gauche, à Inkermann. Cette nécessité de diviser en deux nos forces déjà peu considérables nous réduisait à l'impuissance, car nous n'avions pas en face de nous une ville ordinaire.

Sébastopol était bien plus fortifié qu'on ne l'avait cru. Cet immense arsenal dans lequel les Russes avaient, de longue date, accumulé tous les moyens de défense, était protégé à la fois par la nature et par l'art. La ville comptait peu, les casernes, les magasins, les chantiers formaient une ville bien plus importante et bien plus difficile à atteindre.

Rien en France ne peut nous donner une idée de l'aspect que présentait Sébastopol et de sa situation. Les Russes avaient choisi pour l'établir une rade, la meilleure de la mer Noire, et qui n'est qu'un bras de mer entrant profondément dans les terres, encaissé par des côtes rocailleuses et escarpées. Au fond de cette rade, capable de contenir les flottes les plus nombreuses, débouche la Tchernaïa, petite rivière qui traverse une vallée également resserrée et rocailleuse. L'entrée de cette rade est défendue du côté de la mer par deux forts, le fort Constantin au nord et le fort Alexandre au sud. C'est là que nos flottes eussent pu agir avec efficacité si l'ennemi n'avait sacrifié ses vaisseaux et fermé l'entrée de la rade, ne laissant qu'un étroit passage sous les feux croisés de redoutables batteries. Toute attaque était devenue impossible de ce côté. Au nord de la rade se trouvait ce que l'on appelait la citadelle, dont les feux s'étendaient jusqu'à l'autre rive, et qui dominait la ville située de l'autre côté. C'était là qu'on avait voulu d'abord tenter l'assaut. Mais on se décida pour l'attaque du côté sud, attaque, comme nous l'avons dit, qui offrait l'avantage de mettre l'armée en communication facile avec les flottes et de nous assurer les ports de Balaclava et de Kamiesch.

Sur cette rive méridionale de la rade, s'élevait la ville proprement dite de Sébastopol, bâtie en amphithéâtre sur un mamelon composé de roches blanchâtres. Elle se divisait en deux parties : la ville basse, qui renfermait le marché et les maisons de commerce; la ville haute, habitée par la population riche et les fonctionnaires. C'est dans cette partie que se trouvaient les quelques édifices de Sébastopol, la cathédrale, surmontée d'un clocheton assez élevé, plusieurs autres églises, la bibliothèque, le théâtre. La ville se trouvait entre deux baies formées par la rade, la baie de l'artillerie, la plus proche de la mer et le port militaire qui pouvait contenir de 15 à 16 vaisseaux de ligne et qui la séparait des établissements maritimes et du faubourg dit de Karabelnaïa. La rade formait encore à l'est une troisième baie, dite du Carénage. Tout ce côté de Sébastopol était protégé par une muraille qui enveloppait à la fois la ville et les établissements maritimes. Cette muraille était elle-même protégée par des bastions destinés à devenir célèbres : c'étaient, si nous partons du fond de la rade pour contourner la ville et descendre à la mer, le bastion du Carénage, la tour Malakoff qui dominait le faubourg de Karabelnaïa et la place, le bastion du Redan, les bastions du Mât, de la Tour, etc., et près de la mer un fort qui protégeait une baie à laquelle il empruntait son nom : la Quarantaine. Près de ce fort, se trouvait un lazaret. Cette baie était formée par la mer qui, à quelque distance, creusait le port de Kamiesch, où nos vaisseaux venaient débarquer nos vivres, nos approvisionnements, notre matériel de siége.

Si nous en croyons les notes autographes d'un général qui a fait la campagne de Crimée, citées par M. de Bazancourt, « on était si loin de s'attendre aux difficultés qu'on allait rencontrer, qu'il fut question de ne pas débarquer ce matériel, et qu'on parut disposé à tenter une attaque de vive force contre Sébastopol. C'est injustement, selon nous, que l'on a conclu, du parti pris par les généraux alliés, qu'ils avaient manqué de résolution en cette circonstance. Si les Russes, réfugiés après la bataille de l'Alma sur les hauteurs d'Inkermann, y eussent attendu nos armées, un combat heureux eût peut-être ouvert les portes de Sébastopol aux alliés. Mais l'armée ennemie ayant, par une marche semblable à celle que venait de faire l'armée anglo-française, conservé ses communications avec l'intérieur et s'étant établie sur le flanc et les derrières des alliés, une attaque de vive force contre Sébastopol, dans ces conditions, devenait une opération des plus hasardeuses, qui n'entrait pas dans le caractère méthodique et peu entreprenant du général anglais, et que ne pouvait guère risquer le nouveau général qui, investi depuis quelques jours seulement du commandement, voyait peser sur lui une immense responsabilité. Malakoff (car c'eût été alors, comme toujours, le point

d'attaque) n'était pas fortifié comme il l'a été depuis; mais la position en elle-même, déjà très-forte, pouvait en vingt-quatre heures, et avec l'habileté des Russes à remuer la terre, se couvrir d'ouvrages de campagne, armés d'une puissante artillerie. L'armée alliée, menacée sur ses derrières par l'armée de secours, ayant à combattre une garnison de 25 à 30 000 hommes sous le feu de la flotte et des forts du nord, qui ont pris ainsi qu'on l'a vu depuis, une si grande part à la défense de cette position, courait le danger, en cas d'insuccès, d'être jetée à la mer. Le siége régulier fut donc résolu. »

Les Français étaient chargés de l'attaque du côté sud, c'est-à-dire des forts les plus rapprochés de la mer. Leurs travaux peu éloignés de la baie de Kamiesch, devaient être facilités par la communication perpétuelle avec la mer. Le camp français commençait, près des côtes en face du fort de la Quarantaine; il allait s'élevant sur des plateaux pierreux qui contournaient la ville. Le sol était presque partout dur, mouvementé, sillonné de ravins : par-ci par-là quelques bonnes terres, mais rares; quelques maisons de campagne avaient été épargnées et réservées aux officiers supérieurs. Le général Forey, commandant la 4e division et le corps de siége, occupait la plus belle. Les travaux et le camp français s'arrêtaient à un ravin, continuation du port militaire de Sébastopol. Au delà de ce ravin, en face la tour Malakoff et le Carénage, se dressaient les tentes anglaises. Le camp des Anglais se trouvait donc à notre droite et ouvert du côté de l'intérieur de la Crimée. Telle était la disposition des armées alliées au commencement du siége. Nous verrons qu'on fut obligé de la modifier. Nos alliés étaient chargés de l'attaque dirigée contre la position importante, et leur lenteur sera en partie cause de la déplorable lenteur du siége. Nous serons obligés, mais tard, de prendre leur place devant la tour Malakoff dont, il faut le dire, on ne comprenait pas d'abord toute l'importance, et qui n'offrait pas l'ensemble de fortifications redoutables qu'elle présenta à la fin du siége.

Les deux quartiers généraux, du général Canrobert et de lord Raglan, étaient placés à proximité l'un de l'autre, à égale portée des corps d'attaque et d'observation. La ligne seule de circonvallation de l'armée alliée, de la mer à la Tchernaïa, n'avait pas moins de quatre lieues de développement, décrivant un vaste demi-cercle autour de la partie méridionale de la place.

Qu'on juge de l'armée qu'il eût fallu pour envelopper également le côté nord!

§ 2. OUVERTURE DE LA TRANCHÉE (9 OCTOBRE 1854); PREMIER BOMBARDEMENT DE SÉBASTOPOL (17 OCTOBRE).

Pendant les premiers jours d'octobre, le génie explora les abords de la place, mesura, sous le feu de l'ennemi, les distances et détermina le tracé des attaques. L'ouverture de la tranchée fut fixée à la nuit du 9 octobre.

Les travaux du génie sont tout spéciaux, et si on cherche à étudier un siége dans un livre où il est expliqué comme il a été fait, c'est-à-dire selon les règles de l'art, on risque de ne rien comprendre. Mais si l'on se dégage des termes scientifiques et techniques, on saisit parfaitement la marche de travaux qui sont dictés par la simple raison.

Lorsqu'on a devant soi une place défendue par une artillerie formidable, on ne peut s'y précipiter à découvert. On serait écrasé avant d'y arriver. Il faut donc, avant de livrer l'assaut, en approcher le plus possible en s'abritant de son mieux, et n'avoir qu'un faible espace à parcourir pour se jeter sur les fortifications de l'ennemi. De plus il faut, autant qu'on le peut, ruiner les fortifications et éteindre le feu de la place. De là la nécessité d'ouvrir des tranchées, et dans ces tranchées d'établir des batteries. Pour se garantir contre les boulets et les obus de l'ennemi, on creuse parallèlement à la place un fossé, dont les terres rejetées du côté de la ville assiégée et consolidées par des gabions, forment un rempart. Le fossé cache à peu près la moitié de l'homme, le rempart cache l'autre moitié. De distance en distance on élargit ce fossé et on établit les batteries, que l'on garantit également avec art contre les projectiles ennemis. Lorsqu'on a ainsi creusé une première ligne autour de la place d'où on commence à répondre à son feu, on cherche à avancer. Il faudrait alors faire une tranchée perpendiculaire à la ville; mais les canons ennemis enfileraient cette tranchée qu'ils domineraient nécessairement, et il n'y aurait pas moyen de s'y tenir. En quittant la première ligne, la *parallèle*, comme on l'appelle, on ouvre des tranchées en zigzags, de manière à cheminer sans être pris d'écharpe par l'artillerie. On n'établit point de batteries dans ces zigzags : ce sont des boyaux de communication qu'on prolonge jusqu'à une certaine distance où on les relie les uns aux autres de manière à former une seconde tranchée autour de la place, une seconde ligne d'investissement, une autre parallèle. On continue ainsi et en gagnant sans cesse du terrain, on creuse 3, 4, 5, 6, 7 lignes *parallèles* s'il est nécessaire, jusqu'à ce qu'on arrive à étreindre de près la place et à tenter l'assaut dans des conditions favorables. Ce travail de cheminement continuel, qui ne cesse ni le jour ni la nuit et sous le feu de l'ennemi, est fatigant et périlleux. On travaille, comme dit le génie, à la *sape volante* ou à la *sape pleine*. On emploie la sape volante quand on peut tromper l'ennemi pendant un certain temps; alors on amène un grand nombre de travailleurs à la fois, et en quelques heures on creuse une grande étendue de tranchée. On débute ainsi pour commencer un siége, parce que l'ennemi ne sait pas où vous allez porter vos travaux. Mais une fois ces travaux découverts, on ne peut plus guère avancer qu'à la *sape pleine*, c'est-à-dire avec d'infinies précautions, pas à pas, avec un petit nombre de travailleurs cuirassés et protégés par des gabions, et en n'arrêtant jamais le travail. On va lentement, mais qui va lentement va loin.

Le 9 octobre au soir, avons-nous dit, était le moment fixé pour l'ouverture de la première tranchée. Seize cents travailleurs furent commandés pour la creuser sous la direction du génie. Chacun de ces hommes, portant son fusil en bandoulière, reçut au dépôt de tranchée, située près d'une maison *dite des Carrières*, une pelle et une pioche. Puis, au dépôt des gabions, formé derrière l'enclos d'une maison brûlée par les Russes, et appelée la *Maison brûlée*, chacun chargea sur sa tête un gabion. Les officiers du génie répartirent les travailleurs sur les emplacements choisis. Les hommes posèrent à terre leur gabion et se couchèrent derrière, jusqu'au commandement de

Haut les bras. Les seize cents travailleurs étaient partagés en deux séries de huit cents, qui devaient se relayer de trois heures en trois heures. Des postes avancés, des sentinelles placées derrière les abris qu'elles avaient pu trouver ou se faire elles-mêmes, observaient la place d'où on pouvait craindre une sortie.

Rien ne bougea du côté de Sébastopol. Une lune magnifique éclairait les travailleurs dont les huit cents pioches ne cessèrent de creuser toute la nuit ce sol rebelle, que plus tard nous devions percer avec la mine. Un vent du nord-est détournait le bruit qui n'arriva pas à la place, comme on l'avait craint. Au point du jour, sans qu'un coup de canon eût été tiré, un kilomètre de tranchée était creusé. Les tranchées devaient, par la suite, atteindre un immense développement, et avec tous les détours on comptait qu'elles auraient formé, mises bout à bout, un fossé de vingt lieues! Travail unique dans l'histoire!

Pour le moment, on ne prévoyait pas tant de fatigues : on concentrait tous ses efforts sur la construction d'une sorte de grand front bastionné où l'on devait accumuler cinquante-six pièces, réparties en cinq bat-



Le général Canrobert.

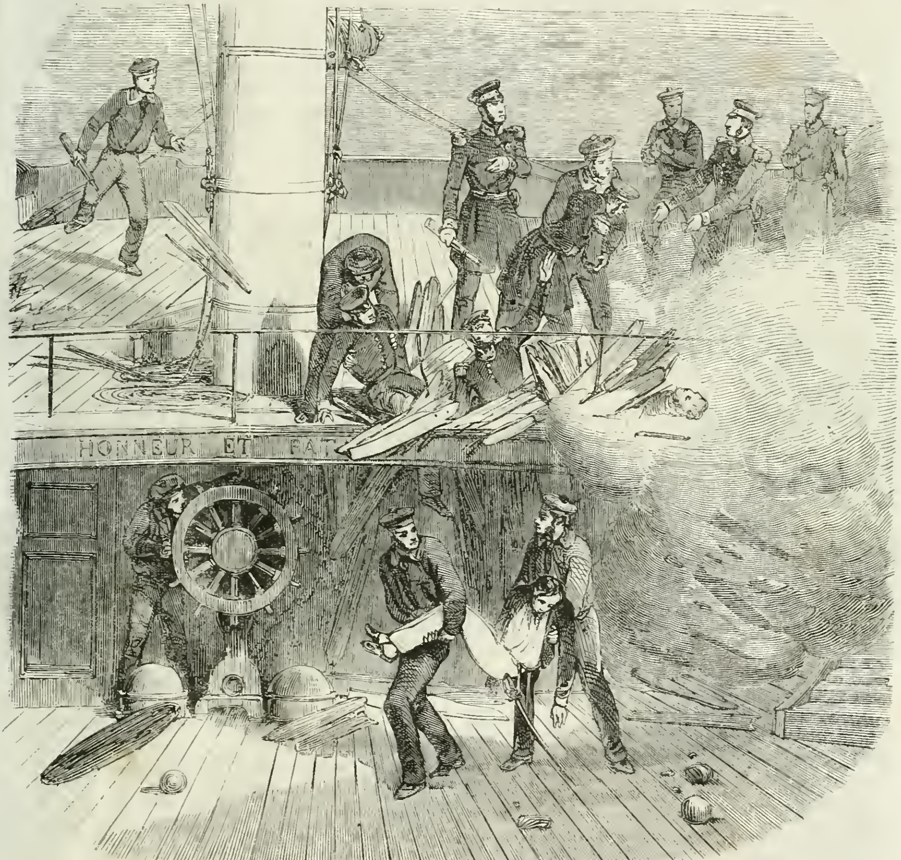
teries. On comptait que le feu de ces cinquante-six pièces causerait assez de mal à l'ennemi pour nous permettre de tenter l'assaut. On n'avait qu'une idée imparfaite des défenses de Sébastopol et surtout de la puissance de son artillerie et de la quantité immense des munitions accumulées dans cette place.

Le matin du 10, sitôt que les Russes s'aperçurent, au bouleversement des terres, de nos premiers travaux, ils ouvrirent un feu des plus vifs qui, dès lors, ne cessa plus ni le jour ni la nuit, et dégrada, en plusieurs endroits, les épaulements. Maintenant, c'est donc sous une grêle de boulets et d'obus qu'il faut cheminer. Elle est commencée cette guerre lente et sanglante du siége, où le soldat a besoin d'un héroïsme de tous les instants, où le danger est de toutes les minutes, où il faut travailler et combattre, veiller sans cesse, repousser les sorties de l'ennemi, où notre armée allait déployer une patience, un mépris de la mort, une résignation vraiment sublimes. L'historien aura à raconter bien des souffrances; mais ce qui le soutiendra dans les douloureux récits, c'est la fermeté inébranlable de nos soldats, leur courage d'autant plus admirable

qu'il est froid, prudent et réfléchi. Il n'y a pas là l'entraînement du champ de bataille. Il faut souvent recevoir les boulets sans pouvoir les rendre, et c'est là une intrépidité bien difficile que nos soldats avaient l'air de croire toute naturelle, tant ils étaient familiarisés avec elle !

Les Russes firent plusieurs sorties pour ruiner nos ouvrages, mais ils furent vigoureusement accueillis. A ces sorties, nos soldats se dédommageaient de leur inaction, et ils retrouvaient leur entrain de l'Alma.

L'ouverture du feu avait été fixée au 17 octobre; ce jour-là, les cinquante-six pièces que nous avions pu mettre en batterie, et dont une partie avait été fournie par la marine, devaient tonner toutes ensemble contre Sébastopol, que les flottes bombarderaient de leur côté. Quelques jours auparavant, le général Forey avait organisé une compagnie de francs-tireurs de cent cinquante hommes pris parmi les chasseurs et les zouaves. Ces francs-tireurs se dispersaient en petits postes, creusaient des abris, et, armés de carabines de précision, visaient aux embrasures ennemies. Leurs coups étaient presque toujours sûrs, et mettaient hors de combat les canonniers. Ils firent tant de mal à l'ennemi qu'on en organisa de nouvelles compagnies.



Un obus éclate sur le vaisseau-amiral *la Ville de Paris* (bombardement du 17 octobre 1854). (Page 122, col. 2.)

Le 17 octobre au matin, les embrasures de nos canons, démasquées pendant la nuit, vomirent un feu terrible de boulets et d'obus contre la place, qui ne tarda pas à répondre énergiquement. De six heures et demie à dix heures et demie ce fut un roulement continuel du canon, qui faisait trembler au loin la terre. Toute l'armée avait pris les armes et se tenait prête à s'élancer si notre feu demeurait supérieur. Un moment, on crut qu'il en était ainsi, le feu de la place se ralentit, mais il ne tarda pas à reprendre avec une fureur nouvelle; les Russes avaient remplacé les pièces mises hors de service, ce qui indiquait avec quelle richesse Sébastopol était approvisionné. Nous ne pouvions en faire autant, et plusieurs de nos batteries désorganisées ne continuaient plus que péniblement la lutte. Un grand nombre d'artilleurs avaient été tués, plusieurs pièces

étaient démontées. Nos canons n'étaient que du calibre de 24 et de 30. Les canons de Sébastopol étaient du calibre de 68. Les Russes avaient désarmé leur flotte et transporté dans les forts les pièces de la marine, plus grosses que les pièces ordinaires. La batterie établie par nos marins soutenait avec vigueur le feu de la place, mais elle avait à répondre à un nombre trop considérable de pièces, et souffrit cruellement. Un accident survint qui aggrava notre position : une bombe mit le feu au magasin de poudre d'une batterie ; et l'explosion tua ou blessa une quarantaine de soldats et jeta le désordre dans la batterie. Quelques autres explosions partielles accrurent nos pertes. A dix heures et demie, l'ordre fut donné de cesser le feu. Les Anglais dont les pièces étaient d'un plus fort calibre, continuèrent le leur, et à ce moment, la flotte prenait position pour ouvrir le sien.

Quatorze bâtiments français s'embossèrent devant les forts du sud pendant que les vaisseaux anglais se plaçaient devant les forts du nord. Il fallut du temps pour mettre les vaisseaux en ligne et les préparer au combat. Il était une heure lorsque le feu commença. Des explosions formidables partirent de chaque vaisseau, couvrant au loin la côte de fumée, les forts de boulets. L'artillerie russe répond avec énergie, et lorsque ses coups portent, ils font plus de mal à nos murailles de bois que n'en causent nos projectiles aux murailles de pierre de nos ennemis. L'amiral Hamelin dirigeait le combat du haut de son vaisseau amiral, *la Ville de Paris* qui, lui aussi, tonnait de toute son artillerie. Placé sur la dunette avec son état-major, il donnait ses ordres au milieu de cet ouragan de fer et de feu, lorsqu'un obus s'enfonça sous le pont de la dunette même et fit explosion. Deux boulets pleins arrivaient en même temps. Presque tout l'état-major est renversé, un lieutenant de vaisseau, officier d'ordonnance de l'amiral, un aspirant de marine sont tués sur le coup. Trois aides de camp de l'amiral, le commissaire



Francs-tireurs au siége de Sébastopol.

d'escadre et plusieurs aspirants sont blessés. Par bonheur, l'amiral, son chef d'état-major et le commandant de *la Ville de Paris* ne sont pas atteints. L'amiral, sans rien perdre de son calme, reste sur les débris de sa dunette et continue à donner les ordres. Des incendies se déclarent dans plusieurs vaisseaux, mais sont étouffés. Un obus a traversé tous les ponts du *Charlemagne* et éclaté dans sa machine, qu'il a désorganisée. Un boulet a percé *le Napoléon* au-dessous de la ligne de flottaison, et ouvert une voie d'eau qu'on bouche à grand'peine.

Notre feu causait aussi un mal considérable à l'ennemi. La batterie de la Quarantaine, écrasée par la multiplicité de nos boulets, est éteinte et abandonnée. Les ouvrages éloignés continuent seuls la canonnade. Au nord, la flotte anglaise lutte également, non sans faire des pertes sensibles, mais avec avantage. Le magnifique fort Constantin est abîmé, et bientôt un magasin à poudre fait explosion. Le combat cesse à six heures du soir Les flottes se retirent lentement, saluant les forts russes de leurs dernières bordées et de leurs derniers obus.

Plusieurs vaisseaux avaient gravement souffert. *La Ville de Paris* avait reçu cinquante boulets dans le corps et une centaine dans la mâture ; le feu s'était déclaré plusieurs fois. *Le Montebello*, *le Charlemagne* avaient à réparer de graves avaries. Les pertes des Russes, suivant le rapport du prince Menschikoff, avaient été de plus de 500 hommes hors de combat et un grand nombre d'ouvrages avaient été fort endommagés. Le général Korniloff, commandant de Sébastopol, avait été tué par un obus.

Le général Canrobert écrivit à l'amiral Hamelin : « Mon cher amiral, en rentrant à mon bivouac, je m'empresse de vous adresser les remercîments de l'armée et les miens tout particulièrement, pour le vigoureux concours que vos vaisseaux lui ont prêté hier. — Il ajoute à la dette que nous avons, d'ancienne date, contractée envers la flotte, et soyez sûr que, le cas échéant, tous s'empresseraient de l'acquitter.

« J'ai appris avec de vifs regrets que vous aviez perdu deux officiers de votre état-major, et qu'entre tous les vaisseaux, *la Ville de Paris* est celui qui a le plus souffert. C'est un honneur qui appartenait au vaisseau amiral, et je ne crains pas d'en féliciter vos officiers et votre équipage.

« Je ne terminerai pas cette lettre sans vous dire combien je suis satisfait de l'énergique conduite de vos marins à terre, et de l'excellent esprit qui les anime. »

Cette journée du 17 octobre avait détruit toutes les illusions. Sébastopol n'était pas une place à emporter par un coup de main. Des défenses sérieuses, une artillerie formidable et supérieure à la nôtre la protégaient. Lancer une armée contre ses murailles c'eût été une insigne folie. De plus, les Russes avaient mis et mettaient le temps à profit. Ils construisaient sans cesse de nouveaux ouvrages, et la défense se développant en même temps que l'attaque, il devenait évident qu'on ne viendrait pas à bout de la ville sans de persévérants efforts et sans avoir recours aux moyens d'action les plus puissants. On répara donc au plus vite les dommages causés aux batteries dans la journée du 17, et on s'occupa d'en établir de nouvelles; on reprit le travail de cheminement qui devait nous rapprocher davantage de la place.

§ 3. COMBAT DE BALACLAVA (25 OCTOBRE).

Pour se trouver en mesure de rouvrir bientôt le feu avec succès, on étend les parallèles, on construit de nouvelles batteries. « Mais, dit le journal de siége, le sol sur lequel se développent les attaques, présente une couche de terre dont l'épaisseur variable n'est souvent que de 0m30; au-dessous se trouve une croûte calcaire très-dure, de 0m30 à 0m60 d'épaisseur, puis, vient une espèce de tuf que la pioche peut entamer sans trop grandes difficultés. Il est, par suite, presque toujours impossible de porter du premier coup les tranchées à une profondeur suffisante pour qu'on y soit abrité contre les feux de la place. Partout où la terre végétale fait défaut, on est obligé de se contenter d'abord d'un étroit sentier, creusé dans la croûte calcaire, afin d'obtenir le plus vite possible un petit couvert où l'on puisse passer en se baissant, puis on élargit la tranchée en enlevant la croûte calcaire à l'aide de pinces et de pics à roc pour arriver au tuf. Il faut souvent plusieurs jours pour achever une tranchée, et encore n'est-il pas toujours possible de la porter à une complète régularité. »

On reconnut bientôt la nécessité de modifier la division des heures de travail. Les premiers jours on relevait les travailleurs de trois heures en trois heures pour leur éviter de trop grandes fatigues dans un sol si difficile à creuser; mais on s'aperçut promptement des graves inconvénients que présentaient d'aussi fréquents mouvements de travailleurs, surtout dans des tranchées qui restaient plusieurs jours sans être achevées, et l'on porta les séances de travail de trois heures à six. A partir du 21 octobre, la durée de ces séances fut encore augmentée et portée à huit heures. Les travailleurs ne furent dès lors relevés qu'à six heures du soir, à deux heures et à dix heures du matin.

A la fin d'octobre nous avions quatre-vingt-dix pièces en batterie. Mais nos travaux étaient souvent inquiétés par les Russes qui, la nuit, opéraient des sorties et tâchaient de nous surprendre, et alors aussi commença cette autre guerre de combats nocturnes, d'alertes continuelles, où il fallait déployer autant de prudence que de courage. Dans la nuit du 20 octobre, une centaine de soldats russes, protégés par une obscurité profonde, arrivèrent, sans être aperçus, jusqu'à nos tranchées et se précipitèrent sur nos canons pour les enclouer. Nos artilleurs reviennent bientôt de leur surprise, la garde de la tranchée accourt, la lutte s'engage et bientôt l'ennemi culbuté, s'enfuit, laissant sept morts et quatre blessés. Parmi ces derniers se trouvait un officier d'une rare énergie. Percé de cinq coups de baïonnette, il fut transporté vivant encore à l'ambulance où, malgré nos soins, il expira quelque temps après, en se refusant à donner aucun renseignement. Mais il laissa échapper que notre artillerie, les mortiers surtout, faisaient beaucoup de mal à la garnison, et que lui et ses hommes s'étaient dévoués pour enclouer nos pièces.

A ce combat se distingua un soldat français, nommé André, qui fut mis à l'ordre du jour de son régiment. Le colonel voulait le porter sur la liste des récompenses; en feuilletant son dossier il trouva que le soldat avait été, avant son entrée au service, condamné à deux mois de prison pour tapage nocturne et bris de clôture. « André, lui dit le colonel devant ses camarades, votre vaillante conduite m'a été signalée; je vous dois les éloges que mérite votre bravoure, et si je n'ai pas demandé une récompense pour vous comme pour vos camarades, vous savez pourquoi; mais je dois hautement rendre témoignage de votre belle conduite. — C'est juste, mon colonel, répondit André, aussi je ne me plains pas; mais j'en ferai tant que je vous ferai oublier mon passé. — Je prends acte de vos paroles, dit le colonel; tenez-la en brave soldat que vous êtes, et je déchirerai le maudit feuillet. » André tint sa parole dans la nuit du 15 janvier, où il fut grièvement blessé; le colonel déchira le feuillet, et remit au soldat la médaille militaire. Malheureusement, le blessé dut subir la désarticulation du bras, et mourut à Constantinople.

Les Russes n'entendaient pas seulement nous inquiéter par des sorties. Leur armée d'observation allait révéler sa présence sur nos derrières par des attaques dangereuses. L'empereur Nicolas poussait à marches forcées de nombreux contingents vers Sébastopol; ayant à traverser des steppes arides où l'eau est rare, les populations et les villages clair-semés et misérables, les routes presque impraticables à cause des pluies, les Russes ne pouvaient avancer que par petits détachements. En mettant à contribution toutes les ressources du pays, vers le milieu d'octobre, le général Liprandi réussit à amener une forte division d'infanterie, plusieurs régiments de cavalerie régulière et de cosaques; d'autres corps très-considérables le suivaient de près. Aussi le prince Menschikoff résolut, dès ce moment, et sans perdre de temps, de prendre l'offensive et de tenter quelque entreprise hardie. Maître du cours du Belbeck et de la haute Tchernaïa, des routes de Simphéropol et d'Inkermann, le prince avait ses communications assurées avec Sébastopol et pouvait, à la faveur des terrains couverts et des défilés qui aboutissent au pont de Traktir, se porter à l'improviste sur nos lignes du côté de la Tchernaïa,



Charge des Anglais à Balaclava (25 octobre 1854). (Page 126, col. 1.)



Charge des chasseurs d'Afrique pour dégager la division anglaise de cavalerie légère à Balaclava (25 octobre 1854). (Page 127, col. 2.)

ou sortir de la place et tomber inopinément sur nos travaux. Déjà il avait envoyé plusieurs reconnaissances dans la direction de Balaclava, et le général Bosquet les avait signalées; aussi, dans la prévision d'une attaque, chaque jour cet officier général faisait travailler à renforcer nos lignes.

Le 25 octobre, les Russes débouchèrent dans la vallée de Balaclava, et là s'engagea un fameux combat dont les Anglais eurent à supporter presque seuls le poids. Les Russes, commandés par le général Liprandi, étaient au nombre de 25 000 hommes et traînaient quarante pièces de canon. Leur intention évidente était de s'emparer du port de Balaclava ou au moins de couper les communications des Anglais avec cette ville, centre de leurs approvisionnements. L'ennemi se jeta sur des redoutes construites assez loin de l'autre côté de la plaine de Balaclava. Ces redoutes trop isolées, armées seulement de quelques canons anglais et gardées par des Turcs, furent presque aussitôt enlevées par les Russes. Les Turcs, après une vigoureuse résistance, cédèrent au nombre et s'enfuirent vers les lignes alliées.

Lord Raglan prévenu accourut, suivi bientôt du général Canrobert. Il fit descendre dans la plaine les divisions Cathcart et Cambridge pour appuyer le 93e régiment de higlanders exposé aux charges de la cavalerie russe. Les higlanders recevaient bravement ces charges sans vouloir se former en carrés : ils accueillaient les cosaques par un feu si nourri que ceux-ci tournaient bride. Mais la masse de la cavalerie ennemie s'ébranla, et alors la grosse cavalerie anglaise s'avança contre elle.

« La cavalerie russe, dit un officier d'état-major anglais, comprenait des hussards et des dragons en avant, des cosaques en arrière, et comptait en tout 3000 sabres. Elle ralentissait son pas à mesure que notre cavalerie s'avançait vers elle. Elle le ralentit tellement qu'au moment où les deux masses se rencontrèrent, elle était presque arrêtée. La première ligne de la cavalerie anglaise ne put aborder l'ennemi avec l'élan qu'elle aurait voulu : elle avait eu à traverser le camp de la cavalerie légère où le terrain était encore embarrassé de bagages. Néanmoins nous vîmes bientôt nos soldats disparaître au milieu des Russes. Un moment nous fûmes inquiets du résultat; mais aussitôt les dragons des gardes, soutenant le corps principal, prirent l'ennemi en flanc. Les Russes s'arrêtèrent, puis tournèrent bride poursuivis par nos dragons qui coupaient et taillaient avec une énergie et une force que durent profondément sentir les têtes et les épaules des Russes fugitifs. Dans ce choc, notre perte fut à peine de 20 hommes hors de combat. Lorsque lord Raglan eut vu le succès de cette heureuse charge, il dépêcha un officier de son état-major pour complimenter le général Scarlett. On doit regretter infiniment que la brigade de cavalerie légère, sous le commandement de lord Cardigan, n'ait pas attaqué l'ennemi en flanc et en arrière, car la défaite eût été plus complète et le nombre des prisonniers plus considérable. Le capitaine Morris, du 17e lanciers, montra à lord Cardigan l'occasion qui s'offrait à lui de charger l'ennemi. Mais le comte refusa de bouger sans ordres. Le capitaine Morris demanda à charger avec son seul régiment : la permission lui en fut refusée. »

Les deux divisions d'infanterie anglaise, pendant ce temps, s'échelonnaient dans la plaine, une brigade française dirigée par le général Vinoy couronnait les hauteurs et reliait la gauche de l'armée anglaise au corps d'observation du général Bosquet. Notre cavalerie était prête. Les Russes, désabusés par la défaite de leurs escadrons, commencèrent leur mouvement de retraite. La bataille était gagnée.

Malheureusement un dernier épisode vint l'attrister, et l'armée française eut à contempler, des hauteurs, le spectacle d'un héroïsme inutile.

« Si élévation, courage, hardiesse, écrit l'officier anglais, peuvent compenser les nobles vies qui ont été sacrifiées, nous avons raison d'être fiers de la valeur chevaleresque déployée. En vérité, je demande si nous pouvons regarder cette charge comme un désastre quand nous pensons à l'impression que cette noble bande d'hommes a produite sur nos ennemis. Bien que le résultat ne fût pas celui d'une victoire, cependant il sera cité dans les âges futurs comme une des plus éclatantes actions de la hardiesse britannique, et une preuve brillante du peu de cas que font nos troupes de la disproportion des forces qui leur sont opposées quand le devoir leur montre la route. Il était plus de onze heures. Lord Raglan, de la place qu'il occupait, avait vue sur toute la vallée et sur la position des forces russes. Il crut apercevoir un mouvement rétrograde de la part de l'ennemi. Après avoir observé avec nos lunettes, il nous apparut assez évident que les Russes songeaient à emporter les canons pris par eux dans les redoutes. Désirant autant que possible les en empêcher, lord Raglan envoya à lord Lucan l'ordre d'avancer et de saisir l'occasion de reprendre les hauteurs. Il ordonna également à la 4e division d'appuyer la cavalerie. Cependant cette occasion ne se présenta pas, suivant l'opinion que se forma lord Lucan de l'état des choses. On resta une demi-heure dans l'inaction. Lord Raglan, encore sous l'impression (se trompait-il ou non, on ne saurait le dire) de la pensée que les Russes voulaient se retirer avec nos canons envoya un autre ordre à lord Lucan. Cet ordre fut écrit par le quartier-maître général Airey, qui était demeuré toujours à côté de lord Raglan; il portait : « Lord Raglan désire que la cavalerie rapidement en avant, poursuive l'ennemi et essaye de l'empêcher d'emmener les canons. Une troupe d'artillerie à cheval peut accompagner. La cavalerie française est sur votre gauche; sur-le-champ! » Cet ordre fut confié au capitaine Nolan, aide de camp du général Airey, officier de cavalerie d'une grande expérience. Avant son départ, il reçut encore de soigneuses instructions de lord Raglan et du quartier-maître général. Lorsque l'ordre fut apporté au commandant de la cavalerie légère, lord Lucan hésita. Il y avait de quoi : la cavalerie russe s'était retirée sur la route de Jalta; l'ennemi s'était reformé en bataille et présentait une masse épaisse sous la protection d'une formidable artillerie : une batterie balayant la plaine dans sa longueur, une batterie sur un mamelon à gauche la balayant dans sa largeur et croisant son feu avec celui des quelques canons placés dans les redoutes; sur les flancs des collines des tirailleurs. Jeter là dedans de la cavalerie légère, c'était la jeter dans un gouffre et cela sans la moindre nécessité.

« Lord Lucan demanda au capitaine Nolan où était le point à attaquer. « Là, milord, est notre ennemi, et « là sont nos canons, » répliqua l'officier, indiquant en

même temps la vallée où se trouvait la batterie russe protégée sur chacun de ses flancs. Le capitaine Nolan paraît n'avoir nullement compris les instructions qu'il venait de recevoir : les mots *les canons*, dans l'ordre écrit, signifiaient ceux que l'ennemi avait pris dans les redoutes, et la direction indiquée par le capitaine Nolan était tout à fait contraire à celle qu'avait désignée lord Raglan. Son ton ne fut pas aussi celui d'un aide de camp parlant à un officier général, ton pour lequel il n'y a ni raison ni excuse. Lord Lucan prit ses dispositions pour atteindre le but qu'il supposait être celui de lord Raglan. Il fit venir aussitôt lord Cardigan et lui dit de former sa brigade de cavalerie légère sur deux lignes. Lord Cardigan fit des remontrances sur l'inutilité d'une pareille attaque; mais lord Lucan répliqua que les ordres du commandant en chef étaient absolus. Le fatal signal du départ fut donné, et à la grande horreur de tous ceux qui comme nous étaient sur les hauteurs, nous vîmes notre brigade s'avancer vers les batteries russes. Nous comprîmes tous à la fois qu'une lamentable méprise avait été faite. Lord Raglan envoya deux officiers de son état-major pour en savoir la cause, tant il avait eu peu l'intention d'ordonner une pareille attaque.

« La brigade comptait à peine 700 chevaux, bien qu'elle ne fût pas composée de moins de 5 régiments différents. En première ligne venaient 4 escadrons du 13ᵉ dragons légers et du 17ᵉ lanciers. En seconde ligne 4 escadrons du 4ᵉ dragons légers et 1 du 11ᵉ hussards. Un autre escadron de hussards fermait la marche comme une sorte de réserve[1]. Le capitaine Nolan galopait au premier rang, brandissant son sabre et encourageant les hommes de la voix et du geste. Les canons ennemis ouvrirent leur feu à une assez grande distance. Le capitaine Nolan fut le premier homme tué : une grappe de mitraille le frappa en pleine poitrine, son cheval tourna et l'emporta en arrière à travers les escadrons qui s'avançaient. Ses cris étaient entendus au loin par-dessus le tumulte du champ de bataille, et il tomba de cheval près de l'endroit où l'ordre de charger avait été donné. Le pas de notre cavalerie devenait de plus en plus précipité : elle faisait gronder et trembler le terrain sous le sabot des chevaux. Le feu terrible qui la décimait n'arrêtait point son élan. Les cavaliers se jetaient, tête baissée, au-devant de la mort, sans regarder autre chose que le but de leur attaque. Enfin ils arrivèrent aux canons, mais bien diminués, et firent un effrayant carnage des artilleurs russes. C'est à peine si un seul de ceux-ci s'échappa, sauf les hommes qui n'avaient pas attendu nos cavaliers et s'étaient enfuis sur leurs voitures. C'était le moment où un général eût été nécessaire, mais malheureusement lord Cardigan n'était pas là : atteint d'un boulet à la jambe, il s'était retiré. Les canonniers sabrés, la cavalerie anglaise se précipita sur des masses d'infanterie et les ouvrit : les masses se referment, la cavalerie russe intervient, la brigade légère, malgré les pertes considérables qu'elle essuie à chaque instant, se fraye une sanglante retraite. »

A ce moment, les restes de la malheureuse brigade pouvaient être anéantis par la batterie placée sur un mamelon à gauche et qui, nous l'avons dit, balayait la plaine dans sa largeur. Mais deux escadrons français du 4ᵉ chasseurs d'Afrique furent lancés sur cette batterie que les Russes rattellent au plus vite. Nos chasseurs se jettent à sa poursuite et rencontrent bientôt une ligne de tirailleurs et deux carrés russes qui les accueillent par un feu terrible. Mais les carrés russes sont enfoncés et la mêlée devient acharnée. Plusieurs régiments ennemis s'avancent au secours du carré. Le général Morris qui a atteint son but en protégeant la retraite de la brigade anglaise, ne veut pas engager une bataille, il rappelle nos chasseurs dont les pertes dans cette brillante charge furent d'une trentaine d'hommes hors de combat.

Aussitôt qu'on aperçut la cavalerie légère qui revenait, lord Raglan, le général Canrobert et leurs états-majors descendirent dans la plaine. Lord Lucan se rendit auprès du commandant en chef, et la première chose que lord Raglan lui dit fut : « Pourquoi avez-vous perdu la brigade légère? » Lord Lucan répliqua qu'il avait seulement exécuté les ordres reçus du capitaine Nolan. Une discussion s'ensuivit dans laquelle lord Raglan blâma lord Lucan de ne pas avoir usé de son pouvoir discrétionnaire, et de ne pas s'être fait appuyer par les auxiliaires qu'on lui indiquait dans l'ordre, l'artillerie de campagne et la cavalerie française. Enfin tout parut avoir été mal expliqué par le capitaine Nolan ou mal compris par lord Lucan. On regagna tristement le quartier général, chacun pleurant la perte d'amis inutilement sacrifiés[1]. »

De la brigade de cavalerie légère, quelques heures auparavant si fière, si brillante, il restait à peine 200 hommes. Quelque imprudente qu'eût été cette charge, on ne peut s'empêcher d'admirer profondément la valeur des soldats anglais : il n'y a que les peuples qui ont trop d'héroïsme qui peuvent ainsi le dépenser sans profit.

§ 5. INKERMANN (5 NOVEMBRE 1854).

On s'était cru, par l'action de Balaclava, délivré pour quelque temps d'une attaque de l'armée russe d'observation. Les travaux du siége continuèrent avec activité, et bientôt nos tranchées furent poussées jusqu'à 140 mètres du bastion du Mât. A partir du 22 octobre, le feu était entretenu de jour et de nuit; en outre, d'après l'ordre du général en chef, vers la tombée du jour, on exécutait un feu vif, mais court, qui lui semblait être d'un bon effet sur l'esprit des troupes. Le tir nocturne était beaucoup plus lent que celui de jour, et il avait principalement pour objet d'inquiéter les travailleurs ennemis. Les généraux en chef espéraient se trouver en mesure de livrer l'assaut le 7 novembre; leurs projets devaient être changés par une attaque furieuse des Russes qui nous valut une belle mais sanglante victoire, Inkermann.

Depuis le combat de Balaclava, les renforts qu'attendaient les Russes des provinces méridionales et du Danube étaient arrivés, et les grands-ducs Michel et Nicolas, fils de l'empereur de Russie, étaient venus à Sébastopol pour animer l'esprit des troupes. Le prince Menschikoff crut devoir profiter de la supériorité numé-

1. On voit par là que les divisions de l'armée anglaise ne correspondaient nullement à celles de l'armée française, bien que les noms fussent les mêmes. L'effectif des régiments anglais était peu considérable, mais nos alliés gagnaient à cela d'avoir beaucoup de régiments, partant beaucoup de colonels.

1. Lettres d'un officier d'état-major anglais (2 vol. Londres, 1857).

rique de ses forces, et le 5 novembre il attaqua avec 75 000 hommes les armées alliées dans leurs positions.

Il faut bien s'imaginer ces positions pour comprendre la mémorable action du 5 novembre. Les alliés, du côté de la campagne, bordaient la vallée de la Tchernaïa qui va aboutir à la rade de Sébastopol. Cette vallée étroite, profonde, était défendue de notre côté par des hauteurs escarpées dont le gravissement offrait les plus grandes difficultés, et de plus par nos soldats, ainsi que par des redoutes et des tranchées. Aux deux extrémités de cette ligne, la fortification que présente la nature, faiblit. Du côté de Balaclava, le cours de la Tchernaïa et les dépressions successives du sol forment une plaine. C'est dans cette plaine que s'était passé le combat du 25 octobre. A l'autre extrémité de la ligne occupée par l'armée alliée, au point où la Tchernaïa vient tomber dans la baie de Sébastopol, en avant des collines où se développaient nos travaux d'approche, et à l'extrême droite des positions anglaises, se prolongent des pentes qui vont rejoindre le niveau de la mer en s'abaissant progressivement. Ces escarpements abrupts et décharnés qui, dans certaines parties, encaissent pour ainsi dire, le cours de la Tchernaïa, ne conservent pas la même hauteur; de leur affaissement résulte une étendue de terrain coupée par des ravins inégaux, et à travers lequel l'armée



Soldats de l'armée russe.

ennemie, appuyée par la place, pouvait essayer d'attaquer et d'envahir nos lignes. C'est par là que les Russes arrivèrent le 5 novembre, gravissant un des contre-forts sur lesquels était campée l'armée anglaise.

Les Anglais perchés sur ce plateau avaient négligé de s'entourer d'ouvrages de campagne. Ils avaient seulement commencé la construction d'une redoute sur une hauteur qui s'avançait en éperon dans la vallée de la Tchernaïa. Le général Canrobert et le général Bosquet avaient plusieurs fois averti lord Raglan du danger auquel s'exposait son armée sur ce plateau découvert. Les Anglais promettaient toujours de se fortifier et ne le faisaient pas. Ils devaient payer cher cette négligence.

Par le combat de Balaclava, les Russes avaient compris l'impossibilité de tourner de ce côté l'armée d'observation. Ils résolurent de la tourner par le plateau d'Inkermann où se trouvait seulement une partie de l'armée anglaise, et où ne se voyait aucun ouvrage sérieux de défense. Le prince Menschikoff décida qu'un corps de 50 000 hommes assaillirait à l'improviste cette position, pendant que le général Liprandi ferait une démonstration du côté de Balaclava, et que la garnison de Sébastopol par une sortie occuperait le corps de siége. Les Russes espéraient tromper les

alliés, et s'ils ne parvenaient pas à leur cacher le véritable point d'attaque, du moins ils les forceraient à ne pas dégarnir leurs lignes.

La nuit du 4 au 5 novembre fut sombre et pluvieuse. Les Russes en profitèrent pour se concentrer au pied des hauteurs d'Inkermann : le prince Menschikoff avait réuni une partie des troupes de la ville et de l'armée du dehors sous le commandement du général Dannenberg. Le matin du 5, à la faveur d'un épais brouillard qui retombait en pluie fine et froide, les Russes s'en-



Les grands-ducs de Russie Nicolas, Michel, Constantin et son fils.

gagent dans un ravin par lequel monte en corniche la route de Sébastopol à Balaclava. Cette route est bordée de précipices, et des balustrades de poutres la garnissent dans les endroits les plus dangereux. C'est au point où elle arrive sur le plateau que se trouve l'unique redoute construite par les Anglais. L'artillerie, l'état-major, la cavalerie, la réserve suivent cette route; le reste de l'infanterie qui a été fanatisé par les popes, qui est excité par la présence des fils de l'empereur, les grands-ducs Nicolas et Michel, escalade

es rochers à pic. Les Russes se hissent à travers l'obscurité et les taillis jusqu'au sommet du plateau. Les Anglais ne s'apercevaient de rien, n'entendaient rien. Confiants depuis la journée du 25 octobre, ils se gardaient mal, et tout le monde dans le camp anglais reposait en parfaite sécurité. La pluie glaciale qui tombait relâchait naturellement la surveillance des sentinelles. Celles-ci, la veille au soir, avaient bien entendu dans a plaine un grand bruit de voitures, et en avaient parlé aux chefs de postes, mais ceux-ci avaient cru qu'il ne s'agissait que d'approvisionnements apportés à Sébastopol. Les Russes enveloppèrent les premiers postes qui furent frappés d'un tel étonnement, qu'ils se rendirent sans tirer un coup de fusil. Quelques soldats seuls s'échappèrent et donnèrent l'alarme. La fusillade s'engagea avec la redoute que défendaient les grenadiers-gardes. Malgré leur héroïque résistance, ceux-ci ne purent résister aux masses profondes qui les écrasaient et s'ouvrirent avec la baïonnette un chemin vers le camp. Les Russes les y suivirent et mirent leur artillerie en position.

C'était donc le canon qui avait réveillé les Anglais. D'abord ils prirent l'attaque de la redoute pour une simple sortie des Russes, et on n'envoya que des secours insuffisants. Mais bientôt les boulets et les obus qui vinrent ravager le camp, déchirer les tentes, tuer les hommes à peine sortis de leur sommeil et à peine armés, leur firent comprendre la gravité de la situation. La confusion extrême qu'amène une surprise, le brouillard, l'avantage de l'offensive, tout favorise les progrès des Russes. Les soldats anglais sont tués en cherchant à se former : la mort vient de tous côtés. Mais la valeur britannique se montre : les soldats meurent, ils ne cèdent pas. Bientôt, à la voix de leurs chefs, dont plus d'un tombe aussi, ils se rallient, et, animés par la honte que leur inspire la vue de leur camp assailli, ils n'hésitent pas à engager une lutte inégale de un contre six. Leurs batteries répondent à la formidable artillerie des Russes, qui trouvent partout devant eux une muraille inébranlable. Ils y font bien des trouées, mais ils ne peuvent la percer. Pour en avoir raison il faudra l'anéantir, et ils l'auraient fait, car 6000 hommes ne pouvaient longtemps lutter contre 50 000, si les Français n'eussent été là.

Aux premiers coups de feu entendus du côté d'Inkermann, le général Bosquet comprit immédiatement que le danger, tant de fois prévu, menaçait les Anglais. Il fait prendre les armes à ses divisions et va observer. On signale l'ennemi dans la plaine, en face de nos positions. Les Russes paraissent vouloir nous attaquer sur deux points. Le général Bosquet échelonne ses deux divisions le long des hauteurs comme il peut, car le brouillard lui dérobe les mouvements de l'ennemi. Puis ses précautions prises, il part avec deux bataillons et deux batteries à cheval pour aller soutenir les Anglais du côté desquels on entend des détonations formidables. A quelque distance, il rencontre les deux généraux anglais Brown et Cathcart qui répondent à ses offres : « Nos réserves sont suffisantes pour parer aux éventualités; veuillez seulement couvrir un peu notre droite en arrière de la redoute. » Le général Bosquet ne pouvait secourir les Anglais malgré eux, et, se conformant à leur désir, attendit que les Russes eussent rabattu un peu de cet orgueil.

Pendant ce temps, le général Bosquet fait mettre en batterie sur les hauteurs les canons de son corps d'armée pour repousser les attaques venant de la plaine. Près d'un télégraphe, il place six canons de 30 appartenant à la marine, et dont la portée supérieure à celle de l'artillerie russe devait mieux nous garantir. L'artillerie russe, en effet, ne tarda pas à sentir les effets de cette batterie et se recula. A la mollesse de ces attaques, le général Bosquet et le général Canrobert qui était survenu, avaient bien compris que le général Liprandi ne voulait qu'essayer une diversion peu sérieuse. Ce fut une faute de la part du général russe de ne pas avoir accusé davantage son mouvement et d'avoir ainsi permis au général Bosquet d'aller au secours des Anglais lorsque ceux-ci l'appelèrent, car ils se déterminèrent enfin à l'appeler.

Depuis deux heures ils luttaient héroïquement contre des forces supérieures : les pieds dans une boue sanglante, sous une pluie fine et pénétrante, décimés par un feu épouvantable, ils continuaient de combattre avec le sang-froid qui les caractérise. Les grenadiers-gardes, à la tête desquels se trouvait le duc de Cambridge, se distinguaient entre tous par leur intrépidité. Mais les Russes gagnaient du terrain par l'effet irrésistible de leurs masses. Le général Bosquet voit accourir le colonel Steel, aide de camp de lord Raglan, et apprend que les Anglais sont écrasés par le nombre toujours croissant de l'ennemi. « Je le savais bien!... répondit-il.... Allez dire à nos alliés que les Français arrivent au pas de course. » Et il envoie dire au général Bourbaki qu'il avait placé près des Anglais, de se jeter, la baïonnette en avant, dans le flanc gauche des Russes. De nouveaux officiers anglais accourent : « La marche de l'ennemi, disent-ils, fait à chaque instant des progrès. » Alors le général Bosquet ordonne à la 1re division de garder à elle seule les positions françaises et lance le reste de ses troupes du côté d'Inkermann.

Il était huit heures. A ce moment le général anglais Cathcart venait de tomber frappé à mort entre deux colonnes russes au milieu desquelles il s'était précipité avec sa brigade. Les troupes du général Bourbaki joignent les Anglais dont elles traversent le camp. « Sur l'emplacement de ce camp les cadavres russes étaient mêlés aux cadavres anglais et indiquaient qu'une lutte terrible avait eu lieu sur ce point. De tous côtés on voyait des tentes renversées et déchirées en lambeaux par la mitraille, des débris d'uniformes, des armes appartenant aux deux nations, que les terres humides recouvraient à moitié, et des blessés oubliés au milieu des morts et des mourants. »

L'étroit espace dans lequel avait lieu le combat favorisait la défense, car les Russes n'avaient pu déployer sur le plateau leurs forces immenses. Cependant ceux-ci, gagnant du terrain, allaient s'étendre quand un ouragan humain s'abattit sur eux avec une violence qui leur indiquait suffisamment que ce n'était pas un ouragan anglais. Des cris bien connus de *vive l'Empereur!* éclataient sur leur gauche : les soldats anglais agitaient en l'air leurs bonnets à poil et s'écriaient : *bono, bono Francis, hurrah for the Frentchmen! hurrah!* C'étaient en effet nos fantassins, nos zouaves, nos tirailleurs algériens qui, sans s'amuser à fusiller des masses trop profondes, s'élançaient la baïonnette en avant dans le flanc des colonnes russes qui repoussaient de front les grenadiers-gardes et les

Écossais. Dans cette première attaque nos hommes firent une horrible trouée. Mais bientôt les Russes se reforment : ils s'aperçoivent qu'ils n'ont devant eux que quelques bataillons. Ils reviennent à la charge. Nos bataillons plient et font des pertes considérables. Le colonel de Camas est frappé mortellement. Le terrain où gisait son cadavre fut pris, repris, perdu.

Le général Bosquet arriva et lança des troupes de soutien. Il résolut de faire une charge à fond pour arrêter les Russes qui continuaient à déboucher sur le plateau. Il conduisit l'ennemi la baïonnette dans les reins jusqu'à la crête qui domine le ravin de la route d'Inkermann. Mais les Anglais n'ayant pu soutenir notre gauche, l'ennemi la tourna par la route, et le général fut un moment comme entouré. Il se vit bientôt à quarante pas d'une colonne russe qui apprêta ses armes. Si les fusils s'abaissaient, le général et tous les siens étaient foudroyés. Mais les fusils ne s'abaissèrent pas; les Russes croyaient sans doute que nous allions nous jeter sur eux. Bosquet se contenta de dire à ses officiers : « Voyez, ne croirait-on pas qu'ils nous présentent les armes! » C'est alors que, sur ses ordres, le bataillon de zouaves du commandant Dubos traversa en arrière les têtes des colonnes russes et les arrêta net. « Pendant ce combat, dit le général Bosquet dans son rapport, les deux batteries à cheval du commandant la Boussinière et la batterie Fiévet eurent à supporter un rude duel avec l'artillerie russe. Nos batteries, aidées par une batterie anglaise de 9, ont eu l'honneur d'éteindre le feu russe et de le réduire absolument au silence. Ce combat d'artillerie a été dirigé par le brave colonel Forgeot, qui a rendu dans cette journée les plus grands services. »

Ce moment où nos 22 pièces luttaient contre 80 pièces russes, où le général Bosquet repoussait encore les Russes jusqu'au ravin par lequel ils étaient venus et dans lequel il voulait les replonger, était le moment décisif. Le général en chef Canrobert qui, avec une merveilleuse activité, avait paré à tout dès la première alarme, qui s'était porte sur tous les points menacés, traversait sans cesse le champ de bataille sans faire attention ni aux boulets, ni aux obus. Il voit un trou dans notre ligne et, en face, des baïonnettes russes. Il y a là un danger. Heureusement il rencontre un régiment irlandais qui s'en allait chercher des cartouches. Canrobert dit au général anglais Rose : « Placez ces hommes ici; s'ils n'ont plus de munitions pour faire feu, qu'ils élèvent leurs baïonnettes au-dessus des broussailles, afin de montrer à l'ennemi que ce passage est gardé; nous allons leur envoyer des cartouches. » Et il repart. Rencontrant des zouaves : « Ce n'est plus de la fusillade qu'il nous faut, leur crie-t-il, c'est de la baïonnette. » Puis il va rejoindre lord Raglan, et là on vient lui apprendre que la garnison russe fait une sortie par le bastion de la Quarantaine, que nos tranchées sont envahies. Ainsi nous sommes attaqués sur tous les points du côté de Balaclava, du côté d'Inkermann, du côté de la ville. Lord Raglan, qui sait que deux de ses généraux viennent d'être tués et que les rangs de ses soldats sont cruellement éclaircis, hoche la tête en entendant le rapport fait au général Canrobert : « Je crois, dit-il, sans toutefois rien perdre de son calme, que nous sommes.... très-malades. — Pas trop cependant, milord, il faut l'espérer, » répondit le général Canrobert.

Celui-ci, en effet, comprenait qu'une seule attaque était sérieuse, celle d'Inkermann. Il y avait vu avec quel cœur combattait le général Bosquet, et il était rassuré. Après avoir envoyé aux tranchées et à Balaclava des officiers pour s'informer du réel état des choses, il retourna vers la vraie bataille qu'il observait d'un mamelon. Une scharpenelle éclata au-dessus de sa tête et une balle vint le frapper au coude droit. Il fit panser sa blessure et resta sur le champ de bataille. Le brouillard avait fini de tomber : il était près de midi. On se voyait enfin, on se comptait, on frappait à coups sûrs. Le général Bosquet, toujours à la tête de ses bataillons, conduisait ses soldats à l'assaut, on peut le dire, des masses épaisses des Russes qui se sentaient perdues si elles reculaient. Il gardait tout son sang-froid au milieu de cette affreuse boucherie. « Allez, mes zouaves irrésistibles! crie-t-il, allez, mes braves chasseurs! » Et aux turcos il leur dit en arabe : « Montrez-vous, enfants du feu. » Ceux-ci ne se le faisaient pas dire deux fois. D'une agilité extraordinaire, ils bondissaient plutôt qu'ils ne couraient et se précipitaient sur les Russes épouvantés avec des hurlements féroces. Les Russes, qui avaient appelé nos soldats des diables à la bataille de l'Alma, ne savaient plus quels noms leur donner. La furie des turcos, enivrés par l'ardeur du carnage, était telle que, manquant de cartouches, voyant leurs baïonnettes brisées ou faussées, ils ramassaient de grosses pierres et les lançaient sur l'ennemi avec une adresse de sauvages.

La redoute anglaise a été définitivement reprise. Les Russes sont précipités dans le ravin : culbutés à la baïonnette, mitraillés et fusillés dans toutes les directions. Ils firent des pertes énormes dans ce ravin d'Inkermann, où les bataillons tourbillonnaient et s'engouffraient pour regagner les ponts qui les conduisaient à la rive nord de la rade. On avait vu dans l'acharnement du combat des Russes achever les blessés, et alors on ne fit guère de quartier. De plus, une batterie française placée sur les hauteurs prit d'enfilade la chaussée et les ponts et causa encore beaucoup de mal aux fuyards. L'endroit où eut lieu le dernier carnage des Russes en a gardé depuis un nom qui caractérise bien cette fin de la lutte : « l'abattoir. »

Cette victoire avait été l'inverse de celle de l'Alma. Les alliés, placés sur des hauteurs, avaient reçu l'assaut au lieu de le donner. Bien qu'inférieurs en nombre et surpris, ils avaient culbuté l'ennemi, montrant bien que si des Français avaient défendu les hauteurs de l'Alma, il n'aurait pas été facile de les enlever. On appela cette victoire la victoire des soldats, parce que, sur un espace aussi resserré, on ne pouvait déployer de grandes lignes, ni exécuter de mouvements stratégiques. Ce fut le triomphe du courage individuel, de l'énergique poussée des bataillons, le triomphe de la terrible baïonnette. Toutefois nous avons vu quelle part les généraux avaient prise à l'action, entraînant leurs soldats avec une ardeur indicible, et se jetant les premiers au plus fort d'une mêlée dont peu de batailles ont offert l'exemple. « Rarement, dit un témoin oculaire, j'ai vu plus triste spectable que le champ de bataille après le combat, nulle comparaison n'en donne une idée. Il faut y avoir été. Il faut avoir promené ses yeux sur ces vastes terrains couverts d'un affreux pêle-mêle d'hommes morts, à moitié ensevelis dans la terre et dans le sang. Les uniformes de toutes les couleurs



Bataille d'Inkermann (5 novembre



54). (Page 129, col. 1.)

sont déchirés, souillés, couverts de terre et de boue. Les hommes sont étendus dans toutes les positions imaginables. Celui-ci a la face enfouie dans la terre. Celui-là renversé sur le côté perd son sang par les yeux, par les narines et par la bouche. Un autre est couché sur le dos, les bras et les jambes écartés, la poitrine traversée et le visage horriblement gonflé. Et puis ce sont des troncs sans jambes, des têtes coupées, des moitiés de visages emportées, des bras, des jambes dispersés. Parmi tous ces cadavres, on voit des fusils brisés, des sabres rompus, des baïonnettes tordues, et puis des lambeaux d'habits violemment arrachés. Ici est un monceau de cadavres. Une colonne tout entière a été renversée. Elle voulait franchir un pas difficile. L'ennemi, par une décharge de mitraille, a renversé ses premières lignes. D'autres hommes sont venus et sont tombés sur les cadavres de leurs frères. Pour atteindre le but, les suivants ont dû monter sur cette barrière de corps humains; alors, sur le haut de ce piédestal effrayant, a commencé une nouvelle attaque où les deux partis ont lutté à coups de baïonnettes et de crosses de fusils Quelques-uns se sont pris corps à corps. Le sang humain a coulé comme le feraient les eaux d'un fleuve sur la montagne de cadavres, et quelques heures après, parcourant le champ de bataille, vous êtes arrêtés çà et là par la hideuse barrière; quelquefois sous le tas des morts quelques hommes respirent encore, mais la force leur manque pour soulever le poids de chair et d'ossements humains qui les accable; à peine si leurs gémissements se font entendre, et de longues heures s'écoulent avant qu'ils puissent être dégagés.

« Aussitôt après la bataille, les soldats du train, conduisant de nombreux mulets, furent envoyés pour relever les blessés. Il y avait un singulier contraste dans ce mouvement de la vie au milieu de la mort. Le soir surtout, lorsque la nuit eut ajouté à l'horreur de ce champ funèbre, on se sentait saisi en voyant une foule de lueurs douteuses, projetées par les lanternes, circuler çà et là sur cette plaine jonchée de cadavres. A mesure que le pied heurtait un corps humain, l'homme qui portait la lanterne se baissait et promenait la lumière le long du cadavre, quelquefois il était obligé de le retourner pour voir le visage et s'assurer des battements du cœur. Cette triste corvée dura trois jours. Pendant trois jours aussi, dans les ambulances voisines, les chirurgiens furent continuellement à l'œuvre. Depuis le matin jusqu'au soir, à mesure qu'on leur apportait les blessés, ils découvraient les plaies, sondaient la profondeur des blessures et coupaient des membres, ouvraient les chairs pour en arracher des fragments d'os, trépanaient des malheureux blessés à la tête, et, les mains dans le sang, recousaient des chairs séparées. Enfin, pour achever ce spectacle de douleurs, des compagnies de soldats creusaient dans la terre de longs fossés dans lesquels on déposait à mesure les cadavres des Français, des Russes, des Anglais, des Turcs indistinctement, rangés les uns à côté des autres en lignes pressées, et puis on y rejetait de la terre, et le prêtre bénissait ces tombes aux mille cadavres.

« Parmi les morts, on retrouva le corps du colonel de Camas. Blessé mortellement, il s'était fait conduire à quelque distance de la mêlée. Ensuite il s'était assis à terre, recommandant son âme à Dieu, et disant au sergent qui s'empressait autour de lui de retourner à la défense de son drapeau et de le laisser mourir. Ses dernières paroles furent sublimes. Au moment de paraître au jugement de Dieu, il envoya dire à son frère : « Si quelqu'un se plaint d'avoir été offensé par « moi, dis-lui que je lui demande pardon. » Ensuite ses yeux s'obscurcirent, ses forces l'abandonnèrent[1]. » Il mourut en étendant les mains comme pour saisir quelque chose, et répétant :... « L'épée de mon père! » Le colonel de Camas était fils d'un général d'artillerie, le baron de Camas.

Les Anglais avaient eu trois généraux tués et six blessés. Ils étaient attristés de la perte de ces officiers supérieurs qui jouissaient parmi eux d'une grande réputation. Mais ils étaient fiers de l'indomptable solidité de leurs soldats. Néanmoins ils ne dissimulaient pas qu'ils avaient envers leurs alliés de grandes obligations. Dès que lord Raglan aperçut le général Bosquet : « Au nom de l'Angleterre, lui dit-il, je vous remercie. » Bientôt le duc de Cambridge arriva, ses vêtements déchirés, profondément ému de l'horrible combat dont il avait été témoin et dont il regardait comme un prodige d'avoir pu sortir sain et sauf. Abattu, pleurant, il répétait : « Ils sont morts, tous mes amis, tous mes frères d'armes, tous ceux avec lesquels j'ai vécu!... » Cette émotion, loin de s'apaiser, s'accrut chaque jour, sa santé s'altéra : il fut obligé de retourner en Angleterre.

Malgré le carnage affreux de cette journée et dont les Russes d'ailleurs avaient surtout été les victimes, les Français n'auraient eu qu'à se réjouir de cette victoire, si du côté de la ville un autre succès ne nous eût, en proportion, coûté plus cher. Pendant qu'on luttait à Inkermann, nous l'avons dit, la garnison de Sébastopol faisait une sortie sur l'extrême gauche de nos attaques.

A neuf heures et demie du matin, les Russes débouchèrent par le ravin de la Quarantaine avec 8 à 10 000 hommes et une batterie de campagne de 8 bouches à feu. Une colonne d'infanterie pénétra résolûment dans les tranchées, dispersa les gardes et se mit en devoir d'enclouer nos canons. Dans ce moment critique, le chef d'escadron d'artillerie Bertrand, de service à la tranchée, accourut vers les batteries attaquées avec deux compagnies de la légion étrangère, et ayant rallié ce qu'il trouva sous sa main dans les tranchées voisines, arrêta le mouvement offensif de l'ennemi. En même temps le général de la Motterouge se porta avec les bataillons de garde à la maison des Carrières et fit protéger nos soldats par notre artillerie de campagne, qui ouvrit le feu contre l'artillerie russe. Le général Forey, étant accouru lui-même, prit d'habiles dispositions de combat contre les Russes qui avaient reçu des renforts. Le général de Lourmel, avec deux bataillons, est envoyé pour soutenir le général de la Motterouge. L'ennemi, surpris dans les tranchées par nos bataillons, fut culbuté en un instant et rejeté de la tranchée, où il laissa plus de 200 cadavres. Il se mit en retraite.

Notre artillerie le suivit et se plaça à 400 mètres de l'artillerie russe. Le général d'Aurelle, qui avait dirigé ses hommes du côté de la mer malgré une grêle de projectiles lancés de la place, s'empara des bâtiments de la Quarantaine. En même temps arrivait le général de Lourmel avec ses bataillons, chassant les Russes

1. De Damas, *Souvenirs militaires et religieux de la Crimée.*

devant lui. Il se trouve déjà à la hauteur de la baie de la Quarantaine : il touche presque à la place dans laquelle l'ennemi se réfugie : il n'écoute que son ardeur, il prononce davantage son mouvement offensif, et pousse les bataillons russes la baïonnette dans les reins. Mais il avait trop peu de monde pour essayer d'emporter la ville, et cet assaut par surprise eût-il réussi un moment, qu'il n'aurait pu nous donner une place comme Sébastopol. Le général Forey, commandant le corps de siége, observait l'action d'une hauteur; il vit que la brigade du général de Lourmel allait infailliblement être broyée par la mitraille que commençaient à vomir sur elle les pièces des ouvrages russes. L'ennemi s'était retiré : là devait s'arrêter le combat. Il envoya porter l'ordre de la retraite. Comme ses officiers arrivaient près du général de Lourmel, celui-ci venait d'être frappé d'une balle qui lui avait traversé la poitrine. Il continuait cependant de commander, mais ses forces s'épuisaient. « Je suis blessé, répondit-il, transmettez l'ordre au colonel Niol, auquel j'ai remis le commandement. » L'aide de camp partit sous une grêle de mitraille, et c'était sous cette mitraille qu'il fallait opérer la retraite. Mais le général Forey avait prévu le danger, et il faisait dire de ne point se retirer en ordre précis pour ne pas donner des masses en pâture à la mitraille, de se mettre le plus tôt possible à l'abri d'un pli de terrain pour se reconstituer. La retraite s'opéra comme l'avait prescrit le général Forey; les Russes sortirent bien de la place pour l'inquiéter; mais le général d'Aurelle, des bâtiments de la Quarantaine, les tint en respect et les força à rentrer dans la ville. L'ardeur des soldats du général de Lourmel avait été telle, que quelques-uns atteignirent les fossés et pénétrèrent dans les travaux extérieurs en avant de la place.

« Je ne crois pas être au-dessus de la vérité, disait le général Forey dans son rapport, en portant à 1200 les Russes mis hors de combat dans cette affaire. On a enterré 250 cadavres sur la gauche de nos attaques; nous avons eu entre nos mains plus de 100 blessés. Le champ de bataille en avant de la baie de la Quarantaine, qui a été si vivement disputé, n'a pu être visité par nous après le combat, puisqu'il s'étend jusque sous les murs de la place; mais il doit être couvert de leurs soldats. »

Nous avions 450 hommes hors de combat. Le lendemain le général Forey, dans son ordre du jour, tout en félicitant les troupes de leur brillante valeur, déplora les pertes si sensibles qu'avait faites l'armée et rappela que les troupes « qui, pour repousser l'ennemi, se sont portées hors de la tranchée, ne doivent pas se livrer à la poursuite. » Le général de Lourmel, victime de son héroïsme, n'avait pas voulu même, après avoir abandonné le commandement, quitter le champ de bataille. Il forçait ceux qui l'entraînaient à s'arrêter pour le laisser contempler l'action. Il expira, après deux jours de cruelles souffrances, le 7 novembre. C'était le premier officier général qui tombait frappé à mort par l'ennemi, et sa perte causa une profonde impression. « Je ne puis, écrivait le général Forey, vous exprimer la douleur dans laquelle me plonge ce malheur. L'armée perd un général dont la bravoure chevaleresque ne connaissait aucun obstacle, et un chef auquel semblaient réservées de hautes destinées. » Le général de Lourmel n'avait que quarante-trois ans, et dans sa brillante carrière militaire il comptait treize citations à l'ordre du jour.

La journée du 5 novembre, si glorieuse pour nos armes, avait donc été attristée par des pertes douloureuses. Outre les 450 hommes mis hors de combat pendant l'action qui se passa devant la ville, la bataille d'Inkermann nous coûta 1300 hommes tués et blessés. Les pertes des Anglais avaient été presque doubles des nôtres, et cela se conçoit, puisqu'ils avaient longtemps été exposés seuls à l'attaque furieuse des Russes. Parmi les morts, ils comptaient trois généraux tués, entre autres le lieutenant général sir Georges Cathcart; parmi les blessés, ils avaient six généraux. Quant aux pertes des Russes, elles furent immenses, et on ne peut les évaluer à moins de 15.000 hommes.

L'acharnement de cette bataille, nous l'avons dit, avait été extrême. Aussi ce ne fut qu'un cri dans l'armée anglaise contre les Russes accusés d'avoir achevé beaucoup de blessés. Les Anglais parlaient surtout d'un major qui excitait ses soldats à achever les blessés. Blessé lui-même, il fut fait prisonnier par les Anglais; mais comme c'étaient nos cacolets qui enlevaient les hommes frappés sur le champ de bataille, à cause de la lourdeur des voitures anglaises, le major russe fut d'abord emmené à l'ambulance française, puis à Kamiesh pour qu'on pût l'embarquer et le soustraire aux représailles de nos alliés. Mais on vint le réclamer de la part de lord Raglan avec une telle insistance, qu'on se vit obligé de le rendre aux Anglais, dont il était le prisonnier. On fit subir au major plusieurs interrogatoires; mais malgré les fortes présomptions qui pesaient sur lui, on ne put établir de charges positives. L'officier russe, envoyé à Malte avec les pièces du procès, mourut des suites de ses blessures.

Ces accusations contre la barbarie des Russes prirent tant de consistance, que les généraux alliés crurent devoir écrire une lettre collective au prince Menschikoff : « Général, lui disaient-ils, nous venons dénoncer à votre loyale indignation des faits odieux, qui sont sans exemple dans les guerres de notre temps; nous nous sommes longtemps refusés à les croire vrais, bien que des témoins dignes de foi nous les eussent affirmés; aujourd'hui, des preuves irrécusables ne nous permettent pas de douter de leur triste réalité. Des soldats russes achèvent avec l'arme qu'ils ont entre les mains ceux de nos officiers et de nos soldats qui, mêlés avec eux pendant l'action, sont gisants sur le terrain par suite de blessures. Ainsi, pendant que nous donnons aux blessés de l'armée de Votre Excellence, soit sur le champ de bataille, soit dans nos hôpitaux, les soins que nous donnons à nos propres soldats, nos blessés semblent n'avoir pas de quartier à espérer....

« Dénoncés au monde, ces excès tendraient à placer l'armée qui s'en rendrait coupable en dehors de la grande famille européenne civilisée.

« Nous terminons en exprimant le regret que l'armée russe n'ait, après aucune des actions de guerre qui ont eu lieu, demandé à enterrer ses morts; cette demande aurait été accueillie avec empressement et aurait déchargé les armées alliées d'un pénible devoir que, conformément aux usages naturels et consacrés dans les guerres, il appartient à l'armée russe de remplir. »

Le prince Menschikoff protesta contre ces accusations : « Quoique aucun fait de ce genre ne soit encore

parvenu à ma connaissance, j'accorde qu'un soldat exaspéré ait pu individuellement, et dans la chaleur du combat, se porter à un acte de violence; et si tout acte semblable est profondément regrettable, je ne me dissimule point en même temps, que le sac de l'église de Chersonèse, ce temple antique, auquel nos soldats ont assisté sur les bastions de Sébastopol, a produit l'impression qui doit naître chez les hommes religieux et qui vénèrent tous les objets du culte attaqué dans ce qu'il a de plus cher, dans ses foyers comme dans ses temples. La résistance d'un peuple prend un caractère souvent cruel, en acquérant des proportions qui sont celles de la situation....

« Quant au devoir d'enterrer les morts, en y ajoutant



Mort du général de Lourmel (5 novembre 1854). (Page 135, col. 1.)

les soins à donner aux blessés laissés sur le champ de bataille, ils appartiennent de tout temps à celui qui s'y maintient. Après l'affaire du 25 octobre, le soldat russe a enseveli les victimes, et aujourd'hui il enterrera les morts dans le cas où ils seraient sans sépulture, et alors que les troupes alliées n'y mettront pas d'obstacles. »

Le général russe faisait allusion au pillage d'une chapelle russe, la chapelle de Saint-Vladimir, aux environs de Sébastopol. Des maraudeurs, pour se fournir de bois, avaient enlevé tout ce qu'ils avaient pu des bâtiments de la Quarantaine abandonnés par les Russes, et n'avaient pas épargné la chapelle. Il faut le dire, on avait cherché les coupables, et plusieurs

hommes furent envoyés aux fers sur un bâtiment à Kamiesh. Les alliés songeaient si peu à ces profanations, que des zouaves gardaient près de Sébastopol le monastère de Saint-Georges, où les moines continuaient à psalmodier au bruit du canon, et où se trouvaient réfugiées plusieurs familles d'officiers russes.

Un journaliste, qui accompagnait l'armée, raconte ainsi sa visite à ce monastère : « En approchant des grands rochers à pic qui dominent Balaclava, à environ trois lieues au sud des baraques de Cherson, on trouve au pied d'un mamelon que couronne un télégraphe russe, une vaste enceinte de beaux bâtiments en pierre



Moines russes.

de taille. Un groupe de zouaves cuisinait autour d'un grand feu allumé au milieu de la cour. La partie extérieure du monastère de Saint-Georges, la seule visible du côté de la terre, n'offre de remarquable qu'une jolie petite église en style préfecture, et entourée d'une grille de fer. Trois officiers anglais arrivèrent près de nous quand je causais avec les zouaves, et tous ensemble nous visitâmes la partie intérieure, qui est comme accrochée aux saillies de la gigantesque falaise.

« Des cellules élégantes, ornées de galeries en plein air, des chaumières, des kiosques, des chapelles sont dispersés sans ordre dans les cavernes, au bord des

précipices ou sur de longues terrasses ménagées à grands frais, bordées de balustres, plantées de figuiers, de frênes et d'autres beaux arbres que les rochers abritent contre le froid, et dont une source d'eau vive entretient la fraîcheur.

« Les moines de Saint-Georges ne payent pas de mine avec leurs longs cheveux épars, leur pelisse d'étoffe grise, leur toque noire, leurs grosses bottes et leur air en dessous, fort excusable vis-à-vis des ennemis de Saint-Serge. Ils sont principalement institués pour fournir des aumôniers à la flotte de Sébastopol, et l'on assure qu'ils inspirent aux Russes eux-mêmes bien moins de vénération que leur antique monastère.

« Ce pittoresque monastère n'a rien de la sévérité des couvents catholiques ; une petite colonie de familles russes y vit paisiblement à côté des moines, dans les chaumières qui avoisinent leurs cellules ou dans les grottes du rocher. La guerre y a amené encore d'autres habitants d'un rang plus distingué : ce sont des femmes, des filles, des enfants d'officiers russes renfermés dans Sébastopol et que l'armée anglaise a surpris à Balaclava. Leur grâce, leur beauté, forment un contraste des plus agréables avec la triste tournure des cénobites orthodoxes. Une de ces dames, élégamment vêtue en véritable Parisienne, accoudée l'ombrelle à la main sur la balustrade de la grande terrasse et les yeux vaguement fixés sur l'immensité de la mer, écoutait d'un air de profonde tristesse le retentissement lointain de la canonnade. Son mari, colonel de l'armée moscovite, commande un des régiments de la garnison de la place assiégée. Elle rendit silencieusement à ses *ennemis* le salut doublement respectueux que nous lui adressâmes en sa qualité de femme et de prisonnière. Qui sait? peut-être est-ce son portrait qu'on trouvait le lendemain à Inkermann sur le cœur d'un colonel russe tué à la bataille.

« Les enfants qui jouaient auprès d'elle, à côté des peupliers, ne paraissaient pas partager ses tristes pensées. Tous d'une remarquable beauté, la bouche rieuse, les cheveux bouclés livrés au vent, ils s'amusaient gaiement au bruit du canon. Plusieurs de ces jolis blondins semblaient fort disposés à fraterniser avec les *farouches païens occidentaux*; et même, je ne sais si je me trompe, mais je crois m'être aperçu que certaine demoiselle moscovite, toute resplendissante de jeunesse et de beauté, se préoccupait beaucoup moins, sans y mettre nulle malice féminine, des ravages de la grosse artillerie sur les remparts de sa patrie, que de l'effet de ses beaux yeux noirs sur les hussards de S. M. la reine Victoria[1]. »

Jusqu'alors, la guerre avait été jusqu'à un certain point favorisée par le temps. Mais quelques jours après Inkermann le temps changea, et aux immenses difficultés du siége vinrent s'ajouter les difficultés de la nature. Nos soldats venaient de s'habituer à la fatigue ; ils vont s'habituer maintenant à la souffrance.

§ 6. TEMPÊTE DU 14 NOVEMBRE 1854.

« L'hiver s'annonce comme devant être rigoureux, écrivait le R. P. de Damas. Le 14 novembre, il nous a livré un assaut tel que les Russes ne nous en donneront jamais un semblable dans nos retranchements. Il faudrait être Homère pour vous dépeindre cet horrible ouragan. La nuit avait été froide. Tout à coup, sur les quatre heures du matin, le vent se déchaîne avec furie. La toile de nos tentes résiste d'abord en frémissant. Mais bientôt nos efforts sont vains pour conserver nos modestes abris. Le vent redouble sa fureur. Il passe entre la terre et la partie de la toile qui repose dessus, fixée par des piquets; alors il gonfle le frêle édifice, qui se dilate comme un ballon, se sent arraché de terre et retombe en tourbillonnant. D'autres tentes prêtent au vent un flanc trop peu solide : la toile se déchire, flotte d'abord en lambeaux comme un drapeau criblé de balles, et s'en va semant au loin ses débris. Ailleurs, ce sont les grands piquets destinés à soutenir le faîte de la tente qui plient sous l'effort de la tempête, se brisent et laissent tomber le petit édifice comme un informe paquet de vieux linge. En un instant, tout est emporté. Les habits, les casquettes, les brillants uniformes, les petites tables, le linge et jusqu'aux papiers de la comptabilité de l'armée, tout vole au gré des vents et fuit comme en se moquant devant les nombreux infortunés qui les poursuivent. Je ne sais si l'histoire du monde présente un spectacle plus étrange. C'était le matin. Beaucoup de *gentlemen* anglais avaient été surpris dans leur lit. Or jugez de leur stupéfaction, lorsque, sans demander la permission à Leur Grâce, un vent impertinent leur enlève leur tente et disperse au loin pantalons, bottes, cravates, robes de chambre et bonnets. Il y a un moment où le pouvoir lui-même est impuissant contre certains événements. C'était le cas de beaucoup d'officiers supérieurs, dont l'unique vêtement blanc flottait au gré de la tempête d'une manière souverainement incommode. Au bout d'un quart d'heure, la scène avait changé. Tous ceux qui avaient pu courir après leur bien en avaient retrouvé quelques débris: celui-ci avait accroché un pantalon rouge et l'avait enfilé lestement, courant, les pieds nus, après un brodequin fugitif; celui-là avait retrouvé ses bottes et paraissait dans le costume léger d'un Écossais. Un autre avait réussi à troquer son bonnet de nuit contre un képi, et cet unique ornement rouge ressortait en forme de mascarade sur une robe blanche de nuit. Le plus désappointant de l'affaire, c'est que le vent ne cessait pas. Et, lorsque chacun fut parvenu à ressaisir une à une toutes les pièces de son vêtement qui n'étaient point tombées dans la mer, impossible de relever sa tente pour s'abriter; or une pluie fine et glaciale tombait impitoyablement et gelait les membres. La violence du vent était telle, qu'il fallait s'abriter contre un rocher ou se cramponner aux pierres aiguës pour n'être pas renversé.

« L'accident eût été seulement comique si les malades n'eussent pas eu à supporter d'affreuses angoisses. Imaginez-vous tous ces pauvres blessés d'Inkermann, avec une jambe ou un bras coupés, la tête fracassée, la poitrine percée, étendus à terre sans pouvoir se remuer, et tout à coup privés de leur abri, recevant sur eux la pluie froide et essuyant toutes les rigueurs de la tempête. En vain demandaient-ils un peu de tisane chaude pour raviver leurs membres engourdis, les foyers étaient détruits, les tonneaux d'eau renversés, les instruments de cuisine dispersés. Si, dans le bouleversement général, leurs blessures s'étaient rouvertes, il ne restait aux médecins ni eau pour les laver, ni bandages pour arrêter le sang. Plusieurs succombèrent à cette torture. Au quartier général, on

1. E. Jouve, *Voyage à la suite des armées alliées en Turquie.*

avait, depuis quelques jours, dressé des baraques en bois pour les malades. Mais les planches furent soulevées et dispersées par le vent. Deux hommes reçurent un éclat de bois en pleine poitrine et moururent sur-le-champ. Cette horrible tempête dura douze heures[1] »

Mais où l'ouragan fut le plus terrible, où il pouvait avoir les conséquences les plus funestes, c'était sur mer. Le vent soufflait du sud, puis de l'ouest : il venait donc du large et tendait à jeter nos navires à la côte. Si notre flotte se brisait contre les rochers, que devenait l'armée, dont elle était la mère nourricière et l'unique refuge. L'amiral Hamelin se préparait, en prévision des gros temps, à renvoyer une partie des vaisseaux dans le Bosphore. L'ouragan du 14 novembre le surprit. Mais il tint bon avec sa flotte : rarement nos marins eurent à prouver dans de plus difficiles circonstances leur science de la mer, leur habileté, leur courage, leur discipline. Un navire seul livré aux fureurs des vagues ne court risque que de se perdre : un vaisseau au milieu d'une flotte peut entraîner d'autres vaisseaux dans sa perte. Au milieu de ce bouleversement de la nature, il n'y avait pas moyen de faire des manœuvres générales. Les vaisseaux enveloppés par des rafales de pluie et de neige, ballottés par les flots, ne pouvaient guère s'apercevoir, et chaque capitaine avait reçu toute liberté de veiller, comme il l'entendrait, au salut de son bâtiment. Plusieurs navires éprouvèrent des avaries. *La Ville de Paris* et *le Friedland* perdirent leurs gouvernails. *Le Bayard*, *le Jupiter*, *le Napoléon* furent fortement endommagés. Mais on se félicita avant tout de ce que la flotte militaire, soutien de notre expédition, refuge de notre armée, eût résisté à une pareille tourmente sans être abritée dans un bon port.

Un seul vaisseau détaché de la flotte fut malheureux, *le Henri IV*. Ce bâtiment stationnait sur la rade d'Eupatoria, mouillage qu'on voulait conserver. Le commandant Jehenne écrivait qu'il se considérait comme en perdition sur cette rade si les mauvais temps survenaient. Il n'en fallait pas moins rester. A l'approche de l'ouragan, le commandant Jehenne prend toutes les précautions que lui dicte la prudence. Mais bientôt une des chaînes casse, puis une seconde, puis une troisième, enfin la dernière. Une force irrésistible soulevait le vaisseau et le portait vers la côte. Impassible, le commandant n'en continue pas moins de donner ses ordres. Voyant qu'il faut céder à la mer et à l'ouragan et qu'il faut aller à la côte, il veut au moins y aller avec le moins de dommage possible. Il dirige son vaisseau vers une partie du rivage accessible, et perpendiculairement à la côte, afin de n'y enfoncer que l'avant du navire. Mais les éléments furieux ne le laissent point maître de choisir : dans la nuit, la tempête qui un moment s'était apaisée, reprend avec une nouvelle violence. *Le Henri IV* est porté dans une direction parallèle à la côte et échoué, tout de son long, dans le sable où il s'implante. A ce moment solennel le commandant ordonna aux tambours et aux clairons d'appeler tout le monde à la prière. La tempête continuait de sévir, les vagues déferlaient contre le navire et pouvaient le briser : l'équipage demandait au ciel le salut, non plus du vaisseau, mais le sien propre. Sitôt que le jour parut, des Cosaques accoururent ; mais le vaisseau pouvait jouer encore de ses canons et tint l'ennemi à distance. On ne put le remettre à flot ; toutefois, citadelle redoutable, il couvrait au loin de ses boulets la plage, et de la sorte ne perdit rien du matériel et conserva tout son équipage. On put le garder comme une forteresse qui servit à la défense d'Eupatoria. Le commandant Jehenne avait été proposé, quelques jours avant, pour être élevé au grade de contre-amiral. Ce désastre qu'il éprouvait, on ne pouvait l'attribuer qu'à une puissance supérieure à la résistance humaine : il avait d'ailleurs une fois de plus mis en relief l'énergie du commandant ; aussi le grade ne lui en fut pas moins décerné, et c'était justice.

La corvette à vapeur *le Pluton* s'échoua dans des circonstances plus terribles. Elle tenait tête à l'orage, lorsqu'un transport anglais, un trois-mâts, est poussé sur elle par le vent. Par une habile manœuvre son capitaine la détourne, mais le transport l'atteint en partie, les chaînes des deux bâtiments s'embarrassent, celles de la corvette cassent à leur tour et *le Pluton*, roulé à la côte, s'échoue bientôt couché du côté du large. L'eau monte : à mesure qu'elle monte, l'équipage recule de pont en pont. Enfin quand le bâtiment menace de se disloquer complétement, le capitaine préside au sauvetage de son équipage et ne quitte sa malheureuse corvette que le dernier.

La marine marchande, soit qu'elle fût moins bien outillée, soit qu'elle fût moins bien servie, eut à enregistrer beaucoup de sinistres. Treize bâtiments de commerce français s'échouèrent à la côte ; seize bâtiments anglais se perdirent également. Les rochers du port de Balaclava, qui ordinairement faisaient sa sûreté, furent cette fois des écueils contre lesquels vinrent se briser huit transports anglais.

« Ce jour-là, dit un témoin oculaire, le Pont-Euxin méritait bien le nom de mer Noire, que lui ont donné les vieux navigateurs génois. Les flots assombris se confondaient avec les nuages ténébreux qui couraient sur sa face tourmentée avec une rapidité prodigieuse, en répandant des torrents de pluie, entremêlés de rafales de neige et de grêle.... Des vagues géantes, couvertes de débris de vaisseaux, s'engouffraient dans les anses du rivage avec un horrible fracas. A chaque reflux de la lame, la vague suivante se recourbait sur toute sa largeur en volute écumeuse, retombant comme une cataracte au fond de la vallée liquide creusée devant elle, et se ruait en mugissant contre la muraille de roches caverneuses. Puis, au milieu des bouillonnements de l'eau blanchissante, on voyait s'agiter confusément des poulaines, des coques de navires, des barils défoncés, des mâts fracassés. La terre tremblait au bord de ce gouffre, et il s'en échappait comme une épaisse fumée, d'humides tourbillons d'écume et de gravier que le vent emportait jusqu'au sommet des collines. Près de l'endroit où j'étais, un brick chargé de chevaux avait été enlevé et lancé tout entier hors de la mer, la quille engagée entre des rochers; les vagues le ballottaient à droite et à gauche avec une force irrésistible; l'équipage profita d'un moment où il était couché du côté de la terre pour sauter sur le rivage. Le lendemain, on sauva une partie des chevaux encore vivants. »

Un bâtiment portant des hussards français fut malheureusement plus maltraité. « Ce bâtiment, *la Perseveranza*, du port de Livourne, affrété par le gouvernement français, transportait de Varna en Crimée un

1. De Damas, *Souvenirs religieux et militaires de Crimée.*

détachement de 25 hommes du 4e régiment de hussards avec ses chevaux. Après dix-sept jours de mer, il avait été pris à la remorque par une frégate à vapeur; mais au moment où éclata la tempête, le piston de la machine se brisa, la frégate recula sur la goëlette, faillit la couler bas, et lui causa de graves avaries, ce qui la força de venir se réfugier dans une petite anse pour y opérer son déchargement.

« L'ouragan ne lui en laissa pas le loisir. Le vent ayant brusquement sauté, *la Perseveranza* fut démâtée et jetée à la côte. Au milieu de la confusion de cette catastrophe, l'équipage italien se signala par son odieuse conduite; il n'eut rien de plus pressé que de se sauver lui-même avec ses bagages et ses pacotilles. Dix hussards seulement réussirent à se faire place à coups de sabre dans la grande chaloupe surchargée de ballots. En abordant elle fut brisée, et le capitaine du navire, le principal coupable, se noya fort à propos, pour éviter le châtiment que méritaient son avarice et la honteuse désertion de son poste.

« Quand j'arrivai là, les matelots et les dix hussards sortaient à peine des vagues qui les avaient roulés sur les galets. Encore tout ruisselants d'eau salée et terrifiés par un genre de péril qui n'est pas de leur compétence, les cavaliers grelottaient en silence; un seul d'entre eux, fort jeune et fort joli garçon, essayait de plaisanter. Les marins, eux, se lamentaient sur la perte de *leurs effets;* et les misérables ne disaient pas un mot de nos pauvres soldats qu'ils venaient d'abandonner dans une position désespérée.

« Le navire, couché sur le flanc et ballotté en tous sens, n'était séparé de nous que par une portée de pistolet; mais ce court espace, où la mer brisait avec furie, semblait un abîme infranchissable entre le ri-



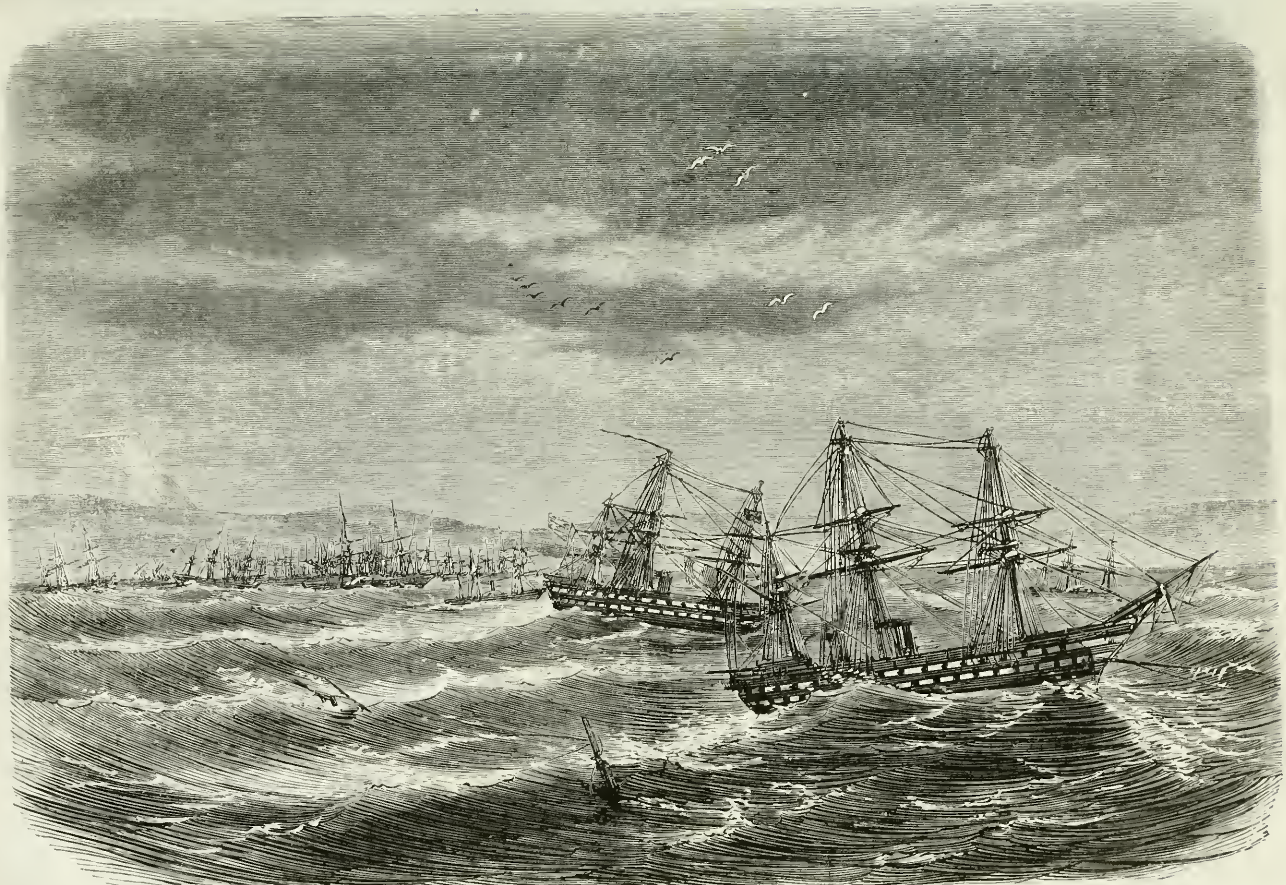
Coup de vent en Crimée (14 novembre 1854). (Page 138, col. 1.)

vage et les quinze hussards restés à bord. Voir le salut si proche et n'y pouvoir atteindre, quelle poignante agonie pour ces malheureux! On n'en apercevait que six ou sept qui se tenaient accrochés aux bastingages et à la cabane du cuisinier. Un d'eux appelait au secours et implorait par ses gestes la compassion des spectateurs impuissants de leur détresse. Les autres, muets, immobiles, paraissaient se résigner à la mort, ou ne pas comprendre le péril de leur situation, pourtant bien horrible.

« A chaque instant, des vagues monstrueuses, s'engouffrant dans la baie resserrée, déferlaient sur la carène disjointe, la renversaient du côté de la terre et l'ensevelissaient sous une montagne d'eau. Les naufragés disparaissaient au milieu de cette formidable cataracte; puis la lame en se retirant abattait le navire en sens contraire et le laissait retomber lourdement sur son lit de roches aiguës qui l'éventraient peu à peu, tandis que les débris flottants de sa mâture, retenue par les cordages, heurtaient ses flancs comme un bélier.

« Un des hussards sauvés avait couru chercher des secours au port, éloigné d'une lieue; une cinquantaine de soldats et une escouade de marins arrivèrent bientôt, conduits par leurs chefs. Plusieurs de ces hommes exposèrent bravement leur vie en se jetant à la nage pour aller amarrer une corde à bord, afin d'opérer ce dangereux sauvetage. Un jeune officier de marine, nu jusqu'à la ceinture, tenta deux fois l'entreprise. Vains efforts! La mer furieuse rejetait bien loin sur les galets les imprudents, meurtris, froissés, à demi morts. Les plus vieux matelots, les plus braves officiers finirent par reconnaître l'impossibilité de lutter contre un pareil ouragan.

« Cependant, deux des naufragés se voyant perdus, voulurent essayer de se sauver eux-mêmes. Les pauvres



Ouragan du 14 novembre 1854 dans la mer Noire. (Page 139, col. 1.)

gens n'eurent pas la présence d'esprit de se déshabiller. Le premier enjamba par-dessus le bord et se jeta à la nage ; mais, au même moment, une lame gigantesque s'abattit sur le navire qui le roula comme une barique parmi les tronçons de la mâture renversée. Quand elle se retira, l'homme ne reparut pas au-dessus de la nappe d'écume qui couvrait les rochers.

« Le second hussard ne se laissa pas intimider par cet exemple. Il descendit avec précaution, en se tenant aux débris des haubans; une nouvelle vague l'engloutit; il attendit le moment favorable, et quand le flot eut passé, il se lança à l'eau. Deux fois il disparut sous d'autres avalanches, deux fois il reparut nageant toujours, mais sans pouvoir avancer. Le malheureux était retenu au milieu des lambeaux de la voilure par ses éperons.

« Tous les spectateurs de cette scène poignante suivaient avec une anxiété inexprimable cette lutte contre la mort. On criait, on faisait signe aux autres naufragés de lancer une corde à leur camarade. Lors même que les hurlements de la tempête leur eussent permis d'entendre la voix, paralysés comme ils l'étaient par la terreur et par le froid, ils auraient été incapables de comprendre ou d'exécuter ces ordres.

« La tête du hussard, toujours coiffée de son képi bleu, surnageait encore au-dessus des flots; dans un suprême effort, il se souleva tout entier hors de l'eau, suspendu à une corde du mât de beaupré. Pendant cinq mortelles minutes d'agonie, il y demeura cramponné, tantôt plongeant au fond de la mer, tantôt enlevé à une grande hauteur, suivant les ballottements du navire. Enfin ses forces s'épuisèrent, il lâcha prise, tomba et disparut pour toujours. Par un mouvement spontané, tous les hommes assemblés sur le rivage détournèrent les yeux en poussant un cri.

« Il ne restait plus aucun espoir à personne. Soldats et marins revinrent tristement au port les uns après les autres, pour ne pas assister à l'affreux dénoûment de ce drame, et *aussi pour se réchauffer*.

« Avec quel serrement de cœur les naufragés durent les voir partir ! Abandonnés de tous, ils se sentirent condamnés sans ressources, et demeurèrent seuls, en face de la grève à peu près déserte, sur le vaisseau qui allait se déchirer à leurs pieds. La nuit approchait, et la mer, loin de s'apaiser, était encore plus terrible qu'au début de l'ouragan. Les rafales de neige et de grêle, devenues plus épaisses, ajoutaient aux ténèbres d'un crépuscule d'hiver. La vue du champ de bataille d'Inkermann m'a moins vivement affecté que cette scène de naufrage.

« Pendant la nuit, d'autres détachements de soldats et de marins accoururent sur les lieux avec tous les moyens de sauvetage qu'on put se procurer, et la tempête ayant un peu molli, on parvint à ramener à terre la plupart des hussards restés à bord. Mais avant que cette difficile opération fût terminée, la goëlette se partagea en deux.... Il n'y eut en tout que six hommes de perdus sur vingt-quatre. Je ne parle pas du capitaine et de son équipage d'Italiens.

« En revenant au port, je jetai les yeux du côté de Sébastopol, les mugissements du vent dominant le fracas de l'artillerie, tout y semblait silencieux; seulement, entre deux bourrasques de neige, j'aperçus, se détachant sur les noirs nuages du ciel, trois ou quatre petites nuées blanches qui indiquaient que la canonnade n'avait pas discontinué. La fureur des hommes osait se mêler à celle des éléments. Grand Dieu ! qu'elle paraissait petite et misérable, au milieu de ce déchaînement de l'ouragan. » (*Voyage à la suite des armées alliées*[1].)

1. *Autre épisode.* — L'amiral Hamelin avait donné l'ordre au capitaine Dieudonné d'aller, avec le bâtiment à vapeur qu'il commandait, prendre des bestiaux à Eupatoria.

M. Dieudonné s'acquitta de sa mission, et déjà cent et quelques bœufs étaient embarqués, quand le vaisseau *le Henri IV* et le vapeur *le Pluton* arrivèrent dans les eaux d'Eupatoria. M. Dieudonné, qui se disposait à repartir le lendemain avec son chargement, ceda son mouillage au *Henri IV* et alla s'abriter sur un autre point de la rade.

Le soir même, éclata l'effroyable tempête qui perdit *le Henri IV*. Quant au navire du capitaine Dieudonné, tandis que ses voisins cédaient à la violence de l'ouragan, voici ce qui se passait à son bord :

Les bœufs qui, suivant l'usage, étaient attachés par files serrées, rompirent leurs liens et se répandirent en désordre sur le pont. Tourmentés par le mal de mer, effrayés par les sifflements du vent, l'invasion des lames et les mouvements convulsifs du bâtiment, ils coururent dans toutes les directions, cherchant à échapper au danger qu'ils pressentaient. Dès lors commença une scène de confusion indescriptible. Devenus furieux, ces animaux frappaient de leurs cornes tout ce qui s'offrait à leurs coups. Non-seulement ils se précipitaient sur les matelots, mais encore ils s'attaquaient entre eux. Le pont fut bientôt ruisselant de sang et couvert de bœufs éventrés ou ecloppés. Le roulis, auquel obéissait le navire, forçait ces malheureuses bêtes à se heurter aux mâts, aux parois du bâtiment et aux canons; on chercha à se débarrasser de ces étranges compagnons d'aventure, mais il était fort difficile de jeter à la mer ces masses pesantes, qui d'ailleurs ne se laissaient guère approcher. L'équipage était paralysé par l'épouvante, et une partie s'était déjà réfugiée dans l'entre-pont. Jamais spectacle plus étrange, jamais drame plus extraordinaire n'avait eu pour théâtre un frêle vaisseau.

Cependant le navire menaçait de chavirer, et il fallait l'alléger à tout prix. Le porte-voix du commandant fait retentir l'ordre de couper les mâts; mais personne n'ose s'aventurer au milieu des animaux éperdus et exaspérés. Alors M. Dieudonné, dont l'intrépide sang-froid ne s'est pas démenti un instant depuis le commencement de la tempête, saisit une hache, et, accompagné de son second, se dirige vers le centre du navire. Un bœuf le poursuit tête baissée ; il l'abat d'un coup de son arme; un autre tombe sur le second, qui roule sur le pont, mais qui se relève simplement contusionné. Les deux chefs, abandonnés de l'équipage terrifié, frappent à coups redoublés le pied du grand mât que déjà l'effort du vent a ébranlé, et qui bientôt tombe avec fracas, en écrasant les bestiaux qu'il rencontre dans sa chute. Un quart d'heure apèrs, le vapeur était entièrement debarrassé de sa mâture. A partir de ce moment, il se maintient plus aisément à la surface des flots, se prête mieux au mouvement des vagues et semble lutter victorieusement contre les éléments déchaînés. Il n'y a plus rien à faire qu'à maintenir la machine en activite, afin d'aider le bâtiment à résister à la force qui l'entraîne dans le sens opposé à celui des ancres.

Avant la fin de l'ouragan, les animaux étaient tous sur le flanc, les uns morts, les autres blessés, quelques-uns épuisés et ne pouvant se relever. Peu à peu les matelots rassurés avaient reparu et repris leur service.

Quand le vent fut tombé, M. Dieudonné, sentant le besoin d'un peu de repos, se dirigea vers sa chambre, il espérait pouvoir réparer, par quelques instants de sommeil, les fatigues des dernières vingt-quatre heures. Il ouvre la porte et reste stupéfait en voyant son lit occupé par un énorme bœuf qui avait passé par la claire-voie et s'était blessé en tombant. La place étant prise, il lui reste la ressource de son canapé. Il penètre dans son salon, et recule devant quatre garnisaires qui, également arrivés par la voie du vitrage supérieur, prennent tranquillement leurs ébats dans cet élégant boudoir, qu'ils ont rempli de sang. Il ne fallut pas moins de quinze jours pour rendre la chambre et le salon de nouveau habitables.

De retour à Kamiesh, le commandant raconta son aventure à l'amiral qui en rit de bon cœur. « Ma foi, disait M. Dieudonné, j'aurais mieux aimé avoir affaire à deux fregates russes qu'à ces bêtes furieuses; car je n'imagine pas de situation pire que celle où je me suis trouvé pendant vingt-quatre heures. »

§ 7. TRAVAUX DE L'ARMÉE ALLIÉE.

La tempête du 14 novembre n'avait pas arrêté les travaux du siége. Les généraux en chef, après l'attaque du 5 novembre, s'étaient occupés immédiatement de renforcer les lignes de défense sur tous les points pour éviter une nouvelle surprise. Les travaux des Anglais du côté d'Inkermann avaient été jusque-là peu considérables, et ne gardaient qu'imparfaitement les défilés par lesquels l'ennemi avait débouché; on les reporta plus en avant. Tout le long de nos lignes, du côté de la campagne, on construisit des redoutes.

On ajourna tous les projets d'assaut, on ne songea plus qu'à pousser les travaux d'approche, à améliorer les tranchées, à ouvrir de nouveaux boyaux, de nouvelles parallèles, à établir de nouvelles batteries. Nos efforts se dirigeaient surtout contre le bastion du Mât et le bastion central. Nos attaques étaient celles de gauche. Les Anglais tenaient la droite et cheminaient bien lentement du côté de la tour Malakoff.

Pour soutenir les approches du génie, gagner du terrain, utiliser ensuite le terrain conquis et en assurer la possession, l'artillerie de son côté transformait plusieurs batteries anciennes, poussait toujours en avant les calibres les plus légers, tels que le 24 et le 16, et réservait pour les positions les plus éloignées les plus forts calibres, tels que canons de 30 et canons-obusiers de 80 de la marine.

« Le combat d'artillerie engagé le 17 octobre ne fut pas interrompu un seul instant; mais afin de se ménager des ressources suffisantes pour la réouverture générale du feu, on réduisit les consommations journalières des batteries, d'abord à la moitié environ de ce qu'il était précédemment, enfin à 20 coups par canon, 20 coups par obusier et 10 coups par mortier. Encore ces quantités étaient-elles des *maxima* qu'on ne devait pas dépasser et au-dessous desquelles il était recommandé de se tenir, lorsque les circonstances le permettraient[1]. »

Pendant l'hiver, on profita du ralentissement du feu pour diminuer le personnel employé au service des batteries et le réduire au plus strict nécessaire. Il n'y eut plus qu'un équipage de servants pour deux bouches à feu. « Des abris furent construits dans toutes les batteries pour les hommes et pour les officiers; mais on augmenta la rigueur des consignes relatives à la surveillance des batteries contre les surprises de l'ennemi. Un canonnier était de faction pour deux bouches à feu; un maréchal des logis, à tour de rôle, veillait constamment pendant que l'autre se reposait. Les armes étaient à proximité des canonniers, prêts à faire feu et la baïonnette au canon. En même temps qu'on réduisait les consommations au plus strict nécessaire, on s'occupa, avec la plus grande activité, de rassembler les approvisionnements de toute espèce. On continua à recueillir tous les projectiles russes. On les payait aux soldats qui les apportaient. On triait les boulets qui appartenaient à nos calibres. Les arsenaux de Constantinople durent livrer 25 000 projectiles, et cette commande fut portée au double dans le mois de décembre.

Les Turcs avaient envoyé un millier de projectiles incendiaires qu'on trouva d'un service passable, le général en chef leur en réclama 4000 nouveaux. On était fort gêné pour les bois à plates-formes et à blindages, et fort pauvre en planches et solives, en outils d'ouvriers en bois et en fer, en outils à pionniers; le nombre des bouches à feu ayant été triplé et devant encore être augmenté, on fit des commandes considérables à Constantinople On ne négligea pas cependant de recueillir sur le cap Chersonèse tous les bois que l'on put rencontrer, charpentes de maison, arbres provenant d'abatage, et on les fit débiter en madriers. Le fascinage reçut aussi un notable accroissement, et l'atelier fut porté à un bataillon de 500 hommes, de manière à assurer la confection de 200 gabions par jour. Un autre travail, plus difficile, c'était le déchargement à la plage de Kamiesh des navires chargés du matériel envoyé par le ministre, le transport de ce matériel de Kamiesh au grand parc et du grand parc aux batteries. Outre le train des équipages, 2000 hommes d'infanterie étaient occupés à ce déchargement, à ces transports bien pénibles sous le froid et la pluie.

La composition primitive du parc de siége était de 58 bouches à feu. On y avait ajouté un parc turc de 41 pièces, qui s'augmentait chaque jour par les envois de l'arsenal de Constantinople, puis une quarantaine de pièces en fer de la marine, et par suite de ces additions successives, le nombre des bouches à feu employées dans les attaques françaises seulement entre la mer et le port du sud dépassait une centaine. C'était énorme; mais pour un siége aussi formidable que celui de Sébastopol, ce n'était rien. Malgré ce déploiement considérable d'artillerie, on n'avait pu prendre une supériorité décidée sur les assiégés, qui nous opposaient un personnel de canonniers très-nombreux, et de plus une énorme quantité de bouches à feu des plus forts calibres, le tout se renouvelant à volonté au moyen du matériel et des marins de la flotte. Le général en chef demanda donc un nouveau parc de siége de 100 pièces, et ce ne devait pas être là sa dernière demande. Jamais pareils moyens d'attaque ne furent déployés, surtout à une aussi grande distance. Pour les amener, pour les mettre en œuvre, il fallait du temps, et le temps était le plus cruel ennemi de nos soldats, toujours impatients.

§ 8. PRÉCAUTIONS CONTRE L'HIVER; ASPECT DES CAMPS.

La tempête du 14 novembre avait annoncé d'une manière terrible l'approche de l'hiver. On entrait dans la saison des souffrances. La marine, heureuse d'avoir échappé sans trop de dommages au bouleversement de la mer, prit ses dispositions dans la prévision du retour de pareils ouragans. L'amiral Hamelin renvoya dans le Bosphore les vaisseaux inutiles ou avariés. On ne garda que le nombre de bâtiments jugés nécessaires pour le service des transports et pour le combat, si les vaisseaux russes renfermés dans le port de Sébastopol sortaient enfin. L'encombrement avait été en partie cause des sinistres de la marine marchande dans la baie de Kamiesh. Un règlement fut rédigé, et un officier chargé du service du port. A l'entrée on construisit une estacade à deux parties fixes et à une partie mobile. La partie mobile ne devait s'ouvrir que pendant le jour. On avait pris cette précaution pour couvrir le port contre toute surprise des brûlots ou des embarcations ennemies. Un cer-

1. *Journal des opérations de l'artillerie*, t. I.



Le port de Kamiesh. (Vue prise de la partie Nord.)

tain nombre de croiseurs devaient toujours rester devant Sébastopol pour observer l'ennemi, et dans le cas d'une sortie, aider nos troupes de leur artillerie. L'amiral Hamelin envoyait en même temps au général Canrobert 53 bouches à feu et un grand nombre de marins pour le service des batteries. La marine s'associait ainsi de plus en plus à l'action de l'armée de terre dans l'œuvre gigantesque que nous avions entreprise.

Depuis le 14 novembre le temps était resté mauvais : des rafales de vent, la pluie, la neige rendaient la position des alliés très-pénible. De tous côtés on se mit à reconstruire les tentes détruites par l'ouragan et à les reconstruire plus solides. Prenons une tente de zouave



Expédition de Crimée. — Costumes de l'armée pendant l'hiver.

pour modèle. Ordinairement ce sont deux canons de fusil russes, transversalement placés d'un bâton à l'autre qui consolident l'édifice et maintiennent inflexible l'arête de la toiture. On a entouré le dehors d'un bourrelet de terre glaise, afin que l'air et le vent ne soulèvent pas en arcades le bord inférieur de la tente, compris entre les piquets qui le rattachent au sol et le sol même; puis, au bas de ce bourrelet, est établi, avec de vieilles tuiles et de vieilles briques ramassées dans les ruines des fermes du plateau, une rigole ou canal d'écoulement pour recevoir la pluie glissant sur le talus de la toile. Voilà pour le dehors.

Au dedans, le sol est creusé d'un tiers de mètre environ de profondeur, et un rebord de terre, une espèce

d'estrade ou d'étagère d'un tiers de mètre aussi de largeur règne tout autour; c'est là que le *ménage* est déposé: le sac, le bidon, la gamelle, les brosses, la fiole à huile, les provisions, la ration du jour, etc. C'est là aussi que s'asseoient les soldats quand ils sont las d'être couchés. Le foyer s'allume dans une échancrure de cette estrade, avec un lit de briques pour aire, des briques encore pour lambris et une pierre pour manteau de cheminée; la fumée s'échappe par un trou creusé en coude, lequel trou passe sous l'estrade et sous le bourrelet, et s'ouvre en dehors dans un tuyau de tôle planté là comme une borne. Ce tuyau de tôle porte quelquefois en bosselures les traces de trois ou quatre balles russes qui prouvent qu'il n'a pas été conquis sans peine. A l'un des bâtons-piliers est accroché le miroir rond comme une tabatière de zinc, où le matin nos zouaves regardaient avec orgueil comment la poudre noircissait leur visage hâlé; à l'autre bâton, un fil de fer est agencé pour servir de bougeoir aux chandelles achetées 2 francs pièce à Balaclava, en l'honneur de l'ami qui venait passer la veillée. Le sol du réduit était parqueté d'une couche de terre glaise, cloutée avec des petits cailloux ronds. Beaucoup de soldats préféraient cette couche un peu dure, mais toujours propre, aux litières d'herbes qui se desséchaient bien vite et s'en allaient en poussière; mais quelle fête quand une razzia nocturne dans quelques maisons à l'extrémité du faubourg de Sébastopol augmentait le ménage de quelques meubles de luxe, d'un tapis par exemple! Nos industrieux soldats s'ingéniaient de tout, afin de suppléer au manque de planches et de poutres, en employant pour leurs toitures des douves de tonneaux, des broussailles, des voûtes de pierres plates, ou les cercles en fer des balles de fourrages. Les plus fortunés allaient ramasser sur la côte les innombrables débris des naufrages.

Des vêtements arrivèrent, qui transformèrent complétement notre armée. Sous les paletots et jambières en peau de mouton qui les enveloppaient, on aurait dit des Samoïèdes ou des Esquimaux parés contre un froid de 40 degrés. Des sabots et des chaussons complétèrent plus tard ce costume boréal. Les capotes à capuchon furent accueillies avec enthousiasme. Bien amples, bien étoffées, elles étaient non-seulement un vêtement bien chaud, mais elles dissimulaient l'usure des pantalons sur ceux qui avaient passé huit mois de campagne. On ne se figurait pas, en France le ravissement de nos troupiers emmitouflés dans leurs fourrures, ils étaient aussi naïvement heureux que des enfants dans leur habit de première communion, ou des matelots qui *chaussent des bottes*. Les pauvres diables auparavant étaient obligés de se garantir de la pluie dans les tranchées en portant leur couverture nouée autour du cou, en forme de manteau incommode; en rentrant sous la tente, il leur fallait se coucher sous cette laine imbibée d'eau. Maintenant, au moins, ils avaient l'assurance de coucher sur un lit sec. Si l'armée d'Orient avait pu se montrer à Paris, au champ de Mars, ainsi accoutrée, je ne sais pas ce qu'eût été l'enthousiasme qui l'accueillit plus tard.

« Le gouvernement, écrivait le P. de Damas, nous donne chaque jour pour notre nourriture du riz, du lard, quelquefois de la viande fraîche au lieu de lard, et quelquefois aussi du pain de munition à la place du biscuit réglementaire. Le biscuit est une sorte de galette dure comme du bois, qui vous casserait les dents si vous vouliez en manger; mais nos soldats le croquent avec un admirable appétit. Les gens délicats le détrempent dans l'eau, et quand il est bien mou, ils le font griller. On dit alors qu'il est très-bon, et plusieurs le préfèrent au pain de munition.

« Nos cuisines sont de petits trous creusés dans la terre; quelques pierres placées l'une sur l'autre forment la cheminée; on pose la petite marmite sur ces pierres, on met du feu dessous, et un soldat surveille le pot au feu. S'il pleut, la pluie tombe dans la marmite et allonge la sauce; s'il fait du vent, la fumée vient droit à la figure du pauvre soldat marmiton, et lui fait pleurer les yeux en même temps qu'elle lui barbouille le visage en noir. Quelquefois la marmite, mal consolidée, tombe dans le feu, et alors adieu la soupe. On mange son pain tout sec pour ce jour-là.

« Vous croyez peut-être que nous avons ici une grande quantité de boutiques où l'on peut aller acheter tout ce qu'on veut, comme dans la rue du Bac. Quelques petits marchands sont bien venus s'établir sur la plage et ont fait des simulacres de boutiques sous des tentes. Mais ils vendent si cher leurs marchandises, que les généraux et les officiers supérieurs peuvent presque seuls les acheter. On ne trouve pas de viande d'abord, ni de pain non plus; il y a du fromage, des bougies, du macaroni, du vin, de l'eau-de-vie, du tabac et toutes sortes de petites choses de ce genre. Mais la livre de fromage coûte 6 francs, la bougie 2 et 3 francs, etc....[1]. »

Petit à petit, ces marchands formèrent une sorte de village de toile. Des rues y furent tracées, *rue de Napoléon, rue de Lourmel, rue du Commerce*. L'armée eut bientôt trouvé le nom de cet assemblage de boutiques et l'appela *Vautourville*; mais en attendant, chacun profita de leur présence, et le mauvais temps lui-même n'arrêtait pas la population nombreuse d'officiers qui venaient de deux et trois lieues compléter leur ration réglementaire par des approvisionnements de fantaisie.

Pour multiplier davantage les moyens de subsistance, le gouvernement envoya un ou plusieurs navires chargés de vins et de provisions de bouche achetés en bloc par l'État et taxés par lui à des prix modiques. L'empereur Napoléon envoya en cadeau à chacun, officiers et soldats, deux bouteilles de bonne eau-de-vie et plusieurs litres de vin vieux. On pense si cette libéralité fut la bien venue, ainsi qu'un cadeau de cigares.

Les Anglais n'avaient pas de ces douceurs. Leur situation était bien moins bonne que la nôtre. Ils avaient pourtant une bourgade solidement bâtie et un excellent port pour leurs approvisionnements, Balaclava. Mais leur égoïsme les perdait. Ils avaient voulu faire de Balaclava un port exclusivement anglais. Les marchands ne pouvaient vendre qu'à l'armée britannique, et les Anglais avaient complétement oublié leur principe de la liberté commerciale qui, dans les circonstances données, leur paraissait contraire à leurs intérêts. A Kamiesh, au contraire, le principe de la liberté commerciale était respecté, quelque abus qu'on en fit. Aussi Balaclava restait vide et *Vautourville* se peuplait. Là, en effet, point de restrictions, point de tarifs. Mais bientôt la multiplicité des arrivages rabaissa les prix exorbitants. La concurrence amenait

1. De Damas; *Souvenirs militaires et religieux de Crimée.*

l'abondance, et les Anglais furent bien heureux souvent de venir à Kamiesh chercher les objets de luxe que ne leur offrait point Balaclava.

Nos soldats faisaient deux fois la soupe et le café. Les Anglais n'aiment ni l'un ni l'autre. Il leur faut de la viande fraîche et du thé. « Je suis fort ennuyé, disait un commissaire anglais, nous allons manquer de thé. — Pourquoi ne donnez-vous pas du café à vos soldats comme cela se fait dans l'armée française? C'est à la fois un aliment et une boisson hygiénique dont nous nous trouvons fort bien. — Du café! du café! Mais ils ne l'aiment pas et ne sont pas habitués à en boire. Tenez, ajouta-t-il avec colère, savez-vous ce qu'ils ont fait dernièrement? Je leur avais fait distribuer du café en grains, attendu que nous n'avions pas de moulins, et je croyais qu'ils trouveraient moyen de le moudre, ne fût-ce qu'en l'écrasant entre deux pierres. Eh bien! ils ont jeté les grains entiers dans les marmites. » Ce trait peint suffisamment l'industrie du soldat britannique.

« Ce n'est pas, croyez-le bien, disait un correspondant, sans un profond sentiment de dépit, que les Anglais, mis ainsi amicalement au pied du mur, à côté de leurs anciens rivaux, sont obligés de reconnaître et de montrer à l'Europe attentive que l'excellence si longtemps vantée de leur armée se réduit, à l'épreuve du service, en une infériorité déplorable, partout ailleurs qu'à l'heure de la bataille. Cela ne se dit pas encore tout haut, cela ne s'imprime dans aucun journal; mais, sur ce point, l'opinion commence ici à devenir unanime : les faits parlent assez haut. Je vous en citerai quelques-uns.

« D'abord, le commissariat anglais est si mal organisé, que plusieurs fois les troupes britanniques auraient manqué de vivres si l'administration française ne leur en avait pas prêté. Notre boulangerie surtout fait l'admiration et l'envie des Anglais, réduits à se nourrir de biscuit, pendant que nos soldats ont du pain excellent et en abondance.

« Ensuite le service des transports militaires n'existe pas, à proprement parler, chez nos alliés qui, pourtant, traînent après eux trois fois plus de bagages que nous. Chaque régiment se fait suivre d'une multitude désordonnée de bêtes de somme et de petites charrettes, d'arrabas tartares et même de dromadaires asiatiques chargés de tentes, des ménages des officiers, des *femmes* et des ustensiles de cuisine des soldats. Tout cela est misérablement impuissant, chétif, dépourvu d'organisation et incapable d'opérer le service régulier des charrois de munitions de guerre et de bouche. La campagne est à peine commencée, et déjà plusieurs fois l'administration militaire française a dû pourvoir elle-même aux besoins urgents de nos alliés; ils n'ont seulement pas de cacolets pour emporter leurs blessés et leurs malades du camp à Balaclava. Ils les chargent sur d'affreux arrabas indigènes qui accélèrent, par leurs cahots, la mort des malheureux auxquels les balles ennemies ont laissé un reste de vie. Et quand les survivants arrivent à l'hôpital, ils y trouvent un service médical aussi mauvais que tous les autres. Là encore, il a fallu que la charité catholique des Français vînt en aide à l'égoïsme britannique.

« Officiers et soldats n'ayant, pour la plupart, jamais vu le feu, n'ayant aucune idée des mille petits détails de la vie des camps, que l'expérience seule peut enseigner, montrent tous les jours une insouciance et une imprévoyance puériles. Les hommes en très-petit nombre, qui ont fait la guerre dans les Indes orientales, ne peuvent remédier à ces naïvetés incorrigibles, et prennent le parti d'en rire. J'ai entendu un capitaine aux *grenadiers-guards* raconter que, dans les camps anglais, on voyait une foule de sentinelles au milieu des tentes, à la porte des officiers, mais qu'on oubliait fréquemment d'en placer aux avant-postes; et encore le peu qu'on y met fait de son mieux pour ne servir à rien. Car la nuit, dès que le troupier anglais est installé en vedette, il se pelotonne dans son coachman et s'endort à cent pas de l'ennemi, aussi paisiblement qu'un bon bourgeois de la garde nationale au sein de sa guérite. Il sait qu'il n'a pas à craindre, la seule chose qu'il redoute par routine de la discipline, la ronde de ses officiers qui, eux aussi, dorment du sommeil de l'innocence et ne sont pas d'humeur à s'enrhumer en allant, à travers la pluie et le brouillard, visiter leurs postes avancés. Il ne se passe presque pas de nuit, assurait le capitaine, que les Russes ne viennent réveiller nos sentinelles à coups de baïonnette, et clouer quelqu'un de nos officiers sous leur couverture. Quand le mal est fait, on crie à la garde, on tempête contre la perfidie du Moscovite, et la nuit suivante on dort comme devant.

« Le règlement anglais ne comporte pas dans ses cadres des compagnies d'ouvriers comme les nôtres. Les soldats mercenaires se vendent pour se battre, et non pour travailler. Dépourvus d'industrie et de bonne volonté, ils ne font rien qui puisse aider le commissariat dans la rude tâche de fournir et d'entretenir leur équipement. Aussi l'armée anglaise, si pimpante, si luxueuse à la parade, n'a même plus sur nos pauvres soldats à capote grise le frivole avantage de sa brillante tenue. Un mois et demi de campagne a fait subir un furieux déchet à tout cet étalage de brandebourgs et de galons blancs de laine. Tandis que nos simples uniformes, sagement adaptés à la rude vie des camps, paraissent encore à la revue propres et convenables; ceux de nos alliés sont à peine reconnaissables, tant ils sont affreusement frippés, ternis par la pluie, la boue et la fumée.

« En dépit des ordres du jour de lord Raglan, qui ne cesse de recommander à son armée le décorum britannique, officiers et soldats s'abandonnent à un débraillé révoltant. Barbus comme nos sapeurs, déboutonnés, poudreux, coiffés de longs cheveux mal peignés, ils étalent sur le dos de leurs habits rouges, déteints par la sueur, toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, depuis l'indigo foncé jusqu'à l'orangé nuancé de vert perroquet. Les highlanders surtout sont dans un état lamentable. Les imaginations romantiques, qui adorent dans les vignettes de Keepsake le pittoresque costume de ces guerriers d'Ossian, seraient cruellement désenchantées par la vue de la prosaïque réalité. La faute de cette malpropreté ne doit pas retomber seulement sur l'administration; elle est encore plus imputable au caractère particulier du soldat anglais. Que ce soit vanité, paresse ou maladresse, peu importe! le fait est qu'il ne sait pas et qu'il ne veut pas se soigner, se suffire à lui-même, s'ingénier comme nos troupiers pour suppléer à ce qui lui manque; il lui faut une femme pour laver et repasser son linge, de telle sorte que la reine de la pudique Albion, qui rou-

girait de voir parmi ses guerriers des cantinières en *inexpressibles*, est obligée de tolérer dans presque chaque tente de huit ou dix hommes une ménagère en chapeau de taffetas vert.

« De tout cela, il me semble qu'il est permis de conclure que l'armée anglaise, telle que l'ont faite quarante ans de paix et d'isolement insulaire, n'est bonne et utile que pour guerroyer à l'aise dans des pays riches et peuplés, où elle peut trouver en abondance ses vivres, ses moyens de transport et des milliers de bras pour la servir, comme, par exemple, dans les Indes, où chaque sous-lieutenant a cinq ou six domestiques à ses ordres; hors de là, elle ne sait que se battre bravement; elle ne sait pas faire la guerre.

« Toutes ces troupes britanniques, d'uniformes si variés et tous également souillés, remplissent les carrefours de cette misérable bourgade de Balaclava, élevée, je ne sais trop pourquoi, au rang de ville. Sur le rivage du port, qu'accostent bord à bord les navires du commerce anglais, dans les rues sales et mal pavées, à travers les vieilles baraques russes et tartares, s'agite en tumulte une immense cohue militaire de soldats, de fournisseurs, de commissaires, de cavaliers, de fantassins, de caissons d'artillerie attelés de chevaux de luxe et de tombereaux d'osier traînés par des dromadaires à deux bosses que conduisent des Tartares en calotte de peau de mouton, en long pantalon rentré dans des babouches ou dans des bottes et en sale pelisse de toile bleue déguenillée.

« Tous les désavantages de l'armée britannique entretenaient l'antipathie bien plus générale qu'on ne le croit, de l'officier anglais pour le militaire français; antipathie si différente de la cordiale sympathie qui existe généralement entre les simples soldats des deux nations. L'instinct de l'intérêt personnel, aussi bien que le raisonnement politique, font comprendre de



Le ba

reste à l'aristocratie britannique, qui accapare pour elle seule exclusivement, de par la naissance et l'argent, les grades et les honneurs de son armée mercenaire, combien sont dangereux pour ses priviléges le voisinage, la fréquentation journalière et les exemples continuels de notre armée, où l'égalité démocratique n'admet d'autres droits aux grades et aux honneurs que la science, le courage et les services. On aura beau faire et beau dire, le soldat qui porte le bâton de maréchal de France dans sa giberne et sait quelquefois l'y trouver, ne peut pas être vu d'un bon œil par l'officier qui a payé ses grades, dans la société de ses soldats achetés qui ne demandent qu'à adopter nos principes de justice égalitaire.

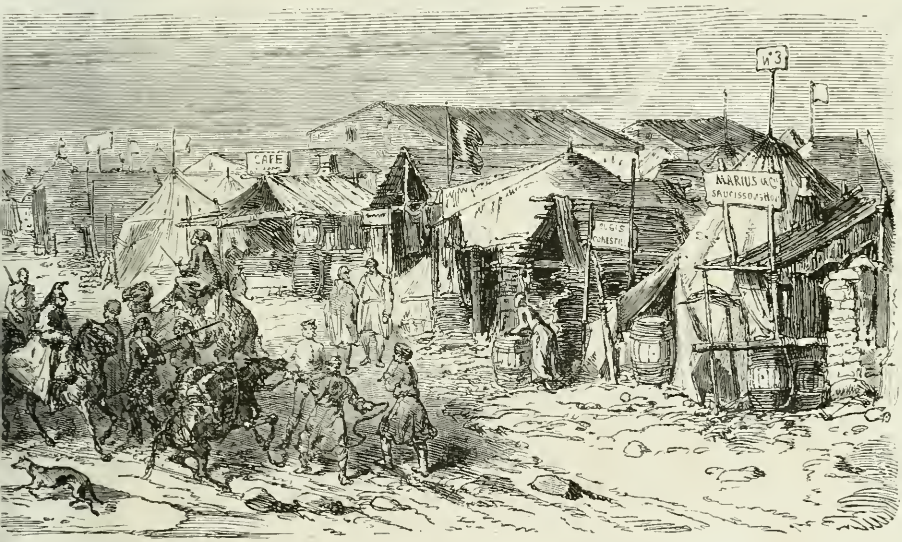
« Je dirai plus : entre les deux corps d'officiers, anglais et français, il peut y avoir des sympathies individuelles; il n'en existe réellement pas de générales. Celui-ci est basé sur l'aristocratie de race et de richesse : c'est l'eau et le feu. On se bat avec une noble émulation pour la même cause; on s'aide réciproquement dans un intérêt commun; on est allié enfin, mais on n'est pas ami, on ne se salue seulement pas quand on se rencontre. Les soldats seuls ont fait amitié entre eux, parce que ceux d'Angleterre ont tout à gagner dans cette intimité; les nôtres y apprennent à s'estimer d'avantage[1]. »

§ 9. LES TRANCHÉES.

Nous avons dit ce qu'étaient les tranchées, longs fossés ni trop profonds ni trop larges, creusés autour d'une ville assiégée et dont le but est de permettre aux assiégeants de circuler sous les murs de la ville sans avoir trop à craindre la mitraille ennemie

1. Eugène Jouve, *Voyage à la suite de l'armée alliée.*

Le travail des tranchées ne s'arrête jamais. Aussi au bout de deux mois présentait-il un grand développement. « Dès les premiers pas dans cet immense labyrinthe qui allait s'agrandissant et se compliquant chaque jour, je compris, dit Paul de Molènes, que j'avais sous les yeux une œuvre unique peut-être entre toutes celles qu'ait jamais fait entreprendre la guerre. C'était une ville tout entière, avec des rues innombrables, que notre armée construisait autour de Sébastopol. Ce fut un dimanche que, pour la première fois, je pénétrai avec le général en chef dans cette cité nouvelle, s'attachant aux flancs de l'ancienne cité qu'elle voulait détruire, comme un vaisseau dans un combat naval s'attache aux flancs d'un autre vaisseau. Les tranchées les plus éloignées de la place, celles qu'on avait construites les premières, me rappelaient ces rues désertes que l'on trouve parfois dans les faubourgs des villes les plus populeuses. Elles servaient encore de passage à nos soldats, mais nulle troupe n'y résidait plus. Elles n'étaient animées çà et là que par quelques boulets perdus, par quelques bombes lourdes et maladroites parvenues au bout de leur vol pesant. Au fur et à mesure que l'on se rapprochait des murs ennemis, le spectacle changeait. Maints bruits, maints mouvements nous annonçaient que des faubourgs nous passions aux quartiers vivants et tumultueux. L'air commençait à se remplir d'un vague bourdonnement de balles; au lieu de la bombe fatiguée, du boulet hors d'haleine, nous sentions passer au-dessus de nous la bombe dans la période ascendante de sa course, le boulet dans toute la furie de son premier jet. Loin de traverser des rues désertes, on traversait des rues peuplées comme celles des villes au jour de fête et offrant mille scènes variées. De temps en temps, on apercevait le long d'une gabionnade une toile tachée de sang tendue entre deux brancards : c'était la civière. Malgré son aspect lugu-



le Kamiesh.

bre, cette machine ne répandait aucune tristesse autour d'elle; tout à coup elle emportait un mort ou un blessé, puis revenait prendre sa place parmi des gens dont la vie se continuait paisiblement. Plus d'un officier lisait quelque vieux journal, tout en surveillant ses tirailleurs, qui de leur côté lançaient tranquillement leur coup de fusil entre deux bouffées de tabac. Le général en chef se plaisait à entretenir chez le soldat cette utile et sage insouciance. Bien souvent il s'arrêtait pour adresser à un troupier qui l'écoutait tout en déchirant sa cartouche, quelques mots pleins d'un enseignement salutaire, dont le brusque passage d'un projectile rendait le sens plus saisissant et le caractère plus élevé; je me rappelle entre autres un boulet qui vint frapper l'air tout à coup sur sa tête et sur celle de son interlocuteur pendant qu'il parlait de cette communion dans le péril que nous offre perpétuellement la guerre. Jamais, dans aucune réunion humaine, nul incident ne contribuera plus efficacement que ce boulet à un irrésistible effet d'éloquence[1]. »

Les Russes avaient d'abord commencé par décharger sur nous une masse incroyable de projectiles amassés pendant de longues années dans cette citadelle; ils tiraient à tort et à travers, sans viser un but quelconque. Or, comme nous n'avions nulle sympathie pour un pareil cadeau, nous nous mettions à côté, et les boulets tombaient prosaïquement à terre. On fit le calcul que l'ennemi tirait journellement sur nous 800 000 kilogrammes de poudre et 2 400 000 de fonte. Les soldats s'amusèrent à compter le nombre de morts et de blessés renversés par ce débordement de mitraille, et en grossissant un peu les chiffres, ils prétendaient que chacun de nos morts revenait à 60 000 francs à l'ennemi. Aussi, disaient-ils, nous pouvons mourir, puisque notre vie *coûte si cher*.

1. Paul de Molènes, *Commentaires d'un soldat.*

« Mais l'expérience faite, dit le P. de Damas, les Russes se sont aperçus de leur erreur. Alors ils ont mieux pris leurs mesures. Un grand mât fut dressé au centre d'un bastion, surnommé par cela même le bastion *du Mât*. Une sentinelle grimpait à la cime, examinait nos positions, plongeait son regard jusque dans nos tranchées, et puis redescendait pour indiquer aux artilleurs vers quel point devait se diriger leur tir. Nos soldats s'en aperçurent et désignèrent sous le nom de singe vert cette sentinelle d'un nouveau genre. La couleur de son habit lui valut cette plaisanterie. Mais son audace fut autrement payée. Nos soldats abattirent successivement plusieurs *singes verts*, et, lorsqu'un certain nombre eut ainsi dégringolé, tombant sans vie d'une hauteur prodigieuse, l'ennemi se dégoûta de son mât de cocagne, et nul ne s'y aventura. Une autre ruse lui vint encore en aide. Pendant le jour, il tâchait de découvrir la place exacte de nos travaux. Ensuite il plantait des poteaux de repère dans la direction que devait parcourir le projectile meurtrier. La nuit, on allumait un fanal au haut du poteau, et le pointeur, instruit de la distance comme de la direction à parcourir, parvenait quelquefois à lancer adroitement dans nos tranchées des obus qui tuaient ou blessaient nos hommes. Par bonheur, ces diverses industries ne nous étaient pas trop nuisibles, et, tout calcul fait, nous perdions peu de monde à ce jeu meurtrier. »

Toutefois ce service de la tranchée faisait beaucoup souffrir le soldat. « Tous les deux ou trois jours, à tour de rôle, on y envoie quelques régiments. Alors les hommes se réunissent, se mettent en rang et partent. C'est un moment qui produit toujours une vive émotion. Les soldats se regardent et se disent : « Demain, quand « nous reviendrons, il y en aura quelques-uns de « morts et de blessés. Qui sait si je ne serai pas du « nombre? » Et bientôt après l'événement s'accomplit. On arrive tous ensemble à l'endroit où on doit se glisser dans les parallèles. Les Russes connaissent l'heure. Alors ils lancent des boulets de canon et des obus sur cette masse d'hommes, et souvent ils en tuent. Lorsqu'on est entré dans les tranchées, les officiers mettent chaque homme à son poste. Il faut rester vingt-quatre heures dans ce trou. La pluie et la neige le remplissent souvent. Alors nos pauvres hommes ont les pieds et les jambes dans la boue, et souvent ils tombent malades de fatigue.

« Eh bien, le croiriez-vous, au milieu de tout cela, nos soldats ne sont pas tristes, ils ont du courage, et, le plus souvent, ils rient de leurs dangers. Ils ont donné des noms à tous les genres de projectiles que leur envoient les Russes. Ainsi, lorsqu'ils entendent au-dessus de leur tête une bombe ou un obus traverser l'air en faisant *fiou! fiou! fiou!* ils s'écrient : « Gare la *marmite!* » Et chacun de se jeter par terre et de se cacher de son mieux pour éviter la mort. Lorsque l'obus tombe à terre, la poudre fend le globe en plusieurs morceaux ressemblant à un fond de marmite. Les soldats appellent encore les boulets des *négros*, parce qu'ils sont tout noirs. Quand il leur arrive de la mitraille, ils crient : « Voilà des *patates!* » parce que la mitraille est composée d'une foule de boules de fer plus ou moins grosses qui sont lancées toutes à la fois par un seul canon, et tuent souvent plusieurs hommes ensemble. Lorsqu'elles sont par terre, elles font l'effet de pommes de terre répandues dans un champ après qu'on les a déterrées. Enfin on a surnommé les balles de fusil des *mouches*, à cause du bruit qu'elles produisent en sifflant aux oreilles. Voilà comment nos soldats s'habituent à rire de tout. Ils ont raison [1]. »

Les noms variaient à l'infini et changeaient souvent. Un zouave disait qu'il avait failli être tué par un *perruquier*. Il appelait ainsi un boulet russe, qui aurait pu lui emporter la tête et qui, disait-il, l'avait frisé de près. On criait souvent dans les bataillons de tranchée : *Saluez le bouquet!* quand les grenades étincelaient la nuit, au-dessus de nos têtes; ou bien encore : *Fantassins! ne craignez rien, c'est la cavalerie!* lorsqu'on entendait la mitraille pleuvoir sur le sol en dehors de nos positions.

Les biscaïens, vu la résonnance du mot, étaient des *citoyens*. On faisait des observations, on remarquait une différence, très-appréciable la nuit, entre les bruits que font les balles; tantôt la balle *siffle;* le ton sec et strident fuit sans diminuer d'intensité, et cesse brusquement d'être entendu; tantôt elle *gémit :* c'est une plainte qui traverse l'espace, c'est un cri de douleur qui va se perdre au loin en mourant.... Il ne suffisait pas d'avoir du courage, il fallait encore en prendre l'habitude; on cessait d'être conscrit quand on ne *saluait* plus une balle qui passait et qu'on la laissait émietter la terre du parapet, sans faire instinctivement un mouvement de recul.

« Savez-vous, écrit le P. de Damas, à qui s'en prennent nos soldats lorsqu'une fâcheuse bourrasque, une tempête, un froid glacial ou une pluie torrentielle essayent de lutter contre leur courage? Ils murmurent, pensez-vous, contre la cruelle nécessité de la guerre, contre les chefs qui les font marcher? Oh! ne leur supposez pas cette méchanceté. En voilà un qui va traduire la pensée commune dans son langage original de troupier. Il vous dira que *saint Nicolas, patron de la Russie, est de garde sans doute pour ce jour-là dans le ciel, que c'est à son tour à présider aux éléments, et qu'il profite du moment pour favoriser les Russes aux dépens des Français*. De grands éclats de rire accueilleront la réflexion du caporal; et, le soir, si l'excès de la fatigue rend les mines un peu sombres et semble couper la parole au plus gai, passez dans les rangs et dites-leur : « Courage, mes enfants, dans quelques jours viendra « le beau temps. — Oh! vous avez raison, monsieur « l'aumônier, répondront-ils d'une voix commune : « *Un jour de beau fait oublier quinze jours de mauvais,* « *il faut donc vivre d'espérance.* »

« Et là-dessus chacun reprend les différents incidents de la journée et s'efforce de prouver, qu'après tout on n'a pas tant souffert. En face de la balle ennemie, la crainte du danger est de beaucoup inférieure au désir de faire triompher le drapeau français. Voici deux braves troupiers malades assis derrière ma tente, où ils essayent de se ranimer au soleil. Ils causent et ne se doutent pas que je les entends. — Nous sommes malades, dit l'un d'eux. Cela ne va pas, camarade. — C'est vrai, répondit l'autre éclopé. Tout de même, si le général Canrobert nous disait : « Mes enfants, *nous aurons demain un coup de chien;* « il faut monter à l'assaut! » Eh bien! nous trouverions le moyen de le suivre pour montrer aux Russes ce que savent faire les malades français. — Tu as raison, camarade, ré-

1. De Damas, *Souvenirs de Crimée.*

plique vivement le premier interlocuteur. Quand on aura donné le signal de l'assaut, les popes russes ne diront plus à leurs soldats que les Français ont les mains gelées. Nous jouerons à la main chaude ce jour-là, et chaque empreinte de nos doigts sera la preuve que nous avons le sang bouillant, malgré le froid de cette diable de Russie. »

Les Anglais, cherchant partout le confortable, vivaient autrement que nous à la tranchée. Le petit bidon plein d'eau et le sachet chargé de biscuit pour deux jours ne leur suffisaient pas. Ces gentlemen s'installaient dans le fossé comme un bon bourgeois dans sa chambre. Ils allumaient du feu, prenaient le thé et fumaient paisiblement leur pipe. La fumée du foyer éveillait l'attention des canonniers russes, une bombe descendait au milieu du cercle des frileux. Mais ils ne se dérangeaient pas pour si peu ; ils continuaient à fumer et à boire le thé, tandis que les hommes de corvée enlevaient, sans rien dire, le camarade écrasé par le projectile, et l'emportaient flegmatiquement à l'ambulance ou dans la fosse commune.

§ 9. TRAVAUX DES RUSSES; COMBATS; SORTIES (DU MOIS DE NOVEMBRE 1854 AU MOIS DE JANVIER 1855); MISSION DU GÉNÉRAL DE MONTEBELLO EN CRIMÉE.

Les Russes, d'après la marche de nos tranchées sur le saillant du bastion du Mât, s'attendaient à quelque entreprise de notre part de ce côté, et ils s'attachèrent alors à en augmenter considérablement les défenses. Dans le cours du mois de novembre, ils établirent des chevaux de frise et des abatis devant la contrescarpe ; ils revêtirent l'escarpe en charpente pour empêcher l'escalade, et ils établirent dans le fossé un blockhaus destiné à prendre de flanc avec deux pièces d'artillerie les colonnes d'assaut, au moment où elles descendraient dans le fossé ; ils poussèrent des galeries de mines très-profondes dans la direction de nos tranchées les plus avancées.

Nous avons parlé de l'organisation de nos compagnies de *francs-tireurs*. Creusant des trous dans la terre, ils s'y couchaient à plat ventre, le fusil en joue, dirigé sur une batterie russe. Un artilleur avait-il le malheur de paraître pour charger sa pièce ou la pointer, une balle sifflait et le jetait à terre. Un autre prenait sa place, il avait le même sort. On prétend qu'un seul de nos tireurs en a tué neuf de suite. Ce feu meurtrier irrita au plus haut point les Russes; d'abord ils imaginèrent de masquer chacune de leurs pièces derrière un volet à deux battants. C'était bon pour charger; mais au moment de tirer il fallait bien ouvrir la fenêtre, et la balle arrivait. Furieux, ils soulevaient par derrière les affûts de leurs canons et vomissaient une effroyable mitraille sur la terre inoffensive, tandis que les francs-tireurs, blottis dans leur trou, riaient et rechargeaient paisiblement leur fusil.

Les Russes résolurent enfin de nous imiter. Ils établirent dans de petits postes, en dehors de la place, de bons tireurs qui prenaient d'écharpe nos cheminements. « Ces *embuscades*, qui ont joué un grand rôle dans le siége de Sébastopol, se composaient généralement d'un trou, profond d'un mètre tout au plus, dont la terre, jetée du côté des attaques, formait un petit parapet surmonté d'un créneau en sacs à terre. Un tireur accroupi s'y trouvait bien à couvert contre les feux de l'infanterie, et son abri présentait peu de prise à ceux de l'artillerie. Les plus avancés de ces petits postes étaient soutenus par d'autres plus rapprochés de la place; lorsqu'on se portait sur eux, les tirailleurs qui étaient en tête se retiraient dans les embuscades plus reculées; et, si les assiégeants sortaient en nombre pour détruire ces abris, tous les tirailleurs rentraient dans le fossé à un signal convenu pour laisser les assaillants en prise au feu de la place. Les ingénieurs russes, favorisés par les inégalités du sol et par la grande supériorité du feu de leur artillerie, ont très-habilement tiré parti de ce genre de défense. Mais si un soldat, occupant une petite embuscade, était blessé dans la journée, il restait longtemps sans secours sous les yeux de tous ses camarades placés en arrière. Il paraît qu'on doit attribuer à cet inconvénient le développement qui a été donné par la suite à ces postes, qu'on a fini par relier entre eux. Alors ils sont devenus de véritables contre-approches tracées parallèlement à l'enceinte; mais aussi ils ont souvent tourné à notre avantage. Nous le verrons plus tard [1]. »

On pense si les nôtres, le péril croissant, redoublèrent d'ardeur. « Nos francs-tireurs, formés de chasseurs à pied et de zouaves, au nombre de 300, sont d'infatigables et terribles soldats, disait le général Canrobert. Déjà plus de la moitié ont été atteints par le feu de l'ennemi, auquel ils ne permettent pas de repos; mais pour un brave qui tombe, dix se présentent pour obtenir l'honorable faveur de le remplacer. Que de nobles dévouements dans cette race d'hommes, et combien on est fier de leur commander ! »

Les Russes s'étaient logés dans de grands trous en avant des lignes anglaises, et prenaient ainsi d'écharpe nos attaques. Lord Raglan ordonna qu'on les en chassât. Cent riflemen, conduits par le capitaine Tryon, s'avancèrent dans la nuit du 21 novembre et en observant le silence le plus complet. Ils se jetèrent résolûment la baïonnette en avant sur les embuscades. Surpris et épouvantés, les Russes se replient sur la place qui tonne d'abord de toutes ses batteries, puis lance plusieurs colonnes de troupes pour reprendre les positions perdues. Mais les riflemen se maintiennent. Leur fusillade décime les premiers rangs et leurs baïonnettes arrêtent la masse ennemie lorsque celle-ci se présente. Les riflemen restèrent maîtres des embuscades, malheureusement ils perdirent leur capitaine. Le général Canrobert porta ce beau fait d'armes de nos alliés à la connaissance de l'armée française par un ordre du jour.

Nos troupes eurent à repousser quelques sorties dans le mois de décembre, dans la nuit du 2 au 3, du 5 au 6. Les Russes arrivèrent jusqu'à nos tranchées, mais furent reçus par un feu si vigoureux, qu'ils tournèrent bien vite le dos.

Le service des tranchées était si bien organisé, qu'une surprise était difficile. Il y avait toujours sept bataillons de garde le long de nos lignes. Un bataillon de réserve stationnait à la maison du Clocheton, prêt à se porter partout où les fusées signaleraient une attaque. Puis on avait, pour éventer les projets de l'ennemi, les éclaireurs volontaires. Ces éclaireurs faisaient de fréquentes expéditions nocturnes. On partait habituellement de l'extrémité d'une tranchée où les sentinelles avaient reçu la consigne

1. *Journal du siége de Sébastopol* (génie), par le maréchal Niel.



Tranchées devant Sébastopol.

de nous laisser passer et rentrer. On choisissait une nuit bien noire et sans lune. La pluie ne nuisait pas à l'affaire; au contraire, elle assourdissait le bruit des mouvements et inspirait de la sécurité à l'ennemi. Deux hommes formaient l'avant-garde; ils n'avançaient pas de front, ils se tenaient à quatre ou cinq pas de distance l'un derrière l'autre et un peu de côté, observant le terrain, flairant l'obscurité et guidant ainsi la troupe, qui, son officier en tête, les suivait en rampant à plat ventre. Les hommes, ainsi prosternés, faisaient glisser leur fusil sur le sol et le poussaient devant eux aussi loin que le leur permettait la longueur du bras, puis remontaient à côté du fusil, puis recommençaient ce même manége, gagnant lentement du terrain, toujours muets, comme des voleurs dans une maison habitée, toujours l'oreille au guet, toujours prêts à sauter sur la vedette ennemie qui découvrirait la bande. Certes, le chat, épiant le long des murailles les souris au sortir de leur trou, n'a pas de mouvement plus imperceptiblement silencieux que l'enfant perdu rôdant la nuit aux alentours de Sébastopol.

Les deux premiers éclaireurs épient donc tout, in-



Le général de Montebello.

terrogeant tout du regard, malgré l'obscurité; sondent l'espace, *reniflent les Russes* qui avaient, paraît-il, un certain fumet caractéristique, et communiquent de temps en temps leurs observations à l'officier qui commande l'expédition. Quelquefois les éclaireurs avaient pour mission, non pas de tuer les factionnaires russes, mais seulement de reconnaître l'état des travaux de défense. C'était une des expéditions les plus difficiles. Il fallait relever la position de l'ennemi et rentrer dans nos parallèles sans lui donner l'éveil. On décrivait de grandes courbes pour aller, et très-souvent on rencontrait des embuscades. Tomber sur un groupe, l'étrangler en bloc, ce n'était pas malaisé. Mais alors une lutte s'engageait, et le but de l'expédition était manqué. Il fallait donc tourner les embuscades de sang-froid et sans dire mot, se glisser près des fossés où travaillaient les pionniers ennemis, visiter ces fossés et revenir sans avoir ni tiré un coup de fusil, ni donné un coup de sabre.

Il y avait, à cette guerre incessante de tous les jours, de toutes les nuits, de toutes les heures, quelques moments de trêve. C'était en général pour enlever les blessés ou enterrer les morts. « Aussitôt que le drapeau

blanc, signe d'interruption du feu, s'élevait sur un des bastions de la ville assiégée, on voyait nos parapets se garnir des bonnes et franches figures de nos soldats. En face de nos parallèles, derrière les ouvrages avancés des Russes, se montraient d'autres visages, pour la plupart aussi animés d'une expression de curiosité sans fiel. Ce n'étaient plus des ennemis, c'étaient des voisins qui se regardaient. Chaque tirailleur reconnaissait au-dessus du créneau qui répondait au sien l'être avec qui, pendant de longues heures, il avait échangé des coups de fusil. Des deux côtés, on s'examinait sans colère, même avec une sorte de bienveillance. La gaieté française s'abandonnait parfois à des plaisanteries reçues avec cette bonhomie qui est de toutes les armées. Quand le drapeau qui indiquait cette trêve venait de s'abaisser, toutes les têtes se retiraient en même temps derrière leurs abris habituels, et quand le signe pacifique avait entièrement disparu, le feu reprenait de part et d'autre, les balles recommençaient à venir se loger dans les gabionnades ou se promener en sifflant dans les tranchées. Il est arrivé plus d'une fois, dans ces courts intervalles entre la guerre des longues heures et la paix d'un moment, qu'une tête curieuse semblait sur le point de s'attarder au-dessus d'un parapet ou d'une embuscade. Alors, en face d'elle, un geste charitable lui indiquait d'avoir promptement à se rendre invisible [1]. »

Vers le milieu de décembre, arriva en Crimée un aide de camp de l'Empereur, le général de Montebello. Il apportait au général en chef une lettre qui félicitait l'armée de la victoire d'Inkermann. Cette lettre fut mise à l'ordre du jour et ne contribua pas peu à ranimer les soldats :

« Général, disait Napoléon III, votre rapport sur la victoire d'Inkermann m'a profondément ému. Exprimez en mon nom à l'armée toute ma satisfaction pour le courage qu'elle a déployé, pour son énergie à supporter les privations et les fatigues, pour sa chaleureuse cordialité envers nos alliés. Remerciez les généraux, les officiers, les soldats de leur vaillante conduite; dites-leur que je sympathise vivement à leurs maux, aux pertes cruelles qu'ils ont faites et que ma sollicitude la plus constante sera d'en adoucir l'amertume.

« Après la brillante victoire de l'Alma, j'avais espéré un moment que l'armée ennemie en déroute n'aurait pas réparé si promptement ses pertes, et que Sébastopol serait bientôt tombé sous nos coups; mais la défense opiniâtre de cette ville et les renforts arrivés à l'armée russe arrêtent un moment le cours de nos succès. Je vous applaudis d'avoir résisté à l'impatience des troupes demandant l'assaut dans des conditions qui auraient entraîné des pertes trop considérables.

« Les gouvernements anglais et français veillent avec une ardente attention sur leur armée d'Orient. Déjà des bateaux à vapeur franchissent les mers pour vous porter des renforts considérables. Ce surcroît de secours va doubler vos forces et vous permettre de prendre l'offensive. Une diversion puissante va s'opérer en Bessarabie, et je reçois l'assurance que, de jour en jour, à l'étranger, l'opinion publique nous est de plus en plus favorable. Si l'Europe a vu sans crainte nos aigles si longtemps bannies se déployer avec tant d'éclat, c'est qu'elle sait bien que nous combattons seulement pour son indépendance. Si la France a repris le rang qui lui est dû et si la victoire est encore venue illustrer nos drapeaux, c'est, je le déclare avec fierté, au patriotisme et à l'indomptable bravoure de l'armée que je le dois.

« J'envoie le général de Montebello, l'un de mes aides de camp, pour porter à l'armée les récompenses qu'elle a si bien méritées. »

Le général de Montebello apportait en outre au général Canrobert une décision impériale du 22 novembre qui lui conférait le droit de distribuer les grades et de faire des nominations et des promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur. L'Empereur ne voulait pas que les récompenses si bien méritées par nos soldats se fissent attendre.

Le général de Montebello, outre sa mission ostensible, en avait une autre qui se devinait. On l'envoyait pour examiner le véritable état des choses, voir tout et en rendre un compte exact à l'Empereur, qui l'avait muni de pouvoirs extraordinaires vis-à-vis les autorités civiles et militaires, et lui avait donné des instructions très-détaillées. La prolongation du siége causait des inquiétudes en France, et l'Empereur voulait connaître la véritable situation que les rapports du général en chef, si précis et si exacts fussent-ils, ne pouvaient donner. Le général de Montebello examina tout, les tranchées, l'organisation des services, et étudia les défenses de la place. Il vit aussi lord Raglan, et s'efforça d'obtenir de lui des renseignements sur l'époque où les Anglais seraient prêts à donner l'assaut. Mais lord Raglan n'en savait rien : ses travaux étaient beaucoup en retard sur les nôtres.

Il fallait se résigner à voir encore le siége traîner des mois entiers sans autre incident que des sorties et des combats de nuit, guerre douloureuse et sans gloire. L'armée russe qui tenait la campagne ne paraissait plus songer à nous attaquer. La leçon d'Inkermann l'avait guérie pour longtemps de ses illusions. Notre cavalerie et quelques bataillons d'infanterie exécutèrent deux reconnaissances, l'une sous les ordres du général d'Allonville, l'autre sous le commandement du général Morris. Nos soldats rencontrèrent les avant-postes russes et échangèrent quelques coups de fusil et de canon. Nulle part l'ennemi ne les attendit; leur apparition provoquait toujours sa retraite. Les généraux russes ne voulaient pas d'engagement. Leur armée souffrait autant et plus que la nôtre, car elle était moins bien approvisionnée, et les régiments avaient d'énormes voyages à faire pour la rejoindre. Les pluies avaient d'ailleurs grossi la Tchernaïa, et cette rivière formait pour le moment un obstacle naturel qui nous rassurait sans endormir notre prudence.

Dans ce même mois de décembre, le vice-amiral Hamelin fut élevé à la dignité d'amiral et rappelé en France. Il laissa le commandement de la flotte au vice-amiral Bruat. Le prince Napoléon, dont la santé était déjà altérée lors de son arrivée en Crimée, avait dû quitter l'armée après la bataille d'Inkermann et rentrer également en France.

Le 31 décembre 1854, le général Canrobert voulut faire, pour la première fois, usage de son droit de décerner des récompenses. Sans que le siége fût interrompu, les troupes se réunirent pour une revue que le général en chef passa, au bruit accoutumé du canon

1. Paul de Molènes, *Commentaires d'un soldat.*

ennemi. Le général Canrobert s'arrêtait souvent devant les soldats, causant avec eux, les animant. Il fit ensuite distribuer par le général Bosquet et le général Forey les croix et les médailles méritées par les soldats du corps de siége et du corps d'observation, et après avoir harangué les chefs, leur dit en élevant la voix de manière à être entendu des troupes : « Tous, dit-il, je vous remercie au nom de la France et de l'Empereur. »

Les dernières nuits de l'année 1854 furent signalées par des actes de bravoure des éclaireurs volontaires. Dans la nuit du 28 au 29 décembre, une des compagnies d'éclaireurs se porta en trois détachements sur trois petits ouvrages avancés que les Russes avaient construits dans des carrières en avant des tranchées que nous dirigions contre le bastion central. L'une des colonnes s'égare; mais les deux autres tournent deux des trois embuscades et en chassent les Russes. Aidés par un sergent du génie et quatre sapeurs, les éclaireurs démolissent les créneaux, renversent les tonneaux qui formaient les parapets. Dans la nuit du 29 au 30, ils recommencent à attaquer les embuscades des Russes, mais l'ennemi se retire pour laisser agir le feu de la place qui ne permet pas de continuer l'attaque. Dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier, les éclaireurs partent encore pour une expédition. Une compagnie se propose de détruire les embuscades russes qui se trouvent à environ 200 mètres de nos cheminements. Le capitaine, voyant arriver des forces considérables, ne laisse qu'une vingtaine d'hommes sur ce point pour en surveiller les approches, et s'établit à deux cents pas en arrière pour être à même de soutenir les tirailleurs; mais les Russes se jetèrent, sans tirer un seul coup de fusil, sur les vingt hommes isolés et les enveloppèrent. Là s'engagea une de ces luttes terribles que la disproportion des forces termina bientôt : « Nos braves soldats, dit l'ordre du jour, cherchèrent à se dégager en chargeant à la baïonnette. Dix d'entre eux purent rejoindre leur compagnie; mais les dix autres sont tombés, morts ou blessés, au pouvoir de l'ennemi, combattant jusqu'au dernier moment au poste qui leur avait été assigné. »

C'étaient là les épisodes émouvants qu'on se racontait pour tromper les ennuis d'un siége monotone; car, dans le jour, l'unique occupation était de réparer constamment les dégradations occasionnées aux parapets par les pluies et par les projectiles ennemis, d'assurer l'écoulement des eaux. La difficulté d'approvisionner les batteries forçait les alliés à ménager beaucoup leur feu : les Français ne tiraient guère que des bombes, et en petit nombre. Les Russes, au contraire, soutinrent constamment le feu de leurs batteries et prodiguèrent surtout les projectiles creux qui occasionnaient journellement des pertes sensibles. Le silence forcé de notre artillerie permit aux Russes, non-seulement d'entretenir l'enceinte de Sébastopol en bon état, mais d'y ajouter de nouvelles défenses et de venir établir leurs embuscades en face de nos cheminements. Dans ces conditions, il ne pouvait être question de suivre la marche ordinaire d'un siége. Toute l'ambition des alliés devait évidemment se borner à ne pas perdre le fruit de plusieurs mois d'efforts et de travaux, à se maintenir dans leurs positions, et à entretenir les tranchées exécutées en bon état, en attendant que la bonne saison et des renforts en hommes permissent de reprendre un rôle offensif.

§ 10. TRAITÉ AVEC L'AUTRICHE (2 DÉCEMBRE 1854); LA FRANCE PENDANT LA GUERRE; CONVOCATION DU SÉNAT ET DU CORPS LÉGISLATIF (26 DÉCEMBRE 1854).

Si l'année 1854 se terminait sans avoir vu nos aigles plantées sur les murs de Sébastopol; elle ne s'en fermait pas moins sur deux grandes victoires qui avaient illustré nos drapeaux, et sur l'espoir d'un succès tardif peut être, mais certain. De plus, on avait tout lieu de croire que les puissances occidentales verraient leur action fortifiée du concours de l'Autriche.

Cette dernière puissance, on se le rappelle, allait jusqu'à trouver dangereuse pour elle la politique de la Russie en Orient. Elle approuvait de tout point l'énergie des puissances occidentales, mais ne pouvait se résoudre à l'imiter. Lorsqu'il s'agissait de notes diplomatiques, elle ne reculait pas, elle avançait même : c'était le contraire si on la pressait d'agir.

Lorsque l'Angleterre et la France avaient conclu leur alliance, elles avaient offert à la Prusse et à l'Autriche d'y accéder. Un traité avait été rédigé pour être signé par les quatre puissances, mais il fut repoussé par le roi de Prusse, comme hostile à l'empereur de Russie, son beau-frère. L'empereur d'Autriche le trouva, au contraire, trop peu sévère. On garda bonne mémoire de cette dernière remarque, et le gouvernement français se flatta de l'espoir d'obtenir le concours de l'Autriche. Celle-ci, au lieu d'un traité, proposa l'échange de notes, appelées notes du 8 août. Ces notes contenaient les conditions qui devaient être imposées à la Russie lors de la paix, conditions rédigées de manière à pouvoir s'étendre, suivant les succès de la guerre : 1. La Russie devait renoncer au protectorat qu'elle s'arrogeait sur les Principautés danubiennes. 2. Elle ne devait plus entraver en rien la navigation des bouches du Danube. 3. On devait reviser les traités des détroits du 13 juillet 1841. 4. Enfin la Russie devait renoncer au protectorat religieux des populations grecques de l'empire d'Orient. C'est-à-dire qu'on enlevait au tzar toutes les positions dont il avait abusé. De plus, les trois puissances se réservaient le droit d'imposer des clauses supplémentaires.

Le gouvernement français pensait bien que la Russie ne voudrait pas souscrire à un tel arrangement lorsque la guerre venait à peine de commencer, et que l'Autriche, engagée alors dans la cause des puissances occidentales, se verrait forcée de joindre ses armes aux leurs. La Russie rejeta, avec une certaine hauteur, les notes de Vienne qu'elle ne pouvait consentir à discuter, disait-elle, avant d'être réduite à l'épuisement par une lutte désastreuse. L'Autriche ne regarda pas ce refus comme un cas de guerre. Le cabinet des Tuileries, sans se décourager, continua de négocier, et réussit à amener l'empereur d'Autriche à signer un traité d'alliance avec la France et l'Angleterre. Un article de ce traité engageait presque d'honneur l'Autriche à faire la guerre, si au 1er janvier 1855 la Russie n'avait pas cédé. Ce traité fut signé le 2 décembre, jour anniversaire de l'avénement des deux empereurs d'Autriche et de France. Ce fut une occasion d'un échange de politesses entre les deux souverains. L'empereur d'Autriche, prenant à cet égard les devants par une démarche significative, envoyait dès le lendemain, à



Attaque d'une embuscade russe par les éclaireurs volontaires, nuit du 29 au 30 décembre.

l'Empereur des Français, le grand cordon de son ordre de Saint-Étienne. Ce témoignage des dispositions du jeune souverain avait une importance que n'ont point d'ordinaire ces marques de courtoisie. François-Joseph mettait Napoléon III en demeure de lui conférer à son tour le grand cordon de la Légion d'honneur, baptisée dans le sang d'Austerlitz, et de faire cesser le préjugé qui s'opposait à l'échange de décorations entre les deux gouvernements. De part et d'autre, les ministres qui avaient négocié reçurent des distinctions honorifiques.

La Russie avait essayé d'empêcher la conclusion de l'alliance. La veille de la signature du traité, le prince Gortchakoff, ministre de Russie, déclara au cabinet autrichien que son maître était prêt à entrer en pourparlers. Mais le traité n'en fut pas moins signé. Puisque la Russie faisait des ouvertures, on entama de nouvelles négociations qui se prolongeront jusqu'au mois d'avril et sur lesquelles nous reviendrons.

Toutefois le traité du 2 décembre était un fait de grande conséquence. En admettant même qu'il ne dût pas amener une coopération active de l'Autriche, il donnait une nouvelle force morale aux puissances occidentales; il isolait davantage la Russie et lui donnait une chance de moins dans ce grand conflit qui rehaussait si bien la France.



Les tranchées les jours de pluie.

La guerre d'Orient eut cela de remarquable, que si elle mit au jour le courage, la patience de notre armée, elle fit paraître la vitalité et l'énergie intérieure du pays en même temps que sa puissance extérieure. Tout avait semblé se réunir pour accroître les difficultés de la situation. Une épidémie avait désolé un grand nombre de départements, et le choléra, sans avoir été moins violent qu'en 1849 et en 1832, avait encore enlevé 100 000 personnes. Le département de la Seine avait eu 11 000 victimes. Comme l'armée, la population paya donc un cruel tribut au fléau qui rendait plus lourd à nos campagnes le poids de la conscription, aggravé par les nécessités de la guerre. La France avait besoin d'hommes, et le choléra lui en enlevait. La France avait besoin d'argent, car une guerre aussi lointaine coûtait le double d'une autre guerre, et la crise des subsistances de 1853 dura encore pendant l'année 1854. Enfin la guerre, le choléra, la disette, pesaient sur un gouvernement nouveau contre lequel subsistaient encore de violentes rancunes. L'Empire reposait, il est vrai, sur une base solide, sur le suffrage universel et un triple scrutin. Mais les souffrances pouvaient aliéner les masses qui se désespèrent si facilement. Les événements démontrèrent, au contraire, quels progrès avaient faits les populations, qui partout restèrent calmes et n'accusèrent pas le gouvernement de malheurs que d'ailleurs celui-ci, par des mesures intelligentes, s'efforçait d'atténuer.

Il avait déjà, pour faciliter l'importation du blé, suspendu l'échelle mobile, et pour maintenir, à Paris, le prix du pain à un taux modéré, créé la caisse de la boulangerie. La récolte de 1854, sur laquelle on avait compté, fut très-médiocre, et la cherté du pain continua. On prorogea jusqu'au milieu de l'année 1855 l'effet des mesures relatives à l'entrée et au transport de céréales, et l'exportation des farines fut prohibée. Un décret du 25 octobre prohiba même la distillation des céréales et des substances farineuses, afin de réserver toutes les céréales à l'alimentation des marchés. On ne pouvait plus, à cause de la guerre, tirer du blé de de notre grenier ordinaire, la Russie méridionale. Il fallut recourir à d'autres marchés dont les ressources étaient moins abondantes.

La cherté des céréales a pour effet désastreux de s'étendre à toutes les denrées alimentaires. Elle réagit sur le prix de la viande de boucherie. Un décret du 14 septembre 1853 réduisit le tarif d'entrée des bestiaux, et les importations augmentèrent sensiblement en 1854, qui vit entrer 36 000 bœufs, 55 000 vaches, 33 000 génisses ou veaux, 272 000 brebis, béliers et moutons, c'est-à-dire des quantités bien supérieures à celles des importations ordinaires. Le prix de la viande de boucherie ne s'en éleva pas moins et partout. Puisque la production n'avait pas diminué, et que les importations avaient augmenté, c'est que la consommation de la viande était devenue très-considérable. Depuis plusieurs années, en effet, les populations rurales surtout prenaient l'habitude d'une nourriture plus substantielle. La production n'est plus au niveau des besoins : elle s'y mettra.

Pour surcroît de malheur, la production de la vigne fut également atteinte. Depuis quelques années, la maladie de l'*oïdium* avait frappé de stérilité une partie de nos vignobles. En 1854, les influences atmosphériques vinrent s'ajouter à cette maladie, et dans certaines régions la récolte fut presque nulle. La production de la France en vins de toute espèce est évaluée ordinairement à 60 millions d'hectolitres; elle ne dépassa pas, en 1854, 25 millions. Les prix s'élevèrent à un taux qui interdit presque complétement aux populations des campagnes l'usage du vin. Il en fut de même pour les eaux-de-vie, malgré l'essor imprimé à la distillation de la betterave. Par un décret du 30 août, le tarif des vins étrangers fut abaissé à 25 centimes par hectolitre, et un second décret du 22 septembre réduisit le droit d'entrée sur les spiritueux étrangers; mais ces mesures ne pouvaient avoir que des effets très-limités, car les vignobles des autres pays étaient eux-mêmes ravagés par l'*oïdium;* les importations du dehors ne pouvaient d'ailleurs combler l'énorme déficit de la production française.

Le gouvernement chercha des remèdes plus efficaces, l'activité du travail. Du moment que les classes ouvrières avaient du travail, elles pouvaient mieux résister à la crise, d'autant plus que cette élévation du prix des denrées avait amené une élévation correspondante des salaires. Partout on organisa de grands travaux publics, surtout dans la capitale, dont la transformation donnait un vif stimulant à l'industrie et au commerce. Nous embrasserons plus tard d'ensemble les diverses périodes de cette transformation qu'il faut admirer sans doute, mais sur lesquelles aussi l'historien, comme l'artiste, fera ses réserves. Le gouvernement s'appliqua par tous les moyens à venir en aide aux classes nécessiteuses. Dès le commencement de 1854, un crédit de 2 millions fut ouvert au ministère de l'intérieur pour être employé en subventions aux bureaux de bienfaisance. Un autre crédit de 5 millions fut ouvert par un décret du 24 décembre pour le même objet.

En dépit de toutes ces circonstances, le pays ne murmurait pas de la guerre, et on allait en avoir la preuve dans le succès d'un nouvel emprunt. Le parti républicain était contrarié de l'alliance avec l'Autriche et de la volonté, manifestée par les puissances, de ne point changer une guerre politique en guerre révolutionnaire. Mais tout le monde faisait des vœux pour le succès de nos armes, engagées dans une entreprise gigantesque.

Dans les circonstances solennelles où l'on se trouvait, l'Empereur tint à s'entourer des grands corps de l'État. Il les convoqua avant que l'année fût expirée, le 26 décembre.

Le lendemain de l'ouverture de la session (27 décembre), le gouvernement présenta au Corps législatif un projet de loi portant autorisation pour le ministre des finances d'emprunter une somme de 500 millions. L'Assemblée se réunit immédiatement dans ses bureaux et forma une commission qui choisit pour son rapporteur M. de Morny. M. de Morny avait été nommé président du Corps législatif, en remplacement de M. Billault, chargé, depuis le mois de mars, du portefeuille de l'intérieur. M. de Morny déposa son rapport à la séance du 28, et le projet de loi fut adopté à l'unanimité de 241 votants. Après ce vote unanime, l'Assemblée décida qu'elle se rendrait en corps aux Tuileries pour présenter la loi à l'Empereur.

Le parlement britannique avait, peu de jours auparavant, voté des remercîments au général Canrobert et à notre armée, à l'amiral Hamelin et à notre marine, pour leur *vaillante coopération* et leur *cordiale assistance* dans la guerre d'Orient. Le gouvernement français s'était empressé de répondre à ce vote par une note officielle qui fut insérée au *Moniteur*, et dans laquelle il exprimait l'admiration de la France pour la brillante valeur de l'armée et de la flotte anglaises. Cependant le Corps législatif était naturellement désireux de répondre, lui aussi, à la manifestation des sentiments du parlement anglais. La Constitution ne lui permettait pas d'émettre à cet égard un vote spécial et direct émanant de son initiative; mais le rapporteur du projet de loi sur l'emprunt, M. le comte de Morny, tourna la difficulté en insérant dans son rapport un paragraphe consacré à la gloire des drapeaux alliés. De plus, lorsque, en sa qualité de président du Corps législatif, il présenta à l'Empereur le vote du projet de loi d'emprunt, il saisit cette nouvelle occasion de répondre par quelques paroles au parlement anglais, et de son côté l'Empereur annonça « qu'il chargerait son ministre des affaires étrangères de transmettre au gouvernement de la reine d'Angleterre les témoignages de sympathie et de reconnaissance du Corps législatif pour l'armée et la flotte anglaises, ainsi que pour ses dignes chefs. »

L'expérience du premier emprunt ne pouvait qu'engager le gouvernement à recourir une seconde fois au mode de souscription nationale, dont le résultat avait été si décisif. L'emprunt de 500 millions fut ouvert du 3 au 14 janvier. Le chiffre des souscriptions s'éleva à la somme énorme de 2 milliards 198 millions de

francs, et le nombre de souscripteurs fut de 179 300, manifestation éclatante de l'abondance des capitaux et du concours matériel et moral que le pays tout entier était disposé à prêter au gouvernement dans la poursuite de la guerre.

De plus, dans toute la France, s'ouvraient des souscriptions spontanées pour adoucir, par des envois de vêtements, de vin, de tabac, les souffrances de nos soldats exposés à un rigoureux hiver. Tous les cœurs étaient émus au récit de leurs souffrances, car elles étaient grandes.

§ 11. L'HIVER DEVANT SÉBASTOPOL.

« Pendant le mois de décembre 1854, dit le journal du corps de siége[1] le temps fut presque constamment mauvais. Le plateau de Chersonèse était battu par des vents impétueux du sud-est, et parfois des torrents de pluie alternaient avec des rafales de neige et de grêle. Le 24 surtout, la pluie tomba avec une violence extraordinaire, puis elle fut remplacée par de la neige, et le soir il gela; mais cette gelée, qui continua quelques jours, était trop faible pour raffermir le sol détrempé par de longues pluies. Les camps défoncés par la circulation des hommes et des chevaux étaient devenus des bourbiers presque impraticables, où les voitures creusaient de profondes ornières. La route empierrée, construite par nos travailleurs entre Kamiesch et le quartier général, rendit les plus grands services en assurant la communication de l'armée française avec son port d'approvisionnement, où l'on voyait chaque jour s'élever des magasins militaires et des boutiques de marchands. Dès les premiers jours du mois de janvier, l'hiver était devenu très-rude. Dans la nuit du 4 au 5, le froid fut excessif et il se maintint ainsi pendant plusieurs jours. La neige tomba en abondance pendant presque tout le mois. Il fallut travailler sans cesse à l'enlever des tranchées, et quelquefois un vent violent venait en peu de temps les combler de nouveau.

Les troupes eurent beaucoup à souffrir. Du 4 au 8 janvier, il y eut de nombreux cas de congélation des pieds qui nécessitaient des amputations presque toujours mortelles. Le général en chef suivait avec anxiété la marche du thermomètre; un froid un peu plus rigoureux pouvait nous enlever en une nuit toute la garde de tranchée, car nos malheureux soldats, forcés à l'immobilité, sentaient leurs pieds se glacer sans pouvoir marcher pour les réchauffer.... Beaucoup de chevaux ne purent résister à la rigueur de la température : chaque journée de froid en faisait périr un grand nombre. Du 6 au 7 janvier, on en perdit jusqu'à 72 dans les 24 heures. Le nombre des malades devint très-considérable pendant le mois de janvier. Il y eut souvent de 250 à 300 entrées aux ambulances par jour; ce nombre s'éleva même, du 6 au 7 janvier, à 525. La plupart des malades étaient journellement évacués sur Constantinople, où l'on avait créé de vastes hôpitaux qui déjà pouvaient en recevoir 7000, et dont la contenance allait être portée à 12 000. Cependant, il y avait environ 2000 malades ou blessés dans les ambulances de la Crimée.

« A la fin du mois de janvier, l'effectif de l'armée française était de 75 000 hommes, 6500 chevaux de troupe et 3500 chevaux de selle ou de bât au service des officiers et de l'administration. Mais il faut en déduire les malades et environ 6000 hommes qui, détachés pour des services divers, ne pouvaient être compris au nombre des combattants.

« Les Anglais souffrirent plus encore que les Français. Le bois manquant souvent et les soldats se nourrissant isolément, plusieurs en étaient réduits à manger leurs aliments crus; aussi la maladie sévissait d'une manière effrayante dans les rangs anglais. On avait envoyé 54 000 hommes en Crimée; il n'en restait au 18 janvier que 27 000, dont 14 000 à peine étaient en état de faire le service de la tranchée. La cavalerie était presque détruite[1]. »

On pense quel aspect ce rude hiver donnait à nos camps devant Sébastopol. Les soldats étaient obligés de rester enfouis sous leurs tentes, heureux s'ils avaient assez de bois pour se réchauffer. Ils restaient couchés des journées entières sous une toile qui les garantissait un peu, mais ne les défendait pas tout à fait contre le froid.

Si, malgré les soulagements qu'apportait le repos sous la tente auprès du feu, les camps avaient le plus triste aspect, quel spectacle offrira la tranchée. « C'est là, dit Paul de Molènes, qu'il faut entrer un matin, quand les troupes n'ont pas été relevées encore. Imaginez-vous ces hommes qui viennent de passer sous le ciel, dans un fossé, appuyés à une gabionnade, toute une nuit de décembre ou de janvier! Quelques-uns d'entre eux ont trouvé dans le froid un ennemi si âpre, si furieux, qu'à cette bataille des frimas ils ont reçu d'inguérissables blessures, ils ont eu une main ou un pied gelé. Mais le plus grand nombre est debout, dispos, poursuivant sa laborieuse tâche avec une indomptable énergie. Si la nuit qui vient de finir a été marquée par quelque entreprise des assiégés, les civières qui se dressent entre les parapets sont toutes rigides d'un sang glacé, et çà et là, tout en marchant sur la neige, on se rougit les pieds. Le jour qui vient de succéder aux ténèbres dans ces lieux de mort et de souffrance, ressemble à ce jour que les passagers d'un navire perdu voient se lever sur les implacables solitudes d'une mer haineuse et sans pitié. Il vient ajouter à la crainte des objets qu'il éclaire, en versant sur eux, avec sa lumière, le pesant ennui des choses cent fois revues et répétées. Ainsi à travers son créneau, le tirailleur, quand les ombres se dissipent, aperçoit devant lui cette même ville au front morne, où la vie ne se trahit que par la fumée du canon. La tranchée se remontre à lui sous ses traits invariables. Les balles écrêtent la cime des parapets, un boulet qui renverse un gabion, une bombe qui éclate dans le fossé, continuent la série des accidents quotidiens. Rien n'est changé autour de cet homme, ni dans son cœur heureusement.

« C'est à ce cœur que le général en chef ne cessera pas de s'adresser un instant. Rien de plus singulier, même de plus émouvant, que la visite du général Canrobert aux tranchées les jours où l'hiver redoublait de rigueur. Non-seulement on n'entendait point sur ses pas une seule plainte, un seul murmure, mais sa venue au contraire était fêtée par un concert de paroles joyeuses. Toutes ces braves gens, devant lesquels il passait, trouvaient pour le saluer un sourire, sourire attendrissant, sourire sacré comme les

1. *Journal du génie*, par le maréchal Niel.

souffrances d'où leur simple et touchant héroïsme le faisait jaillir. Quant à lui, il s'arrêtait sans cesse, dans ses courses prolongées souvent jusqu'à la nuit, pour adresser à l'un et à l'autre quelques mots d'encouragement familier. Les endroits qu'il choisissait de préférence pour ses stations étaient ceux où l'on était le moins à couvert des feux ennemis, où passaient le plus de boulets, où sifflaient le plus de balles. Il n'y avait point là entraînement aveugle d'une bravoure irréfléchie : c'était le calcul instinctif d'une généreuse intelligence. Plus d'une fois, balles et boulets se mêlèrent à ces entretiens avec un heureux à-propos. Ces images sensibles du péril donnaient au plus modeste discours une hauteur et une portée que, je crois, l'on demanderait en vain à toutes les ressources de l'art oratoire.

« Il n'y avait point dans la vie journalière du soldat de détails que le général en chef craignît d'aborder. Une nuit avait été particulièrement marquée par une abondante pluie de neige. Cette pluie s'était arrêtée tout à coup, et, sous les souffles du matin, cet amas de neiges tombées était devenu dur, rigide : la lave glaciale s'était figée. Les chevaux ne pouvaient point marcher sur une surface glissante où les hommes mêmes étaient obligés de s'avancer avec précaution. Le général sortit à pied; je l'accompagnais. Il se dirigea vers le bivac d'un régiment nouvellement arrivé. La mort semblait régner sous ces tentes dressées de la veille au sein de ce pays désolé. Sauf les sentinelles, aucun homme n'était debout. L'unique moyen de soutenir la lutte à laquelle ils étaient appelés manquait à ces nouveaux venus. Ils n'avaient point de bois. Où en trouver sur ce plateau transformé en désert, qui ne semblait plus produire que des boulets? Le général



Transport de blessés.

se penche vers une tente, il appelle, il secoue quelques hommes, pressés les uns contre les autres, cherchant l'oubli de leurs misères dans l'engourdissement d'un funeste repos. Il les engage à faire du feu. On attache sur lui des regards étonnés. « Nous n'avons pas de bois. — Allons, mes enfants, suivez-moi. » Ils l'accompagnent; au bout de quelques pas, le voilà qui s'arrête, et du bout de sa canne il désigne, au milieu d'une surface blanche et unie, quelques pousses noires, minces, frêles, presque imperceptibles, de petites branches semblables à des brins d'herbe que le moindre vent eût fait frissonner. « Voilà du bois, » leur dit-il. Les soldats se mettent à rire, ils croient à une plaisanterie qu'ils ne comprennent pas; mais ils sont distraits et un peu réchauffés par le mouvement, ce qui est déjà quelque chose. Le général s'écrie ensuite : « Qu'on aille me chercher une pioche. » La pioche arrive, et sous les yeux du chef, qui dirige la fouille, on remue la neige, puis la terre, à l'endroit où s'élèvent ces tiges menues. Bientôt c'est un vrai trésor que l'on découvre. Une énorme souche dessine l'un après l'autre ses contours rugueux, et finit par apparaître tout entière aux regards des travailleurs ébahis. « Partout, leur dit le général, où vous verrez ces pousses brunes que vous dédaigniez tout à l'heure, donnez un coup de pioche, et vous trouverez une bûche de Noël. » Voilà un régiment réveillé, des corps réchauffés, et des esprits enrichis d'une de ces leçons pratiques, chères à tous ceux que Dieu a faits pour être les pasteurs des guerriers[1]. »

C'était très-bien; mais si, comme le raconte le P. de Damas, « ces tentes exposées à la neige contiennent, au lieu d'hommes valides, des malades attaqués de la poitrine, tourmentés par la fièvre et la dyssenterie, ou

1. Paul de Molènes, *Commentaires d'un soldat.*

bien torturés par des blessures profondes, ou encore privés d'un membre qu'il a fallu amputer pour arrêter la gangrène et les progrès de la mort; oh! combien la position est plus navrante! Il neige, et de méchantes couvertures de laine sont insuffisantes pour arrêter la neige et le froid. La nuit entière se passera dans d'affreuses angoisses; le jour, sauf le bienfait de la lumière, ne leur apportera guère de soulagement. Il faudrait à ces malheureux un breuvage dont la chaleur bienfaisante raviverait un peu l'ardeur d'un sang qui s'éteint; or, comment le leur donner? La cuisine se fait sous une mauvaise tente, on remplit avec de la tisane un bidon de fer-blanc; et puis un infirmier va faire la distribution d'une tente à l'autre. Mais avant qu'il soit arrivé à la centième, le calorique aura presque entièrement disparu, et le pauvre moribond versera dans sa poitrine glacée une eau presque plus froide encore. Cependant il s'estimerait bien heureux si cette tisane froide lui était au moins donnée toutes les fois qu'une soif ardente le dévore. Mais la ration proportionnelle de chacun doit forcément être limitée. Des bœufs, pendant toute la journée, fendent péniblement la neige pour aller chercher de l'eau à trois quarts de lieue de l'ambulance. Ils l'apportent dans des tonneaux; quel que soit le nombre de leurs courses, le produit en est nécessairement peu considérable : or, devant cette impossibilité de mieux faire, l'administration devra presque compter les gouttes d'eau une à une. Et puis, voici encore une autre sorte de torture. La dyssenterie met les malades dans l'obligation de quitter huit ou dix fois leur tente dans une même nuit. Ces hommes exténués auxquels une grande chaleur



Une ambulance devant Sébastopol.

serait nécessaire, vont donc à presque toutes les heures sortir de l'ambulance pendant quelques minutes, et, rentrés dans leur tente, ils se recoucheront sur une natte de jonc, avec leurs habits mouillés sous une couverture imbibée de neige. »

Si on emmène les malheureux à Constantinople, que ne souffrent-ils pas dans la traversée! Assistons à un embarquement de malades. Ordre a été donné d'évacuer tous les hôpitaux d'Eupatoria. Des canots et un petit vapeur de l'intendance, *le Contractor*, doivent transporter les malades à bord du bâtiment anglais *l'Harmonia* qui part pour Constantinople. Les malades arrivent sur le débarcadère, les uns à pied, les autres, plus faibles, sur des cacolets. Les premiers sont soutenus par des infirmiers. « Comme ils sont maigres, et faibles, et sales, ces dragons si beaux, si droit campés sur leurs chevaux, il y a un mois à peine, quand la boue n'était encore que grise. Le scorbut et le typhus semblent avoir frappé de préférence les hommes les plus grands, les plus robustes. Leurs mains débiles laissent traîner les couvertures dont on les a enveloppés par-dessus leurs criméennes. Les marins les prennent à bras le corps et les déposent sur les bancs des canots.

« Les malades alités sont déposés sur le pont du débarcadère, et chacun attend son tour pour embarquer. L'odeur fade de l'hôpital les suit, leurs faces blêmissent par le changement de température. Mais si faibles, si exténués qu'ils étaient, ces pauvres scorbutiques, ils détournaient encore les yeux pour suivre leurs armes et leur petit paquet portés par un homme de corvée; leurs armes surtout. Ce trait est curieux, et chacun a

pu l'observer dans les embarquements de malades. Les fantassins, plus encore que les cavaliers à leurs lattes, se cramponnaient à leurs fusils. « Eh! laissez donc votre maudit fusil, mon garçon, criait l'excellent docteur Bourguignon. On ne vous le prendra pas, que voulez-vous qu'on en fasse? ils sont tous les mêmes. » En effet, le docteur avait beau dire, et quelquefois beau faire; ces moribonds crispaient leurs doigts sur leurs armes. Est-ce une idée d'honneur, ou simplement une habitude, comme ces gens qui s'attachent à leur bâton de voyage? Je ne sais. Mais cette étreinte était touchante, dans ces mains amaigries.

« Les malades sont embarqués sur le petit vapeur anglais, *le Contractor :* c'est leur avant-dernière étape. Le pont est encombré de paquets noués dans des mouchoirs, de fusils et de sabres, de malades étendus sur des lits en fer. L'enseigne passe à grand'peine sur l'arrière, on lève l'ancre et l'on part. Le temps s'est bien chargé pendant ce premier embarquement; les gros nuages noirs sont montés en charbonnant l'horizon comme une flotte innombrable de navires à vapeur. La mer est maintenant très-forte; il faut renoncer à accoster *l'Harmonia; le Contractor* laisse tomber son ancre le plus près possible, et on jette des planches sur les deux navires. Cette passerelle est inclinée, et le roulis, et le tangage la font hausser et baisser brusquement. Déjà cependant quelques malades ont passé, appuyés par des matelots, quand un grondement se fait entendre dans l'air, les lames dressent leurs crêtes, et la neige s'abat en tourbillons sur les lits, fondant dans le cou des malades, le long de leurs bras. C'est le grain qui arrive. La planche roule et tangue plus brusquement : au-dessous d'elle, la mer furieuse s'engouffre, et, écrasée, monte en fumée blanche. Mais alors sur ce pont tremblant qui s'élève et s'abaisse plus vite qu'une escarpolette, s'élancent des bras qui essayent de retenir les malades. Plusieurs de ces malheureux sont comme pris d'un vertige ou d'une folie de courage. Ils se penchent par côté : on dirait qu'ils vont tomber, on prend le froid dans le dos; mais soutenus par une main invisible, ils se redressent, ces fantômes embarrassés dans leurs couvertures, dans leurs criméennes, et ils arrivent de l'autre bord. Qui oubliera, parmi ceux qui l'ont vu, cet embarquement de malades sur une planche agitée, au milieu de la neige et des sifflements du vent?

« Le grain passe, le vent a pris de la force, mais la pointe de la Quarantaine garantit encore les deux navires. On s'occupe d'embarquer les malades couchés. On les hisse, comme des ballots de marchandises, dans leur lit qui s'en va choquant, au roulis, les flancs droits de *l'Harmonia;* le colis est enlevé par dessus le bastingage, et on l'amène sur le pont toujours couvert d'un pouce de boue noire et gluante. Autour de cette pâle figure détachée de la file des numéros d'hôpital, circule, indifférent, l'équipage anglais. On change de corde et l'on descend enfin le lit dans la cale. Sur le bois humide on a jeté du foin, et sur ce foin, on étend les matelas. Ce sera leur lit pendant la traversée, pendant plus de quarante-huit heures, peut-être, si le vent est contraire. On les remet en file, comme le matin, et leurs pâles visages se détachent dans la demi-obscurité de la cale, au milieu des infirmiers qui les animent et qui s'interrompent, par instant, pour s'affermir contre le roulis. Le docteur descend alors et encourage ses malades; il leur promet la guérison, ou bien, par un mensonge charitable, il envie leur sort. « Vous êtes heureux, vous autres gaillards, vous allez revoir la France. Nous, nous restons dans la boue. » Tristes gaillards!

« Elle serrait le cœur, cette arrivée de malades sur ce pont, au milieu de cette odeur de charbon, d'eau-de-vie et d'huile de machine. Comme des philosophes de la paix, ces visages roux semblaient nous dire, à l'aspect de ces misères : « A quoi bon? » Mais à bord des navires marchands français, la sympathie éclatait, dans une naïve grossièreté, pour les blessés, de quelque nation qu'ils fussent. Le génie militaire s'éveillait vite chez ce capitaine, chez ces marins marchands; c'était le génie de la France. Son âme était avec nous; elle palpitait, tout émue, avec nos succès, avec nos peines[1]. »

On voit quel courage, quelle résignation déployaient nos soldats dans cette campagne si douloureuse. Le trait suivant, raconté par un aumônier de l'armée, montrera mieux encore et d'une manière touchante quels sentiments soutenaient beaucoup de nos soldats dans ces rudes épreuves : « Ce soir, monsieur l'aumônier, disait l'un d'eux, après avoir porté des boulets aux tranchées, j'ai demandé à mon sergent-major la permission de rester un peu en arrière des autres pour aller voir deux jeunes soldats de la cinquième division. Leurs parents m'avaient écrit, à moi le plus ancien troupier du pays, pour me prier de les voir. Je ne les ai pas encore rencontrés depuis que je suis en Crimée. Ne voilà-t-il pas qu'en m'apercevant ils se sont mis à pleurer? Sans doute ma vue leur rappelait le pays et leur famille. Mais on ne pleure pas pour ça, les enfants, que je leur zai dit. Oh! nous ne sommes pas ici pour pleurer. Moi aussi, j'aime mon pays et ma famille. Tu le sais bien, toi, Pierre. Tu sais bien qu'après la mort de mon père à mon retour du service, ma pauvre bonne femme de mère pleurait toute la journée, parce qu'elle ne savait comment payer une dette de quatre cents francs et que de mauvais voisins la tracassaient. Eh bien, je me suis engagé une seconde fois pour lui gagner un peu d'argent à c'te bonne mère. C'est pour ça que je suis en Crimée. Aussi pendant l'hiver, lorsque je souffrais bien du froid et de la faim, je me disais : — Faut pas pleurer, T'as faim, l'ami, et t'as froid, mais c'est pour ta vieille mère. Et pendant ce temps-là elle se chauffe, la pauvre femme, et elle mange tranquillement son pain noir. — Comme me l'a dit souvent feu notre ancien curé, quand j'allais au catéchisme, celui qui honore son père et sa mère vivra éternellement. Ainsi un peu de patience, mon tour viendra de me reposer. — Je leur z'ai dit ça, monsieur l'aumônier, et ils n'ont plus pleuré, et nous avons mangé un morceau de lard et bu une goutte ensemble, et ils sont retournés à leur corvée. Ah! c'est que, voyez-vous, monsieur l'aumônier, nous sommes d'un pays où les choses se font bien. En Alsace, on apprend bien les devoirs de chrétien aux enfants. Ça ne s'oublie pas, ça reste toute la vie[2]. »

Nous pourrions multiplier ces citations puisées aux sources les plus sûres, mais c'en est assez pour faire comprendre le dévouement de nos soldats qui cherchaient leur force et leur consolation dans les plus généreux sentiments. Retournons aux combats.

1. Pallu, *Six mois à Eupatoria.*
2. P. de Damas, *Souvenirs de Crimée.*

§ 12. SORTIES DES RUSSES; CHANGEMENT DANS LA DIRECTION DES ATTAQUES FRANÇAISES; NOUVELLE ORGANISATION DE L'ARMÉE (JANVIER-FÉVRIER 1855).

Les Russes auraient pu profiter des matinées où nos soldats étaient engourdis par le froid pour tenter contre nos lignes quelques attaques sérieuses. Ils ne le firent pas. La manière dont ils étaient accueillis dans leurs petites sorties nocturnes leur en ôtait sans doute l'envie. Dans les nuits du 7, du 11, du 14 janvier eurent lieu des combats qui restèrent à notre avantage. L'action du 14 surtout fut vive. Il tombait beaucoup de neige : on ne pouvait rien distinguer au dehors : une colonne russe, courbée sur le sol, silencieuse et marchant à pas lents, déboucha de la place; deux autres arrivaient par les ravins auxquels s'appuient les extrémités de la deuxième parallèle. Les éclaireurs, couchés à plat ventre en avant des tranchées, se rallièrent sur nos ouvrages en criant : « les Russes! » Les Russes arrivèrent aussitôt qu'eux. Heureusement on veillait, une première fusillade les reçoit : les renforts arrivent. Après un combat corps à corps de près de dix minutes, les Russes se retirèrent sous la protection d'une colonne de réserve, laissant les cadavres de 3 officiers et 23 soldats dans la tranchée, et bon nombre d'autres sur les parapets et sur les glacis du bastion du mât. De notre côté, les pertes s'élevèrent à 56 hommes hors de combat, parmi lesquels 5 officiers. Deux capitaines avaient été tués, l'un frappé de deux balles, l'autre percé de treize coups de baïonnette.

Dans cette sortie et dans quelques autres, les Russes avaient fait usage de gaffes à crochet et de longues cordes plombées pour renverser et entraîner les combattants et les blessés. Les Russes se glissaient en rampant, enlaçaient les bras, la ceinture ou le cou de ceux qu'ils atteignaient, et les emmenaient ainsi. Nos soldats s'indignèrent contre ce procédé qui n'avait jamais été employé, disaient-ils, que pour prendre des bêtes sauvages. Le général en chef s'en plaignit au général Osten-Sacken, auquel le prince Menschikoff, dans le courant de décembre, avait laissé le commandement de Sébastopol. Depuis lors, les Russes cessèrent de se servir de ces engins.

Dans la nuit du 19 au 20 janvier, nouvelle attaque. Dans la nuit du 31 janvier au 1er février, attaque très-sérieuse contre nos travaux : vers quatre heures du matin, à la faveur d'une nuit sombre et neigeuse, les Russes sortent de la place par le ravin du fond du port. Les éclaireurs se réunissent dans une grande embuscade construite par les Russes, mais retournée contre eux à environ 50 mètres en avant d'une parallèle en cours d'exécution. Ils reçoivent l'ennemi par un feu à bout portant; obligés de se retirer devant des forces supérieures, ils sont poursuivis jusque dans la parallèle. La garde de tranchée accourt. Le capitaine du génie Fourcade est mortellement blessé en cherchant à rallier ses travailleurs pour les conduire au combat. Le chef du bataillon du génie Sarlat parvient à rassembler les travailleurs et marche sur l'ennemi avec quelques compagnies du 42e de ligne. Les Russes, à l'arrivée de ces renforts, se retirent et sont poursuivis jusqu'au delà de la grande embuscade. Dans cette poursuite trop vive, deux lieutenants disparaissent avec douze de leurs hommes. Au moment où elles se retirent, nos troupes subissent des pertes sensibles par le feu de la place, des embuscades russes et de la réserve qui soutenait la colonne d'attaque. Le commandant Sarlat, cherchant à remettre de l'ordre parmi les travailleurs, tomba mortellement frappé d'une balle à la tête. Officier du génie des plus distingués, le commandant Sarlat s'était fait remarquer des soldats qui, à cause de son intrépidité et de sa petite taille, l'appelaient *le petit lion*.

« Ces attaques nocturnes, dit le journal du siége, si souvent répétées, étaient loin d'intimider nos troupes, mais nous y laissions nos plus braves soldats qui, en s'élançant hors du parapet pour repousser l'ennemi à la baïonnette, perdaient tous les avantages de leur position dans la tranchée. Le général en chef décida qu'à l'avenir, suivant les préceptes si recommandés par Vauban, nos soldats, loin d'arrêter l'ennemi lorsqu'il ferait une sortie, le laisseraient au contraire s'engager le plus possible dans les tranchées, lui abandonnant momentanément celles qui ne seraient pas terminées, pour lui faire supporter à découvert le feu meurtrier des parallèles et places d'armes préparées pour la défense : que ces dernières seules devaient être défendues avec acharnement; enfin qu'il ne fallait s'élancer sur l'ennemi que lorsque déconcerté et rompu il se préparait à la retraite, et qu'il importait de s'arrêter assez tôt dans cette poursuite pour ne pas rester exposé au feu de la place lorsque la rentrée des assiégés lui permettrait de le reprendre. »

Mais tout cela n'avançait pas le siége. Depuis longtemps nous avions un grand nombre de batteries prêtes à faire feu. Malheureusement les Anglais n'allaient pas aussi vite. « En réponse à mes demandes pressantes, écrit le général Canrobert dans une dépêche particulière en date du 9 janvier, lord Raglan et le lieutenant général commandant le génie anglais, viennent de m'adresser des documents très-détaillés, desquels il résulte la nécessité, pour notre armée, de prendre à faire une partie du siége qui avait incombé dans le principe à nos alliés. Les bras et le bon vouloir ne nous manqueront pas, et, dès que l'état des choses le permettra, je m'occuperai directement de cette nouvelle attaque, et ne négligerai rien pour l'amener à donner aux nôtres un concours sans lequel elles sont paralysées. »

Il y avait d'autant plus urgence qu'on reconnaissait les travaux dont on avait chargé les Anglais comme les plus utiles. Le général en chef écrivait : « L'assaut donné par les Français sur la partie de la ville située en face d'eux, à l'ouest du port du sud, ne peut être couronné de succès, qu'à la condition d'avoir au préalable éteint le feu des énormes batteries, dites de l'Arsenal et du Redan, situées à l'est du port du sud, en face des Anglais; et cette partie du port est disposée de telle sorte, qu'en admettant la réussite de nos colonnes d'assaut et la prise de la ville proprement dite, nous ne pourrions la conserver qu'à la condition de l'enlèvement de cette partie est. Tout m'invite, dans l'intérêt de la chose commune, à m'occuper directement, avec le consentement de lord Raglan, des travaux anglais. Mais sans le retour du beau temps, cela me sera difficile et même impossible. »

Le 27 janvier arriva en Crimée le général du génie Niel, aide de camp de l'Empereur, chargé d'une mission plus importante que le général de Montebello, qui était venu au mois de décembre. Il apportait une décision impériale qui donnait à l'armée une organi-

sation nouvelle, organisation nécessitée par les renforts arrivés successivement qui avaient élevé le nombre des divisions à huit. Deux corps d'armée étaient formés, le premier sous les ordres du général Pélissier : il comprenait les divisions Forey, Levaillant, Pâté, de Salles, et était tout entier consacré aux opérations du siége. Le deuxième corps, sous les ordres du général Bosquet, comprenait les divisions Forey, Camou, Mayran, Dulac. Le commandement supérieur du génie restait confié au général Bizot, le commandement de l'artillerie au général Thiry.

Le général Niel observa avec le soin le plus minutieux les travaux du siége et les défenses de la place. Sa science militaire en faisait un excellent juge : il rendit hommage à l'habileté avec laquelle avaient été exécutés les travaux, mais l'étude attentive de la place lui démontra, ce qu'on soupçonnait déjà, qu'on n'aurait pas dû s'acharner contre le côté sud. Les Russes trouvaient des ressources inépuisables dans les arsenaux de Sébastopol. « Ils avaient ajouté de nouveaux ouvrages à l'enceinte de la place qui avait pris une extension dont on n'a certainement jamais



Le général Niel.

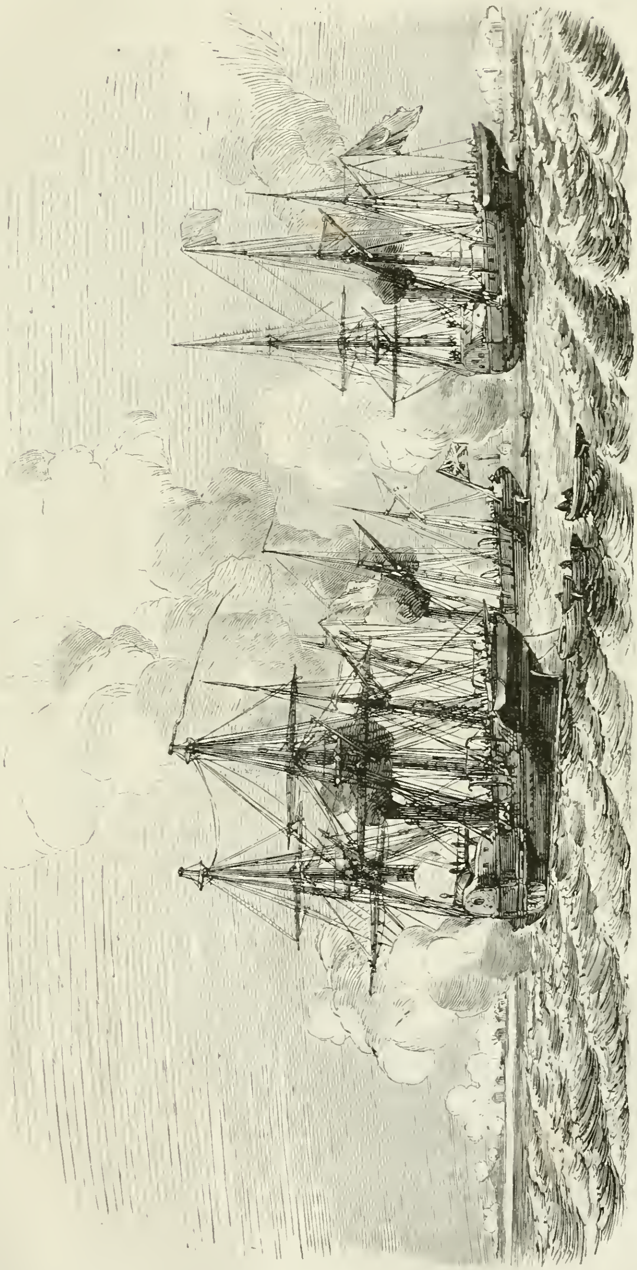
vu d'exemple. La seconde enceinte était aussi fortement armée, et sur tous les points de la ville qui avaient des vues, soit sur nos attaques, soit sur le terre-plein des ouvrages avancés, s'élevaient de nouvelles batteries auxquelles les Russes travaillaient à découvert. Quoique toutes les forêts des environs de Sébastopol fussent à la disposition des Russes, ils démolissaient les toitures des maisons de la ville, pour établir partout des blindages, afin de protéger la garnison contre nos feux courbes. Enfin on apercevait des barricades élevées dans les rues pour former plusieurs lignes de défense en arrière des ouvrages de l'enceinte.

« Derrière ces formidables défenses se trouvait une armée peut-être aussi nombreuse que la nôtre, et dont la bravoure ne pouvait pas être mise en doute. Il s'agissait donc de livrer une bataille plutôt que de donner un assaut. Or, l'attaque projetée, qui portait la lutte sur un terrain étroit et coupé de ravins, ne permettait pas de déployer assez de troupes, et, si l'on parvenait à s'emparer d'une part du bastion central et du bastion du Mât, de l'autre, de la batterie des caser-

nes et du Redan, l'ennemi conserverait encore les positions dominantes, soit dans la ville, soit dans le faubourg.

« Le mamelon de Malakoff était incontestablement le véritable point d'attaque de la place de Sébastopol; de cette position on dominait tout le faubourg Karabelnaya, et on prenait des revers sur les portions d'enceinte qui se trouvaient à sa droite et à sa gauche, notamment sur le Redan attaqué par les Anglais. La prise de ce mamelon faisait donc tomber tout le faubourg, et la possession du faubourg permettant d'agir à bonne portée contre la flotte et de couper les communications de l'ennemi à travers le port, on devait s'attendre à ce qu'elle entraînerait la chute de la ville. Enfin, si on se décidait à investir la place, nos établissements au nord du port feraient marcher à grands pas l'attaque sur les fronts de Malakoff; car l'ennemi se trouverait pris dos à dos dans la majeure partie des défenses du faubourg.

« Les avantages de ce point d'attaque ne pouvaient pas être contestés, mais il s'élevait des objections graves contre l'abandon du plan qui avait été d'abord adopté. En effet, on ne devait certainement pas abandonner l'attaque de la ville qui, même dans le cas où celle du faubourg deviendrait le but principal de nos efforts, aurait encore l'avantage de diviser les moyens de défense de l'ennemi : or, si on doublait pour ainsi dire le développement des tranchées, en entreprenant une nouvelle attaque sur le front de Malakoff, n'en résulterait-il pas une trop grande fatigue pour les troupes? ne risquerait-on pas de manquer de matériel? enfin, pourrait-on présenter partout une résistance suffisante contre les sorties de l'ennemi?



Vaisseaux aidant à la défense d'Eupatoria contre les Russes (17 février 1855).

« Les renforts annoncés permettaient de répondre dans une certaine mesure aux deux premières objections; quant à la troisième, on ne pouvait passer outre

qu'en se fondant sur la conduite antérieure des Russes. Ils avaient bien harcelé nos gardes de tranchée par de petites sorties de nuit, mais, à l'exception de l'attaque du 5 novembre qui se liait à la bataille d'Inkermann, ils n'avaient fait aucune grande sortie de jour, même pendant les matinées d'hiver, alors que nos soldats, trop engourdis par le froid pour pouvoir faire le coup de feu, auraient pu être assaillis inopinément par de fortes colonnes composées de troupes choisies et ayant passé la nuit à couvert.

« Toutes ces considérations ayant été bien pesées, les généraux en chef décidèrent : que des travaux d'approche seraient exécutés du côté de Malakoff, afin de pouvoir entrer dans la place par ce point culminant en même temps qu'on donnerait l'assaut par la ville; que toutefois si, après la réouverture générale du feu, l'attaque de la ville faisait de grands progrès, on n'attendrait pas pour donner l'assaut, que celle du faubourg eût été poussée jusqu'au front de Malakoff. Ce plan fut arrêté le 2 février, et le deuxième corps, commandé par le général Bosquet, fut chargé des travaux d'attaque qui allaient être entrepris, à la droite des Anglais, contre le front de Malakoff[1]. »

Les Anglais allaient ainsi se trouver entre nos attaques de gauche et nos attaques de droite. Au milieu de nous ils allaient bien être obligés de marcher.

§ 13. ATTAQUE DES RUSSES CONTRE EUPATORIA (17 FÉVRIER 1855); MORT DE L'EMPEREUR NICOLAS (2 MARS).

Les alliés occupaient au nord de Sébastopol, et près du point où ils avaient débarqué, un port peu sûr mais qui pouvait servir de base à une série d'opérations, et dans lequel se réunissaient les régiments de l'armée turque, venue du Danube.

Le terrain sur lequel Eupatoria est située est presque plat, sauf quelques petites dunes de sable. La ville offre un développement immense, et à en juger par le coup d'œil de la rade, on lui donnerait une bien plus grande importance que celle qu'elle a réellement. Tous les établissements russes se trouvent sur le bord de la mer; la ville tatare est en arrière. Point de quai, point de port proprement dit; une rade foraine ouverte à tous vents.

Sitôt après le départ des Russes, les Tatars avaient démoli à peu près tout ce que ceux-ci avaient établi. Mais ils n'avaient rien fait pour mettre la ville à l'abri d'un retour offensif de l'ennemi. Il fallut que notre génie et notre infanterie de marine s'appliquassent à élever des fortifications qui pussent résister même à une attaque en règle. La ville d'ailleurs était défendue sur trois de ses faces par la mer et les navires de guerre qui pouvaient très-aisément balayer avec leur artillerie la plage et la campagne à gauche et à droite. Vers la droite, la ville était aussi défendue par un grand lac d'eau salée, séparé de la mer par une langue de sable très-étroite. A l'extrémité de cette langue de terre se trouvait le vaisseau *le Henri IV*, échoué lors de la tempête du 14 novembre, et converti en forteresse. Ses canons tenaient les cosaques à distance. A l'autre extrémité de cette langue de terre, c'est-à-dire du côté et près de la ville on voyait un village entier de moulins à vent : il y en avait plus de cent, et c'était un coup d'œil original lorsque sous une brise un peu fraîche les moulins agitaient leurs ailes avec rapidité.

« Comme monuments, dit une correspondance, la ville possède d'abord une assez belle et ancienne mosquée qui contraste singulièrement par sa majesté avec les cases tatares qu'elle domine et avec les maigres constructions moscovites : l'intérieur en est simple, mais élégant; vient ensuite le palais du gouverneur, avec quatre colonnes sur sa façade; puis une église grecque ressemblant assez à une énorme grange et surmontée d'un clocheton de très-mauvais goût. Quelques minarets surgissent çà et là, mais ils ne sont ni élevés ni pittoresques. Il y a une assez belle synagogue dans laquelle existe un monument en marbre blanc élevé par les Juifs en l'honneur de l'empereur Nicolas. Le lazaret est une espèce de ménagerie, où les murs d'enceinte sont ce qu'il y a de mieux. Somme toute, cette ville, qui cependant est assez importante par son commerce et sa position, n'a de remarquable que l'étrangeté résultant de ce mélange de Turcs, de Tatars, de Russes et de Juifs. »

« A peine les Tatars, écrivait le P. de Damas, connurent-ils la présence des Français à Eupatoria, qu'on les vit accourir de tous les points, afin de se mettre sous notre protection. Ces pauvres gens craignent les Russes comme vous auriez peur du démon. Depuis soixante ans ils sont sous leur domination, et ils n'en ont reçu que de mauvais traitements. La guerre a fait empirer leur triste position. Les armées russes détruisent leurs pâturages, leur enlèvent leurs bœufs et leurs moutons, les forcent à transporter leurs provisions dans leurs charrettes; et, pour toute récompeuse, les chefs leur donnent des coups de bâton, parfois ils les tuent. Dans de pareilles conditions, les Tartars ont pris les Français pour des dieux, lorsqu'ils ont vu que nous ne voulions pas les maltraiter et que nous leur payions exactement les vivres que nous leur demandions. De là cette sorte d'invasion de Tatars à Eupatoria dès notre arrivée. Ils accoururent au nombre de 35 000, et se campèrent dans les rues, sur les places, dans les écuries, je ne sais où. Ils étaient si pauvres qu'ils n'avaient pas d'habits pour tout le monde. Les grandes personnes avaient jeté sur leur dos des espèces de capotes grises, et les enfants ne portaient rien du tout. On ne conçoit pas comment, avec un costume aussi simple, les pauvres enfants pouvaient résister au froid; et cependant ils en prenaient leur parti, et on les voyait patiner sur la glace. S'ils n'avaient pas de quoi se vêtir, encore moins les Tatars avaient-ils de quoi vivre. Ils étaient réduits à manger des chevaux morts. Le commandant Osmont les prit en pitié, il leur fit distribuer des vivres, et même il eut l'ingénieuse idée d'enrôler sa colonie pour la défense de la ville. Nos forces devinrent plus imposantes, et les Tatars, bien au fait du pays, furent placés en vedettes et envoyés comme explorateurs sur les pas des Russes, auxquels ils jouèrent, dit-on, d'assez mauvais tours. »

L'influence de la France devint telle qu'elle triompha des préjugés les plus invincibles des Turcs, nos alliés. « A la fin de l'année 1855, le 25 décembre, dit un témoin oculaire, entre huit et neuf heures du matin se passa, à Eupatoria, un des faits les plus curieux de toute la guerre d'Orient. Ismaïl, muchir de l'empire, généra-

1. *Journal du siége* (corps du génie).

lissime de l'armée ottomane, favori du sultan Abd-ul-Medjid, du père de l'Islam, assista à la messe de Noël, dite en latin par un prêtre français, dans une église grecque orthodoxe. Les convenances religieuses n'ont peut-être jamais été soumises aux convenances humaines dans un contraste plus singulier que celui dont nous eûmes le spectacle.

« Le bruit que le muchir devait assister à la messe de Noël et que l'invitation lui en avait été faite par le général gouverneur d'Allonville, courait depuis deux jours dans la place, mais personne ne voulait y ajouter foi. Le 25 au matin, cependant, il fallut bien se rendre à l'évidence. La place assez grande qui s'étendait entre la mer et l'église grecque convertie en église romaine, offrait une surface unie et solidifiée par la gelée; le thermomètre marquait dix degrés au-dessous de zéro. Vers huit heures et demie, l'état-major turc déboucha de la mosquée tatare. Le muchir était en tête, monté sur un admirable cheval turcoman; la selle et le harnachement étaient d'une magnificence tout orientale, l'or des broderies laissait à peine voir quelques nervures rouges de maroquin. Venaient ensuite les principaux officiers de l'armée ottomane, le chef d'état-major, le médecin en chef et l'intendant, un grand vieillard encore vert, quoique un peu courbé, le pacha et les beys égyptiens montaient des chevaux arabes d'une grande beauté. Les chevaux furent laissés à la garde de quelques soldats noirs, et le cortége se dirigea vers l'église. Je ne pus démêler autre chose sur la physionomie du généralissime que la sérénité et l'aisance qui lui étaient particulières entre tous ses officiers. Mais parmi les figures de sa suite, il y en avait véritablement de furieuses; quelques autres souriaient d'un air ironique : l'impassibilité turque était mise à une rude épreuve. Le général d'Allonville attendait le muchir à la porte de l'église : tous deux entrèrent avec leurs officiers et se dirigèrent vers les bancs réservés, près de l'autel. La garde d'honneur turque fut alors introduite; elle se plaça, le fez sur la tête, en face du peloton français. Les officiers turcs restèrent couverts (leur coiffure a pour eux une importance religieuse), et l'office commença. Sur ce même autel où, quelques mois auparavant, officiait un pope en longue barbe, le prêtre français prononçait les paroles latines, et ses bénédictions s'adressaient à des chrétiens et à des infidèles, des Turcs qu'on appelait des mécréants, il y a moins d'un siècle, et dont la présence dans une église eût été une souillure à cette époque.

« Les tambours battirent aux champs, les Français seuls s'inclinèrent, les Turcs restèrent immobiles jusqu'à la fin. C'était une messe militaire; on sait qu'elles ne sont pas longues. J'étais à la porte et j'épiais la sortie du muchir.... Il me sembla cette fois qu'on pouvait lire quelques traces d'embarras dans son geste saccadé et dans son attitude. Lorsqu'il se sépara du gouverneur français, son visage était plus coloré que d'habitude, et son regard incertain avait perdu sa majestueuse tranquillité. Peut-être éprouvait-il quelque regret de s'être avancé si loin; peut-être avait-il surpris quelques signes de désapprobation sur les visages de sa suite[1]. »

Le pacha avait donné là la plus éclatante preuve de son respect pour la France et de sa déférence pour nos généraux. Voilà comment la guerre rapproche parfois les hommes de croyances les plus opposées!

Au mois de février 1855 ce n'était pas encore le général d'Allonville qui commandait à Eupatoria. Cette ville n'avait pour garnison que quelques compagnies d'infanterie de ligne et de marine, sous les ordres du chef d'escadron Osmont. La faiblesse de cette garnison était un danger permanent : il fut décidé que la Turquie enverrait une partie de ses troupes disponibles pour garder ce point. Au commencement du mois de janvier, 10 000 Turcs débarquèrent en effet à Eupatoria, et ce premier noyau fut successivement renforcé par divers détachements venant de Constantinople et de Varna. Dans les premiers jours de février, Omer-pacha, qui était allé prendre le commandement de l'armée d'Eupatoria, avait sous ses ordres 35 000 Turcs et Égyptiens. De leur côté, les Russes avaient successivement renforcé le corps qui observait Eupatoria.

Le prince Menschikoff, voyant la garnison d'Eupatoria s'augmenter chaque jour et travailler avec ardeur à compléter les fortifications de la place, résolut d'en tenter l'attaque de vive force. Il envoya de grands renforts d'infanterie au corps d'observation et donna le commandement de ces forces au général Krouleff. Le 16 février, les Russes se concentrèrent aux environs d'Eupatoria. Dans la nuit, ils s'approchent de la ville et élèvent à environ 700 mètres un grand nombre d'épaulements couvrant leurs pièces d'artillerie. Le 17 février, vers six heures du matin, environ 80 pièces de campagne ouvrent leur feu contre toute la partie nord-ouest de la place. Après quelques minutes d'une vive canonnade, l'ennemi s'avance vers la gauche des Turcs : mais reçu par une fusillade nourrie et par les feux de deux vapeurs anglais qui le prennent en flanc, il s'arrête et recule. Le général Krouleff concentre alors toutes ses forces vers le centre et la droite des Turcs : il fait amener quelques pièces vers la droite, puis forme les colonnes d'attaque à l'abri du mur d'un cimetière qui n'était qu'à environ 350 mètres de la place, et de là les lance de nouveau; mais foudroyés par la fusillade, pris de face et sur leur flanc droit par les feux de l'enceinte et sur leur flanc gauche par les feux des vapeurs anglais, les Russes s'arrêtent, tourbillonnent et bientôt se retirent en désordre. Une nouvelle colonne d'assaut, munie d'échelles et de madriers, n'a pas plus de succès que la première. Le général Krouleff ordonne la retraite : il est suivi par les Turcs qui sortent de la place pour harceler son arrière-garde. Les Russes laissèrent dans les parties les plus rapprochées d'Eupatoria 453 morts qui furent enterrés par la garnison : ils avaient enlevé leurs blessés et une partie de leurs morts. Leurs pertes furent donc considérables. Et leur général appelait ce combat une simple reconnaissance! Les Turcs eurent 300 hommes hors de combat. Le général égyptien, Sélim-pacha, officier d'une grande bravoure, fut tué d'une balle à la tête.

Les Russes furent, paraît-il, satisfaits de leur reconnaissance : ils avaient appris ce qu'ils voulaient savoir, car ils ne revinrent plus. Cet échec produisit une vive impression à Saint-Pétersbourg. Ce fut le coup de grâce de l'empereur Nicolas. Abattu déjà par tant de revers, frappé dans son ambition et dans son orgueil, comprenant bien que la chute de Sébastopol pouvait être retardée mais non évitée, il avait déjà dû entamer

1. Pallu, *Six mois à Eupatoria*.

des négociations et accepter plusieurs conditions qui ruinaient les fruits de sa politique. Le 28 février, il fut atteint d'une inflammation de poitrine dont les progrès se développèrent dans la journée du 1er mars avec une grande rapidité. Le 2 au matin, l'empereur Nicolas se trouvait déjà dans un état désespéré. Sentant lui-même sa fin approcher, il fit ses adieux aux membres de sa famille, reçut les secours religieux et expira quelques instants après. Il n'avait que cinquante-neuf ans et régnait depuis trente ans.



Cabinet dans lequel est mort l'empereur Nicolas (2 mars 1855).

Cette mort, presque subite, en de pareilles circonstances, frappa vivement les imaginations. L'auteur de la guerre disparaissait. On put espérer une fin prochaine au conflit que l'inflexibilité de Nicolas aurait pu prolonger. On jugera sévèrement cet homme qui certes sera une des figures les plus caractéristiques de l'histoire contemporaine.

Monté sur le trône en 1825, il a tout d'abord à comprimer un soulèvement, et se déclare l'adversaire le plus implacable de la liberté. Il applique dans toute

sa rigueur le despotisme moscovite, en même temps qu'il reprend les plans de conquête de ses pères. Il annonce ses vues par sa guerre contre la Perse et contre la Turquie. Après 1830, il écrase la Pologne et ne cesse dès lors de la meurtrir. Après avoir essayé de la force avec la Turquie, il revient aux traditions moscovites, à la politique astucieuse : il pèse sur le gouvernement ottoman, il étend son influence sur les Principautés Danubiennes, sur les Grecs de Turquie. Il prépare sa voie. La révolution de 1848 lui fournit encore une occasion pour envahir les Principautés et le pousse plus que jamais à se maintenir dans son rôle d'autocrate et d'oppresseur. Il aide l'Autriche à dompter les Hongrois, et lorsqu'il voit la révolution rentrée dans son lit, les



L'Empereur Alexandre II. (Monté sur le trône de Russie le 2 mars 1855.)

souverains, fort embarrassés des difficultés intérieures soulevées dans leurs États par la crise de 1848, il croit l'heure sonnée de revenir aux plans des premières années de son règne, et de recueillir le fruit de trente ans d'habileté diplomatique. Mais cette fois la France l'arrête, l'Angleterre qui a reçu ses confidences se déclare contre lui, l'Autriche l'abandonne, la Prusse lui reste dévouée mais ne fait rien pour sa cause. Il envahit les Principautés, il veut marcher sur Constantinople. Un ennemi qu'il méprise, les Turcs, le force à lever le siége de Silistrie. Il recule. L'armée anglo-française s'abat sur la Crimée, défait une armée russe solidement retranchée, et vient hardiment dresser ses canons contre le redoutable arsenal de Sébastopol, œuvre d'un siècle

de patience et de dépenses, étape sur la route de Constantinople. Les Russes essayent de rejeter les alliés à la mer. Ils sont eux-mêmes, au 5 novembre, horriblement maltraités. L'hiver passe sur nos têtes et nous résistons à l'hiver. Enfin une armée allait enlever Eupatoria, dont la conservation nous importait beaucoup. Les Turcs, là encore, font reculer les Russes. C'en est trop, et l'empereur voyant venir la mort, ne la maudit pas, car elle lui épargne la douleur d'assister à la fin de ses désastres : elle lui évite la honte de céder et d'avouer publiquement ce qu'il comprenait bien : qu'il avait trop préjugé de ses forces et trop dédaigné ses ennemis, qu'il avait sciemment et injustement troublé le repos de l'Europe, et que la Russie payerait cher la faute de son ambitieux souverain.

Sitôt après la mort de l'empereur Nicolas, son fils Alexandre fut proclamé sous le nom d'Alexandre II. Ce prince, né en 1818, avait alors 37 ans. Il avait épousé en 1841 la fille du grand-duc de Hesse-Darmstadt, remarquable pour ses qualités et son intelligence. Lui-même s'était fait une réputation de modestie et de douceur qui autorisaient les espérances du parti de la paix et de l'Europe. On prétendait qu'il avait blâmé la politique provocatrice de son père et la guerre d'Orient. Quoi qu'il en fût, il ne s'en trouvait pas moins obligé de la continuer, l'honneur lui en faisait un devoir. Il ne parut pas toutefois indiquer ce motif, et dans le manifeste par lequel i annonça à ses peuples son avénement, il promit d'imiter la conduite de son père. « De même, disait-il, que le père bien-aimé que nous pleurons, consacra tous ses efforts, tous les instants de sa vie aux travaux et aux soins réclamés par le bien de ses sujets, nous aussi, à cette heure douloureuse, mais si grave et si solennelle, en montant sur notre trône héréditaire de l'empire de Russie, ainsi que du royaume de Pologne et du grand-duché de Finlande, qui en sont inséparables, nous prenons à la face du Dieu invisible, toujours présent à nos côtés, l'engagement sacré de n'avoir jamais d'autre but que la prospérité de notre patrie. Fasse la Providence qui nous a appelé à cette haute mission, que guidé et protégé par elle, nous puissions affermir la Russie dans le plus haut degré de puissance et de gloire, que par nous s'accomplissent les vues et les désirs de nos illustres prédécesseurs Pierre, Catherine, Alexandre le bien-aimé et notre auguste père, d'impérissable mémoire. »

Cependant les événements démontraient que si l'empereur Alexandre tenait à ne pas mécontenter le parti de la guerre, le vieux parti russe, il ne s'opiniâtrerait pas dans une résistance belle sans doute, mais désastreuse, comme l'aurait fait peut-être l'empereur Nicolas.

§ 14. LE SIÉGE DE SÉBASTOPOL PENDANT LES MOIS DE FÉVRIER, DE MARS ET D'AVRIL 1855; COMBATS NOCTURNES DES 23-24 FÉVRIER, 22-23 MARS.

Devant Sébastopol on avait changé, nous l'avons dit, le mode d'attaque. Les anciennes batteries dirigées contre la partie sud de la ville étaient conservées et même on devait continuer à les augmenter, mais on avait entamé de nouveaux cheminements à la droite des Anglais, du côté de la tour Malakoff. Nos travaux se développaient de jour en jour, et le siége prenait déjà des proportions colossales qu'il devait encore dépasser.

« Notre armée, dit Paul de Molènes, s'était considérablement augmentée. Au milieu même de l'hiver, nous avions vu arriver la garde impériale. Je l'avoue, les premiers grenadiers que j'aperçus en faction, sous un ciel neigeux, devant de longues files de tentes, me causèrent une impression de plaisir. Je ne crois pas à la puérilité des uniformes. Ces couleurs éclatantes, ces ornements étranges, que de tout temps et en tout pays nous voyons la guerre adopter pour le costume de ses desservants, ont, suivant moi, un sens profond. Comme l'habit du prêtre, l'habit du soldat désigne un homme que sa condition met à part du reste de la société. Par ce qu'il a de bizarre, d'insolite, parfois d'inexplicable dans ses élégances, de farouche, presque de sauvage dans sa majesté, le costume militaire représente les idées, les instincts, la passion, la foi en un mot dont il est un des signes extérieurs. La folie de l'épée, comme la folie de la croix, s'exprime au dehors par cet appareil qui étonne et blesse même quelques froides intelligences, mais qui conquiert après tout des milliers de cœurs généreux. Parmi les vêtements guerriers, ceux qui sont consacrés par quelques glorieux événements de notre histoire, qui rappellent quelques grandes émotions patriotiques, ne deviennent-ils pas quelque chose de semblable au drapeau, c'est-à-dire des objets que l'âme a faits siens, où elle salue sous la matière tout un ordre de nobles pensées? Je vis avec joie, sous ce ciel brumeux, dans ce pays lointain, près de cette ville entourée de fumée, ce bonnet qui me parlait d'Austerlitz et de Moscou. »

Les attaques contre la partie sud de Sébastopol, appelées *attaques de gauche* et commandées par le général Pélissier, s'approchaient de plus en plus du bastion du mât et du bastion central. Le génie faisait des cheminements souterrains, creusait des galeries de mines que les Russes essayaient de crever. Mais l'attention se portait principalement sur les *attaques de droite*, du côté de Malakoff. On reprit, on compléta les travaux commencés par les Anglais sur le plateau d'Inkermann et sur le plateau du Carénage. La construction des batteries et le percement des tranchées furent des plus pénibles dans ces terrains où le roc affleurait le sol. L'hiver non plus n'était pas terminé. On s'en aperçut bien dans la nuit du 19 au 20 février. Le général Bosquet avait résolu de faire enlever un corps russe dont on lui avait signalé la présence de l'autre côté de la Tchernaïa. Deux divisions devaient prendre part à l'expédition projetée. A minuit et demi, les troupes quittèrent le camp pour descendre dans la plaine de Balaclava. Il tombait une pluie fine et froide. Cette pluie ne tarda pas à se transformer en un ouragan de neige qui, chassé par un vent violent, vint tout à coup arrêter l'expédition. Ordre de retourner sur ses pas est donné aux différents corps. Mais il n'est pas facile de se rallier, au milieu de l'obscurité et de la neige. Il faut s'attendre. Les soldats marchent sur place ou tournent en cercle pour éviter la congélation des pieds. A six heures les troupes rentraient au bivac, morfondues, et trouvaient, pour se réchauffer, leur camp presque enfoui sous la neige. Les gardes de tranchée eurent beaucoup à souffrir, on le pense, de ce retour d'hiver.

Les Russes nous voyant lancer nos boulets contre

Malakoff, se hâtèrent d'établir un ouvrage à l'extrémité du plateau du Carénage. C'étaient ces travaux multipliés qui augmentaient les difficultés du siége. Pour qu'un siége soit régulier, la première condition est que l'ennemi soit rejeté dans la place, et cette première condition ne pouvait être remplie. Aussi les Russes, habiles à remuer la terre, construisirent sans cesse des redoutes en avant des fortifications. Il nous faudra faire le siége de chacune de ces redoutes et livrer des assauts qui seront des batailles, avant de commencer l'attaque directe de Malakoff.

Le général Canrobert, instruit que les Russes avaient élevé de sérieux travaux de contre-approche, en face même de nos ouvrages sur le bas d'un contrefort du plateau d'Inkermann, qui descend à la baie dite du Carénage, se transporta sur les lieux, examina longtemps la nature des retranchements ennemis et se décida à les faire enlever. L'opération était difficile, car de nombreux défenseurs étaient abrités derrière le retranchement, et il était d'autant plus impossible de les surprendre, qu'ils avaient jeté, à 700 mètres environ d'eux, une véritable ceinture de petits postes fortifiés. En outre, les 800 ou 900 mètres que nos soldats avaient à parcourir avant d'aborder l'ennemi, étaient littéralement labourés par les projectiles de plus de 80 bouches à feu, tant des vaisseaux que des batteries de terre qui convergeaient sur ce lieu de tous les points d'une demi-circonférence.

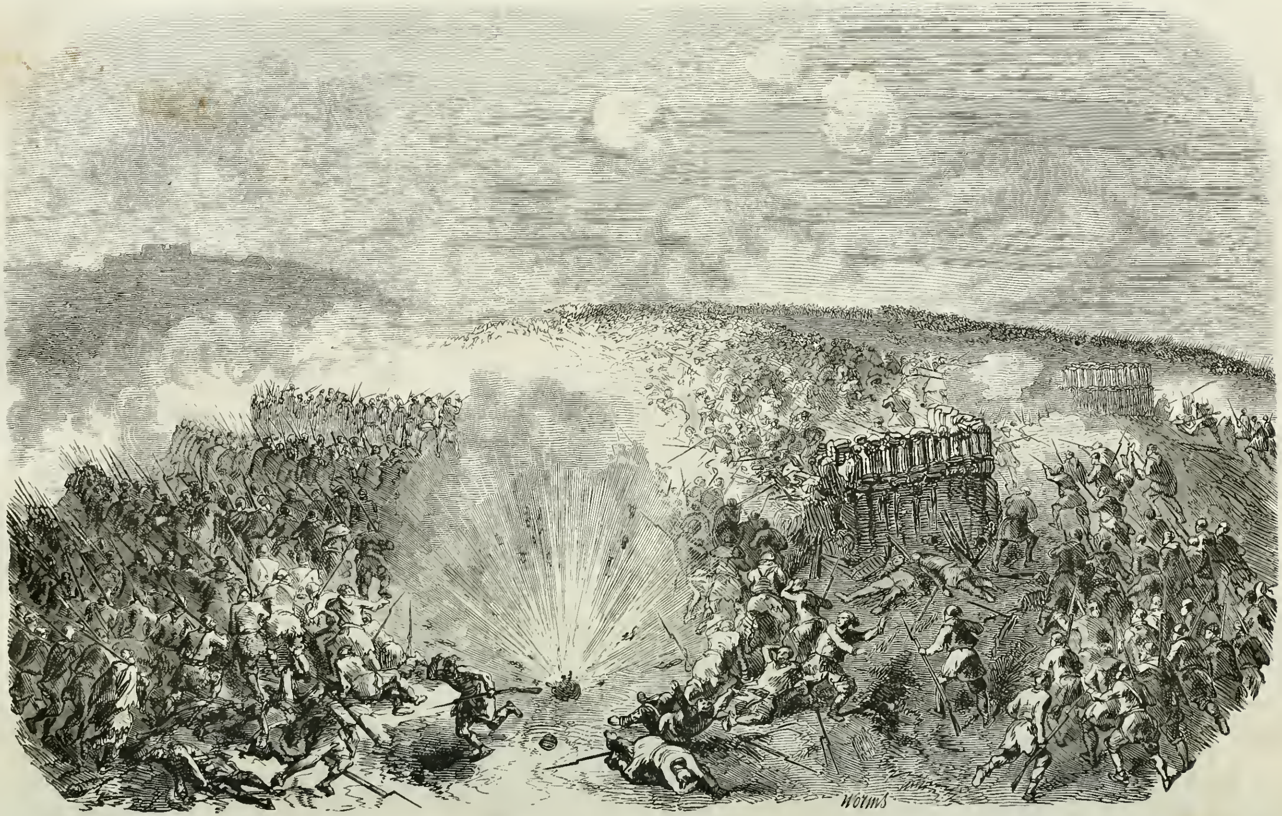
Le général Mayran, du corps d'armée du général Bosquet, fut chargé de l'opération. Le général de Monet commandait les troupes d'attaque. 1350 hommes devaient être engagés, et avec eux un détachement du génie qui détruirait l'ouvrage. On partit dans la nuit du 23 au 24 février.

Les troupes s'avancèrent silencieusement, mais bientôt elles furent accueillies par une vive fusillade partie des embuscades russes. Les embuscades furent enlevées à la baïonnette. Au moment où nos bataillons partagés en deux colonnes abordent les troupes qui couvrent la redoute, le général de Monet reçoit trois coups de feu, dont deux lui brisent les mains. Il appelle le colonel Cler et lui remet le commandement, mais reste avec les troupes et avec elles s'élance sur la redoute. Les parapets sont escaladés de front tandis que les zouaves pénètrent dans l'ouvrage à droite et à gauche. La fusillade meurtrière des bataillons russes ne peut arrêter nos soldats. Mais des feux de signaux du côté de la ville éclairent le lieu du combat, des renforts arrivent aux Russes et montrent la faiblesse numérique des assaillants. Le feu des batteries de la place, de la rive du port et des vaisseaux vient se joindre à celui de la mousqueterie qui converge sur nos troupes. Les projectiles lancés au hasard dans ce combat de nuit font, il est vrai, plus de mal à l'ennemi lui-même qu'à nos soldats; mais jugeant qu'ils succomberont bientôt sous le nombre, le général Mayran fait sonner la retraite. Le colonel Cler, qui, espérant des renforts, tenait dans le fossé, s'élance alors à la tête de sa petite troupe, se fraye un passage à coups de baïonnettes et de crosses, à travers les rangs de l'ennemi, et rejoint le reste des colonnes d'attaque qui rentrent dans les tranchées sans être suivies. Nous n'avions pas voulu nous établir dans l'ouvrage, mais le détruire. Nous ne réussîmes qu'à moitié et nos pertes furent sensibles : 80 tués, dont 4 officiers; 180 blessés, dont 15 officiers. Le corps du génie eut à regretter le capitaine du génie Valesque. Les Russes avaient appelé *Sélinghinski* la redoute que nous venions d'essayer de détruire : nos soldats l'appelèrent l'ouvrage *du 22 février*. L'effet moral produit par la hardiesse de nos troupes fut tel, que le général Osten-Sacken lui-même leur rendit hommage. « Je m'empresse, disait-il dans une lettre, de vous prévenir que vos braves soldats morts, qui sont restés entre nos mains dans la nuit du 23, ont été inhumés avec tous les honneurs dus à leur intrépidité exemplaire. »

Les Russes, voyant que ce système leur réussissait, commencèrent une seconde redoute à environ 250 mètres en avant de la première, et à 600 mètres de la parallèle française. Cet ouvrage, qu'ils nommèrent *redoute Volhynie*, du nom du régiment qui le construisit et l'occupa, fut désigné par les alliés sous le nom d'*ouvrage du 27 février*. Les deux redoutes furent aussi appelées *ouvrages blancs*, à cause de la couleur des terres de leur parapet.

Le plan d'attaque contre les fronts de Malakoff reposait sur l'occupation d'un mamelon, situé à 600 mètres en avant de la tour Malakoff et appelé le mamelon Vert. Les ouvrages construits par les Russes sur les croupes du Carénage allaient rendre ce mamelon plus difficilement abordable. On se demanda plusieurs fois s'il ne fallait pas occuper le mamelon Vert avant que les Russes l'eussent fortifié. On voulut attendre l'achèvement de plusieurs batteries. Les Russes ne nous attendirent pas. Le matin du 11 mars, dès que les brouillards furent dissipés, on s'aperçut que les Russes avaient commencé dans la nuit, sur le mamelon Vert, la construction d'un grand ouvrage en terre; ils avaient entouré le plateau supérieur d'un mur en pierres sèches, derrière lequel de nombreux travailleurs creusaient déjà un fossé. Les Russes appelèrent ce nouvel ouvrage redoute *Kamtchatka*, du nom du régiment qui y fut employé; les alliés le désignèrent sous le nom d'*ouvrage du mamelon Vert*.

Si nous étions devancés, ce n'était pas absolument notre faute. La construction des batteries du Carénage avait présenté de très-grandes difficultés. Les tranchées creusées dans le roc donnaient des parapets en pierrailles facilement endommagés par les boulets de l'ennemi, et qui produisaient des éclats dangereux pour les hommes de garde. Pour renforcer ces parapets, les travailleurs sortaient des tranchées pendant la nuit et grattaient le sol pour couvrir les pierres d'un peu de terre; mais ces moyens ne pouvant suffire pour former le coffre des batteries, auquel on était obligé de donner des épaisseurs inusitées, il fallait aller chercher la terre au loin et l'apporter dans des sacs. Une batterie même dut être établie tout entière en relief au-dessus du sol. Le commandant du génie demanda que, dès la nuit suivante, on se portât sur le mamelon Vert pour en chasser les Russes avant qu'ils s'y fussent fortifiés, et s'y établir à leur place. Le général en chef examina le terrain où se croisait le feu d'un grand nombre de batteries de Sébastopol, et conclut que même si on réussissait à emporter le mamelon Vert dans la nuit, on ne pourrait dans le jour soutenir les troupes qui l'occuperaient, aucune communication n'étant ouverte avec ce point, distant de 1400 mètres de nos lignes. « C'est ainsi, dit le journal du siége, que chaque résolution qui était à prendre

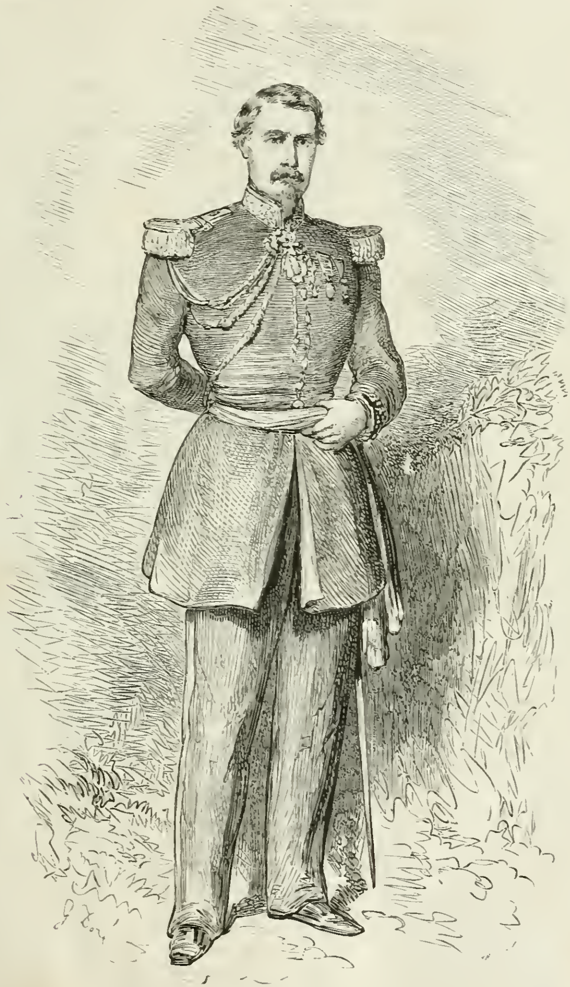


Attaque de la redoute russe Sélinghinski (ouvrage blanc) dans la nuit du 23 au 24 février. (Page 171, col. 1.)

dans l'attaque de Sébastopol révélait les difficultés de l'entreprise. » Le général en chef décida qu'on ferait le siége du *mamelon Vert*, siége qui nous coûtera bien du temps et des hommes, et dont le succès ne nous mènera encore qu'à 600 mètres de la tour Malakoff.

Le 7 mars, la grande nouvelle de la mort de l'empereur Nicolas arriva au camp

On tenait conseil chez lord Raglan lorsque cette nouvelle fut apportée aux généraux alliés. « Lord Raglan n'habitait certes pas une demeure somptueuse, écrivait Paul de Molènes, mais il n'était pas établi sous la tente, comme le général en chef de l'armée française. Il occupait, dans la direction du champ de bataille d'Inkermann, une petite maison qui s'était conservée à l'abri de toute dévastation. Je



Le colonel Cler.

ne sais quel pouvait être avant nous le propriétaire de ce modeste asile. A l'extrémité d'une grande cour semblable à une cour de ferme s'élevait une sorte de pavillon couvert en tuiles, qui, dans un temps et dans un pays où chaque chose aurait eu son aspect habituel, n'aurait attiré les yeux par aucun caractère frappant. A cette époque de destruction, dans ces régions bouleversées, cette habitation avait la profonde originalité d'être une maison tranquillement assise sur ses fondements. Aussi j'y allais toujours avec plaisir. Malgré ma prédilection pour la tente, je respirais volontiers entre ces murs comme un parfum oublié de la civilisation. Puis je trouvais à cette maisonnette quelque chose de patriarcal qui me réjouissait dans ces contrées tourmentées. Enfin la chambre où je restais d'ordinaire pendant que le général Canrobert conférait avec lord

Raglan était habitée par un officier aimable et bon, destiné à ne plus revoir le pays d'où j'évoque aujourd'hui son souvenir. C'est dans la chambre du colonel Vico que me parvint la nouvelle dont je veux parler. Comme tous les lieux où s'est produite pour nous l'apparition soudaine de quelque grand événement, cette pièce est restée dans ma mémoire pleine d'une clarté qui n'en laisse pas dans l'obscurité un seul coin.

« Sur un mur blanchi à la chaux, le crayon du colonel Vico avait dessiné une petite scène composée avec une singulière élégance. C'était une scene de bal. Des femmes assises entre des candélabres et des fleurs nous rappelaient une vie dont nous étions séparés comme par la pierre d'un sépulcre. J'avais un goût particulier pour ce dessin. Je le contemplais à la manière dont les enfants contemplent les gravures, en envoyant mon esprit s'y promener. Le jour dont je parle, mes pensées et celles de mon hôte prirent une allure imprévue. La conférence des généraux en chef se prolongeait; l'ombre commençait à envahir notre chambre, et l'ombre est comme le son : elle recèle toujours en elle quelque chose de vibrant et d'ému. L'un de nous se prit à dire : « Si nous allions apprendre quelque grande nouvelle! Il me semble qu'il y a quelque grande nouvelle daus l'air. » Et là-dessus longues dissertations sur tous les signes mystérieux qui trahissent la présence encore secrète de quelque nouveauté dans notre vie. Au milieu de ces propos, un aide de camp de lord Raglan entre brusquement et nous dit : « Messieurs, l'empereur Nicolas est mort. » Quand un de ces hommes que Dieu a faits grands et radieux comme des étoiles, vient à choir tout à coup des hauteurs qu'il occupait, dans l'abîme éternel, c'est pour chacun de nous une surprise toujours renaissante. Le cri biblique : Comment le puissant est-il tombé? s'échappe d'un millier d'âmes obscures. Les plus simples, devenant philosophes à leur insu, se perdent en méditations infinies sur ces illustres trépas. L'empereur Nicolas était un de ces souverains qui prennent pour loi suprême de leurs actions le mot célèbre de Louis XIV, et partant, agrandissent ici-bas jusqu'à des proportions immenses les formes visibles de leur figure, en aspirant, pour le confondre avec leur propre souffle, le souffle d'une nation tout entière. Ses ennemis eux-mêmes n'ont jamais imaginé de lui contester sa grandeur. Les officiers inconnus renfermés dans cette petite chambre pleine de ténèbres se mirent à deviser sur cette mort. Une illusion inhérente à cette puissante espèce d'événements leur fit croire un instant que tout autour d'eux allait changer. Le bruit monotone du canon tonnant au loin dans la tranchée les rappela bientôt aux réalités de leur existence présente. Pour nous, en effet, rien n'était changé[1]. »

Les généraux craignirent d'abord que cet événement, en hâtant la paix, ne leur arrachât leur proie : ils savaient que des négociations allaient s'ouvrir; mais ces négociations, comme nous le verrons plus loin, devaient échouer, et l'œuvre des soldats ne devait pas être interrompue.

Dans la nuit du 22 au 23 mars, pour inaugurer probablement par une victoire le règne de leur nouvel empereur Alexandre II, les Russes firent une grande sortie. D'après leurs rapports, la conduite de l'opération avait été confiée au général Khrouleff. La colonne principale, dirigée contre les Français, se composait de 11 bataillons; deux autres colonnes se portaient sur les tranchées anglaises. Les Français avaient 500 travailleurs d'infanterie répartis sur divers points, et la garde de tranchée se composait de 4 bataillons, sous les ordres du général d'Autemarre, de service à la tranchée.

Vers dix heures du soir, les Russes débouchent des deux côtés du mamelon Vert; une fusillade très-vive s'engage et nous force à suspendre le travail. Mais malgré leur nombre, ils ne peuvent pas pénétrer dans notre parallèle : tous ceux qui en franchissent le parapet sont tués sur place. La colonne russe, repoussée de la parallèle française, se rejette sur sa droite, traverse le ravin Karabelnaya et entre dans la parallèle anglaise qui était mal gardée; cette parallèle étant plus reculée que celle des Français, l'ennemi prend d'écharpe et de revers par-dessus le ravin toutes nos gardes de tranchée, et leur fait éprouver des pertes sensibles; mais l'obscurité ne lui permet pas de juger des avantages de cette position, et la confusion règne dans ses masses qui se groupent sans prendre de direction. Après avoir renversé des gabions dans la parallèle anglaise et bouleversé notre tête de sape, l'ennemi se retire emportant ses blessés et une partie de ses morts, dont il laisse un grand nombre devant la parallèle française. Les Français poursuivent les Russes; mais ils sont bientôt arrêtés par l'artillerie de la place, qui, dès qu'elle peut rouvrir son feu, couvre le terrain d'une grêle de boulets et d'obus.

Cette sortie, la plus forte que les Russes aient tentée pendant l'hiver, n'eut pas le résultat qu'ils en attendaient, car les dégâts qu'ils firent dans les travaux des alliés furent insignifiants, et ils éprouvèrent de grandes pertes. Les Russes, d'après les rapports de leur général, eurent 1400 hommes hors de combat. Les Français en eurent 600, parmi lesquels le commandant du génie Dumas, dont la mort excita de vifs regrets.

« Dans la sortie du 22 mars, dit le journal du siége, les Russes avaient été reçus par nos soldats avec une grande bravoure. Ils devaient s'y attendre, mais ils n'avaient pu prévoir que la partie de la parallèle anglaise qu'ils allaient attaquer ne serait pas gardée. Cependant, malgré cette circonstance favorable, les efforts de leurs 11 bataillons de troupes choisies étaient venus se briser contre la résistance de 3 bataillons français. Ces faits viennent à l'appui de l'opinion généralement admise, que les sorties de nuit ne doivent être faites qu'avec peu de monde. Quand une sortie de nuit très-nombreuse est portée à une certaine distance, comment diriger les troupes? Les soldats marchent sans voir le but qu'on veut atteindre; pendant le combat, ils ne peuvent pas juger du résultat obtenu, ils se désorientent et finissent souvent par tirer les uns sur les autres; enfin les moins braves profitent de l'obscurité pour se retirer du combat.

« Il n'en est pas de même dans une sortie de jour, et c'est ici le moment de faire remarquer que les difficultés et les dangers que présentait l'attaque de Sébastopol surpassaient de beaucoup ceux qu'on rencontre dans un siége ordinaire : nous ne voulons parler ni de l'armement gigantesque de la place, ni de ses

1. Paul de Molènes, *Commentaires d'un soldat.*

approvisionnements inépuisables, mais seulement de la force relative de la garde de tranchée et de l'armée assiégée. Vauban dit qu'avant lui on estimait qu'il fallait que l'armée assiégeante fût dix fois plus forte que l'armée assiégée, mais que de son temps on n'hésitait pas à attaquer une place à six ou sept contre un, parce que les siéges ayant moins de durée, on peut avec ce nombre arriver, sans trop de fatigues pour les troupes, à fournir une garde de tranchée égale aux trois quarts de la garnison, et suffisante par conséquent pour repousser les plus grandes sorties que peut faire l'assiégé.

« Or, à Sébastopol, la garnison était habituellement de 40 000 hommes, et elle pouvait être doublée à un moment donné, puisque l'armée de secours communiquait librement avec la place. D'après la règle ordinaire, il aurait donc fallu que la garde de tranchée fût tous les jours d'au moins 30 000 hommes, condition bien impossible à remplir, car indépendamment des travailleurs à fournir tous les jours pour les tranchées et les batteries, et des gardes nécessaires pour les lignes de circonvallation, il fallait des travailleurs pour la construction des routes, des hôpitaux, des magasins, pour le déchargement et le transport des vivres, du matériel et des munitions, et pour la confection et le transport des fascines et des gabions qu'on allait faire au delà de Balaclava.

« C'est en ne laissant presque pas de repos au soldat qu'on arrivait à fournir pour la garde de tranchée trois ou quatre bataillons à chacune de nos attaques, qui, séparées par de grandes distances et des ravins profonds, ne pouvaient pas se secourir mutuellement. Les batteries formidables qui, pendant le siége, ont causé de si grandes pertes à l'armée russe sur laquelle elles concentraient leurs feux, n'étaient défendues que par 2000 ou 2500 hommes, et le gros calibre du canon de la place avait forcé les alliés à rejeter leurs camps à des distances telles, que si les Russes avaient fait une grande sortie au point du jour, ils auraient eu tout le temps de refouler la garde de tranchée et de détruire nos batteries avant qu'on eût pu réunir des troupes de secours et les amener sur le lieu du combat. Quoiqu'on eût cherché à remédier à ce danger en plaçant quelques troupes de réserve dans des plis de terrain entre les tranchées et les camps, nous étions cependant exposés tous les jours à voir nos batteries attaquées par des forces décuples de celles qui les défendaient.

« Les divers travaux de fortification et d'armement exécutés par les Russes pendant le siége seront incontestablement admirés; mais il n'en sera peut-être pas de même de leur système de défense. Une vaste tête de pont, offrant des débouchés faciles, armée de 1500 bouches à feu et très-bien fortifiée, mais dépourvue d'escarpes, ne nous paraît pas devoir être défendue, comme l'a été Sébastopol, d'après les règles admises pour une place investie. De grandes sorties faites de jour auraient rendu le siége impossible; il n'en a été fait qu'une seule, celle du 5 novembre 1854, mais elle n'était pas très-nombreuse, et il est à remarquer surtout que l'attaque eut lieu à dix heures du matin, pendant la bataille d'Inkermann, alors que le général Forey se tenait sur ses gardes avec toutes ses troupes[1]. »

[1] *Journal du siége* (corps du génie), rédigé par le général Niel.

Ce système de fortifications des Russes, si justement admiré par les officiers français, était surtout l'œuvre d'un simple capitaine de la garnison de Sébastopol, dont le nom sera toujours lié à l'histoire de la belle défense de cette ville : Totleben. Ce capitaine avait 37 ans. Il était né à Mittau (Courlande), en 1818, d'une famille de négociants : il avait été reçu de bonne heure à l'Institut des ingénieurs de Saint-Pétersbourg, où brille aujourd'hui son nom gravé en lettres d'or avec l'inscription : *Sébastopol* 1854-55. Lorsque la guerre d'Orient éclata, il était capitaine en second dans le corps des ingénieurs de campagne. S'étant distingué dans la campagne du Danube, il fut envoyé en Crimée. Les travaux dont il entoura Sébastopol pendant le siége et qui accrurent dans de si redoutables proportions les difficultés de l'attaque, lui valurent successivement, dans la même année, les grades de capitaine, de lieutenant-colonel adjudant, général-major et adjudant général.

Le général Osten-Sacken, qui n'avait reçu au départ du prince Menschikoff que le commandement provisoire de Sébastopol, céda, à l'avénement d'Alexandre II, la place au prince Gortschakoff, qui garda jusqu'à la fin la direction du siége.

§ 15. RÉOUVERTURE GÉNÉRALE DU FEU (9 AVRIL); MORT DU GÉNÉRAL BIZOT; ÉPISODES.

L'armée française demandait toujours l'assaut. Dès la première quinzaine de mars, toutes nos batteries dirigées contre la ville et contre la tour Malakoff étaient prêtes à ouvrir leur feu, mais il nous fallait attendre encore nos alliés. Le général Canrobert écrivait au ministre de la guerre à la date du 17 mars : « Nos batteries présentent le chiffre énorme de près de 500 bouches à feu en état d'agir, et j'attends depuis le 14 que les Anglais soient prêts à entrer en action. Je les presse de mon mieux, officiellement et officieusement, car je comprends l'impérieuse nécessité de nous lancer sur la partie de Sébastopol qu'il peut nous être permis de prendre; mais je dois aussi comprendre qu'il m'est interdit d'agir sans le concours de nos alliés. » Le 20 mars il écrivait : « Les Anglais ne peuvent encore me dire quand ils seront prêts. Ce retard est d'autant plus funeste, que l'ennemi en profite pour augmenter chaque jour la force de ses ouvrages et en ajouter de nouveaux avec une habileté très-remarquable. »

« Hier, écrivait encore le général Canrobert, en date du 23, j'ai pressé lord Raglan aussi vivement que les circonstances le permettaient. Je n'ai pu obtenir de réponse positive. » Enfin l'ouverture générale du feu put être fixée au 9 avril.

Dans l'intervalle on apprit de touchants détails sur la fin d'un capitaine français, tombé blessé entre les mains de l'ennemi dans le combat de la nuit du 22 au 23 mars. C'était le capitaine Letors de Crécy. On n'avait pas su ce qu'il était devenu, et lors de la suspension d'armes pour l'enlèvement des morts, on avait interrogé les officiers russes. Un d'entre eux répondit : « L'officier dont vous parlez a été bien soigné par des sœurs religieuses russes; il a pu faire écrire à sa mère et à sa femme. Il a dû être amputé. C'est un brave : longtemps nous avons lutté contre lui corps à corps, et nous n'avons pu l'enlever que, lorsque blessé plu-

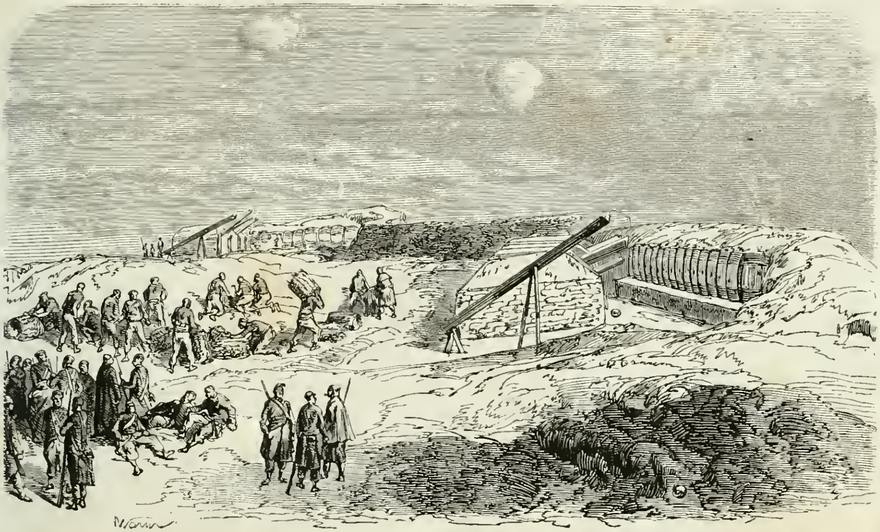
sieurs fois, il est tombé épuisé, les forces manquant à son courage. » Une lettre de la supérieure des sœurs de charité à Sébastopol rendait ainsi compte à l'impératrice de Russie des derniers moments de cet infortuné capitaine : « Nous avons eu un prisonnier français, le capitaine de Crécy, blessé du 22 au 23 mars : il avait d'horribles blessures; la jambe brisée, le bras coupé, des coups de baïonnettes dans la poitrine, la



Le général Totleben.

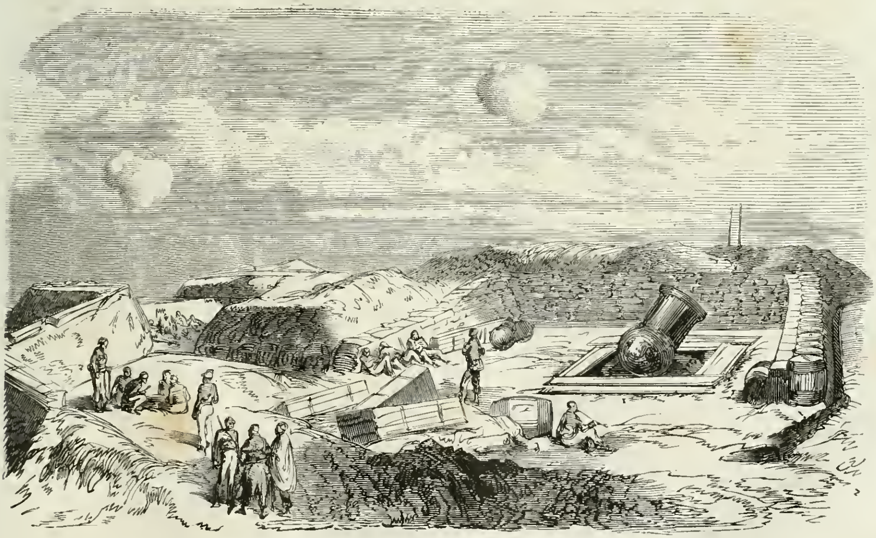
tête fendue par un coup de sabre. Il a vécu six jours, et cette lutte avec la mort est vraiment étonnante. Il était très-fort et d'une constitution très-robuste. On le plaça dans une chambre à part, et il fut confié aux soins de la mère Séraphine. On suivit ponctuellement les ordres des médecins, et nous fûmes bien tristes quand ceux-ci nous déclarèrent que notre malade n'avait plus longtemps à vivre. Le dernier jour, une

heure avant sa mort, je suis allée le voir. Il me tendit la main, demanda des nouvelles de ma santé, et remarqua que j'étais très-pâle. Je pouvais à peine lui répondre; je quittai aussitôt la chambre. La mère Séraphine ne le quitta pas et assista à ses derniers moments.



Batterie de fusées devant Sébastopol (9 avril 1855). (Page 178, col. 1.)

« C'est aujourd'hui qu'a eu lieu son enterrement. Notre prêtre russe a dit les prières. On lui fit un cercueil noir, et moi avec la sœur Séraphine et encore deux de nos sœurs nous l'accompagnâmes au cimetière. L'âme était attristée à la vue de cette tombe orpheline de parents. Là, je pensai aux lettres qu'il



Batterie de mortiers devant Sébastopol (9 avril 1855). (Page 178, col. 1.)

avait dictées à un officier français pour sa femme, sa mère et sa sœur. Des larmes involontaires coulaient de mes yeux. Je restai près de la tombe jusqu'à ce qu'elle fût comblée. La croix de la Légion d'honneur et quelques breloques qu'il avait sur lui furent envoyées dans le camp français. »

Le 9 avril avait été fixé, nous l'avons dit, pour la réouverture générale du feu des alliés, qui, cette fois, comptaient 500 pièces en batterie. Les généraux en chef n'avaient point encore en vue l'assaut. On leur annonçait l'envoi d'importants renforts, on parlait de l'arrivée de l'Empereur. On se proposait seulement de juger de l'effet de nos batteries, déterminé cependant à profiter de toute occasion qui se présenterait.

« La nuit du 8 au 9 avril fut calme, dit le journal de l'artillerie, mais le temps qui avait paru s'annoncer bien la veille, changea tout à coup, et le matin du 9 la pluie tombait par torrents; ce contre-temps fâcheux augmenta les difficultés, mais ne retarda en rien la préparation des batteries. Le matin, tout fut prêt, et à la petite pointe du jour, vers les cinq heures environ, toutes nos batteries ouvrirent, en présence et sous la direction du général Thiry, commandant l'artillerie de l'armée, ce feu terrible que le prince Gortschakoff a traité dans ses rapports de bombardement infernal.

« L'ennemi, surpris d'abord, demeura quelque temps sans riposter, mais bientôt toutes ses pièces répondirent aux nôtres, et ce fut, sur toute la ligne, une tempête d'artillerie depuis la baie de la Quarantaine jusqu'au fond de la rade de Sébastopol, du côté d'Inkermann.

« Malgré une pluie torrentielle, malgré les eaux qui avaient envahi les tranchées, malgré une boue effroyable, nos batteries furent servies avec un entrain admirable par nos canonniers et par les marins. Le tir eut beaucoup de précision et de justesse, et vers les dix heures du matin la supériorité nous semblait acquise. Le feu de la place avait sensiblement diminué; la plupart de ses embrasures étaient bouleversées, et il était à croire que l'ennemi, regardant dès lors la lutte comme trop désavantageuse, avait retiré un assez grand nombre de ses pièces contre les remparts, pour ménager momentanément ses hommes et son matériel, jusqu'à ce qu'il pût deviner et bien apprécier nos intentions. Vers midi, le mauvais temps n'ayant pas cessé, le général en chef donna l'ordre de réduire les consommations de chaque pièce, aux attaques de gauche; mais le feu fut continué à Malakoff à peu près avec la même intensité, pour arriver à éteindre complétement le mamelon Vert et les ouvrages blancs. Le 10 au matin, le feu recommença de part et d'autre sur toute la ligne; au bout de deux heures, la supériorité nous fut encore acquise. Les consommations de cette journée atteignirent 30 000 coups de canon. »

Le feu se ralentit bientôt à 6 ou 7000 coups, et descendit à la fin du mois à 2000. Ce bombardement avait causé de grands dégâts dans les ouvrages russes : il avait, aux attaques de gauche, ouvert une brèche; aux attaques de droite il avait éteint le feu des ouvrages blancs et du mamelon Vert. Mais les Russes ne perdaient pas de temps, et au point où nous avions ouvert la première enceinte, ils eurent bientôt élevé un autre parapet. Leurs pertes furent considérables, car la crainte de l'assaut les forçait de tenir une grande quantité de troupes dans la place, sous le feu qui de toutes parts convergeait sur elles. Les rapports du prince Gortschakoff annonçaient que la garnison eut du 9 au 15 avril 2382 hommes hors de combat. Les Français eurent moins à souffrir, mais ils firent une perte sensible, le général Bizot.

Le 11 avril, le général Bizot, commandant le génie du siége, suivait une tranchée anglaise inachevée pour aller reconnaître la position des contre-approches élevées par les Russes en avant du mamelon Vert. Une balle le frappa à la tête et le renversa. On crut pendant quelque temps qu'on pourrait le conserver. Mais il mourut après quatre jours de cruelles souffrances. Le 12, pendant qu'il était sur son lit de mort, l'Empereur signait à Paris le décret qui l'élevait au grade de général de division. Il était trop tard.

Paul de Molènes raconte ainsi la visite que fit au malheureux général le général Canrobert. « Le général en chef m'ordonna un matin de monter à cheval et de l'accompagner. Il prit la route des tranchées de droite. Tout à coup il s'arrêta devant une grande baraque où j'entrai avec lui. Dans le coin de cette baraque, on avait dressé un lit où était couché, avec une blessure mortelle, le général Bizot.

« Il m'avait été permis bien souvent de voir le général Bizot dans les tranchées. C'était une bravoure à part que celle dont était doué ce chef intrépide de notre génie : c'était une bravoure en harmonie avec la nature même de l'arme qu'il contribuait si puissamment à illustrer. Sans cesse debout sur les parapets, poursuivant sa tâche savante avec une calme et infatigable ardeur, il avait l'air de ne compter pour rien les projectiles de toute sorte dont il était entouré. Un matin, au détour d'une tranchée, cet homme, qui, depuis plusieurs mois, chaque jour bravait impunément la mort, fut atteint par une balle qui lui brisa la mâchoire et causa dans son corps tout entier de graves désordres. Une grande perte fut imminente pour notre armée.

« Nul homme ne pouvait mieux comprendre et plus aimer que le général Canrobert ce cœur droit et honnête du général Bizot, ce cœur semblable à une lampe utile, où brillait constamment une flamme pure, entretenue par une huile précieuse : l'amour du devoir servi par le goût du travail. Aussi ce fut avec une triste émotion que le général en chef pénétra sous l'abri où gisait son compagnon et son ami. Le général Bizot avait la tête enveloppée de bandages. Quand il vit s'approcher de son lit le chef sous lequel il servait, avec un sentiment de déférence militaire qui eut quelque chose de singulièrement touchant, il essaya de se soulever. Il pouvait encore parler, seulement sa parole se ressentait de la nature même de sa blessure; elle avait déjà le son profond et voilé que la mort donne à la parole humaine. Après avoir remercié le général en chef, il lui dit que tout allait bien. Il ne parlait pas, bien entendu, de son enveloppe brisée, où il sentait la vie près de disparaître, mais du siége de Sébastopol, dont il avait reçu à l'instant même de bonnes nouvelles. Il était arrivé sans effort, par le seul fait de cette blessure mortelle, à ce qui est assurément le plus parfait état de l'âme, à une complète abnégation. Il ne tenait plus à ce monde que par son intérêt à l'œuvre pour laquelle il allait mourir.

« Quelques jours après, on l'ensevelissait à quelque distance du moulin d'Inkermann, en face de ces tranchées où il avait erré si souvent. On entendait tonner à ces émouvantes funérailles, non point un canon de parade, mais le canon du combat, qui ne mesurait pas ses coups, et qui, à l'heure même où

nous conduisions le deuil, créait plus d'un deuil obscur. Autour de la bière qu'allait enfouir cette terre déjà gorgée de tant de morts, se tenait la plus étrange réunion d'hommes qui ait peut-être jamais assisté à une cérémonie funèbre. Le général Canrobert, lord Raglan, Omer-pacha, les chefs des trois armées, tous trois de religions différentes, étaient debout près de la sombre ouverture où il faut que chacun soit jeté à son tour pour aller aux régions de la lumière.

« Le général Canrobert voulut prononcer quelques paroles avant le bruit de cette première pelletée de terre qui est elle-même d'une si terrible éloquence. Sous la double inspiration de ce qui l'entourait et de ce qui se passait dans son cœur, il trouva des accents d'une merveilleuse puissance. Il eut des pensées d'une lueur hardie et imprévue. Après avoir évoqué en quelques mots celui dont le cercueil était devant lui, après avoir appelé l'hommage de tous sur une existence que sa parole venait de rendre visible et lumineuse au bord de cette fosse : « Dieu, s'écria-t-il, « devait à un pareil homme une récompense; cette « récompense, il la lui a donnée par la mort que « doit ambitionner chacun de nous. »

« Ce rapide discours produisit une impression profonde sur un auditoire ému déjà. Il ramena les esprits à l'ordre de pensées dont ils ne doivent jamais s'écarter au jour où les mâles enthousiasmes sont nécessaires. Le général Bizot était aimé, sa mort avait causé une de ces tristesses si rares en ces moments où la mémoire est impuissante à retenir les noms de tous ceux qui succombent. Sa simplicité, sa bonté, sa valeur prodigue et sans faste lui avaient conquis plus d'une affection que peut-être il ne soupçonnait point. Les sapeurs qui creusaient sa fosse, ceux qui portaient sa bière, avaient des larmes dans les yeux. Un attendrissement si contagieux se répandit dans la foule, quand le général Canrobert éleva la voix pour lui adresser les adieux suprêmes, qu'un de mes voisins, jeune officier égyptien attaché à l'état-major d'Omer-pacha, se mit à fondre en larmes. Malgré ce qu'elle avait de bizarre, la sensibilité de ce pauvre musulman me toucha. Je contemplais ce visage oriental, éclairé par deux grands yeux noirs tout rayonnants de pleurs, avec une surprise bien exempte de toute ironie; je songeais à ces fraternités inattendues qu'engendre la guerre, et à ces lois impénétrables du destin, qui peut donner à votre convoi des pleureurs sur qui vous comptiez si peu [1]. »

Dans notre armée, les sentiments du général Bizot, son courage, étaient aussi les sentiments et le courage du simple soldat. « Voyez ce jeune tambour auquel un boulet vient de fracasser les deux bras, écrivait le P. de Damas, quelques lambeaux de chair soutiennent encore ses mains à ses épaules; le sang coule, les os broyés sortent par morceaux aigus à travers les chairs. Debout, il prie ses camarades de le débarrasser de son tambour; et comme on veut le soutenir et l'accompagner jusqu'à l'ambulance : « Non, mes amis, dit-il, « ne quittez pas le champ de bataille. On a besoin de « vous pour résister à l'ennemi. Seul, je trouverai mon « chemin. » Et il va se mettre résolûment entre les mains des chirurgiens. La blessure de ce jeune héros était cependant bien grave, puisque deux heures après il tombait sans vie.

« Que faites-vous? crie au médecin cet autre soldat renversé à terre par une balle qui lui est entrée bien avant dans la jambe. Vous voulez couper mon pantalon pour aller plus vite et me faire souffrir moins longtemps. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Allez plus lentement, afin que lorsque vous aurez extrait la balle et pansé ma blessure, j'aie mon pantalon tout entier pour retourner au feu et terrasser encore quelques ennemis avant la fin de la bataille. »

« Voici une salle remplie de blessés. On vient d'apporter ces hommes à dos de mulet. Je les trouve étendus dans la baraque destinée à leur servir d'infirmerie. Celui-ci a un œil de moins; celui-là tient suspendue par une bande sa mâchoire fracassée; à ce troisième il manque un bras; le quatrième n'a plus qu'une jambe, et ainsi de suite.

« Bonjour, mes enfants. — Ah! monsieur l'aumônier, quelle mine nous devons faire ainsi étalés en rang d'oignons! me répond en souriant un pauvre garçon auquel on a coupé le bras et la jambe. Ah! dans nos villages, lorsqu'arrive le moindre accident, ou lorsqu'un *vieux bonhomme* succombe à 80 ans, *toutes les bonnes femmes* lèvent les mains au ciel, elles pleurent et se lamentent; elles ont l'air de se demander comment un événement aussi naturel a pu arriver. Ah! bien, elles auraient joliment à faire dans ce pays-ci, en face de tant de jeunes gens mutilés par le feu de l'ennemi! » — « Oh! reprend un second blessé, pleurer, c'est bien de cela qu'il s'agit à la guerre! Nous sommes ici pour combattre, être blessés et mourir s'il le faut, mais sans regrets. Lorsqu'on a fait son devoir, quelles qu'en soient les conséquences, l'homme qui a bien agi doit s'estimer heureux. »

« Vous sentez, ajoutait le P. de Damas, que le reste de la conversation fut facile après une telle entrée en matière. Celui auquel revenait tout naturellement le rôle de prédicateur écoutait le sermon, et, en rentrant chez moi, je le notais, plein d'admiration pour ces jeunes hommes dont la position cruelle était à elle seule une leçon de morale, et soutenait si bien l'énergie de leurs paroles. »

« Si maintenant vous essayez de découvrir le mobile qui entretient le feu sacré au fond du cœur de nos militaires, je vous engage à le chercher dans un profond sentiment du devoir, inspiré et soutenu par l'espérance chrétienne. Qu'attendent-ils, en effet, ces soldats qui se dévouent jusqu'à la mort? quelle espérance humaine peut être la leur?

« Allons au feu, camarades, disait plaisamment un jeune soldat à ses compagnons, qui venaient, comme lui, de recevoir ma bénédiction; allons au feu; pour notre récompense nous aurons ou une balle dans la tête ou les Invalides avec une jambe de moins ou des douleurs de plus. »

« En effet la libéralité des chefs est grande, je l'affirme, et je suis touché des efforts qu'ils font journellement pour encourager le mérite; mais la sollicitude d'un général, quelque grande qu'elle soit, peut-elle atteindre chacun des 80 000 hommes qui se battent sous ses ordres? Les faveurs humaines ne se calculent pas par la grandeur du cœur qui veut les donner. Elles sont nécessairement limitées; et, dans une guerre, elles le sont plus qu'ailleurs, puisque la

1. Paul de Molènes, *Commentaires d'un soldat.*

mort leur soustrait trop souvent le moyen de se répandre.

« Non, mon colonel, on ne va pas là pour de l'ar-« gent, » répondait l'autre jour un de nos braves à l'officier généreux qui lui offrait une bourse après une action d'éclat. Il avait raison; et, sans s'en douter, il était l'interprète de l'armée tout entière.

« Vous voulez me couper les jambes, s'écriait un « jeune soldat auquel un éclat d'obus avait fracturé les « deux cuisses. Eh bien, faites-moi souffrir le double, « mais conservez-moi l'usage de mes membres. Ce n'est « pas pour moi, c'est pour ma mère. » Et en prononçant ces dernières paroles, son ton prit un tel accent de douleur et d'amour filial, que le docteur n'eut pas le courage de faire l'opération. Il en laissa le soin à ses collègues et se retira tout ému dans une teute voisine. « Il a demandé au nom de sa mère, me disait le mé-« decin; à ce nom, le cœur me manque. » En vérité, mon révérend père, je n'aurais jamais cru qu'il fallait venir en Crimée pour connaître le cœur du soldat français. J'aimais beaucoup la France, et j'aimais aussi beaucoup l'armée, moi Français, fils d'un lieutenant



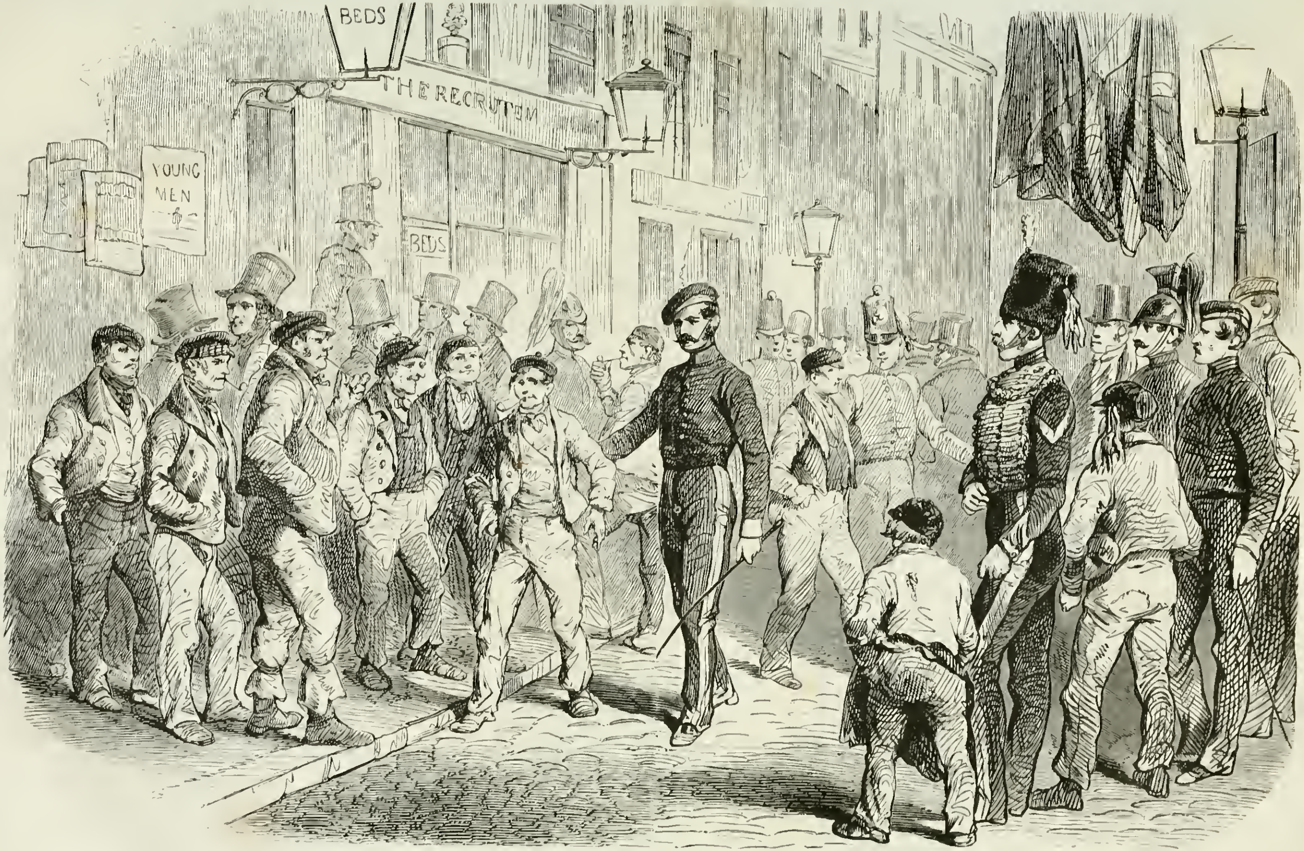
Le général Bizot.

général des armées françaises; cependant je sens que j'aime encore davantage et mon pays et son armée, par tout ce que je viens de voir[1]. »

Nous avons déjà parlé des ambulances, mais, pour en bien saisir l'aspect, entrons avec Paul de Molènes à la suite de Canrobert dans l'ambulance du grand quartier général. C'est là que nous nous ferons une juste idée des souffrances et du courage de nos soldats.

« Depuis l'accident qui avait renversé, le 14 novembre, tout un édifice de planches sur les lits de nos malades, on avait creusé, près du quartier général, une vaste tranchée que l'on avait recouverte en toile. Le général en chef visitait souvent les blessés. Je pénétrai un jour, sur ses pas, dans cette galerie souterraine où se pressaient des couches alignées en longues files. Ce jour-là, l'air était froid, le vent âpre et chargé de neige; mais la plus rude, la plus cruelle bise semblait quelque chose de bienfaisant lorsqu'elle venait vous frapper au visage dans cette atmosphère embrasée, par des souffles fiévreux, d'une chaleur

1. De Damas, *Souvenirs de Crimée*.



Les enrôlements à Londres. (Page 182, col. 2.)

oppressive et malsaine. Les deux extrémités de ce corridor lugubre étaient seules éclairées par la pâle lumière du dehors; toutes les autres parties étaient envahies par une ombre où l'on distinguait à peine çà et là, autour d'une chair morbide, quelque linge ensanglanté. Comme il arrive cependant au sein de toutes ténèbres, la vue semblait acquérir bientôt une puissance indépendante de ses lois ordinaires; avec cette étrange force que donne tout à coup au regard l'émotion de certains spectacles et l'énergie de la volonté, on voyait dans ses moindres détails un cruel et sublime tableau. Ce sacrifice dont je parlais tout à l'heure, je ne le côtoyais plus cette fois, je l'embrassais, je le pénétrais, je descendais dans ses profondeurs sacrées, je sondais ses redoutables mystères.

« Le général en chef trouvait dans son cœur des paroles pleines de vie qui ranimaient tour à tour ces patients sur leur douloureux grabat. Il répétait à ces élus de la souffrance les mots magiques qui font donner à nos soldats avec un sourire jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Il parlait au mutilé de l'accueil qui fêterait son retour parmi les siens, à l'agonisant de ces amours qui fleurissent jusque dans le trépas, de Dieu et de la patrie. Je n'oublierai jamais cette revue d'hommes rangés pour la plupart sur le seuil d'un autre monde. Elle resplendissait d'une grandeur idéale plus éblouissante mille fois que les grandeurs visibles. Au lieu de visages animés, de formes robustes, l'œil ne voyait que des figures hâves, toutes semblables à des fantômes; au lieu d'uniformes étincelants, c'étaient des draps trempés déjà par les sueurs de maintes agonies; enfin tout l'appareil de la misère, tous les apprêts du sépulcre remplaçaient l'appareil de la gloire et les apprêts du combat. Mais on sentait là quelque chose de plus émouvant que le roulement du tambour et même que le salut altier du drapeau; on sentait à cette revue de mourants, non plus les signes, mais la présence même des choses invisibles et sacrées pour lesquelles on embrasse la mort. »

Pendant le bombardement du 9 et du 10 avril, le génie essaya d'avancer le plus possible. Aux attaques de gauche, on avait résolu de détruire des embuscades placées près d'un cimetière et qui nous causaient beaucoup de mal. On voulait en même temps envelopper ce cimetière dans nos lignes et gagner une excellente position. On s'y reprit à trois fois, pendant trois nuits consécutives. Les Russes quittaient les embuscades à notre approche, mais revenaient avec de nombreuses réserves. Nous n'avions le temps ni de détruire les ouvrages ennemis, ni de pousser nos travaux. Enfin dans la nuit du 13 au 14 avril eut lieu un choc décisif. Malgré les réserves des Russes, malgré un feu violent, nos troupes parviennent à s'emparer des embuscades, à enlever le cimetière et à s'y maintenir. Un grand nombre de tonneaux, des poutrelles, des sacs à terre, trouvés sur le terrain, ne permettaient pas de douter que l'ennemi voulait transformer ces embuscades en véritables ouvrages. Nous gagnions un terrain considérable du côté du bastion du Mât et du bastion Central. Malheureusement nous l'avions payé cher.

Les généraux en chef, encouragés par ce succès et par l'effet du bombardement, se concertèrent pour tenter l'assaut. On le fixa au 23 avril; mais au moment où ils prenaient cette importante résolution, l'amiral Bruat vint leur annoncer la prochaine arrivée de 20 000 hommes de la garde et même de l'Empereur. On ajourna encore une fois tous les projets. C'est le moment de revenir à ce qui se passait à l'intérieur des pays alliés.

§ 16. L'ANGLETERRE PENDANT LA GUERRE.

La guerre d'Orient faisait traverser à l'Angleterre une crise bien plus grave qu'à la France. Chez nous, notre armée, admirablement organisée, s'était trouvée prête au combat, et nous verrons bientôt comment la situation intérieure de notre pays se ressentait peu des efforts considérables qu'il faisait à l'extérieur. Nos voisins avaient, au contraire, été surpris par la guerre. Au moment où elle commença, le pouvoir était entre les mains du vieux parti de la paix, l'armée n'était nullement prête à entreprendre une campagne. Le pays avait entraîné le gouvernement, et celui-ci n'avait nullement cru qu'il s'embarquait dans une guerre gigantesque. Les premiers succès des alliés excitèrent en Angleterre un vif enthousiasme; mais bientôt vinrent l'hiver, les souffrances, la désorganisation complète de la petite armée anglaise. Le Parlement fut convoqué au mois de décembre 1854; on crut d'abord qu'il s'agissait d'un emprunt, mais le ministère dut avouer qu'il ne manquait pas seulement d'argent, mais d'hommes. Les journaux publiaient les récits les plus douloureux, quelquefois les plus exagérés, et lord Raglan avait dû chasser du camp les correspondants des journaux. La publicité illimitée donnée aux récits même les plus calomnieux n'était pas de nature à faciliter la tâche des généraux, exposés sur une terre lointaine à des accusations qu'ils ne pouvaient réfuter. Bientôt ce furent les discussions officielles du Parlement qui dévoilèrent aux Russes la faiblesse de l'armée de nos alliés.

« Qu'est-ce, je vous le demande, disait un orateur, que ce que vous appelez l'armée anglaise? Ce n'est qu'une collection de régiments. Certainement la discipline de ces régiments est excellente, mais ce n'est pas une armée. Il y a en Crimée des officiers généraux qui, jusqu'à ce moment, à moins qu'ils n'eussent servi dans l'Inde ou tenu garnison en Irlande, n'avaient jamais de leur vie seulement vu une brigade.... » En Angleterre, on le sait, il n'y a pas de conscription : l'armée est une impasse où les plus intelligents, s'ils n'ont pas la naissance et la fortune, ne peuvent atteindre ni un grade, ni la gloire. Aussi tout le monde se jetait dans les carrières civiles, et quand une guerre survenait, on était bien embarrassé. Lord Palmerston disait à ce sujet avec beaucoup de justesse : « Quand nous voulons trouver des hommes, il nous faut aller sur le marché faire concurrence à l'industrie nationale. On nous dit que la population est aujourd'hui de 28 millions, que nous devons par conséquent avoir 6 ou 7 millions d'hommes en état de porter les armes.... Mais ces hommes propres au service sont tous engagés dans les diverses branches de l'industrie nationale; nous sommes obligés d'aller sur le marché faire concurrence à cette industrie, et chaque millier d'hommes que nous en enlevons fait hausser le prix du travail.... »

Pour combler les vides si rapidement faits dans l'armée de Crimée, le gouvernement anglais proposa de recruter des étrangers dans différentes parties de

l'Europe. Il comptait surtout sur les Allemands. Cette loi souleva d'abord de violentes colères, mais lord John Russel mit à nu toutes les plaies du pays, et le Parlement, convaincu qu'il n'y avait pas d'autre remède, vota la loi. Nouvel inconvénient. Dans les discussions passionnées dont ce *bill* avait été l'objet, on n'avait pas épargné les injures à ces étrangers de toute provenance que l'Angleterre voulait prendre à gages. Ces injures furent traduites, reproduites et répandues avec profusion par les soins de la Russie dans tous les pays auxquels elles s'adressaient, et y engendrèrent contre l'Angleterre des sentiments d'amertume. Aussi pendant que le gouvernement français voyait accourir à son premier appel des masses de volontaires étrangers, lord Palmerston était obligé de déclarer dans le Parlement qu'en raison des avanies et des injures déversées sur les mercenaires de Suisse et d'Allemagne, le gouvernement anglais n'avait pas trouvé un seul homme qui voulût s'enrôler sous ses drapeaux.

Une mesure importante, votée par le Parlement, fut la mobilisation de la milice. La milice, qui est une sorte de garde nationale volontaire et salariée, avait, pendant les guerres de l'Empire, servi principalement de force défensive. Elle avait été licenciée en 1815 et on l'avait réorganisée en 1852. Depuis deux ans, plusieurs bataillons de milice avaient fait dans l'intérieur du pays le service de garnison, confié ordinairement à la troupe régulière; mais il fallait une loi spéciale pour les faire sortir du royaume. L'objet de la loi était d'envoyer des bataillons de milice tenir garnison à Gibraltar, à Malte, dans les îles Ioniennes, pour y remplacer les régiments de ligne qui iraient alors renforcer l'armée de Crimée. Ce service de la milice devait être volontaire et limité à cinq ans.

Toutes ces questions divisaient les partis. Pendant plusieurs mois l'Angleterre fut en proie à une véritable anarchie gouvernementale. On ne pouvait réussir à former un cabinet solide. Lord Aberdeen tomba, lord Palmerston resta maître de la situation, mais bien embarrassé, car il eut beaucoup de peine à trouver des collègues, et il dut accepter l'*enquête* que le pays réclamait, à grands cris, afin d'être édifié sur les fautes de l'administration militaire.

On ne savait auquel entendre, et chacun, se trouvant sans autorité, laissait l'administration aller à la dérive. « Un jour, par exemple, le gouvernement veut rappeler un régiment du cap de Bonne-Espérance; le ministre de la guerre envoie des ordres au gouverneur, mais le commandant en chef oublie d'en faire autant. Or, comme le gouverneur du Cap est un *civilian* et que le commandant militaire ne peut recevoir d'ordres de lui, le bâtiment envoyé pour ramener le régiment revient à vide. En Crimée, un bâtiment qui apporte des vêtements d'hiver ne peut les livrer aux troupes qui meurent de froid, parce qu'il lui manque la formalité d'une lettre. Un autre, pour une raison pareille, laisse pourrir ses provisions à bord pendant que les soldats meurent de faim. L'armée avait à lutter contre un ennemi plus fort que la Russie, contre la routine, et un écrivain anglais a pu dire avec autant d'esprit que de vérité : « Le ridicule dont Molière a couvert les « médecins de son temps nous paraît aujourd'hui une « extravagance; mais aussi grotesque, et mille fois plus « désastreux, est le pédantisme militaire a quel nous « avons affaire. Que de fois la Crimée nous a rappelé « l'argument du médecin de Molière, qu'il vaut mieux « mourir selon les règles que d'être sauvé contre les « règles, attendu que la règle est incomparablement « plus précieuse que la vie des individus! »

Mais le système n'était pas le seul coupable, car le système tient à la constitution sociale du pays. L'armée avait été la victime de la bureaucratie, et c'est en effet une chose étonnante que l'obstination avec laquelle le peuple le plus progressif de la terre s'attache aux plus caduques de ses institutions. « Tant qu'il ne s'agit que de la perruque du *speaker* de la chambre ou de la voiture du lord maire, et autres reliques du même genre, cet amour de la conservation peut être jusqu'à un certain point innocent; mais quand il amène des désastres comme ceux que l'on a vus dans la dernière campagne, il devient une calamité et une honte nationale. Depuis trente ans, l'Angleterre a réformé presque toutes ses institutions politiques, commerciales et même religieuses; elle a respecté l'intégrité de son administration militaire avec un véritable esprit de fétichisme. Il y avait en Angleterre le secrétaire d'État de la guerre, et le secrétaire d'État à la guerre, puis le département de l'ordonnance, puis le département de l'intendance, puis la direction des grades, et le commandant en chef des forces; nous en passons sans aucun doute. Tous ces départements qui ne devraient représenter que des divisions, sont indépendants les uns des autres, et dans toutes les occasions échangent des volumes de correspondances. On ne saurait croire à quelle accumulation de bévues et de malheurs a donné lieu cette confusion de pouvoirs. »

« Voyez notre état-major! disait un orateur au Parlement. En France, l'état-major n'est ouvert qu'aux officiers qui ont passé par toutes les épreuves nécessaires. En Angleterre, chacun sait qu'on n'y entre ni par la science ni par la capacité, mais par l'argent et par la parenté. Prenez la liste de nos officiers d'état-major, voyez combien il y en a qui savent le français, combien qui savent tracer une carte ou un plan! Je gage qu'il n'y en a pas un tiers.... Ce n'est pas assez de centraliser vos départements, il faut réformer votre armée de fond en comble.... Comment pouvez-vous avoir des généraux, si la première chose que vous faites est de fermer l'armée à tout homme capable de commander, à moins qu'il ne puisse payer son premier grade avec une somme considérable et acheter successivement toutes ses promotions? Ainsi le prix officiel, et jamais cela ne se borne là, le prix d'un brevet de lieutenant-colonel de cavalerie est de 6175 livres (135 000 fr.). Il y a des cas où le prix est allé à 15 000 livres (375 000 fr.). Le prix officiel d'un brevet de lieutenant-colonel d'infanterie est de 4500 livres (112 500 fr.). Comment voulez-vous donc que l'on entre dans l'armée, si l'on n'est pas riche? Je dis que votre système est pourri. Je dis qu'il est injuste de faire retomber sur des ministres la faute d'un système que vous maintenez vous-mêmes. Il est possible que ces vérités vous soient désagréables, mais nous en sommes venus à une crise qui commande qu'on les dise.... Il y a pourtant longtemps qu'on le sait, mais les leçons ne nous ont jamais servi. Nous ne songeons à nous amender que lorsque quelque calamité terrible vient frapper à nos portes, et alors on fait retomber sur un ministre le poids d'un système dont il est la première victime. »

« Ceci a été dit dans le parlement par un homme qui était un des membres de l'administration. Cette question de l'achat des brevets et des grades fut discutée dans la chambre des communes; elle est très-importante, car elle touche à l'état social du pays. On sait que, par exception, le gouvernement anglais a fait, dans l'armée de Crimée, quelques promotions au choix parmi les sous-officiers. On proposa de généraliser cette innovation; la chambre des communes s'y refusa. Le général Evans, qui avait fait la dernière campagne, prit part à la discussion, et disait : « Si le système de l'achat « est une si excellente chose, pourquoi donc ne l'appli- « quez-vous pas à toutes les professions? Pourquoi pas « à la marine et à vos fonctions civiles? pourquoi pas « même aux ministères? pourquoi pas à la magistra- « ture?... Dans toutes les professions, les fils de famille « les plus humbles peuvent arriver aux grades les plus « élevés. Dans l'armée c'est impossible.... » Et le vieux général, qui a fait la guerre toute sa vie, parce qu'il l'a faite en pays étranger, ajoutait en se montrant : « Voyez-moi, par exemple. Le temps marche plus vite « que nous. On nous barre le passage jusqu'à ce que « nous ne soyons plus que des restes! Ceux qui ont « beaucoup d'amis arrivent aux grades, mais s'il s'agit « de choisir un commandant d'un corps d'armée, on « dit : Oh ! un tel n'est pas de telle classe; ne nous « parlez pas de lui.... »

« En Angleterre, tout officier est ou noble ou riche; il est toujours dans la catégorie des *gentlemen*. On sait à quel degré il porte le luxe de la vie, celui des chevaux, celui des uniformes, celui de la table. Or, quelle figure veut-on qu'un infortuné sergent, par exemple, passant capitaine, puisse faire à la table des officiers et dans la société la plus aristocratique du monde?



Anglais venant se ravitailler à une cantine française.

Il y a un abîme social entre les deux classes. Dans la chambre des communes, un membre de la noblesse, qui pouvait parler pour son ordre, puisqu'il est l'héritier du duc de Northumberland, lord Lovaine, disait : « Quel serait l'effet d'introduire une quantité « d'hommes n'ayant reçu que peu d'éducation dans la « société des autres officiers, qui sont tous des hommes « bien élevés et de bonnes manières? Il serait impossi- « ble que les deux classes pussent avoir les mêmes goûts « et les mêmes habitudes. Je ne veux pas le moins du « monde déprécier le mérite des sous-officiers, je con- « nais leurs bonnes qualités; mais enfin il est impossible « que des hommes nés dans les rangs les plus inférieurs « de la société, où malheureusement se recrutent les « soldats, puissent s'associer avec des hommes d'un « rang plus élevé et de manières plus cultivées. Le Par- « lement peut faire toutes les lois qu'il voudra, mais « il ne peut pas changer la nature humaine, ni amener « une fusion entre deux classes si opposées... »

« Cet argument est et sera toujours puissant dans une société constituée comme l'est la société anglaise. Cela est si vrai, que beaucoup de soldats et de sous-officiers préfèrent leur condition modeste à une promotion qui les ferait entrer dans un ordre social dont ils ne pourraient supporter les charges, et où ils ne seraient que des étrangers et des intrus. Un caporal qui n'a que quarante francs par semaine, dont il faut déduire les retenues, et dont souvent la femme est la blanchisseuse du régiment, se trouverait très-dépaysé et très-obéré, s'il était obligé, avec une modeste augmentation de traitement, de se transformer en *gentleman*, et si sa femme était forcée de vivre de ses rentes. Il est très-facile de parler de démocratiser l'armée, mais en même temps il faudrait démocratiser



Voyage de l'Empereur à Londres. — Entrée de Leurs Majestés à Windsor (16 avril 1855). (Page 186, col. 1.)

la société, ce qui est une opération plus longue et plus difficile. Nous voyons qu'on cite souvent en Angleterre l'exemple de la France, où chaque soldat, selon le proverbe, a un bâton de maréchal dans sa giberne, on rappelle à tous propos les noms des grands capitaines de la Révolution et de l'Empire, qui, de simples soldats sont devenus maréchaux, princes et rois; il faudrait se souvenir aussi que cette démocratisation de l'armée française a été précédée et accompagnée de celle de la France entière, de l'abolition des priviléges, et l'abolition des classes, de l'abolition du droit d'aînesse, en un mot, de la Révolution [1]. »

Les souffrances de l'armée de Crimée n'avaient pas seulement excité la colère des Anglais, mais encore leur vive pitié. Des souscriptions s'étaient ouvertes, et la renommée des touchants exploits de nos sœurs de charité amena un dévouement désormais historique. Une femme jeune et belle, miss Florence Nightingale, fille de William Shore Nightingale, riche propriétaire du Hampshire, réunissait en elle tous les dons de la nature et de la fortune. Elle pouvait faire l'ornement des cercles aristocratiques. Versée dans les sciences, dans la littérature et dans les arts, joignant la connaissance des langues mortes à celle des principaux idiomes qui se parlent en Europe, elle avait parcouru les plus curieuses parties du monde. Son caractère, où les grâces de la jeunesse se mêlaient aux agréments de l'esprit, attirait à elle les hommages d'une société choisie. C'est du haut de cette situation brillante que miss Nightingale voulut descendre pour aller, dans les hôpitaux d'Orient, rivaliser d'humanité évangélique avec les filles de Saint-Vincent de Paul que la France avait envoyées auprès de ses pauvres soldats. Elle réunit autour d'elle quelques femmes dévouées, et partit à leur tête pour accomplir là-bas une noble mission de charité. L'Angleterre admira sa résolution. Mais cet exemple n'eut pas beaucoup d'imitatrices, et le dévouement moins bruyant de nos sœurs n'en parut que plus chrétien et plus vrai.

Cette infériorité de l'armée britannique n'indisposait nullement les Anglais contre la France. Au contraire, ils citaient sans cesse avec éloges notre organisation militaire. Ils nous savaient gré de l'assistance que partout, dans les camps et dans les batailles, nous avions généreusement donnée à leurs soldats. Aussi, reçurent-ils avec joie l'annonce d'un voyage que devait faire à Londres l'Empereur Napoléon III. Ils préparèrent une véritable ovation à leur allié, l'héritier des Napoléons.

§ 17. VOYAGE DE L'EMPEREUR NAPOLÉON III A LONDRES (AVRIL 1855); TRAITÉ D'ALLIANCE AVEC LE PIÉMONT; CONFÉRENCES DE VIENNE (MARS-AVRIL).

L'Empereur et l'Impératrice s'embarquèrent à Calais le 16 avril; escortés par plusieurs bâtiments anglais, ils arrivèrent le même jour à Douvres, où les attendait le prince Albert et une magnifique réception. Le chemin de fer les conduisit bientôt à Londres, et tout le long du parcours le convoi fut l'objet d'une ovation. A la station de Londres, l'œil des visiteurs fut charmé par une profusion inouïe de fleurs qui donnaient à toutes les plates-formes du rail-way l'aspect d'un jardin anglais. Pour se rendre à Windsor l'Empereur et l'Impératrice traversèrent une partie de Londres, au milieu des fleurs, des drapeaux, des brillants uniformes, des acclamations, des airs nationaux de France et d'Angleterre. Ils reprirent le chemin de fer de l'ouest et arrivèrent au château de Windsor avec un retard de plus de quatre heures. Un magnifique arc de triomphe était dressé devant le château.

La reine attendait ses hôtes, entourée des grands officiers de la couronne et des ministres. Les fêtes commencèrent et ne furent pas interrompues durant tout le séjour des augustes visiteurs. Le mardi, l'Empereur reçut plusieurs députations, entre autres celles de la cour de Lieutenance et de la Cité de Londres, celle des marchands et des banquiers, celle de la Cité de Londres qui, par l'organe du lord-maire, l'invita à venir visiter Guildhall. Les revues, les banquets se succédèrent.

Le mercredi, la reine fit réunir à trois heures le chapitre de l'ordre de la Jarretière, afin qu'il eût à admettre l'Empereur comme membre de l'ordre. Trois salles avaient été préparées : la salle de musique, la salle de réception et la salle dite *de la Jarretière*, dont le milieu était occupé par une grande table recouverte de velours violet. Les chevaliers qui devaient assister à la cérémonie se réunirent dans la salle de musique : dix-neuf étaient présents. Rien de plus curieux que le costume de la Jarretière. Un grand manteau de velours bleu, à queue traînante, relevé d'un collet en soie rouge, autour duquel descend le collier ordinal, donne un aspect majestueux aux nobles chevaliers, qui appartiennent aux plus grandes familles du Royaume-Uni. Après s'être rangés sur une seule ligne, selon la date de leur nomination, ils se mirent en marche processionnellement et prirent place dans la salle de la Jarretière, autour de la table violette. L'Empereur arriva, précédé de deux hérauts de l'ordre en robe rouge, accompagné du prince Albert et du duc de Cambridge. La reine Victoria et l'Impératrice entrèrent ensuite. L'évêque d'Oxford se leva, et, après avoir pris l'agrément de la reine, lut les statuts de l'ordre et proclama l'élection. L'Empereur s'étant approché de la reine, en reçut deux fois l'accolade. Il fit ensuite le tour de la table, et donna la main à chacun des chevaliers qui se tenaient debout. Le soir eut lieu un banquet auquel furent conviés les chevaliers.

La Cité de Londres, qui est une véritable souveraine en Angleterre, voulut faire à l'Empereur et à l'Impératrice une réception digne de ses hôtes et de ses anciennes traditions. Une longue tente, ornée de drapeaux tricolores et garnie de gradins où avait pris place une foule privilégiée, conduisait à la grande salle de Guildhall, où devait être présentée l'adresse des corporations. Deux trônes en velours écarlate avaient été élevés au fond de la salle qu'ornaient partout des faisceaux d'armes et des trophées de drapeaux. L'Empereur et l'Impératrice prirent place sur le trône : le lord-maire, entouré de toute la lieutenance, des aldermen et de la cour du Common Council, s'avança et salua. Le secrétaire lut l'adresse de la corporation de la Cité de Londres. L'Empereur, à la grande satisfaction de l'assistance, y répondit en anglais. Sa réponse mérite d'être reproduite :

« Après l'accueil cordial que j'ai reçu de la reine, rien ne pouvait me toucher plus que les sentiments que vous venez, au nom de la Cité de Londres, d'exprimer à l'Impératrice et à moi, car la Cité de Londres

1. *Revue des Deux-Mondes* (15 mars 1855), *l'Angleterre et la guerre*, par M. John Lemoine.

représente tout ce qu'il y a de ressources, pour la civilisation comme pour la guerre, dans un commerce qui embrasse l'univers. Quelque flatteurs que soient vos éloges, je les accepte, parce qu'ils s'adressent bien plus à la France qu'à moi-même. Ils s'adressent à la nation dont les intérêts aujourd'hui sont partout confondus avec les vôtres. Ils s'adressent à l'armée et à la marine, unies aux vôtres par une si héroïque communauté de périls et de gloire. Ils s'adressent à cette politique des deux gouvernements qui s'appuie sur la vérité, sur la modération, sur la justice.

« Quant à moi, j'ai conservé sur le trône pour le peuple anglais les sentiments d'estime et de sympathie que je professais dans l'exil, lorsque je jouissais ici de l'hospitalité de la reine; et si j'ai conformé ma conduite à ma conviction, c'est que l'intérêt de la nation qui m'avait élu, comme celui de la civilisation tout entière m'en faisait un devoir.

« En effet, l'Angleterre et la France se trouvent naturellement d'accord sur les grandes questions de politique ou d'humanité qui agitent le monde. Depuis les rivages de l'Atlantique jusqu'à ceux de la Méditerranée, depuis la Baltique jusqu'à la mer Noire, depuis l'abolition de l'esclavage jusqu'aux vœux pour l'amélioration du sort des contrées de l'Europe, je ne vois dans le monde moral comme dans le monde politique, pour nos deux nations, qu'une même route à suivre, qu'un même but à atteindre. Il n'y a donc que des intérêts secondaires ou des rivalités mesquines qui pourraient les diviser. Le bon sens à lui seul nous répond de l'avenir.

« Vous avez raison de croire que ma présence parmi vous atteste encore mon énergique concours pour la guerre, si nous ne parvenons pas à obtenir une paix honorable, et dans ce cas, malgré des difficultés sans nombre, nous devons compter sur le succès, car non-seulement nos soldats et nos marins sont d'une valeur éprouvée, non-seulement nos deux pays possèdent d'incomparables ressources, mais surtout, et c'est là leur immense avantage, ils sont à la tête de toutes les idées généreuses. Les regards de ceux qui souffrent se tournent toujours instinctivement vers l'Occident. Aussi nos deux nations sont encore plus fortes par les idées qu'elles représentent que par les bataillons et par les vaisseaux dont elles disposent.

« Je suis bien reconnaissant envers la reine de ce qu'elle m'a procuré cette occasion solennelle de vous exprimer mes sentiments et ceux de la France dont je suis l'interprète. Je vous remercie, en mon nom et en celui de l'Impératrice, de la franche et chaleureuse cordialité avec laquelle vous nous avez accueillis. Nous remporterons en France l'impression profonde, que laisse dans les âmes faites pour le comprendre le spectacle imposant qu'offre l'Angleterre, où la vertu sur le trône dirige les destinées du pays, sous l'empire d'une liberté sans danger pour sa grandeur. »

D'immenses acclamations suivirent ce discours et se prolongèrent même assez longtemps. Lorsque les applaudissements furent calmés, les présentations commencèrent. Ensuite, l'Empereur et l'Impératrice, précédés de la lieutenance, des aldermen et de la cour du Common Council, suivis de toute leur maison, de l'ambassade française et d'une grande partie du corps diplomatique, furent introduits dans la salle des aldermen où les attendait un somptueux déjeuner.

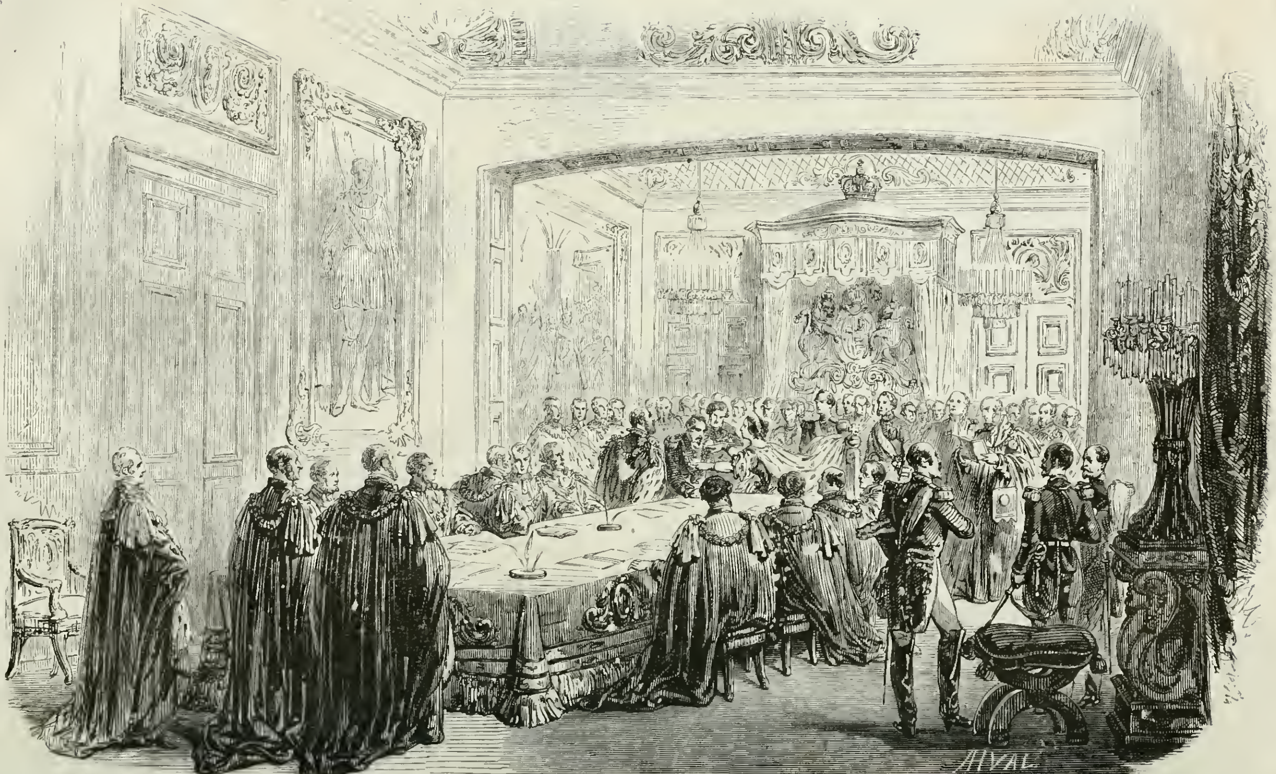
L'Empereur et l'Impératrice ne sortirent de Guildhall qu'à quatre heures. La Cité était pleine d'une population immense composée surtout d'ouvriers de tous les états qui faisaient entendre les hourras les plus enthousiastes. A partir de Temple-Bar, dans le Strand, la foule se composait principalement de la classe commerçante, des employés des administrations publiques et particulières. Dans Piccadilly et à Hyde-Park-Corner, en face la statue de Wellington, on ne voyait plus de piétons; mais sur quatre ou cinq rangs se tenaient immobiles les riches voitures armoriées de l'aristocratie anglaise. L'enthousiasme était aussi vif que dans les classes populaires. Toutes les rues que le cortége traversait étaient ornées des drapeaux unis de l'Angleterre et de la France; il n'y avait pas une maison qui ne fût pavoisée. L'imagination anglaise s'était donné carrière. Partout des drapeaux, des portraits de l'Empereur, des inscriptions de : *Alma*, *Inkermann*, *Balaklava*, etc. C'est à travers tous ces emblèmes et ces démonstrations que le cortége impérial arriva à Albert-Gate, chez le comte Walewski, ambassadeur de France, où le corps diplomatique fut présenté à l'Empereur.

M. de Beaumont-Vassy qui vient de publier un nouveau volume de son intéressante *Histoire de mon Temps*, raconte un petit incident de cette réception. L'Empereur apercevant le ministre des Etats-Unis, M. Buchanan, l'invita à venir à Paris voir l'Exposition universelle qui allait s'ouvrir. M. Buchanan répondit qu'il allait très-prochainement repartir pour les États-Unis, ce qui lui rendait difficile de visiter l'Exposition française. « La vapeur abrége bien les distances, observa l'Empereur, — c'est vrai reprit M. Buchanan, et il y a moins loin peut-être de Paris à Washington que de Paris à Sébastopol où Votre Majesté va, dit-on, se transporter. — Ceci est mon affaire et personne n'en sait rien » dit l'Empereur visiblement mécontent de cette sorte d'interpellation directe et peut-être aussi du ton de son interlocuteur.

Le soir la cour d'Angleterre assista, avec ses hôtes, à une représentation à l'Opéra. La ville était inondée de lumière comme en plein soleil. A Londres toutes les illuminations se font au gaz. Au théâtre, la loge de la reine occupe le centre même de la salle et l'espace de cinq ou six loges ordinaires. Elle avait été tendue en satin blanc avec des bouquets de fleurs. Un dais gigantesque en soie rose voilée de dentelles s'élevait au-dessus de la loge. La salle entière avait reçu une décoration analogue. De longues bandes en satin blanc, relevées de guirlandes d'or et de fleurs, couraient tout autour de la salle entre les différents étages des loges. La salle offrait un coup d'œil magique; l'aristocratie tout entière s'y était donné rendez-vous pour recevoir dignement l'Empereur.

La journée du vendredi fut consacrée à la visite du palais de cristal de Sydenham. Le samedi fut le jour des adieux et du départ. Le temps le plus magnifique n'avait cessé d'accompagner l'Empereur et l'Impératrice dans leur voyage.

Cet accueil fait au souverain de la France par l'Angleterre resserra, d'une manière plus étroite, les liens que de communs périls et de communs triomphes nouaient entre les deux pays. Malheureusement, au retour de ce brillant voyage, l'Empereur fut l'objet d'une odieuse tentative d'assassinat. Le samedi 28 avril, vers cinq heures du soir, il se promenait à cheval dans les Champs-Élysées lorsqu'à la hauteur du Château des Fleurs, un



Réception de l'Empereur comme chevalier de l'ordre de la Jarretière (avril 1855). (Page 186, col. 2)

Italien nommé Pianori, appartenant à la faction démagogique, s'approcha et tira sur lui deux coups de pistolet. L'Empereur ne fut pas atteint. Sans perdre de son calme, il continua au pas sa promenade pour rejoindre l'Impératrice au bois de Boulogne.

« L'Impératrice éprouva l'émotion la plus vive en apprenant cet attentat. Par une circonstance singulière, elle se trouvait avoir contribué à sauver l'Empereur, détail peu connu et parfaitement exact. Son écuyer étant atteint d'une indisposition le jour de cette promenade, l'Empereur, au moment du départ, avait ordonné à l'un des deux officiers qui l'accompagnaient, de rejoindre la voiture de l'Impératrice et de l'escorter. Mais en voyant arriver cet officier, M. de Valabrègue, et par une sorte de prescience, l'Impératrice avait insisté pour qu'il retournât auprès de l'Empereur. Celui-ci s'avançait alors dans les Champs-Elysées n'ayant auprès de lui que le colonel Edgard Ney qui protégeait sa gauche. M. de Valabrègue rejoignit au rond-point l'Empereur couvert dès lors des deux côtés et cette circonstance gêna singulièrement les mouvements de Pianori dont elle contribua puissamment à faire avorter le dessein. Dès que la nouvelle de l'attentat se fut répandue dans le bois de Boulogne, beaucoup de cavaliers et d'amazones cherchèrent les deux souverains et, formant un groupe autour d'eux leur firent une escorte au retour. l'Impératrice n'était pas maîtresse de son émotion et ne pouvait retenir ses larmes[1]. »



Le comte Walewski.

1. Beaumont-Vassy, *Histoire de mon Temps.*

La population manifesta par ses acclamations enthousiastes sa joie de voir les jours de l'Empereur hors de danger et sa réprobation contre la criminelle tentative dont il avait failli devenir victime. L'assassin avait été immédiatement arrêté par les personnes qui se trouvaient là. Traduit devant la cour d'assises il fut condamné à mort et exécuté.

Lorsque le Sénat vint féliciter l'Empereur d'avoir échappé à un si grand péril, Napoléon III répondit par des paroles significatives : « Je remercie le sénat des sentiments qu'il vient de m'exprimer. Je ne crains rien des tentatives des assassins; il est des existences qui sont les instruments des décrets de la Providence. Tant que je n'aurai pas accompli ma mission, je ne cours aucun danger. »

Ce crime venait du parti exalté, de la faction démagogique, on n'en accusait nullement l'Italie qui à ce moment se rattachait à nous par un de ses plus importants royaumes. Le Piémont n'occupait en Europe qu'un rang très-inférieur. Mais il était gouverné par un prince hardi et un ministre habile. Victor-Emmanuel et le comte de Cavour rêvaient pour leur pays un grand avenir. Une occasion s'offrait d'acquérir l'amitié de la France et de l'Angleterre, ils la saisirent. Ils signèrent avec elles un traité d'alliance offensive et défensive le 26 janvier 1855, traité que le parlement ratifia. Ils démontraient ainsi en prenant part à la lutte contre la Russie que le Piémont s'était relevé des désastres de 1848. Les puissances occidentales lui surent gré du concours qu'il leur apportait, moins pour l'appui matériel qu'allait leur donner l'armée sarde, qui cependant n'était pas à dédaigner, que pour la force morale et l'exemple.

Le roi de Sardaigne rendait aussi plus difficile la situation de l'Autriche, car celle-ci se souciait encore moins d'une alliance dans laquelle elle se trouverait avec son ennemi de la veille et probablement du lendemain. L'Autriche, se laissant guider par de mesquins sentiments, refusait toujours de participer à la guerre, et l'échec de nouvelles négociations ouvertes à Vienne pour la paix, allait prouver le peu de sincérité du cabinet autrichien dans ses menaces contre la Russie. Cet échec allait le mettre en demeure d'embrasser tout à fait la cause de l'Occident, et nous verrons qu'il recula encore devant cette mise en demeure comme il avait fait devant toutes les autres.

Pour empêcher l'Autriche de signer le traité du 2 décembre 1854, la Russie avait déclaré accepter les garanties demandées dans les notes du 8 août. Le traité n'en fut pas moins signé, et la Russie, n'osant pas se dédire, consentit à l'ouverture de sérieuses négociations. Après d'assez longs pourparlers les puissances alliées voulurent bien discuter avec la Russie dans une conférence qui se tiendrait à Vienne.

La Russie se fit représenter à cette conférence par un de ses plus habiles diplomates, le prince Gortschakoff. La France et l'Angleterre étaient représentées par leurs ambassadeurs à Vienne, et de plus y envoyèrent chacune un homme d'État éminent, la première, M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères, la seconde, lord Russel, membre du cabinet britannique. Toutefois, ces deux derniers personnages n'arrivèrent qu'au moment critique des négociations, dans le mois d'avril. La conférence s'était ouverte le 15 mars sous la présidence du comte Buol, ministre des affaires étrangères d'Autriche. Les plénipotentiaires avaient pris toutes les précautions possibles pour enfermer le diplomate russe dans un cercle bien déterminé, dont il reconnût lui-même les limites et duquel il ne pût essayer de sortir par un faux-fuyant. On força le plénipotentiaire russe à déclarer d'avance qu'il acceptait les bases de la négociation, telles qu'on les posait et surtout telles qu'on les lui interprétait. Ce luxe de précautions indiquait bien qu'on avait affaire à une puissance qui aime les doubles interprétations, et toujours prête à glisser entre les mains de ceux qui veulent la saisir. Les bases de la négociation étaient les quatre garanties que nous retrouverons à la paix définitive, mais plus accentuées et agrandies. Au protectorat que la Russie s'était arrogé sur les Principautés Danubiennes, on substituait le protectorat collectif des puissances. La liberté de la navigation du Danube devait être assurée. Ces deux premiers points passèrent avec des modifications qu'obtinrent les plénipotentiaires russes. Le troisième concernait la révision du traité des détroits, dit du 13 juillet 1841. C'était le point capital. Il s'agissait, en effet, de prévenir le retour d'une attaque de la Russie contre la Turquie, en limitant les forces navales des deux puissances dans la mer Noire. Le projet de limitation était français, mais admis par l'Angleterre et approuvé par l'Autriche. Les plénipotentiaires russes bataillèrent fort sur ce point qu'ils refusaient d'accepter. Ils s'attirèrent même dans la discussion de dures vérités. Ils cherchèrent à gagner du temps, demandèrent des instructions à St-Pétersbourg. Mais à la fin on vit bien qu'on ne pourrait s'entendre. L'empereur Alexandre II qui n'avait pas voulu, à son avénement, rompre les négociations, se savait encore de force à lutter, et la résistance de Sébastopol lui donnait des espérances. On se sépara donc à la fin d'avril sans avoir pu aborder le quatrième point, le protectorat religieux du tzar sur les chrétiens de l'empire ottoman.

M. Drouyn de Lhuys avait mis toute son âme et tout son talent à ces négociations. La rupture de la conférence fut pour lui un vif désappointement. Il voyait la paix lui échapper au moment où, après de laborieuses négociations, il croyait l'atteindre. Il chercha à la ressaisir par un plan d'alliance avec l'Autriche. Cette puissance qui n'avait pas fait de la rupture de la conférence un cas de guerre, s'engageait à prendre les armes contre la Russie, dans le cas où cette dernière ramènerait ses forces navales de la mer Noire, à l'effectif qu'elles avaient en 1853. M. Drouyn de Lhuys voyait là un moyen de sortir des difficultés. C'était, à ses yeux, une alliance étroite entre les puissances occidentales et l'Autriche. On pouvait conclure la paix puisque dans le cas où l'ambition russe deviendrait de nouveau menaçante, l'Autriche ferait cause commune avec l'Occident. Ce ne fut pas l'avis de l'Empereur qui revenait de Londres et s'entendait plus que jamais avec le cabinet britannique. Une paix conclue à cette époque, lorsque les succès militaires étaient incomplets, lorsque surtout elle ne renfermait pas la Russie dans des limites précises et ne lui portait pas un coup sensible, eût été une paix funeste. Ce désaccord amena la retraite de M. Drouyn de Lhuys qui donna sa démission le 4 mai.

Notre ambassadeur à Londres, M. le comte Walewski, était désigné par sa position même pour le

remplacer. Au moment où l'alliance anglaise devenait l'appui politique de l'Empereur, celui qui avait contribué à la nouer, à la resserrer, devenait naturellement le chef des affaires étrangères. Le comte Colonna Walewski est fils d'une Polonaise et il est né en 1810. Tout jeune il montra une précoce activité d'esprit, et à l'âge de dix-neuf ans, il alla à Londres entamer des négociations en faveur de la Pologne avec les hommes d'État les plus éminents de l'Angleterre. Sous le gouvernement de Juillet il voulut prendre du service sous les drapeaux français et devint capitaine dans un régiment de hussards. L'oisiveté des garnisons le dégoûta bien vite du métier. Il donna sa démission, entra dans le journalisme et dans la littérature. M. Thiers, en 1840, lui ouvrit la carrière diplomatique en lui donnant une mission en Égypte. M. Walewski remplit ainsi plusieurs missions jusqu'en 1848. Lié avec des personnes les plus dévouées au Président de la République, il parcourut vite les derniers échelons de l'échelle diplomatique et la confiance de l'Empereur, en 1854, l'appela au poste d'ambassadeur à Londres. M. Walewski devait avoir, comme ministre des affaires étrangères, l'honneur de présider l'un des congrès les plus glorieux pour la France, le congrès de 1856.

La retraite de M. Drouyn de Lhuys faisait évanouir les dernières chances de paix : les regards se tournèrent plus que jamais vers la Crimée, où l'on demandait des actions décisives.

§ 18. LA SITUATION EN CRIMÉE AU MOIS DE MAI 1855; DÉMISSION DU GÉNÉRAL CANROBERT (20 MAI).

En Crimée, le beau temps revenait et avec lui l'espérance au cœur de nos soldats. « Vous vous feriez difficilement, écrivait-on au milieu d'avril, une idée du bien-être qu'apporte à notre armée le retour du beau temps. Les rayons du soleil produisent sur tout le monde un effet semblable à celui de la santé qui revient à un homme atteint de maladies dangereuses. Autant l'existence était difficile en hiver, autant paraît-elle facile et même agréable à l'heure actuelle [1].

« Tout se fait maintenant avec une facilité merveilleuse. La mer, devenue moins houleuse, permet aux navires de la traverser promptement, et notre baie de Kamiesh voit chaque jour se grossir le nombre des vapeurs ou des voiliers qui arrivent chargés de provisions de toute espèce. La circulation à travers les camps n'est plus qu'un jeu. Tandis que, pendant l'hiver, douze ou quatorze chevaux arrachaient difficilement de la boue un caisson peu chargé, un nombre bien inférieur de mulets fait plusieurs fois par jour le même trajet avec une charge double. Des télégraphes élevés sur tous les points du camp activent la propagation des ordres. Les chevaux, si horriblement décimés par les tourments du bivac en plein air, s'abritent actuellement sous de vastes toits en planches et derrière de larges toiles tendues dans le sens d'une muraille. Dans chaque division ou à peu près, des ateliers de charronnage et de sellerie offrent le moyen de réparer les fourgons et les harnachements. Sur les hauteurs de Kamiesh, un four à chaux brûle continuelment pour fournir aux besoins des petites constructions jugées nécessaires et surtout pour donner les moyens de consumer les cadavres dont la pourriture, sous l'ardeur du soleil, amènerait sans doute l'infection et la mort.

« Ces différentes améliorations nous permettent d'attendre avec plus de patience la prise tant désirée de la ville ennemie ; et, supposé même le siége heureusement terminé, elles nous assurent un point solide de ravitaillement pendant les excursions probables de l'armée à travers la Crimée.

« Une des idées les plus providentielles en notre faveur est celle de la construction et de l'emploi des baraques portatives. Grâce à ces maisons que le matin voit commencer et que le soir trouve achevées, nous

1. En attendant les travaux de tranchées, les surprises de nuit continuaient et aussi les expéditions isolées, les traits d'audace. Un zouave, nommé Genty, se déguisait quelquefois en Russe, afin de pénétrer plus avant dans les lignes de défense des assiégés. Une nuit, qu'affublé de la grande capote moscovite et coiffé de la casquette plate sans visière, il rôdait à plat ventre cherchant à éventer les mèches des machines infernales, il vit ramper à ses côtés, et à plat ventre comme lui, un enfant perdu dont il reconnut l'uniforme de zouave aux lueurs d'un feu de Bengale qui jaillissait en ce moment du sommet de Malakoff.

Sa première idée fut que le zouave allait s'élancer vers lui, croyant attaquer un Russe, et il se préparait à se faire reconnaître à l'aide du mot sacramentel de *chacal*, lorsque le zouave s'arrêta tout court, se retourna, s'asseyant au repos, et, profitant d'un dernier rayonnement du feu de Bengale, lui envoya un signe tout à fait amical. « Canaille ! pensa Genty, qui aurait jamais supposé qu'un zouave pût déserter ? Attends, je vais te remettre dans le sentier du devoir. » Et rejetant sa carabine en bandoulière, il bondit vers le déserteur, le saisit d'une main par le plastron de son sabre-baïonnette. « Tu vas me suivre, ou je t'éventre, » dit-il en assourdissant sa voix autant que possible, de peur d'éveiller l'attention des sentinelles avancées de l'ennemi, qu'il entendait marcher à quelques pas de là. Mais le prétendu zouave, au lieu de se défendre, se prit à rire et frappa sur l'épaule du faux Russe en lui débitant une phrase moscovite.

Genty comprenant alors la situation, renverse le Russe en arrière, lui applique une main sur la bouche pour l'empêcher de crier au secours, s'agenouille sur sa poitrine, déroule sa ceinture, lui en cravate la figure, le désarme, l'oblige à se relever, et avec l'aide de sa baïonnette faisant fonction d'aiguillon, ramène prisonnier dans nos lignes cet enfant perdu de Sébastopol, qui s'était travesti en zouave pour étudier les secrets de nos travaux d'attaque.

Une autre fois, Genty ayant pénétré dans l'un des faubourgs de Sébastopol, à la tête d'une douzaine de zouaves, s'éloigna de ses camarades, et trompé par l'obscurité, accosta une sentinelle russe. Croyant avoir affaire à un Français, il donna le signal convenu de reconnaissance, signal consistant à frapper deux coups secs sur la crosse du fusil, et à dire *chacal*.

Le Russe répète le signal ; Genty, surpris et indécis, hésite ; il ne sait s'il doit avancer ou reculer, et tout à coup se trouve cerné par une vingtaine de Russes, commandés par un sergent ; le sang-froid lui revient alors en face du danger : il fait feu, croise la baïonnette et s'écrie : *A moi ! les zouaves !* Les Russes, ne pouvant croire qu'un seul homme osât ainsi leur tenir tête, et craignant qu'il ne fût appuyé par une troupe nombreuse de Français, prennent la fuite. Le sergent plus brave qu'eux, s'élance sur Genty et lui porte un coup de baïonnette ; mais il le manque, et son arme se brise contre un rocher derrière lequel Genty venait de se mettre en garde.

Genty alors saisit le canon de fusil du sergent, puis le sergent lui-même, et lui étreignant le cou à l'étrangler, le ramène au pas accéléré vers la tranchée, près de laquelle il rencontre ses camarades fort inquiets de son sort.

Quelquefois notre zouave s'en allait butiner dans les faubourgs : il rapportait une salade, des bottes de radis qui avaient un grand succès au camp. L'ordinaire de quelques officiers s'augmentait de ces primeurs. Chaque fois qu'il n'était pas de garde, notre zouave, malgré les représentations de ses camarades, s'en allait faire, malgré la mitraille et la fusillade, son périlleux métier de jardinier nocturne. Un soir il partit, mais ne revint pas. (V. *Souvenir d'un zouave devant Sébastopol*, par le docteur Maynard.

n'avons plus rien à craindre des intempéries des saisons pour les malades et pour les provisions de toute espèce, nécessaires à la vie de tant d'hommes. Notre baie de Kamiesh est devenue semblable à un véritable village : cinq cents maisons au moins couvrent ses rivages ; les pauvres blessés y trouvent un abri certain ; les magasins d'habillement, de provisions de bouche, de fourrage, d'armes et d'outils y sont à couvert ; les bureaux des administrations leur demandent un toit, les menuisiers, les forgerons, les marchands y travaillent et y vendent sans être interrompus par l'orage. Tout le monde, enfin, se réjouit de profiter d'un



Le tabac de la souscription. (Page 192, col. 1.)

bienfait que l'hiver nous a appris à estimer doublement. »

Les nombreux envois faits de France et provenant des souscriptions patriotiques ranimaient aussi nos soldats. On leur distribuait de temps à autre des cigares, du tabac qu'ils fumaient avec délices dans les tranchées en pensant à la patrie absente. On leur distribuait une foule de petits objets qui attestaient les préoccupations du pays pour leur bien-être. Aussi ne demandaient-ils qu'à marcher à l'ennemi, qu'on les lançât contre Sébastopol, ou qu'on les conduisît contre l'armée russe.

Si l'on ne se décidait pas à un assaut meurtrier, c'était l'heure, en effet, des opérations actives dans la campagne. On pouvait éloigner l'armée russe et achever d'investir la place. L'investissement, comme ne cessait de le répéter le général Niel, devenait de plus en plus nécessaire. Il y avait donc de graves résolutions à prendre. Mais c'est alors que se produisirent des tiraillements, des embarras presque inévitables quand il n'y avait point d'unité de commandement.

Lord Raglan et le général Canrobert que secondait Omer-Pacha avec son armée, avaient fixé l'assaut à la fin d'avril, mais l'annonce de l'arrivée prochaine d'une armée de réserve et probablement de l'Empereur Napoléon avaient engagé les généraux à différer encore.

Les Anglais proposèrent, en attendant une diversion, une expédition, contre Kertch. « Profitons, disait lord Raglan, du temps qui nous reste avant l'arrivée du corps de réserve, pour explorer Kertch, le détroit de Yéni-Kalé, séparer l'Asie de l'Europe et enlever aux Russes les moyens de ravitaillement qu'ils tirent de la mer d'Azoff. Il est d'autant plus urgent de se presser,



Le général la Marmora, général en chef de l'armée piémontaise.

ajoutait-il, que les Russes travaillent à obstruer le passage, et que chaque jour de retard double les difficultés et ôte à cette entreprise des chances favorables de succès. » Lord Raglan avait cédé sur la question de l'assaut, il n'en tenait que plus fortement à celle de l'expédition de Kertch. Le général Canrobert consentit, des troupes françaises partirent sous les ordres du général d'Autemarre et des troupes anglaises sous les ordres du général Brown. Le siége reprit son cours ordinaire.

Les travaux étaient dirigés par le général Niel que l'Empereur avait désigné pour remplacer le général Bizot. Bientôt nous ne fûmes plus qu'à 70 mètres du bastion du mât : du côté des attaques de gauche, les Français et les Russes se touchaient presque. Les Russes redoublèrent d'activité pour construire très-près de nos ouvrages des embuscades qui reliées entre elles ne tardaient pas à former une première ligne de défense. Ils venaient de construire un de ces réduits près du bastion central d'où ils pouvaient nous faire beaucoup de mal lors de l'assaut et qu'ils se préparaient à changer en place d'armes. Le général Pélissier, com-

mandant le premier corps voulait enlever cet ouvrage. Le général Canrobert ne voulait pas donner l'autorisation. Sachant les projets d'investissement, il craignait de s'établir trop près de la place dans des positions qu'on ne garderait qu'avec de grands sacrifices d'hommes. D'un autre côté le général Pélissier objectait avec raison que l'ouvrage grandissait tous les jours : « Sous peu, disait-il, entièrement relié, il fera partie du corps de la place et nécessitera un siége comme le reste, un siége véritable avec des sacrifices réellement plus grands que le coup de main que je vous ai proposé et que nos chefs de service jugent utile pour la sécurité de nos tranchées et de nos propres batteries. S'il m'était donné de décider, je n'hésiterais pas. L'ardeur des Russes à pousser ainsi en avant, à nous créer cet obstacle, à travailler quand même sous le feu le plus nourri d'artillerie et de mousqueterie, montre quelle importance ils attachaient à cette nouvelle création. Elle nous donne la mesure des batteries que nous devons y porter. » Le général en chef se rendit à ces raisons, et le 1er mai envoya l'ordre d'enlever cet ouvrage.

Dans la nuit du 2 mai trois colonnes d'attaque sont lancées contre l'ouvrage : deux doivent le tourner, l'autre l'aborder de front. Les généraux Bazaine et de la Motterouge sont à la tête des soldats. L'attaque est vive et heureuse. Nous restons maîtres de la position; les Russes rentrent dans la ville et alors leurs canons cherchent à nous foudroyer. Mais nos travailleurs se hâtent de placer des gabions : un grand nombre sont renversés, le travail ne s'arrête pas et continue toute la nuit : en arrière on s'occupe de relier l'ouvrage conquis à nos tranchées et notre artillerie répond avec succès au feu des batteries russes. Trois fois l'ennemi tente des retours offensifs, trois fois il est repoussé. Emportés par leur ardeur plusieurs de nos soldats le poursuivent même jusqu'aux escarpements du bastion central, des fougasses éclatent et les renversent victimes de leur intrépidité. Notre succès fut acheté par des pertes douloureuses; plusieurs officiers supérieurs succombèrent glorieusement, mais le jour, en éclairant le lieu du combat, montra le sol et les fossés de l'ouvrage jonchés de cadavres russes. Des prisonniers, des armes, des outils en grand nombre et neuf mortiers portatifs, trouvés en batterie, restèrent entre nos mains. D'un seul bond nous nous étions avancés de 150 mètres sur le bastion central. Le lendemain vers trois heures les Russes firent une sortie de jour pour reprendre l'avantage, mais ils furent encore repoussés dans une action courte et décisive à laquelle prit part le 1er régiment de voltigeurs de la garde, récemment arrivé.

C'est à ce moment que le général Forey quitta la Crimée pour aller prendre en Afrique le commandement de la division d'Oran auquel il était appelé. Il fit à sa division de nobles adieux et le général en chef exprima hautement dans un ordre du jour « sa satisfaction et sa reconnaissance pour les services signalés qu'il n'avait cessé de rendre dans la haute position du commandement du corps de siége devant Sébastopol qu'il a exercé avec une inébranlable et loyale énergie, pendant cinq mois des plus rudes épreuves. »

Sur ces entrefaites, le général Canrobert reçut du cabinet de l'Empereur une dépêche télégraphique lui ordonnant de concentrer immédiatement toutes ses forces pour agir à l'extérieur. Canrobert porta cette dépêche à lord Raglan et déclara qu'il se trouvait obligé de rappeler l'expédition de Kertch. Malgré l'opposition du général anglais, il envoya à la flottille française l'ordre de revenir. Ce fut un désappointement pour elle, et la flottille anglaise fut rappelée également. Lord Raglan ne cacha point son irritation : les deux généraux en chef se trouvèrent dès lors divisés et l'entente qui avait régné jusque-là, disparut.

Les renforts annoncés arrivaient : la garde impériale débarquait en Crimée. Les 15 000 hommes envoyés par le roi de Sardaigne vinrent se joindre aux troupes alliées sous les ordres du général Alphonse de la Marmora. « Un jour, dit Paul de Molènes, au milieu d'un champ presque vert, car le printemps commençait à refleurir en dépit des hommes sur notre terre sanglante, j'aperçus pour la première fois ces troupes élégantes que j'étais destiné à revoir dans une guerre si différente de celle où elles m'apparaissaient. Les hommes portent toujours avec eux quelque chose de leur patrie. Dans le poétique uniforme des bersaglieri, j'entrevis cette Italie que j'avais saluée jusqu'alors de si loin, en gagnant soit l'Afrique, soit la Turquie, à l'horizon des mers ou derrière les cimes des montagnes. Dans ses habitudes, dans ses allures, encore plus que dans ses vêtements, l'armée piémontaise nous apportait la figure, le caractère, le souffle du pays qui nous l'envoyait. Ainsi, au milieu de ce champ décoré d'une verdure naissante où j'arrivai une après-midi, une musique militaire bien dirigée, composée d'exécutants habiles et nombreux, jetait à nos oreilles assourdies par le canon une vive et légère harmonie. Que jouait cette musique? Je l'ai oublié; mais je me rappelle encore l'essaim d'images qu'elle a poussées dans mon esprit, tournoyant dans ses flots comme des atomes dorés dans un rayon de soleil.

« Rien de plus curieux également que les troupes égyptiennes qui débarquèrent en Crimée; malgré leurs costumes européens, ces guerriers enlevés aux rives du Nil, avaient quelque chose d'insolite que je considérais comme une bonne fortune pour mes yeux. Dans une grande revue qui fut passée près de Kamiesch, je me rappelle avec un plaisir tout particulier des sapeurs nègres, en tabliers rouges, qui semblaient appartenir uniquement à un royaume dont les intérêts pourtant n'étaient pas en jeu, le royaume de la fantaisie. »

L'armée anglaise renaissait aussi peu à peu de ses ruines. « Elle nous offrait ses passe-temps nationaux. A quelque distance de Balaclava, près d'un amas misérable de maisons que l'on appelait *Caranie*, s'étendait une vaste plaine où les Anglais avaient organisé des courses. Les chevaux de toute nature étaient admis dans ces fêtes hippiques, les bêtes délicates et précieuses appartenant à la cavalerie de nos alliés, les énergiques montures que nous fournit l'Algérie, enfin jusqu'à ces petits chevaux turcs et tartares que le ciel a faits pour les longues routes, les âpres sentiers et les rudes labeurs. Je prenais un plaisir extrême à ces courses qui empruntaient leur plus grand attrait aux circonstances et aux lieux. Les Anglais, qui sont accoutumés à défendre avec tant d'opiniâtreté leurs habitudes contre toutes les forces de la vie extérieure, apportaient dans ce divertissement une ardeur consciencieuse[1]. »

C'est à ce moment, lorsque les plus grandes difficultés étaient surmontées, lorsque le ciel redevenait

1. Paul de Molènes, *Commentaires d'un soldat.*

clément et l'armée joyeuse, que le général en chef Canrobert prit une résolution vraiment noble et digne des plus vertueux guerriers de l'antiquité. Il recevait de Paris l'ordre de songer à l'investissement de la ville, d'entreprendre une campagne à l'intérieur de la Crimée. Il comprenait l'importance du plan que lui envoyait l'Empereur et voulait l'exécuter. Lord Raglan élevait une foule d'objections. La ténacité britannique ne voyait d'autre moyen de s'emparer de Sébastopol que de s'acharner à l'attaque des fortifications sans s'inquiéter si l'ennemi recevait des renforts et des munitions. Un assaut, meurtrier sans doute, mais décisif, pouvait seul, selon lui, terminer la lutte. La froideur qui régnait déjà entre les commandants en chef de l'armée anglaise et de l'armée française s'augmenta. On ne pouvait prendre de décision. Le général Canrobert, plus préoccupé des intérêts de son pays que de sa personnalité, alla proposer à lord Raglan le commandement suprême de toutes les forces alliées afin d'assurer l'unité de direction. Il pria en même temps le général turc Omer-Pacha d'unir ses instances aux siennes.

Étonné d'abord de tant d'abnégation, mais aussi effrayé de la responsabilité qu'on lui offrait, lord Raglan se montra touché mais indécis. Il refusa, accepta, puis revint sur son adhésion et enfin accepta. Il se chargeait de continuer le siége et d'exécuter le plan de campagne de l'Empereur, sensiblement modifié et qui lui souriait médiocrement. Il demanda aussitôt, pour rendre ses troupes disponibles, que les troupes françaises occupassent les tranchées anglaises. Nous avions juste assez de monde pour fournir à la garde et à la défense des nôtres : nous ne pouvions nous affaiblir en développant outre mesure notre besogne. Le général Canrobert ne voulut pas souscrire à cette condition. Lord Raglan n'accepta plus rien. Le général en chef de l'armée française se trouva dans une fausse position. Il résolut d'en sortir et d'en sortir dignement.

Le 16 mai, à dix heures du matin, il envoya au ministre de la guerre une dépêche télégraphique dans laquelle, prétextant sa santé fatiguée, il priait l'Empereur de donner le commandement au général Pélissier. Quelques jours après, le 19 mai, dans une lettre à l'Empereur il expliquait les raisons qui lui avaient fait prendre cette détermination :

« Le peu d'effet relatif produit contre Sébastopol par les nombreuses et excellentes batteries des alliés; la non-attaque de nos lignes extérieures par l'ennemi; la réouverture du feu, attaque qui paraissait très-probable, et sur laquelle j'avais fondé des espérances d'un succès plus décisif que celui d'Inkermann; les ardues difficultés que je viens d'éprouver pour préparer l'exécution du plan de campagne de Votre Majesté, devenu *presque impossible* par la non-coopération du chef de l'armée anglaise, la position *très-fausse* que m'a créée ici, vis-à-vis des Anglais, le rappel subit de l'expédition de Kertch, à laquelle, je l'ai su depuis, ils attachaient une importance capitale, les exceptionnelles fatigues morales et physiques auxquelles depuis neuf mois je n'ai pas cessé un seul instant d'être soumis : toutes ces raisons, sire, ont produit dans mon âme une conviction, celle que je ne devais plus diriger désormais en chef une immense armée dont j'avais su conquérir l'estime, l'affection et la confiance.

« Dès lors mon devoir envers Votre Majesté, envers la patrie, était de m'effacer et de demander mon remplacement par le général pour lequel, dans sa sage prévoyance, l'Empereur m'avait confié une lettre de commandement en chef, et qui réunit les conditions de capacité, d'autorité morale, d'aptitude de conduire les grandes affaires et d'énergie, nécessaires pour amener à un heureux et sérieux résultat la vaste entreprise, dont la mort de mon prédécesseur et la volonté de l'Empereur m'avaient chargé. Le soldat et l'officier connaissent les qualités guerrières du général Pélissier; ils vont l'entourer de toute leur confiance; le concours de nous tous lui est complétement acquis, et je sais que le nouveau général en chef a en son succès la foi la plus vive.

« Votre Majesté me permettra-t-elle de lui dire que mon nom est trop connu des troupes, dont la confiante affection n'a cessé et ne cesse de m'honorer, pour que dans les circonstances présentes, je ne reste pas au milieu d'elles, afin de leur donner en face des fatigues et des périls l'exemple du dévouement au service et à la grandeur de l'Empereur et de la France?

« J'ose donc supplier Votre Majesté de me permettre de commander une simple division dans cette belle et héroïque armée, dont la conduite a honoré et honorera toujours la France. »

Et au ministre de la guerre il écrivait :

« L'armée que je laisse à mon successeur est sortie des plus rudes et des plus périlleuses épreuves, plus belle, plus remplie d'ardeur et de confiance, elle est une gloire pour la France et n'a cessé d'être pour moi une source de consolation par le dévouement dont elle m'a entouré jusqu'à ce jour : elle est prête à accomplir les plus grandes choses que lui demanderont le service et la gloire de l'Empereur. »

Lorsque le général Canrobert eut envoyé par le télégraphe la dépêche que nous avons rapportée plus haut, il manda le général Pélissier dans sa tente : « Général, lui dit-il, j'ai été longtemps sous vos ordres en Afrique, aujourd'hui c'est vous qui êtes sous les miens. De la haute position qui m'était confiée, j'ai dû vous étudier, et j'ai reconnu dans l'homme qui sait obéir sans murmurer, la rare qualité de l'autorité du commandement; cette autorité, il faut vous apprêter à l'exercer sur une grande échelle. »

Le général Pélissier le regarda avec étonnement.

« Écoutez-moi avec attention, continua le général Canrobert : les dissentiments qui se sont présentés, depuis quelques temps, entre lord Raglan et moi, ont rendu ma position fausse avec le chef de l'armée anglaise et, par suite, mes relations très-difficiles. Selon moi, dans les circonstances actuelles, ma personnalité, par suite de ce concours imprévu d'événements, créait de sérieux obstacles dans une situation déjà trop tendue. Dès lors, il était de mon devoir, pour le service de l'Empereur et envers mon pays, de me retirer; j'ai demandé à Sa Majesté de vous donner le commandement en chef, en me permettant de me remettre à la tête d'une division.

— Général, interrompit avec émotion le général Pélissier, ne faites pas cela, je vous en supplie; plus tard vous le regretterez amèrement.

— On ne regrette jamais de faire son devoir, » répondit simplement le général Canrobert.

Ce que ressentait le général Pélissier se trahissait dans sa voix. Des larmes involontaires roulaient dans ses yeux; et comme le général Canrobert s'étonnait

de l'émotion si grande qui se peignait sur ce visage mâle et guerrier.

« Oui, lui dit le général Pélissier, je ne le cache point, je suis profondément ému, non par la responsabilité qui va peser sur moi, mais par une si complète abnégation de soi-même; attendez encore, général.

— La dépêche est partie, dit le général en chef, la voici. » Et il la remit au général Pélissier. — Celui-ci se tut, et après avoir parcouru la dépêche, serra les deux mains du général Canrobert; puis les deux chefs se séparèrent. Cette scène est une des plus touchantes que l'on puisse retracer, et mérite que plus tard l'histoire l'enregistre dans ses souvenirs[1].

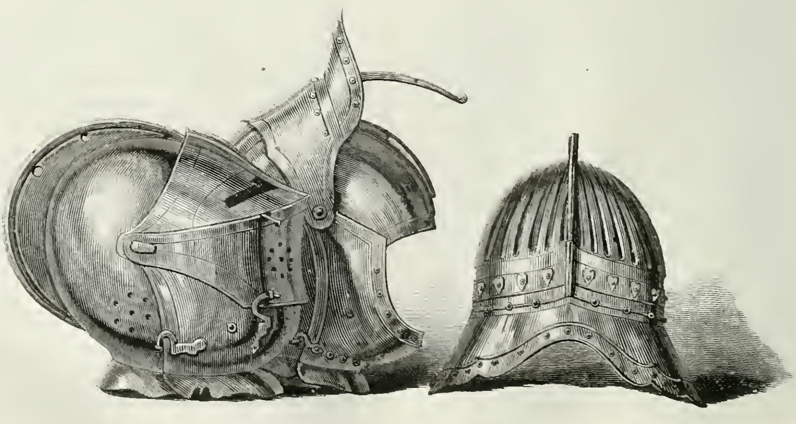
La réponse de l'Empereur arriva. Il acceptait la démission du général Canrobert et voulait que ce général commandât non une division, mais le corps d'armée du général Pélissier, nommé général en chef. Lorsqu'il eut reçu la dépêche, le général Canrobert convoqua les généraux de division et les chefs de service, leur fit connaître sa résolution et leur adressa ses adieux. « Celui qui va vous commander, dit-il en terminant, est déjà connu de tous par ses grands services militaires. Je remets entre vos mains une belle et vaillante armée, qu'il conduira à la victoire, et vous tous, messieurs les généraux, vous accorderez à mon successeur ce fidèle et infatigable appui qui a secondé et soutenu mes efforts, pendant les différentes épreuves que nous avons traversées; pour moi, j'ai demandé à l'Empereur et je demande à notre nouveau général en chef, non l'honneur du commandement important d'un corps d'armée pour lequel Sa Majesté a bien voulu me désigner, mais celui de reprendre ma place de combattant à la tête d'une division. »

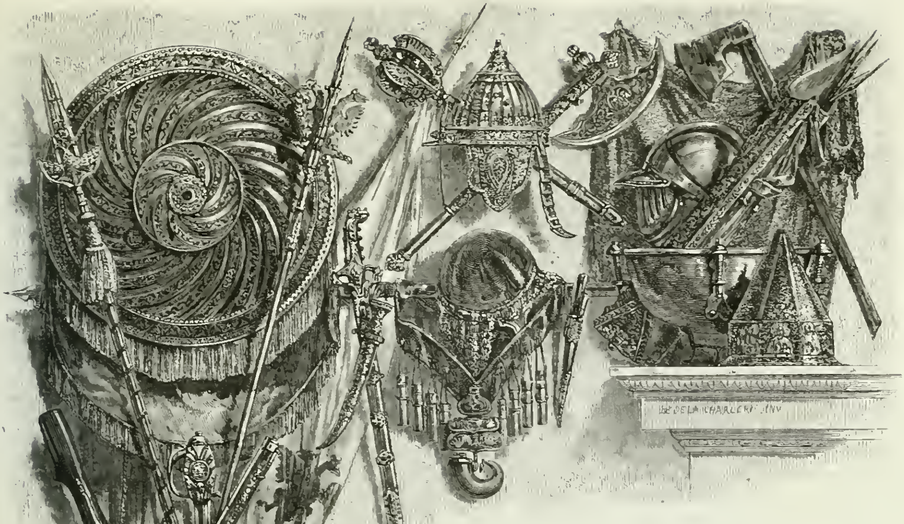
Deux ordres du jour parurent, l'un de l'ancien, l'autre du nouveau général en chef. Le général Canrobert rappelait à l'armée les services du général Pélissier; le général Pélissier portait à la connaissance de tous le noble désintéressement de Canrobert, et exprimait les regrets de l'armée. « Aucun de vous, disait-il, ne saurait oublier ce que nous devons à son grand cœur. Aux brillants souvenirs d'Alma et d'Inkermann, il a ajouté le mérite, plus grand encore peut-être, d'avoir conservé à notre souverain et à notre pays, dans une formidable campagne d'hiver, une des plus belles armées qu'ait eues la France. C'est à lui que vous devez d'être en mesure d'engager à fond la lutte et de triompher; et si, comme j'en suis certain, le succès couronne nos efforts, vous saurez mêler son nom à vos cris de victoire.... »

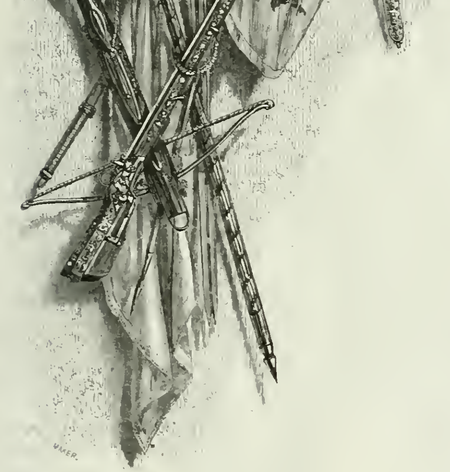
« Cette résolution, pleine d'une si incontestable grandeur, dit un des officiers d'ordonnance du général Canrobert, Paul de Molènes, produisit une émotion dont il serait impossible aujourd'hui de faire comprendre toute l'étendue et toute la puissance. « L'abdication du général Canrobert, écrivait M. de La Tour « du Pin, c'est la mort de M. de Turenne. Voilà une « armée entière dans l'attendrissement. » Le capitaine expérimenté et hardi que cet acte inattendu portait aux degrés les plus élevés du commandement, en avait le premier apprécié la générosité et la noblesse avec une chaleur connue de tous. On se répétait sous les tentes les entretiens du général Canrobert et de son successeur; entretiens acquis désormais à l'histoire. Il y règne en effet un caractère qu'on est toujours tenté de refuser à son époque, et qu'on est convenu depuis des siècles d'appeler un caractère antique, pour le reléguer dans les plus lointaines régions du temps. »

L'abdication du général Canrobert marqua la fin de la première phase du siége de Sébastopol. Homme de prudence, le général Canrobert avait surtout songé à élever les forces de l'attaque au niveau des forces de la défense. Il avait tout fait pour ne pas compromettre l'armée dans une lutte inégale. Obligé d'assiéger Sébastopol avec trop peu de monde et de matériel, obligé de compter avec la mauvaise saison, il avait, par sa vive sollicitude pour le soldat, maintenu, autant que possible, le bien-être et ranimé le moral de l'armée. Il avait conduit chaque jour le travail long et opiniâtre des tranchées. Il quittait le commandement à l'heure où le succès semblait devoir être certain. Il avait semé, un autre allait recueillir.

1. Bazancourt, *Expédition de Crimée.*







CHAPITRE VIII.

SUITE DU SIÉGE DE SÉBASTOPOL. — COMMANDEMENT DU GÉNÉRAL PÉLISSIER (20 MAI-8 SEPTEMBRE 1854).

§ 1. LE GÉNÉRAL PÉLISSIER; COMBATS DES 22 ET 23 MAI; EXPÉDITION DE KERTCH.

Le général Pélissier, entre les mains duquel étaient remises les destinées de l'armée d'Orient, se distinguait surtout par son énergie. Fils d'un fabricant de pointes, né à Maromme (Seine-Inférieure), en 1794, il fut, à l'âge de vingt ans, admis à l'école de la Flèche, puis à l'Ecole de Saint-Cyr, d'où il sortit en 1815. En 1819, à la suite d'un brillant examen, il entra dans le corps royal d'état-major que l'on venait d'organiser. Il prit part à l'expédition d'Espagne en qualité d'aide de camp et reçut la croix de la Légion d'honneur. En 1827, il fut promu capitaine, et en 1828, fit la campagne de Morée. Il gagna, à l'expédition d'Alger, en 1830, le grade de chef d'escadron. De 1832 à 1839, il resta à Paris employé comme officier d'état-major. En 1839, il partit pour l'Algérie, où il devait rester seize ans et atteindre les degrés les plus élevés de la hiérarchie militaire. Il dirigea l'état-major de la province d'Oran pendant trois années et devint colonel en 1843. A la bataille d'Isly, il commandait l'aile gauche de l'armée. En 1845, ne pouvant s'emparer de 500 Arabes réfugiés dans les grottes inaccessibles de l'Ouled-Riah, dans le Dahra, il alluma des broussailles à l'entrée des grottes et la fumée asphyxia l'ennemi. On s'émut en France, et le maréchal Soult blâma devant les chambres le colonel Pélissier; mais le maréchal Bugeaud le défendit en déclarant qu'il n'avait agi que d'après ses ordres positifs. Le colonel Pélissier fut nommé maréchal de camp en 1846. Le 15 avril 1850, il obtint le grade de général de division. Il gouvernait l'Algérie par intérim à l'époque du 2 décembre 1851. Il mit la colonie en état de siége et se montra résolu à maintenir l'ordre. Nous l'avons vu en 1852 se signaler par la prise de la place importante de Laghouat. Il n'était à l'armée d'Orient que depuis le mois de janvier 1855, lorsqu'au mois de mai il fut appelé à remplacer le général Canrobert.

Avec lui le siége de Sébastopol entra dans une période nouvelle. Le nouveau général en chef disposait de forces considérables, d'un nombreux matériel. La garde impériale était arrivée tout entière. L'armée avait enfin un corps de réserve placé sous les ordres du général Regnaud de Saint-Jean d'Angely. En y comprenant les Turcs d'Omer-Pacha, la force des alliés s'élevait à cette époque à un chiffre qui ne s'éloignait pas beaucoup de 200 000 hommes. Le général Pélissier n'était point lié par le passé : il pouvait s'entendre avec lord Raglan, et s'entendit, en effet, avec lui pour arrêter le plan suivant : 1° Continuer le siége direct et le poursuivre avec la plus grande vigueur, c'est-à-dire renoncer à

l'investissement de la place ; 2° reprendre l'attaque de Malakoff, cette partie des positions russes ayant paru la plus favorable à une attaque régulière ; porter le principal effort de ce côté, et, comme conséquence immédiate, donner l'assaut aux ouvrages blancs et au mamelon Vert, mais sans cesser cependant de resserrer de plus en plus la place aux attaques de gauche contre la ville pour menacer le flanc droit de l'ennemi; 3° recommencer sans aucun délai l'expédition de la mer d'Azoff et la pousser à fond : il était essentiel, en effet, de ne pas perdre de temps, afin d'empêcher l'ennemi, qui avait déjà l'éveil, de prendre des dispositions pour résister; 4° étendre les positions de l'armée du côté de la haute Tchernaïa pour éviter, d'une part, les graves accidents qui pouvaient résulter de l'agglomération des nombreuses troupes débarquées depuis quelques mois sur les plateaux trop étroits de la Chersonèse, et de l'autre, menacer le flanc gauche de l'ennemi ; 5° continuer les travaux des lignes de Kamiesch, commencées par le général Canrobert et destinées à couvrir les rades de Kamiesch et de Kasatch, à mettre les approvisionnements des alliés à l'abri et donner ainsi plus d'indépendance aux armées, soit pour se porter en avant, soit pour faire une retraite, soit enfin pour changer au besoin leurs bases d'opérations.

Les ordres concernant ces différentes mesures ne se firent pas attendre, et du 19 au 25 mai elles étaient toutes en cours d'exécution. Depuis ce moment, il ne fut pas dévié un seul instant du programme d'ensemble qu'on vient d'exposer : plein de foi dans ses conséquences, le général en chef suivit ce programme avec une invariable persévérance, et le succès le plus glorieux vint enfin couronner cette œuvre gigantesque du siége de Sébastopol.

L'ennemi, fidèle à son système, venait, au moment où le général Pélissier prenait son commandement, de construire devant nos attaques de gauche une nouvelle série d'embuscades, qui bientôt allaient former une place d'armes près de la Quarantaine. Les travaux entrepris par les assiégés, dans la nuit du 21 au 22 mai, avaient un si grand développement qu'ils constituaient un camp retranché plutôt qu'un ouvrage de contre-approche. Si les Russes avaient pu s'y maintenir, le siége serait devenu impossible, car les feux partant des hauteurs du cimetière auraient rendu inhabitable une partie de nos tranchées, et nous eussions été sans cesse menacés d'être tournés par des forces considérables que l'ennemi aurait pu y réunir à notre insu. Le général Pélissier ne voulut pas laisser cet ouvrage prendre de plus grandes proportions. Il prescrivit au général de Salles, qui avait reçu le commandement des attaques de gauche, de faire enlever les embuscades russes. Deux attaques simultanées furent organisées sous le commandement du général de division Pâté, l'une contre les embuscades du fond de la baie de la Quarantaine, l'autre contre les embuscades du cimetière : œuvre difficile, car il fallait s'attendre à une vive résistance et à un combat acharné sous le feu de batteries formidables.

Le combat commença le 22, à neuf heures du soir. A la baie de la Quarantaine, deux colonnes formant un effectif de cinq bataillons, sous les ordres du général Beuret, s'élancèrent avec beaucoup de résolution, et, malgré la vive résistance de l'ennemi, finirent par s'installer dans les embuscades et s'occupèrent immédiatement à les relier avec nos tranchées. Vers deux heures du matin, on pouvait déjà arriver à ces embuscades à couvert des vues de la place.

Sous le commandement du général de la Motte-rouge, les embuscades en avant du cimetière furent abordées de tous les côtés à la fois. L'action s'engagea avec une impétuosité indicible. Au bout de quelques minutes toutes les embuscades étaient entre nos mains. Les vieux soldats de la légion étrangère avaient tout enlevé; et soutenus par le 28ᵉ de ligne, ils s'établissaient en avant des ouvrages russes et couvraient nos travailleurs. L'ennemi, soit qu'il eût formé pour cette soirée le projet d'une attaque considérable, soit qu'il voulût, dans une seule nuit, achever ses lignes au prix d'un grand effort, en couvrant le travail par une démonstration vigoureuse, était très-nombreux sur ce point, et d'après les renseignements recueillis, il n'avait pas moins de vingt-six bataillons. Aussi, des masses russes énormes ne tardèrent-elles pas à déboucher du ravin de la Quarantaine, à entrer en action et à disputer le terrain avec un rare acharnement.

Cette lutte héroïque dura jusqu'au matin. Cinq fois les embuscades les plus éloignées furent prises et reprises par les Russes et par nous : ces mêlées à la baïonnette furent terribles. Dès le commencement de l'action, toutes les batteries de la gauche avaient ouvert leur feu et le dirigeaient de manière à écraser les colonnes ennemies, à contre-battre le feu de la place, à détourner son attention, et à attirer sur elles-mêmes les coups de l'artillerie russe. Au milieu de cette lutte sanglante, les travaux du génie ne pouvaient s'organiser. On dut se contenter de détruire les ouvrages de l'ennemi, de manière à ce qu'il ne pût lui-même s'y maintenir le lendemain, et force fut de remettre à la nuit suivante la seconde partie de notre entreprise. Aux premières lueurs du jour, les Russes avaient cessé de combattre, et nos bataillons, après six heures d'un combat acharné, rentrèrent avec ordre dans les tranchées, laissant le terrain couvert de cadavres ennemis.

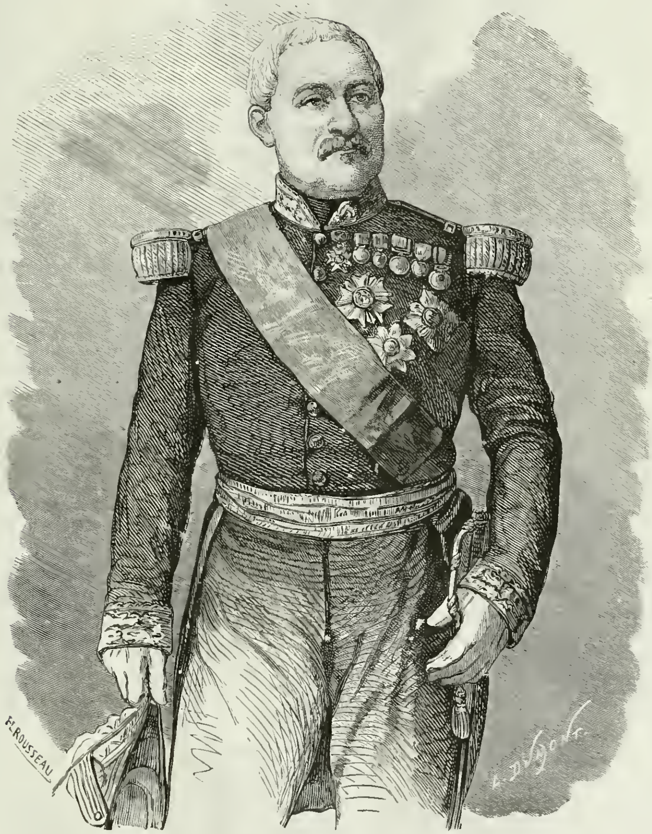
Le 23, le général en chef donna l'ordre d'attaquer à la même heure que la veille les embuscades qu'on n'avait pu occuper. Le général Levaillant fut chargé de cette tâche avec dix bataillons dont deux de voltigeurs de la garde comme réserve. Quelques instants avant de donner le signal, on aperçut dans l'ombre les Russes en masses nombreuses et compactes, se dirigeant sans bruit sur nos tranchées. Nos troupes, déjà prêtes pour l'attaque et garnissant les parapets, s'élancèrent aussitôt sur l'ennemi à la baïonnette : ses bataillons furent culbutés et rejetés sur les travailleurs, et tous ensemble se précipitèrent en désordre vers le ravin. Notre infanterie s'empara de toutes les embuscades et s'y établit solidement. Le travail continua et la nuit suivante ces ouvrages furent définitivement reliés à nos tranchées.

Le 26, à la demande du général Osten-Sacken, le drapeau parlementaire fut arboré et un armistice conclu pour enterrer les morts. Nos soldats remirent plus de 1200 cadavres russes entre les mains de l'ennemi, et l'on ne peut pas évaluer ses pertes dans ces deux nuits à moins de 6000 à 7000 hommes; les nôtres furent de 1400 à 1500 tués ou blessés; elles donnaient à ces engagements des proportions d'une bataille.

Le 25 mai, deux divisions d'infanterie et deux divisions de cavalerie opérèrent le mouvement projeté du

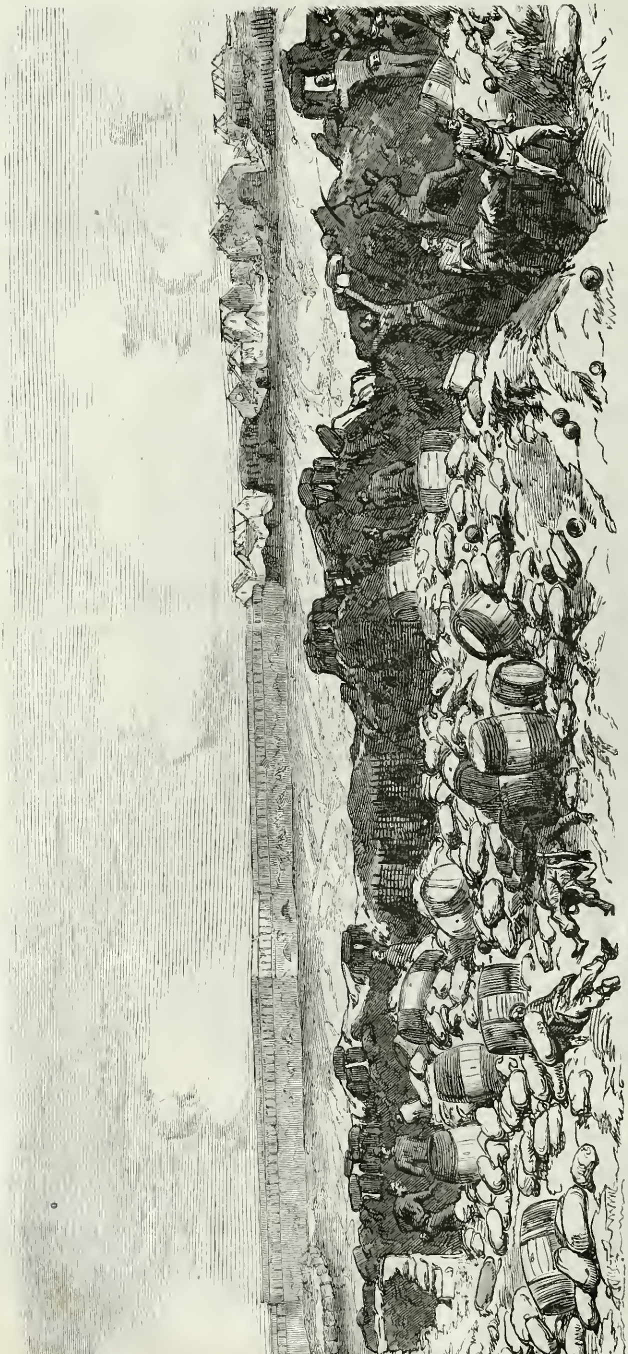
côté de la Tchernaïa. Il s'agissait de porter nos camps jusqu'aux bords mêmes de la rivière et de nous étendre dans la vallée supérieure, afin d'avoir de l'espace, un air salubre et des fourrages. La colonne expéditionnaire fut réunie, le 25 au matin, au col de Balaclava. L'avant-garde franchit le pont de Traktir et s'avança vers les hauteurs pour en déloger les Russes qui y avaient construit des redoutes. Après une courte canonnade l'ennemi se replia, refusant d'engager une action décisive : le terrain était libre, les Russes se trouvaient refoulés sur les hauteurs de Mackensie. A huit heures du matin, nos troupes prenaient possession de leurs nouveaux campements et s'établissaient sur les bords riants de la Tchernaïa, où désormais les officiers qui n'étaient pas de service purent venir remettre leur esprit des scènes sanglantes de la guerre par la contemplation d'une riche nature et les divertissements champêtres.

« A quelques jours de là, le général Morris fit une reconnaissance dans la vallée de Baïdar. La division du général Canrobert, raconte Paul de Molènes, faisait partie des troupes que commandait le général Morris dans cette opération. Nous partons le matin au lever du jour, et après une marche de quelques instants nous voilà engagés dans la vallée de Baïdar, qui, à cette époque de l'année (on était au mois de juin), me parut une réunion d'enchantements. La route que suivait notre colonne passait entre des hauteurs couronnées d'arbres touffus et serrés, remplis les uns d'une sombre majesté, les autres d'une élégance altière. La forêt montagneuse dont nous sondions les profondeurs me rappelait la forêt chérie des romanciers et des peintres que le voisinage de Paris empêche seul d'être prise au sérieux par les voyageurs : la forêt de Fontainebleau. Ce sont des flots de verdure jaillissant entre des rochers, tantôt frémissant à leur pied, tantôt semblant s'épancher de leurs cimes.



Le général Pélissier.

« Baïdar, où notre division s'arrêta, est un vaste et agréable village, mais qui se ressentait de la guerre. Nombre de ses habitants l'avaient abandonné. Ceux qui s'y trouvaient encore au moment où déboucha notre colonne vinrent à nous avec cet empressement mêlé de terreur que montrent les populations paisibles aux troupes armées. Après un rapide repas pris au



Affaire de la nuit du 22 mai 1855. — Redoutes russes. (Page 198, col. 1 et 2.)

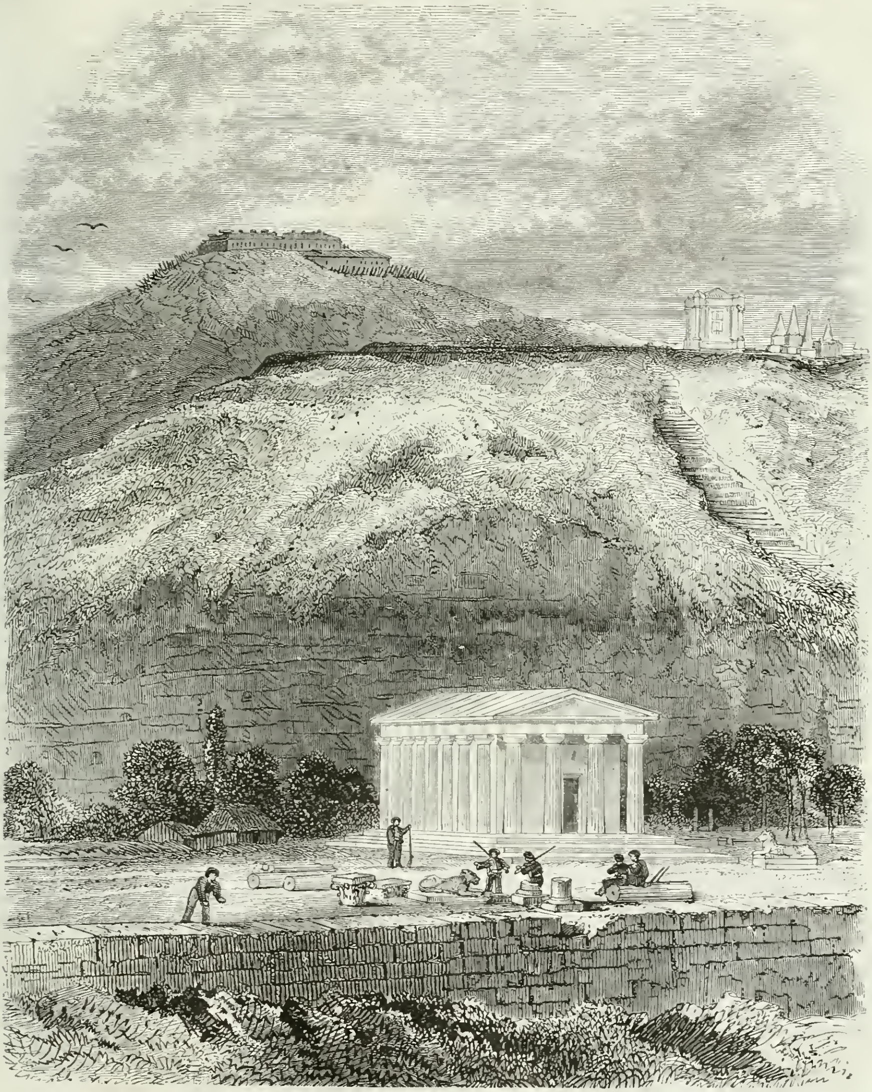
milieu d'un champ, le général Canrobert monte à cheval et va jusqu'aux portes de Phoros.

« Je ne dirai rien des portes de Phoros, si ce n'est que j'ai pensé à Claude Lorrain dans ce site où sont amoncelées toutes les richesses que peut souhaiter le pinceau, depuis les hautes et sombres pierres, les bouquets de verdure, les arbres isolés, les rochers et les montagnes, jusqu'à la mystérieuse figure de la mer, mêlant à toutes ces merveilles son inhumaine grandeur.

« Le soir, notre colonne regagna son bivac. Le général Canrobert se détourna un instant de son chemin pour aller visiter dans les bois une charmante villa moscovite qui, avec ses murailles roses et son toit vert, ressemblait de loin à une maison de fée. En approchant du camp, les soldats se mirent à chanter. Ils étaient gais, subissaient à leur insu l'influence d'un beau pays. Un régiment de zouaves arrêté au bord de la route par une disposition militaire et un bataillon de chasseurs à pied qui continuait sa marche, s'apostrophaient joyeusement. Les chasseurs imitaient le cri du chacal, les zouaves répondaient par le cri du corbeau. On aurait dit le retour d'une fête rustique. La vie militaire s'offrait à tous les esprits sous ses formes les plus attrayantes. En cet instant même, un groupe que je n'oublierai jamais s'approcha du général Canrobert. C'était une famille tartare, qui se composait de trois personnes, un vieillard, une femme, un enfant. Le vieillard s'appuyait sur le bras de la femme, qui tenait l'enfant par la main. Ces trois êtres adressèrent la parole au général Canrobert, qui leur donna quelques pièces de monnaie. Ils demandaient l'aumône, nous dit un interprète, au nom de la plus complète des misères. La guerre les avait forcés à quitter leur toit. Où allaient-ils? Eux-mêmes l'ignoraient.

Image du bonheur détruit, du foyer frappé, de la vie errante, ils se dessinaient sur ce beau ciel empourpré par un soleil couchant, qui pour eux n'éclairait plus d'abri. Ils rappelaient, dans leur détresse imposante par sa simplicité et par son étendue, les premières douleurs de ce monde, ces exilés d'une contrée disparue dont nous sommes tous les descendants [1]. »

Le 24 mai, s'accomplissait enfin l'expédition de Kertch, projetée depuis si longtemps. Il fallait bien, puisqu'on renonçait à investir Sébastopol, détruire au



Le musée de Kertch. (Page 202, col. 1.)

moins les magasins que l'ennemi possédait sur la côte orientale de la Crimée. Une escadre partit, ayant à bord une division française et une division anglaise que commandait le général d'Autemarre. L'escadre était dirigée par les amiraux Lyons et Bruat. Les Russes avaient accumulé de nombreuses défenses à l'entrée du détroit qui donne accès dans la mer d'Azoff, le détroit d'Iénikalé. Notre apparition suffit presque pour les faire tomber. Nos troupes débarquèrent sans

1. Paul de Molènes, *Commentaires d'un soldat.*

résistance. Les Russes, attaqués par mer et menacés d'être tournés par nos troupes, abandonnèrent immédiatement leurs batteries. Ils firent sauter les défenses et les magasins de la pointe fortifiée d'Ak-Bournou. L'armée se mit en marche le 25 pour Kertch.

Une voyageuse célèbre, Mme Ida Pfeiffer, décrit ainsi cette ville dans son *Voyage autour du monde :* « C'est de la mer qu'on a la plus complète et la plus jolie vue de Kertch. Cette ville s'étend en demi-cercle le long de la côte, et s'élève sur les flancs du mont Mithridate qui se dresse derrière elle. Le musée le domine, et il est entouré de colonnes comme un temple grec, et plus haut, de roches magnifiques, du milieu desquelles s'élancent de petits obélisques, se détachent de vieux monuments, derniers débris d'antiques sépultures, qui couronnent le faîte de la montagne.

« C'est au lieu où fut jadis Pantico que s'élève aujourd'hui Kertch, ville fortifiée, maîtresse d'un beau port, siége d'opérations commerciales assez étendues, qui compte plus de 13 000 âmes. Presque toutes les maisons y sont belles, de construction moderne ; les rues sont larges, garnies de trottoirs, et deux grandes places désignées, l'une sous le nom de la *Neuve*, et l'autre sous celui de la *Vieille*, présentent un spectacle curieux par l'animation qui y règne les dimanches et les jours fériés, époques auxquelles elles se transforment en immenses foires où se vendent tous les objets imaginables, et où la population accourt avec empressement s'approvisionner. La grossièreté et la brutalité du bas peuple font éprouver une impression pénible. Ce ne sont de toutes parts que reproches, jurons et cris furieux. Chose étonnante ! on attelle à Kertch des dromadaires à des chariots.

« Pantico fut la résidence de Mithridate le Grand; en souvenir duquel la colline qui protége Kertch, porte encore le nom de *Chaire de Mithridate*, et les fouilles, commencées en 1832, y ont fait découvrir divers objets précieux par leur ancienneté, tels que des urnes remplies de cendres, des instruments employés dans les sacrifices, de jolies statues, des inscriptions grecques et d'admirables groupes.

« De superbes marches de pierre et des sentiers sinueux conduisent au sommet du mont Mithridate, seule promenade des habitants de Kertch. De cette hauteur, la vue n'a de bornes que l'horizon. Malheureusement, c'est en vain que l'œil erre d'un point à l'autre, il ne s'arrête toujours que sur une steppe immense et désolée, dont la monotonie n'est interrompue que par les innombrables éminences dues aux tumulus qui y sont rassemblés. On oublie cependant la tristesse lugubre de ce paysage en tournant ses regards vers le sud. Imposant partout, le gouffre insatiable est là plus imposant encore ; deux mers s'y confondent, et le même mouvement qui vous met en présence de la mer d'Azoff vous montre la mer Noire, ainsi que les navires qui les couvrent toutes deux.

« Le musée se compose d'une seule pièce, et contient principalement des objets provenant des monuments funéraires; toutefois, les plus beaux et les plus estimés ont été envoyés à Saint-Pétersbourg. Les sculptures, les bas-reliefs, les épitaphes et les sarcophages laissés à Kertch révèlent, quoique sérieusement endommagés, une haute intelligence de l'art. La collection de vases de terre, de cruches et de petites lampes me rappela celle du musée de Naples. Les vases d'un brun foncé et décorés de peintures sont semblables en cela, aussi bien que par la forme, à ceux qui ont été extraits des décombres d'Herculanum et de Pompéi.

« Les *tumulus* sont des monuments d'une structure toute particulière; ils se composent d'un corridor qui a environ soixante pieds de long sur quatorze de large et vingt-cinq de haut, et à l'extrémité duquel se trouve une très-petite cellule. Les murs s'inclinent obliquement comme les deux parties d'un toit, en sorte que c'est tout au plus s'il reste un pied d'intervalle entre eux. La chambre à laquelle ce passage conduit a la forme d'un carré long ; elle est construite dans le même style, et surmontée d'un toit cintré. Dès que le sarcophage y avait été placé, le monument tout entier était enseveli sous des monceaux de terre. Les Turcs ont détruit bon nombre de ces mausolées; les Russes les ont imités et ont continué les recherches qu'ils avaient commencées. La plupart des momies portaient des bijoux d'or et des couronnes de feuilles. »

Lorsque nos troupes approchèrent de Kertch, une députation de la ville qui cependant était déserte, se présenta devant le général d'Autemarre, pour lui offrir le pain et le sel en signe de soumission. Il accepta avec courtoisie, et fit son entrée dans la ville en recommandant de ne rien détruire. Malheureusement ses ordres ne furent pas exécutés. Il y avait du vin dans les caves, on ne l'épargna pas. « Les propriétaires étaient partis en nous abandonnant la ville ; « les caves « sont à nous, » disaient les zouaves. Les Anglais ouvraient les tonneaux, et ne songeaient pas à fermer les robinets. Le vin remplissait les caves, et deux hommes y furent trouvés noyés. Après le confortable, on songea au plaisir. Les Français, en véritables enfants, pénétraient dans les maisons, enlevaient les divans, les sofas, les fauteuils, les glaces et surtout de nombreux pianos, ils mettaient le tout sur les places et dans les rues; puis s'affublant de robes de soie et d'écharpes à franges d'or, une ombrelle ou quelquefois un sac à ouvrage dans la main, ces vieilles figures noircies par la poudre et le soleil, avec leurs longues barbes féroces, faisaient des grâces, s'asseyaient sur les canapés, prenaient des poses indolentes, se relevaient, jouaient quelques airs de piano, faisaient de grandes révérences à l'assistance et allaient se remettre sur un sofa en respirant un flacon d'eau de Cologne, comme une jeune femme qui se trouve mal.

« S'il n'y avait eu que cela, nous n'aurions eu aucun malheur à déplorer dans ce sac joyeux d'une ville ennemie. Mais nous avions avec nous des Turcs animés des principes vengeurs de Mahomet. Ces monstres se firent conduire par les Tatars dans les maisons où se trouvaient de l'or ou des femmes timides. Alors il s'éleva de tous les points de la ville des gémissements plaintifs. D'affreuses abominations furent commises. Le détail en est trop effroyable pour être raconté. Qu'il me suffise de dire que nos troupes furent obligées de charger sur des alliés pervers. Ce ne fut pas sans en avoir écrasé quelques-uns qu'elles vinrent à bout d'arrêter le crime. Un monstre fut tué dans la rue au moment où il agitait un sabre fumant avec lequel il venait de couper un enfant en morceaux. Une multitude épouvantée sortit de la ville, et l'amiral Bruat la fit recueillir sur nos vaisseaux pour qu'elle fût déposée dans quelque port russe. Le musée fut pillé. Rien n'y resta



Prise d'une redoute annexée au mamelon Vert (7 juin 1855). (Page 204, col. 1.)

entier. Heureusement on assure que les Russes avaient emporté les objets réellement précieux[1]. »

On croyait que les Russes résisteraient dans le vieux château d'Iénikalé, aux murailles épaisses. Mais là encore l'ennemi ne nous attendit pas. Après une canonnade soutenue par deux chaloupes anglaises, une terrible explosion ébranla au loin la terre et la mer. Le château sautait et devenait la proie des flammes. On trouva dans la place d'Iénikalé un matériel considérable.

En même temps que l'armée entrait dans Iénikalé, les amiraux Lyons et Bruat pénétraient dans la mer d'Azoff avec une escadrille de quatre bâtiments à vapeur français et dix anglais, dont plusieurs canonnières, pour détruire les établissements côtiers et les approvisionnements de l'ennemi. Ce mouvement offensif fut exécuté avec une décision et une rapidité qui ne permirent pas aux Russes de se reconnaître : surpris partout, ou bien ils détruisirent de leurs propres mains leurs magasins et leurs navires, ou bien ils furent obligés de nous les abandonner. Araba fut bombardé et une poudrière sauta; Berdianok fut brûlé, Marianpol, Taganrok et Géisk furent bouleversés; en quelques jours nous étions maîtres de cette mer, inconnue auparavant à nos vaisseaux, et nous avions pris, coulé ou incendié six cents bâtiments de commerce, quelques vapeurs de guerre, une immense quantité de grains ; enfin l'ennemi avait laissé entre nos mains plus de cent canons de gros calibre avec leurs projectiles.

Le corps expéditionnaire reçut ensuite l'ordre de s'embarquer pour Anapa, sur la côte de Circassie. Des reconnaissances récentes avaient appris que les Russes voulaient faire de cette ville un centre de résistance. Mais bientôt les amiraux furent informés que les Russes avaient évacué Anapa après avoir fait sauter les magasins à poudre et mis le matériel d'armement hors de service. Il n'y avait plus lieu dès lors d'opérer un débarquement à Anapa, qui fut abandonné à la garde des Circassiens. Anapa n'est qu'un poste militaire sans port, avec une rade ouverte à tous les vents. C'était un établissement militaire qui servait d'étape aux Russes pour leurs expéditions dans le Caucase. Les Circassiens gardèrent donc cette ville, les Turcs Iénikalé, et le corps expéditionnaire revint le 15 juin devant Sébastopol où s'était passée une grande action de guerre.



Assaut contre Malakoff. — Colonne d'attaque [...]

§ 2. PRISE DU MAMELON VERT (7 JUIN 1855).

Le général Pélissier poussait avec vigueur les opérations du siége et surtout l'attaque de Malakoff, reconnue décidément comme la clef de la place. La tour Malakoff, située sur un mamelon très-élevé qui dominait la rade et une partie de la ville, avait été détruite dès l'origine du siége par les batteries anglaises, à la distance énorme de 1800 mètres. Les Russes l'entourèrent alors d'un énorme ouvrage en terre précédé d'un fossé très-profond et très-large, en avant duquel ils établirent des abattis. Nous ne pouvions arriver à Malakoff qu'après nous être emparés d'abord d'un mamelon situé à 600 mètres de ce fort redoutable, le mamelon Vert, ouvrage armé d'une vingtaine de pièces de gros calibre ; en outre, ils avaient creusé en avant une parallèle très-rapprochée des nôtres. Voyant le moment où, à cause de nos progrès, ils seraient obligés de l'abandonner, ils en avaient ouvert une deuxième en arrière pour défendre le terrain pied à pied. Le terrain qui séparait le mamelon Vert de nos tranchées était battu par l'artillerie d'ouvrages russes que le général

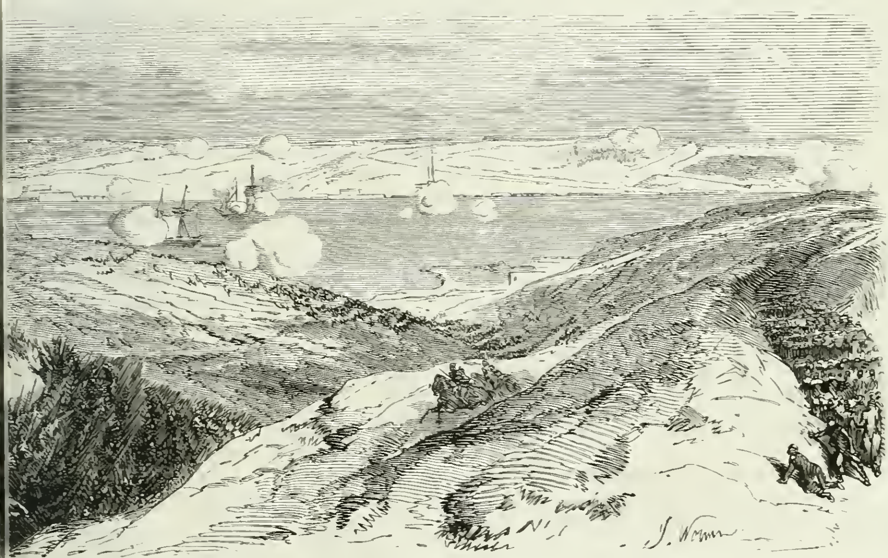
1. De Damas, *Souvenirs de Crimée.*

de Monet avait bouleversés le 23 février, mais que l'ennemi avait relevés et que nous désignions, à cause de la nature du sol, par le nom d'*ouvrages blancs*. Ces ouvrages ne communiquaient avec la place que par un petit pont établi sur la baie du Carénage.

Le général Pélissier résolut de faire enlever à la fois les *ouvrages blancs* et le *mamelon Vert*. Il fixa l'assaut au 7 juin, à six heures et demie du soir; on avait choisi ce moment afin d'avoir assez de jour pour s'emparer de l'ouvrage et d'être ensuite protégé par la nuit pour s'y établir. Les troupes chargées de l'attaque furent mises sous les ordres du général Bosquet. Au signal donné par une fusée, les troupes, pleines d'ardeur, heureuses de tenter une attaque à la lumière du soleil, s'élancèrent, d'un côté sur les ouvrages blancs, de l'autre sur le mamelon.

Les ouvrages blancs, assaillis de front et tournés, furent rapidement enlevés. Le succès fut décisif: un mouvement tournant coupa la retraite à l'ennemi et 400 prisonniers avec un nombreux matériel restèrent entre nos mains. Malheureusement, le lieutenant-colonel Larouy d'Orion, qui avait dirigé ce mouvement avec habileté et énergie, fut blessé mortellement. A l'attaque principale, l'élan avait été également irrésistible.

Trois colonnes composées des tirailleurs algériens, du 50ᵉ de ligne, du 3ᵉ zouaves, se précipitent malgré le feu des batteries qui les déciment. Les batteries qui précèdent la redoute sont enlevées, la redoute elle-même est envahie : nos soldats pénètrent par toutes les ouvertures. Des canonniers russes sont pris ou tués sur leurs pièces. Le colonel Brancion du 50ᵉ de ligne saisit le drapeau de son régiment et le plante sur le parapet, mais la mitraille s'acharne sur ce point, et le brave



néral Mayran (18 juin 1855). (Page 206, col. 2.)

colonel, qui, l'épée à la main, appelait ses soldats, tombe au milieu de son triomphe.

Ordre formel avait été donné de ne s'emparer que du mamelon. Mais l'ardeur des soldats était telle qu'après avoir passé comme un ouragan sur le mamelon Vert, ils continuèrent leur course sur la tour Malakoff, malgré tous les efforts des officiers pour les retenir. Ils allèrent, sous un feu terrible, jusqu'au fossé de la tour, en laissant derrière eux le terrain jonché de cadavres. Les Russes, qui sur ce point étaient en force, les repoussèrent et les obligèrent de revenir sur le mamelon. Pendant ce mouvement rétrograde, la mitraille abîmait nos régiments. Serrés de près par les Russes, ils continuèrent leur chemin pour revenir dans nos tranchées sans s'arrêter au mamelon. Mais à la vue de deux brigades qui s'avançaient pour les soutenir, nos soldats firent demi-tour, se précipitèrent de nouveau sur les Russes et reprirent le mamelon. Les deux brigades de soutien y arrivèrent en même temps. Cette fois encore les soldats se mirent à crier : « A Malakoff! » et un grand nombre se jetèrent sur la tour. Ce n'est qu'avec des peines incroyables qu'on put les arrêter; il suffisait d'un clairon montant sur le parapet et sonnant la charge, pour mettre le désordre dans les colonnes qui se débandaient pour recommencer l'attaque; tous les officiers généraux et autres étaient obligés de courir de tous côtés, afin de les retenir et de les faire rentrer dans l'ouvrage. Si cet acharnement que les soldats mettaient à vouloir prendre Malakoff était admirable, il fut aussi bien regrettable, car la prise du mamelon Vert nous avait coûté peu de monde et nos pertes furent considérables entre le mamelon et la tour. Sur une vingtaine de mille hommes qui avaient pris part à l'attaque, nous en eûmes près de 5000 hors de combat. Mais le nombre des blessés dépassait de beaucoup celui des tués. Nos pertes en officiers furent

sensibles, et le lendemain matin, dans les ouvrages blancs, où nous achevions de nous fortifier, un boulet emportait la tête d'un jeune et brillant général, le général de Lavarande, à peine âgé de quarante-deux ans.

Pour honorer la mémoire de Lavarande et du colonel Brancion, le général Pélissier décida que les ouvrages où ils avaient été frappés porteraient leurs noms. La redoute du mamelon Vert fut désignée sous le nom de *redoute Brancion,* et les *ouvrages blancs* sous le nom d'*ouvrages Lavarande.*

Les Anglais, de leur côté, n'étaient pas restés inactifs. Ils avaient, avec leur bravoure habituelle, emporté l'ouvrage dit *des Carrières.* Mais, comme nos soldats, ils s'étaient enivrés de leur victoire, et voyant nos régiments se précipiter sur Malakoff, ils s'étaient élancés sur le grand Redan; ils avaient également été écrasés et forcés de revenir, heureux de conserver l'ouvrage qu'ils avaient conquis d'abord.

Bien que cette victoire, grâce à notre témérité, nous eût coûté cher, ce n'en était pas moins un grand avantage dont l'effet moral fut immense sur le moral de l'armée. On eut confiance : on espéra une fin prochaine du siége. Le général Pélissier ne négligeait rien pour la presser. Il faisait retourner contre les Russes les ouvrages que nous avions conquis. La disposition intérieure du mamelon Vert témoignait de l'habileté de l'ennemi. Partout il y avait des travaux blindés où les hommes venaient se mettre à l'abri des bombes et retournaient ensuite à leurs pièces. Il y avait en outre un immense souterrain où ils mettaient deux cents hommes d'infanterie pour la défense de l'ouvrage, de sorte que les pertes qu'ils ont dû y éprouver étaient beaucoup moins grandes que nous ne le supposions. Toutes ces traverses blindées étaient d'autant plus curieuses qu'on y trouvait un confortable étonnant : des lits en édredon, des porcelaines, des services à thé, etc., dont nos soldats se servirent bien entendu. Il y avait aussi une chapelle avec un très-beau Christ en bois doré.

Les tranchées se creusèrent aussitôt dans la direction de la tour Malakoff et l'ardeur de l'armée était si vive que le général en chef crut devoir tenter un assaut définitif.

§ 3. ASSAUT CONTRE MALAKOFF (18 JUIN).

Au 7 juin les soldats s'étaient élancés jusqu'à Malakoff : ils répétaient que si on les eût laissés faire et soutenus, ils seraient entrés dans la place. Ils paraissaient tellement animés que le général en chef crut qu'avec de pareilles troupes on accomplirait l'impossible. La prise du mamelon Vert, la destruction des magasins de la mer d'Azoff avaient persuadé aux Russes que le moment suprême approchait. Le général Pélissier voulut le hâter encore. Les officiers du génie auraient préféré qu'on suivît la marche qui jusqu'alors avait bien réussi : pour aborder Malakoff, il fallait franchir encore trop de distance sous le feu croisé des batteries russes ; on n'avait pas assez détruit les fortifications de l'ennemi. Mais le général Pélissier parlait avec l'autorité d'un vainqueur : on s'inclina et la troupe se réjouit.

Malheureusement, à la veille de l'attaque fixée au lundi 18 juin, le général Pélissier crut devoir donner au corps de siége établi en face de Malakoff une organisation nouvelle. Il scinda le deuxième corps d'armée. Le général Bosquet, qui suivait depuis l'ouverture de la tranchée le progrès de l'attaque, qui chaque jour avait étudié le terrain et les positions ennemies et auquel revenait en grande partie l'honneur du succès du 7 juin, reçut le commandement du corps d'observation. Le général Pélissier voulait, aussitôt après l'assaut, donner à l'armée de la Tchernaïa un rôle actif et le général Bosquet connaissait également bien cette armée et la vallée où elle campait. Mais Bosquet n'obéit qu'avec un profond sentiment d'amertume. Il emmenait avec lui deux de ses divisions, de sorte que les quatre vieilles divisions qui avaient si vaillamment livré bataille le 7 juin se trouvèrent séparées. Des régiments, rompus aux tranchées des attaques de droite, façonnés de longue main à l'autorité d'un chef envers lequel ils étaient pleins de confiance, habiles à se tirer d'embarras dans un terrain dont ils connaissaient tous les replis, habitués depuis longtemps à se prêter un mutuel appui, et puisant dans une noble émulation une force nouvelle, s'éloignèrent. Les divisions Camou et Dulac descendirent dans la plaine, les divisions Brunet et Mayran, les vétérans du siége de droite, restèrent sur les plateaux. La division du général d'Autemarre, à peine arrivée de Kertch, et une division de la garde, remplacèrent les deux anciennes divisions. Le général Regnaud de Saint-Jean d'Angely reçut le commandement de toute cette partie de nos lignes.

Ces changements firent naître des regrets à la veille de l'attaque. Le général d'Autemarre était un des plus vigoureux officiers de l'armée, et sa réputation, glorieusement acquise, était grande parmi les soldats; mais ses troupes, comme celles de la garde, comme le général Regnaud de Saint-Jean d'Angely, ne connaissaient point le terrain où l'on devait se battre, chose d'une importance si grande dans une guerre de siége; de plus, elles n'avaient pas la même cohésion que les troupes qu'elles remplaçaient. En un mot, cette unité, lien du chef et du soldat, fruit du temps et d'une mutuelle estime, allait tout à coup faire défaut.

Le 17 juin, les armées turque et sarde firent un mouvement offensif du côté d'Aï-Todor. L'armée de la Tchernaïa reçut l'ordre de se tenir sous les armes dès le matin du 18. Toute la journée du 17, nos 114 canons qui battaient Malakoff firent un feu terrible. Les Russes nous répondirent, mais sans trop de vivacité : ils se ménageaient. La nuit, ils nous répondirent à peine. Ils réparaient leurs brèches. L'assaut devait être donné le 18, à trois heures du matin, par les divisions Mayran, Brunet, d'Autemarre, que soutenait la division de la garde impériale, comme réserve. On devait surtout enlever les ouvrages accessoires qui contribuaient à la défense de Malakoff, tourner ce redoutable ouvrage, y pénétrer par la gorge, c'est-à-dire par la place, et y enfermer les Russes. Malheureusement tout sembla se réunir pour faire échouer cette attaque prématurée.

A trois heures moins dix minutes, le général Mayran aperçoit une bombe à trace fusante; il la prend pour la fusée de signal et lance ses troupes qui avaient à attaquer plusieurs points. Un feu terrible arrête nos soldats. Les Russes avaient deviné nos intentions et

se tenaient sur leurs gardes. La mitraille avait déjà décimé les rangs de nos bataillons et frappé le général Mayran, lorsque le général en chef arriva à la batterie Lancastre d'où il devait donner le signal. Le signal partit, mais l'attaque manquait de soudaineté, et les Russes, avertis par le combat de la division Mayran, garnissaient les remparts. Ils étaient montés sur les parapets pour mieux nous repousser.

Si la division Mayran était en avance, la division Brunet n'était pas prête : elle ne s'en lança pas moins avec impétuosité sous une grêle de projectiles, mais, comme la division Mayran, elle ne put atteindre les ouvrages ennemis. Dès les premiers pas, le général Brunet tombait frappé d'une balle en pleine poitrine. Un biscaïen renversait aussi un officier supérieur d'artillerie, le lieutenant-colonel de la Boussinière, qui s'était fait remarquer par son intelligence et sa brillante valeur aux journées d'Alma et d'Inkermann. La division Mayran à droite, la division Brunet au centre ployaient sous un feu des plus violents. La division Mayran recevait non-seulement les boulets des batteries de la place, mais encore ceux des vaisseaux. Dès le commencement de l'action, les bateaux à vapeur russes étaient venus s'embosser de manière à enfiler le ravin du Carénage, sillonnant de leurs projectiles creux et à balles tout le terrain, en même temps que les batteries du Nord venaient encore se mêler à la lutte, labourant de leurs coups tous les plateaux du Carénage et les revers opposés du ravin. Nos régiments furent obligés de s'établir dans des plis de terrain où ils se maintenaient, mais ils n'avançaient pas; au centre le même effet se produisait.

A gauche, l'attaque était plus heureuse. La division d'Autemarre forçait l'enceinte, ainsi que la courtine qui reliait Malakoff à l'enceinte, et un bataillon de chasseurs à pied pénétrait dans la place. Par là nos troupes pouvaient tourner Malakoff. Le commandant des chasseurs, Garnier, est soutenu par le 19e de ligne. Il a reçu déjà plusieurs blessures, mais il continue de combattre et envoie demander sans cesse des renforts. Nos soldats se trouvent dans le faubourg Karabelnaïa dont les maisons sont à moitié détruites. La lutte devient acharnée, car les Russes qui ont repoussé les attaques de droite et du centre, qui ont repoussé les Anglais du grand Redan, dirigent toutes leurs réserves sur le point que nous occupons. Nos soldats font des prodiges de valeur, mais en vain : le nombre des ennemis grossit sans cesse. Ceux que le commandant Garnier envoie demander du secours sont tués, enfin il y en a un qui arrive au général Pélissier. Mais pendant ce temps une cinquième blessure met le commandant hors de combat, et le colonel Manèque qui vient, avec le 19e, de tenter un nouvel effort, se voit débordé de toutes parts. Le 26e de ligne arrive : on tente une nouvelle escalade, mais il est trop tard; les Russes, délivrés des Anglais, défendent avec des forces supérieures le point faible que nous avions forcé. Il faut reculer sous un feu épouvantable. Le général Pélissier ne peut soutenir la division d'Autemarre ni sur la droite ni sur la gauche : il lui envoie cependant le régiment de zouaves de la garde comme il a envoyé les voltigeurs et les grenadiers à l'aide des divisions Brunet et Mayran. Mais il comprend que même un succès partiel n'aurait aucune conséquence, du moment que les attaques principales avaient échoué. Assez de sang déjà avait été répandu. Il donne le signal de la retraite. Il était huit heures et demie du matin. Le combat avait commencé à trois heures.

La retraite s'effectua en bon ordre, avec sang-froid et sans nulle poursuite de l'ennemi. Les Anglais, dans leur attaque du grand Redan, avaient rencontré de tels obstacles et essuyé de tels feux de mitraille, que, malgré leur ténacité bien connue, ils avaient été obligés de se retirer, et par là avaient découvert la division d'Autemarre, qui dès lors, prise d'écharpe par l'artillerie du Redan, n'avait pu, comme nous venons de le dire, profiter de son premier succès.

Cette matinée nous coûta 5000 hommes hors de combat et les deux généraux Mayran et Brunet. Les Anglais perdirent un général qu'ils aimaient beaucoup, sir George Campbell, et un grand nombre d'officiers supérieurs. Nos soldats avaient si admirablement combattu, que les Russes, bien que vainqueurs, perdirent autant de monde que nous.

Toute la journée le feu continua. On ne conclut que le lendemain 19 un armistice pour l'enlèvement des morts et des blessés. Qu'on juge des souffrances des malheureux blessés obligés de rester dans les fossés de Malakoff jusqu'au lendemain. Écoutons le récit d'un zouave, qui, tombant dans le fort du combat, à la courtine de Malakoff, y resta jusqu'à l'armistice.

« Où étais-je? dit-il, en revenant de mon évanouissement, étendu dans le sang et couché sur des cadavres, eux-mêmes couchés sur d'autres cadavres; ma tête était si lourde, si pesante, que je ne pouvais la soulever pour regarder aux environs; et d'ailleurs, des tas d'hommes sanglants, mutilés, écharpés me barraient la vue. Je dégageai mon bras droit de dessous un grenadier russe, et, comme si les morts autour de moi eussent dormi d'un vrai sommeil, j'essayai de réveiller ceux que je pouvais atteindre de la main, en les secouant aussi rudement que me le permettait le restant de mes forces. Pas un ne bougea. Je ne me souvenais plus de la lutte passée, je ne me croyais pas couché sur un champ de bataille. J'avais froid à la tête, et ayant perdu ma calotte rouge, je décoiffai un camarade que je trouvai là à ma portée. Mais je compris alors pourquoi ma tête me paraissait si lourde; elle avait grossi, grossi outre mesure, enflammée par les contusions; je promenai ensuite mes doigts sur mes cheveux collés par le sang; je tâtai mon front et mes joues, et je relevai au toucher les fentes de plusieurs grandes cicatrices, aux bords déjà tuméfiés, et à l'entour desquelles bourdonnaient déjà de grosses mouches voraces.

« Je me sentais vivant, très-vivant, mais je ne savais encore si je pourrais marcher. Enfin, je parvins peu à peu à dégager mes jambes empêtrées sous un monceau de morts : Dieu soit loué! je n'avais aucun mal, je voulus donc me relever pour essayer de gagner le campement.

« Il pouvait être trois heures de l'après-midi. Un profond silence régnait aux alentours, et cependant j'étais bien sûr d'avoir entendu pousser des gémissements à mon réveil. Je me redressai donc péniblement, en m'appuyant sur les deux mains, quand, à deux pas de moi, je m'aperçus qu'un soldat couché sur le dos et qu'à sa pose j'avais cru mort, me regardait fixement et remuait les lèvres comme pour me dire : Chut! chut! Je compris instinctivement qu'il y aurait

du danger à me tenir debout, et je me glissai près de lui en rampant.

« — Si tu veux être fait prisonnier par-dessus le marché, tu n'as qu'à donner signe de vie, me dit-il tout bas. Ils sont là, à vingt-cinq pas de nous, à ramasser les conscrits qui se lamentent. »

« A peine finissait-il cette phrase, que nous entendîmes une voix de mourant crier près de nous : « Au secours! au secours! » Puis, comme s'il y avait eu de l'écho, ces mots au secours! au secours! au secours! retentirent un peu plus loin, et, à nos pieds, un autre personnage, un chasseur, murmura en râlant : « A boire! à boire! »

« — Attention! reprit le donneur d'avertissement, faisons le mort! Les voilà! ils descendent de la banquette. » En effet, une douzaine de Russes, conduits par un sergent, arrivèrent aussitôt à la recherche des criards. Je les voyais par une fente de mes paupières; ils passèrent près de moi, et l'un d'eux, qui butta en marchant contre une de mes cuisses et faillit tomber, me donna un grand coup de pied : je le reçus sans murmurer. Ils ramassèrent et emportèrent trois pauvres diables qui avaient crié au secours. Je dois avouer qu'ils ne les brutalisèrent pas trop, en les prenant par les pieds et par les épaules. Le fossé de la courtine était profond, mais ils firent un détour et passèrent dans un endroit où des sacs de terre, des débris de toutes sortes et des morts surtout le comblaient presque en entier.

« Les Russes, avant de s'en aller, fouillèrent dans les habits de quelques morts, principalement de ceux qui avaient des galons ou des épaulettes. Le petit chasseur à pied qui criait de nouveau : « A boire! à boire! par pitié, un peu d'eau, rien qu'une goutte! » ce



Le général Brunet.

petit chasseur avait une montre dont la chaîne reluisait en dehors de sa tunique. Le sergent la décroche, applique cette horloge de gousset à son oreille, et, satisfait du tic tac de la bassinoire, la fait disparaître dans sa poche. « A boire! à boire! » ne cessait de demander le chasseur. Et ils disparurent que j'entendais encore sa voix de plus en plus éteinte crier toujours : « A boire! à boire! »

« Le fait est que, moi aussi, j'avais grand'soif. Je crois que j'aurais cédé à la tentation, si le voisin qui m'avait appris à faire le mort n'eût pas soutenu mon courage par son exemple. Nous pouvions causer à voix basse sans crainte de nous trahir, mais il ne fallait pas faire le plus petit mouvement et encore moins essayer de nous relever; les factionnaires qui regardaient à chaque instant par-dessus la banquette de la courtine nous auraient découverts.

« En ce moment, des coups de fusil retentirent. Comme nous étions sur une hauteur, il nous suffit de cligner de l'œil dans cette direction pour apercevoir de braves soldats qui s'élançaient, au pas gymnastique, hors de nos parallèles, et venaient enlever à la barbe des Russes, et sous une pluie de balles, les blessés survivant au carnage du matin.

« — Il nous faut attendre l'armistice, qui n'aura lieu que demain matin, dit le voisin. Nous sommes trop près de Korniloff pour qu'ils viennent nous chercher. — Mais n'y aura-t-il pas moyen de rentrer dans nos lignes dès que la nuit sera venue? — Pour toi, c'est possible; pour moi, non : il me manque un pied. — Je me sens les jambes en bon état, ajoutai-je, je te porterai sur mon dos. — Tu as de l'humanité pour moi, quoique nous ne soyons pas du même corps. Merci, j'accepte ton offre, nous essayerons; et tu auras

raison d'accoster de nuit les sentinelles de tranchée, car en plein jour tu leur ferais peur. — Que veux-tu dire? — Je dis que le factionnaire, en te voyant arriver vers lui, pourrait bien être saisi de terreur et prendre la fuite. — Pourquoi? — Parce que si tu te regardais dans un miroir, mon pauvre ami, tu croirais que tu n'es plus toi, quelle horrible physionomie! ta tête ressemble à un gros morceau de viande crue qui a le don des langues. »

« Nous devisions ainsi pour tuer le temps; mais qu'il nous paraissait cruellement long, ce temps! Le soleil descendit enfin du côté de la mer, la chaleur diminua peu à peu, et la fraîcheur du soir apporta un léger soulagement à mes souffrances.

« Allons, camarade! en route! dis-je tout bas au fantassin en me redressant et en m'étirant les jambes, et en cherchant un point d'appui sur cette litière glissante de cadavres.—En route! en route! répéta-t-il machinalement et comme s'il sortait d'un long sommeil; en route! » Et me tendant les deux mains, que je saisis dans les miennes, en m'arc-boutant des pieds contre le dos d'un gros sapeur du génie, j'essayai de le relever. Mais la tête me tourna, et nous retombâmes, moi de nouveau sans connaissance; lui, m'a-t-il assuré depuis, en poussant un cri de douleur si poignant, si aigu, que les Russes l'entendirent et sortirent de la courtine pour le faire prisonnier. Il leur échappa encore une fois, grâce à son sang-froid, en faisant le mort, et moi je dus ma liberté à mon évanouissement.

« J'avais trop préjugé de mes forces : non-seulement il m'était impossible de charger mon camarade sur mes épaules, mais je ne pouvais même pas me tenir debout; il fallut donc attendre la sonnerie de l'armistice. Quelle nuit! oh! quelle nuit de tortures! Je crois maintenant que j'ai rêvé tout ce que j'ai souffert pendant cette nuit! J'avais raillé les malheureux qui tantôt criaient la soif et se rendaient prisonniers pour une goutte d'eau. Eh bien! si les Russes fussent revenus cette nuit vers moi, je me serais rendu aussi, tant j'avais soif! Ma main, en tâtonnant, rencontra par hasard une carabine, et je me mis à lécher la rosée qui perlait sur la crosse; la fièvre heureusement me libérait de la faim. Si les mouches ne bourdonnaient plus à mes oreilles, j'entendais le vol des oiseaux de proie, les grognements des chiens qui faisaient ripaille, et des bruits de craquements et d'affaissements au milieu de ce charnier humain où j'étais prisonnier. Et quand je me demandais si je ne rêvais pas, si je n'étais pas en proie au délire, les roulements lointains des canons de la gauche, l'éclair d'une bombe dans le ciel et les dialogues des sentinelles russes me ramenaient à la réalité.



Enlèvement des blessés pendant l'armistice. (Page 210, col. 1.)

« Camarade, quelle heure est-il? » demandai-je au fantassin. Il ne me répondit pas. « La nuit est bien longue, » ajoutai-je. Il ne me répondit pas encore. « Mon Dieu, quelle nuit d'enfer, pour une nuit d'été! Dis-moi, quelle heure est-il? je t'en conjure. — As-tu fini? répondit brusquement le voisin; va-t'en demander l'heure au sergent devenu propriétaire de la montre du chasseur! » Je gardais de nouveau le silence, indigné de la brusquerie du camarade; mais, mon impatience redoublant, je m'écriai de nouveau : « Quand fera-t-il jour? je t'en prie, dis-le-moi, quand fera-t-il jour? — Eh! il fait jour depuis une heure. — Ce n'est pas possible! — Le ciel est bleu et le soleil brillant. — Tu me railles. — Quel beau temps pour l'armistice! —

Tu rêves, il fait nuit encore. — Es-tu donc aveugle? s'écria-t-il alors d'un ton plein de compassion. — Aveugle! Ah oui! je suis aveugle : j'ai les yeux ouverts, et il fait nuit encore! » Et je me frottais les paupières et j'essayais d'enlever de dessus mes yeux la toile, la cloison qui leur cachait la lumière, mais je l'essayais en vain...; et sans tenir compte du voisinage des Russes, j'allais m'abandonner au désespoir, j'allais maudire tout haut mon malheureux sort, quand soudain le clairon parlementaire retentit sur nos lignes. « Ah! enfin! murmura le fantassin. — Enfin! » murmurai-je aussi.

« On sait comment se passent la conclusion d'un armistice et l'armistice lui-même. Des troupes s'alignèrent en dehors de nos travaux d'attaque. Le plus grand nombre de nos vaillants soldats étaient tombés sur le domaine des assiégés. Les assiégés opérèrent donc la levée des cadavres et les déposèrent, ainsi que les blessés, au milieu du terrain neutre qui s'étend entre les lignes ennemies. C'est là que nos soldats vinrent les chercher; c'est de là que je partis, et, guidé, soutenu par deux soldats, je me traînai à l'ambulance [1]. »

Le général Pélissier ne fut pas abattu par l'échec du 18 juin. Si nous n'avions rien gagné, nous gardions toutes nos positions. Sa fermeté soutint celle de l'armée, qui n'eut plus qu'un désir, celui de prendre une revanche. L'attaque de Malakoff, qui dans l'origine n'avait été qu'une diversion, devint l'objet principal du siége. Les attaques de gauche n'eurent plus qu'un rôle secondaire : les anciens plans étaient changés, car on reconnaissait que la prise de Malakoff pouvait seule amener la chute de la ville. On recommença le travail de la pioche et de la mine, la guerre de tranchées et d'embuscades. On résolut de ne plus avancer que pied à pied jusqu'au jour où on se trouverait assez rapproché pour s'élancer d'un bond dans les fossés de Malakoff.

§ 4. MORT DE LORD RAGLAN (28 JUIN); ÉPISODES.

Le général en chef de l'armée anglaise n'avait pas regardé la défaite du 18 juin d'un œil aussi sec que le général Pélissier. Il fut atteint, ce jour-là, « par l'invincible épée dont le ciel arme certaines tristesses. Quoiqu'il n'appartînt pas aux générations qu'il voyait tomber autour de lui, il semblait destiné à rester longtemps encore sur cette terre. Une sève vigoureuse animait le vieil arbre que la mort avait émondé à Waterloo. Un jour, après une courte agonie, lord Raglan s'éteignit entre les bras de ses aides de camp. C'était un homme aimable et bon, paré de glorieux souvenirs pour sa patrie. A la nouvelle inattendue qu'il avait cessé d'exister, ce fut donc chez ses compatriotes une légitime affliction. On résolut d'envoyer ses dépouilles en Angleterre; mais pour gagner le navire qui devait l'emporter, son corps avait une longue route à parcourir. Il fut décidé que sur cette route on déploierait toutes les pompes dont les armes peuvent entourer un cercueil. Je me rendis avec le général Canrobert à cette petite maison où j'étais venu si souvent, à une autre époque, passer de longues heures, devisant, pendant les conférences prolongées des généraux en chef, chez un officier qui devait, lui aussi, sortir dans une bière de cet humble asile. A cette maison commençait la double haie de soldats qui bordaient jusqu'à Kamiesch le chemin où le mort devait passer.

« Les premiers soldats disposés sur cette voie funéraire étaient les *highlanders;* appuyés sur leurs fusils renversés, ces hommes, grands, vigoureux, bien taillés, faisaient songer, par leurs attitudes et par leurs formes, aux bas-reliefs antiques. Ils évoquaient la pensée d'une douleur imposante et calme, de la douleur qui sied au cœur d'une puissante nation. On se sentait ému par ces figures, non point à coup sûr de la tristesse poignante qui parfois se met à sangloter soudain, dans un coin obscur de votre âme, au convoi d'un être ignoré, mais de cette tristesse des deuils publics, auguste et solennelle comme le temple où tout un peuple accompagne les restes d'un grand homme. Ce qui achevait de donner à cette cérémonie un caractère en même temps lugubre et triomphal, c'était la nature, la forme et l'appareil du char mortuaire. On avait posé le cercueil qui renfermait l'ancien général en chef de l'armée anglaise sur une pièce de canon traînée par un attelage de guerre, et le voile qui recouvrait ce cercueil était le drapeau même de la Grande-Bretagne. Jamais les hommes n'ont jeté sur un cadavre plus splendide linceul. Ce qu'il y avait dans cette pompe de patriotique et de guerrier lui enlevait la vanité dérisoire dont on est trop souvent offensé aux funérailles opulentes. Cet étendard semblait communiquer sa vie à celui qu'il enveloppait de ses plis éclatants. Ce qu'on croyait voir passer sur cette route de la dernière demeure, ce n'était point, comme il arrive trop souvent, quelque chose de détruit, de déformé, d'inerte, en un cruel désaccord avec toutes les créations d'un art fastueux, un repas apprêté pour les vers avec une ironique magnificence; non, c'était un être vivant, un soldat allant trouver son Dieu dans le drapeau de sa patrie. » (*P. de Molènes*).

Ainsi cette guerre avait déjà dévoré trois généraux en chef. Saint-Arnaud et lord Raglan étaient morts à la peine. Canrobert avait déposé son commandement. Cela seul suffirait pour montrer combien fut rude cette expédition de Crimée, si glorieuse à la fois et si terrible pour les alliés.

Le général Simpson, le plus ancien des généraux anglais, prit le commandement de l'armée britannique. Le choléra qui venait d'enlever lord Raglan sévissait presque continuellement avec plus ou moins de force dans nos camps. Les chaleurs avaient dû en effet, au milieu de cette immense agglomération d'hommes, amener des maladies. C'était là peut-être ce qu'il y avait de plus cruel pour le soldat : s'éteindre dans son lit en face de l'ennemi! Le P. de Damas raconte une mort bien touchante :

« C'était sur le midi, dit-il, un infirmier m'appelle pour un sergent-major gravement atteint du choléra. Je m'approche du malade, je reçois ses dernières confidences et je lui donne le sacrement de l'extrême-onction. J'allais me retirer pour courir à d'autres infortunes. Cependant je me sentais ému. Il y avait dans les paroles du généreux enfant quelque chose de grand qui semblait le distinguer du vulgaire. Je voulus savoir qui il était. Mais lui, humble et modeste, ne songeait pas à faire valoir l'éclat de sa naissance. Digne fils des croisés, il avait voulu servir son pays

1. Docteur Maynard, *Souvenirs d'un zouave devant Sébastopol.*

au prix même des plus redoutables sacrifices. Il avait négligé les avantages terrestres de son nom et de sa fortune, il s'était engagé comme simple soldat; il avait partagé sans fierté la nourriture grossière des fils de ses fermiers engagés dans le même régiment, et maintenant il mourait tranquillement avec la satisfaction d'avoir rempli son devoir en servant sa patrie. « D'où êtes-vous, mon enfant? lui avais-je dit. Avez-vous encore votre mère? Puis-je vous rendre quelque service? » A mes questions l'enfant avait répondu : « Je suis de Château-Chinon; j'ai eu le malheur de perdre ma mère. Je n'ai besoin de rien. Je vous remercie. » Alors je lui demande s'il désire que j'écrive à sa famille. « Oh! que vous seriez bon! » dit-il avec transport. Et comme je prenais du papier et un crayon pour écrire son adresse, il me dicta naïvement : De Chabannes, à Belleville-sur-Saône. J'avais tout compris. Ainsi le fils du marquis de Chabannes, le descendant de la Palice, l'héritier d'une jolie fortune et l'espoir d'une des nobles familles de France, mourait sans étonnement et sans dépit, sur la terre étrangère, sans même s'apercevoir de la grandeur du sacrifice qu'il offrait à son pays. Oh! comme je fus heureux de soutenir le courage de ce généreux enfant pendant les trois jours qu'il vécut encore!

« Vraiment il avait raison, le noble chef de bataillon, qui, sur la tombe du jeune héros, disait aux officiers et aux sous-officiers présents à la cérémonie des funérailles : « Messieurs, le fils des anciens compagnons de saint Louis, qui vient de mourir sous nos yeux, est digne de nous servir d'exemple. Sans doute il eût été plus beau pour lui, en apparence, de mourir sur le champ de bataille, au milieu d'une action glorieuse; mais le courage ne se mesure pas à l'éclat d'une gloire éphémère. La vertu du gentilhomme consiste à se dégager de tous les hochets dont la vanité humaine s'entoure, pour être grand par lui-même, grand par la force de son cœur, grand par la générosité de son dévouement, grand surtout par la noble énergie de sa foi, qui lui fait mépriser toutes les aises de la vie et donner jusqu'à la dernière goutte de son sang pour assurer le bonheur de son pays. »

Les aumôniers, on le voit, jouaient un noble rôle en Crimée, et c'était une admirable chose que d'avoir ainsi organisé une aumônerie de l'armée, comme on en avait organisé une de la marine. Ces prêtres ne consolaient pas seulement les mourants, ils adoucissaient les souffrances et les ennuis des malades. « Une dame, raconte encore le P. de Damas, voulut bien m'offrir un jour de contribuer au soulagement de l'armée. Je lui demandai une certaine quantité de petits livres instructifs ou amusants. On ne se fait pas d'idée du bien que produisit cet heureux envoi. Chaque matin, je distribuais mes petits trésors, en parcourant les tentes de mes blessés et de mes fiévreux. Oh! comme ma visite était attendue! avec quel empressement on tendait les mains à mon approche! « Mon père, à moi un livre, disait celui-là; je m'ennuie tant! rester pendant soixante jours étendu sur la terre, en attendant la guérison de la partie saine de ma jambe coupée, c'est bien long! Un livre pour me distraire, je vous en prie. — Et à moi aussi un livre, s'il vous plaît, reprenait un autre. Je pense au pays toute la journée. Cela me donne trop de regrets. Cela me décourage. Cela m'empêcherait de bien faire mon devoir. Donnez-moi un petit livre pour m'aider à penser à autre chose. » Ainsi se passait ordinairement ma visite du matin. Que de pauvres enfants égayés au milieu de la souffrance! Que d'âmes détournées de pensées dangereuses! Que de mauvaises conversations arrêtées par la bonne œuvre de la bienfaitrice charitable dont Dieu seul connaît les mérites!

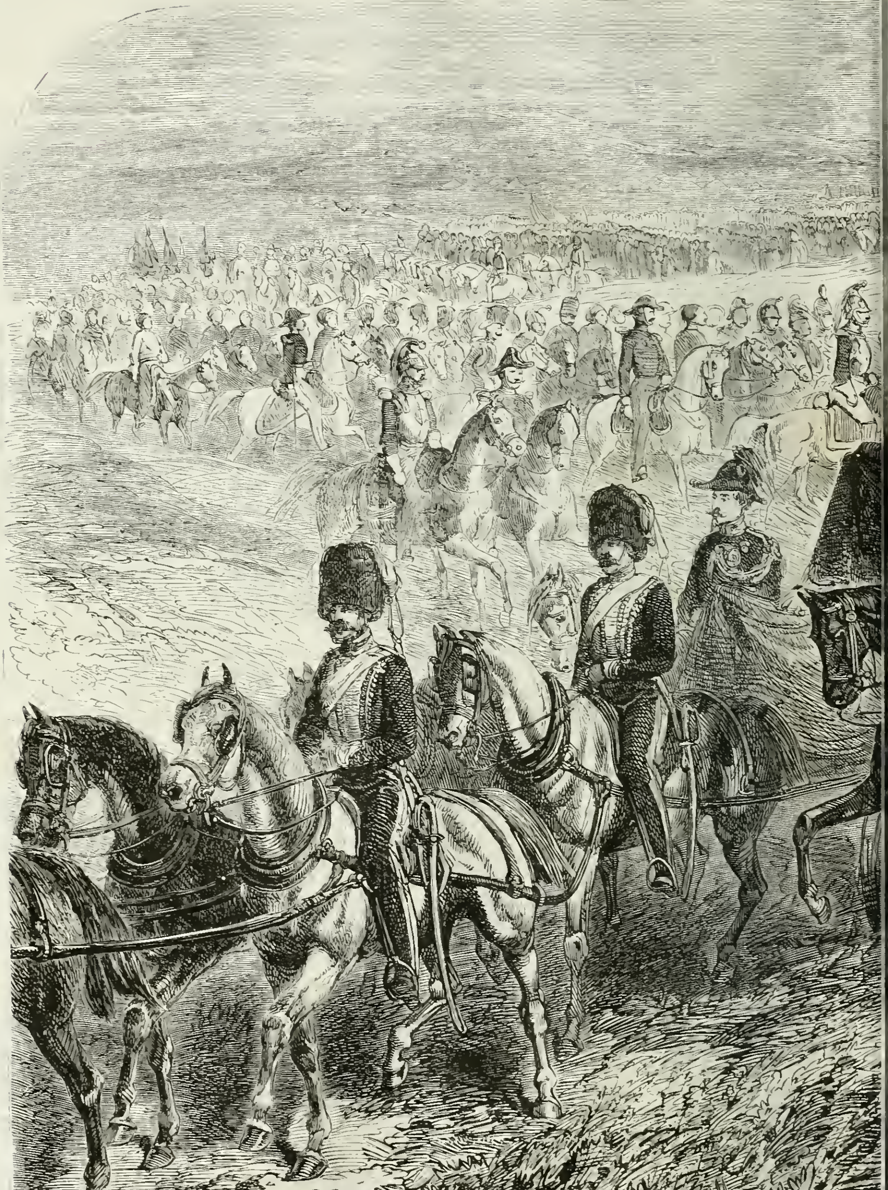
« Un genre d'aumônes très-amusant à distribuer, c'étaient des bonbons. Quelques personnes ont eu la bonne pensée de m'envoyer de Paris de jolies sucreries magnifiquement enveloppées dans des papiers moirés, satinés, gaufrés, etc. Lorsque m'arrivaient ces sortes d'envois, je courais à l'ambulance et je me présentais avec mon petit trésor. Il n'y avait rien de divertissant comme de voir ces vieux soldats, au teint hâlé, à la barbe formidable, au regard un peu hautain, considérer en souriant leur petite portion et tendre la main pour la recevoir. « Père, me disait en souriant un vieux sergent de zouaves, vous avez bien raison d'apporter du bonbon à vos petits enfants : cela fait plaisir. — Oui! donnez du *nanan* aux petits, reprenait un autre : c'est bien bon le *nanan*. » Et de la sorte le temps de la distribution se passait en propos joyeux. C'était toujours une heure arrachée à la souffrance. C'était surtout un bonheur pour le cœur des exilés qui se sentaient soutenus par les témoignages du bon vouloir de ceux de la patrie. Aussi combien de fois n'ai-je pas entendu s'échapper de toutes les bouches des témoignages de reconnaissance pour les *bonnes dames aux bonbons*, comme pour la *bonne dame aux livres*[1]. »

Cependant le camp des alliés reprenait peu à peu son aspect habituel. Les soldats, dans les belles journées d'été, oubliaient leurs périls dans toutes sortes de distractions. L'idée leur était même venue de monter un théâtre.

Près de l'ambulance et de l'église, s'élevait une construction d'une nature originale et imprévue, le *Théâtre des Zouaves*. « Imaginez-vous, dit Paul de Molènes, dans des proportions colossales, ce jouet qui fait le bonheur des enfants, cette sorte de maison carrée qui est ornée d'un fronton appuyé sur des pilastres, et qui a pour devanture une toile où un pinceau primitif a essayé de rendre les plis majestueux d'une draperie opulente. Tel était ce théâtre guerrier. Il s'élevait sur un petit mamelon et était entouré d'un hémicycle formé par des buttes de terre. Les spectateurs prenaient place sur ces buttes. Le jour où je le vis pour la première fois, en me rendant à notre nouveau bivac, ce lieu destiné au plaisir était en deuil.

« Des souvenirs lugubres planaient sur la scène abandonnée, et les gradins de terre, où depuis plusieurs jours nul ne s'était assis, faisaient songer à des tombes. La matinée du 18 juin avait détruit en quelques heures, presque tout entière, la troupe des soldats artistes. Les boulets russes avaient enlevé le père noble, l'amoureux, le comique, et jusqu'à la jeune première elle-même, car, ainsi que sur le théâtre antique, les rôles de femmes, sur le théâtre des Zouaves, étaient joués par de jeunes garçons. L'ingénue déchirait la cartouche, maniait le fusil, et au besoin se faisait tuer. La dernière affaire l'avait prouvé. On dispensait les acteurs des corvées, mais on ne les

1. De Damas, *Souvenirs de Crimée*.



Funérailles de lord Ragla



llet 1855). (Page 210, col. 1.)

dispensait point des combats, eux-mêmes ne l'auraient pas voulu. Ils apprenaient leur rôle dans les tranchées. Le relâche forcé qui eut lieu après le 18 juin est le plus glorieux incident de leur histoire. Ce fait, qui en même temps nous égaye et nous attendrit, montre quelle bizarre et redoutable force recèle l'âme française. Comment lutter avec des gens qui traitent de cette manière le péril, qui se battent entre deux couplets, qui descendent d'un tréteau pour entrer dans la mort? Le théâtre des Zouaves ne fut point fermé longtemps. Une nouvelle troupe se reforma bien vite. Comme ma tente était dans le voisinage de ce spectacle, souvent le soir en m'endormant je prêtais alternativement l'oreille au bruit du canon, que j'entendais tonner contre les tranchées, et à celui des couplets, qui s'élançaient dans l'air de la nuit. Sous mon cerveau, où elles venaient s'unir, cette voix du trépas et cette voix des plus folles gaietés formaient un concert dont la musique d'aucun maître ne pourrait me rendre la mélancolie imposante et la poétique bouffonnerie. »

Ce théâtre était quelque chose de singulier et démontrait l'industrie de nos soldats. Les figures allégoriques avaient été peintes avec de la toile de tente où l'on avait passé une couche de chaux. Les décors étaient faits de la même façon et très-habilement. — Les couleurs dont les zouaves se servaient n'étaient que le rouge, la craie, le jaune dont ils se servent pour jaunir leurs guêtres, et de la poudre. — La rampe, qui se composait de bougies, avait des réflecteurs en boîtes à conserve de fer-blanc. — Les costumes étaient encore plus curieux. — Les perruques des pères nobles étaient faites avec la laine des peaux de mouton; les manches avec des sacs à terre, ou avec de la poudre on avait imité des queues d'hermine, les chapeaux de femme avec de la toile de ceinture et de turbans; les manchettes brodées en papier, les faux cols aussi. Un superbe habit de marquis étalait des broderies d'argent étincelantes faites avec des découpures de fer-blanc. Voici un programme authentique de la représentation : *Au profit des prisonniers de Sébastopol. Les amateurs du 2e régiment de zouaves donneront la soirée dramatique suivante :*

1° *Les Ressources de M. Cocasse*, vaudeville en un acte; 2° *Intermède comique;* 3° *Les Anglaises pour rire;* 4° *Intermède comique;* 5° *Première représentation du Retour en Crimée*, vaudeville en un acte, par deux amateurs; 6° *Une chansonnette comique.* Le rideau lèvera à sept heures et demie.

Les acteurs jouaient très-bien, écrit-on. La salle était ordinairement pleine d'officiers français et anglais de toutes armes. La musique des zouaves composait un excellent orchestre. On n'avait pas oublié le trou du souffleur. Il n'y avait pas de bureaux, mais la cantinière du régiment tenait une corbeille où chacun mettait ce qu'il voulait, depuis deux sous, jusqu'à un louis. Une recette produisit jusqu'à 700 francs.

Après l'assaut du 18 juin, le général Pélissier avait rendu au général Bosquet le commandement des attaques de droite et rétabli les anciennes divisions dans leurs positions. La division du général Canrobert vint aussi concourir à l'attaque, et on vit l'ancien commandant en chef de l'armée monter sa garde tous les trois jours dans les tranchées.

« Au fur et à mesure que nos attaques serraient de plus près nos ennemis, les coups de la place tombaient plus drus sur la tranchée, et nos pertes journalières devenaient plus graves. Pendant ce siége, qui a duré tant de mois, notre armée ne s'est pas abandonnée une seule heure au découragement : on l'a répété bien des fois, ce sera pour elle l'honneur impérissable de cette guerre, mais il y avait des instants où ces sentiments de la confiance, de la gaieté, de la verve française, étaient remplacés dans nos rangs par un sentiment nouveau, par un sentiment de sombre et intrépide résignation. « Nous y passerons tous, disaient quelquefois « les soldats; peu importe du reste ce qui adviendra « des ouvriers, pourvu que la besogne soit faite. »

« Malgré ce que de semblables pensées avaient d'énergique et de noble, le général Canrobert, avec raison, aimait mieux voir s'épanouir dans le cerveau des siens les pensées habituelles à notre nation. Aussi, dans ses visites continuelles à la tranchée, avait-il toujours dans la bouche de joyeux propos. Le troupier vis-à-vis d'un chef qui lui adresse quelques paroles de bonté, c'est un courtisan vis-à-vis de son souverain. Seulement c'est un courtisan d'une loyauté honnête et touchante ; avant même que son supérieur ait parlé, il s'apprête à rire, s'il voit qu'une plaisanterie va naître, et à peine cette plaisanterie est-elle née qu'il l'accueille, si mince, si chétive soit-elle, avec tous les transports d'une affectueuse hilarité. On peut donc s'imaginer l'empire qu'exerçait sur une semblable nature le général Canrobert avec cette langue imagée et vive que fournit un cœur vaillant et un esprit bien doué.

« Un seul trait montrera cet empire. A la droite du siége l'entrée de nos tranchées avait un aspect sinistre. Les ravins où l'on était forcé de s'engager pour arriver à cette partie de nos travaux évoquaient le génie de Salvator Rosa : c'étaient les paysages tourmentés chers à ce pinceau hardi et violent comme un glaive. Un soir, en revenant de visiter nos tirailleurs, le général Canrobert cheminait dans un de ces ravins. Au pied d'une montagne sombre et farouche, dont les plis commençaient à se remplir des ombres de la nuit, il aperçut quelques soldats qui remuaient la terre. Il s'arrêta pour demander à ces hommes ce qu'ils faisaient. Ils lui répondirent qu'ils creusaient des tombes. En cet instant même, près de ces fossoyeurs improvisés passaient d'autres soldats portant sur leurs épaules une civière. Un cadavre singulier reposait sur ce lit de mort ambulant : c'était un homme atteint par le trépas avec une telle rapidité, qu'en devenant immobile il avait gardé toutes les attitudes de la vie, et s'était changé en une sorte d'effrayante statue. Un de ses bras s'était roidi le long de son corps, mais l'autre bras était levé au ciel. La mort avait donné au geste de ce membre livide une énergie que je ne saurais rendre. On eût dit un appel terrible à la puissance divine. Parmi tous les objets transformés que la guerre a fait passer sous mes yeux, aucun peut-être ne m'a paru plus émouvant que ce bras. Il y a dans les spectacles extérieurs d'invincibles puissances que les âmes les plus simples subissent souvent à leur insu. Les hommes près de qui le général Canrobert s'était arrêté semblaient soucieux. Ce qui frappait en ce moment mes regards pesait évidemment sur leurs cœurs.

« Eh bien! mes enfants, leur dit le général, il y en a donc beaucoup qui ont fait le grand voyage aujourd'hui?

— Oui, mon général, lui répondirent-ils, et demain il y en aura bien d'autres.

— Nous le ferons tous, reprit alors leur chef; c'est bien certain; mais de quel lieu partirons-nous, et quand nous mettrons-nous en route? Voilà ce que je ne puis pas vous dire. »

Appuyés sur leurs pioches, les hommes qui travaillaient dans le ravin se mirent à rire. L'humeur gauloise était réveillée et reprenait sa chanson au bord de ces tombes[1]. »

A cette époque du siége tomba sous le feu de l'ennemi un simple sergent de zouaves dont la mort émut vivement l'armée. C'était un jeune homme d'une haute naissance et de rares qualités, Hélion de Villeneuve Trans, né à Nancy en 1826. Il avait fait de bonnes études, puis son droit. A la révolution de 1848, il avait combattu dans la garde nationale, puis était entré, en 1849, au ministère des affaires étrangères. Un bel avenir diplomatique s'ouvrait devant lui, mais cet avenir ne lui souriait pas : il avait le goût des armes. Il obtint de sa mère la permission de s'engager et s'engagea d'abord dans les *guides*. Comme les guides n'allaient point en Crimée, il demanda à être envoyé dans le 1er régiment de chasseurs. Arrivé à Sébastopol, il vit que la cavalerie ne servait pas beaucoup, il passa dans les zouaves. Plusieurs généraux l'avaient connu, tous admiraient sa résolution. Il reçut bientôt les premiers grades. Nommé adjudant des tranchées, il fut désormais exposé continuellement au feu des Russes. « Que je suis heureux, disait-il au brave général qui avait facilité son entrée dans les zouaves, il ne se tire pas une seule balle que je ne sois là. » Un soldat, qui s'était avancé imprudemment sur un point ouvert sans défense aux balles des Russes, tombe mortellement blessé. Dans les douleurs de l'agonie, il se tourne vers ses camarades et s'écrie d'une voix mourante : « Personne ne viendra-t-il me serrer la main avant que je meure? » Villeneuve l'entend, s'élance vers lui au milieu d'une horrible mitraille, et serre dans ses mains la main du pauvre soldat, qui meurt consolé par cette étreinte suprême. Le dimanche 22 juillet, il partit le soir pour la tranchée avec le général Vinoy qu'il accompagnait, pour porter des ordres. Le général Espinasse, qui lui témoignait un extrême intérêt, voulut le retenir près de lui ce soir-là; mais Villeneuve lui répondit : « Mon général, il faut que je gagne les galons de sous-officier que je porte. » Et il partit. Le feu de l'ennemi était des plus violents. Hélion de Villeneuve eut la mâchoire fracassée par un biscaïen et reçut un éclat d'obus dans la poitrine. Il mourut la nuit suivante après d'horribles souffrances. Hélion de Villeneuve avait donné toute sa vie des témoignages d'une dévotion traditionnelle dans sa famille, à laquelle on permit de rapporter son corps en France.

Quelques jours après la mort de cet héroïque jeune homme, qu'il avait beaucoup aimé, le général Canrobert fut rappelé en France. Le soldat ne pouvait oublier en le voyant que c'était son ancien général en chef. Il en résultait pour Canrobert une position difficile, et une position plus difficile encore pour ses supérieurs. L'Empereur l'engagea à revenir en France afin de rétablir sa santé. Le général Canrobert refusa. Il répondit que pour rendre au commandement supérieur toute son indépendance, il partirait, mais qu'il lui fallait un ordre. L'ordre arriva.

« La veille de son départ, dit Paul de Molènes qui abandonna la Crimée avec lui, le général Canrobert avait passé sa division en revue. Contrairement à ses habitudes, il ne s'était arrêté devant aucun soldat. On sentait qu'il avait hâte d'en finir avec une douloureuse épreuve. Le morne chagrin dont il était entouré pesait sur lui. Le jour même où il partit, tous les chefs de corps, tous les officiers que les travaux du siége laissaient disponibles avaient voulu lui faire cortége jusqu'au port. Bien des regards étaient humides de larmes, parmi les regards qui s'attachaient sur lui, au moment où il s'éloigna de cette terre encore sillonnée de ces boulets qu'il avait bravés tant de fois. Le général Pélissier l'accompagna jusqu'au navire où il s'embarquait. Là Canrobert embrassa dans son successeur tous ceux qu'il quittait. Bientôt nous reprenions à travers les mers la route de la France; mais la patrie elle-même, à l'horizon, cette patrie calme et radieuse, couronnée de ses grâces souriantes, n'était pas une assez puissante apparition pour nous faire oublier l'autre patrie, à la sanglante couronne, que nous laissions derrière nous.

« Ce qui est resté dans mon esprit de ce nouveau voyage à travers des régions déjà parcourues, c'est un incident assez curieux de notre passage à Constantinople. En arrivant dans cette ville, où il devait s'arrêter quelques heures, le général Canrobert voulut rendre visite au sultan. Le Grand Seigneur, lui dit-on, n'était point dans son palais, mais dans une sorte de pavillon attenant, je crois, à une mosquée où il se rendait quelquefois pendant le jour. Le général se fit conduire à ce pavillon. Il pénètre au milieu d'une cour entourée d'une grille derrière laquelle stationnait une foule à la recherche des spectacles comme la foule de tous les pays. Il demande à voir le sultan. Un gros vizir à barbe grise, d'une physionomie joyeuse, contenant avec peine son embonpoint dans une redingote étriquée, lui répond que Sa Hautesse est à table et qu'il est interdit à qui que ce soit de la déranger; mais pendant ce colloque, une pâle figure paraît à la fenêtre du pavillon; le sultan est venu regarder ce qui se passait dans sa cour. Le voilà qui descend et qui s'avance au-devant du général Canrobert d'un pas précipité. Je puis alors contempler de près le souverain de ce vieux monde musulman, si puissant autrefois sous ces voiles mystérieux et splendides qui ont tant perdu aujourd'hui de leur splendeur et de leur mystère. »

« Le sultan était jeune encore; il avait un visage doux, un sourire gracieux et triste, une voix un peu faible, dont des oreilles respectueuses sont accoutumées, on le sent, à recueillir pieusement les moindres murmures. Ses vêtements ressemblaient à ceux de tous les Turcs. Son fez n'avait point d'ornement. Ne serait-il pas resté un seul rayon des magnificences orientales chez les descendants de tous ces éblouissants fantômes qu'on ne peut évoquer sans être aveuglé par un éclat de pierreries[1]? »

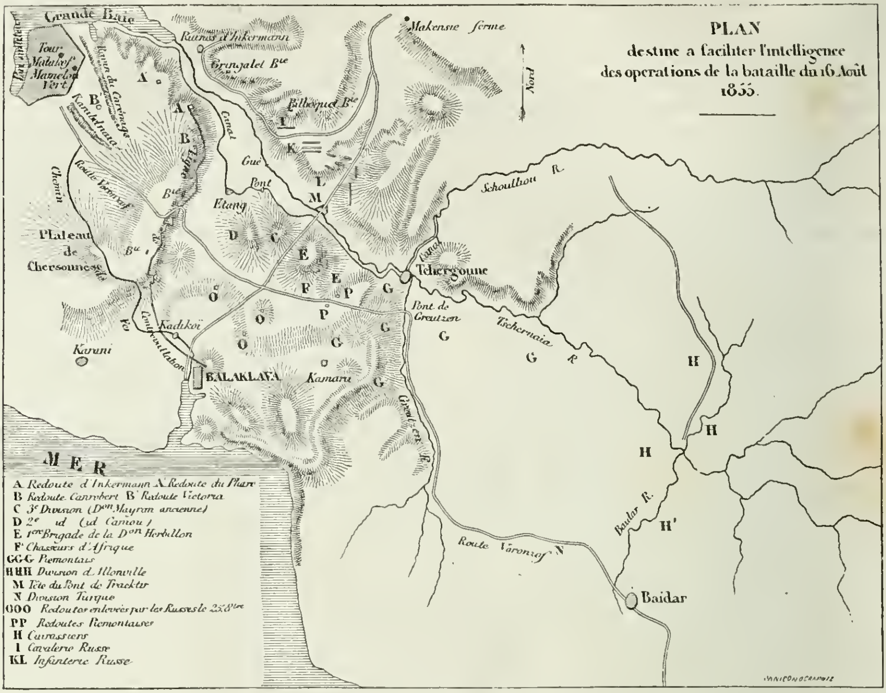
§ 5. BATAILLE DE TRAKTIR (16 AOUT).

Notre échec du 18 juin n'avait causé aux Russes qu'une joie de courte durée. Ils comprenaient que notre résolution de prendre Malakoff était bien arrê-

1. Paul de Molènes, *Commentaires d'un soldat*.

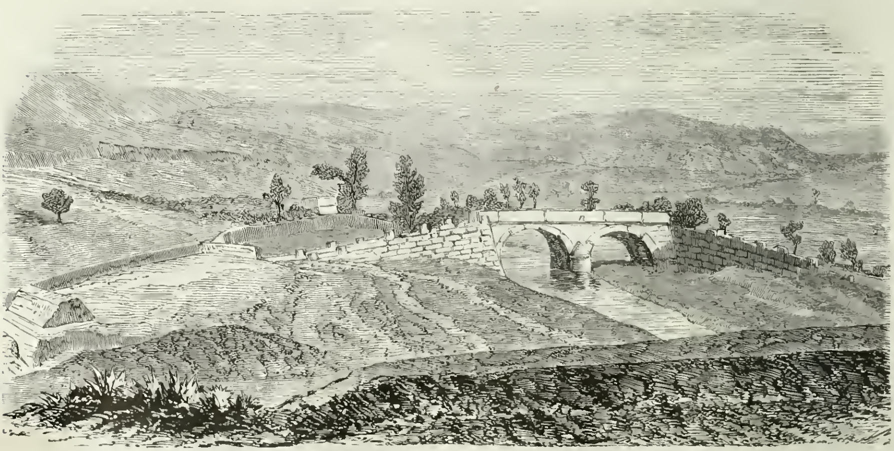
1. Paul de Molènes, *Commentaires d'un soldat*.

tée; que notre ardeur, loin de se refroidir, était ravivée par le désir de la vengeance. Aussi appelaient-ils de l'intérieur de l'Empire toutes les réserves disponibles. La garnison de Sébastopol était entretenue



Plan de la bataille de Traktir (16 août 1855). (Page 215, col. 1.)

à un effectif qu'on estimait à 50 000 hommes : l'armée de secours était aussi augmentée de contingents considérables, et à la fin de juillet ou au commencement d'août, on avait annoncé l'arrivée de plusieurs

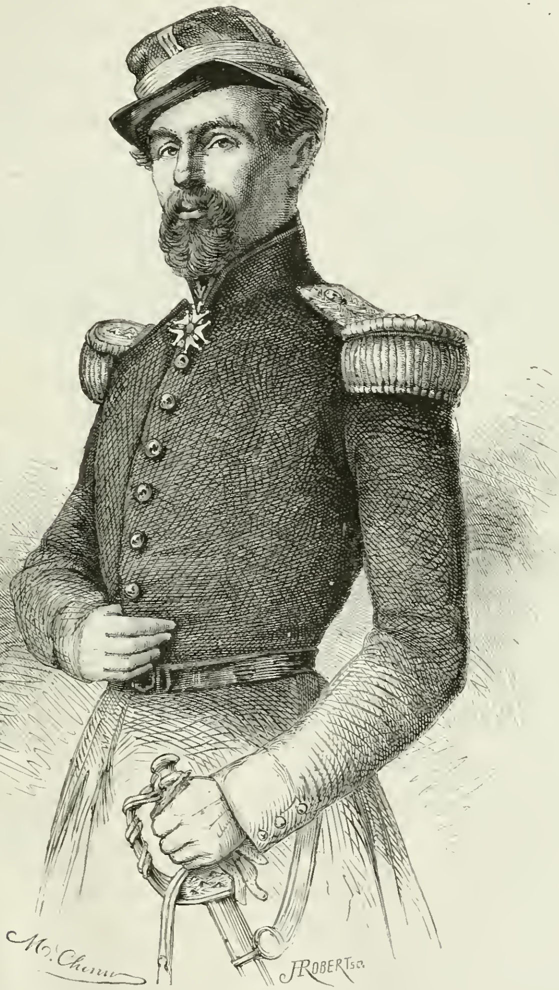


Le pont de Traktir, sur la Tchernaïa, lieu de l'engagement principal du 16 août 1855.

divisions des meilleures troupes de la Russie; il y avait dès lors lieu de croire que l'ennemi tenterait quelque effort, soit contre nos travaux de siége, soit contre le corps d'observation.

Le corps d'observation, nous l'avons dit, avait quitté les anciennes lignes occupées pendant l'hiver pour descendre dans la vallée même de la Tchernaïa et se couvrir de la rivière comme d'un fossé. Dans la première semaine du mois d'août, tous les rapports annonçaient une attaque de la part des Russes comme imminente. Le 12, les bruits avaient pris plus de consistance et fixaient l'affaire au 13 : l'armée de secours devait se jeter sur nos lignes de la Tchernaïa en même temps que la garnison exécuterait une sortie générale. Les effectifs de la garnison et de l'armée de secours permettaient cette double entreprise, et l'on s'apprêta à recevoir l'ennemi partout.

Nos troupes occupaient dans la vallée d'excellentes



Le général Herbillon [1].

positions, protégées par la rivière et un canal de dérivation. L'armée sarde tenait la droite, vis-à-vis de Tchorgoum; les troupes françaises gardaient le centre et la gauche, qui se reliait avec le plateau d'Inker-

1. Le général Herbillon est né à Châlons (Marne) en 1794. Entré au service dans les fusiliers de la garde impériale en 1813, sous-lieutenant en 1814, il prit part aux dernières luttes de l'Empire. Sous la Restauration, il fit la campagne de 1823 en Espagne. Sous le règne de Louis-Philippe, envoyé à l'armée d'Afrique (1837) il avança rapidement. Lieutenant-colonel en 1840, colonel en 1842, il organisa plusieurs cercles et prit part à un grand nombre d'expéditions. Nommé maréchal de camp en 1846 il fut appelé au commandement de la province de Constantine. Nous avons raconté avec détails le siége et la prise de Zaatcha (1849) où il eut à vaincre de si grandes difficultés. Général de division en 1851 il partit pour l'armee d'Orient en 1855 et reçut le 21 juin le commandement du corps d'armée placé en observation sur la Tchernaia, où les Russes vinrent l'attaquer le 16 août. Le général Herbillon est aujourd'hui sénateur.

mann. Indépendamment de quelques gués peu nombreux et assez mauvais, deux ponts permettaient de passer la Tchernaïa et le petit canal : l'un en aval de Tchorgoum, sous le canon des Piémontais; l'autre, appelé pont de Traktir, au-dessous et presque au centre des positions françaises.

« Si de ces positions, dit le général Pélissier dans son rapport, on regarde devant soi, de l'autre côté de la Tchernaïa, on voit vers la droite les hauteurs du Choulion, qui, après s'être développées en plateaux ondulés, tombent assez brusquement sur la Tchernaïa, au-dessous de Tchorgoum, en face des Piémontais. Ces hauteurs s'abaissent vis-à-vis de notre centre, et, à partir de ce point jusqu'aux flancs rocheux des plateaux de Mackensie, s'étend une plaine de trois à quatre kilomètres de largeur. C'est par cette plaine que la route de Mackensie vient passer la Tchernaïa au pont de Traktir et déboucher, après avoir traversé nos positions, dans la plaine de Balaclava.

« On faisait bonne garde sur toute notre ligne. Les Turcs, qui occupaient le pâté montueux de Balaclava, étaient en éveil; et le général d'Allonville, prévenu également, redoublait de vigilance dans la haute vallée de Baïdar. J'étais tranquille, du reste, pour toute cette extrême droite; c'est une de ces régions montagneuses où il est impossible de faire manœuvrer des masses; l'ennemi ne pouvait y faire que de fausses démonstrations. C'est en effet ce qui arriva. Dans la nuit du 15 au 16 août, le général d'Allonville envoya prévenir qu'il avait du monde devant lui; mais il sut par sa contenance imposer à l'ennemi, qui ne tenta rien de ce côté et n'osa pas l'aborder. »

On avait persuadé à l'armée russe que l'armée française, après avoir fêté le 15 août, serait ivre le matin du 16. Aussi l'ennemi avait-il choisi ce jour pour nous attaquer, nous rejeter sur le corps de siége et nous pousser à la mer. A la faveur de la nuit, les Russes descendirent des hauteurs de Mackensie : leur corps d'armée comptait cinq à six divisions, une nombreuse cavalerie et 160 pièces de canon soutenaient leur infanterie. Un peu avant le jour, les postes avancés de l'armée sarde, placés en éclaireurs jusque sur les hauteurs du Choulion, se replièrent et vinrent annoncer que l'ennemi s'avançait par masses considérables. Peu de temps après, les Russes garnissaient de leurs pièces de position les hauteurs de la rive droite de la Tchernaïa et ouvraient le feu contre nous.

Le général Herbillon, qui commandait le corps d'observation, avait pris ses dispositions de combat pendant que l'armée sarde luttait avec un rare courage pour empêcher l'ennemi de nous tourner. Le général Herbillon avait placé la division Faucheux à droite de la route de Traktir, sa propre division au centre, à gauche, la division Camou. En même temps la division de chasseurs d'Afrique du général Morris se tenait prête à marcher. Le général Pélissier préparait en outre d'imposantes réserves.

La brume épaisse qui couvrait les fonds de la Tchernaïa et la fumée de la canonnade empêchaient de distinguer le point contre lequel l'ennemi comptait faire effort, lorsque à notre extrême gauche une division russe vint donner contre la division Camou. Reçues par nos régiments qui les abordèrent à la baïonnette, prises de front et de flanc, les colonnes ennemies firent demi-tour, repassèrent le canal et ne purent échapper aux coups de notre artillerie qu'en allant se rallier fort loin.

Au centre, la lutte fut plus longue et plus acharnée. L'ennemi avait lancé deux divisions contre le pont de Traktir. Plusieurs de ses colonnes se ruent à la fois et sur le pont et sur des passages improvisés à l'aide d'échelles, de ponts volants et de madriers; elles dépassent la Tchernaïa, puis le fossé de dérivation, et enfin s'avancent très-bravement sur nos positions. Mais assaillies par un mouvement offensif que dirigent le général Faucheux et le général de Failly, ces colonnes sont culbutées, forcées de repasser le pont et poursuivies au delà. Cependant, le canon continuait de tonner de part et d'autre, et les Russes reformaient leurs colonnes d'attaque. La brume s'étant dissipée, il devint facile de voir leurs mouvements. Le général Herbillon fait alors renforcer le général Faucheux par la brigade Cler, et envoie également une réserve au général de Failly. Le colonel Forgeot met quatre batteries à cheval en position, ce qui lui donne sur ce front un ensemble de sept batteries. Aussi le second effort des Russes, malgré son énergie, vient-il se briser devant nous, et l'ennemi se retire, essuyant des pertes considérables. Une troisième attaque n'eut pas plus de succès.

A neuf heures du matin, le mouvement de retraite de l'ennemi était complétement dessiné : ses longues colonnes s'écoulaient le plus rapidement possible sous la protection de masses considérables de cavalerie et d'une nombreuse artillerie. A trois heures toute l'armée ennemie avait disparu. Nos pertes s'élevèrent environ à 1400 hommes hors de combat. Les Russes laissaient entre nos mains 400 prisonniers : ils y eurent environ 3000 hommes tués et 5000 blessés : 1626 de leurs blessés furent recueillis dans nos ambulances. Ils avaient perdu deux généraux dont nous trouvâmes les corps sur le champ de bataille.

L'armée sarde, qui avait vaillamment combattu à nos côtés, avait eu 250 hommes hors de combat : elle avait fait une centaine de prisonniers. Malheureusement elle perdit un de ses généraux, le comte de Montevecchio. L'armée anglaise n'avait point eu occasion de donner.

Cette victoire délivrait pour longtemps d'inquiétude notre corps d'observation. Les Russes comprenaient qu'il ne leur serait pas possible de nous jeter à la mer et durent renoncer à l'espoir de faire lever le siége. La garnison de Sébastopol sentit que le moment suprême approchait.

§ 6. BOMBARDEMENT DE SÉBASTOPOL; ASSAUT DU 8 SEPTEMBRE; PRISE DE MALAKOFF.

Le général en chef voulut profiter de l'heureux effet produit par la journée de Traktir pour presser l'attaque de Malakoff. Contre cet ouvrage redoutable et les ouvrages accessoires, nous avions 204 pièces en batterie, c'est-à-dire 91 de plus qu'au 18 juin. Le génie avait presque terminé la 6e parallèle dont il ne lui restait plus à relier que quelques points. Les cheminements étaient parvenus à environ 150 mètres de la tour Malakoff et du petit Redan; on avait le projet de les pousser jusqu'à 25 ou 30 mètres des contrescarpes, et même jusqu'au fossé si cela était possible;

mais à la distance si rapprochée à laquelle on se trouvait de la place, il n'y avait plus moyen de cheminer tant que le canon de l'enceinte ne serait pas réduit au silence. Il y avait nécessité de commencer la lutte d'artillerie.

Le feu s'ouvrit avec intensité le 17 août, mais seulement aux attaques de droite. Les attaques de gauche n'étant plus qu'accessoires, le tir y conserva ses allures ordinaires. Le feu des Anglais contre le grand Redan s'ouvrit en même temps que le nôtre. La place répondit d'abord très-vivement, mais la nuit elle tirait peu et le génie put cheminer sans être inquiété. Nos pièces cependant acquirent peu à peu la supériorité. Cette supériorité devint telle que l'ennemi finit par renoncer à ses réparations au petit Redan et à Malakoff. Les Russes alors eurent recours au système des petits projectiles creux, et, aux distances rapprochées auxquelles on se trouvait, ils incommodaient beaucoup les têtes de sape. On répondit à ce moyen par un moyen analogue. Placés aux débouchés de la sixième parallèle, des mortiers produisirent les meilleurs effets. Quelquefois aussi l'ennemi amenait des pièces de campagne derrière les embrasures démolies, et garnissait le rempart de tireurs qui faisaient une fusillade roulante sur nos travaux; mais nos feux directs et courbes en avaient raison en quelques instants. Les sorties et les alertes furent aussi répétées plusieurs fois.

D'après le rapport des déserteurs, l'ennemi avait des fourneaux de mine en avant de la contrescarpe de Malakoff; depuis qu'on avait franchi les abatis d'arbres et qu'on n'était plus qu'à 50 ou 60 mètres du fossé, on marchait avec une précaution extrême; le génie entreprit des travaux souterrains pour crever les galeries des Russes et détruire leur système de défense. Les cheminements s'avançaient ainsi sous la protection de l'artillerie, et dans quelques jours on allait enfin atteindre le but qu'on s'était proposé. Néanmoins notre position était bien périlleuse et excessivement critique : un jour d'interruption dans le feu de nos batteries pouvait entraîner la destruction et la perte des admirables travaux poussés avec tant d'art et tant d'audace. L'ennemi, réduit à l'impossibilité de se servir de ses embrasures, se défendait principalement à l'aide de ses feux courbes, et chaque jour il faisait pleuvoir sur le mamelon Vert et les groupes de batteries qui en dépendaient une très-grande quantité de projectiles creux de toute espèce. Dans la nuit du 28 au 29 août, vers les deux heures du matin, une explosion épouvantable se fit entendre : tous les camps en furent ébranlés. Les deux grands dépôts de poudre établis dans les anciens magasins russes du mamelon Vert avaient sauté avec 7000 kilogrammes de poudre et 350 obus. Si le cône d'explosion eût été dans la direction de Malakoff, les batteries les plus importantes de l'attaque eussent été détruites et un grand nombre de soldats auraient péri; car les tranchées dans le voisinage de la sixième parallèle contenaient beaucoup de troupes pour soutenir les travaux avancés, et l'ennemi, sans aucun doute, serait parvenu à réparer sa première enceinte. Par bonheur, toute l'explosion prit la direction de la partie du ravin de Karabelnaïa, où il n'y avait que quelques batteries. Néanmoins cette explosion nous coûta une quarantaine d'hommes tués et une centaine de blessés. Les Russes poussèrent des hourras sur leurs remparts et redoublèrent l'activité de leur tir sur le mamelon Vert; mais nos batteries, bien qu'endommagées, reprirent leur service ; nos canonniers, à moitié ensevelis sous les décombres, réduits à quelques hommes, recommencèrent le feu avec un dévouement et une énergie admirables.

Malgré sa gravité, ce malheur n'affecta pas la marche de nos travaux : on continua à s'avancer sur le petit Redan et sur Malakoff, en profitant des moindres accidents de terrain, en enlevant pied à pied tous les points du glacis où l'ennemi avait en quelque sorte pris racine, et dans les premiers jours du mois de septembre on était parvenu à établir une septième parallèle et à cheminer jusqu'à 40 mètres des saillants des deux ouvrages, mais chaque mètre de terrain conquis coûtait toujours bien cher; on peut évaluer en moyenne nos pertes journalières en tués et blessés à 200 hommes.

Cette situation ne pouvait se prolonger longtemps, et dans une réunion des officiers généraux, tenue le 1er septembre chez le général en chef, on reconnut que le moment définitif était venu de tenter une action de vigueur. Cependant il fallait encore se rapprocher jusqu'à la distance de 25 ou 30 mètres du saillant de Malakoff, mais il était inutile de pousser plus avant les approches de la gauche contre la ville, qui se trouvaient en ce moment à une cinquantaine de mètres du saillant du bastion du Mât et à 70 mètres environ du bastion Central. En ce qui concernait l'attaque anglaise, dont les points les plus avancés se trouvaient à 200 mètres du grand Redan, il y avait grand inconvénient sans doute à lancer les troupes à une aussi grande distance, mais il n'y avait pas moyen de pousser plus loin.

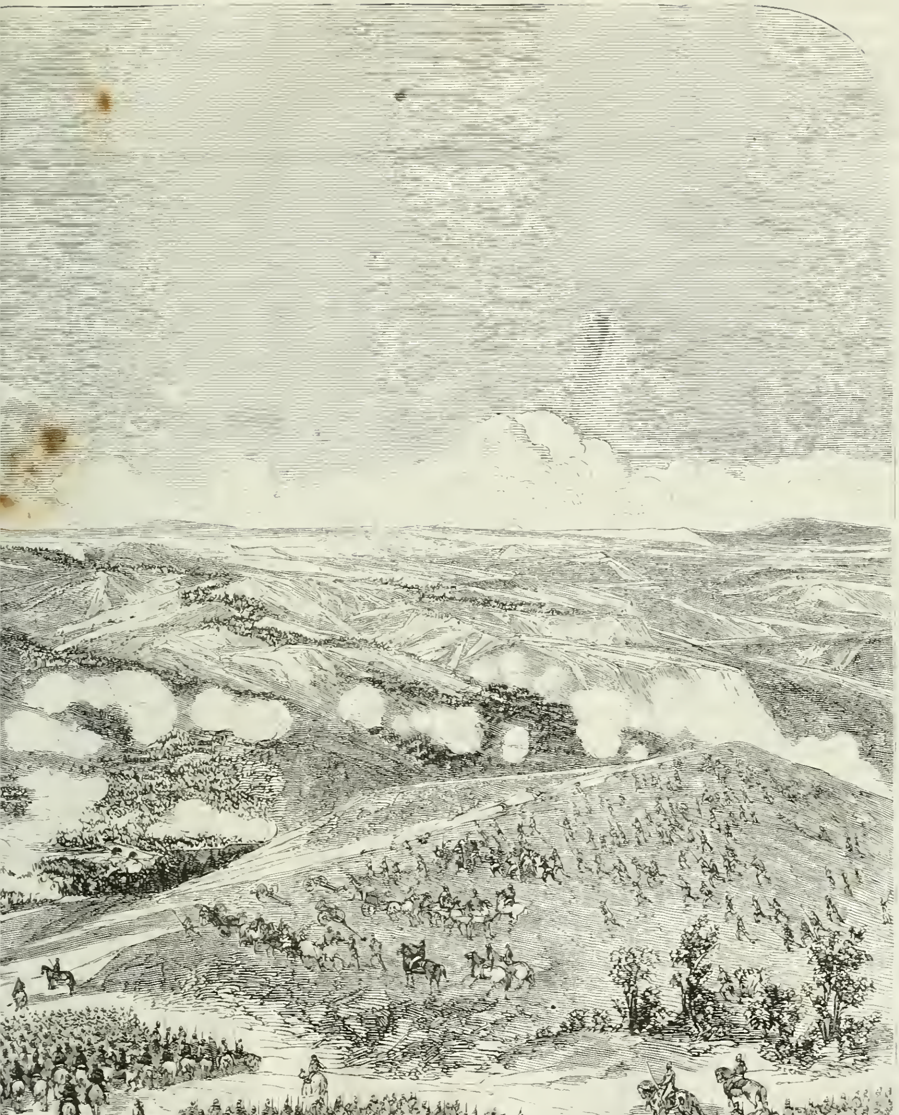
Le général en chef décida que le bombardement de la ville commencerait le 5 septembre et que l'assaut serait livré le 8. Jusqu'à cet instant décisif, le génie devait élargir et approfondir les tranchées; il devait enfin préparer les engins appropriés au passage et à l'escalade des fossés, puis les établir dans les places d'armes les plus rapprochées des ouvrages ennemis.

Un bombardement effroyable commença le 5 septembre. Aux deux cents pièces de nos attaques de droite vinrent s'ajouter les cinq cents pièces des attaques de gauche, et les batteries anglaises. Les Russes avaient encore bien plus de pièces que les alliés. Qu'on juge de ce tonnerre assourdissant qui dura plusieurs jours et plusieurs nuits. A Malakoff, les ouvrages criblés par nos projectiles étaient devenus inhabitables, et pour échapper à nos coups, la garnison restait la plupart du temps blottie sous des abris blindés. Nos mortiers dirigèrent leurs obus contre les réduits. D'un autre côté, comme on avait remarqué qu'après chaque grande ouverture de feu, l'ennemi, s'attendant à un assaut, faisait arriver les réserves au rempart aussitôt que le feu venait à cesser, on imagina de cesser et de reprendre le tir à des heures déterminées, afin de tromper sa vigilance, de le lasser par le mal qu'on lui ferait éprouver, et enfin de le jeter dans une complète incertitude sur le moment même de l'attaque.

Une batterie fut disposée de manière à battre la rade : plusieurs bombes atteignirent les vaisseaux, des incendies se déclarèrent, des navires russes devinrent



Bataille du pont de Traktir (16 a



855). (Page 215, col. 1.)

la proie des flammes. En même temps d'autres batteries lançaient des projectiles au delà des fortifications et inquiétaient la ville où plusieurs incendies se déclarèrent. Cette canonnade terrible continua ainsi les 5, 6 et 7 septembre. Le bastion du Mât, le bastion Central, Malakoff, le petit Redan se taisaient, réduits à l'impuissance. Mais l'ennemi avait une seconde enceinte que nous ne pouvions atteindre et dont les canons devaient nous faire encore beaucoup de mal lors de l'assaut.

Enfin, le 8 septembre arriva. On touchait au dénoûment de ce long drame dont le dernier acte devait être une des batailles les plus émouvantes de l'histoire.

Le but de tous nos efforts, c'était la prise de l'ouvrage construit en arrière de la tour Malakoff. Cet ouvrage (redoute Korniloff des Russes), immense citadelle en terre, occupait un mamelon qui dominait l'intérieur du faubourg Karabelnaïa. Il prenait de revers le Redan, attaqué par les Anglais, et n'était qu'à 1200 mètres du port du sud, sur lequel les Russes avaient construit un pont de radeaux devenu leur unique communication entre le faubourg et la ville. Le fort de Malakoff avait 350 mètres de longueur et 150 mètres de largeur; ses parapets présentaient plus de 6 mètres de relief au-dessus du sol, et en avant d'eux se trouvait un fossé profond de 6 mètres, large de 17; il était armé de plus de 62 pièces de divers calibres.

Dans la partie antérieure se trouvait, enveloppée par le parapet, la tour Malakoff, dont les Russes n'avaient conservé que le rez-de-chaussée. A l'intérieur de l'ouvrage, les Russes avaient élevé une multitude de traverses, sous lesquelles d'excellents blindages offraient à la garnison des abris et des couchettes disposées de chaque côté sur deux rangs de hauteur. Un officier du génie russe fait prisonnier portait à 2500 hommes la garnison du fort Malakoff. A notre droite s'élevait le redan du Carénage. Ce dernier ouvrage, qui n'était au commencement du siége qu'un simple redan, s'était transformé peu à peu en redoute fermée à la gorge et fortement armée. Les fronts extérieurs des deux redoutes de Malakoff et du Carénage étaient reliés par une courtine armée de 16 pièces, et, en arrière de cette enceinte, les Russes en élevaient une seconde qui réunissait les fronts de gorge des deux redoutes. Pour franchir les fossés, nous avions imaginé un système de ponts se jetant en moins d'une minute par une manœuvre ingénieuse, à laquelle nos sapeurs et des soldats d'élite avaient été exercés.

L'heure de midi avait été choisie par le général Pélissier pour l'assaut. Jusque-là les actions de vigueur avaient eu lieu au point ou à la chute du jour. A l'heure inusitée de midi on pouvait surprendre plus facilement les Russes. De plus, si l'armée russe de secours avait voulu faire une tentative désespérée pour dégager la place, il lui eût été impossible de prononcer, avant la fin du jour, un mouvement vigoureux contre nos lignes. Afin de gagner aussi quelques minutes précieuses et de ne donner en aucune sorte l'éveil à l'ennemi, on renonça au système des fusées-signaux. Les montres des chefs de corps furent réglées sur celle du général Pélissier, et l'attaque devait commencer à midi précis.

L'assaut de Malakoff était confié à la division de Mac-Mahon, soutenue par la brigade de Wimpfen et les deux bataillons de zouaves de la garde. La division Dulac devait enlever le petit Redan et tourner la seconde enceinte des Russes; la division de la Motte-rouge avait à enlever la courtine. Ces deux divisions devaient être également appuyées par d'imposantes réserves, les voltigeurs et les grenadiers de la garde. Voilà pour les attaques de droite. A celles de gauche, c'est-à-dire à l'ancien siége, du côté de la ville, les divisions Levaillant et d'Autemarre, soutenues par les divisions Pâté et Bouat et par plusieurs autres brigades, devaient essayer d'enlever le bastion du Mât et le bastion Central. Une brigade piémontaise, commandée par le général Cialdini, prenait part à cette attaque. Les Anglais avaient toujours leur grand Redan à emporter. Le général de Salles commandait les attaques de gauche, le général Bosquet celles de droite. Comme ces dernières étaient les plus importantes, on leur subordonna les autres, qui ne devaient servir qu'à diviser les forces de l'ennemi et à l'empêcher de concentrer ses réserves sur Malakoff. Aussi les Anglais ne devaient s'élancer sur le grand Redan, et le général de Salles sur la ville, que si nos troupes restaient maîtresses de l'ouvrage Malakoff, clef de la place.

Ce fut une grave matinée que celle du 8 septembre; les troupes, de bonne heure massées dans les places d'armes et les tranchées, étaient frémissantes d'impatience, car elles voulaient que ce jour mît fin aux fatigues de ce siége. Les soldats ne se dissimulaient pas non plus que la lutte allait être terrible, et ils se recueillaient. Le général Bosquet avait adressé aux troupes du 2e corps et à la réserve un ordre du jour énergique: « Le 7 juin, leur disait-il, vous avez eu l'honneur de porter fièrement les premiers coups droit au cœur de l'armée russe. Le 16 août, vous infligiez, sur la Tchernaïa, la plus honteuse humiliation à ses troupes de secours. Aujourd'hui, c'est le coup de grâce, le coup mortel que vous allez frapper de cette main ferme, si connue de l'ennemi, en lui enlevant sa ligne de défense de Malakoff, pendant que nos camarades de l'armée anglaise et du 1er corps commenceront l'assaut au grand Redan et au bastion Central. C'est un assaut général, armée contre armée; c'est une immense et mémorable victoire dont il s'agit de couronner les jeunes aigles de la France. En avant donc, enfants! A nous Malakoff et Sébastopol! et vive l'Empereur! »

De leur côté, les Russes n'avaient rien négligé pour repousser l'assaut sur toutes les parties de l'enceinte. Malgré les précautions prises par le génie et le soin qu'on eut de faire suivre aux troupes des chemins qui dérobaient leur marche à l'ennemi, les grands mouvements qui eurent lieu dans la matinée du 8 septembre n'avaient pu échapper complétement aux Russes, et le général Gortchakoff fit prévenir les généraux qui étaient dans la place que les tranchées françaises regorgeaient de troupes. Les Russes s'attendaient donc à l'attaque du 8 et ne restèrent indécis que sur l'heure à laquelle elle aurait lieu. Mais la vivacité extraordinaire du feu des batteries de la gauche, les efforts qu'avait faits notre artillerie pour ruiner les défenses du bastion du Mât, enfin l'arrivée d'une brigade sarde dans les tranchées, les avaient maintenus dans cette pensée que la principale attaque des alliés serait dirigée contre la ville. Ils avaient porté de ce côté leurs

plus puissants moyens de défense, et le général Osten-Sacken ne voulut pas s'en éloigner.

Vers huit heures du matin, le génie lança sur le bastion Central deux tonneaux chargés chacun de 100 kilogrammes de poudre, qui firent explosion dans l'ouvrage. A la même heure, il fit jouer trois fourneaux de 500 kilogrammes chacun, préparés sous le glacis du fort Malakoff, un peu en avant de nos cheminements les plus avancés. Ces fourneaux, qui pouvaient détruire ou troubler les travaux du mineur russe, que l'on avait entendu près des tranchées, avaient surtout pour but de prouver aux troupes qui devaient franchir le glacis, que nos mineurs étaient maîtres du terrain.

A neuf heures, nos batteries suspendirent leur feu, suivant une manœuvre devenue habituelle depuis le 5 septembre, et on fit repos jusqu'à onze heures quarante minutes. Ce silence donnait le change à l'ennemi. A midi moins un quart le feu recommença avec une grande violence. Tout à coup les batteries de la droite s'arrêtent pour reprendre bientôt un tir plus allongé destiné à atteindre, au delà des fortifications, les réserves de l'ennemi. Il est midi.

« A la voix de leurs chefs, les divisions de Mac-Mahon, Dulac et de la Motterouge sortent des tranchées. Les tambours et les clairons battent et sonnent la charge, et au cri de : Vive l'Empereur! mille fois répété sur toute la ligne, nos intrépides soldats se précipitent sur les défenses de l'ennemi. Ce fut un moment solennel.

« La première brigade de la division Mac-Mahon, le 1er zouaves en tête suivi du 7e de ligne, ayant à sa gauche le 4e chasseurs à pied, s'élance contre la face gauche et le saillant de l'ouvrage Malakoff. La largeur et la profondeur du fossé, la hauteur et l'escarpement des talus rendent l'ascension extrêmement difficile pour nos hommes; mais enfin ils parviennent sur le parapet, garni de Russes qui se font tuer sur place, et qui, à défaut de fusil, se font arme de pioches, de pierres, d'écouvillons, de tout ce qu'ils trouvent sous leur main. Il y eut là une lutte corps à corps, un de ces combats émouvants dans lequel l'intrépidité de nos soldats et de leurs chefs pouvait seule leur donner le dessus. Ils sautent aussitôt dans l'ouvrage, refoulent les Russes qui continuent de résister, et peu d'instants après, le drapeau de la France était planté sur Malakoff, pour ne plus en être arraché[1]. »

La division la Motterouge arrivait en même temps en masse compacte sur la courtine, la franchissait avec élan, et s'emparait d'une batterie de six pièces qui flanquait Malakoff. Les soldats s'élancent aussitôt sur la seconde enceinte, malgré une pluie de mitraille qui les décime cruellement. Ils sabrent les canonniers russes sur leurs pièces.

La division Dulac, avec les généraux Saint-Pol et Bisson, s'était non moins rapidement jetée sur le petit Redan et s'en était emparée. La victoire nous appartenait sur les trois points. Le général Pélissier fit alors le signal aux Anglais et au général de Salles.

Les Anglais, dont l'attaque était dirigée par le général sir Codrington, avaient 200 mètres à franchir sous un terrible feu de mitraille. Cet espace fut bientôt jonché de morts; cependant la colonne arriva au saillant du Redan, franchit le fossé malgré sa grande profondeur et les feux de flanc les plus meurtriers, et pénétra dans l'ouvrage.

A l'attaque de la ville, les colonnes de la division Levaillant, commandées par les généraux Couston et Trochu, s'élancèrent des tranchées vers deux heures. La face gauche du bastion Central et le saillant de la lunette Schwartz furent assaillis en même temps; les porteurs des ponts-échelles furent en grande partie tués ou blessés dans le trajet, et sur d'autres points les échelles d'escalade se trouvaient trop courtes. Néanmoins, après une lutte très-vive, nos troupes pénétrèrent dans les deux ouvrages.

Dans toute autre place que Sébastopol, l'assaut eût été terminé et la partie gagnée. Mais la difficulté de se maintenir dans les positions conquises ne tarda pas à se révéler. L'ennemi, replié derrière des traverses, tenait ferme partout : une fusillade meurtrière partait de toutes les crêtes. Les Russes rentrèrent bientôt en possession du bastion Central; nos troupes se trouvèrent alors en prise à des feux de mitraille. En outre, les Russes amenèrent en toute hâte quelques pièces de campagne qu'ils mirent en batterie sur différents points. Les généraux Couston et Trochu, qui venaient d'être blessés, avaient dû remettre leur commandement : les généraux Rivet et Breton étaient tués. Les Russes profitèrent du désordre qui se manifestait dans nos colonnes pour faire sur la lunette Schwartz un retour offensif qui entraîna l'abandon de cet ouvrage. Il en résulta vers la tranchée un reflux qu'aucun effort ne put arrêter. Nos batteries reprirent alors leur tir contre l'enceinte et forcèrent l'ennemi à s'abriter derrière les parapets. Le général de Salles faisait avancer la division d'Autemarre et préparait une nouvelle attaque; mais le général en chef fit donner l'ordre au commandant du 1er corps de ne pas renouveler l'attaque de la ville.

Les Anglais, après un combat à la baïonnette, étaient restés maîtres du saillant du grand Redan. Là, comme au bastion Central, les Russes se retirèrent en arrière de traverses éloignées. Malheureusement les assaillants avaient devant eux un vaste espace libre criblé par les balles de l'ennemi, et les renforts qu'on leur envoyait décimés dans le trajet remplaçaient à peine les hommes mis hors de combat. Cette lutte acharnée dura près de deux heures; mais les Anglais se virent obligés d'évacuer le Redan et de rentrer dans leurs tranchées.

L'attaque du faubourg Karabelnaïa présentait cependant bien des phases diverses. Au petit Redan et à la Courtine, les divisions Dulac et de la Motterouge rencontraient des forces supérieures et une résistance acharnée. Le petit Redan n'avait plus sa protection naturelle de Malakoff, mais il lui restait les *batteries noires* et la batterie de la pointe du Carénage. C'est là et à la Courtine que le combat fut le plus rude et que nous avons fait la plus grande partie de nos pertes en généraux et en soldats. Un moment vainqueurs, nos régiments avaient été repoussés après avoir perdu le général de Marolles. Nos soldats étaient furieux : une seconde attaque est résolue. Les chefs irrités montrent le Redan à leurs troupes, et tous s'élancent de nouveau comme un torrent. Quelques-uns ne s'avancent qu'en se couvrant de gabions et de fascines; les boulets les emportent. Dans ce retour offensif, le général Saint-Pol tombe frappé d'une balle au cœur. Presque au même

1. Rapport du général Pélissier



Attaque du redan du Carénage, par la division Dulac (8 septembre 1855). (Page 223, col. 1.)



Assaut de Sébastopol. — Attaque du bastion central (8 septembre 1855).

nstant, le général Pontevès, déjà frappé d'un biscaïen à l'épaule, reçoit une balle qui lui brise la colonne vertébrale. Le général Bisson est blessé. Le général Bosquet lui-même, placé dans la sixième parallèle, à 200 mètres de la Courtine, a l'épaule brisée par un biscaïen. Les soldats le croient tué et se désespèrent. Le général Mellinet, qui est venu, avec la garde impériale, soutenir les troupes engagées, est frappé d'un éclat de pierre qui lui bouleverse le visage. A la vue de tous ces généraux blessés ou tués, de tous ces officiers qui jonchent le terrain, les soldats deviennent fous de rage et rentrent dans le redan. Mais cet acte d'héroïsme fut encore inutile; il était impossible de se maintenir dans l'ouvrage. Le général Pélissier, qui de la redoute Brancion (mamelon Vert) suivait avec anxiété l'ensemble de ces assauts multiples, envoie contre la Courtine deux batteries à cheval. Ces batteries viennent audacieusement s'établir sur le versant de la croupe qui portait la Courtine et contre-battent immédiatement la batterie russe qui nous faisait le plus souffrir. En moins d'un quart d'heure nos batteries étaient hachées : elles avaient perdu leur commandant, les trois quarts de leur effectif en hommes et en chevaux; les affûts des pièces étaient broyés. Un jeune commandant, au port noble, à la physionomie ouverte et expressive, entraîne les chasseurs de la garde vers la *batterie noire*, qu'il s'agit d'emporter à la baïonnette. C'est un jeune Breton, allié à la fille d'un maréchal de France, dont un colonel disait quelques jours auparavant : « Cornulier est un homme exceptionnel, rappelez-vous ce que je vous dis; s'il n'est pas tué ici, c'est un homme qui marquera en France. » Il est monté le premier sur le parapet, et, tourné du côté de ses chasseurs, levant son sabre en l'air, il crie : « En avant! » Au même moment il est frappé d'une balle et tombe roide mort. « Sa figure, dit un de ses camarades, M. de Lambilly, avait un air de sérénité ineffable; il était aussi calme que s'il avait paru dormir; son bras droit était encore tendu comme s'il avait brandi son sabre, et son bras gauche, encore à moitié plié, avait la position qu'il occupait lorsqu'il montrait de la main gauche les Russes à ses soldats. »

L'explosion d'un magasin à poudre blindé, situé derrière le parapet de la Courtine, nous fit éprouver des pertes nombreuses dans le fossé de la Courtine et dans l'ouvrage Malakoff lui-même, où retombèrent des pierres et des bois. Le drapeau du 91e de ligne, profondément enterré, ne put être retiré que le lendemain; l'officier qui le portait le tenait encore fortement serré dans ses mains. Là cependant nous nous maintînmes dans le fossé de l'ouvrage, sinon dans l'ouvrage lui-même.

Ainsi, à droite et à gauche de Malakoff, nos assauts, après avoir d'abord réussi, avaient échoué. Mais ce qui prouve l'importance de Malakoff, c'est que tous ces échecs n'eurent aucune conséquence. Cette redoute dominait tous les ouvrages que nous n'avions pu saisir, et cette redoute, après une lutte héroïque, demeurait entre nos mains.

C'était le régiment russe de Praga qui avait la garde de l'ouvrage Malakoff. Les troupes de Mac-Mahon avaient réussi, nous l'avons dit, à repousser l'ennemi derrière les premières traverses qui formaient une ligne presque continue en arrière de la tour Malakoff. Cette seconde ligne de défense fut encore enlevée; mais nos soldats se virent de nouveau arrêtés par d'autres traverses plus élevées, qui formaient aussi un obstacle à peu près continu dans la partie où le fort a sa plus grande largeur. Les Russes, renforcés par leurs réserves, s'y défendaient avec opiniâtreté. Nos soldats avaient tenté de gravir les talus très-roides des traverses et de pénétrer par les étroits passages qui les séparaient : ils avaient été repoussés à plusieurs reprises, lorsque la deuxième brigade de la division Mac-Mahon vint prendre part au combat.

Le 1er bataillon de chasseurs à pied, marchant en tête de cette brigade, avait tourné à gauche pour s'emparer de la batterie Gervais, dont il avait tué ou chassé les défenseurs; le 20e et le 27e de ligne s'étaient portés aussi sur le fort Malakoff. Mais le général Vinoy, ayant fait franchir le fossé de l'enceinte un peu plus à droite, avait conduit ses têtes de colonne sur le point où les traverses qui arrêtaient la 1re brigade venaient, du côté de l'est, s'appuyer aux parapets; de là il lança ses soldats sur la masse des Russes, qu'il prenait d'écharpe et de revers. La 1re brigade reprenant en ce moment ses attaques avec une grande vigueur, l'ennemi fut repoussé de traverse en traverse jusqu'à la gorge, où, après un dernier combat corps à corps, il fut rejeté hors du fort. On ferma à la hâte la *gorge* de l'ouvrage, c'est-à-dire l'ouverture par laquelle il communiquait avec la place. Pendant qu'on le fermait du côté du faubourg, on l'ouvrait du côté de nos tranchées pour laisser libre passage aux réserves que le général de Mac-Mahon faisait appeler : les zouaves de la garde, la brigade du général de Wimpffen et un bataillon des voltigeurs de la garde. Ne voulant pas accumuler tant de troupes sous le feu de l'ennemi, le général fit rentrer dans les tranchées le 1er régiment de zouaves, qui avait le plus souffert.

Cependant les Russes, qui comprenaient que s'ils nous abandonnaient le fort Malakoff, la place était perdue pour eux, firent des efforts héroïques pour le reprendre. Ils formèrent trois colonnes : la principale montant par la grande rampe du faubourg, se porta directement sur la gorge du fort; une autre, prenant plus à droite, marcha par les versants de la batterie Gervais; enfin la troisième, débouchant des ruines du faubourg, se porta vers la longue branche de l'est et la gorge du fort où se trouvait le général Vinoy. La lutte fut des plus acharnées. Les Russes vinrent se heurter contre une partie des 20e et 27e de ligne et du régiment des tirailleurs algériens soutenu par deux compagnies de zouaves de la garde; leur tête de colonne pénétra un moment jusqu'aux premières traverses du fort, mais presque tous ceux qui avaient pu franchir l'étroit passage de la gorge furent tués. Enfin, après plusieurs tentatives désespérées dans lesquelles il avait entassé ses cadavres au sommet de la rampe, les deux autres colonnes étant aussi repoussées, l'ennemi dut reconnaître son impuissance à nous enlever ses propres fortifications; il se retira dans le faubourg et se contenta, à partir de trois heures, de nous inquiéter dans le fort Malakoff par une fusillade très-vive, partant des maisons les plus rapprochées, et par les feux de son artillerie.

Au milieu de l'ouvrage, la petite garnison de la tour, composée d'un officier et d'une soixantaine de soldats, tenait toujours, tirant par les créneaux sur tous ceux qui passaient à sa vue. Comme on n'avait



Défense de la gorge de Malakoff (8 septembre 1855).



Prise de la tour Malakof



septembre 1855).

pas eu le temps de la réduire, on avait placé des sentinelles qui empêchaient d'approcher des créneaux. Le premier moment de confusion passé, le général de Mac-Mahon ordonna d'allumer des fascines pour aveugler les Russes par la fumée. Réfléchissant aussitôt au danger qu'on courait si le feu se communiquait à la tour, il le fit éteindre en jetant de la terre dessus. En prenant cette terre on découvrit un fil métallique. C'était un fil électrique communiquant avec le nord de la rade d'où devait partir l'étincelle qui aurait amené l'explosion si nos soldats n'eussent coupé bien vite ce lien mystérieux. On ouvrit une tranchée autour de la tour et on trouva encore plusieurs fils. Les Russes refusaient toujours de se rendre. On amena un mortier qui brisa la porte. Il fallut capituler. A ce moment éclatait l'explosion formidable de la Courtine qui nous coûta si cher. C'était précisément l'heure à laquelle les soldats russes sortaient de la tour en déposant les armes : nos soldats enveloppés d'un nuage de poussière, voyant plusieurs de leurs camarades écrasés autour d'eux par les débris de l'explosion et supposant que le feu avait été mis aux poudres par les Russes, voulaient se venger sur ceux qui venaient de se rendre; mais les officiers calmèrent bien vite leur exaspération, et la petite garnison de la tour fut traitée avec les égards dus à sa bravoure. A cinq heures, les Russes abandonnaient la partie. Nous étions décidément maîtres de Malakoff et la prise de cette position allait avoir les plus grands résultats.

Les armées alliées venaient d'accomplir un des faits les plus glorieux de leur histoire militaire. Mais aussi ils avaient acheté ce succès bien cher. Leurs pertes totales s'élevaient à 10 000 hommes hors de combat. Les Russes en avaient perdu davantage. C'était donc un carnage de plus de 20 000 hommes en quelques heures. Ajoutons à cela que l'ennemi, depuis l'ouverture du feu, le 17 août, avait eu 18 000 hommes atteints par notre artillerie. C'est une bien belle chose que la victoire, mais c'en est une bien triste que la guerre.

La mort n'avait pas seulement frappé un grand nombre de nos soldats : elle semblait avoir choisi. Nous pleurions cinq généraux tués, les généraux de Saint-Pol, de Marolles, de Pontevès, Rivet et Breton. Quatre autres étaient blessés : le général Bosquet, qu'une glorieuse récompense allait bientôt honorer, mais qui ne devait jamais se rétablir, les généraux Mellinet, Bourbaki, Trochu. Cinq autres généraux avaient reçu des contusions : quatre colonels, quatre lieutenants-colonels avaient été tués. Le nombre des officiers morts était de 140, celui des officiers blessés de 245. Parmi ces derniers beaucoup l'étaient dangereusement, comme le colonel de la Tour du Pin, qui devait succomber à son retour en France[1]. Enfin, nous avions 1489 sous-officiers ou soldats tués, 4259 blessés, 1400 non retrouvés. En tout 7567 hommes hors de combat. Telle était notre part. Les Anglais avaient eu 2500 hommes tués ou blessés. La brigade sarde avait noblement payé sa dette au canon.

Les Russes avouèrent près de 12 000 hommes hors de combat, non compris les pertes de l'artillerie. Parmi les officiers on cita les généraux de Bussau, Youféroff et Lyssenko, tués ou mortellement blessés, les généraux Krouleff, de Martinau et Zouroff blessés, et le général Rossoff contusionné.

Heureusement que tant de sacrifices de notre part n'allaient pas rester stériles. La prise de Malakoff n'était pas la fin, mais le simple commencement de notre victoire qui alla se déroulant d'heure en heure et toute la nuit s'écrivit en traits de flamme sur les ruines de Sébastopol.

§ 7. LA NUIT DU 8 SEPTEMBRE; RETRAITE DES RUSSES; OCCUPATION DE SÉBASTOPOL.

L'assaut terminé, la plus grande partie de nos troupes avait regagné les tranchées. La division Mac-Mahon seule était restée à la garde de sa conquête, garde dangereuse, car on n'était pas sûr d'avoir découvert toutes les mines. Les troupes campées dans Malakoff travaillèrent à s'y fortifier : on craignait un retour offensif des Russes. Huit mortiers à la Cohorn y furent portés à bras; on amena de l'artillerie de campagne : huit pièces de 12 de l'artillerie de la garde étaient en batterie bien avant le jour. Tous ces préparatifs furent superflus.

Vers le soir, le général Pélissier avait été prévenu, par la frégate de grand'garde à l'entrée de la rade, qu'un mouvement inusité avait lieu sur le pont jeté sur la rade ; un peu avant la nuit aussi, les mêmes avis lui étaient arrivés des avant-postes du général d'Aurelle, dont la division occupait les hauteurs d'Inker-

1. « Le colonel de la Tour du Pin était un de ces hommes qui ont en soi le feu sacré de la guerre. Il aimait le danger, et recherchait avec une fiévreuse activité les mâles émotions du combat. Elève de Saint-Cyr, il entra dans l'armée comme sous-lieutenant en 1826. Après deux ans de séjour à l'École d'application d'état-major, il passa plusieurs années en Afrique. Capitaine en 1833, il fut aide de camp du maréchal Clausel, gouverneur de l'Algérie. Officier distingué, plein d'instruction et de qualités réelles et solides, il était aimé et apprécié de tous ; il fut aussi attaché, comme aide de camp, au général Changarnier. En 1841, il était nommé chef d'escadron, après avoir été blessé d'un coup de feu. Malheureusement une cruelle infirmité devait entraver la carrière militaire du commandant de la Tour du Pin. En 1843, il fut mis en non activité, et employé comme officier hors cadre à l'état-major du ministre de la guerre. En 1848, il était remis en activité sur son instante demande, car pour lui c'était une amère douleur de se trouver ainsi à l'écart. Il fut nommé lieutenant-colonel pour fait de guerre en 1848, et colonel en 1853. A cette époque encore, la surdité dont il était atteint le fit mettre de nouveau en non activité. Il ne chercha plus dès lors à lutter contre le sort qui s'acharnait ainsi à briser son avenir. Mais quelle fut sa douleur quand une armée s'embarqua pour l'Orient! Tous ses instincts de guerre se réveillèrent, et le colonel, n'espérant rien comme avancement, demanda à partir en volontaire. Il partit; et pendant tout le temps qu'il resta en Crimée, on le vit toujours à chaque combat, au premier rang, voulant la plus grande part dans un danger qu'il aimait par passion. Peut-être cet amour du danger n'était-il que le dégoût de la vie, et le colonel demandait-il au ciel, qui l'avait si cruellement accablé, la dernière faveur de mourir en soldat. Il était à l'Alma; il était à Inkermann, où il fut blessé; il resta au siége de Sébastopol. Tous les jours il parcourait les tranchées. Aussitôt qu'une opération était décidée, il y courait, et sans autre but que d'affronter la mort, il se jetait au milieu de ceux qui combattaient : aussi tous le connaissaient, depuis les généraux jusqu'aux soldats. C'est ainsi qu'il assista à toutes les grandes actions de ce siége mémorable; c'est ainsi qu'il fut une seconde fois blessé, à l'assaut de la tour Malakoff, le 8 septembre.

« Le ministre de la guerre ne voulut pas qu'une semblable conduite restât sans récompense, et il fut élevé au grade de commandeur de la Légion d'honneur. Malheureusement il ne devait pas jouir longtemps de cet honneur; il mourut des suites de sa dernière blessure au moment où il rentrait en France. »

(Bazancourt, *Expédition de Crimée.*

mann. Il était dès lors évident que tout était dit pour la ville de Sébastopol, et que l'ennemi, terrifié par la prise de Malakoff, nous abandonnait la position.

Aussitôt que la nuit eut couvert le champ de bataille, les généraux envoyèrent un sergent mineur accompagné de trois hommes en reconnaissance vers le Redan. Ce courageux sous-officier s'avança jusqu'aux chevaux de frise sans qu'on eût tiré sur lui; il s'approcha encore, écouta pendant quelques instants, et n'entendit qu'un bruit de pas qui s'éloignaient du Redan; pas le moindre mouvement dans les batteries, pas le moindre indice de défenseurs. Il monta le long d'une échelle abandonnée, enjamba le parapet, et s'avança au milieu d'un profond silence, quelques retardataires seulement quittaient le fort à mesure qu'il s'y engageait. Les Russes évacuaient leurs ouvrages.

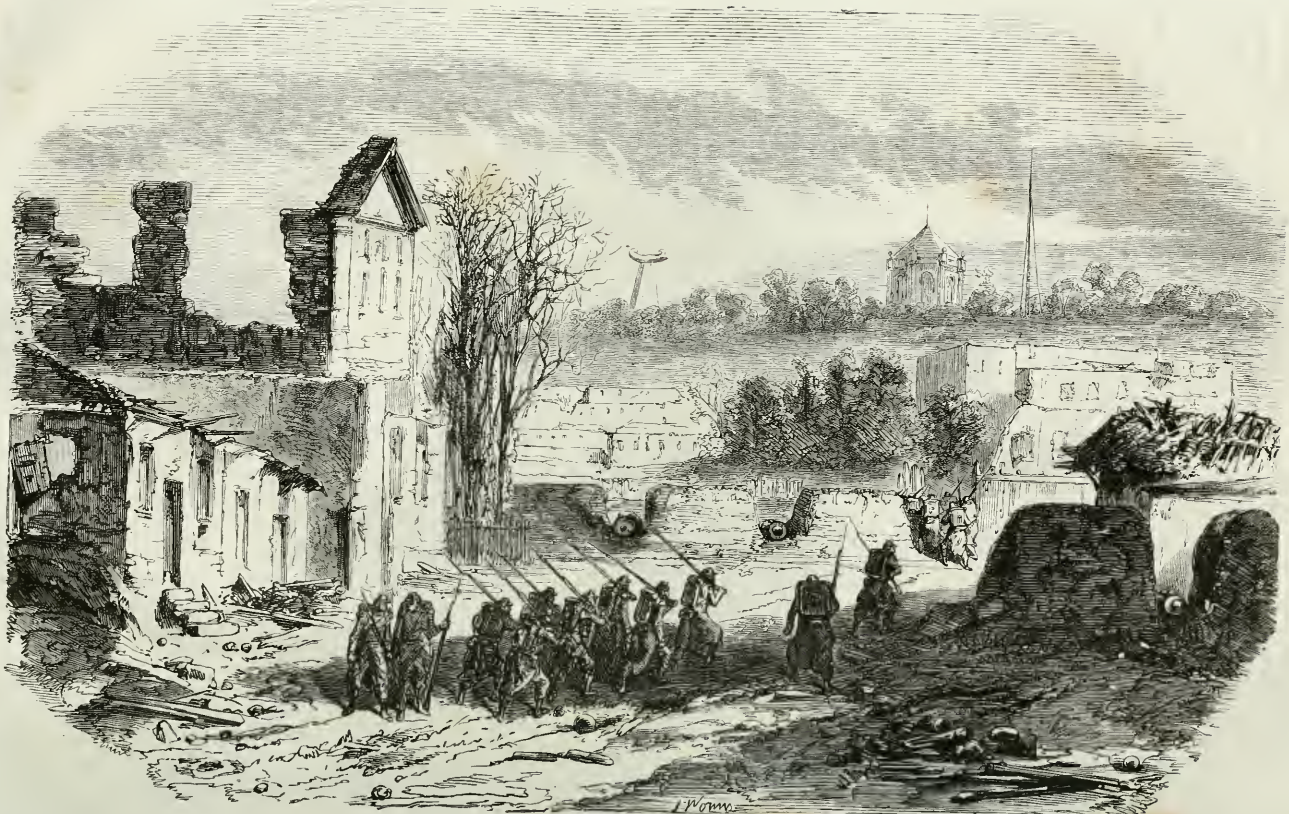
Le sergent revint au camp pour annoncer cette nouvelle. Les Anglais s'avancèrent alors et occupèrent le grand Redan. L'aspect des travaux ennemis fit disparaître, chez nos courageux alliés, le remords de leur échec; ces travaux avaient rendu la position imprenable d'assaut. Un sapeur-mineur qui explorait les



Le général Pontevès.

batteries rencontra, chemin faisant, un câble assez fort, qu'il coupa avec sa hache, après avoir donné l'éveil aux officiers sur cet engin inusité. On accourut, et, vérification faite, on constata que ce câble n'était autre chose qu'un large fil métallique couvert de gutta-percha. Ce fil aboutissait à une poudrière pratiquée sous le Redan, et dont la découverte fit pâlir les plus hardis, lorsqu'ils songèrent à l'effroyable explosion à laquelle ils venaient d'échapper. Le fil se prolongeait de l'autre côté à travers la ville jusqu'à la mer où il plongeait pour aller rejoindre l'autre rive, d'où devait partir l'étincelle électrique destinée à embraser le volcan. Il n'était pas trop tôt, les derniers soldats n'avaient pas encore évacué la ville que les forts sautèrent les uns après les autres, semant les tranchées de leurs débris : le Carénage, le bastion du Mât, le bastion Central, les forts de la baie, les arsenaux, les docks, les principaux édifices s'écroulaient sous l'action combinée des bombes, de l'incendie et des mines. Seuls, le Redan et Malakoff restèrent debout.

Sébastopol était la proie des flammes!... Jamais spectacle de désolation ne fut plus imposant. Casernes, édifices, maisons privées s'embrasaient tour à tour comme pour entretenir la fournaise.



Reconnaissance de la ville de Sébastopol après l'incendie.

La retraite des Russes avait été effectuée avec une telle rapidité, que les Anglais trouvèrent au delà du grand Redan, au-dessous des derniers travaux, une petite chapelle dans laquelle les lumières brûlaient encore devant les images des saints. Le Redan occupait à lui seul l'emplacement d'un petit village; le développement donné aux travaux de défense était des plus vastes; le sol, qui n'avait pu être atteint que par des projectiles à direction courbe, était labouré comme si on y avait passé la charrue.

Lorsque, dans la nuit, la première détonation se fit entendre et retentit à travers les échos des ravins comme le bruit de la foudre, tous les blessés qui se rendaient à l'ambulance du Carénage s'arrêtèrent en passant sur le sommet d'un plateau d'où ils pouvaient contempler Sébastopol en feu, et ils y restèrent jusqu'au jour, oubliant leurs souffrances. « Parmi eux se trouvait un sergent d'infanterie que deux soldats portaient sur un brancard en toile. Il était mortellement frappé. N'importe, il donne aux soldats qui le portaient l'ordre de s'arrêter. Il ne souffrira pas qu'on l'emmène ailleurs, dit-il, il veut mourir en cet endroit. Alors, il se met



Le général de Mac-Mahon.

sur son séant, le haut du corps appuyé contre une grosse pierre, le visage tourné vers la ville en flammes; il contemple avec joie le triomphe de la France, et bientôt, sentant la vie s'échapper, il rassemble ses forces, ôte son képi, élève en l'air son bras défaillant et s'écrie : « Adieu, mes amis, Sébastopol est à nous! « Vive la France! » Ensuite sa tête retombe sur sa poitrine, et il expire[1]. »

Ces explosions continuelles nous avaient empêchés de poursuivre l'armée russe et de lui couper la retraite. Nous aurions été détruits, et on ne put dès longtemps s'avancer qu'avec beaucoup de précautions dans cette ville à moitié ruinée. L'incendie de Sébastopol dura longtemps encore, et pendant longtemps aussi les explosions continuèrent sur tous les points de la ville et dans les batteries de l'enceinte. Le feu allumé dans les fascinages des traverses et des épaulements brûla sourdement pendant plusieurs mois; le grand magasin du fort de mer de la Quarantaine, qui se trouvait enveloppé par ces foyers souterrains et que l'on n'avait

1. De Damas. *Souvenirs de Crimée.*

pu évacuer à cause de cette circonstance, fit explosion le 1er novembre avec plusieurs milliers de kilogrammes de poudre; et au cœur de l'hiver, en démolissant des épaulements pour recueillir des bois de blindage, on trouva des poutres, des cordages, et des menus bois encore en ignition.

Le lendemain de la prise de la ville, on en fit la reconnaissance et on s'occupa immédiatement de garnir de batteries puissantes toute la rive sud de la rade pour battre les forts du nord. Le général Pélissier adressa l'ordre du jour suivant à son armée :

« Soldats,

« Sébastopol est tombé; la prise de Malakoff en a déterminé la chute. De sa propre main l'ennemi a fait sauter ses formidables défenses, a incendié sa ville, ses magasins, ses établissements militaires, et coulé le reste de ses vaisseaux dans le port. Le boulevard de la puissance russe dans la mer Noire n'existe plus.

« Ces résultats vous les devez non-seulement à votre bouillant courage, mais encore à votre indomptable énergie et à votre persévérance, pendant un long siége de onze mois. Jamais l'artillerie de terre et de mer, jamais le génie, jamais l'infanterie n'avaient eu à triompher de pareils obstacles; jamais aussi ces trois armes n'ont déployé plus de valeur, plus de science, plus de résolution. La prise de Sébastopol sera votre éternel honneur.

« Ce succès immense grandit et dégage notre position en Crimée. Il va permettre de rendre à leurs foyers, à leurs familles, les libérables qui sont restés dans nos rangs. Je les remercie, au nom de l'Empereur, du dévouement dont ils n'ont cessé de donner des preuves, et je ferai en sorte que leur retour dans la patrie puisse bientôt s'effectuer.

« Soldats! la journée du 8 septembre, dans laquelle ont flotté ensemble les drapeaux de l'armée anglaise, piémontaise et française, restera une journée à jamais mémorable. Vous y avez illustré vos aigles d'une gloire nouvelle et impérissable. Soldats! vous avez bien mérité de la France et de l'Empereur.

« Le général en chef : A. Pélissier. »

Le 10 septembre, le général Pélissier écrivait au ministre de la guerre : « J'ai parcouru Sébastopol et ses lignes de défense; la pensée ne peut se faire un tableau exact de notre victoire, dont l'inspection des lieux peut seule donner toute l'étendue. La multiplicité des travaux de défense et les moyens matériels qui y ont été appliqués, dépassent de beaucoup tout ce qui s'était vu dans l'histoire des guerres. »

« J'ai voulu, dit un correspondant, m'assurer par moi-même des effets du dernier bombardement et de l'état de la ville; j'y suis entré le 12 par la brèche faite au bastion Central. Cette brèche donne sur un faubourg assez long dont la voie principale débouche sur la rue Catherine, une des plus larges et des plus belles de Sébastopol. La première chose qui m'ait frappé, c'est la perfection apportée dans les travaux russes. Il m'a été difficile de comprendre comment, avec ce fini d'exécution, leurs batteries avaient été plus abîmées que les nôtres, car la différence était saisissante.

« Le spectacle qui s'offrit à mes yeux au delà des ouvrages, fut celui de la plus profonde destruction; le sol était pavé de projectiles, boulets, obus, têtes de morts, biscaïens; j'ai vu plusieurs bombes qui n'avaient pas éclaté. Le long de la rue Catherine, les soldats français, campés au pied des maisons, sous leurs tentes, jouaient au bouchon; autour d'eux, dans la rue, étaient éparpillés des meubles surchargés de dépouilles de toute nature, et, pour la plupart, à moitié brûlés par les flammes. Les principales pièces de ce bric à brac étaient des pianos; on les avait encombrés de médailles, d'images de saints, de gravures passablement lestes, de casques de soldats, de chapeaux de femmes, de vieux vêtements. Cette friperie était dans le plus pitoyable état.

« Il faut dire que les maisons d'où toutes ces choses sans nom étaient sorties, n'étaient guère en meilleures conditions; sur dix, sept étaient écroulées ou brûlées, deux menaçaient ruine; la dernière, plus privilégiée que les autres, ne comptait qu'une bombe et une demi-douzaine de trouées faites par les boulets. La solitude des quartiers occupés par les troupes était effrayante.

« Je passai par la maison où se tenait le général Bazaine : c'est un petit cottage assez respecté des boulets et des bombes, et d'un aspect fort riant. Le général Bazaine avait d'abord voulu s'établir dans un grand bâtiment appelé la maison verte, et qui n'était autre qu'une maison d'éducation pour les jeunes filles; mais ce bâtiment avait été si cruellement éprouvé, qu'on pouvait craindre au moindre choc de le voir s'écrouler au milieu des décombres. L'église principale et le fronton du théâtre étaient encore debout.

« J'avais hâte d'arriver aux quais. Là, le spectacle était grandiose. J'avais en face de moi la partie nord, sorte de montagne aux flancs arides, escarpée sur plusieurs étages et venant mourir sur une berge élevée un peu au-dessus de la surface de la mer; à ma gauche était le fort de la Quarantaine, complétement détruit par la mine; à ma droite, des fortifications qui n'offraient plus qu'un monceau de ruines. Plus loin, le port, où tous les bâtiments russes, coulés à fond, ne laissaient apercevoir que l'extrémité de leurs mâts. Le vaisseau *les Douze-Apôtres* seul avait un gaillard au-dessus de l'eau, mais dans quel état!... au fond du port, un petit vapeur échoué ne montrait aux regards que sa roue de babord.

« Au delà du port s'étendaient les faubourgs militaires, les arsenaux, les docks, un petit amas de maisons qui me paraît avoir été soustrait au canon et à l'incendie, enfin Malakoff, dominant toute la ville et suspendue au faîte d'une colline dont le versant occidental descendait presque à pic sur la ville. Ce simple coup d'œil m'a révélé le secret de la retraite des Russes. La position de Malakoff gouverne toute la partie sud de Sébastopol.

« Comme je l'ai dit, les rues, à mesure qu'elles se rapprochaient de la mer, étaient hérissées de barricades faites avec des pavés empilés avec soin, au milieu desquelles on avait pratiqué des créneaux et placé des pièces de campagne restées entièrement intactes; partout la ville attestait la résistance désespérée à laquelle l'ennemi s'était préparé, et que la violence de notre attaque l'avait empêché de mettre à exécution. »

Paul de Molènes, qui nous a décrit d'une plume si animée et si touchante les grandes scènes de la lutte, n'avait pas assisté au dénoûment : il avait quitté la

Crimée avec le général Canrobert, mais il y revint dans l'hiver, et un de ses premiers soins fut, on le pense, de visiter les ruines de Sébastopol.

« Je commandais un jour, dit-il, un détachement de chasseurs d'Afrique qui montaient la garde chez le général de Salles. Successeur du général Pélissier aux attaques de gauche, le général de Salles avait dirigé le 8 septembre les efforts héroïques qui furent tentés contre d'insurmontables obstacles. L'envie lui prit, par une belle matinée d'hiver, d'aller voir en détail tous les lieux témoins d'une action immortelle, depuis ce bastion du Mât devant lequel le siége était né, jusqu'à cette tour Malakoff, où il avait si glorieusement fini. J'accompagnai le général dans cette excursion. Plus d'une fois déjà j'avais erré dans Sébastopol, mais jamais je n'avais aussi complétement embrassé l'ensemble de ces imposantes ruines. Cette ville que je retrouvais dans mon souvenir sous tant d'aspects variés et vivants, qui m'était apparue d'abord, à la fin d'une journée d'octobre, calme, silencieuse et comme endormie, reposant son front paisible dans la clarté d'un soleil couchant, puis que j'avais vue ensuite tant de fois violente, irritée, furieuse, élevant sa tête embrasée dans le ciel que ses colères remplissaient d'éclairs et de feux, maintenant je la voyais morte, et morte d'une mort si violente que son cadavre était déformé. Sauf deux ou trois édifices restés debout, et cependant terribles à voir, rappelant ces blessés qui, par un effort surhumain, conservent encore l'attitude et l'expression de la vie à leur chair sanglante et mutilée, Sébastopol n'offrait plus au regard qu'une réunion confuse de décombres. Pressées les unes contre les autres dans un vaste espace, ces pierres, arrachées de leurs assises, dépouillées de leur ciment, ayant perdu toutes traces des formes que les hommes leur avaient données, ressemblaient à une sorte d'océan à la fois houleux et immobile, à des vagues pétrifiées soudain par une volonté toute-puissante, au milieu de leurs fureurs. Voilà ce qu'étaient les ruines des maisons. Pourrai-je dire ce qu'étaient les ruines des forteresses? Je veux seulement parler de Malakoff. Sur la plate-forme où cette tour s'était effondrée, les débris qui dominaient, c'étaient des débris de fer. Éclats de bombes épais et larges, pareils aux fragments d'une sphère, éclats d'obus minces et menus, cruelles miettes d'un fatal banquet, sombres boulets avec des taches de sang; balles rondes, balles pointues, toute la pluie homicide que répand la guerre de notre temps, le jour où elle ouvre ses réservoirs, couvrait encore ce coin de terre. Je descendis de cheval, et je visitai avec soin ce théâtre restreint d'une action si puissante. Mon esprit n'avait pas besoin d'un grand effort pour retrouver dans tous ses détails la scène que ces lieux avaient vue. Chaque madrier abattu, chaque fascine arrachée me racontait ce qui s'était passé. Je retrouvais l'étreinte brûlante de cette tour gorgée de canons, et de la trombe humaine qui était venue s'abattre sur elle. C'était là ce que me montraient mes yeux. Maintenant, pour retrouver la puissance cachée qui avait lancé cette trombe et l'avait faite invisible, je songeais à notre armée, dont je cherchais le souffle en mon cœur. »

Les Russes avaient laissé entre nos mains 4000 bouches à feu, 600 ancres de marine, plusieurs centaines de mille kilogrammes de poudre, et des approvisionnements pour ainsi dire indéfinis en projectiles de toutes sortes. Cela fait mieux comprendre l'importance de notre triomphe et explique la durée de la résistance. Jamais on n'avait attaqué un arsenal aussi richement muni. Cet amas de munitions de guerre prouvait surabondamment ce que la Russie voulait faire de Sébastopol. La prise de cette forteresse valait mieux pour nous que la défaite de dix armées russes. Des hommes se recrutent, mais il faut une longue série d'années et des dépenses considérables pour reconstruire un matériel pareil à celui que l'ennemi venait de perdre. Il y avait là un résultat palpable, l'affaiblissement de la puissance militaire de la Russie du côté de la mer Noire, l'affaiblissement de sa puissance maritime, puisque son fort principal, le refuge de ses flottes, était entre nos mains, puisque sa flotte n'existait plus, engloutie dans cette rade où, au lieu d'un abri, elle avait trouvé un tombeau.

Si la défense avait été longue et belle, que dire de l'attaque? Les alliés avaient réussi à mettre en batterie plus de 800 bouches à feu. Les cheminements exécutés par le génie, en grande partie dans le roc, au moyen de la pioche et de la poudre, présentaient un développement de plus de 80 kilomètres, c'est-à-dire 20 lieues. Les travaux de mine comportaient plus de 1200 mètres de puits, galeries ou rameaux. Le poids du matériel d'artillerie expédié de France en Crimée et transporté devant Sébastopol a atteint le chiffre de 60 millions de kilogrammes. On consomma plus de 3 millions de kilogrammes de poudre et plus de 28 millions de cartouches.

Et maintenant comment rappeler ce qu'il a fallu de courage, de patience, d'abnégation dans les chefs et les soldats, pour résister à tant de fatigues, à de si cruels combats, aux tempêtes, à la neige, aux ardeurs d'un soleil brûlant, aux fièvres, au choléra. L'armée française au 8 septembre avait, comme toujours, montré un élan admirable, la furie irrésistible qu'on lui a toujours connue. Mais elle venait aussi de prouver, par ce siége de onze mois, que sa persévérance égalait son courage, et que son dévouement surpassait son enthousiasme. C'est par là surtout que les vainqueurs de Sébastopol ont ajouté à l'honneur du drapeau. Ils n'ont pas seulement su vaincre : ils ont su souffrir.



Exposition universelle d'agriculture.

CHAPITRE IX.

EXPOSITION UNIVERSELLE. — VOYAGE DE LA REINE VICTORIA EN FRANCE.

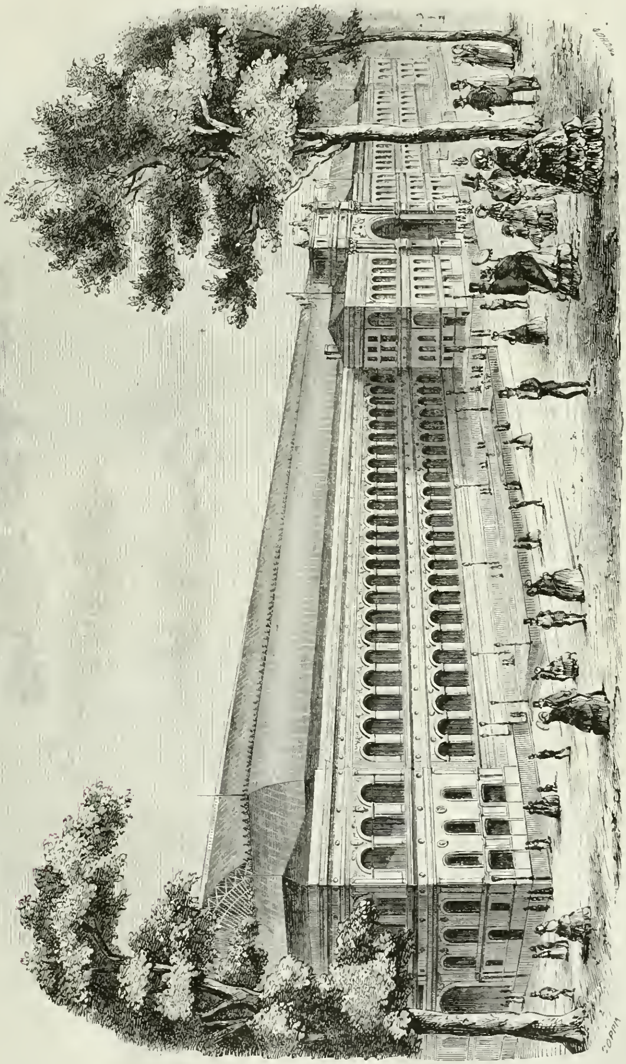
§ 1. INTÉRIEUR ; VISITE DU LORD MAIRE A PARIS ; L'EXPOSITION UNIVERSELLE (15 MAI - 15 NOVEMBRE 1855).

La nouvelle de la prise de Sébastopol causa la joie la plus vive en France. L'Empereur alla solennellement à Notre-Dame, remercier le ciel du succès de nos armes. Ce succès ne terminait pas la guerre, mais on pressentait qu'il n'allait pas tarder à en amener la fin. Il avait produit, à l'étranger, un effet immense et l'Europe admirait la bravoure de notre armée que rehaussait encore l'héroïsme des Russes. Le tzar, au dernier congrès, n'avait pas voulu admettre la limitation de ses forces dans la mer Noire. Cette limitation venait de lui être rudement imposée par la destruction de son arsenal le plus redoutable. Les forts qui restaient au nord de la rade ne pouvaient tenir lieu de Sébastopol, et d'ailleurs la continuation de la guerre devait amener indubitablement leur chute. Si un orgueil bien naturel empêchait l'empereur Alexandre de traiter immédiatement après un revers, on pouvait espérer qu'à la première occasion il montrerait des dispositions conciliantes. L'Angleterre, et pour cause, n'appelait point encore la paix de tous ses vœux. Mais la France, satisfaite des résultats obtenus, demandait qu'une paix glorieuse mît un terme à cette guerre qui sans doute montrait ses merveilleuses ressources et n'arrêtait point l'essor de sa prospérité, mais compliquait la crise alimentaire qu'elle traversait et augmentait ses sacrifices.

Malgré cette crise, un nouvel appel au crédit réussit. Au mois de juillet, comme on ne savait ce que deviendrait la guerre, l'Empereur convoqua les Chambres en session extraordinaire, pour demander l'autorisation

de faire un emprunt de 750 millions et de fixer à 140 000 hommes le contingent de la classe de 1855 qui devait être appelé en 1856. Les lois furent votées avec empressement et le pays répondit avec plus d'empressement encore à la souscription dont le capital atteignit le chiffre énorme de 3 milliards 652 millions. La session fut courte : les députés avaient donné au gouvernement les moyens de soutenir énergiquement la guerre : ils avaient encore une fois témoigné de leur union, de leur ferme volonté de continuer la lutte tant qu'elle serait nécessaire : ils se séparèrent le 13 juillet.

Au mois de juin Paris reçut la visite du lord maire

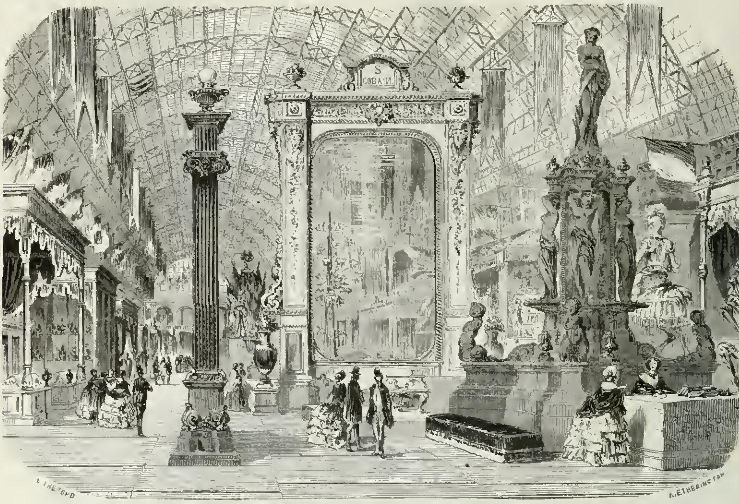


Palais de l'Industrie.

et de la députation municipale de Londres. Le conseil municipal de Paris avait envoyé plusieurs de ses membres au-devant de ses invités, jusqu'à Boulogne, où la réception avait été cordiale et bienveillante. Un convoi spécial amena le lord maire et la députation à Paris, et l'hospitalité la plus splendide leur fut offerte à l'hôtel de ville. Banquets, bals, rien ne fut négligé pour fêter les hôtes éminents que nous envoyait la cité de Londres et pour les remercier de l'accueil qu'ils avaient fait, dans Guidhall, au souverain de la France.

Pendant l'été et l'automne de 1855, Paris rayonna d'un éclat inaccoutumé. La France et l'Europe affluaient dans ses murs, conviées par l'Exposition universelle. L'Exposition fut, à cette époque, un événement politi-

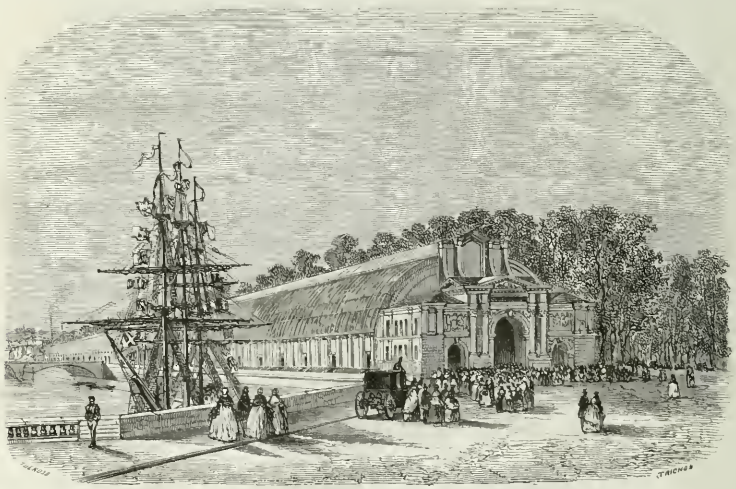
que, car elle exprima, pour ainsi dire, la sécurité et la prospérité du pays. De plus elle contribuait, d'une manière puissante, à ce rapprochement des peuples qui doit être l'œuvre de la civilisation moderne. La France toutefois n'eut pas l'honneur d'inaugurer ces grands concours de l'industrie, ces grands combats pacifiques, qui iront sans cesse en se multipliant et en fructifiant. L'Angleterre la première avait, en 1851,



Intérieur du palais de l'Industrie.

convoqué les nations à ces assises solennelles, où se jugeaient les progrès de l'industrie humaine, et 17 000 exposants avaient répondu à son appel. Plus de 20 000 répondirent à celui de la France en 1855.

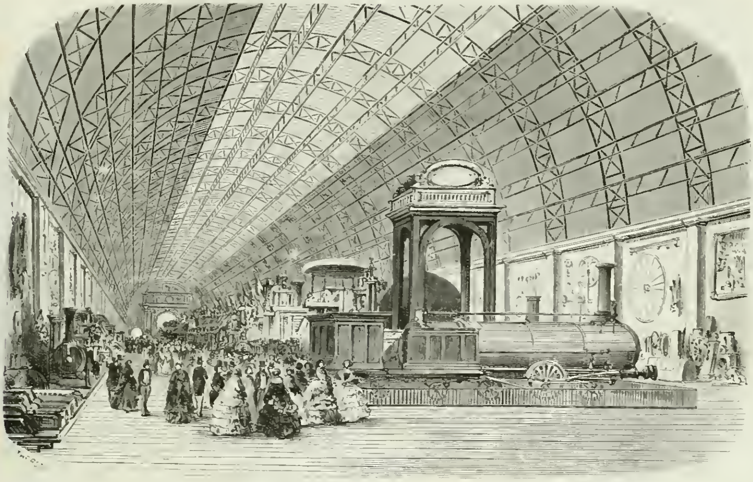
Décrétée le 8 mars 1853, organisée par une commission que présidait le prince Napoléon, l'Exposition s'ouvrit, au mois de mai 1855, malgré les avis timides qui proposaient de l'ajourner à la paix. On avait con-



Extérieur de l'annexe de l'Exposition universelle.

struit exprès un palais de l'Industrie, plus vaste que grandiose, plus lourd qu'imposant. L'espace n'avait pas manqué, car on avait choisi le meilleur emplacement, les Champs-Élysées, mais on réussit à faire le monument trop petit pour les expositions universelles, trop grand pour les expositions ordinaires. Il fallut, sur le quai de la Conférence, construire une galerie annexe, longue de plus d'un kilomètre, afin d'abriter les ma-

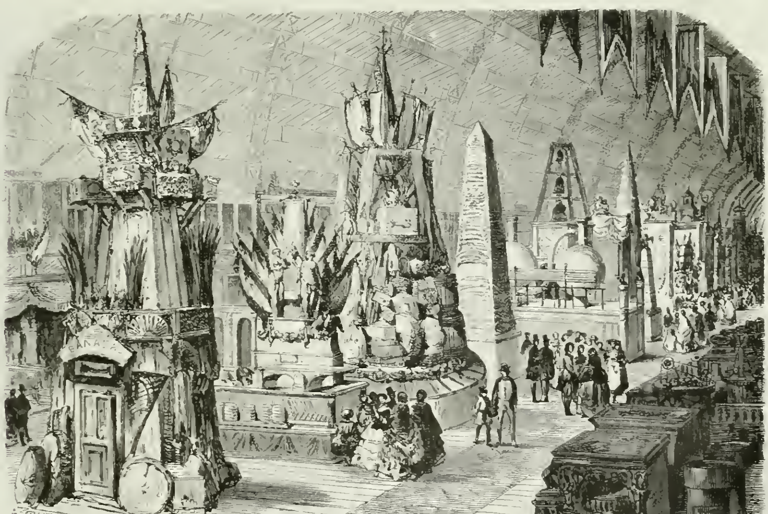
chines. Cependant l'intérieur du palais de l'Industrie a plus de caractère que l'extérieur. La nef centrale est la salle la plus gigantesque que nous ayons en France. Autour règne une vaste galerie, supportée comme tout l'édifice d'ailleurs par des colonnes en fonte. Les murs extérieurs seuls sont en pierre. Douze escaliers et plusieurs portes rendent la circulation facile dans ce palais où se pressèrent plusieurs centaines de mille de visi-



Intérieur de l'annexe de l'Exposition universelle. (Machines.)

teurs. La superficie du terrain occupé par l'Exposition fut de 123 900 mètres; elle dépassait de beaucoup la superficie occupée par l'Exposition de Londres. Mais nous n'avions pas l'élégant palais de cristal.

Le 15 mai, l'Empereur fit en personne et avec pompe l'ouverture de l'Exposition. Il avait voulu présider à cette fête du travail universel. Il se rendit, avec un magnifique cortége, au palais de l'Industrie où le re-



Intérieur de l'annexe de l'Exposition universelle. (Produits des colonies.)

çurent la commission et le jury international. Le prince Napoléon, dans un discours, fit ressortir l'importance, l'utilité, la grandeur du spectacle qui allait être offert à l'Europe, et en même temps énuméra les travaux de la commission. Ce n'avait pas été une tâche aisée de mettre de l'ordre dans cette immense quantité de produits, envoyée par 20 000 industriels de tous pays. La Russie seule n'avait pas répondu

à l'appel qu'on lui avait fait. « La puissance que nous combattons, disait le Prince, n'a pas été exclue. Si les industriels russes s'étaient présentés en se soumettant aux règles établies pour toutes les nations,



Exposition universelle. — Diamants, Porcelaines et tapisseries.

nous les aurions admis, afin de bien fixer la démarcation à établir entre les peuples slaves qui ne sont point nos ennemis, et ce gouvernement dont les nations civilisées doivent combattre la prépondérance. »



Exposition universelle de la Société impériale d'horticulture.

L'Empereur répondit en remerciant son cousin du zèle avec lequel il s'était acquitté de sa mission délicate. « J'ouvre avec bonheur, ajouta-t-il, ce temple de la paix qui convie tous les peuples à la concorde. »



L'Empereur distribuant les récompenses aux exposants (15 novembre 1855). (Page 242, col. 2.)

L'Exposition fut un des plus magnifiques spectacles qu'on ait pu organiser. La grande salle du milieu, le transsept, offrait un coup d'œil féerique. Rudolphi y avait étalé ses bijouteries, ses vases ciselés, ses émaux; les tapisseries des Gobelins, le trophée de Lyon, les diamants de la couronne; des pyramides de fleurs, des autels sculptés; les porcelaines et cristaux d'Autriche et de Prusse; les chefs-d'œuvre de l'industrie anglaise et surtout de l'industrie parisienne, manteaux de cour, parures royales, toilettes d'argent massif, bronzes de Denière, pianos d'Erard et de Pleyel, glaces immenses de Saint-Gobain, tout cela juxtaposé présentait un ensemble ravissant et d'une richesse infinie. Le milieu du rectangle était littéralement un fouillis sublime de sculptures sur bois, sur pierre, sur bronze, sur argent; chapelles, chaires, autels, fontaines, animaux, fleurs, ornements, groupes; toutes les formes, toutes les nuances, tous les styles, depuis le roman jusqu'au Louis XIV, depuis le gothique pur jusqu'au Pompadour le plus tourmenté. Des jardinières chargées de fleurs, des divans circulaires, des fontaines jaillissantes accidentaient cette masse et reposaient tout à la fois de la contemplation et de la marche. Les armures de Granger, les beaux appareils astronomiques de Greenwich, les modèles de forges et de hauts fourneaux, et bien d'autres encore, complétaient sous une lumière ardente, à peine tamisée par les drapeaux de la coupole, l'éblouissant panorama dont nous ne pouvons que donner une insuffisante idée.

L'annexe, le long du quai de la Conférence, offrait un autre aspect, mais non moins irrésistible. Quatre locomotives en gardaient l'entrée comme les sphinx à stature de montagne des vieux temples égyptiens ou les monstres gigantesques des ruines de Ninive et des pagodes hindoues. Dans la galerie, on n'apercevait que locomotives de tout pays et de toute force, bateaux à vapeur, chaudières, hélices, machines hydrauliques, turbines, tours immenses, grues gigantesques, marteaux à vapeur, découpoirs cyclopéens, balanciers, métiers à tisser, à brocher, à coudre, laminoirs, dévidoirs, etc., appareils tantôt énormes et à l'état de nature, tantôt microscopiques et charmants à l'état de modèles réduits, pour peigner la laine ou le coton, battre le grain, élever l'eau, extraire le charbon, fabriquer le chocolat, tondre le drap, tordre le fil; puis des industries armées de toutes pièces et représentées par des machines grandes comme des maisons et compliquées comme des usines; sucreries, distilleries, féculeries, fours mécaniques, presses, scieries, forages artésiens, etc. Un arbre de couche de 448 mètres de longueur, élevé en l'air par une galerie de chevalets que supportaient 59 piliers de fonte, transmettait une vitesse d'à peu près cent tours par minute aux diverses machines qui venaient se mettre en rapport avec lui. Toutes les courroies allaient et venaient, les roues tournaient ou grinçaient, les marteaux frappaient, les lames coupaient : c'était un bruit continu, varié, intense, où le grave se mêlait au doux, l'harmonie aux sons stridents, imposant et majestueux par son ensemble qui dominait le bruit de la foule.

Jamais la puissance humaine ne s'était affirmée avec plus d'éclat. L'esprit demeurait saisi devant les mécanismes ingénieux qui multiplient nos forces. On voyait tout ce que nous avions inventé pour soulager et embellir notre existence, toutes les formes qu'on peut donner à la matière, tout l'éclat dont on peut la revêtir. Pour se représenter le magnifique aspect de ces salles sans nombre à travers lesquelles circulait une foule curieuse et ravie, il faudrait se représenter toutes les industries du monde, il faudrait, par l'imagination, réunir tout ce que les yeux mêmes, éblouis par tant de variété et tant de richesses, se lassaient de regarder. Si l'Angleterre et la Belgique se distinguaient par leur puissance manufacturière, la France brillait sans rivale par l'élégance, le dessin et le goût de ses produits. Entrée après la Grande-Bretagne dans la carrière industrielle, elle étonnait le monde par ses progrès. Jusqu'au 15 novembre on accourut de toutes les parties de la France et de l'Europe pour jouir de ces merveilles rassemblées dans une autre merveille, le Paris nouveau. Les étrangers apprirent à mieux connaître notre pays, et notre grandeur, dans les travaux de la paix, les frappa plus encore peut-être que notre grandeur, éclatante alors, dans les difficultés de la guerre.

A côté de l'Exposition de l'industrie, celle des beaux-arts témoigna que l'industrie n'avait point tué l'art en France et que le culte du beau ne s'affaiblissait point. Nous n'y insistons pas, car nous nous proposons d'étudier dans leur ensemble la littérature et l'art comme la société sous le nouvel empire.

Puis s'ouvrirent un concours universel agricole et une exposition d'horticulture. En même temps le congrès international de statistique se tenait dans le palais du Corps législatif sous la présidence de M. Rouher, ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. Puis une association se forma pour aider à la propagation de notre système des poids et mesures. Tout cela tendait au même but : le rapprochement matériel et moral des peuples, non point cette fraternité théorique et nuageuse proclamée en 1848, mais cette alliance sérieuse et raisonnée des intérêts généraux qu'opèrent une estime réciproque et la diffusion des lumières.

Le 15 novembre, l'Empereur distribua solennellement les récompenses aux exposants. Le jury international s'était montré fort libéral. Pour l'industrie furent décernées : 112 grandes médailles d'honneur, 252 médailles d'honneur, 2300 médailles de 1re classe, 3900 médailles de 2e classe et 4000 mentions honorables. Pour les beaux-arts, on accorda 16 grandes médailles d'honneur, 67 médailles de 1re classe, 87 médailles de 2e classe, 77 médailles de 3e classe et 222 mentions honorables. L'Empereur distribua en outre un grand nombre de décorations aux artistes, chefs d'industrie et ouvriers dont les œuvres ou les produits avaient révélé un talent ou un mérite exceptionnel. Sur les 112 grandes médailles d'honneur décernées pour les produits de l'industrie, la France obtint 70 médailles, l'Angleterre et ses colonies 21, la Belgique 7, la Prusse 5, l'Autriche 3, les États-Unis 2, le Danemark 1, la Bavière 1, le Piémont 1, la Suède 1. La France, sur les 16 grandes médailles accordées pour les beaux-arts, en obtint 11. Elle avait, dans les deux expositions, conservé une supériorité marquée.

L'Empereur, avant de remettre les récompenses à ceux qui les avaient méritées, prononça un discours plus politique qu'industriel :

« L'Exposition qui va finir, dit-il, offre au monde un grand spectacle. C'est pendant une guerre sérieuse que, de tous les points de l'univers, sont accourus à Paris,

pour y exposer leurs travaux, les hommes les plus distingués de la science, des arts et de l'industrie. Ce concours dans des circonstances semblables est dû, j'aime à le croire, à cette conviction générale que la guerre entreprise ne menaçait que ceux qui l'ont provoquée, qu'elle était poursuivie dans l'intérêt de tous, et que l'Europe, loin d'y voir un danger pour l'avenir, y trouvait plutôt un gage d'indépendance, de sécurité. Néanmoins, à la vue de tant de merveilles étalées à nos yeux la première impression est un désir de paix. La paix seule, en effet, peut développer encore ces remarquables produits de l'intelligence humaine. Vous devez donc tous souhaiter, comme moi, que cette paix soit prompte et durable.

« Mais pour être durable, elle doit résoudre nettement la question qui a fait entreprendre la guerre. Pour être prompte, il faut que l'Europe se prononce, car sous la pression de l'opinion générale, les luttes entre grandes puissances menacent de se prolonger, tandis qu'au contraire, si l'Europe se décide à déclarer qui a tort ou qui a raison, ce sera un grand pas vers la solution. A l'époque de la civilisation où nous sommes, les succès des armées, quelque brillants qu'ils soient, ne sont que passagers; *c'est, en définitive, l'opinion publique qui remporte toujours la dernière victoire.*

« Vous tous donc, qui pensez que les progrès de l'agriculture, de l'industrie, du commerce d'une nation, contribuent au bien-être de toutes les autres, et que plus les rapports réciproques se multiplient, plus les préjugés nationaux tendent à s'effacer, dites à vos concitoyens en retournant dans votre patrie :

« Que la France n'a de haine contre aucun peuple, qu'elle a de la sympathie pour tous ceux qui veulent comme elle le triomphe du droit et de la justice. Dites-leur que s'ils désirent la paix, il faut qu'ouvertement ils fassent au moins des vœux pour ou contre nous, car au milieu d'un grave conflit européen l'indifférence est un mauvais calcul, et le silence une erreur.

« Quant à nous peuples alliés pour le triomphe d'une grande cause, forgeons des armes sans ralentir nos usines, sans arrêter nos métiers; soyons grands par les arts de la paix comme par ceux de la guerre, soyons forts par la concorde; mettons notre confiance en Dieu, pour nous faire triompher des difficultés du jour et des chances de l'avenir. »

Ce discours eut dans toute l'Europe un grand retentissement. Il fut communiqué officiellement aux chancelleries : c'était une éloquente invitation à la paix. A l'époque et dans l'enceinte où il fut prononcé, en présence des merveilleux produits du travail et de la paix, il reçut des nombreux assistants qui se pressaient dans le palais de l'Industrie le plus chaleureux accueil. Les Anglais surtout se firent remarquer par la vivacité de leurs infatigables hourras.

§ 2. ARRIVÉE DE LA REINE D'ANGLETERRE EN FRANCE (18 AOUT 1855); SÉJOUR A PARIS (18-27 AOUT 1855); VISITE DU ROI DE SARDAIGNE A L'EMPEREUR (NOVEMBRE).

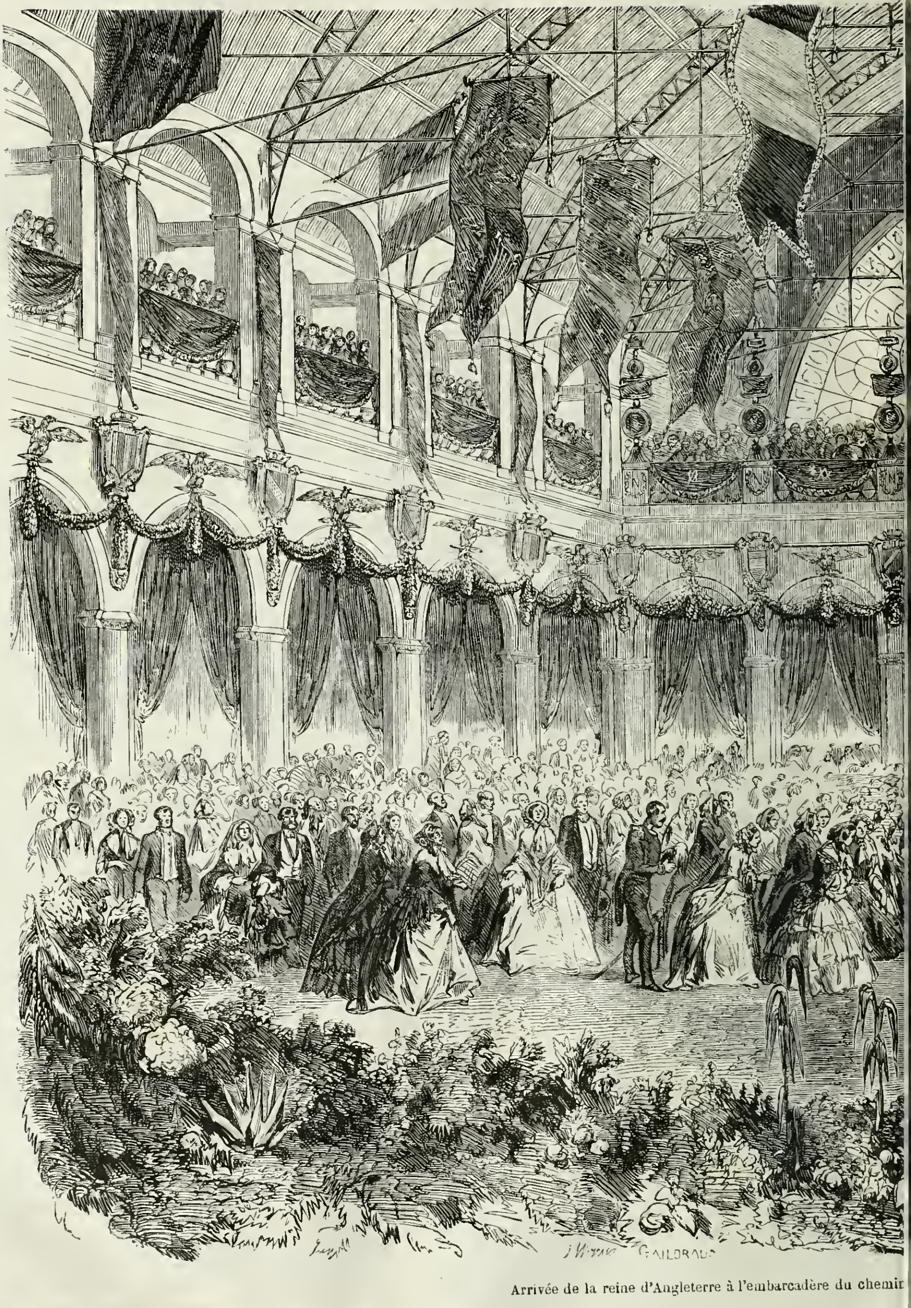
Les Anglais, à cette époque, ne savaient comment nous témoigner leur amitié. Ils n'avaient pas assez d'éloges pour notre pays. Non-seulement nous combattions avec eux en Crimée, mais nous venions de faire à leur reine un accueil qui flattait singulièrement leur patriotisme. Ce ne fut pas en effet un spectacle moins étonnant que l'Exposition universelle, donné au monde, que celui de l'alliance de la France et de l'Angleterre, alliance cimentée par de communs sacrifices et de communes victoires. Aussi les deux souverains des pays qui combattaient ensemble, cherchèrent-ils à resserrer les liens de l'alliance politique par des visites mutuelles qui resteront comme d'importants événements historiques. Le premier, nous l'avons dit, l'empereur Napoléon III fit acte de courtoisie envers la reine d'Angleterre en se rendant à Londres avec l'Impératrice au mois d'avril 1855. L'accueil enthousiaste qu'avait reçu des Anglais l'héritier de Napoléon I[er] avait prouvé la différence des temps et l'affaiblissement, au moins momentané, des anciennes inimitiés. Au mois d'août la reine Victoria voulut venir à Paris.

Sous le règne de Louis-Philippe, elle avait fait à la famille royale quelques visites, mais des visites intimes, au château d'Eu, en vue pour ainsi dire des côtes d'Angleterre. Sous le règne de Napoléon III, elle rendait réellement visite à la France. Elle venait dans la capitale où sa présence fut le signal de fêtes splendides. L'Exposition attirait déjà une affluence considérable d'étrangers : on pense combien cette affluence augmenta lorsqu'on sut la prochaine arrivée de la souveraine de la Grande-Bretagne.

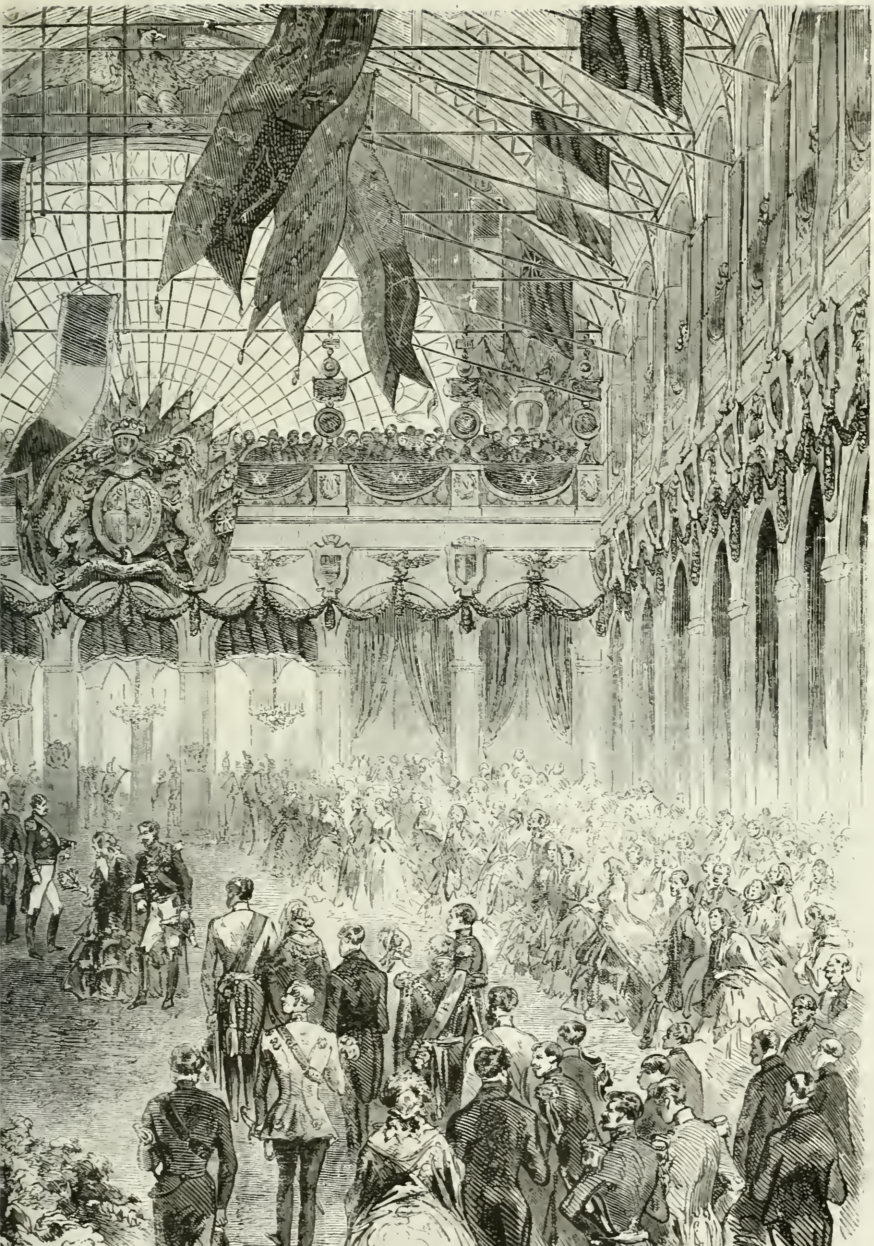
La reine Victoria devait débarquer le 18 août à Boulogne. L'Empereur Napoléon se rendit à sa rencontre jusqu'à cette ville, où dès le matin du jour fixé, que favorisa un soleil radieux, une foule immense encombrait le port et la plage. Les hautes falaises qui dominent la ville au nord et au midi se couvraient de troupes; la flotte anglaise, composée de deux navires à trois ponts, d'un à deux ponts, de deux frégates, se trouvait mouillée à deux kilomètres de l'ouverture du port; les compagnies d'élite de chaque régiment étaient descendues en ville, état-major et musique en tête, et se formaient en haie sur le parcours du cortége impérial et royal; les bannières des nations alliées flottaient aux fenêtres, les navires étaient pavoisés, et la mer était couverte d'une nombreuse flottille appartenant au yacht-club de Londres. Une longue ligne, formée par les embarcations de la flotte anglaise, servait en quelque sorte de balises pour marquer la route que devait suivre le royal navire; les jetées, les dunes s'encombraient de curieux; tous les regards interrogeaient l'horizon, un peu brumeux, pour voir apparaître la ligne de fumée qui annoncerait l'arrivée des hôtes illustres de la France.

A une heure et demie, le yacht royal le *Victoria-and-Albert* est signalé en petite rade; à ce moment le canon de la batterie de terre commence à tonner. Les régiments placés au sommet des falaises ouvrent un feu qui ne doit s'interrompre que lorsque le yacht entrera dans le port; la flotte anglaise est en un moment entourée d'un nuage de fumée blanche qui laisse cependant apercevoir les matelots postés dans le gréement, d'où ils saluent leur reine par trois acclamations. Quelques minutes après, le noble navire glissait majestueusement entre les jetées, faisant flotter au vent le pavillon royal au grand mât, le pavillon français au mât de misaine, et venait s'amarrer au quai devant la douane, où avait été élevé un élégant débarcadère.

C'est là qu'eut lieu l'entrevue des deux souverains. L'empereur Napoléon descendit de cheval et s'avança à la rencontre de la Reine, qu'il embrassa cordialement, puis lui offrit la main pour la conduire à la voiture



Arrivée de la reine d'Angleterre à l'embarcadère du chemin



r de Strasbourg (18 août 1855). (Page 246, col 1.

impériale, qui devait la transporter au chemin de fer. La reine Victoria, le prince Albert, le prince de Galles occupaient la première voiture; l'Empereur, à cheval, se tenait à la portière de droite, le maréchal Baraguey-d'Hilliers était à gauche. Du point de débarquement à la gare, ce ne fut qu'une longue ovation; des milliers d'écharpes, de mouchoirs s'agitaient au vent, et les musiques militaires faisaient entendre le chant national des Anglais, le *God save the Queen*. La décoration de la gare était féerique; un arc de triomphe de proportions colossales, surmonté de la statue de la civilisation qui dominait les armes de France et d'Angleterre, fut le premier objet qui frappa les yeux de la Reine à l'entrée de la cour, transformée en un jardin couvert d'une profusion de fleurs rares. Une estrade semi-circulaire s'étendait devant la gare et contenait douze cents dames élégamment parées; au milieu d'elles on remarquait les femmes des pêcheurs de Portet, au costume si pittoresque. La Reine mit pied à terre sous une riche tente de velours, et fut reçue par M. le baron de Rothschild, président du conseil d'administration, et les administrateurs du chemin de fer. Elle pénétra dans la gare donnant le bras à l'Empereur. A côté de la salle de réception, magnifiquement décorée, on avait disposé un élégant boudoir aux tentures blanches et roses, à crépines d'or, et orné de guirlandes de fleurs. La reine Victoria s'y reposa quelques instants avant de prendre place dans le train impérial.

Pendant qu'on attendait à Boulogne, on attendait déjà à Paris. Dès le matin des myriades d'étrangers, venus de tous les points du monde et mêlés, comme des flots mouvants, à la population parisienne, envahissaient les boulevards. La plus vive animation régnait aux abords du nouveau boulevard de Strasbourg et de la gare du chemin de fer de l'Est. On n'avait pas voulu que la Reine descendît à la gare du Nord, étroite et laide. Par le chemin de fer de ceinture, le train impérial devait gagner le chemin de fer de Strasbourg dont la gare est la seule que nous ayons d'un caractère tant soit peu monumental.

Le beau vaisseau de l'embarcadère était brillamment décoré. On avait élevé sur une partie de la voie une estrade élégante ou plutôt un grand massif de verdure et de fleurs. A l'extrémité on avait réservé un vaste carré aux personnes invitées. Cette magnifique salle, occupée par des dames en fraîches toilettes du matin, offrait le plus charmant coup d'œil. Malheureusement il était presque nuit quand le train arriva. Les toilettes ne furent plus de circonstance.

A l'extérieur le dessus de l'arcade centrale était orné d'un immense écusson aux armes d'Angleterre; les autres arcades et les colonnes qui les séparent étaient décorées de blasons représentant les villes de France, de trophées, de guirlandes, d'aigles aux ailes déployées.

Le vestibule avait subi une transformation complète; on l'avait garni de caisses d'orangers, de grenadiers, de lauriers-roses. La cour était entourée de mâts pavoisés, et à la grille s'élevaient deux immenses corbeilles de fleurs.

Rien ne saurait donner une idée de la perspective qu'offraient les boulevards, la rue Royale, l'avenue des Champs-Elysées, l'avenue de l'Impératrice, et la partie du bois de Boulogne que le cortége devait traverser. Les balcons, les croisées, les terrasses regorgeaient de dames en toilette et de spectateurs étagés les uns au-dessus des autres comme sur les gradins d'un immense amphithéâtre. Les échafaudages des maisons en construction, déguisés sous des trophées et des tentures, s'étaient transformés, comme par enchantement, en tribunes et en balustrades. Des stalles numérotées, des loges tendues d'étoffes et bordées de velours s'élevaient sur les terrains libres ou aux angles des bâtiments encore inachevés. Les magasins remplaçaient leur étalage habituel par des estrades improvisées. Partout des mâts vénitiens, des drapeaux, des écussons, des banderoles, des inscriptions, des emblèmes, des devises, pour souhaiter en anglais la bienvenue aux hôtes de la France. De distance en distance des mâts vénitiens supportaient des boucliers sur lesquels on lisait les noms glorieux d'*Alma*, *Bomarsund*, *Balaklava*, *Inkermann*. Au coin de la rue Richelieu, deux colonnes surmontées d'aigles avaient été élevées par les soins d'une compagnie anglaise. L'Opéra avait dressé entre les rues Lepelletier et Favart un arc de triomphe qui représentait un grand baldaquin à double face. Quatre grands trophées s'élevaient sur le devant des façades. L'Opéra-Comique avait arboré les mêmes emblèmes, sur une colonne d'une rare élégance, entourée d'un parterre de fleurs.

Il y avait eu du retard dans la traversée de la Manche, il y en eut dans l'arrivée à Boulogne, par suite, dans l'arrivée à Paris. Il était plus de sept heures du soir lorsque le train impérial et royal entra dans la gare du chemin de fer de l'Est et que le cortége se mit en marche. Ce cortége était simple, mais la foule qui stationnait depuis plusieurs heures tenait à voir les traits de la reine Victoria. La nuit qui survenait gâta le plaisir, mais donna un autre éclat à la fête : les maisons s'illuminèrent.

Malgré le désappointement, l'enthousiasme ne fut pas moins vif. Les acclamations ne cessèrent de retentir sur le passage de l'Empereur et de la Reine qui arriva ainsi, au bruit des fanfares, du canon, des vivat, et à la lumière des illuminations, au château de Saint-Cloud, où l'attendait l'Impératrice. Par l'effet d'une attention délicate, la reine Victoria, en arrivant à Saint-Cloud, se retrouva pour ainsi dire chez elle par la disposition de ses appartements, tout autant du moins que le château de Saint-Cloud peut rappeler celui de Windsor. Car ce royal et féodal manoir, dont l'architecture biblique remonte à Guillaume de Normandie, tient de la féerie, ce ne sont que festons et qu'astragales sculptés. Du sommet de sa tour, qui s'arrondit jusqu'à une hauteur de 200 pieds, la vue s'étend bien au delà de Londres à une distance de plusieurs lieues. Windsor a une terrasse aussi majestueuse que celle de Saint-Germain, enfin il est plongé dans des immensités de verdure et d'ombrages; si bien que le seul Fontainebleau offre autant de grandeur et que le seul Versailles est plus magnifique.

La reine d'Angleterre visita plusieurs fois l'Exposition et les monuments de la capitale. Ce furent pour les Parisiens et les étrangers des occasions de mieux voir la souveraine que la nuit avait empêché de considérer à son arrivée. La décoration des boulevards subsista durant tout le séjour de la reine Victoria dont chaque promenade ressembla à une ovation. Ce voyage d'une reine d'Angleterre à Paris était un événement si extraordinaire et si important, que l'Empereur avait

voulu en marquer le souvenir par les fêtes les plus brillantes. La reine Victoria eut le spectacle d'une immense revue passée au champ de Mars, spectacle qui empruntait encore plus de grandeur aux circonstances. Nous avions 200 000 hommes en Crimée, et l'Empereur, pour une fête, réunissait 100 000 soldats au champ de Mars, et le territoire avait ses garnisons ordinaires. Il y avait là une preuve frappante de la force militaire de notre pays.

La reine Victoria fit aux Invalides et au tombeau de Napoléon Ier une visite qui sembla un pèlerinage. Le pieux hommage rendu par la souveraine de la Grande-Bretagne aux restes du grand homme, mort victime de la haine de l'Angleterre, causa à tous les témoins et à la France entière, lorsqu'elle l'apprit, une profonde impression. De tels actes font plus que tous les discours pour rapprocher deux nations et éteindre des inimitiés qui ne sont plus de notre siècle. Nous marchons à l'union des peuples, vrai but de la civilisation moderne : un grand pas sera fait lorsque nous aurons laissé les fâcheux souvenirs à l'histoire et les vieilles rancunes au passé, sans les mêler à la politique présente; lorsque nous ne regarderons plus en arrière, mais en avant; lorsque nous n'imiterons plus les fautes de nos pères, mais que nous léguerons à nos enfants de nobles exemples de conciliation et de concorde.

Cette visite de la reine d'Angleterre au tombeau du captif de Sainte-Hélène intéressera plus les historiens futurs que les magnificences du bal de l'hôtel de ville et les splendeurs, renouvelées de Louis XIV, de la fête donnée à notre royale hôtesse dans les galeries de Versailles. Et cependant on a peu vu et on verra peu de semblables éblouissements. La cour impériale retrouva, pour accueillir la souveraine du Royaume-Uni, les traditions de la vieille monarchie, et même ces fêtes empruntèrent aux progrès de l'industrie et du luxe un éclat qu'elles n'avaient peut-être pas autrefois. L'hôtel de ville, dont chaque bal est une féerie, avait imaginé de nouvelles surprises. A l'intérieur, 8000 invités circulaient sans confusion dans les salles immenses, et au dehors 100 000 spectateurs étaient groupés sur toutes les avenues de ce palais d'Armide. La place de Grève et ses alentours étaient le foyer d'une illumination gigantesque, véritable incendie organisé qui menait, dit un chroniqueur, aux merveilles du paradis, car, le seuil franchi, commençait un grand prestige : en guise d'escalier, c'est un jardin qui monte, et on arrive ainsi à travers des monceaux de fleurs, au bruit des fontaines jaillissantes, jusqu'à la cour dite de Louis XIV; or cette cour était un salon sans pareil, vu sa hauteur (celle de l'édifice à peu près), avec un vélarium pour ciel, et pour soleil un lustre aux rayons innombrables.

Le 25 août, c'était le tour du palais de Versailles. Il étincelait d'or et de lumières. La foule se pressait ravie dans ses jardins illuminés et battit des mains lorsqu'un feu d'artifice fit apparaître en traits de flamme l'antique château de Windsor. Nous ne parlons ni des banquets, ni des représentations théâtrales : rien ne manqua à l'hospitalité impériale.

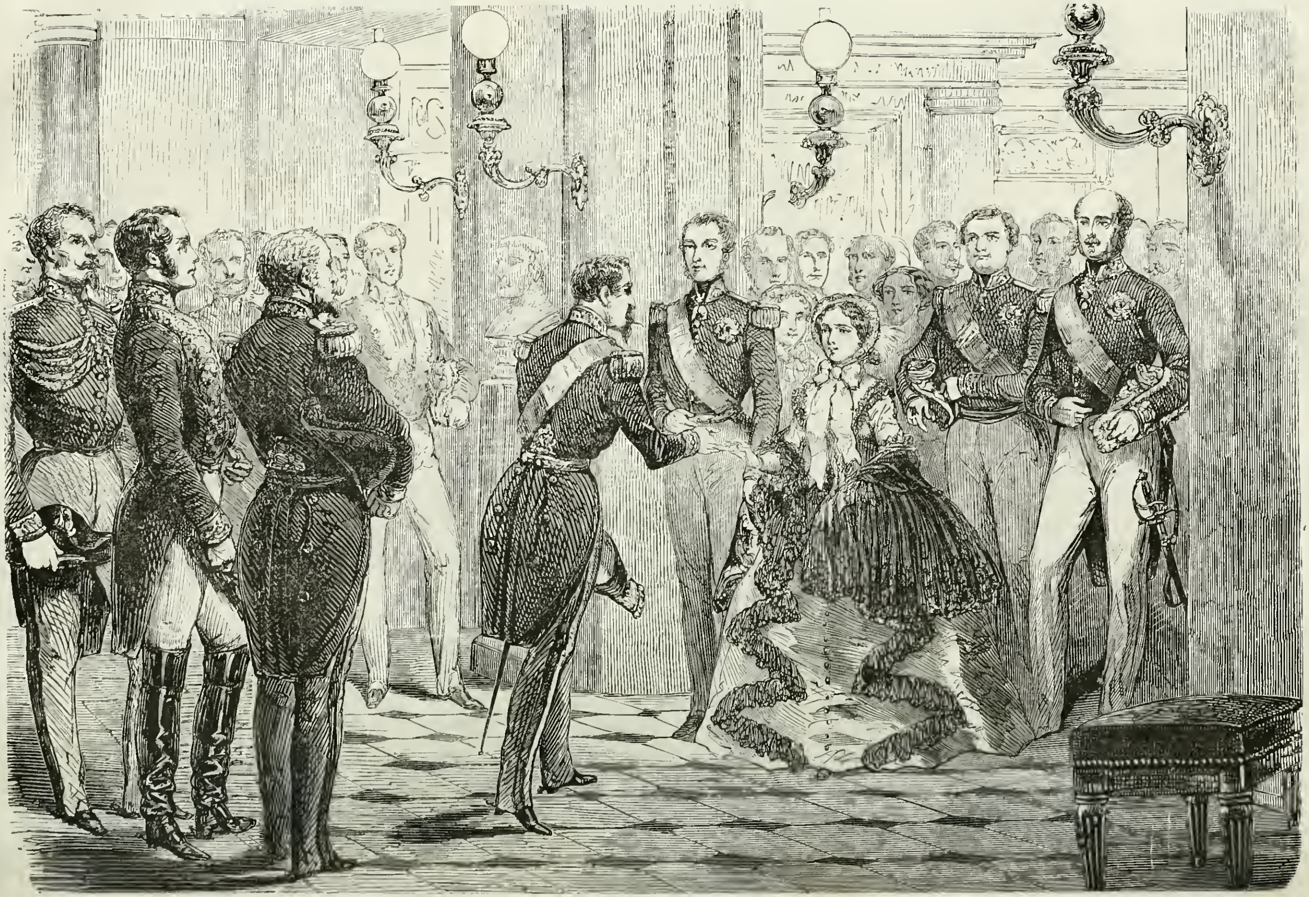
La reine d'Angleterre quitta Paris le lundi 27 août : on déploya pour son départ toutes les pompes de la cour; un splendide cortége, qui rappelait celui de l'Empereur à son mariage, l'accompagna jusqu'à la gare de Strasbourg. La même foule et les mêmes acclamations la saluèrent partout, et la reine dut emporter de ce voyage une agréable impression. D'autres souverains devaient, à son exemple, venir dans la capitale de la France, mais si leur présence allait successivement amener de nouvelles fêtes, elle ne devait pas exciter la même émotion, elle n'avait pas la même signification. L'alliance de la France et de l'Angleterre sera un des plus grands événements de l'histoire contemporaine. Cette alliance a résolu la question d'Orient; elle a mêlé les intérêts commerciaux des deux pays; elle les confondra davantage encore et résoudra bien d'autres questions, si nos voisins la pratiquent sincèrement.

En novembre, le roi de Sardaigne fut à son tour l'hôte de la France. La présence à Paris de Victor-Emmanuel, dont le courage chevaleresque était connu, et dont l'armée avait pris une glorieuse part à la victoire de Traktir, provoqua les démonstrations les plus sympathiques. On s'empressait pour contempler cette figure, militaire jusqu'à la rudesse, et dont l'expression farouche cachait cependant une âme généreuse et douce. La foule ne remarqua pas beaucoup les personnes qui entouraient ce roi d'un petit pays, et cependant parmi elles se trouvait un habile ministre qui prévoyait déjà l'avenir et le préparait, c'était le futur initiateur de la délivrance de l'Italie, l'illustre comte de Cavour. Nous le verrons bientôt paraître en scène.

« Au mois de mai, le roi de Portugal et son frère, le duc d'Oporto, étaient venus à Paris. Au mois d'octobre, les Tuileries reçurent la visite du duc de Saxe-Cobourg-Gotha, du duc et de la duchesse de Brabant. L'Exposition universelle était le prétexte ou l'occasion de ce concours, on pourrait dire de cette procession de princes et de souverains qui, au point de vue politique, avait une grande portée et rehaussait singulièrement la cour de France. Peut-être, en ce qui concerne le duc de Saxe-Cobourg-Gotha, la représentation à l'Académie impériale de musique, d'un opéra (*Sainte-Claire*), composé par ce prince artiste, était-elle la cause déterminante de son voyage. Ce furent des motifs d'un autre ordre, et des motifs sans doute bien puissants, qui amenèrent aux Tuileries le fils du roi des Belges, le petit-fils du roi Louis-Philippe. »

Ces visites royales, ces fêtes continuelles, les merveilles de l'Exposition, le bruit des victoires de nos soldats, nos triomphes dans les arts de la paix et dans les périls de la guerre, tout cela donnait à la France un éclat incomparable. Il y avait cependant des ombres à cette prospérité, des inquiétudes au milieu de cette sécurité, et l'histoire manquerait à son devoir en les omettant comme en les exagérant.

« Malgré les justes rigueurs de la loi et en dépit de la vigilance de la police, les sociétés secrètes avaient réussi à étendre leurs ramifications dans les principales régions manufacturières. La propagande dirigée par les comités révolutionnaires de Londres et de Jersey était active et habile. Parmi ces sociétés secrètes, la plus redoutable était sans contredit celle de *la Marianne*, qui recrutait ses adhérents dans les campagnes comme dans les grandes villes. Plusieurs fois déjà elle avait tenté d'opérer des soulèvements partiels, notamment dans les départements du centre. Au commencement de 1855, une levée de boucliers, qui devait avoir lieu dans la Nièvre, fut déjouée à temps par l'action vigoureuse de la police; quelques mois après, ce fut aux environs d'Angers que *la Marianne* établit son quartier



Réception aux Tuileries du duc et de la duchesse de Brabant (octobre 1855). (Page 247, col. 2.)

général et voulut faire l'essai de ses forces. Dans la nuit du 27 août, une bande nombreuse, composée en majeure partie d'ouvriers ardoisiers, envahit Angers, après avoir causé dans les communes suburbaines de graves désordres, et faillit s'emparer de la ville. Heureusement l'autorité veillait, et l'insurrection, après une courte résistance, fut forcée de rendre les armes. Tous les détails du complot se déroulèrent, au mois d'octobre,



Victor-Emmanuel.

devant le jury de Maine-et-Loire, qui eut à juger 59 accusés. La procédure, faite avec le plus grand soin, éclaira d'une vive lumière les bas-fonds des sociétés secrètes, et révéla l'étendue et la profondeur du mal. L'échauffourée d'Angers produisit dans la France entière une vive impression; elle attesta la persévérance du parti démagogique, le progrès rapide que les doctrines les plus subversives avaient fait depuis 1848, la

facilité avec laquelle les populations ouvrières se laissaient enrégimenter sous les drapeaux de la république sociale, et la nécessité pour le gouvernement de se tenir toujours sur ses gardes et d'être à chaque moment armé pour la lutte. On voyait avec douleur que nos ennemis les plus redoutables n'étaient point au dehors, et que la révolution, domptée par la force, ne se sentait point découragée.

« La cherté des subsistances, suite de plusieurs mauvaises récoltes successives, compliquait cette situation. Sans doute elle n'était pour rien dans les motifs qui inspiraient les chefs du parti démagogique, mais elle fournissait à ceux-ci, aux yeux des classes nécessiteuses, un texte d'accusation contre le gouvernement et contre l'organisation sociale. Les crises de subsistances ont toujours été exploitées par les fauteurs de révoltes, et on entendit dans le procès relatif à l'affaire d'Angers, des paysans et des ouvriers avouer que la promesse du pain à bas prix les avait poussés à prendre les armes. » (*Annuaire des Deux-Mondes.*)

Cependant le gouvernement faisait tous ses efforts pour diminuer la crise. Dès 1854, nous l'avons dit, le gouvernement avait facilité l'approvisionnement du marché intérieur à l'aide de l'importation des blés, des bestiaux, et même des vins de l'étranger. Il s'était en outre appliqué à multiplier sur les diverses parties du territoire, particulièrement dans les grandes villes, les travaux d'utilité publique, destinés à donner du travail aux ouvriers et à maintenir le taux des salaires. Ces dépenses étaient fort onéreuses pour les finances des départements et des communes, qui avaient dû recourir à de nombreux emprunts; mais les circonstances ne permettaient pas d'hésiter, et le gouvernement poursuivit, en 1855, la pratique de ce système, en favorisant autant que possible les travaux de toute nature. Un décret du 10 septembre ouvrit même un crédit extraordinaire de dix millions, affecté à des subventions pour travaux d'utilité communale et aux distributions de secours par les soins des bureaux de bienfaisance. Les sociétés de secours mutuels, les sociétés alimentaires, les sociétés de charité maternelle; en un mot, toutes les associations charitables reçurent, sous le patronage direct de l'autorité, une vive impulsion. Parmi les institutions charitables qui datent de 1855, il convient de citer les asiles pour les ouvriers convalescents créés par le décret du 11 mars 1855. Deux établissements modèles, sur lesquels nous reviendrons, furent construits à Vincennes et au Vésinet sur le domaine de la couronne.

Malgré cette crise et malgré la guerre, il y eut, en 1855, relativement aux résultats de l'année précédente, une augmentation notable dans les mouvements du commerce extérieur et de la navigation, dans le produit des revenus indirects, dans les recettes des chemins de fer, en un mot, dans les principales branches de la fortune publique. Ainsi l'ensemble du commerce spécial fut de 2 milliards 810 millions, chiffre supérieur à celui de 1854. Les revenus indirects produisirent 957 millions, contre 847 millions en 1854. L'impôt direct fut recouvré avec une grande facilité; les recettes des chemins de fer dépassèrent de 71 millions celles de 1854. C'étaient là autant de signes matériels de la prospérité du pays.

Cette prospérité était-elle factice? Non, car chaque année elle ira en grandissant, mais aux époques les plus heureuses n'y a-t-il pas des causes de souffrance? La société peut-elle atteindre un juste équilibre? Est-il possible que des circonstances fâcheuses ne réagissent pas quelquefois contre les situations les plus favorables? En 1855, l'insuffisance des récoltes amenait des misères dans les classes ouvrières : aujourd'hui, l'abondance excite les plaintes des agriculteurs qui voient baisser le prix de leurs produits. Il faut voir là une des conditions inévitables de toute société humaine où le bien n'est jamais séparé du mal. Dès qu'un gouvernement ne cesse de veiller, avec la plus active sollicitude, au bien-être populaire, dès qu'il s'efforce de concilier, autant que possible, les intérêts les plus contraires, dès qu'il parvient, grâce à de sages mesures, à atténuer le mal qu'il n'est pas en son pouvoir d'empêcher, on ne peut raisonnablement lui demander davantage. Et d'ailleurs, ces souffrances locales, partielles, sont déjà oubliées : elles disparaîtront aux yeux de la postérité qui ne verra plus que la gloire de la France, victorieuse au dehors, travailleuse et riche au dedans; elle ne rappellera cette époque que pour célébrer nos triomphes et admirer l'éclat dont brillait alors notre pays, puissant par la force des armes comme par la force morale, respecté de l'Europe qui lui envoyait les représentants de son industrie et même des têtes couronnées, pour reconnaître sa grandeur par un libre et public hommage.

CHAPITRE X.

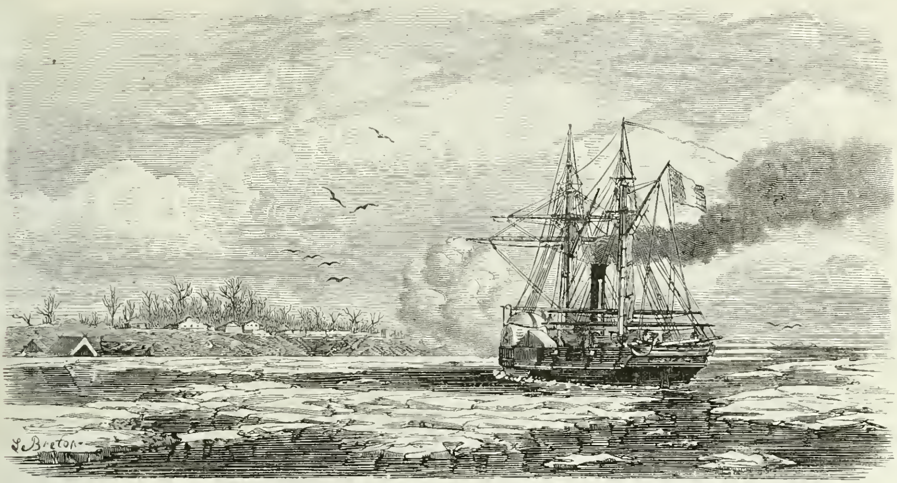
LE CONGRÈS ET LA PAIX DE PARIS.

§ 1. DERNIÈRES OPÉRATIONS MILITAIRES; PRISE DE KINBURN (OCTOBRE 1855); LA FLOTTE DANS LA BALTIQUE; OPÉRATIONS DANS LA MER BLANCHE ET DANS L'OCÉAN PACIFIQUE.

La prospérité intérieure devait recevoir bientôt une nouvelle impulsion, la meilleure, celle de la paix. Aux yeux de tout le monde, la chute de Sébastopol terminait la guerre, et l'approche de l'hiver qui allait forcément arrêter les opérations militaires, fournissait une occasion de reprendre les négociations. Cependant, les généraux alliés voulaient mettre à profit le peu de beau temps qui leur restait, pour achever de couper les communications des Russes. Le 24 septembre une nouvelle expédition fut envoyée sur les côtes de la mer d'Azoff, et s'empara de Tasman et de Fanagoria. Le 29, il y eut, près d'Eupatoria, un brillant combat dans lequel la division de cavalerie du général d'Allonvillle, secondée par quelques escadrons turcs, défit complète-

ment un corps nombreux de cavalerie russe, commandé par le général Korf. Au mois d'octobre, une expédition importante fut dirigée contre Kinburn.

La Russie possède sur les bords du Dniéper et assez avant dans l'intérieur des terres, un arsenal considérable, *Nicolaïeff*. Il était important d'occuper les bouches du fleuve et d'empêcher ainsi toute communication de la Crimée avec cet arsenal. On résolut de



Expédition de la mer d'Azoff (octobre 1855). — Le *Milan* envoyant des obus sur un village occupé par les Russes.

s'emparer du fort de Kinburn et de la presqu'île d'Otchakoff qui défendaient les bouches du Dniéper. Un corps expéditionnaire anglo-français de sept mille hommes, sous les ordres du général Bazaine, fut embarqué sur une escadre que commandait l'amiral Bruat, élevé à cette haute dignité depuis le 15 septembre. La flotte passa devant Odessa que son apparition jeta dans la terreur, mais ordre était donné de



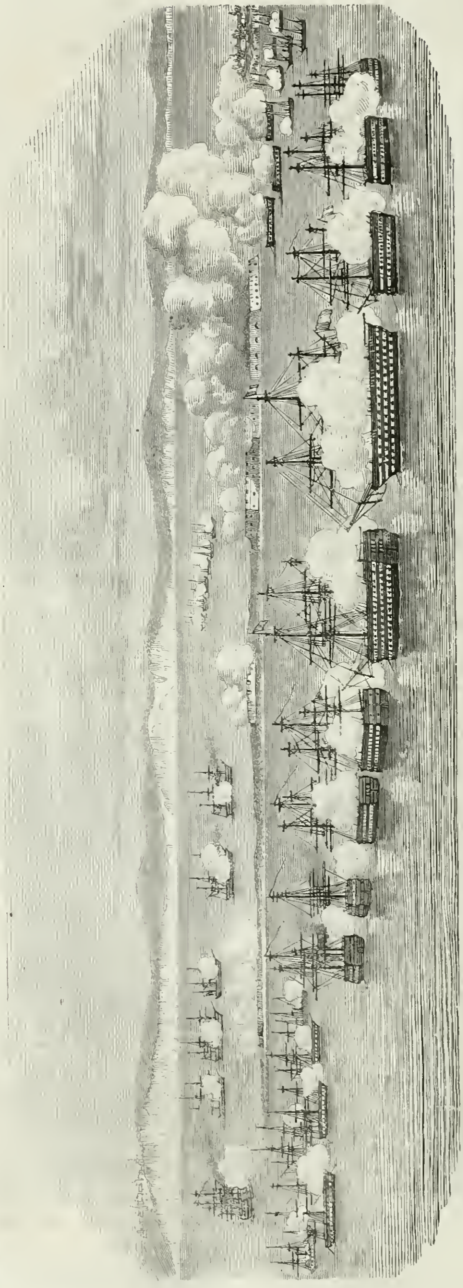
Expédition de la mer d'Azoff (octobre 1855). — Maisons et postes de cosaques incendiés.

ne causer aucun mal à cette ville commerçante où tous les peuples viennent s'approvisionner de blé. Nos bâtiments ne tardèrent pas à arriver devant Kinburn et Otchakoff.

Les eaux du Bug et du Dniéper aboutissent à la mer par une seule branche. Après avoir formé un lac où ils se confondent, les deux fleuves s'écoulent ensemble entre Otchakoff au nord et Kinburn au sud,

par un chenal étroit d'une profondeur variable. Otchakoff, sur la rive droite, est bâti au sommet d'une falaise d'une élévation moyenne, projetant une pointe basse sur laquelle s'élevait un vieux fort, d'origine génoise, en assez mauvais état; une batterie construite sur la falaise complétait la défense de ce côté, sans présenter d'obstacles sérieux. C'est sur la rive gauche, sur la langue de sable formée des alluvions des deux fleuves qu'était bâtie la citadelle de Kinburn, dominant le passage de plus près, et constituant la seule défense de l'embouchure du Dniéper. La citadelle de Kinburn présentait soixante bouches à feu et contenait une garnison de deux mille hommes, sans compter les colons militaires établis dans un village bâti à portée du canon de la place.

Dans la nuit du 14 au 15 octobre, une escadre légère composée de canonnières anglaises et françaises s'avança dans les eaux du Dniéper : aperçue, elle fut accueillie par une violente canonnade, mais continua sa marche et parvint à forcer la passe. Au jour, elle était placée de manière à prendre à dos les troupes qui voudraient s'opposer au débarquement. Le débarquement s'effectua dans la matinée du 15, avec un plein succès. Le général Bazaine voulut conduire lui-même la première reconnaissance et s'avança jusqu'au village de Kinburn. On ne rencontra point de résistance et les troupes investirent la forteresse que les chaloupes canonnières commencèrent à bombarder. Le 17, nos soldats avaient ouvert une tranchée à neuf cents mètres de la place, et des tirailleurs se portèrent bien plus près afin d'inquiéter les canonniers russes, pendant que les bombardes, les chaloupes, les vaisseaux faisaient pleuvoir sur les forts une grêle de boulets et d'obus. Plusieurs bâtiments pénétrèrent dans la passe d'Otchakoff et prirent l'ennemi de revers. Le bombardement dura jusqu'à une heure; les forts étaient démantelés, des incendies éclataient et la garnison, cernée de tous côtés, ne pouvait échapper à une destruction totale. Elle se rendit. Les soldats russes, au nombre de quinze cents, déposèrent leurs armes sur les glacis : leur vieux commandant, le général Kokonowitck, déposa avec douleur son épée devant le général Bazaine, qui l'accueillit affectueusement et le consola par de nobles paroles. Nous restâmes maîtres d'un matériel considérable, et de cent soixante-quatorze bouches à feu.



Bombardement et prise du fort de Kinburn (octobre 1855). (Page 252, col. 1.)

Cette prise de Kinburn jeta au loin l'épouvante : les Russes ne nous attendirent point à Otchakoff; ils firent sauter toutes les défenses et se retirèrent. Nos troupes occupèrent la presqu'île. Il fut décidé que Kinburn serait conservé comme place d'armes d'où, plus tard, s'il était nécessaire, une armée pourrait s'avancer sur Nicolaïeff ou Kherson On répara les dommages causés par nos boulets, on replaça les canons, on construisit de nouveaux ouvrages ; enfin on disposa tout pour qu'une garnison importante pût y passer l'hiver.

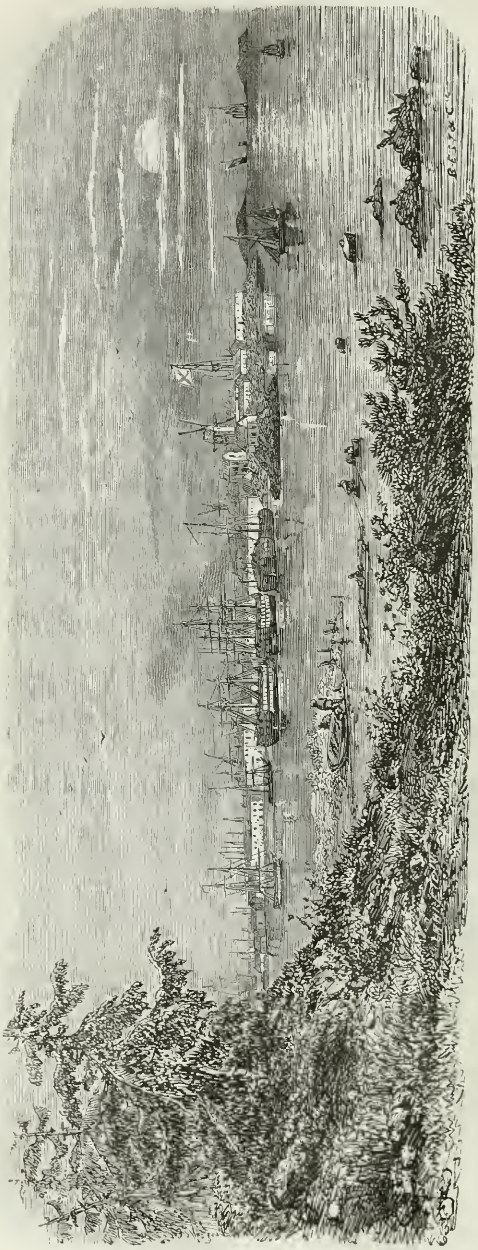
La plus grande partie du corps expéditionnaire fut ramenée en Crimée par l'escadre, qui reçut aussitôt l'ordre de prendre la garde impériale pour la



Aspect des fortifications de Kinburn après le bombardement (octobre 1855). (Page 252, col. 2.)

transporter en France. L'amiral Bruat devait la reconduire, mais il allait lui être refusé de revoir la patrie au moment où il aurait pu jouir des honneurs qui venaient de couronner sa brillante carrière. La santé de l'amiral Bruat était ébranlée depuis longtemps; néanmoins il voulait veiller à l'exécution de ses ordres les plus détaillés; pénétré de sa responsabilité, il ne reculait devant aucune fatigue, et, comme le maréchal Saint-Arnaud, dissimulait ou surmontait ses souffrances. Frappé du choléra, pendant la traversée, il mourut le 19 novembre, profondément regretté de son escadre, car il était le type du vrai marin et s'était fait aimer de tous. *Le Montebello*, qui depuis deux ans portait son pavillon de commandement, ne ramena que son corps inanimé. Cette mort cruelle, à la fin d'une campagne, causa en France une pénible impression, et le gouvernement voulut que les funérailles du digne amiral fussent célébrées aux frais du Trésor public

L'expédition de la mer Noire était terminée, mais notre marine avait paru non moins noblement dans la mer Baltique pendant l'année 1855. En 1854, les amiraux alliés avaient renoncé à tenter l'attaque de Cronstadt : on y renonça encore en 1855, parce que l'effort principal de nos armes se portait dans la mer Noire, et qu'il aurait fallu construire un matériel spécial pour le siége de cette place, défendue, comme nous l'avons dit, par sa situation toute particulière. Le contre-amiral Penaud avait reçu pour 1855 le commandement de l'escadre française de la Baltique, il rejoignit au mois de mai l'escadre anglaise dirigée par le contre-amiral Dundas.



L'arsenal de Sweaborg. (Page 256, col. 1.)

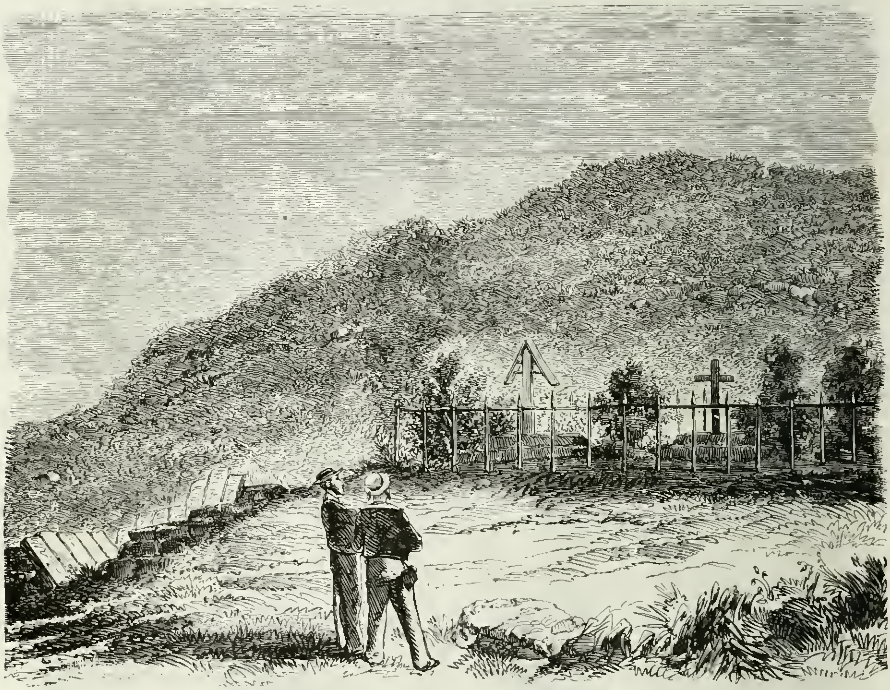
Les deux amiraux se préoccupèrent d'abord d'établir un blocus rigoureux des côtes, afin d'interdire le moindre commerce : ils s'approchèrent ensuite de Cronstadt et purent étudier les nouvelles défenses ajoutées par les Russes aux fortifications déjà redoutables. Les bâtiments d'un faible tirant d'eau pouvaient seuls s'approcher de Cronstadt : encore ceux que les amiraux employèrent à ces reconnaissances rencontrèrent-ils des obstacles cachés, de perfides engins de destruction, qui heureusement produisirent peu d'effet. Le contre-amiral Penaud explorait la côte sur la corvette à vapeur *le Merlin :* il naviguait à deux milles et demi de terre, lorsque tout à coup une sourde explosion a lieu sur son avant; elle est immédiatement suivie d'un choc violent. « Les flots bouillonnent et s'entr'ouvrent avec un mugissement sinistre, et l'on peut croire que le steamer va s'engloutir dans cet abîme. C'était, à n'en pas douter, l'explosion d'une de ces machines infernales sous-marines, dont on parlait tant depuis un an, et dont les premières expériences avaient été faites en présence de l'empereur Nicolas. La corvette s'est arrêtée. La commotion a été si forte qu'il est à craindre que le bâtiment ne fasse eau. Heureusement il n'en est rien; le capitaine Sullivan met le cap plus au large et reprend sa marche, cette fois à petite vitesse, pour atténuer l'effet des machines explosives que le bâtiment pouvait rencontrer encore sur sa route. En



Incendie des magasins de Pétropawloski (1855). (Page 256, col. 2.)

effet, quelques minutes s'étaient à peine écoulées, qu'une nouvelle détonation se fait entendre encore sur l'avant du vapeur : elle est suivie d'un choc plus terrible que ne l'avait été le premier [1]. » D'autres machines éclatèrent sous différentes corvettes et ne leur firent aucun mal. Aussi nos matelots ne s'effrayèrent-ils plus de ces pétards sous-marins : ils s'amusèrent à les rechercher et à les pêcher.

Cependant la saison s'avançait et les amiraux voulaient tenter une action offensive : ils se décidèrent pour le bombardement de Sweaborg, arsenal maritime important de la Russie et presque aussi difficilement abordable que Cronstadt. Le 8 août, les escadres alliées parurent devant Sweaborg. Le 9, elles envoyèrent leurs canonnières et leurs bombardes le plus près de la place et le feu commença. Une batterie de mortiers, qu'à l'insu de l'ennemi on avait établie sur un îlot pendant la nuit, aida puissamment l'artillerie des canonnières et des bombardes. Deux jours durant, un feu épouvantable fut entretenu contre la place qui répondit énergiquement d'abord, mais qui ne tarda pas à souffrir beaucoup. Des explosions formidables, des incendies multipliés nous disaient assez que nos coups portaient juste : des poudrières, un grand nombre de magasins, plusieurs vaisseaux, la maison du gouverneur furent détruits par nos bombes et nos boulets. Les amiraux, dès qu'ils eurent atteint le bu qu'ils s'étaient proposé, cessèrent le feu et regagnèrent



Tombes des Français, des Anglais et des Russes tués à l'attaque de Pétropawloski.

leur mouillage. Ils avaient causé à l'ennemi des pertes considérables sans en éprouver eux-mêmes. Tout le reste de la saison, ils continuèrent de croiser dans le golfe de Finlande : leurs derniers vaisseaux ne quittèrent la mer Baltique que vers le milieu de décembre, au moment où les glaces venaient se charger de continuer notre blocus.

Nos vaisseaux avaient également poursuivi le commerce russe dans la mer Blanche et l'océan Pacifique. Pendant la campagne de 1854, la division anglo-française, envoyée dans la mer Blanche, avait bloqué le littoral ennemi, détruit le monastère de Sarlovitski et bombardé la ville de Kola, capitale de la Laponie russe. En 1855, une division alliée fut également expédiée dans ces parages, et y maintint un blocus rigoureux; mais elle n'y accomplit aucun fait militaire qui mérite d'être rapporté. Aucun neutre ne tenta de forcer le blocus; les prises se bornèrent à 60 caboteurs russes, qui se rendaient dans les ports de Norvége et essayaient de tromper la vigilance des croiseurs à la faveur des brumes épaisses très-fréquentes dans ces parages. D'après le rapport du capitaine de vaisseau Guilbert, commandant la division française dans la mer Blanche, le blocus aurait été très-préjudiciable aux provinces septentrionales de la Russie et notamment au district d'Arkangel, en arrêtant complétement un mouvement commercial qui peut être évalué à 150 000 tonneaux de marchandises.

Dans l'océan Pacifique, les escadres alliées avaient

1. Bazancourt, *la Marine française*.

bloqué les côtes de la Sibérie russe et fait une démonstration contre Pétropaulowski. Cette démonstration avait échoué et les troupes débarquées avaient dû renoncer à prendre de vive force la ville défendue par une nombreuse garnison. Les escadres veillèrent au maintien rigoureux du blocus pendant la campagne de 1855, et s'apprêtèrent à attaquer de nouveau Pétropaulowski. Les Russes, désespérant d'opposer une résistance efficace, évacuaient la ville dans le courant d'avril à bord de deux frégates et de trois baleiniers américains, et ils purent, à la faveur du brouillard, tromper la vigilance de deux steamers anglais qui croisaient devant le port, en attendant les autres navires. Ceux-ci arrivèrent le 15 mai, sous les ordres du contre-amiral anglais Bruce et du contre-amiral français Fourichon. Un détachement de marins, débarqué, trouva la ville à peu près déserte. On brûla les arsenaux et les magasins de l'État; on fit sauter les fortifications. Le but de l'expédition se trouvait ainsi rempli. Les Russes, obligés de chercher un refuge au-dessous de l'embouchure du fleuve Amour où ils ont des établissements, étaient complétement chassés de l'océan Pacifique. Les pavillons alliés demeuraient maîtres de toutes les mers.

§ 2. NÉGOCIATIONS; TRAITÉ AVEC LA SUÈDE; RENTRÉE DES TROUPES DE CRIMÉE (29 DÉCEMBRE 1855); OUVERTURE DU CONGRÈS DE PARIS (25 FÉVRIER 1856); RÉUNION DES CHAMBRES (3 MARS).

Après la prise de Sébastopol, les négociations avaient recommencé. D'ailleurs dans cette guerre elles ne furent que très-peu interrompues. C'est l'honneur du



Passage à Lyon des zouaves revenant de Crimée.

dix-neuvième siècle de répugner à l'effusion du sang, de songer à préparer la paix tout en faisant la guerre. Dès le commencement de la lutte, la France et l'Angleterre, nous l'avons dit, la France surtout, avaient redoublé d'instances pour amener l'Autriche dans leur alliance et peser ainsi avec plus de force sur la Russie. Engagée par la nécessité de la situation et de ses intérêts, l'Autriche signa avec la France et l'Angleterre le traité du 2 décembre 1854, qui n'était ni offensif ni défensif, et fixait les quatre garanties sur lesquelles devait reposer la paix. La Russie, à la fin de 1854, voulant empêcher cette alliance de devenir effective, s'était montrée prête à discuter les bases de la paix, et nous avons vu qu'en janvier 1855, au moment où le Piémont entrait résolûment dans l'action commune des puissances occidentales, s'ouvrirent à Vienne de nouvelles conférences où les plénipotentiaires de l'Autriche ne figurèrent plus comme médiateurs, mais comme nos alliés. Ces conférences n'aboutirent pas, et leur insuccès détermina à la retraite M. Drouin de Lhuys, notre ministre des affaires étrangères. M. le comte Walewski, notre ambassadeur à Londres, lui avait succédé, qui s'efforça également de faire sortir l'Autriche de son indécision. L'Autriche qui aurait dû, après les conférences de Vienne, se joindre à nous si elle eût été bien sincère, voulait, sans s'aliéner la Russie, jouer à la fin de la lutte le beau rôle de médiatrice et d'arbitre. Mais lorsqu'il fut question, après la chute de Sébastopol, de traiter sérieusement de la paix, la grande position qu'avaient faite à la France ses succès militaires rendait naturellement celle-ci maîtresse des conditions de la paix.

Les Puissances occidentales ne devaient cependant rien négliger pour presser la continuation de la guerre, et si l'hiver ne fût survenu quelque temps après la chute de Sébastopol, le champ de la lutte se serait certainement agrandi. Elles ne devaient pas non plus cesser d'étendre leurs alliances, et elles obtinrent un nouveau succès par l'accession de la Suède à leur politique. La Suède est une ennemie naturelle de la Russie qui a exploité sa faiblesse et ses divisions pour s'enrichir à ses dépens. Le cabinet de Saint-Pétersbourg qui poursuivait, sur toutes ses frontières, avec une persévérance égalée seulement par son astuce, ses empiétements progressifs, pesait depuis longtemps sur le cabinet de Stockholm, afin d'obtenir sur les côtes de Suède de dangereuses concessions. Le tzar voulait entrer en possession de la vaste baie de Varanger, position précieuse dans le Nord, car grâce au concours de plusieurs circonstances, par la conformation du golfe et par une singularité naturelle, la température demeure telle en cet endroit que la glace ne s'y forme point. La possession d'une telle baie pour une puissance dont la marine est, dans la Baltique, enchaînée six mois par les glaces, pouvait suppléer à celle de Sébastopol que nous aurions en vain annulée. En toute saison, ses vaisseaux auraient pu atteindre l'Océan. La France et l'Angleterre veillaient donc avec inquiétude sur cette baie de Varanger que la Suède, on le pense, n'aurait cédée qu'à regret. Engager le cabinet de Stockholm dans l'alliance, c'était le fortifier contre les prétentions de la Russie : on le sentit et on agit. Pour presser le dénouement des négociations engagées avec la cour de Stockholm, l'Empereur Napoléon III y envoya comme ambassadeur le général Canrobert, l'ancien commandant en chef des troupes de Crimée. Canrobert reçut en Suède un accueil enthousiaste, et les honneurs que lui fit rendre le roi de Suède, les acclamations de la foule indiquèrent combien était vif le sentiment de la cour et de la nation suédoises envers la France et le général qui avait si vaillamment combattu les Russes. La mission de Canrobert ne produisit pas seulement un effet moral ; elle eut un résultat pratique. Le roi de Suède signa, le 21 novembre 1855, une convention par laquelle il s'engageait à ne céder à la Russie, à n'échanger avec elle aucune partie des territoires appartenant aux couronnes de Suède et de Norvége. Il ne céderait non plus à la Russie aucun droit de pâturage ou de pêche. Dans le cas où l'empereur de Russie ferait au roi de Suède quelque proposition ou demande, ayant pour objet d'obtenir soit la cession, soit l'échange d'une partie quelconque de territoires appartenant aux couronnes de Suède et de Norvége, soit la faculté d'occuper certains points desdits territoires, soit la cession de droits de pêche, de pâtures ou tout autre sur ces mêmes territoires, le gouvernement suédois s'engageait à communiquer immédiatement cette proposition ou demande à ses alliés, et ceux-ci prenaient de leur côté l'engagement de lui fournir des forces navales et militaires pour résister aux prétentions de la Russie. Par ce traité on élevait donc une barrière contre les agrandissements de cette puissance du côté de la Baltique, on rattachait à la politique occidentale la Suède tombée depuis 1815 sous l'influence russe. Ce traité influa beaucoup sur les dispositions du cabinet de Saint-Pétersbourg, non moins que les démonstrations provoquées en Allemagne et en Danemark par le passage du général Canrobert. Ces démonstrations achevaient de prouver à la Russie que l'opinion de l'Europe blâmait sa politique et que tout le monde se prononçait contre elle.

On espérait bien que la paix sortirait des négociations entamées ; le rappel des troupes de la garde impériale et de plusieurs régiments indiquait que dans la pensée du gouvernement français la chute de Sébastopol terminait la guerre. Les troupes ramenées en France étaient, il est vrai, remplacées en Crimée par d'autres ; mais il fallait se tenir prêt à toutes les éventualités et agir jusqu'au dernier jour comme si les hostilités devaient continuer. L'Empereur voulut que les régiments qui avaient soutenu une lutte si héroïque, à six cents lieues de notre pays, fussent reçus comme ils le méritaient, et la population attendait avec impatience leur retour pour les fêter.

Le samedi 29 décembre 1855 restera une date célèbre dans l'histoire contemporaine de la France. Ce jour-là Paris présentait un spectacle inaccoutumé : il n'était pas seulement joyeux, il était ému. Le long des boulevards, décorés de drapeaux et de glorieuses devises, se formait une double haie de garde nationale et de troupe de ligne : une foule bruyante se promenait sur les trottoirs ; les balcons, les fenêtres, pavoisés ou ornés de riches tentures, se garnissaient de spectateurs avides de saluer les vainqueurs de Crimée qui rentraient, ce jour-là, dans la capitale.

Les régiments de ligne et de la garde revenant d'Orient étaient massés, vers onze heures du matin, sur la place de la Bastille. L'Empereur arriva sur cette place à midi et passa en revue ces bataillons décimés, mais fiers et joyeux. Après la revue, sur un ordre de l'Empereur, toutes les troupes vinrent se masser en cercle autour de lui, et Napoléon III leur adressa ces nobles paroles :

« Soldats, je viens au-devant de vous comme autrefois le Sénat romain allait aux portes de Rome au-devant de ses légions victorieuses. *Je viens vous dire que vous avez bien mérité de la patrie !*

« Mon émotion est grande, car au bonheur de vous revoir se mêlent de douloureux regrets pour ceux qui ne sont plus et un profond chagrin de n'avoir pu moi-même vous conduire au combat.

« Soldats de la garde, comme soldats de la ligne, soyez les bienvenus. Vous représentez tous cette armée d'Orient dont le courage et la persévérance ont de nouveau illustré nos aigles et reconquis à la France le rang qui lui est dû. La patrie, attentive à tout ce qui s'accomplit en Orient, vous accueille avec d'autant plus d'orgueil qu'elle mesure vos efforts à la résistance opiniâtre de l'ennemi.

« Je vous ai rappelés, quoique la guerre ne soit pas terminée, parce qu'il est juste de remplacer à leur tour les régiments qui ont le plus souffert. Chacun pourra ainsi aller prendre sa part de gloire, et le pays qui entretient six cent mille soldats a intérêt à ce qu'il y ait maintenant en France une armée nombreuse et aguerrie, prête à se porter où le besoin l'exige.

« Gardez donc soigneusement les habitudes de la guerre, fortifiez-vous dans l'expérience acquise, tenez-vous prêts à répondre, s'il le faut, à mon appel ; mais en ce jour oubliez les épreuves de la vie du soldat, remerciez Dieu de vous avoir épargnés, et marchez fièrement au milieu de vos frères d'armes et de vos concitoyens, dont les acclamations vous attendent ! »

Ces acclamations ne leur manquèrent pas, et jamais défilé ne fut plus émouvant. Toutes les troupes étaient en tenue de campagne, sac au dos; les officiers des régiments de ligne portaient les bottes montantes adoptées pendant les travaux du siége. Les blessés marchaient en tête des régiments : la vue de ces malheureuses victimes de la guerre excita la plus vive impression, qui se traduisit, tout le long du parcours, par les démonstrations les plus chaleureuses. Les uniformes usés, les drapeaux criblés de balles, les figures bronzées et fatiguées des soldats disaient assez leurs travaux et leurs souffrances. On se montrait les aigles troués par les biscaïens, le général de Monet qui portait encore le bras en écharpe, le général Mellinet qui avait la figure labourée par une profonde cicatrice, le général Blanchard amputé du poignet, le général Forey qui avait si longtemps dirigé la première partie du siége de Sébastopol. On acclamait surtout le brillant et modeste Canrobert; le vaillant soldat de l'Alma, le digne chef d'Inkermann, le père de notre armée pendant les rigueurs de l'hiver était l'objet des manifestations les plus enthousiastes. Pourquoi tant de nobles généraux manquaient-ils à ce triomphe? Que d'officiers avaient payé notre victoire de leur sang et dormaient là-bas de l'éternel sommeil sans avoir pu jouir des hommages qu'on prodiguait à leurs frères d'armes! Que de vides dans ces bataillons cruellement éclaircis! Toutes ces pensées se pressaient dans l'esprit des spectateurs, et un attendrissement indicible saisissait l'âme à l'aspect de ces régiments qui n'étaient plus que des débris. Mais les idées de gloire se réveillaient presque aussitôt : les drapeaux saluaient nos soldats vainqueurs, les gardes nationaux leur jetaient des fleurs, et un peuple immense, animé d'un souffle guerrier, faisait sans cesse retentir l'air des cris ardents et répétés de « *vive la ligne! vive la garde! vivent les zouaves! vivent les chasseurs!* » Les régiments défilèrent devant l'Empereur sur la place Vendôme et gagnèrent leurs garnisons, vivement pénétrés de l'accueil enthousiaste qu'ils avaient reçu. Ils s'estimaient assez récompensés de tant d'épreuves par cette journée de gloire et de bonheur.

Ces démonstrations se reproduisirent dans toutes les villes où passèrent des troupes revenant de Crimée, à Lyon surtout, et jusqu'en Algérie, où les tirailleurs indigènes furent, à leur retour, l'objet de joyeuses ovations. La colonie battait du même cœur que la métropole : c'est dire qu'elle est déjà française.

Cependant les chances de paix se multipliaient. L'Autriche avait pris l'initiative des ouvertures pacifiques. Elle offrit pour base des négociations les quatre garanties qui devaient faire le fond du traité définitif, en leur donnant plus d'extension qu'aux conférences de Vienne, vu l'importance du triomphe des armes alliées. Heureuse de voir proposer par l'Autriche des conditions qui satisfaisaient pleinement aux intérêts généraux de l'Europe, la France engagea vivement l'Angleterre à les accepter, et la Russie ayant adhéré en principe à ces conditions, la réunion d'un congrès fut décidée. Les cabinets reconnaissant la position que s'était faite le gouvernement français dans l'action comme dans les conseils, demandèrent spontanément que les négociations eussent lieu à Paris. Cette résolution fut inscrite dans un protocole signé à Vienne le 1er février 1856.

Les représentants des puissances à ce congrès, destiné à demeurer célèbre entre tous les autres, étaient, pour la Russie : le baron de Brunnow et le comte Orloff; pour l'Autriche : le comte Buol et le baron de Hübner; pour la Turquie : Ali-Pacha et Mehemet-Djemil Bey; pour le Piémont : le comte de Cavour et le marquis de Villamarina; pour l'Angleterre : lord Clarendon et lord Cowley; pour la France : le baron de Bourqueney, notre ambassadeur à Vienne, et le comte Walewski, ministre des affaires étrangères.

Les séances s'ouvrirent le 25 février 1856 à l'hôtel du ministère des affaires étrangères. D'un commun accord, la présidence fut accordée à M. Walewski. Ce n'était pas seulement, dit le ministre d'Autriche, le comte Buol, qui l'avait proposé, un usage consacré par les précédents; c'était en même temps un hommage au souverain de l'hospitalité duquel jouissaient les représentants de l'Europe.

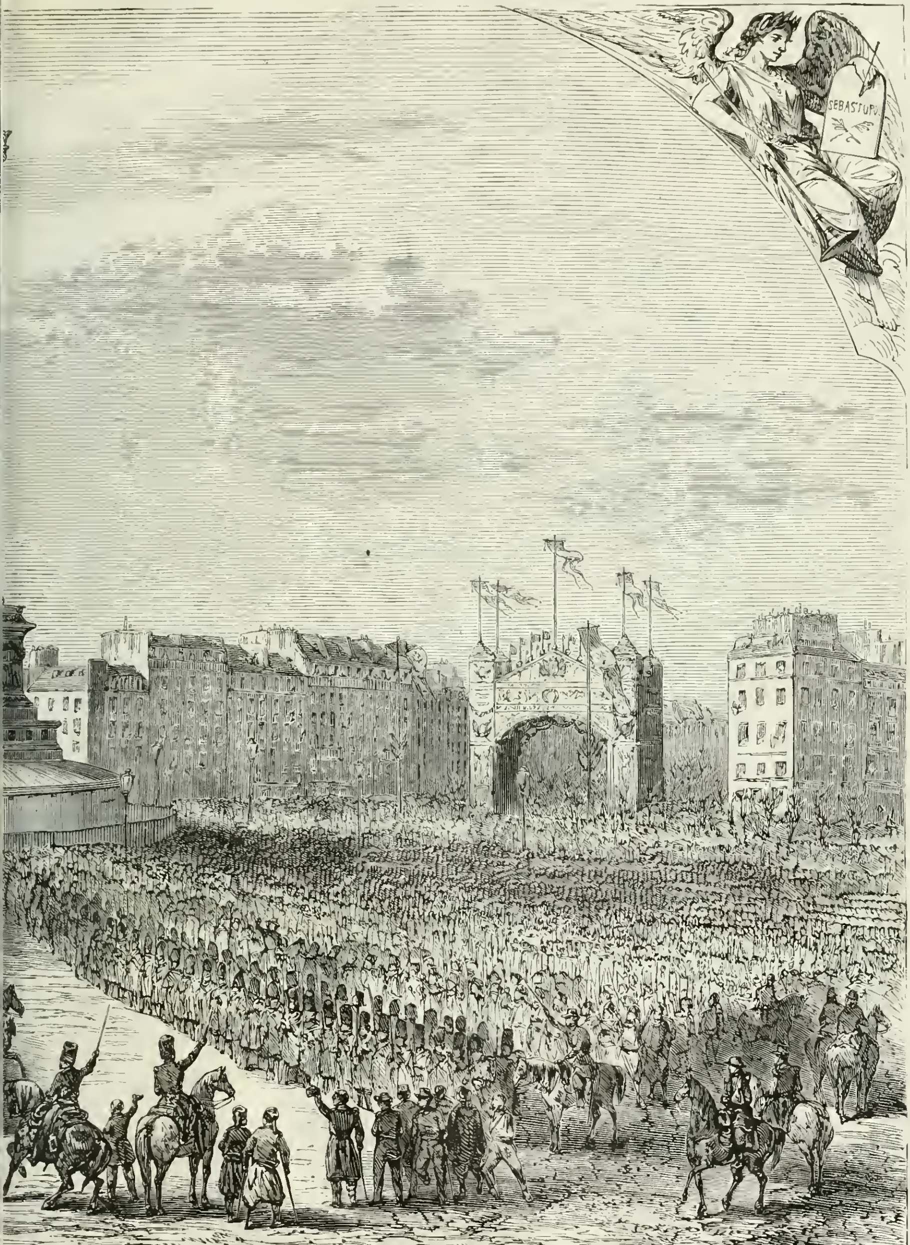
Quelques jours après (3 mars), l'Empereur réunissait le Corps législatif et le Sénat, et leur adressait le discours suivant : « La dernière fois que je vous ai convoqués, de graves préoccupations nous dominaient. Les armées alliées s'épuisaient à un siége où l'opiniâtreté de la défense faisait douter du succès. L'Europe incertaine semblait attendre la fin de la lutte avant de se prononcer. Pour soutenir la guerre, je vous demandais un emprunt, que vous votiez unanimement, quoiqu'il pût paraître excessif. L'élévation du prix des denrées menaçait la classe laborieuse d'un malaise général, et une perturbation dans le système monétaire faisait craindre le ralentissement des transactions et du travail. Eh bien! grâce à votre concours comme à l'énergie déployée en France et en Angleterre, grâce surtout à l'appui de la Providence, ces dangers, s'ils n'ont pas entièrement disparu, sont pour la plupart conjurés.

« Un grand fait d'armes est venu décider en faveur des armées alliées une lutte acharnée, sans exemple dans l'histoire. L'opinion de l'Europe, depuis ce moment, s'est plus ouvertement prononcée. Partout nos alliances se sont étendues et affermies. Le troisième emprunt a été couvert sans difficultés. Le pays m'a de nouveau prouvé sa confiance en souscrivant pour une somme cinq fois plus forte que celle que je demandais. Il a supporté avec une admirable résignation les souffrances inséparables de la cherté des vivres, souffrances allégées néanmoins par la charité privée, par le zèle des municipalités et par les dix millions distribués aux départements. Aujourd'hui les arrivages des blés étrangers produisent une baisse sensible. Les craintes nées de la disparition de l'or se sont affaiblies, et jamais les travaux n'ont été plus actifs, les revenus plus considérables. Les hasards de la guerre ont réveillé l'esprit militaire de la nation. Jamais il n'y eut autant d'enrôlements volontaires ni autant d'ardeur parmi les conscrits désignés par le sort.

« A ce court exposé de la situation, viennent se joindre des faits d'une haute signification politique. La reine de la Grande-Bretagne, voulant donner une preuve de sa confiance, de son estime pour notre pays et rendre nos relations plus intimes, est venue en France. L'accueil enthousiaste qu'elle y a reçu, a dû lui prouver combien les sentiments inspirés par sa présence étaient profonds et de nature à fortifier l'alliance des peuples.



Réception sur la place de la Bastille des corps re



de la campagne de Crimée (29 décembre 1855).

« Le roi de Piémont qui, sans regarder derrière lui, avait embrassé notre cause avec cet élan courageux qu'il avait déjà montré sur le champ de bataille, est venu aussi en France pour consacrer une union déjà cimentée par la bravoure de ses soldats.

« Ces souverains ont pu voir un pays, naguère si agité et déshérité de son rang dans les conseils de l'Europe, aujourd'hui prospère, paisible et respecté, faisant la guerre, non pas avec le délire momentané de la passion, mais avec le calme de la justice et l'énergie du devoir. Ils ont vu la France, qui envoyait deux cent mille hommes à travers les mers, convoquer en même temps à Paris tous les arts de la paix, comme si elle eût voulu dire à l'Europe : « La guerre actuelle n'est « encore pour moi qu'un épisode; mes idées et mes « forces sont en partie toujours dirigées vers les arts « de la paix. Ne négligeons rien pour nous entendre, « et ne me forcez pas à jeter sur les champs de bataille « toutes les ressources et toute l'énergie d'une grande « nation. »



Berceau offert au prince impérial par la ville de Paris[1].

« Cet appel semble avoir été entendu, et l'hiver, en suspendant les hostilités, a favorisé l'intervention de la diplomatie. L'Autriche se résolut à une démarche décisive, qui apportait dans les délibérations toute l'influence du souverain d'un vaste empire. La Suède se lia plus étroitement à l'Angleterre et à la France par un traité qui garantissait l'intégrité de son territoire. Enfin de tous les cabinets arrivèrent à Saint-Pétersbourg des conseils ou des prières. L'empereur de Russie, héritier d'une situation qu'il n'avait pas faite, sembla animé d'un sincère désir de mettre fin aux causes qui avaient amené ce sanglant conflit. Il accepta avec détermination les propositions transmises par l'Autriche. L'honneur des armes, une fois satisfait, c'était s'honorer aussi que de déférer au vœu nettement formulé de l'Europe.

« Aujourd'hui les plénipotentiaires des puissances

1. Les artistes qui ont travaillé à ce berceau sont MM. Ballard, Simard, Gallois, Jacquemard, Hippolyte Flandrin. L'orfèvrerie est de la maison Froment Meurice.

belligérantes et alliées sont réunis à Paris pour décider des conditions de la paix. L'esprit de modération et d'équité qui les anime tous, doit nous faire espérer un résultat favorable; néanmoins attendons avec dignité la fin des conférences, et soyons également prêts, s'il le faut, soit à tirer de nouveau l'épée, soit à tendre la main à ceux que nous avons loyalement combattus.

« Quoi qu'il arrive, occupons-nous de tous les moyens propres à augmenter la force et la richesse de la France. Resserrons encore, s'il est possible, l'alliance formée par une communauté de gloire et de sacrifices, et dont la paix fera encore mieux ressortir les avantages réciproques. Mettons enfin, en ce moment solennel pour les destinées du monde, notre confiance en Dieu, afin qu'il guide nos efforts dans le sens le plus conforme aux intérêts de l'humanité et de la civilisation. »

§ 3. NAISSANCE DU PRINCE IMPÉRIAL (16 MARS 1856); PAIX DE PARIS (30 MARS).

La session de 1856 s'ouvrait donc sous les plus heureux auspices. De plus, pendant que les représentants de l'Europe préparaient la conclusion de la paix, s'accomplit un événement prévu depuis quelque temps et qui intéressait au plus haut degré l'avenir de la dynastie. L'Impératrice mit au monde un fils dans la nuit du 16 mars. Dès qu'elle avait ressenti les premières douleurs, les grands corps de l'État s'étaient réunis : ils restèrent en permanence pendant dix-huit heures, attendant avec anxiété la nouvelle qui devait



Le comte Walewski.



Le baron de Bourqueney.

leur être apportée; mais l'enfantement fut long et douloureux, et l'Empereur venait d'autoriser les corps constitués à se séparer lorsque l'héritier du trône naquit à quatre heures du matin. Le Corps législatif et le Sénat se réunirent de nouveau en toute hâte, et à huit heures reçurent la notification officielle de la naissance d'un prince impérial. Cent et un coups de canon apprirent la grande nouvelle à la capitale. Le prince reçut les noms de Napoléon-Eugène-Louis-Jean-Joseph. Ces deux derniers étaient ceux du parrain et de la marraine, le pape et la reine de Suède. A une heure le corps diplomatique vint présenter ses félicitations à l'Empereur. Le soir Paris tout entier fut illuminé.

Le lendemain les grands corps de l'État vinrent aux Tuileries. Le président du Sénat et le président du Corps législatif adressèrent à Napoléon III des discours auxquels il fit une de ces réponses qui frappent toujours les esprits. Il dit à M. de Morny : « Monsieur le président du Corps législatif, j'ai été bien touché de la manifestation de vos sentiments à la naissance du fils que la Providence a bien voulu m'accorder. Vous avez salué en lui l'espoir dont on aime à se bercer de la perpétuité d'un système qu'on regarde comme la plus sûre garantie des intérêts généraux du pays; mais les acclamations unanimes qui entourent son berceau, ne m'empêchent pas de réfléchir sur la destinée de ceux qui sont nés et dans le même lieu et dans des circonstances analogues. Si j'espère que son

sort sera plus heureux, c'est que, d'abord confiant dans la Providence, je ne puis douter de sa protection en la voyant relever par un concours de circonstances extraordinaires tout ce qu'il lui avait plu d'abattre il y a quarante ans, comme si elle avait voulu vieillir par le martyre et par le malheur une nouvelle dynastie sortie des rangs du peuple. Ensuite l'histoire a des enseignements que je n'oublierai pas. Elle me dit d'une part qu'il ne faut jamais abuser des faveurs de la fortune, de l'autre qu'une dynastie n'a de chance de stabilité que si elle reste fidèle à son origine, en s'occupant uniquement des intérêts populaires pour lesquels elle a été créée. Cet enfant que consacrent à son berceau la paix qui se prépare, la bénédiction du Saint-Père apportée par l'électricité une heure après sa naissance, enfin les acclamations de ce peuple français que l'Empereur a tant aimé, cet enfant, dis-je, sera digne, je l'espère, des destinées qui l'attendent. »

A M. Troplong, l'Empereur fit une réponse plus saisissante encore : « Monsieur le président du Sénat, dit-il, le Sénat a partagé ma joie en apprenant que le ciel m'avait donné un fils, et vous avez salué comme un événement heureux la venue au monde d'un *enfant de France*. C'est avec intention que je me sers de ce mot. En effet, l'Empereur Napoléon, mon oncle, qui avait appliqué au nouveau système créé par la Révolution, tout ce que l'ancien régime avait de grand et d'élevé, avait repris cette ancienne dénomination des enfants de France; c'est qu'en effet, Messieurs, lorsqu'il naît un héritier destiné à perpétuer un système national, *cet enfant n'est pas seulement le rejeton d'une famille, mais il est véritablement encore le fils du pays tout entier, et ce nom lui indique ses devoirs.* »



Le comte Clarendon.

La veuve de l'amiral Bruat fut nommée gouvernante des enfants de France, la veuve du général Bizot et celle du colonel Brancion furent nommées sous-gouvernantes. La ville de Paris fit faire pour le jeune Prince un berceau figurant un vaisseau, c'est-à-dire les armes de la ville. Une statue, véritable chef-d'œuvre, représentant la ville de Paris, élève la couronne impériale au-dessus du berceau. A ses pieds reposent deux génies, celui de la paix et celui de la guerre. Un aigle, déployant ses ailes, supporte la proue recourbée de l'élégant navire. Des médaillons émaillés, dessinés par Hippolyte Flandrin, et reliés entre eux par des lauriers, ornent l'armature de la coque. Ces magnifiques émaux, exécutés par la manufacture de Sèvres, représentent la Force, la Justice, la Prudence, et la Vigilance. Le travail d'orfévrerie est d'une richesse et d'une délicatesse infinies. La population fut admise à contempler ce merveilleux berceau, bien digne d'un enfant de France, mais on ajourna les fêtes du baptême, jusqu'au complet rétablissement de la santé de l'Impératrice.



Lord Cowley.

Cependant le Congrès de Paris poussait activement ses délibérations. Le comte Walewski, afin de prévenir les longueurs, proposa d'admettre tout de suite les quatre propositions autrichiennes auxquelles les

puissances avaient adhéré, comme préliminaires de paix. Cette proposition acceptée, il demanda la signature d'un armistice, et on décida que les hostilités seraient suspendues jusqu'au 31 mars : elles devaient être reprises à cette époque si l'armistice n'était pas renouvelé. Les plénipotentiaires se livrèrent ensuite à un examen rapide, mais approfondi des conditions de la paix. La France se fit remarquer dans cette discussion par la franchise de son langage, la fermeté de son attitude et la grandeur de ses idées. Elle voulait obtenir des concessions sérieuses, mais repoussait toute clause de tracasserie. « Soyez sûr, avait dit l'Empereur, que la France ne discutera pas le traité en procureur. » Il disait vrai.



Le comte de Buol.

Quatre garanties étaient demandées à la Russie, relatives aux Principautés danubiennes, aux sujets chrétiens de la Porte, à la mer Noire, à la navigation du Danube. M. Walewski proposa de commencer la discussion par la question de la mer Noire, sur laquelle on pouvait craindre de rencontrer le plus de difficultés. C'était sur cette question que les conférences de Vienne avaient échoué. La Russie cependant adopta les conditions qu'on lui proposait, et accepta la clause suivante : « La mer Noire est neutralisée ; ouverte à la marine marchande de toutes les nations, ses ports et ses eaux sont formellement et à perpétuité interdits aux pavillons de guerre, soit des puissances riveraines, soit de toute autre puissance, sauf les exceptions stipulées au présent traité. Libre de toute entrave, le commerce dans les ports et les eaux de la mer Noire ne sera assujetti qu'aux règlements en vigueur.

« La mer Noire étant déclarée neutre, le maintien ou l'établissement sur son littoral de places militaires maritimes devient sans nécessité comme sans objet. En conséquence, S. M. l'empereur de toutes les Russies et S. M. le sultan s'engagent à n'élever et à ne conserver sur ce littoral aucun arsenal militaire maritime. » On se demanda si le maintien de l'arsenal de Nicolaïeff pourrait se concilier avec cet article ; mais le représentant de la Russie déclara, au nom de son souverain, qu'on ne construirait plus de navires de guerre sur les chantiers de Nicolaïeff. La Russie admit sans opposition le principe des institutions consulaires européennes dans ses ports.



Le baron de Hubner.

La navigation du Danube fut déclarée libre non-seulement aux embouchures, mais encore sur tout le cours du fleuve. Afin d'assurer cette liberté aux embouchures, la Russie laisait une cession importante de territoire sous le nom de rectification de frontières. Les diplomates russes essayèrent de donner le moins possible : ils auraient voulu conserver la rive gauche du Danube, mais le congrès manifesta si bien son intention de ne pas laisser à la Russie un pied sur le Danube, qu'il fallut accepter la limite proposée. Le territoire cédé fit retour aux Principautés du Danube.

Le sort de ces Principautés fut ensuite l'objet de la discussion. Le comte Walewski fit observer que tous les renseignements s'accordaient à re-

présenter les Moldo-Valaques comme unanimement animés du désir de ne plus former à l'avenir qu'une seule principauté. Mais le congrès ne voulut pas décider une telle question : on résolut de consulter les vœux des populations et de laisser l'organisation des Principautés à une commission internationale qui serait nommée plus tard. Le point essentiel était réglé : tout protectorat de la Russie devait cesser sur ces provinces qui demeuraient vassales de l'empire ottoman.

Le protectorat religieux que la Russie prétendait exercer sur les chrétiens grecs répandus dans l'empire ottoman fut également supprimé. On enlevait ainsi au tzar le prétexte qui amenait sans cesse son intervention dans les affaires intérieures de la Turquie. Le sultan avait renouvelé par un hatti-schérif les priviléges religieux octroyés à ses sujets non musulmans. Ce hatti-schérif, d'un caractère très-libéral, fut inséré dans le traité sans que les puissances pussent s'autoriser de cette insertion comme d'un contrat et en faire naître un droit quelconque d'immixtion dans les rapports du sultan avec ses sujets.

Ces quatre points réglés, la paix était faite pour ainsi dire. Il ne s'agissait plus que de réviser le traité des détroits de 1841 et de conclure des conventions générales.

Le comte Walewski proposa d'inviter la Prusse à envoyer des représentants au congrès. La Prusse aurait bien mérité, à cause de son attitude, d'être exclue du congrès : elle désirait vivement être appelée, on l'appela, mais lorsque les grandes questions eurent été résolues. Elle ne se fit pas prier, et envoya son ministre des affaires étrangères, M. le baron de Manteuffel, auquel fut adjoint l'ambassadeur de Prusse à Paris, le comte de Hazfeld.



Le baron de Manteuffel.



Le comte de Hatzfeld.

La convention des détroits fut renouvelée, et de plus l'empire ottoman fut admis dans le droit européen. La France, l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse, la Russie et la Sardaigne déclarèrent la Sublime Porte admise à participer aux avantages du droit public et du concert européen ; elles s'engageaient, chacune de son côté, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire ottoman, garantissant en commun la stricte observation de cet engagement et considérant en conséquence tout acte de nature à y porter atteinte comme une question d'intérêt général. S'il survenait entre la Sublime Porte et l'une ou plusieurs des autres puissances signataires un dissentiment qui menaçât le maintien de leurs relations, la Sublime Porte et chacune de ces puissances mettraient les autres parties contractantes en mesure de prévenir cette extrémité par leur action médiatrice.

Ainsi la paix qui allait se conclure faisait perdre au tzar les droits précieux que lui avaient acquis plusieurs traités avec la Turquie et qui lui servaient à gêner l'indépendance du sultan. La protection des chrétiens mise sans cesse en avant pour justifier d'excessives prétentions ne pouvait plus amener de différend. En même temps qu'elle perdait tout moyen d'influence morale sur les Principautés danubiennes et sur Constan-

tinople, la Russie se voyait privée des moyens matériels d'agression par la rectification des frontières, la liberté du Danube, la limitation de ses forces maritimes. L'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman étaient mises plus formellement encore sous la protection de l'Europe. La Russie rétrogradait par ce seul traité de plus de cinquante ans.

La plus puissante dans la guerre, prépondérante au congrès, la France recueillit l'honneur de cette paix, son œuvre véritable, car presque sur tous les points les plénipotentiaires avaient accepté ses propositions. Le passage suivant du protocole de la séance où fut signé le traité marquera mieux que toutes nos paroles la haute situation de notre pays après la guerre d'Orient. « M. le comte de Clarendon, ministre d'Angleterre, propose aux plénipotentiaires de se rendre aux Tuileries pour informer l'Empereur que le congrès vient de terminer l'œuvre de pacification. Le premier plénipotentiaire de la Grande-Bretagne dit que cette démarche envers le souverain du pays où le congrès se trouve réuni, est en même temps un hommage respectueux de reconnaissance dû à la haute bienveillance et à la gracieuse hospitalité dont les plénipotentiaires, individuellement et collectivement, ont été l'objet de la part de Sa Majesté Impériale. Lord Clarendon ajoute qu'il est certain d'avance que tout ce qui serait de nature à témoigner des sentiments de respect et de haute considération dont les plénipotentiaires sont animés envers la personne de l'empereur Napoléon, rencontrera la plus complète approbation des souverains que les plénipotentiaires ont l'honneur de représenter. Le conseil accueille avec une unanimité empressée la proposition de M. le premier plénipotentiaire de la Grande-Bretagne. »



Le comte Orloff.



Le baron de Brunnow.

Sans doute cet acte de solennelle déférence était naturel et prévu ; mais qu'on songe qu'il venait des ministres des puissances autrefois coalisées contre nous, quelle revanche de 1815 !

La publication de la signature du traité de Paris causa dans Paris et dans toute la France la plus vive satisfaction. A Paris les maisons se pavoisèrent aussitôt, et le soir la ville brilla d'une illumination splendide et spontanée. Tout le monde se rappelait que le 30 mars 1814 Paris avait succombé devant les armées étrangères. La journée du 30 mars 1856 venait détruire cet amer souvenir : elle voyait les représentants de l'Europe accepter l'hospitalité de Paris pour rendre hommage à la grandeur de la France. On ne pouvait s'empêcher de voir un favorable augure dans la naissance du Prince impérial, venu au monde sous des auspices pacifiques. On raconte que l'Impératrice, pour marquer combien elle accueillait volontiers cet augure, voulut conserver la plume qui avait servi à la signature du traité.

Le gouvernement anglais n'était pas aussi satisfait de cette paix, qu'il trouvait trop hâtée. Le peu de part que ses troupes et ses flottes avaient pris au succès, lui faisait désirer la continuation de la guerre. Ce qui restait de marine à la Russie lui causait encore de l'ombrage.

L'Angleterre n'est sérieusement prête à la guerre que lorsqu'elle la fait déjà depuis deux ou trois ans. Malgré les sacrifices qu'exigeait d'elle cette lutte gigantesque, elle aurait voulu tenter encore une campagne, surtout dans la Baltique. Cronstadt subsistait : elle aurait voulu le détruire comme Sébastopol. Mais l'Empereur Napoléon III, moins passionné, craignant d'imposer à un pays à peine remis des révolutions, des charges trop lourdes, désireux de démentir les projets d'ambition qu'on lui prêtait, avait vu précisément dans cette ardeur de la Grande-Bretagne une raison de s'arrêter. Si nous étions alliés de l'Angleterre et ennemis de la Russie, nous ne pouvions oublier non plus que l'Angleterre était une ancienne ennemie et la Russie une alliée naturelle : nous devions songer à l'avenir, et la marine de la Russie, loin de nous effrayer, nous paraissait un contre-poids à la puissance navale de l'Angleterre. L'intérêt de la France est, comme il sera toujours, de favoriser, au lieu de l'entraver, le développement des marines secondaires.



Le comte de Cavour.

Néanmoins, le peuple anglais ne fit pas trop mauvaise mine à la paix; il y voyait le signal de la reprise des affaires et une nouvelle impulsion à l'activité commerciale. La proclamation du traité se fit à Londres suivant des usages antiques et solennels. Le cortége, composé d'un détachement de gardes du corps, de bedeaux, de baillis, de tambours, de trompettes, tous dans les costumes les plus pittoresques et les plus historiques, partit du palais de Saint-James et s'arrêta d'abord sur la place de Charing-Cross. Là un héraut d'armes, à cheval, se tournant du côté de Whitehall, donna lecture à haute voix de la proclamation de la Reine Aussitôt après, les canons du parc tirèrent des salves, les cloches des églises sonnèrent à toute volée, et tous les édifices publics arborèrent le drapeau national. Les trompettes, qui avaient sonné trois fois avant la lecture, sonnent trois fois encore, et le cortége reprend sa marche vers la Cité. On sait que la Cité est séparée de la ville par la vieille porte du Temple, qui fixait autrefois des frontières aujourd'hui très-imaginaires Le lord-maire cependant tient à ses priviléges : il est censé le Souverain de son royaume, et, en conséquence, le cortége, en arrivant à Temple-Bar, trouve les portes closes. Alors les trompettes sonnent trois fois, et un poursuivant d'armes frappe trois fois à la porte avec une canne. Le maréchal de la Cité, de l'autre côté de la porte, crie : « Qui est là ? » A quoi on répond : « Les officiers d'armes demandent l'entrée de la Cité pour lire la proclamation de Sa Majesté la Reine. » Puis on entr'ouvre avec prudence la grosse porte, et on ne laisse pénétrer que le poursuivant d'armes qui présente la proclamation au lord-maire. Le roi de la Cité daigne alors faire ouvrir les portes, et le cortége entre dans la place. Une autre lecture de la proclamation est faite avec le même cérémonial, et la procession, enrichie du lord-maire, de son carrosse et de sa per-



Marquis de Villamarina

ruque, arrive à la Bourse, où la proclamation est lue une dernière fois. Il y avait quarante ans que la population de Londres n'avait joui d'un pareil spectacle. Le soir, au milieu des illuminations, on vit sur plus d'un transparent des devises maussades et des accusations contre les ministres. C'est là un des traits de la libérale Angleterre; des cris discordants se mêlent toujours aux acclamations. On ne condamna point les opposants, mais les démonstrations joyeuses et patriotiques en firent suffisamment justice.

Cependant le Congrès de Paris n'avait pas cru son œuvre terminée après la conclusion de la paix. Il siégea encore un mois, d'abord pour régler les questions de détail, puis pour passer en revue l'état politique de l'Europe. Les plénipotentiaires profitant de leur réunion voulaient examiner les autres causes de dissentiment qui pourraient surgir. La situation de l'Italie appela leur attention. Le comte de Cavour plaida énergiquement la cause de cette généreuse contrée qui souffrait d'un déplorable malaise. Nous reviendrons plus tard sur cette séance du Congrès restée célèbre. Dans la séance du 8 avril, M. le comte Walewski, dit le protocole, proposa au Congrès de terminer son œuvre par une déclaration qui constituerait un progrès notable dans le droit international et qui serait accueillie par le monde entier avec un sentiment de vive reconnaissance. « Le congrès de Westphalie, ajouta-t-il, a consacré la liberté de conscience, le congrès de Vienne l'abolition de la traite des noirs et la liberté de la navigation des fleuves. Il serait digne du Congrès de Paris de mettre fin à de trop longues dissidences en posant les bases d'un droit maritime uniforme en temps de guerre. Les quatre principes suivants atteindraient complétement ce but : 1° Abolition de la course; 2° le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, excepté la contrebande de guerre; 3° la marchandise neutre, excepté la contrebande de guerre, n'est pas saisissable, même sous le pavillon ennemi; 4° les blocus ne sont obligatoires qu'autant qu'ils sont effectifs. » Cette proposition fut définitivement adoptée dans la séance du 16 avril. L'Angleterre, entrant dans les voies de l'esprit moderne, renonçait à ses théories injustes et égoïstes. Aussi le vieux parti anglais protesta-t-il contre les nouvelles doctrines et reprocha-t-il à lord Clarendon « *d'avoir signé sa capitulation de Paris.* » Mais le monde entier applaudit à cette déclaration, progrès réel de la civilisation.

Une autre délibération non moins importante du congrès fut celle qui eut pour résultat l'expression d'un vœu, « le vœu que les États entre lesquels s'élèverait un dissentiment sérieux avant d'en appeler aux armes eussent recours, en tant que les circonstances l'admettraient, aux offices d'une puissance amie. » On oublierait les graves intérêts d'équilibre européen réglés par le Congrès de Paris, que ces déclarations de principes perpétueraient son glorieux souvenir.



Aali Pacha.



Mehemed-Djemil-Bey.





TROISIÈME PÉRIODE.

RÈGNE DE NAPOLÉON III DEPUIS LA GUERRE D'ORIENT JUSQU'A LA GUERRE D'ITALIE.

1856. — 1859

CHAPITRE XI.

SITUATION INTERIEURE DE LA FRANCE EN 1856 ET EN 1857

§ 1. TRAVAUX LÉGISLATIFS; EXPOSITION UNIVERSELLE AGRICOLE; LE BAPTÊME DU PRINCE IMPÉRIAL (14 JUIN 1856).

La France venait de sortir avec gloire d'une guerre redoutable. La paix du 30 mars 1856 permettait au gouvernement de se livrer avec une ardeur nouvelle au développement de la prospérité matérielle qui ne s'était pas arrêtée, malgré les crises que nous avions eues à traverser. Ce sera là son unique préoccupation dans la période qui s'étend de la guerre de Crimée à la guerre d'Italie, période moins brillante que la précédente, mais néanmoins féconde en résultats. Toutefois l'histoire aura peu de choses à dire des années qui séparent les deux grandes guerres de l'Empire, et cela tient

au manque de vie politique du pays, presque exclusivement absorbé dans les soins matériels. La France, n'agissant plus à l'extérieur, semblait dormir. Le silence de la tribune et de la presse contribuait sans doute à l'apaisement des anciennes passions, mais aussi communiquait à la nation une sorte d'atonie qui fût devenue dangereuse si l'Empereur ne l'avait fait cesser après la guerre d'Italie.

De 1856 à 1859, sauf à quelques moments, aux élections de 1857 et durant quelques mois de l'année 1858, la situation politique du pays n'appelle nullement l'attention de l'historien. Un gouvernement fort, rehaussé par ses succès à l'extérieur, continue de conduire, sans contradiction sérieuse, les affaires de la France et les conduit avec zèle, intelligence : sa sollicitude pour les intérêts populaires ne se dément pas un instant, et s'il n'avance point dans les améliorations politiques, il rachète cette immobilité par une foule d'améliorations qui augmentent le bien-être de toutes les classes. Des accidents, des malheurs qu'il n'est point permis à la puissance humaine d'empêcher, ne font que mettre davantage en lumière la manière dont l'Empereur comprend sa haute mission et ses devoirs de souverain, devoirs d'autant plus grands, à ses yeux, que son autorité est moins limitée. Nous passerons donc rapidement sur cette période qui contiendrait peu d'événements si elle n'avait pas été marquée par la conquête de la Kabylie, et si l'attention publique n'avait pas été éveillée par la guerre des Indes qui mit en péril la domination britannique en Asie, guerre dont l'Europe entière suivit avec anxiété les phases diverses.

Le Corps législatif, qui, même au milieu des complications de la guerre de Crimée, n'avait pas négligé ses travaux, s'y adonna avec un esprit plus libre : l'interdiction qui lui était faite de discuter les questions politiques, la froide reproduction, par l'analyse, de ses délibérations qui cependant étaient quelquefois assez vives, lui créait une situation fâcheuse : il rendait de réels et importants services, et le public, qui aime plus les discussions brillantes que les discussions utiles, n'appréciait pas assez l'étude consciencieuse que les députés faisaient de ses intérêts. La session de 1856 fut bien remplie ; plusieurs lois rencontrèrent une opposition qui ne prouvait pas une docilité aussi grande, de la part des députés, que celle dont on les accusait. Un projet de loi sur la taxe des voitures à Paris passa difficilement, et le Sénat s'opposa à sa promulgation en le déclarant inconstitutionnel. Le comte de Montalembert, à propos d'un arrêt de la Cour de cassation sur des distributions de bulletins électoraux, souleva une question politique et présenta des observations en faveur d'une plus grande liberté électorale. Mais le Corps législatif adopta peut-être avec trop d'unanimité une loi qui sans doute diminuait les frais de tarif pour le transport des imprimés non politiques, mais aussi aggravait la taxe des écrits politiques. Le comte de Montalembert combattit seul la loi et montra les dangers d'un trop long ajournement de la liberté. « A l'absence de tout frein, disait-il, l'excès de frein a succédé, et la France, qui ne peut jamais sommeiller complétement, s'est précipitée de la politique dans la spéculation, au grand détriment de la morale publique. La véritable source de ce mal est l'anéantissement de l'esprit politique en France. » Une excellente loi, destinant 100 millions à favoriser le drainage, rencontra plus d'opposants que la loi sur les écrits politiques. Toutefois le Corps législatif se montra d'une extrême susceptibilité lorsqu'on lui présenta un projet de loi qui empiétait sur ses attributions en donnant à l'Empereur le droit d'accorder des pensions aux veuves des grands fonctionnaires. Il y eut de longues négociations, et la loi ne fut adoptée qu'avec des modifications qui sauvegardaient les droits du pouvoir législatif en matière de finances (2 juillet).

Les députés votèrent encore dans cette session une loi (30 juin) sur les sociétés en commandite ; loi qui avait pour but d'arrêter la spéculation et de prévenir les fraudes ; ils votèrent aussi la création de nouvelles lignes télégraphiques, de nouvelles lignes de fer, une inscription sur le grand livre de la dette publique de trois rentes de 200 000 francs au profit des princesses d'Orléans. Les héritiers de la reine des Belges (Louise d'Orléans) acceptèrent cette rente ; mais la princesse Clémentine (duchesse de Cobourg) et le prince de Wurtemberg (héritier de la princesse Marie d'Orléans) la refusèrent.

Les discussions du Sénat n'étaient pas publiées, mais l'attention fut appelée sur lui, au commencement de l'année 1856, par un article du *Moniteur* qui lui reprochait de mal comprendre son rôle dans la constitution et lui traçait en quelque sorte sa route. Cet article froissa la susceptibilité d'un grand nombre de membres de cette assemblée, et M. Drouyn de Lhuys, vice-président du Sénat, donna sa démission. Le Sénat, dans la session de 1856, eut à régler la question de régence amenée par la naissance d'un héritier du trône. Il discuta et vota un sénatus-consulte qui fixait la majorité de l'Empereur mineur à dix-huit ans accomplis et déférait la couronne à l'Impératrice-mère, à moins que l'Empereur n'en eût disposé d'avance par acte public ou secret.

Le gouvernement voulait, dès 1856, lancer le pays dans la voie de la liberté commerciale. Mais le moment était mal choisi : on ne pouvait, à la suite de plusieurs crises, exposer l'industrie française à la concurrence étrangère. Aussi lorsqu'au mois de juin, un projet de loi fut soumis au Corps législatif, abolissant les prohibitions qui empêchaient l'entrée de certains produits étrangers, une vive émotion se manifesta dans la Chambre et dans les régions industrielles. Le gouvernement fit des concessions qui ne parurent point satisfaisantes. A Lille, à Rouen, à Troyes, à Roubaix, à Tourcoing, les prohibitionnistes témoignaient hautement leur mécontentement. Le cabinet même se divisa. Le ministre de l'intérieur, M. Billault, dans un voyage qu'il fit à Lille et à Roubaix, put se convaincre combien les esprits étaient excités. Une note parut dans le *Moniteur*, ajournant la liberté commerciale. Elle annonçait que le projet de loi, soumis au Corps législatif, serait modifié en ce sens que la levée des prohibitions n'aurait lieu qu'à paritr du 1er juillet 1861. « L'industrie française, prévenue des intentions bien arrêtées du gouvernement, aurait ainsi tout le temps nécessaire pour se préparer à un nouveau régime commercial. » Les prohibitionnistes crurent que cet ajournement cachait un abandon définitif du projet. Ils se trompaient : le gouvernement devait, en 1860, se prononcer résolûment pour le libre échange, et faire triompher les meilleures doctrines économiques. Là-dessus il était en avance sur le pays.

Les gouvernements, on le voit, ne s'absorbent plus exclusivement aujourd'hui dans la politique : ils se préoccupent, dans une mesure de plus en plus large, des intérêts économiques des populations. Les crises de subsistances éveillèrent l'attention du gouvernement français, qui chercha à stimuler la production des céréales et du bétail, à répandre et à encourager l'adoption des méthodes les plus perfectionnées, à aider au travail de l'homme par l'emploi des machines. Voulant donner à l'agriculture la même impulsion qu'à l'industrie, il organisa une exposition universelle agricole, comme on avait eu une exposition industrielle. On fit appel aux principaux pays de l'Europe, qui envoyèrent leurs plus belles races de bestiaux et des collections de



Publication de la paix à Paris (30 mai 1856).

machines. L'exposition s'ouvrit le 1er juin 1856 dans le palais de l'Industrie. La grande nef du palais fut transformée en un vaste parterre arrosé par trois fontaines monumentales. Les galeries furent transformées en habitations convenables pour les bestiaux qui allaient devenir nos hôtes. Le nombre des bêtes présentées au concours fut si considérable, qu'il fallut construire des annexes supplémentaires. On put contempler et comparer les races françaises et étrangères, celles d'Angleterre, représentées par ses durhams, ses ayrs, ses Hereford, ses Devon, etc. L'Autriche offrait à l'étude et à la curiosité des visiteurs les diverses races disséminées sur l'étendue de son vaste territoire ; la Hollande, son magnifique bétail noir et blanc ; la Suisse, la Saxe, etc.,



Concours agricole universel, au Palais de l'Industrie, à Paris (1er juin 1856). (Page 272, col. .)

leurs fortes races. Les bestiaux de toute espèce étaient venus à Paris avec leurs conducteurs, et ce n'était pas une des choses les moins curieuses de cette exposition que le costume pittoresque de ces paysans suisses, tyroliens et hongrois. Les Galliciens et les Transylvaniens se drapaient dans de larges manteaux blancs ou rouges; les Saxons se faisaient reconnaître à leurs chapeaux verts.

Le 10 juin, les récompenses furent décernées aux éleveurs de bestiaux et aux constructeurs de machines. Cette fête de l'agriculture fut présidée par M. Rouher, ministre du commerce et des travaux publics. C'était un beau et curieux spectacle dans la salle où se distribuaient les récompenses, que celui de l'estrade où siégeaient fraternellement des notabilités étrangères à côté des notabilités françaises. Un ministre français présidait. Un ministre français venait de clore les luttes guerrières. Un ministre français ouvrait les luttes de la paix. On voyait venir tour à tour, pour recevoir des médailles, un *gentleman-farmer* d'un comté d'Angleterre ou d'Écosse, un herbager de la Normandie, un prince de l'ancien saint-empire d'Allemagne, un montagnard de l'Auvergne, un bouvier hongrois, un vacher suisse, un comte de notre noblesse impériale, un chasseur tyrolien, un porcher de la Servie, un marquis du faubourg Saint-Germain, un frère de la doctrine chrétienne venu de Belgique, un membre de notre Académie.

Cette exposition agricole attira à Paris un grand nombre d'étrangers, et la capitale n'eut pas en 1856 un aspect moins brillant qu'en 1855. Les fêtes et les revues s'y succédèrent en l'honneur des princes qui venaient rendre visite à Napoléon III : le duc de Cambridge, le roi de Wurtemberg, l'archiduc Ferdinand d'Autriche, le prince Oscar de Suède, le prince Adalbert de Bavière, le prince régnant de Toscane, le prince Frédéric-Guillaume de Prusse.

Depuis Napoléon Ier, aucun souverain n'avait été entouré de plus d'hommages, hommages d'autant plus précieux qu'ils n'étaient pas cette fois enlevés à la pointe de l'épée. Les princes étrangers s'étonnaient du calme de la France, quelques années auparavant si agitée. Ils jouissaient tour à tour, dans une capitale merveilleusement embellie, d'une hospitalité magnifique, et tour à tour ils voyaient, avec un plaisir mêlé de crainte, défiler au champ de Mars une armée toute rayonnante encore de sa gloire de Crimée.

Le 14 juin eut lieu la fête du baptême du Prince Impérial, pour laquelle on déploya la plus grande pompe. Le Saint-Père, parrain de l'*Enfant de France*, avait envoyé pour le représenter et pour célébrer le baptême un cardinal légat, le cardinal Patrizzi. La plupart des archevêques et évêques de l'Empire étaient accourus pour assister à cette imposante solennité. Le cortége impérial fut d'une rare magnificence, et Notre-Dame offrait un magique coup d'œil, lorsqu'en présence des grands corps de l'État, des fonctionnaires civils et militaires, le cardinal légat accomplit les cérémonies du baptême et surtout lorsque l'Empereur, élevant son fils dans ses bras, le montra, avec émotion, à la foule, qui répondit par ses acclamations. Le soir l'Empereur et l'Impératrice se rendirent à l'hôtel de ville pour assister au banquet offert par la ville de Paris dans la salle des Fêtes, décorée avec tout ce que le luxe et le goût peuvent réunir de plus splendide. Le lendemain, dimanche, ce fut fête encore, et la capitale s'illumina de nouveau. Le lundi, la ville de Paris donna à l'Empereur et à l'Impératrice un bal qui eut tout l'éclat de celui qui avait été donné à la reine d'Angleterre.

La naissance et le baptême du Prince Impérial furent l'occasion de grâces et de faveurs nombreuses. L'Empereur et l'Impératrice décidèrent qu'ils seraient parrain et marraine des enfants légitimes nés le même jour que le Prince; le nombre de ces enfants s'éleva à près de quatre mille pour toute la France. Un millier de condamnés virent s'ouvrir devant eux les portes de leurs prisons. En même temps, des comités s'organisèrent à Paris, sous la direction des maires, et établirent des listes de souscriptions dont le chiffre était limité entre 5 et 25 centimes, pour offrir à l'Impératrice et au jeune Prince un témoignage de sympathie. Il y eut 600 000 souscriptions qui produisirent une somme de 80 000 francs. Conformément au désir de l'Empereur, cette somme, augmentée d'une rente de 30 000 francs puisée dans la caisse de la liste civile, fut consacrée à la création de l'*Orphelinat du Prince Impérial*, qu'un décret du 15 septembre 1856 reconnut comme établissement d'utilité publique.

§ 2. LES INONDATIONS.

Les fêtes et les prospérités de 1856 furent malheureusement attristées par un fléau inattendu : les inondations qui ravagèrent les départements compris dans les bassins de la Saône, du Rhône, de la Loire et de ses affluents.

A la suite de plusieurs jours de pluies torrentielles, le Rhône s'était élevé rapidement, vers la fin de mai. Il avait envahi les vastes plaines et les villages au nord-est de Lyon, et pressait les digues qui défendent la partie de la ville au delà du fleuve. Dans la journée du 30 mai, le péril sembla si imminent que les autorités envoyèrent de forts détachements de travailleurs, empruntés aux régiments de la garnison, pour renforcer les points menacés; mais en dépit de tous les efforts, la digue céda à la violence des eaux. Elle fut emportée sur une étendue de plus de cent mètres, livrant un large passage au fleuve irrité. Il était une heure du matin. On pense quelle nuit cruelle passèrent les habitants des quartiers inondés. On n'entendait que des cris de détresse, les détonations du canon d'alarme, et par-dessus tout, le craquement des édifices qui s'écroulaient, et le murmure du fleuve gigantesque qui s'avançait en grondant. Le Rhône s'était arrêté contre le rempart qui relie entre eux les forts de l'est : là encore on pensa l'arrêter; ce fut en vain. Une partie des fortifications fut emportée, et une ville de plus de 40 000 âmes (les Brotteaux et la Guillotière) se trouva inondée en quelques instants. Les flots s'avançaient comme une muraille de plus d'un mètre de hauteur, brisaient tout ce qu'ils rencontraient, renversaient les habitations, entraînaient les meubles, et de leur effrayant niveau ne couvraient que des ruines. Quand les eaux se furent retirées, on put juger de l'étendue des pertes éprouvées. Des quartiers entiers n'existaient plus : de loin les maisons paraissaient encore debout, mais à travers les fenêtres brisées on n'apercevait que le vide : murailles, toitures, planchers, tout était renversé, abattu. Dans les communes suburbaines, les maisons avaient croulé :



Concours agricole universel de 1856. — Exposition de la Société d'horticulture.



Concours agricole universel de 1856. — '



costumes des conducteurs de bestiaux.



Le baptême du Prince Impérial (14 juin 1856). (Page 274, col. 1.)

c'étaient des amas confus de meubles, de charpentes, de matériaux.

A Valence, à Avignon, à Tarascon, le Rhône commit les mêmes dévastations. Les inondations de ce fleuve sont d'autant plus dangereuses que, même dans son cours ordinaire, il fuit avec une rapidité extrême. Partout il rompait ses digues et ravageait les campagnes. La Loire, dans le mois de juin, inonda également les pays qui l'avoisinent : ses affluents se gonflèrent, et des scènes presque aussi désolantes que celles de Lyon se reproduisirent à Orléans, à Meung, à Jargeau, à Angers. Près de cette dernière ville, les ardoisières de Trélazé furent submergées. Il suffit de quelques instants pour remplir un gouffre de 200 pieds, large comme le champ de Mars, aussi profond qu'une cathédrale est haute, et pour anéantir cette œuvre merveilleuse, fruit de tant de labeurs et de sollicitudes. La Garonne et ses affluents ravagèrent également leurs riches vallées.

Vivement ému à ces funestes nouvelles, l'Empereur avait immédiatement quitté Paris pour se rendre à Lyon, où sa présence inattendue releva les courages, et où sa charité soulagea les plus douloureuses misères. On le vit se porter dans les quartiers inondés, et distribuer lui-même l'or et les consolations. L'exemple du Souverain stimula encore le dévouement de la magistrature, du clergé, de l'armée, qui, dès les premiers périls, s'étaient efforcés de secourir les victimes. Le Corps législatif avait voté par acclamation une somme de deux millions destinée à être répartie entre ceux qui avaient tout perdu. L'Empereur se rendit aussi à Avignon, puis alla visiter la vallée de la Loire, Orléans, Angers.

Outre les sommes distribuées par l'Empereur, sur sa cassette particulière, et les sommes données par les princes de la famille, une souscription générale s'ouvrit, qui produisit près de 15 millions; le Corps législatif vota un crédit de 12 millions.

Ces désastres causèrent à l'étranger une grande émotion. La Suisse, la Belgique, mais surtout l'Angleterre, donnèrent à la France, en cette douloureuse circonstance, des marques de la plus noble sympathie. A Londres eut lieu une réunion publique sous la présidence du lord-maire : on y proposa la formation d'un comité chargé de recevoir des souscriptions et de les transmettre à Paris. « J'espère, dit l'auteur de la proposition, que cette intervention de la part du peuple anglais ne sera point accueillie par la nation française comme un acte d'orgueilleuse présomption, mais qu'elle la considérera comme une cordiale et sincère expression de sympathie. » La résolution fut adoptée à l'unanimité, et les souscriptions abondèrent. La Reine et la famille royale donnèrent l'exemple. Tous les souverains de l'Europe tinrent à honneur de témoigner la part qu'ils prenaient aux malheurs de nos populations. Les étrangers prouvèrent ainsi une fois de plus le sentiment de solidarité qui, devant les grands désastres, unit aujourd'hui tous les peuples.

Après avoir pourvu aux besoins les plus urgents, le gouvernement s'occupa de rechercher les moyens par lesquels il serait possible de prévenir le retour des inondations, ou du moins d'en atténuer les terribles effets. L'Empereur, de Plombières où il se retirait, à la belle saison, pour le soin de sa santé, adressa à M. Rouher, ministre des travaux publics, une longue lettre datée du 19 juillet 1856. Rappelant les études faites précédemment à la suite des inondations de 1846, il recommandait diverses mesures et divers travaux ayant pour objet de retarder l'écoulement des eaux. Voici les principaux passages de cette lettre, qui donnait une idée nette de la question, et exposait des faits intéressants qu'on ne connaît pas assez.

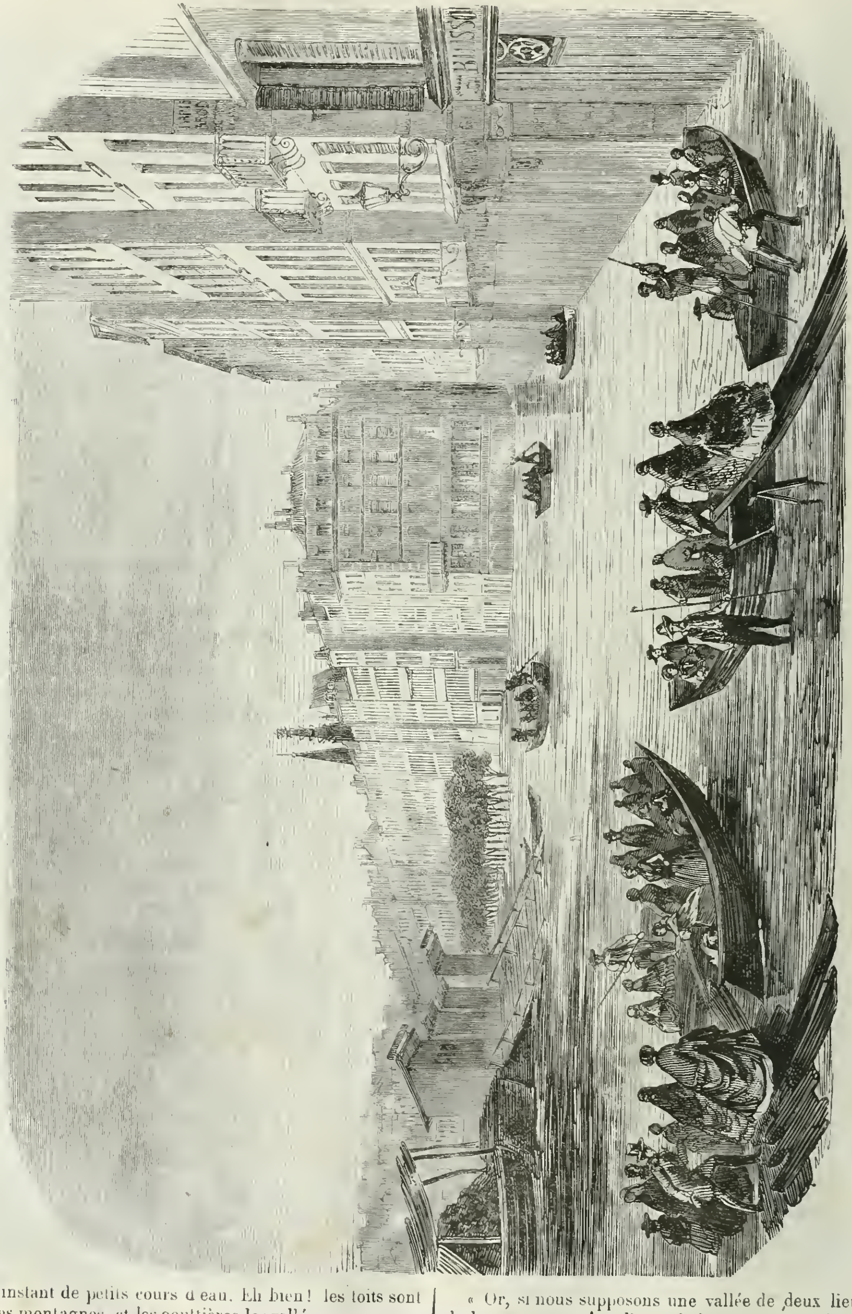
« Monsieur le ministre, disait l'Empereur, après avoir examiné avec vous les ravages causés par les inondations, ma première préoccupation a été de rechercher les moyens de prévenir de semblables désastres. D'après ce que j'ai vu, il y a, dans la plupart des localités, des travaux secondaires indiqués par la nature des lieux, et que les ingénieurs habiles mis à la tête de ces travaux exécuteront facilement. Ainsi, rien de plus aisé que d'élever des ouvrages d'art qui préservent momentanément d'inondations pareilles les villes telles que Lyon, Valence, Avignon, Tarascon, Orléans, Blois et Tours. Mais quant au système général à adopter pour mettre, dans l'avenir, à l'abri de si terribles fléaux nos riches vallées traversées par de grands fleuves, voilà ce qui manque encore, et ce qu'il faut absolument et immédiatement trouver.

« Aujourd'hui chacun demande une digue, quitte à rejeter l'eau sur son voisin. Or, le système des digues n'est qu'un palliatif ruineux pour l'État, imparfait pour les intérêts à protéger, car, en général, les sables charriés exhaussant sans cesse le lit des fleuves, et les digues tendant sans cesse à le resserrer, il faudrait toujours élever le niveau de ces digues, les prolonger sans interruption sur les deux rives, et les soumettre à une surveillance de tous les moments. Ce système, qui coûterait, seulement pour le Rhône, plus de cent millions, serait insuffisant, car il serait impossible d'obtenir de tous les riverains cette surveillance de tous les moments, qui seule pourrait empêcher une rupture, et une seule digue se rompant, la catastrophe serait d'autant plus terrible que les digues auraient été élevées plus haut. Au milieu de tous les systèmes proposés, un seul m'a paru raisonnable, pratique, d'une exécution facile, et qui a déjà pour lui l'expérience.

« Avant de chercher le remède à un mal, il faut en bien étudier la cause. Or, d'où viennent les crues subites de nos grands fleuves? Elles viennent de l'eau tombée dans les montagnes, et très-peu de l'eau tombée dans les plaines. Cela est si vrai, que, pour la Loire, la crue se fait sentir à Roanne et à Nevers, vingt ou trente heures avant d'arriver à Orléans ou à Blois. Il en est de même pour la Saône, le Rhône et la Gironde, et, dans les dernières inondations, le télégraphe électrique a servi à annoncer aux populations plusieurs heures ou plusieurs jours d'avance le moment assez précis de l'accroissement des eaux.

« Ce phénomène est facile à comprendre : quand la pluie tombe dans une plaine, le sol sert pour ainsi dire d'éponge; l'eau, avant d'arriver au fleuve, doit traverser une vaste étendue de terrains perméables, et leur faible pente retarde son écoulement. Mais, lorsqu'indépendamment de la fonte des neiges, le même fait se représente dans les montagnes où le terrain, la plupart du temps composé de rochers nus ou de graviers, ne retient pas l'eau, alors la rapidité des pentes porte toutes les eaux tombées aux rivières, dont le niveau s'élève subitement. C'est ce qui arrive tous les jours sous nos yeux quand il pleut : les eaux qui tombent dans nos champs ne forment que peu de ruisseaux,

mais celles qui tombent sur les toits des maisons, et | qui sont recueillies dans les gouttières, forment à



Inondations de Lyon. — Le quai des Célestins (30 mai 1856). (Page 274, col. 2.

l'instant de petits cours d'eau. Eh bien ! les toits sont les montagnes, et les gouttières les vallées.

« Or, si nous supposons une vallée de deux lieues de largeur sur quatre lieues de longueur, et qu'il soit

tombé, dans les 24 heures, $0^m,10$ d'eau sur cette surface, nous aurons, dans ce même espace de temps, 12 800 000 mètres cubes d'eau qui se seront écoulés dans la rivière, et ce phénomène se renouvellera pour chaque affluent du fleuve ; ainsi, supposons que le Rhône ou la Loire ait dix grands affluents, nous aurons le volume immense de 128 millions de mètres cubes d'eau qui se seront écoulés dans le fleuve en 24 heures ; mais si ce volume d'eau peut être retenu de manière que l'écoulement ne se fasse qu'en deux ou trois



L'Empereur à Lyon pendant les inondations. (D'après le tableau de M. Janet-Lange.) (Page 279, col. 1.)

fois plus de temps, alors, on le conçoit, l'inondation sera rendue deux ou trois fois moins dangereuse.

« Tout consiste donc à retarder l'écoulement des eaux. Le moyen d'y parvenir est d'élever, dans tous les affluents des rivières ou des fleuves, au débouché des vallées et partout où les cours d'eau sont encaissés, des barrages qui laissent dans leur milieu un étroit passage pour les eaux, les retiennent lorsque leur volume augmente, et forment ainsi en amont des réservoirs qui ne se vident que lentement. Il faut faire en petit ce que la nature a fait en grand. Si le lac de Contance et le lac de Genève n'existaient pas, la vallée

du Rhin et la vallée du Rhône ne formeraient que deux vastes étendues d'eau ; car tous les ans, les lacs ci-dessus, sans pluie extraordinaire, et seulement par la fonte des neiges, augmentent leur niveau de deux ou trois mètres, ce qui fait pour le lac de Constance une augmentation d'environ 2 milliards 500 millions de mètres cubes d'eau, et pour le lac de Genève, de 1 milliard 770 millions.

« On conçoit que cet immense volume d'eau, s'il n'était pas retenu par les montagnes, qui, au débouché de ces deux lacs, l'arrêtent et n'en permettent l'écoulement que suivant la largeur et la profondeur du fleuve, une effroyable inondation aurait lieu tous les ans. Eh bien ! on a suivi cette indication naturelle, il y a plus de cent cinquante ans, en élevant dans la Loire un barrage d'eau dont l'utilité est démontrée par le rapport fait à la Chambre, en 1847, par M. Collignon, alors député de la Meurthe.

« La digue de Pinay, construite en 1711, est à 12 kilomètres environ en amont de Roanne. Cet ouvrage, s'appuyant sur les rochers qui resserrent la vallée, et enveloppant les restes d'un ancien pont que la tradition fait remonter aux Romains, réduit en cet endroit le débouché du fleuve à une largeur de 20 mètres; sa hauteur au-dessus de l'étiage est également de 20 mètres, et c'est par cette espèce de pertuis que la Loire entière est forcée de passer, dans les plus grands débordements.

« En 1856, comme en 1846, les digues de Pinay et de la Roche ont sauvé Roanne d'un désastre complet.

« Maintenant, comme il est très-important que les crues de chaque petit affluent n'arrivent pas en même temps dans la rivière principale, on pourrait peut-être, en multipliant dans les uns ou en restreignant dans les autres le nombre des barrages, retarder le cours de certains affluents, de telle sorte que les crues des uns arrivent toujours après les autres.

« D'après ce qui précède, et d'après l'exemple de Pinay, ces barrages, loin de nuire à l'agriculture, lui seront favorables par le dépôt de limon qui se formera dans les lacs artificiels, et servira à fertiliser les terres. Là où les rivières charrient des sables, ces barrages auraient l'avantage de retenir une grande partie de ces sables, et, en augmentant le courant au milieu des rivières, d'en rendre le thalweg plus profond. Mais quand même ces barrages feraient quelque tort aux cultures des vallées, il faudrait bien en prendre son parti, quitte à indemniser les propriétaires, car il faut se résoudre à faire la part de l'eau comme on fait la part du feu dans un incendie, c'est-à-dire sacrifier des vallées étroites, peu fertiles, au salut des riches terrains des plaines.

« Ce système ne peut être efficace que s'il est généralisé, c'est-à-dire, appliqué aux plus petits affluents des rivières. Il sera peu coûteux si l'on multiplie les petits barrages au lieu d'en élever quelques-uns d'un grand relief. Mais il est clair que cela n'empêchera pas les travaux secondaires qui doivent protéger les villes et certaines plaines plus exposées.

« Je voudrais donc que vous fissiez étudier ce système le plus tôt possible, sur les lieux mêmes, par les hommes compétents de votre ministère.

« Je voudrais qu'indépendamment des digues qui doivent être élevées sur les points les plus menacés, on fît, à Lyon, un déversoir semblable à celui qui existe à Blois; il aurait l'avantage de préserver la ville et d'augmenter beaucoup la défense de cette place forte.

« Je voudrais que, dans le lit de la Loire, on élevât, pendant les basses eaux, et parallèlement au cours du fleuve, des digues faites en branchages, ouvertes en amont, formant des bassins de limonage, ainsi que le propose M. Fortin, ingénieur des ponts et chaussées. Ces digues auraient l'avantage d'arrêter les sables sans arrêter les eaux, et de creuser le lit de la rivière.

« Je voudrais que le système proposé pour le Rhône par M. Vallée, inspecteur général des ponts et chaussées, fût sérieusement étudié, avec le concours du gouvernement suisse. Il consiste à abaisser les eaux du Rhône à l'endroit où il débouche du lac de Genève, et à y construire un barrage. Par ce moyen, on obtiendrait, selon lui, un abaissement des hautes eaux du Léman, utile au Valais, au pays de Vaud et à la Savoie, une navigation meilleure du lac, des embellissements pour Genève, des inondations moins désastreuses dans la vallée du Rhône, une navigation meilleure de ce fleuve.

« Enfin, je voudrais que, comme cela existe déjà pour quelques-uns, le régime des grands fleuves fût confié à une seule personne, afin que la direction fût unique et prompte dans le moment du danger. Je voudrais que les ingénieurs qui ont acquis une longue expérience dans le régime des cours d'eau pussent avancer sur place, et ne pas être distraits tout à coup de leurs travaux particuliers; car il arrive souvent qu'un ingénieur qui a consacré une partie de sa vie à étudier soit des travaux maritimes au bord de la mer, soit des travaux hydrauliques à l'intérieur, est tout à coup, par avancement, employé à un autre service, où l'Etat perd le fruit de ses connaissances spéciales, résultat d'une longue pratique.

« Ce qui est arrivé après la grande inondation de 1846 doit nous servir de leçon : on a beaucoup parlé aux Chambres, on a fait des rapports très-lumineux, mais aucun système n'a été adopté, aucune impulsion nettement définie n'a été donnée, et l'on s'est borné à faire des travaux partiels, qui, au dire de tous les hommes de science, n'ont servi, à cause de leur défaut d'ensemble, qu'à rendre les effets du dernier fléau plus désastreux. »

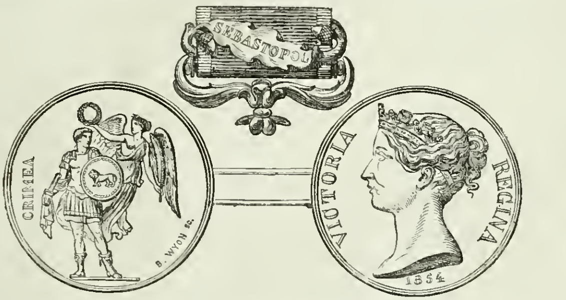
Cette lettre, qu'on aurait pu prendre pour celle d'un savant plutôt que pour celle d'un souverain, attestait la sagesse et la sollicitude du chef de l'État, et provoqua des mesures dont l'avenir prouvera l'efficacité.

§ 3. ÉVACUATION DE LA CRIMÉE; MÉDAILLE DE LA REINE VICTORIA; ATTITUDE DE LA RUSSIE APRÈS LA GUERRE.

Le Traité du 30 mars 1856 fixait, pour l'évacuation de la Crimée, un délai de six mois : il ne fallut que la moitié de ce temps à notre active administration pour opérer le rapatriement d'une armée considérable. Nos troupes avaient bien supporté l'hiver, elles avaient pu être installées dans des conditions meilleures que l'année précédente; toutefois elles avaient été ravagées par le typhus. Aussi, lorsque leur retour fut décidé, prit-on les plus grandes précautions pour soustraire le pays à l'invasion de cette nouvelle épidémie. Outre les précautions prescrites à l'armée qui était encore en Crimée, telles que l'isolement complet des détachements pendant quelques jours avant leur embarque-

ment, il ut arrêté que les troupes seraient soumises à une quarantaine d'observations sur un point isolé du littoral. Trois grands campements furent établis : à l'île de Porquerolles, à l'île Sainte-Marguerite, et sur la plage de Cavalaire, près de Saint-Tropez. Bientôt la fin de l'épidémie de Crimée et l'excellent état sanitaire des troupes débarquées permirent de se montrer moins sévère pour l'admission en libre pratique des navires chargés de troupes. Les malades furent l'objet de soins particuliers et attentifs. Le matériel ramené en France peut être évalué à 50 millions de kilogrammes, dont 38 millions de matériel français et 12 millions de matériel russe. Le maréchal Pélissier, qui avait voulu assister à l'embarquement de son armée, quitta le dernier la Crimée.

L'Empereur, en récompense de ses services, lui avait conféré le titre de duc de Malakoff; il voulut aussi reconnaître le mérite des généraux qui s'étaient acquis, en Orient, un juste renom. A l'occasion de la naissance du Prince Impérial, il donna le bâton de maréchal au général Canrobert et au général Bosquet. Il conféra également cette haute dignité au général Randon, gouverneur de l'Algérie, que nous allons voir bientôt s'illustrer par la conquête de la Grande Kabylie. Les soldats ne furent pas oubliés. De nombreuses décorations et des médailles militaires furent distribuées dans les régiments. Le Sultan et le roi de Sardaigne accordèrent aussi des décorations aux officiers et aux soldats de l'armée française. La reine d'Angleterre avait décidé qu'une médaille spéciale, instituée pour perpétuer le souvenir de la campagne de Crimée, serait remise à tous les militaires qui avaient combattu sous les murs de Sébastopol. La même médaille, comme un témoignage perpétuel d'alliance, devait décorer la poitrine des soldats français et celle des soldats anglais. Ce fut le duc de Cambridge qui, le 15 janvier 1856, remit ces médailles aux troupes de Crimée, présentes à Paris. Quelques jours après, l'ambassadeur d'Angleterre remit aux généraux, amiraux et officiers supérieurs qui s'étaient le plus distingués, les insignes de l'ordre du Bain. De son côté, l'Empereur mit à la disposition du gouvernement anglais des décorations de la Légion d'honneur, destinées à être remises aux officiers et soldats anglais. « Ce n'était point, comme la médaille de la reine Victoria, une sorte de récompense générale appliquée à tous ceux qui avaient eu l'heureuse fortune d'être présents sous le drapeau victorieux; c'était une distinction précieuse accordée à un



La médaille de Crimée.

petit nombre seulement, et accordée au soldat comme à l'officier. Pour la première fois, peut-être, cette égalité dans le droit aux mêmes distinctions et aux mêmes insignes de l'honneur était pratiquée en Angleterre. Jusqu'alors les décorations n'avaient été que le partage des officiers, rarement même elles s'abaissaient aux grades inférieurs. L'apparition de la croix de la Légion d'honneur dans les rangs de l'armée anglaise était à elle seule un événement; mais, dans cette croix brillant sur la poitrine, non du plus noble, mais du plus brave, dans cette croix que l'officier pouvait envier au simple soldat placé sous son commandement, il y avait, si l'on tient compte des mœurs de l'aristocratique Angleterre, presque une révolution. La démocratie française donna ainsi à son alliée une leçon qui fut applaudie, et un exemple que la GrandeBretagne songeadès lors à imiter[1]. »

La France avait laissé en Crimée bien des enfants qui ne devaient plus la revoir; mais le sentiment de respect qu'inspire partout la mort du champ de bataille avait placé, lors du congrès de 1856, sous la sauvegarde de la Russie, les sépultures des armées alliées. Toutes les tombes furent conservées. Cependant, comme elles étaient dispersées, le temps devait rendre leur entretien bien difficile. Par ordre de l'Empereur, des dispositions furent prises pour réunir dans une seule enceinte toutes les tombes françaises éparses sous les murs de Sébastopol. Le terrain concédé par le gouvernement russe pour cette pieuse destination avait servi d'emplacement à notre grand quartier général; c'est un carré d'un hectare de superficie, maintenant protégé par une muraille en pierres de taille. Toutes les divisions de notre armée, les armes spéciales de l'artillerie et du génie, la marine, les services administratifs, y ont chacune un monument funéraire rappelant, par sa forme et par sa disposition intérieure, les *columbaria* que l'on voit aux environs de Rome; et toutes les fois qu'une inscription individuelle a pu être recueillie, elle a été soigneusement rapportée dans la nouvelle sépulture de nos officiers et de nos soldats.

Au centre du cimetière, s'élève un imposant mausolée spécialement destiné à recevoir les restes mortels des généraux Brunet, Breton, de Lavarande, de Pontevès, Rivet, de Saint-Pol et Perrin de Jonquières; les corps des généraux Bizot, Mayran, de Lourmel et de Marolles ont été transportés en France pendant la campagne.

1. *Annuaire des Deux-Mondes.*



Débarquement à Marseille du dernier boulet rapporté de Crimée



Débarquement à Toulon des congédiés de l'armée de Crimée venant du camp de Porquerolles. (Page 283, col. 1.)

Le mardi 25 octobre 1864, les travaux furent assez longs, et c'est récemment qu'eut lieu, par les soins de M. le capitaine du génie Bizard-Falgas, chargé de diriger les travaux du cimetière français de Sébastopol, la cérémonie de la translation des dépouilles mortelles des sept officiers généraux dans le monument funéraire qui leur était consacré. Les cercueils drapés de velours noir, sur lesquels se détachait une croix blanche, furent transportés sur des voitures jusqu'à six cents mètres environ de l'entrée du cimetière, où les attendaient, sous les armes, la garnison de Sébastopol, les divers officiers russes de terre et de mer présents à Sébastopol, et un grand nombre d'habitants venus pour rendre les derniers honneurs aux restes mortels de nos généraux. A dix heures, un prêtre catholique, le P. Simon, appelé de Simphéropol pour présider à la cérémonie religieuse, entonna le chant des morts; les troupes présentaient les armes, la musique faisait entendre une harmonie funèbre, et le drapeau saluait nos glorieux cercueils, que s'offrirent à porter des officiers russes; le vice-amiral gouverneur, en tête du cortége, marchait immédiatement après le premier char. Avant la descente des cercueils dans le caveau du monument central, le P. Simon bénit le terrain où allaient désormais reposer les cendres des généraux, officiers, sous-officiers et soldats français morts devant Sébastopol. Puis le bruit des feux de bataillon et des tambours battant aux champs marqua l'heure suprême où ces restes glorieux tombés sous le drapeau de la France recevaient, au nom de leur lointaine patrie, un solennel et dernier hommage de respect.

Cette cérémonie fut suivie, sans interruption, de la translation, dans la même enceinte, de toutes les dépouilles mortelles que l'armée française a laissées en Crimée; les travaux commencés dans les premiers mois de 1863 avaient été terminés en 1864. Le cimetière français de Sébastopol est confié à la garde d'un de nos capitaines en retraite; l'empressement et la sympathie avec lesquels le gouverneur général de la province s'est prêté à tout ce qui lui était demandé prouvent combien il a su comprendre le pieux sentiment de la France et la pensée du gouvernement dont il est le représentant.

La Russie prit, à la suite de la guerre d'Orient, une attitude qui excita beaucoup de commentaires en Europe, mais qui témoignait de la sagesse de son nouvel empereur. Se sentant isolée, elle ne fit d'avances à personne. Le ministre des affaires étrangères, prince Gortchakoff, expliqua cette conduite dans une circulaire remarquée et qui se terminait par un mot, déjà devenu célèbre : « L'empereur, disait-il, veut vivre en bonne intelligence avec tous les gouvernements. On adresse à la Russie le reproche de s'isoler et de garder le silence en présence de faits qui ne s'accordent ni avec le droit ni avec l'équité. La Russie boude, dit-on; la Russie ne boude pas. *La Russie se recueille.* »

On chercha une foule d'interprétations menaçantes à cette parole. Mais le mieux, l'événement l'a prouvé, était de l'expliquer par le besoin qu'éprouvait la Russie, après une guerre terrible, de réparer ses forces et ses finances. L'empereur Alexandre II manifestait l'intention de consacrer tous ses soins à la politique intérieure. Il voulait réformer les mœurs administratives, de la corruption desquelles la guerre avait pu faire juger; améliorer l'enseignement et développer la prospérité matérielle du pays par la construction de chemins de fer. L'empereur se rendit à Varsovie, où il témoigna d'intentions conciliantes et proclama une amnistie pour les émigrés polonais. Toutefois il entendait, et il l'annonça catégoriquement, continuer le système de son père, c'est-à-dire qu'il ne rendrait pas la constitution de 1815 et s'efforcerait de plus en plus de fondre la Pologne dans la Russie : « Point de rêveries ! » répéta-t-il plusieurs fois aux maréchaux de la noblesse, mot cruel pour des hommes dont les rêveries sont la liberté et l'indépendance de leur patrie.

L'empereur de Russie avait ajourné son couronnement à la paix. Il voulut que son sacre fût célébré avec la pompe la plus grandiose. Cette cérémonie eut lieu, suivant l'usage, à Moscou, dans la ville sainte et au cœur même de l'empire. Des députations venues de toutes les provinces y assistaient, et les souverains de l'Europe s'y étaient fait représenter par des ambassadeurs extraordinaires qui rivalisèrent entre eux de magnificence. L'empereur Napoléon III, le souverain qui, à cause de son attitude pendant les négociations, se trouvait alors dans les meilleurs termes avec l'empereur Alexandre II, se fit représenter par le comte de Morny, président du Corps législatif. M. de Morny reçut un accueil très-distingué à Saint-Pétersbourg comme à Moscou, et déploya un luxe splendide, relevé par un bon goût exquis et une rare courtoisie. Il représenta dignement le premier pays de l'Europe et sut faire accepter notre supériorité sans blesser personne. Fort recherché de la société russe, il eut la bonne fortune de conclure, pendant son ambassade, un mariage princier. Le couronnement d'Alexandre II fut encore l'occasion d'un grand nombre d'actes de grâce qui rendirent à leurs familles beaucoup de personnages politiques exilés en Sibérie depuis plus de vingt ans. Alexandre allégea aussi les charges qui pesaient sur l'empire et parut le souverain le plus modéré que la Russie ait possédé de longtemps.

§ 4. ASSASSINAT DE L'ARCHEVÊQUE DE PARIS (3 JANVIER 1857); LA SESSION LÉGISLATIVE

La politique extérieure ne préoccupait plus guère les esprits; quelques difficultés relatives à l'exécution du traité du 30 mars 1856, l'affranchissement du canton de Neufchâtel de la suzeraineté du roi de Prusse, les réformes demandées au roi de Naples restèrent des questions renfermées dans le cercle diplomatique. On n'avait aucun sujet d'inquiétude sur le maintien de la paix.

L'année 1857 s'ouvrit sous de tristes auspices : un crime affreux vint placer les esprits sous le coup des plus pénibles impressions. L'archevêque de Paris, Mgr Sibour, fut assassiné le 3 janvier, à l'église Saint-Étienne du Mont, au milieu d'une cérémonie religieuse qui ouvrait la neuvaine de sainte Geneviève. L'auteur de cet attentat qui excita une vive indignation et dont les détails occupèrent longtemps l'opinion publique, était un prêtre interdit, nommé Verger : arrêté sur-le-champ, il fut traduit aux assises, condamné à mort et exécuté le 30 janvier. Mgr Sibour, prélat respectable pour ses vertus et qui s'était fait remarquer par sa ferme attitude contre la presse ultramontaine, fut très-regretté.

Le gouvernement choisit, pour le remplacer, le cardinal Morlot, archevêque de Tours, prélat connu par

sa piété et sa modération. Le Saint-Père n'avait pas seulement approuvé ce choix : il l'avait conseillé. Mgr Morlot était né à Langres en 1795, d'une famille d'humbles artisans. Il avait suivi, comme externe, les classes du collége de cette ville, puis avait fait sa théologie au grand séminaire de Dijon. Il retourna plus tard dans cette dernière ville en qualité de grand vicaire. Évêque d'Orléans en 1839, il devint bientôt archevêque de Tours, puis cardinal en 1853. Le cardinal Morlot se montrait et resta jusqu'à sa mort très-attaché au gouvernement impérial. L'Empereur le nomma son grand aumônier et primicier du chapitre de Saint-Denis.

Le 16 février, l'Empereur ouvrit la session législative de 1857 par un discours exclusivement consacré aux considérations pacifiques. Napoléon III comprend admirablement son temps : s'il en voit les grandeurs, il en connaît les maux. « La civilisation, disait-il, quoiqu'elle ait pour but l'amélioration et le bien-être matériel du grand nombre, marche, il faut le reconnaître, comme une armée. Ses victoires ne s'obtiennent pas



Fermeture de l'église Saint-Étienne du Mont après l'attentat commis sur Mgr l'archevêque de Paris (3 janvier 1857). (Page 286, col. 1.)

sans sacrifices et sans victimes : ces voies rapides qui facilitent les communications ouvrent au commerce de nouvelles routes, déplacent les intérêts et rejettent en arrière les contrées qui en sont encore privées; ces machines si utiles qui multiplient le travail de l'homme, le remplacent d'abord et laissent momentanément bien des bras inoccupés; ces mines qui répandent dans le monde une quantité de numéraire inconnue jusqu'ici, cet accroissement de la fortune publique qui décuple la consommation, tendent à faire varier et à élever la valeur de toutes choses; cette source inépuisable de richesse qu'on nomme *crédit*, enfante des merveilles, et cependant l'exagération de la spéculation entraîne bien des ruines individuelles. De là la nécessité, sans arrêter le progrès, de venir en aide à ceux qui ne peuvent suivre sa marche accélérée.

« Il faut stimuler les uns, modérer les autres, alimenter l'activité de cette société haletante, inquiète, exigeante, qui, en France, attend tout du gouvernement, et à laquelle cependant il doit opposer les bornes du possible et les calculs de la raison. »

L'Empereur traçait ensuite le tableau des améliora-

tions obtenues, des progrès accomplis dans l'année précédente. Il déplorait les désastres produits par les inondations; mais il promettait de les prévenir à jamais. « Je tiens à honneur, dit-il, qu'en France les fleuves, comme la révolution, rentrent dans leur lit et qu'ils n'en puissent plus sortir. »

La Constitution fixe à cinq ans la durée du mandat de député. Le Corps législatif, élu en 1852, devait donc être renouvelé intégralement en 1857. L'Empereur s'inspira de cette circonstance et ajouta : « Messieurs les députés, puisque cette session est la dernière de votre législature, permettez-moi de vous remercier du



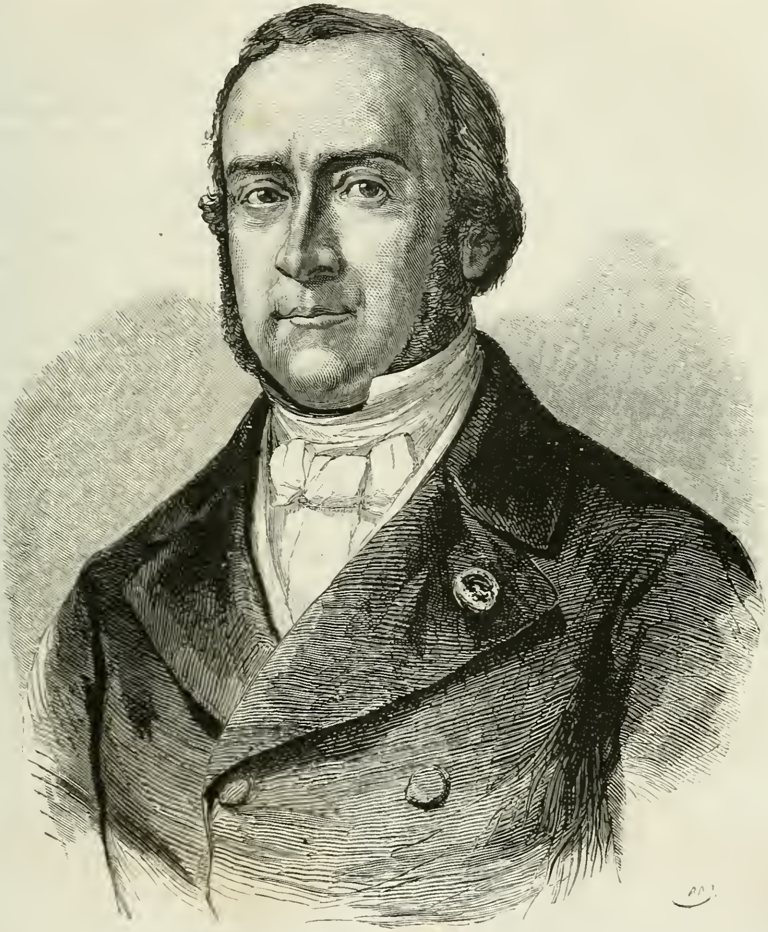
Son Éminence le cardinal Morlot.

concours si dévoué et si actif que vous m'avez prêté depuis 1852. Vous avez proclamé l'Empire; vous vous êtes associés à toutes les mesures qui ont rétabli l'ordre et la prospérité dans le pays; vous m'avez énergiquement soutenu pendant la guerre; vous avez partagé mes douleurs pendant l'épidémie et pendant la disette; vous avez partagé ma joie quand le ciel m'a donné une paix glorieuse et un fils bien-aimé; votre coopération loyale m'a permis d'asseoir en France un régime basé sur la volonté et les intérêts populaires. C'était une tâche difficile à remplir et pour laquelle il fallait un véritable patriotisme, que d'habituer le pays à de nou-

velles institutions. Remplacer la licence de la tribune et les luttes émouvantes qui amenaient la chute ou l'élévation des ministères, par une discussion libre, mais calme et sérieuse, était un service signalé rendu au pays et à la liberté même, car la liberté n'a pas d'ennemis plus redoutables que les emportements de la passion et la violence de la parole.

« Fort du concours des grands corps de l'État et du dévouement de l'armée, fort surtout de l'appui de ce peuple qui sait que tous mes instants sont consacrés à ses intérêts, j'entrevois pour notre patrie un avenir plein d'espoir.

« La France, sans froisser les droits de personne, a repris dans le monde le rang qui lui convenait, et peut se livrer avec sécurité à tout ce que produit de grand le génie de la paix. Que Dieu ne se lasse pas de la



M. le comte Prosper de Chasseloup-Laubat[1]

protéger, et bientôt on pourra dire de notre époque ce qu'un homme d'État, historien illustre et national, a écrit du Consulat : *La satisfaction était partout, et quiconque n'avait pas dans le cœur les mauvaises passions des partis était heureux du bonheur public.* »

Le Corps législatif eut une session laborieuse. Il

1. M. le comte (aujourd'hui marquis) de Chasseloup-Laubat, est fils d'un des généraux les plus distingués du premier Empire : il se lança dans la carrière politique par la grande école du conseil d'État et fut élu député en 1837 dans la Charente-Inférieure. Réélu aux assemblées de la République, il y soutint le Prince Louis-Napoléon et en 1851 occupa le ministère de la marine du 10 avril au 26 octobre. Après le 2 décembre, il entra au Corps législatif où il acquit par son expérience et ses talents une haute considération. Il devait encore revenir y siéger après les élections de 1857, mais en 1858 l'Empereur l'appela au ministère de l'Algérie et aujourd'hui il est ministre de la marine.

consacra de longues séances à des projets de loi relatifs aux douanes, à l'industrie, à un Code de justice militaire, œuvre importante sur laquelle nous reviendrons dans l'appréciation générale des réformes du second Empire. Il accorda une dotation de 100 000 francs au duc de Malakoff, et vota 180 000 francs pour l'acquisition du tombeau de l'Empereur Napoléon I[er], et de l'habitation qu'il a occupée à Sainte-Hélène. « L'habitation de Longwood, disait l'exposé des motifs de la loi, a été appropriée aux convenances d'une exploitation agricole. La maison que Napoléon habitait a été convertie en un bâtiment de ferme; une grange se rencontre sous les voûtes où il dictait sa pensée; la chambre où il a rendu le dernier soupir est aujourd'hui une étable. Son tombeau a également subi de déplorables transformations; le terrain appartient à un particulier, et la spéculation américaine en dispute la possession au patriotisme de la France. » Le gouvernement anglais se prêta de bonne grâce à l'acquisition par la France du domaine de Longwood, et la maison, témoin des souffrances du grand homme, fut enlevée à sa grossière destination.

La discussion du budget fut, comme chaque année, l'occasion de nombreuses observations de détail, et fournit la preuve de nombreuses améliorations dans les services publics. Un nouvel impôt mis sur les valeurs mobilières, donna lieu à des débats d'un vif intérêt. Les défenseurs de la propriété foncière plaidèrent avec chaleur le dégrèvement de cette propriété, un peu trop chargée. Les défenseurs de la richesse mobilière répondirent que celle-ci payait déjà sa part légitime de contribution, et que la frapper davantage, ce serait frapper l'esprit d'association et d'entreprise, l'un des éléments les plus essentiels de la fortune publique. On vit se reproduire, à cette occasion, les théories de l'impôt sur le revenu. MM de Belleyme, Granier de Cassagnac, Alfred Leroux, Gouin, André, Du Miral, Lequien, le comte de Chasseloup-Laubat, prirent une part active à la discussion. L'immense majorité de l'assemblée accueillit le nouvel impôt, et manifesta, par son attitude, la ferme volonté de repousser la théorie dangereuse de l'impôt sur le revenu.

Le 15 mai, le Corps législatif adopta un projet de loi relatif à l'assainissement et à la mise en culture des landes de Gascogne, puis la cession à l'État de l'École centrale des arts et manufactures. Sous la direction de M. Lavallée, son propriétaire, cette école avait prospéré : elle avait formé un grand nombre d'ingénieurs distingués, non-seulement pour la France, mais encore pour l'Europe et le nouveau monde. Craignant que l'institution qu'il avait fondée ne vînt à déchoir après lui, M. Lavallée proposa d'en faire la cession à l'État, gratuite en ce qui le concernait, et à des conditions très-équitables dans l'intérêt des professeurs qui l'avaient si habilement secondé. Les propositions de M. Lavallée furent adoptées. Le même jour, le Corps législatif adopta la loi de recrutement de 1857, qui appelait 100 000 hommes sous les drapeaux, au lieu de 80 000, chiffre qu'on avait jusqu'alors voté en temps de paix. On augmentait le contingent afin de constituer une réserve sérieuse, et, grâce à un système que nous expliquerons, les appelés ne devaient être généralement astreints qu'à une présence de deux années sous les drapeaux. On obtenait ainsi, au moment du danger, une réserve composée d'hommes déjà exercés au maniement des armes, et capables d'être immédiatement utilisés.

Les embellissements de Paris amenèrent aussi des discussions, car le Gouvernement voulait aider les finances municipales par une subvention. Un député prétendit que ce n'était pas à la France de payer les embellissements de Paris. On lui répondit que la province profitait largement, sous diverses formes, des grands travaux exécutés dans la capitale. La session fut terminée par l'adoption de lois pour le remaniement du réseau des chemins de fer et sur les tarifs des compagnies; pour l'établissement d'un service de communications à vapeur avec le nouveau monde, et l'exploitation de trois lignes de paquebots à vapeur; pour la prorogation du privilége de la Banque de France, mesures des plus importantes sur lesquelles nous reviendrons.

Les députés se séparèrent le 28 mai. Ils avaient hâte de retourner dans leurs départements afin de préparer leur réélection, car ils devaient demander à leurs commettants le renouvellement de leur mandat. Le *Moniteur*, dans un article du 11 juin, énuméra les services qu'ils avaient rendus au Gouvernement et au pays. Durant une période de cinq ans, avec des sessions de trois ou quatre mois, le Corps législatif avait voté 979 lois, dont 240 d'intérêt général et 739 d'intérêt départemental et communal. Le journal officiel ajoutait : « Pour avoir fait moins de bruit que tant d'autres assemblées délibérantes, la dernière législature n'en a que mieux rempli son mandat, et elle a pris une part plus considérable à tout le bien qui s'est accompli pendant cette mémorable période. Dépouillé du dangereux privilége de faire et défaire les ministères, d'entraver la marche du Gouvernement, de transformer la tribune en un piédestal pour l'ambition ou la vanité, le Corps législatif a pu délibérer sur les projets de loi dans le silence des passions politiques, dans la plus complète indépendance du pouvoir comme des partis. En perdant le droit d'improviser, au milieu des débats, ces amendements qui souvent bouleversaient l'économie d'une loi, le Corps législatif n'a pas perdu celui de modifier ni de rejeter les mesures qu'il désapprouve; jamais, au contraire, le droit d'amendement ne s'est exercé d'une manière plus large et plus efficace; jamais l'examen des lois n'a été plus approfondi; jamais, sur les projets les plus importants, les opinions ne se sont produites avec plus de liberté et de talent. Si le conseil d'État n'a pas admis toutes les modifications proposées par le Corps législatif, si la plupart des discussions entre ces deux corps se sont terminées par une entente réciproque, il faut en chercher la cause dans la sagesse avec laquelle les projets sont préparés avant d'être soumis au Corps législatif, et dans l'esprit de conciliation, dans l'amour du bien public dont tous les grands corps de l'État sont animés. » On ne contestait point la légitimité de ces éloges, mais pouvait-on s'empêcher de demander pour un Corps législatif aussi dévoué et aussi prudent quelques-uns de ces droits dont le journal officiel vantait l'absence? Ces droits on lui en a rendu une partie et on s'en est bien trouvé : les autres viendront et on s'en trouvera mieux.

Au moment où la première législature se terminait et où se préparaient des élections nouvelles, s'accomplissait en Algérie l'événement le plus glorieux de l'histoire de notre pays, pendant l'année 1857.

CHAPITRE XII.

CONQUÊTE DE LA GRANDE KABYLIE (20 MAI - 16 JUILLET 1857).

§ 1. LA KABYLIE, CARACTÈRE DE SA POPULATION.

La situation intérieure de la France était calme, nous venons de le voir; mais si la paix régnait en Europe, notre armée ne s'endormait point. N'avait-elle pas toujours, pour entretenir son ardeur guerrière, l'Algérie, cette grande école de notre armée moderne? Si l'Algérie était soumise, il nous restait encore à prendre à seize lieues à l'est d'Alger, un redoutable massif montagneux qui longe 170 kilomètres de côtes et contient une population de 400 000 habitants, la grande Kabylie, regardée comme inaccessible. La guerre de Crimée terminée, le Gouvernement songea à tenter enfin la conquête de ce grand pays, qu'on ne pouvait plus longtemps retarder.

« Certes, dit un écrivain qui a vu les choses de près[1], l'impression était saisissante lorsque, nouveau débarqué avant l'expédition de 1857, on regardait d'Alger le *Djurdjura* se dressant à vingt-cinq lieues vers l'orient, et qu'on entendait dire : « Djurdjura n'est pas encore à nous ! » Et cependant, dès 1842, le maréchal Bugeaud avait senti que l'indépendance de la grande Kabylie était pour les tribus voisines une provocation constante à l'insurrection, et que, sans perdre de notre force morale, nous ne pouvions laisser presque aux portes d'Alger un peuple insoumis, témoin vivant de notre impuissance. Dans des campagnes successives, il poussa ses armes victorieuses jusqu'à la rive droite du Sébaou; mais en 1847 même, dernière année de son glorieux commandement, alors qu'il parcourait en vainqueur la vallée de l'Oued-Sahel, il disait, montrant les tribus djurdjuriennes : « Nous ne sommes pas assez forts pour aller là ! »

« C'était aussi un des axiomes du maréchal Bugeaud, que « pour posséder bien, il faut posséder tout. » Et, en effet, tant que le Djurdjura, resté libre, put servir d'exemple à la révolte, les insurrections des tribus kabyles, que l'on croyait conquises, furent incessantes. On eut beau, pendant des années, resserrer progressivement le blocus du massif djurdjurien, cette citadelle de la grande Kabylie voulait, avant de se rendre, les honneurs d'un suprême assaut: elle les a eus. Ceux qui assistaient aux derniers efforts des Kabyles savent s'il fut énergique, et les soldats de Malakoff, de Magenta, de Solférino, n'ont qu'à dire si le feu qu'ils ont entendu sur ces grands champs de bataille, efface dans leur mémoire la terrible fusillade du combat d'Icheriden.

« Le souvenir de cette campagne a vieilli trop vite. C'est peut-être qu'elle eut lieu au lendemain de la guerre de Crimée, à la veille des victoires d'Italie. Entre ces deux brillantes sœurs, elle ne prit pas le relief qu'elle méritait : a-t-on jamais su, dans le public de France, qu'à la vue de nos tentes assises sur les crêtes du Djurdjura, les indigènes des vallées s'écriaient avec admiration : « Les Français sont un grand peuple, ils sont montés là-haut? » A-t-on songé qu'il y avait un fait historique considérable dans la conquête de toute une population que les plus puissants dominateurs de l'Afrique, anciens ou modernes, n'avaient pas assujettie? Se rappelle-t-on seulement que cette soumission achevait, il y a huit ans, la pacification générale de notre colonie algérienne sur une profondeur de cent trente lieues vers le sud, et une étendue, le long de la côte, de deux cent cinquante lieues? »

La conquête de la Kabylie méritait d'autant plus d'être tentée que la population de ce pays diffère de la population arabe, et qu'on avait l'espoir de l'amener bien plus facilement à accepter notre civilisation. Le peuple kabyle, nous l'avons déjà dit, est un peuple sédentaire. « En pays arabe, l'œil a souvent peine à découvrir des traces d'habitation et de vie; la couleur sombre des tentes se confond tristement avec le sol. C'est au contraire un vivant aspect que celui des villages kabyles placés en relief au faîte des mamelons, et montrant par delà une ceinture d'oliviers, de figuiers, de cactus et de frênes, l'amas de leurs maisons blanches couronnées de gaies toitures en tuiles rouges.

« Une simple esquisse comparative des physionomies, des caractères distinctifs du Kabyle et de l'Arabe mettra vite en lumière ce que nous avons de commun avec l'un plutôt qu'avec l'autre. L'Arabe a le teint brun, la barbe noire; l'air de gravité majestueuse qu'il affecte, exclut de son visage toute mobilité d'expression. La tête du Kabyle, blonde aussi souvent que brune, paraît moins fine, mais porte davantage le cachet de l'intelligence; son aspect est franc, son œil vif, sa figure parle. — L'Arabe, indolent, paresseux, ami du luxe et de l'ostentation, s'absorbe volontiers dans la mollesse d'une vie contemplative ; le Kabyle est l'homme du travail : dès qu'il cesse de remuer le sol avare de sa montagne, c'est l'industrie, c'est le commerce qui l'occupent; content du nécessaire le plus strict, il ne met jamais de luxe qu'à son fusil, à l'arme qui doit protéger son honneur et sa liberté; « L'Arabe ressemble au chat, disent les Kabyles; caressez-le, il fera gros dos ; frappez-le, il se fera petit. » En effet, l'Arabe est vain, mais il s'humilie devant le coup de bâton. La fierté du montagnard n'aime à s'abaisser devant personne; le dernier des Kabyles ne souffrirait point qu'on le frappât sans se venger. — L'Arabe est habitant de la tente et pasteur; le Kabyle habite une maison de pierres ; il tient de cœur à sa montagne, à son village, à son foyer, qu'il ne quitte jamais que pour son commerce et avec espoir de retour. — L'organisation de la société arabe est aristocratique, presque féodale, celle de la société kabyle, démocratique et égalitaire; chacun de ses membres prétend s'ingérer dans la direction des affaires publiques.

1. M. N. Bibesco, *Revue des Deux-Mondes* du 1er avril 1865.

« Enfin, — et nous touchons ici le point capital, — l'Arabe ne connaît point d'autre loi que sa loi religieuse ; c'est une source vive où son antagonisme contre nous se retrempe constamment. Le Kabyle, bien que musulman comme l'Arabe, place ses devoirs de citoyen au-dessus des devoirs religieux, sa *coutume* nationale au-dessus du Koran. Ainsi ce terrible obstacle de la religion qui se dresse toujours entre nous et l'Arabe, ne vient plus entre le Kabyle et nous qu'en seconde ligne : au premier plan, nous trouvons sa passion d'égalité civile et politique, son amour du travail et de l'industrie; sur ce terrain, il est tout accessible au progrès, et si nous savons flatter en lui le travailleur et le citoyen, de plus en plus peut-être le musulman s'effacera. On le voit, l'élément kabyle se rapproche de nous par les côtés même qui l'éloignent de l'Arabe; il est donc permis de le dire assimilable et perfectible, et c'est chose vraiment encourageante de penser que ce que nous ferons pour son développement matériel et moral pourra bien à la fois satisfaire ses goûts et profiter à notre domination.

« Industrieux par nature et par besoin, le Kabyle



L'Arabe.

tire parti de tout : il ne perd pas les glands doux, qui, à défaut de froment et de maïs, peuvent servir à préparer son *kousskouss*, ni les feuilles de figuier et de frêne, qui peuvent nourrir son bétail. En pays de forêt, il devient bûcheron et menuisier, fabrique des portes, des coffres, des ouvrages de bois, et fournit ainsi presque toute la vaisselle indigène de l'Algérie. Ailleurs, il taille la pierre, ou se fait forgeron, armurier, orfévre. Les meubles des Aït-Mellikeuch sont renommés, aussi bien que les platines, les canons de fusil, les bijoux des Aït-Jenni. La femme kabyle aime à se parer; rarement on la rencontre sans ses boucles d'oreille et ses bracelets d'argent ou de cuivre ; c'est le bijoutier des Aït-Jenni qui passe pour le grand fournisseur des colliers, des agrafes, des diadèmes ou ferronnières dites *thacebt*, à pendeloques de corail et de verroteries, que toute mère kabyle porte fièrement à la naissance d'un garçon, bijoux grossiers, faits pour étonner cependant par le goût qui s'y révèle.

« Avec le tan de leurs chênes, diverses tribus travaillent le cuir; d'autres avec le charbon du laurier-rose, font de la poudre. L'argile, fort répandue dans ces ter-

rains schisteux, sert à la fabrication des tuiles et de poteries souvent remarquables, telles que jarres, vases, lampes de forme étrusque, dues exclusivement à la main des femmes. Jamais la femme kabyle ne nous est apparue plus gracieuse et jolie qu'au retour de la fontaine, avec son amphore remplie d'eau qu'elle porte à l'antique, droite sur l'épaule, où elle la retient de ses deux bras levés. Le tannage des peaux de bouc, la teinture des laines et le tissage sont aussi des industries spéciales aux femmes. Elles tissent dans leurs maisons, sur un métier élémentaire, le lin et la laine, fabriquent des toiles pour l'exportation, et travaillent aux vêtements des hommes et aux leurs. En cela pourtant elles n'ont pas beaucoup à faire, vu le peu de soin que le montagnard prend de sa personne; chez la femme encore, la coquetterie combat la malpropreté de race; mais l'homme est sale, et porte chemise ou burnous jusqu'à la corde.

« Tout peuple industrieux cherche dans le commerce un débouché aux produits de son travail. Le Kabyle a de plus à se fournir sans cesse des objets indispensables qui lui manquent : il lui faut donc des



Le Kabyle.

marchés fréquents; il faut que certaines tribus qui ne trouvent pas à se nourrir dans la montagne, envoient leurs colporteurs dans les douars arabes et sur les marchés algériens, où la bonne foi kabyle est devenue proverbiale. En retour de leurs fruits secs, de leurs olives, huiles, épices, etc., ils achètent du blé, des cotonnades, de l'acier, du plomb, pour leurs balles, du soufre et du salpêtre pour leur poudre. Les Kabyles les plus pauvres, qui n'ont ni coin de terre à soigner, ni commerce à faire, émigrent, et vont louer leurs services dans les villes et les plaines, avec l'espoir constant de retourner un jour vivre au village et d'y employer le pécule qu'ils auront amassé. Plusieurs fois par an le colporteur rentre au foyer, quitte à en repartir de nouveau. La grande solennité qui clôt le rhamadan ramène d'habitude tous les émigrés dans le Djurdjura. C'est alors fête générale : on les entoure, on les écoute, car ils ont beaucoup vu et ont beaucoup à dire. On raconte les nouvelles, on rapporte les bruits qui courent, et gaiement l'on devise, et à plaisir l'on médit de l'Arabe, et l'on rit à cœur joie de certaines historiettes semblables à celle-ci, que contait, entre

autres, un *loustic* des Aït-Boudrar : « C'était un jour d'été, en temps de guerre ; un jeune *thaleb* ou savant arabe, hôte d'une tribu de la montagne, veut se conduire en brave, et, couvert d'une simple *gandoura* flottante, le tromblon à la main, il sort pour faire le coup de feu. Tandis que prudemment il se tient derrière un rocher, un projectile siffle et le frappe en pleine poitrine. Le thaleb pâlit ; il porte la main à sa blessure ; plus il presse sur la balle maudite, plus elle le déchire. On s'approche, on le soutient, on recueille ses dernières paroles, quand un vieux guerrier, mieux avisé, ouvre la chemise du mourant et regarde la plaie : point de sang! le projectile terrible était un gros hanneton qui s'envole, et le jeune Arabe se sauve, poursuivi des huées kabyles[1]. »

Les Kabyles qui méprisent les Arabes, sont en effet plus propres qu'eux à soutenir la guerre. Dès leur plus tendre jeunesse, ils manient le fusil : la nature de leur pays, qui sert admirablement la défense, leur habitude de courir aux armes pour vider leurs différends, les fréquents combats que se livraient les tribus ou même les familles, tout cela en a fait d'admirables soldats.

« Lorsque les passions excitées ne connaissent plus



Chef kabyle de la tribu des Beni-Raten.

de frein, dit l'intéressant auteur auquel nous empruntons ces détails, le combat est un mal nécessaire. Celui des deux *soffs* qui attaque donne le signal par un coup de fusil tiré en l'air. Sans cet avertissement, il y aurait lâcheté dans l'attaque ; la mort d'un citoyen serait un meurtre. Une fois le signal entendu, tout devient de bonne et loyale guerre. La défense de chaque *kharouba* est favorisée par la disposition de ses maisons, qui forment un même groupe, et chaque maison semble une petite forteresse. N'ayant qu'un rez-de-chaussée composé de deux pièces, l'une qu'habite la famille, l'autre les animaux, elle offre à peine quelques lucarnes percées dans les murs et n'a d'autre communication au dehors que la porte d'entrée. A l'approche de la lutte, les portes sont barricadées, des obstacles construits, des créneaux ouverts, des fossés creusés, puis c'est la guerre des rues, ce sont des siéges de maisons : on tente des assauts, on pratique des brèches au moyen d'une perche à bout ferré que deux ou trois hommes manœuvrent, abrités sous un épais bouclier de bois. Souvent, par une tactique habile, les plus diligents ont couru dès l'abord s'emparer des fontaines, afin de couper l'eau à l'ennemi.... Quand un *soff* est vaincu, il s'incline d'ordinaire devant le juge-

1. Bibesco, *Revue des Deux-Mondes*, 1er avril 1865.



Expédition de Kabylie : 1, montagnes du Djurjura ; 2, camp de la brigade Périgot (division Mac-Mahon) ; 3, camp du maréchal gouverneur. — A, état-major général ;
B, tente du général de Tourville, chef d'état-major général.

ment des armes; mais que, trop irrité de sa défaite, il veuille faire scission, quitter le village, aller grossir le village voisin, les marabouts trouvent encore moyen d'intervenir, et ils ont été parfois jusqu'à obtenir du *soff* vainqueur qu'il se déclarât vaincu, pour retenir par ce généreux mensonge ceux dont le départ affaibli-



Le maréchal Randon

rait la *dechra*. Si la lutte se prolonge sans résultat, que les pertes soient égales des deux parts, la tâche devient facile aux conciliateurs; on s'est battu, il n'y a ni vainqueurs ni vaincus, l'amour-propre est satisfait; chacun peut donc, sans humiliation ni faiblesse, faire à l'intérêt public le sacrifice de ses ressentiments. »

Telle était la population, rude, aguerrie, à laquelle nous allions avoir affaire. Le gouverneur général de l'Algérie, le maréchal Randon, allait en quelques semaines, la soumettre avec une rapidité, une décision dans la lutte qui ne fut dépassée que par son habileté dans l'art d'établir, après la paix, notre domination sur des bases solides.

§ 2. LE MARÉCHAL RANDON; SOUMISSION DES BENI-RATEN; COMBAT D'ICHERIDEN.

Le maréchal Randon est né à Grenoble, en 1795. C'est le neveu d'un général de l'Empire, Marchand. Il s'engagea de bonne heure, et fit avec la grande armée la campagne de Russie. Il fut blessé à Lutzen, en 1813, et n'en prit pas moins part à la campagne de France. Dévoué au gouvernement impérial, il avança peu sous la Restauration. A l'avénement de Louis-Philippe en 1830, il fut nommé chef d'escadron de chasseurs; en 1831, colonel des chasseurs d'Afrique. M. Randon passa alors en Algérie où il resta dix ans, et se distingua dans une foule d'expéditions. Maréchal de camp en 1841, lieutenant général en 1847, il montra une rare aptitude à l'administration politique. Sous la Présidence, M. Randon fut appelé au ministère de la guerre en 1851, et après le 2 décembre, reçut le gouvernement général de l'Algérie. Depuis six ans, il administrait avec une profonde sagesse notre colonie, lorsque voyant les circonstances devenues favorables, il demanda à l'Empereur l'autorisation de compléter notre conquête. Il la reçut et se disposa à



Otages des Beni-Raten détenus à Alger (27 mai 1857). (Page 299, col. 2.)

donner un nouveau lustre au bâton de maréchal que Napoléon III lui avait conféré au mois de mars 1856.

Le maréchal Randon réunit un corps d'armée de vingt-cinq mille hommes, composé des trois divisions Yusuf, Mac-Mahon, Renault, et soutenu par plusieurs colonnes d'observations. Le 17 mai, le maréchal quitte Alger et arrive bientôt à Tizi-Ouzou, où sont déjà campées les trois divisions qui forment l'armée active. Il étudie, et toute l'armée avec lui, le pays que, pour employer une expression nullement exagérée, nous devons escalader.

« En face des camps, du côté de l'ennemi, les terres s'élèvent par mamelons ou plateaux, dont les pentes douces vont en tous sens, sans ordre apparent. Des blés, des orges encore verts, des foins, des sainfoins aux fleurs roses les recouvrent partout. Puis la plaine cesse brusquement : les montagnes commencent. Dans le bas, sur leurs déclivités dernières, des figuiers et des oliviers, plantés à larges intervalles, laissent entrevoir un sol cultivé, labouré, préparé comme en France. Bientôt les pentes devenant plus roides, les figuiers et les oliviers se font rares : on ne voit plus que des frênes épars, qui semblent accolés à la terre qui les porte. Peu à peu la montagne se dresse presque à pic; partout où il y a terre végétale et inclinaison possible à des pieds d'homme, il y a culture; mais arrachée par les eaux sur des côtes abruptes, la terre manque par places. Çà et là on aperçoit, tortueuse, rougeâtre, une apparence de grand serpent, qui monte roide et sinueux : c'est un sentier-ravine, chemin de chamois, creusé par les eaux, qui mène jusqu'à la crête de la montagne.

« Entre ces crêtes, dans les déchirements qui les séparent, on voit s'enfoncer des vallées aux pentes cultivées comme de grands vergers, coupées de haies, plantées d'arbres, qui prolongent au loin leurs ravines verdoyantes. Par intervalles, dans leurs fonds, aux caprices des montagnes, l'œil aperçoit tout à coup quelques cimes grisâtres, dénudées, sillonnées de plaques de neige. C'est le Djurjura.

« Sur ces crêtes sans plateaux, étroites comme des tranchants de lames, sont tous les villages. Les maisons inégales des premiers qu'on découvre se profilent dans le ciel, ainsi que des sommets dentelés de rochers, à les prendre pour tels.

« Ce sont ces villages qu'il va falloir enlever. C'est par ces sentiers qu'il faudra passer. Ce sont ces montagnes, dont les hauteurs varient de 800 à 900 mètres, dont toutes les pentes sont si roides qu'un rocher détaché d'en haut peut écraser des files d'assaillants, ce sont ces montagnes qu'il faudra gravir sous le feu d'un ennemi qui vise à couvert, à son aise, de chez lui, comme on vise une poupée dans un tir [1] ! »

La première tribu que nous devions attaquer était la



Le général Yusuf.

puissante tribu des Beni-Raten, qui comptait soixante villages.

Au moment où nos troupes, pleines d'ardeur, allaient s'élancer sur les premières montagnes, un brouillard intense enveloppa tout le pays, et force nous fut d'attendre. Plusieurs jours durant, les nuages semblèrent vouloir nous dérober l'accès du Djurdjura. Aux brouillards succéda la pluie, qui inonda les camps. Enfin, le 24 mai, un ciel pur nous permit de voir où nous allions, et, pour d'autres que nos soldats, ce n'eût pas été une vue bien attrayante. « Il s'agissait, dit le rapport, de s'établir à Souck-el-Arba, point central du pays des Beni-Raten, à 1000 mètres d'élévation. De ce plateau se détachent trois contre-forts descendant dans la plaine du Sebaou par des pentes très-roides et souvent abruptes. Sur les crêtes étroites de ces contre-forts se dressaient, par intervalles, des pitons rocheux, formant comme une série de retranchements naturels. C'était sur ces pitons, véritables nids d'aigles, qu'étaient assis les principaux villages des

1. Emile Carrey, *Journal pour Tous*, 6 mai 1865.

Beni-Raten. » La division de Mac-Mahon engagea l'attaque le 24, à cinq heures du matin. Après une lutte vive, mais promptement tournée à notre avantage, la division gagna deux lieues de terrain en avant et une lieue en hauteur. A travers les villages incendiés, elle s'avança sur les positions d'Asensou et d'Imaïseren, qu'elle occupa. L'arrière-garde dut cependant combattre jusque vers deux heures de l'après-midi. La division Yusuf montait d'un autre côté : « Vous serez obéi, monsieur le maréchal, avait dit en partant le général Yusuf; à sept heures, nous fumerons le cigare dans le village d'Ighil-Guesri. » Il tint parole,



Expédition de Kabylie. — Engagement avec la tribu des Beni-Yenni (25 juin 1857). (Page 302, col. 1.)

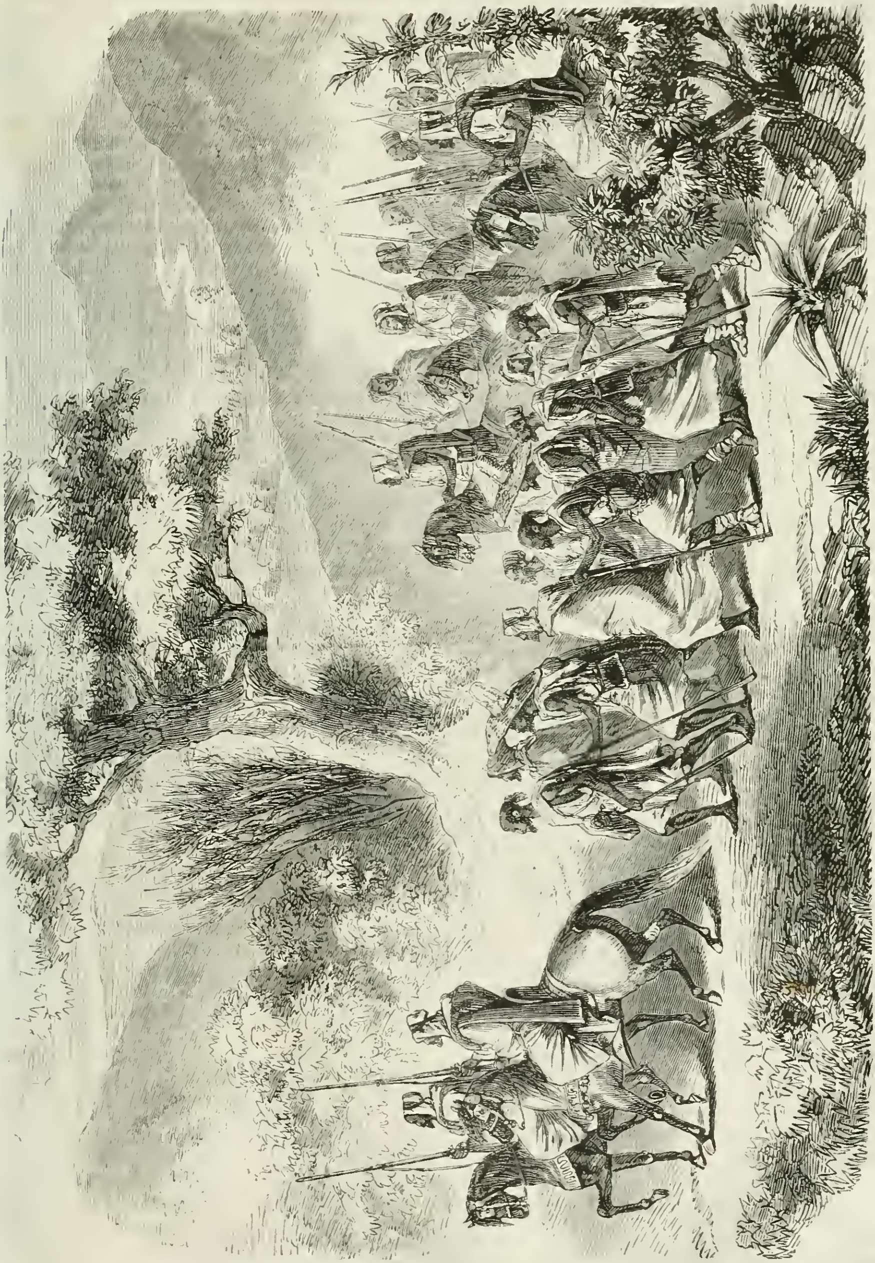
et, dans la journée, opéra sa jonction avec la division Mac-Mahon. Les troupes du général Renault avaient monté, à quelques intervalles des deux premières divisions : elles s'étaient emparées des villages de Djemma, de Taramint, de Tiguert-Hala, où les Kabyles se défendirent très-bravement. Le 27 mai, les Beni-Raten et les Arb-Doucla firent leur soumission, et livrèrent au maréchal Randon les otages qui leur furent demandés; le 30, les troupes françaises occupaient l'importante position de Souk-el-Arba. Le génie étudia sans retard l'emplacement d'un poste militaire que l'on comptait établir sur ce point culmi-



Expédition de Kabylie. — Une messe militaire.

nant, et déterminer le tracé des routes qui devaient relier ce nouveau poste avec celui de Tizi-Ouzou.

Le 24 juin, la campagne fut reprise. La division de Mac-Mahon eut à enlever une redoutable position, celle



Les otages des Beni Idger conduits à la division Mac-Mahon.

d'Icheriden, nom qui doit rester célèbre dans nos annales militaires. La nature avait déjà fait du mamelon Icheriden une forteresse presque inaccessible, et un art, qu'on ne soupçonnait pas chez les Kabyles, y avait

construit des retranchements bien capables d'arrêter une armée. D'énormes pierres, de gros troncs d'arbres, des poutres formaient des ouvrages solides, crénelés, parfaitement flanqués et défendus par 4000 Kabyles, les plus énergiques de toutes les tribus des environs. Les retranchements et tout l'espace où les Kabyles pouvaient être embusqués, ayant été couverts d'obus, de fusées et de boulets, le général de Mac-Mahon lança en avant sa première brigade, sous les ordres du général Bourbaki. Les Kabyles, n'entendant plus l'artillerie, avaient repris leur poste et ouvrirent sur nos troupes le feu le plus vif. Jamais on n'avait vu en Algérie de retranchements défendus avec autant d'audace et d'acharnement. Les feux qui sortaient des créneaux étaient continus, incessants, semblables à ces feux de deux rangs que peuvent exécuter, sur un terrain de manœuvres, les troupes les mieux exercées. Nos braves soldats, pris de tous côtés, durent chercher à se défiler et à engager, malgré l'infériorité de leur position, une fusillade qui dura plus d'une demi-heure. Mais bientôt nous tournâmes la position par la droite pendant que d'autres se précipitaient sur les retranchements. La position fut enlevée. Alors les Kabyles prirent partout la fuite; poursuivis la baïonnette dans les reins, ils se jetèrent dans les ravins. Le village d'Icheriden tomba aussitôt entre nos mains. Cependant l'ennemi ne tarda pas à reparaître. Toute la journée et jusqu'au milieu de la nuit, du fond des ravins où il s'était enfui, il tira sur nos soldats, et osa même revenir à l'assaut. Vigoureusement reçu il comprit qu'il ne pourrait plus nous enlever les positions conquises. Cette lutte acharnée coûta à la division Mac-Mahon 371 hommes hors de combat.

Après la prise d'Icheriden, le maréchal Randon résolut d'attaquer l'important massif des Beni-Yenni, dont les populeux et puissants villages faisaient présager une vigoureuse défense, favorisée également par les dispositions du terrain. Le 25 juin, les divisions Renault et Yusuf se portèrent en avant et enlevèrent successivement tous les villages. Le maréchal Randon avait en son pouvoir les croupes qui conduisent aux rochers du Djurdjura, et il pouvait, des points où nos troupes étaient campées, briser toute résistance dans le pays environnant. Le général Maissiat, arrivé avec 5000 hommes pour renforcer l'armée, occupa le col de Cheltata, et compléta l'investissement de la partie rocheuse du Djurdjura. Le 30 juin, la deuxième brigade de la division Mac-Mahon enleva le village d'Aguemoun-Isen, dernier centre de résistance organisé par les contingents ennemis à l'extrémité du territoire des Beni-Raten, et, le 2 juillet, le pays des Beni-Menguellet était complétement occupé. Le 11 juillet, les dernières tribus insoumises furent attaquées et durent céder à la valeur et à la discipline des troupes françaises.

Cette valeur, nos ennemis la reconnurent hautement, et les plaintes de leurs poëtes sont le plus bel éloge de nos soldats :

« C'était le jour de la fête, le matin avant l'aurore (ainsi chante un poëte du village d'Adni, chez les Aït-Iraten); les troupes françaises se divisent en colonnes pour gravir la montagne glorieuse; le canon commence à parler.... Nos nobles guerriers font face à l'ennemi, appuyés sur la cuisse, la batterie du fusil à hauteur du sourcil, munis de ceintures et de cartouchières, armés de longs yatagans. Ceux qui meurent iront parmi les élus habiter les hauteurs du paradis!... Malheureux Cheik-el-Arab, tu nous disais : « L'ennemi ne gravira pas la montagne. » et au dernier jour il a vaincu jusqu'aux Aït-Yenni.... Pauvre cher Adni, village de l'orgueil! tes enfants étaient habitués à faire face aux cavaliers; ils prendront maintenant le chemin de la corvée.... Infortunée Fathma de Soummeur, la dame aux bandeaux et au henné! son nom était connu de toutes les tribus, et la voilà captive!.... Hélas! que de veilles, que de nuits sans abri! Nous n'avions que des figues sèches et des glands pour nourriture.... O mes larmes, coulez comme les pluies du printemps et comme les pluies d'orage!... Tu es vaincue, montagne de la victoire, dont les Aït-Iraten étaient les plus valeureux guerriers. La fierté s'est éteinte dans les cœurs; le soleil est tombé sur les hommes. »

« O mes yeux, pleurez, pleurez des larmes de sang! s'écrie un poëte des Aït-Douela. Les Français, en s'abattant sur les Aït-Iraten, étaient plus nombreux que les étourneaux. Ils s'avancent, le canon mugit; les saints ont disparu d'au milieu de nous.... Que de richesses perdues! L'huile coule comme des rivières.... Voilà le chrétien arrivé à l'Arba; il commence à y bâtir; les pleurs conviennent à tous les yeux! Les Aït-Menguellet sont des hommes vaillants; ils sont connus depuis longtemps pour les maîtres de la guerre.... Ils se précipitent à Icheriden; ces jours-là l'ennemi tombe comme des branches d'arbre que l'on coupe.... Gloire à ces enfants des braves! Mais hélas! le chrétien nous a pilés comme des glands.... Si l'Islam refuse de faire la guerre sainte, autant vaut nous associer à la religion des chrétiens! Malheureux Aït-Yenni, gens à la poudre meurtrière! Les Français sont entrés chez vous comme dans un troupeau de brebis. Vos édifices, vos belles boutiques, semblables à celles des Algériens, ne sont plus que poussière!... Prends le deuil, ô ma tête, tout est fini; la poudre ne parle plus, infortunés Zouaouas, l'honneur kabyle est mort! Vous avez laissé le fer s'échapper de vos mains.... O mes yeux, c'est du sang qu'il faut à vos larmes. Les hommes de cœur se trouvent anéantis! »

§ 3. PACIFICATION DE LA KABYLIE; CONSTRUCTION DU FORT NAPOLÉON.

Il y a quelque chose de plus difficile, et partant de plus beau, que la conquête d'une contrée : c'est sa pacification. Le maréchal Randon le comprit, et l'histoire gardera le souvenir de la fermeté et de la sagesse avec laquelle il consolida la domination française dans des montagnes qu'on ne pouvait guère occuper.

Un témoin oculaire, M. le prince Bibesco, dans un article des plus récents, a raconté ainsi une scène de soumission : « Il nous semble les voir encore, ces soixante parlementaires des Aït-Iraten : pas un n'avait manqué à la lutte de la veille, ils s'étaient battus, ils avaient souffert, plus d'un burnous portait des taches de sang; mais, sur les figures, ni humiliation ni repentir. Amenés auprès du général en chef, ils viennent, sans lui baiser la main, s'asseoir en cercle devant lui; l'orateur qu'ils se sont choisi se place au centre, ils se taisent et attendent.

« Kabyles ici présents, leur dit le maréchal, qui êtes-vous?

— Nous sommes les *amines* des Aït-Irateu.

— Venez-vous au nom de la confédération entière, et les promesses que vous aurez faites seront-elles tenues par tous ?

— Oui, nous représentons tous les Aït-Iraten ; la parole que nous aurons donnée, tous y demeureront fidèles.

— Écoutez alors mes conditions. Si vous les acceptez, vous me laisserez des otages en garantie ; si elles ne vous conviennent pas, retournez à vos fusils, nous retournerons aux nôtres, et la guerre décidera.

— Tu es le vainqueur, parle, nons nous soumettons.

— Vous reconnaîtrez l'autorité de la France, et payerez une contribution de guerre de cent cinquante francs par fusil.

— Beaucoup d'entre les Aït-Iraten sont pauvres et incapables de fournir une somme aussi forte.

— Vous ne manquiez pas d'argent quand il s'agissait de fomenter la révolte dans les tribus qui nous étaient soumises; les riches payaient alors pour les pauvres. Vous ferez de même aujourd'hui, il le faut.

— Soit : nous payerons.

— L'autorité française aura le droit d'ouvrir des routes, de construire des forts dans vos montagnes.

— Oui.

— En revanche, vous serez admis sur nos marchés, vous circulerez à votre gré dans toute l'Algérie, et, avec le produit de votre travail, vous pourrez gagner, cette année même, de quoi acquitter votre contribution de guerre. »

L'orateur kabyle ne répond pas.

« Dès que vous aurez livré vos otages, vous serez libres. On respectera vos personnes et celles de vos femmes et enfants; on respectera vos biens ; on ne touchera ni à vos maisons, ni à vos arbres, ni à vos champs, sans vous indemniser. »

Même silence.

« Enfin, je ne vous imposerai ni caïds ni cheiks arabes. Vous garderez, sous la surveillance de l'autorité française, vos lois et vos institutions, vous conserverez vos *djemâs* dans chaque village ; vous élirez, comme par le passé, vos *amines*.... »

« A ces mots, les Kabyles de se lever bruyamment ; ce ne sont que gestes, cris de joie, véritables éclats d'enthousiasme. Entrés dans notre camp comme des vaincus, ils allaient rentrer dans leurs villages comme des citoyens. Le premier sceau venait d'être mis à la pacification du Djurdjura.

« On se tromperait toutefois, si, dans la libre jouissance laissée aux Kabyles de leur constitution nationale, on ne voulait voir qu'un sacrifice fait par le vainqueur aux idées de conciliation. Le bénéfice qu'en pouvait retirer la domination française était pesé d'avance : n'était-ce donc pas tout avantage pour elle que le morcellement du Djurdjura en unités gouvernementales faibles et réduites comme le village, et l'antipathie naturelle des Kabyles contre l'autorité des grands chefs indigènes, et l'organisation intérieure de chaque village presque sur le pied de notre organisation communale? Les analogies de leurs institutions et de leur caractère avec les nôtres apparaissaient comme autant de prémices d'une assimilation possible. En respectant ces prémices, nous inaugurions une politique généreuse et utile à la fois, puisque, par un concours heureux, l'intérêt kabyle et le nôtre y trouvaient ensemble leur satisfaction[1]. »

D'importants travaux annoncèrent aux Kabyles que nous entendions bien nous établir dans leur pays. Avant même que toutes les tribus fussent soumises, les troupes s'arrêtaient dans leur marche offensive ; le fusil faisait place à la pioche. A travers des obstacles inouïs, l'armée perça, entre Tizi-Ouzou et l'emplacement choisi pour le fort Napoléon, une voie carrossable, large de 6 mètres, longue de près de sept lieues, et la vue d'un anssi merveilleux travail arrachait ce cri à un marabout kabyle : « La religion de ces hommes serait-elle plus grande que celle de Mahomet? »

Nos soldats n'avaient pas mis plus de courage à gravir ces montagnes, le fusil à la main, qu'ils n'en mettaient à les rendre abordables avec la pelle et la pioche, se relayant pour ne pas perdre de temps, travaillant des pieds, des mains, faisant des instruments de tout, suppléant l'inexpérience par la force ou l'adresse, ne se laissant arrêter ni rebuter par rien. Aussi le maréchal était-il ému en passant devant tous ces braves gens aux bras nus, aux visages bronzés, la casquette à la main, appuyés sur leurs instruments de travail, fiers de leur œuvre qui rappelait les admirables travaux des soldats romains.

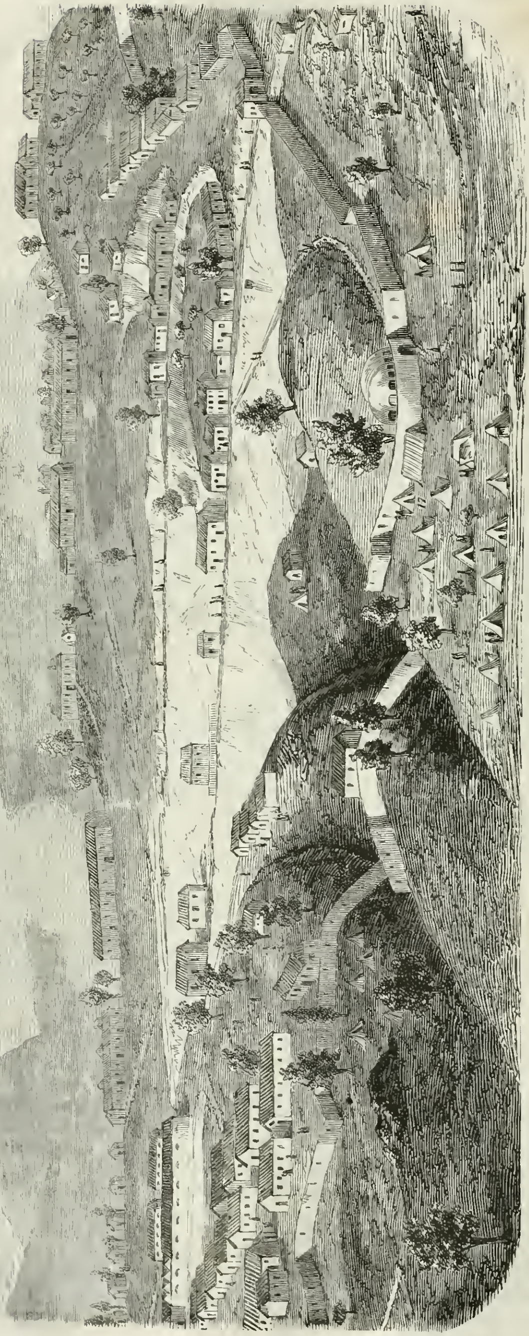
Ce fut le 21 juin que se termina ce gigantesque ouvrage, dix-sept jours seulement après avoir été entrepris. A midi, le maréchal descendit de Souck-el-Arba dans la plaine, et parcourut la nouvelle route dans tout son développement. Les troupes, leurs officiers en tête, étaient présentes à leur poste de travail. Satisfait de l'exécution parfaite de la route qui, d'un bout à l'autre, ne laissait rien à désirer, touché de tant d'efforts couronnés d'un si éclatant succès, le maréchal Randon adressa à tous des éloges largement mérités, et, à partir de ce moment, cette voie de communication si importante au point de vue de notre influence et de la civilisation, fut livrée à la circulation.

« Outre les difficultés vaincues, dont elle conservera longtemps les traces, dit un correspondant, la sauvage beauté de ses sites pittoresques, les panoramas grandioses qu'elle laisse apercevoir tantôt du côté du Djurdjura, tantôt du côté de Sébaou, la puissante végétation qu'elle traverse, les figuiers, les oliviers, les frênes, les ormes entrelacés de vignes vivaces, qui la bordent et l'ombragent dans tout son parcours, tout cela lui donne un aspect magnifique, imposant, peut-être unique dans toute l'Algérie, qui excitera toujours au plus haut point la curiosité et l'admiration. »

Le lendemain, une section d'artillerie de campagne, des voitures du génie et du train, pavoisées aux couleurs nationales, partirent de Sik-ou-Meddour, entrèrent dans la nouvelle route, et arrivèrent à cinq heures au fort Napoléon. Tandis que leur vue plongeait les indigènes dans la stupéfaction, leur apparition successive dans nos divers camps produisait parmi nos soldats le plus vif enthousiasme. On se portait en masse à leur rencontre ; sur leur passage, les fanfares, placées sur les hauteurs, faisaient retentir l'air de leurs chants; c'était, enfin, partout et pour tous, un jour de fête, car ces voitures et ces canons, au milieu de la Kabylie, étaient bien la consécration matérielle et définitive de notre glorieuse conquête.

La route n'avait tant d'importance que parce qu'elle

1. *Revue des Deux-Mondes*, 15 avril 1861.

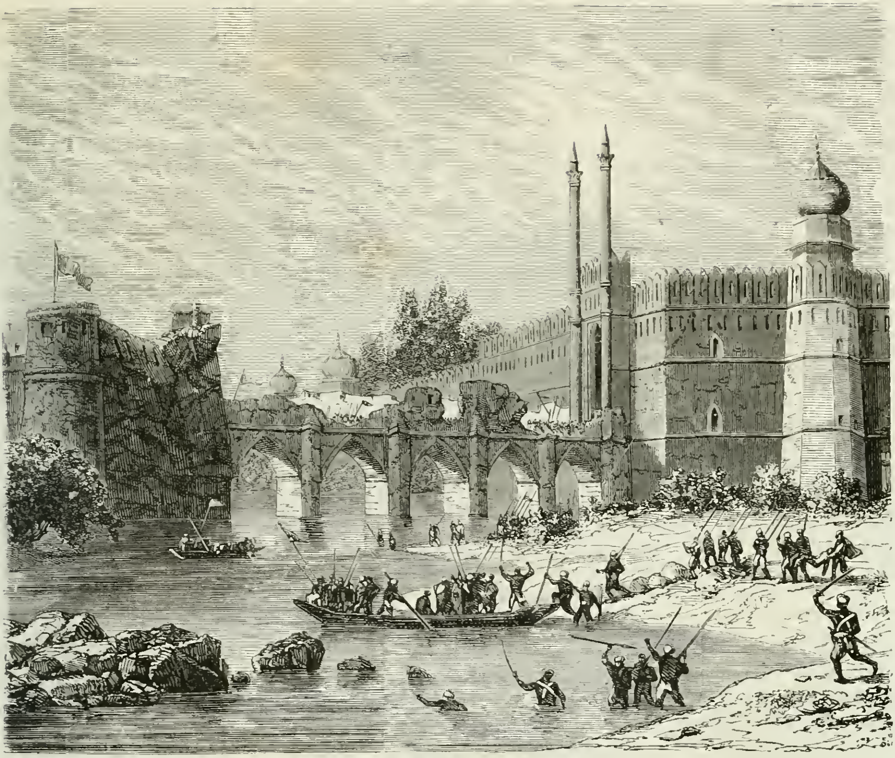


Le fort Napoléon en Kabylie. (Page 303, col. 1.)

conduisait à un fort vaste, bien approvisionné, placé sur une des crêtes les plus élevées, sentinelle vigilante qui rendrait vaine toute insurrection. Tant que nos soldats ne travaillèrent qu'à la route, les Kabyles crurent que nous préparions le chemin de notre retraite ; mais lorsqu'ils virent sortir de terre les murs de Fort-Napoléon, et le relief du *fantôme blanc* qui, suivant leur expression naïve, répète chaque jour à la montagne : *Souviens-toi!* ils comprirent la situation. Un vieillard des Aït-Iraten regardant les murailles naissantes et fermant les yeux, se prit à dire : « Quand on meurt, les yeux se ferment ; moi, je ferme les miens, parce que nous sommes morts pour toujours ! »

La conduite tenue par l'autorité française acheva ce que la construction du fort Napoléon n'aurait pu seule nous assurer. La France a rencontré juste le système d'organisation qui convient le mieux aux Kabyles. Elle persévérera à le pratiquer, car elle a jusqu'à présent obtenu dans le Djurdjura des résultats qui dépassent les espérances.

La grande Kabylie n'a pas eu un instant la pensée de bouger lors de l'insurrection de 1864, et déjà se réalise cette prophétie du maréchal Bugeaud : « La grande Kabylie vaudra assurément les frais de la conquête. La population y est plus serrée que partout ailleurs. Nous aurons là de nombreux consommateurs de nos produits ; ils pourront les consommer car ils ont à nous donner en échange une grande quantité d'huile et de fruits secs, et ces consommateurs, personne ne viendra nous les disputer contre notre volonté. Nous cherchons partout des débouchés pour notre commerce, et partout nous trouvons les autres peuples en concurrence. Ici nous aurons à satisfaire seuls les besoins d'un peuple neuf à qui notre contact donnera des goûts nouveaux. »



CHAPITRE XIII.

LA GUERRE DES INDES.

§ 1. L'INDE ANGLAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA COMPAGNIE.

Nous vivons dans un siècle où le rapprochement des peuples, la suppression des distances étendent nécessairement le domaine de l'histoire. Aujourd'hui l'Asie et l'Amérique nous intéressent presque autant, souvent même plus que l'Europe. Les grands événements qui se passent sur les bords du Gange ou du Mississipi nous émeuvent aussi bien que ceux qui s'accomplissent sur les bords de l'Eyder ou du Mincio. Ils touchent d'ailleurs les nations européennes par quelques côtés : aujourd'hui c'est le monde entier qui frémit à l'annonce d'un assassinat ou d'un acte de barbarie; l'humanité commence à se sentir une, malgré les différences de climat, de couleurs et de mœurs. De plus, le commerce est si développé, qu'une guerre, n'importe où elle éclate, lui fait tort. Voilà pourquoi l'histoire contemporaine, dont le devoir est de reproduire, autant que possible, la physionomie de notre époque, embrasse souvent, dans son regard, les pays les plus divers. Elle suit les événements qui ont préoccupé la France, même si ces événements appartiennent à l'histoire de l'Angleterre ou de tout autre pays. Notre but d'ailleurs est de faire connaître tout ce qui a pu passionner l'opinion et ce qui, jugé au jour le jour, sur des informations incomplètes, n'a pas été suffisamment éclairé. Notre but aussi est de ne rien passer de ce qui peut nous fournir des leçons de politique et de morale.

La révolte de l'Inde contre les Anglais est certes l'événement le plus considérable et surtout le plus douloureux de l'histoire générale du monde pendant l'année 1857. Ce fut un sanglant avertissement à la Grande-Bretagne qui, dans son égoïsme, n'avait vu dans son immense empire des Indes qu'un fonds de commerce à exploiter. Ce fut pour l'Europe un triste spectacle que celui de cette lutte terrible qui, en plein dix-neuvième siècle, offrit tous les caractères des temps de la barbarie.

Comme les Hollandais, c'est en Asie que les Anglais ont assis leur empire colonial depuis que les États-Unis, en rompant avec eux, leur ont enlevé la plus belle partie de l'Amérique. Là, comme en Europe, ils ont eu soin de placer des canons à tous les passages importants, à Aden, à Périm, dans l'île de Karrack et à Bushir (golfe Persique), à Singapour, à Malacca et

dans l'île de Hong-Kong, sur les côtes de la Chine. Mais tous ces points ne sont destinés qu'à lui assurer une entière liberté de communication avec le centre de sa puissance : les Indes.

L'Hindoustan, qui forme un vaste triangle dont la base est la chaîne de l'Hymalaya et le sommet le cap Comorin, se compose de deux parties bien distinctes, la partie continentale, c'est-à-dire la fertile vallée du Gange, parallèle à l'Hymalaya, et une presqu'île généralement appelée le Dekan. C'est dans la presqu'île que s'était surtout développée au dix-huitième siècle la puissance des Anglais. La chute du grand royaume de Mysore (1799), la guerre sanglante, mais heureuse, qu'ils soutinrent contre la race belliqueuse des Mahrattes, achevèrent de leur livrer tout le Dekan (1812). Les souverains auxquels jusqu'alors ils avaient laissé une ombre d'indépendance, furent dépouillés de leur autorité et tombèrent peu à peu sous la domination directe de la Compagnie des Indes.

Mais la presqu'île du Dekan, si riche qu'elle fût, ne suffisait pas aux Anglais ; elle n'ouvre de débouchés nulle part, et sa possession n'est pas assurée tant qu'elle n'est point garantie par celle de la vallée du Gange, d'où peuvent descendre les incursions de peuplades guerrières. Aussi, la Compagnie anglaise qui avait placé son principal comptoir à l'embouchure du Gange s'occupa-t-elle, dès les premières années du dix-neuvième siècle, de soumettre les petits États qui s'étaient formés, au sud de l'Hymalaya, du démembrement de l'empire Mogol. En 1813, elle s'emparait de Delhi, la capitale du grand Mogol : en 1814, elle battait le rajah du Népaul, dont les États sont situés au pied de l'Hymalaya et lui arrachait quelques districts. La crainte que leur inspirait le progrès des Russes au delà de la mer Caspienne, devait pousser les Anglais à s'étendre vers le nord-ouest et à exercer une influence sur les pays situés au centre de l'Asie, particulièrement sur l'Afghanistan. Ce qui les en séparait, c'était le Sindh, pays formé par les alluvions du cours inférieur de l'Indus. La confédération des Sykes avait ajouté cette contrée à son vaste empire, et les Anglais n'osèrent l'attaquer. Aussi, jusqu'en 1843, n'avancèrent-ils pas beaucoup; mais, à cette époque, ils profitèrent de l'anarchie où était tombé l'empire des Sykes pour s'emparer du Sindh.

En 1848, ils conquirent le royaume de Lahore, en 1849, du Pundjab. Ils sont ainsi maîtres de la riche vallée de l'Indus, et s'ils ne possèdent pas la célèbre vallée de Cachemire, ils la dominent. Ces acquisitions récentes ont une extrême importance, parce qu'elles donnent prise aux Anglais sur l'Asie centrale. En 1853, une nouvelle guerre, à l'Est, avec l'empire des Birmans, leur a valu la possession de plusieurs forts de la côte du Pégu. En 1856, confiscation de l'opulent royaume d'Oude, dans la vallée du Gange.

L'Inde continentale anglaise s'étend aujourd'hui du 7ᵉ au 34ᵉ parallèle nord et du 69ᵉ au 92ᵉ degré de longitude orientale. On a calculé que ses frontières se développent sur une ligne égale à la moitié de la circonférence du globe. Sa population s'élève à plus de 180 millions d'habitants : sa superficie équivaut à la moitié de l'Europe. La splendeur de son climat, sa luxuriante végétation, ses forêts, ses mines, en font un des plus riches pays du monde, bien que cette richesse soit loin d'atteindre au développement que pourrait lui donner un bon gouvernement. Toutes les cultures de l'Europe y prospèrent, et tous les merveilleux produits de la nature asiatique y fleurissent. Voilà quel empire le génie commercial d'une simple compagnie a su conquérir, mais sans savoir l'administrer, éprouvant toujours le besoin de s'agrandir, parce qu'elle ne cherchait qu'un plus vaste champ à exploiter, et succombant à la fin sous le poids de ses conquêtes, dont la métropole a eu raison de la soulager.

C'était dans une rue de Londres, étroite et enfumée, que siégeait naguère encore le gouvernement de ces vastes contrées. Là se réunissait la cour des propriétaires, composée de ceux qui possédaient le plus grand nombre d'actions de la Compagnie : cette cour réglait les affaires générales : elle nommait une *cour des directeurs* chargée d'administrer, et le gouvernement anglais n'intervenait que par la surveillance d'un conseil spécial, le bureau du contrôle (board of controll).

Aux Indes, la Compagnie était représentée par un agent dont la puissance égalait celle des monarques les plus absolus d'Europe : le gouverneur général résidait à Calcutta, assisté d'un Conseil fort restreint. Les rapports avec les populations soumises étaient des plus simples : les Anglais, dans leurs possessions immédiates, laissaient et laissent encore aux indigènes leurs lois, leur religion, leur administration, leurs chefs : ils n'ont pris pour eux que l'administration des finances, de la police, de la justice. La domination pour s'assurer des revenus du pays, voilà leur but. Dans les possessions médiates, ils ont maintenu les princes indigènes, mais l'autorité réelle appartient aux *résidents* établis à la cour de ces princes.

La Compagnie avait donc, dans ses possessions immédiates, son corps judiciaire, son administration financière, son armée, son corps d'ingénieurs, etc. Les agents seuls de la Compagnie, ceux qui avaient subi ses examens ou passé par ses écoles, pouvaient faire partie du service régulier (convenanted). Hors des sujets envoyés par la cour des directeurs, nul Anglais, établi aux Indes, quel que fût son mérite, n'était admis à aucun emploi. De plus, le principe de l'ancienneté, énervant et injuste, lorsqu'il est exclusif, présidait seul à l'avancement des fonctionnaires de tout ordre. Le service irrégulier (unconvenanted) comprenait tous les emplois inférieurs mal rétribués, qu'on abandonnait à tous les Anglais non agents de la Compagnie et partant non responsables, aux Anglo-Indiens et aux Indiens ayant reçu une éducation européenne. Lente et imparfaite distribution de la justice, saignée perpétuelle et immodérée faite aux revenus du pays; tel était le résultat d'une administration qui repoussait toute idée de colonisation et méprisait les populations dont elle exploitait le travail. Un moment, dans un district, le nombre des procès pendants devant les juges ne s'élevait pas à moins de trente mille. D'après l'activité des juges, on calculait que les derniers venus n'avaient aucun espoir de connaître le jugement de leur cause, eussent-ils vécu cent ans.

Si l'Inde est pour le commerce anglais un immense débouché, si les fonctionnaires et les négociants y amassent des fortunes rapides, il ne faudrait pas croire que la Compagnie retirât de ce pays des revenus considérables. Ses dépenses surpassaient souvent ses recettes, le budget des Indes se soldait encore il y a quelques années en déficit, et il est grevé d'une lourde

dette. Les actionnaires s'en préoccupaient peu. La Compagnie en effet, depuis 1833, n'était plus l'ancienne Compagnie commerciale : on l'avait érigée en Compagnie de gouvernement. Ouvert à tous les Anglais en 1805, à toutes les nations en 1833, le commerce général de l'Inde ne formait plus le monopole exclusif d'une Société. Le parlement avait, en 1833, racheté l'actif de la Compagnie en s'engageant à servir, à perpétuité, aux actionnaires l'intérêt du capital social sur le pied de 10 pour 100. De là cette indifférence des actionnaires pour le gouvernement de l'Inde, et leur insouciance pour toute amélioration. Fiction administrative, la Compagnie des Indes n'était plus qu'une intermédiaire par laquelle l'Angleterre régissait les Indes, et, comme cette Compagnie étendait sans cesse la puissance britannique par de nouvelles conquêtes, on s'inquiétait peu du déficit de ses budgets.

Les revenus de l'Inde sont assis sur l'impôt territorial, sur le monopole du commerce immoral de l'opium, sur le monopole du sel, sur les douanes. Les droits sur l'opium sont la plus importante de ces branches de revenus. Les douanes ne donnent presque rien, si on compare leur produit à ce qu'elles pourraient rapporter dans un tel pays si les Anglais développaient le commerce indien. Mais l'Angleterre vend aux Indes et ne veut pas lui acheter. Aussi, Montgomery Martin répétait-il sans cesse au bureau de contrôle : « Comment voulez-vous qu'un pays auquel vous ne voulez rien acheter, et à qui vous interdirez tout commerce étranger par des droits d'exportation dans ses



Calcutta (la ville indienne).

propres ports, puisse absorber les produits de vos propres manufactures? Vous lui avez pris l'argent qu'il avait, vous ne lui permettez pas d'en gagner d'autre et vous espérez qu'il vous achètera vos produits! Mais c'est plus qu'un crime que vous commettez, c'est une faute, c'est une absurdité. » Voilà pourquoi, malgré la rapide extension de l'empire britannique dans l'Inde, on a remarqué peu d'accroissement dans les revenus. Disons, toutefois, que l'exportation de deux produits de l'Inde, le sucre et le coton, prennent des proportions de plus en plus considérables; le coton surtout sera, dans peu, une ressource précieuse pour l'industrie britannique.

Pour contenir un empire aussi vaste que celui de l'Inde, l'Angleterre était bien obligée de recruter son armée dans les populations vaincues. Sur une armée de 290 000 hommes, on comptait 240 000 indigènes, qui formaient les régiments de cypayes. Ces régiments, commandés en grande partie par des officiers européens, se sont assez facilement soumis à la discipline. Utiles dans le pays, ils ne veulent pas servir hors de l'Inde ou servent mal. L'hindou a horreur de la mer (l'eau noire) et plusieurs régiments se sont révoltés lorsqu'on a voulu les embarquer pour les conduire contre la Perse. D'une complexion faible, d'un caractère timide, les cypayes ont conscience de la supériorité physique et morale des Européens. C'est ce qui explique comment l'Angleterre a pu triompher de l'insurrection de 1857.

Cette insurrection eut en Europe un grand retentissement; mais, avec nos idées, nous pouvons difficilement en démêler les causes obscures. Préparée, sans aucun



Familles anglaises fuyant (1857



age 271, col. 1.)

doute, de longue date, par les intrigues de la Perse et de la Russie, elle devait éclater pendant la guerre même d'Orient. Toutefois elle n'éclata que grâce à l'imprudence du gouvernement de la Compagnie. Révolte purement militaire, puisque l'armée seule se souleva contre les Anglais, elle ne protestait point cependant contre le système militaire. Les cypayes supportaient aisément l'infériorité dans laquelle on les tenait à l'égard des troupes européennes : ils préféraient, à la misère dans laquelle ils auraient vécu, le service de la Compagnie qu'ils embrassaient volontairement, attirés par la paye et les moyens d'existence que cette carrière leur procurait à eux et à leurs familles. Était-ce donc une insurrection nationale? Oui et non. Oui, si on entend par le mot de nationalité toute haine contre l'étranger. Non, si on donne à ce mot le sens que nous lui attachons en Europe. Dans ce pays divisé entre mille peuplades, entre des sectes et des religions diverses; dans une contrée où les habitants sont séparés en castes, où d'ailleurs ont passé tant de dominations et où la servitude a abaissé les âmes que le climat amollit encore, il n'y a point de solidarité, de liens communs, de patriotisme; il y a seulement répulsion instinctive contre une race trop différente. Le contraste entre la race saxonne et la race indienne, suffit pour expliquer l'aversion que nourrissent contre les Anglais des populations habituées cependant à changer de maîtres. L'orgueil britannique, les usages européens, la religion, établissent entre les vaincus et les vainqueurs une démarcation profonde que ceux-ci ne cherchent point à effacer. L'Anglais nulle part ne se fait aimer. Si donc l'insurrection, comme on le vit bien aux actes de férocité qui la souillèrent, s'inspirait d'une haine vivace contre l'étranger, maître insolent et rapace, pourquoi l'armée seule y prit-elle part? C'est que l'armée, grâce à l'organisation même due aux Anglais, était la vraie population, la seule capable, malgré sa mollesse, d'un courageux effort; c'est que la classe industrielle, agricole, ayant toujours souffert des troubles et des guerres, s'effraye du bruit des armes; elle a gardé un trop fidèle souvenir du ravage de ses campagnes pour s'exposer à de nouveaux désordres. Inoffensive, inhabile à se concerter, elle subit son sort en silence, redoutant aussi bien les troupes indiennes que les troupes étrangères. Les cipayes eux-mêmes n'auraient peut-être pas osé braver les Anglais, si ceux-ci n'avaient point blessé leurs superstitions religieuses : leur haine n'éclata que poussée par le fanatisme.

L'Inde anglaise est, on le sait, divisée en quatre présidences : celles d'Agra et du Bengale, de Bombay et de Madras : il y avait une armée par présidence. L'insurrection ne s'étendit qu'aux deux premières présidences, où se trouvaient réunis le plus grand nombre de régiments indigènes. Ces régiments n'occupaient point les villes : placés de distance en distance dans des camps, ils gardaient ce qu'on appelait des stations : dans chaque station se trouvait un tiers de troupes européennes. Des cartouches, enduites de la graisse d'un animal sacré aux yeux des Hindous, la vache, furent l'occasion sinon la cause de plusieurs mouvements insurrectionnels dans les deux stations de Berhampore et de Barrackpore, au commencement de 1857 : on licencia plusieurs régiments. On vit dès lors courir dans les villages des gâteaux mystérieux; à la parade, des feuilles de lotus passaient de main en main ; à la station de Meerut, le 10 mai, des cipayes refusent obstinément de violer leur religion en se servant de nouvelles cartouches. On les arrête, on les charge de chaînes : leurs camarades se révoltent, les délivrent, massacrent les Européens et marchent sur Delhi.

« Les mutins envahirent la cité par Rajghate (porte royale), précédés par quelques éclaireurs qui, s'adressant à tous ceux qu'ils rencontraient, annonçaient qu'ils ne venaient porter ni trouble ni injure aux habitants indigènes, mais seulement tuer les sahebs européens, dont ils avaient résolu de ne pas laisser un seul vivant. Et, en effet, ils se mirent à massacrer tous ceux qu'ils purent atteindre.

« Ces nouvelles surprenant à l'improviste les Anglais dispersés dans la ville, chacun d'eux abandonna le soin de ses affaires et de sa charge pour pourvoir à sa sûreté. Quelques-uns cherchèrent un asile dans les maisons; le plus grand nombre courut au magasin militaire et s'y renferma. A trois heures de l'après-midi ils y mirent le feu et l'explosion tua ou blessa un grand nombre des assistants.

« Dans la nuit deux corps d'artillerie arrivèrent de Mirout à Delhi, et saluèrent le palais d'une salve de vingt et un coups de canon; immédiatement après les troupes des deux garnisons réunies coururent attaquer et détruire tous les établissements, toutes les villas que les Européens possédaient hors des murs. Là périrent, égorgés, un grand nombre d'officiers de tout grade, avec leurs femmes et leurs enfants. Toutes leurs résidences furent livrées aux flammes et au pillage. Les vagabonds, les repris de justice grossissaient d'heure en heure les rangs des mutins et portaient le fer et le feu dans tous les quartiers de la ville. Le jour suivant (13 mai), vers trois heures de l'après-midi, la restauration de l'*empire mogol* fut proclamée et le drapeau impérial flotta sur l'hôtel de la police. Un nouveau chef, envoyé par l'empereur, s'y installa, et, sous sa direction, tous les mutins, cavaliers, fantassins et condamnés sortis de leurs prisons, se répandirent dans la cité pour arracher à leurs asiles et massacrer les Européens qui pouvaient y être encore cachés.

« A dater de ce moment, il n'y eut plus dans Delhi de gouvernement et d'ordre. Chacun eut à défendre ses propres foyers. Une attaque fut dirigée contre la maison du célèbre banquier Mougny-Ram, mais il s'était muni d'assez de précautions et de défenseurs pour repousser les assaillants. D'autres banquiers et la banque de Delhi furent pillés; bref, en moins de deux jours, des valeurs et des propriétés représentant d'incalculables millions de roupies ont été détruites ou enlevées par les bandits. Nul ne peut s'aventurer hors de chez soi. Les révoltés parcourent la ville et la banlieue, saccageant toute chose. La poste est fermée, le fil du télégraphe coupé, toute figure européenne évanouie. Où sont allés les Anglais? Combien d'entre eux ont échappé au massacre? Nul ne le sait. Des centaines de cadavres gisent autour des ruines du magasin militaire. Des centaines d'hommes opulents errent aujourd'hui en mendiants [1]. »

La restauration de l'empire hindou, accomplie malgré le vieil héritier des Mogols lui-même, indique quels sentiments animaient les révoltés. Les musulmans, anciens maîtres du pays, se joignent aux hindous : ils

1 Récit d'un témoin oculaire cité dans l'*Inde contemporaine* de F. de Lanoye.

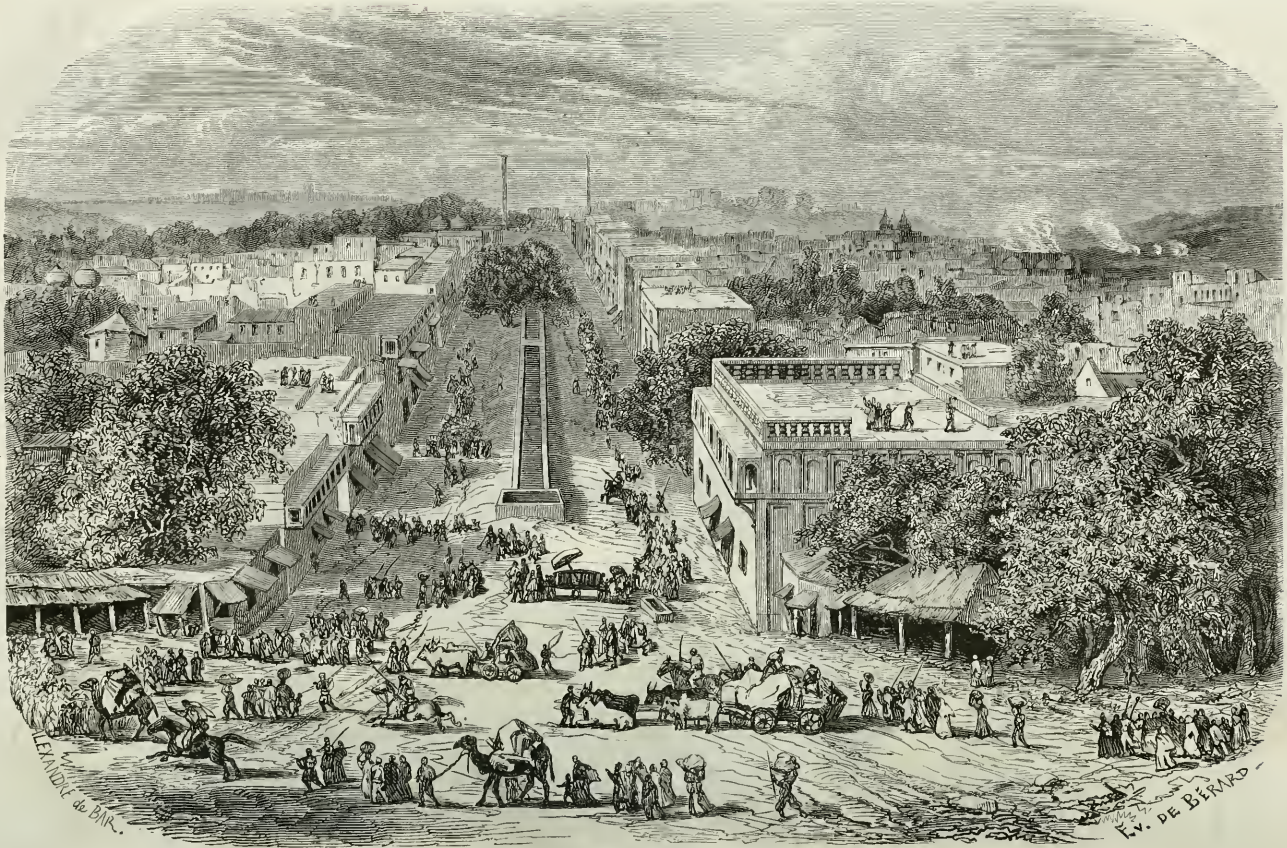
avaient foi à une prédiction populaire, qui marquait à la centième année 1857 la fin de la domination anglaise établie en 1757. Maîtres de l'antique capitale, les révoltés appelèrent à eux tous les régiments des stations voisines, et virent bientôt accourir tous ceux que les troupes européennes, trop inférieures en nombre, ne purent contenir. Alors une lutte acharnée et féroce ensanglanta les chaudes vallées du Gange et du Djummar. Nous ne pouvons raconter ici, dans tous ses détails, ce long et douloureux épisode de l'histoire contemporaine. Nous insisterons seulement sur quelques scènes qui suffiront pour faire com-



Les cipayes. (Page 310, col. 2.)

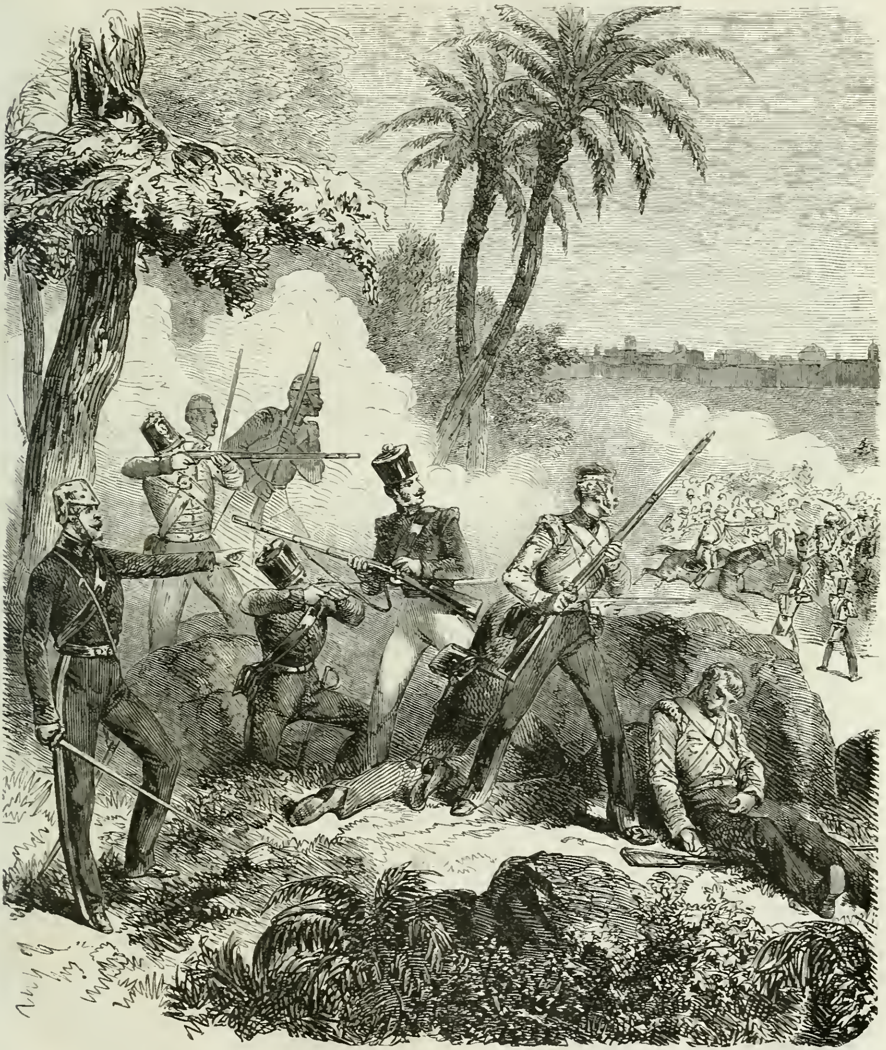
prendre l'horreur que cette guerre inspira au monde civilisé.

Avant le milieu du mois de juin, la totalité des provinces du nord-ouest était au pouvoir de l'insurrection, dangereuse surtout dans le royaume d'Oude, récemment annexé. Agra, cependant, la capitale du gouvernement du Bengale, avait été préservée, ainsi qu'une des stations les plus importantes des provinces du nord-ouest, Cawnpoore, qui commande le cours du Gange et relie les stations de Delhi et d'Agra à Allahabad et aux autres stations du Gange inférieur. Mais cette ville n'allait pas tarder à tomber, avec les circonstances les plus



Principale rue de Delhi

odieuses, entre les mains d'un prince indigène, Nana-Sahib, qui ne mérita que trop le surnom de tigre de Bithoor. Les troupes européennes de Cawnpoore virent le 16 mai les régiments de cypayes faire défection : elles s'enfermèrent dans l'hôpital avec le brigadier sir Hugh Wheeler, les femmes, les enfants, au nombre de quatre ou cinq cents. Le nombre des défenseurs de l'hôpital s'élevait au plus à cent cinquante. Les cipayes d'abord, bien qu'ayant abandonné le drapeau britannique, ne commirent aucun désordre; mais dans les premiers jours de juin ils attaquèrent l'hôpital. Repoussés vivement, ils allaient se retirer, quand arriva Nana-



Insurrection de l'Inde (1857). — Troupes anglaises se défendant dans les rochers contre la cavalerie des insurgés.

Sahib avec une armée de forcenés qu'il appelait sa garde, et qu'il avait recrutée parmi les bandits.

« Alors, dit un témoin oculaire, ce fut dans la ville de Cawnpoore comme si le grand jour de la dissolution du monde fût venu. Moi, l'auteur de ce journal, je vis de mes yeux passer avec grand bruit cavaliers, fantassins et artilleurs, et quand ils défilèrent dans les faubourgs de Cawnpoore pour attaquer les retranchements des Anglais, j'entendis de mes oreilles les habitants hindous et musulmans qui criaient, les uns : *Victoire au rajah!* les autres : *Elève la voix, armée fidèle! Allah va détruire les kaffirs!*

« Mais, en dépit des assauts répétés, de la fusillade incessante, des gros boulets trouant les murailles, ren-

versant les défenses, emportant les toitures, en dépit des éclats de pierre et de charpente tombant en pluie serrée dans l'intérieur de leur petite forteresse et tuant ou blessant les femmes et les enfants, les Anglais repoussèrent pendant trois semaines les efforts des assaillants. Pendant trois semaines, oubliant le sommeil ou la faim, toujours debout, toujours se multipliant, les femmes auprès des blessés, les hommes devant l'ennemi, ils ne se réunissaient qu'une fois le jour, à l'heure la plus propice, pour se partager quelques rares et insuffisantes provisions, se compter, et prier tous ensemble pour ceux qui étaient morts depuis la veille, pour ceux qui ne verraient pas le lendemain. Puis, ce devoir rempli, ils retournaient, les femmes panser les blessés, ensevelir les morts, soigner leurs nourrissons; les hommes réparer les brèches et rendre à l'ennemi coup pour coup, léguant ainsi à l'histoire, sans forfanterie, sans emphase, un des plus grands exemples d'héroïsme et de dévouement qu'elle puisse enregistrer.

« Sur ces entrefaites, cent trente-six Européens, hommes, femmes et enfants, fuyant devant la garnison de Futtighar insurgée, descendaient le Gange sur quelques barques désemparées et sans vivres. Ces malheureux, arrivés à la hauteur du château de Bithoor, accostèrent la rive qu'ils croyaient hospitalière, et s'estimèrent sauvés en touchant le seuil du palais de Nana-Sahib.

« Amenés le lendemain dans les lignes de Cawnpoore, ils y furent égorgés sous les yeux de cet homme, à l'exception de quelques femmes et d'un petit nombre d'enfants qu'il réserva pour un second holocauste. C'est là que, n'ayant pu séparer de leur mère deux jeunes filles qu'il destinait sans doute à l'ornement de son sérail, il fit hacher à coups de sabre mère et filles dans les bras les unes des autres. C'est là aussi, dit-on, qu'une belle et noble bouche, prête à se fermer pour toujours, lui adressa ces prophétiques paroles : « Nana! vous avez beau faire, vous n'exterminerez pas tous les Anglais. Ceux qui survivront seront nos vengeurs. Ne croyez pas échapper au châtiment qui vous attend; il n'y a pas une religion au monde qui approuve le massacre des femmes et des enfants. »

« Cette ignoble boucherie, acceptée comme une victoire par les assiégeants de Cawnpoore, les retint autour du Nana, au moment où, découragés de leur insuccès, ils parlaient de nouveau de se diriger vers Delhi. Leur chef, ne voulant pas leur laisser le temps de se décourager encore, et instruit, par les rapports de quelques déserteurs indigènes affamés, des extrémités auxquelles la famine réduisait les défenseurs de l'hôpital, fit offrir au général Wheeler une capitulation acceptable : *les honneurs de la guerre, des barques pour le conduire avec tout son monde à Allahabad, et des vivres suffisants pour les nourrir jusque-là.*

« Dans un pourparler qui eut lieu le 26, entre le vieux chef anglais et son ennemi, ces stipulations furent renouvelées, arrêtées et jurées solennellement de part et d'autre; le général Wheeler prêta serment sur la Bible, Nana-Sahib engagea sa parole selon les rites les plus sacrés de la religion de ses pères, et ajouta : « Fiez-vous à ma foi; Dieu me jugera et me punira si je manque. »

« Le 27 juin au matin, les femmes, les enfants, les blessés furent transportés à dos d'éléphant sur le quai où les attendaient une vingtaine de barques grandes et petites. Les hommes valides arrivèrent au même point après avoir défilé avec armes et bagages devant l'armée assiégeante. Tous s'étant embarqués, se jetèrent avec une sorte de joie sur les vivres qu'on leur avait préparés et s'abandonnèrent au courant.

« Alors une batterie préparée de longue main fut démasquée sur la rive et tira sur eux à mitraille. Les plus petites embarcations coulèrent, quelques autres prirent feu; les cavaliers, entrant dans le fleuve, sabrèrent la plupart des naufragés qui voulurent se sauver à la nage. Seule, l'embarcation où se trouvait le général Wheeler put faire force de rames et s'éloigner. C'était la plus grande de toutes. Écoutons sur le sort de ces passagers la déposition d'un témoin oculaire, cipaye, du 1er régiment d'infanterie du Bengale, qui préféra encourir la captivité, les fers et les menaces de mort, plutôt que d'assumer sur sa conscience une part de la responsabilité des diverses scènes de cet effroyable drame :

.... « L'artillerie de Nana-Sahib ayant ouvert son feu sur la flottille, le bateau où se trouvait le général Wheeler coupa ses câbles et gagna le courant; mais il n'avait pas franchi une grande distance, lorsqu'à un détour du fleuve il s'échoua près de la rive. L'infanterie et les canons s'en approchèrent alors et recommencèrent leur feu. Comme les canons de gros calibre n'étaient pas d'une manœuvre facile, entre des mains tout à fait inexpérimentées, les petits seuls furent employés contre le bateau; mais leur mitraille et la mousqueterie se succédant sans relâche toute la journée ne firent que peu de mal sur l'embarcation, tandis que les *rifles* des Européens ne laissaient pas que d'ouvrir dans les rangs des cipayes des vides nombreux que refermait incessamment l'arrivée de nouveaux assaillants. Étant parvenus à se procurer un petit bateau, les cipayes vinrent prendre les Anglais à revers, sur la rivière même; mais, repoussés avec perte de beaucoup d'entre eux, ils furent obligés d'abandonner cette attaque. A la nuit, la rivière ayant grossi, remit à flot l'embarcation des Anglais, mais les détours de la rivière et les ténèbres ne leur permirent de descendre le courant que de trois ou quatre coss.

« Instruit de cette circonstance, le Nana dépêcha, au milieu de la nuit, trois compagnies et plus de l'infanterie d'Aoude, qui entourèrent le bateau, surprirent ceux qui le montaient, et ramenèrent à Cawnpoore les fugitifs, au nombre de soixante sahebs, vingt-cinq ladies, un petit garçon et trois jeunes filles.

« Le Nana ordonna alors de séparer les ladies et les enfants du groupe des sahebs, et commanda aux cipayes du 1er régiment de fusiller ceux-ci; mais les cipayes répliquèrent : « Nous ne pouvons tuer Wheeler saheb, qui a rendu célèbre le nom de notre régiment, et dont le fils est notre quartier-maître. Mettez ces hommes en prison. — Qu'est-ce à dire? s'écrièrent alors les cipayes de l'Aoude.... Les mettre en prison? nous devons tuer tous les mâles. »

« Les Anglais furent donc rangés sur la rive, et deux compagnies de Nadir-Pultuns (Aoudiens) se tinrent en face d'eux, les fusils chargés, prêts à tirer. Alors, une Mem-Saheb (c'était la femme d'un docteur dont j'ignorais le nom, mais qui exerçait les fonctions ou de chirurgien-major ou de commissaire des vivres) s'avança en s'écriant à haute voix : « Je mourrai avec lui ! » Et, ce disant, elle se précipita aux côtés de son mari,



Insurrection de l'Inde (1857).—Combat sous les murs de Delhi. (Page 319, col. 1.)



Cour du palais du gra



...çol de Delhi.

qu'elle entoura de ses bras. A son exemple, toutes les autres ladies, se plaçant chacune devant son mari, s'écrièrent d'une seule et même voix : « *Nous aussi nous mourrons avec nos époux !* »

« Ceux-ci les suppliaient en vain de se retirer, quand Nana-Sahib ordonna à ses soldats d'enlever de force les ladies et de les éloigner; ce qui fut exécuté, excepté à l'égard de la femme du docteur, qu'il fut impossible de séparer de son mari. Alors, au moment où les troupes allaient faire feu, le directeur spirituel des Anglais (le chapelain), interpellant le Nana à haute voix, demanda qu'on lui laissât le temps de lire la prière avant de mourir. Le Nana ayant consenti à cette requête, les liens du prêtre furent relâchés, de manière à lui permettre de tirer de sa poche un livre dont il lut quelques passages. Quand il eut terminé ses prières, tous les sahebs se tendirent la main et s'unirent dans une étreinte suprême, puis ils roulèrent de çà de là sous les balles des cipayes; mais, comme après la décharge un grand nombre d'entre eux respiraient encore, il fallut les achever à coups de sabre. Toutes les femmes et tous les enfants formant, en comptant les captures faites sur les autres bateaux, un total de cent vingt-deux captifs, furent enfermés dans une maison qui avait servi d'hôpital pendant le siége, celle-là même qui était la demeure urbaine des rajahs de Bitboor, dans laquelle j'étais détenu avec quatre autres cipayes, et où j'apprenais tout ce qui se passait par la femme du sergent-major. Peu après, lorsque Nana-Sahib dut se retirer devant le général Havelock, les femmes et les enfants arrachés de leur prison furent massacrés jusqu'au dernier.

.... « Quelques-unes des ladies furent-elles livrées aux outrages de Nana-Sahib ou de ses gens ? Je l'ignore. Je ne puis parler d'une manière certaine que du sort de la plus jeune fille du général Wheeler. Lors de la capture de la flottille, elle tomba au pouvoir d'un sowar (cavalier), qui l'emporta dans sa maison; elle s'y tint calme en apparence, mais la nuit venue, elle prit l'épée du sowar, qui dormait profondément, ainsi que sa femme, son fils et sa belle-mère, et les tua tous, puis courut se précipiter dans le puits de l'habitation. Au matin, quand les voisins vinrent et trouvèrent la mort installée dans cette demeure, ils s'écrièrent : « Qui a fait cela ? » Et l'un d'eux se rappela qu'il avait entrevu au milieu des ténèbres une forme humaine passer devant lui et disparaître vers le puits. Ils y coururent et regardèrent, et à la surface de l'eau surnageait le corps de miss Baba, déjà bleui et défiguré [1]. »

La tragédie de Cawnpoore marque l'époque où la révolte triomphait : Agra, Patna venaient de succomber; Lucknow, capitale du royaume d'Oude, ne pouvait plus résister longtemps, car elle venait de perdre son noble et énergique défenseur, sir Henri Lawrence.

§ 2. PRISE DE DELHI PAR LES ANGLAIS; L'INDE APRÈS LA CONQUÊTE; SA RÉUNION A LA COURONNE ROYALE D'ANGLETERRE.

Tant de revers n'abattirent point les Anglais. Jamais peut-être ils n'avaient montré plus de calme et d'intrépidité. Nul peuple ne sait mieux résister et mourir. Ils se laissent anéantir, mais ils ne désespèrent point. Ce courage eut sa récompense dans la victoire, car les troupes européennes, dispersées dans un pays immense, parvinrent peu à peu à se concentrer, et dès qu'un général anglais put avoir sous la main une quinzaine de mille hommes solides, les masses des insurgés ne furent plus à craindre. Seulement il fallut au général Havelock des victoires multipliées, des marches pénibles à travers de vastes contrées, dans des terres effondrées ou brûlées par un soleil dévorant, il lui fallut faire bien des sacrifices au choléra avant de délivrer Lucknow et Agra. Lui-même se vit, durant de longs mois, cerné de tous côtés et privé de communications avec les magasins anglais. Les distances seules étaient des obstacles dont on ne se figure pas l'importance. Le général Havelock se montra à la hauteur de la situation. Sa valeur, sa patience, son dévouement, ses triomphes, malheureusement payés de sa mort, lui ont bien mérité la statue que Londres lui a élevée.

La prise de Delhi vint au mois de septembre porter un coup sensible à l'insurrection. Les insurgés se servaient du nom de l'héritier mogol, pour couvrir leur révolte d'une apparence de guerre nationale, et tant qu'ils demeuraient maîtres de la vieille capitale, leur prestige se maintenait. Les Anglais l'avaient bien compris. Aussi, dès les premiers jours de l'insurrection, malgré leur petit nombre, n'avaient-ils pas hésité à mettre le siége devant cette ville immense. Ils avaient échoué, mais ils ne s'étaient pas lassés. Au mois de septembre, ils se trouvèrent en mesure de renouveler l'attaque, cette fois avec succès.

« Delhi, dit un correspondant, sans être une forteresse de premier ordre, était toutefois fortifiée par la science moderne, tandis que sa position naturelle permettait à une garnison d'une habileté et d'un courage ordinaires de s'y maintenir. Les chances qui s'opposaient à un assaut de la place étaient telles que les généraux anglais (qui n'étaient pas sans audace, comme les événements l'ont prouvé) ont préféré se tenir sur la défensive pendant de longs mois, bien que la résistance de Delhi fût un puissant encouragement pour la révolte, plutôt que de risquer leur armée et l'honneur national dans une attaque aux chances incertaines.

« J'arrivai au camp le 4 septembre, en même temps que l'équipage de siége, formé de quarante pièces de gros calibre, approvisionné pour une longue lutte et escorté par un renfort d'artilleurs européens et par un régiment d'infanterie sikhe d'ancienne formation; j'amenais de mon côté un bataillon de Beloutchis du Sind, intrépides soldats qui se sont battus pour nous avec une ardeur au moins égale à celle qu'ils avaient déployée contre nous au temps de leurs amirs. N'est-ce pas un fait remarquable et caractéristique que l'insurrection retranchée dans l'ancienne capitale des Mogols soit tombée devant une force venue et alimentée, non des centres de la puissance britannique, mais de sa dernière conquête et de la plus reculée dans le nord-ouest?

« Le 7 septembre, l'arrivée du contingent de Cachemyr, envoyé par le maharajah Rhambir-Sing, fils et successeur de Goulab, mort depuis quelques semaines, éleva le chiffre de notre armée à près de onze mille hommes. « Le lendemain, les opérations commencèrent. Pendant les trois jours suivants, les batteries furent établies et armées, malgré un feu terrible d'infanterie et un orage de bombes et de boulets. Les ci-

1. Récit d'un témoin oculaire, cité par F. de Lanoye, *Inde contemporaine.*

payes s'opposèrent à nos travaux avec une habileté qui prouvait combien ils avaient profité de l'instruction militaire qu'ils avaient reçue de nous. Par exemple, ils ouvrirent une tranchée avancée parallèlement à notre attaque de gauche et à une distance d'environ trois cent cinquante yards, d'où ils firent sur nos travaux un feu très-vif qui a été continué pendant la durée du siége. Ils avaient aussi placé quelques batteries sur notre droite, qui nous gênaient beaucoup par leur feu d'enfilade. On pourrait croire, à ces détails de science militaire, qu'il est question de Todtleben et des Russes de Sébastopol. Non, il ne s'agit ici q e ue ces mous et nonchalants cipayes qui, si longtemps, ont fait semblant de dormir sous les drapeaux anglais.

« Le 11 septembre, nos batteries ouvrirent leur feu, et le jour suivant cinquante canons et mortiers lançaient une grêle de projectiles dans la ville. Pendant trois jours et trois nuits, le feu continua, sans que l'obstination des rebelles parût céder. Dans l'impossibilité de tirer du haut des bastions, ils transportèrent leurs canons au dehors; ils en placèrent dans les ouvertures pratiquées dans le mur de la courtine, lancèrent des fusées d'une de leurs tours et continuèrent un feu nourri de leur tranchée avancée et du haut des murs de la ville. Mais lorsqu'on en vint aux mains de près, les baïonnettes des Européens et les coultris des Gourkhas rétablirent, et au delà, la balance en notre faveur.

« Le 14, quatre brèches étant jugées praticables dans le front de la place qui s'étend entre la Jumna et la porte de Lahore, quatre colonnes d'attaque furent formées pour les gravir, et le lendemain au lever du soleil le général Wilson donna le signal de l'assaut.

« Alors vous eussiez vu Européens et Indous occidentaux se précipiter sur les murailles éboulées de la vieille cité musulmane, comme poussés par une impulsion commune de haine et de vengeance, et brûlant de laver dans le sang de ses défenseurs et d'ensevelir sous ses ruines, ceux-ci des outrages séculaires, ceux-là des griefs récents. En un instant, les brèches furent couronnées par les assaillants; nos trois colonnes de gauche marchant d'ensemble et couvertes à droite par le canal de la Jumna purent même pénétrer dans les quartiers de la résidence, de l'église et des casernes anglaises, lieux remplis de si poignants souvenirs; mais la quatrième colonne, chargée de s'étendre à notre droite le long des remparts jusqu'à la porte de Lahore, qui forme le point central de l'enceinte bastionnée de Delhi, ne put remplir qu'une partie de ce programme. Composée presque exclusivement du contingent de Cachemyr, qui voyait le feu pour la première fois, elle eut affaire à la plus forte division de l'ennemi. Ramenée en arrière et prise en flanc pendant sa retraite, elle supporta les plus grandes pertes de la journée. Les Gourkhas du Syrmour, lancés à son secours, parvinrent à la dégager et à lui assurer une bonne position sur les murailles mêmes, mais non sans une lutte chèrement disputée, et dans laquelle un des plus valeureux et des plus jeunes généraux de l'Angleterre, le brigadier Nicholson, rencontra cette mort du soldat qui l'avait épargné sur le plateau bien autrement sanglant d'Inkermann. Douze cents des nôtres, morts ou blessés, dont soixante officiers, payèrent avec lui ce premier jour de triomphe.

« On prépara, dans la nuit, de fortes batteries pour chasser les assiégés des quartiers qu'ils occupaient encore; les pièces prises dans les bastions furent tournées contre la ville, de manière à enfiler les rues principales et à atteindre le palais des Timourides, devenu la citadelle de l'insurrection.

« Toutefois Delhi ne devait pas tomber si vite et si facilement. Pendant six jours sa chute fut retardée par une suite de combats renouvelés, sans trêve et sans merci, de rue en rue, de maison en maison. Le 17 cependant nos batteries commandant le pont de Selimghur et le palais, et les couvrant d'une pluie de bombes, les rebelles, avec un sang-froid digne de vieux soldats, reconnurent que la ville ne pouvait pas tenir. Dès lors, ils se décidèrent à faire sortir leurs bagages en leur laissant prendre les devants et en se proposant de les suivre bientôt. Tous les non-combattants s'enfuirent de la ville. Un grand nombre de ces citadins vinrent se réfugier dans les districts occupés par nos troupes, où on les reçut sains et saufs. Des flots d'hommes et d'animaux sortirent aussi par la porte d'Ajmere. Cette étrange émigration n'est pas le trait le moins frappant de l'histoire de cette guerre.

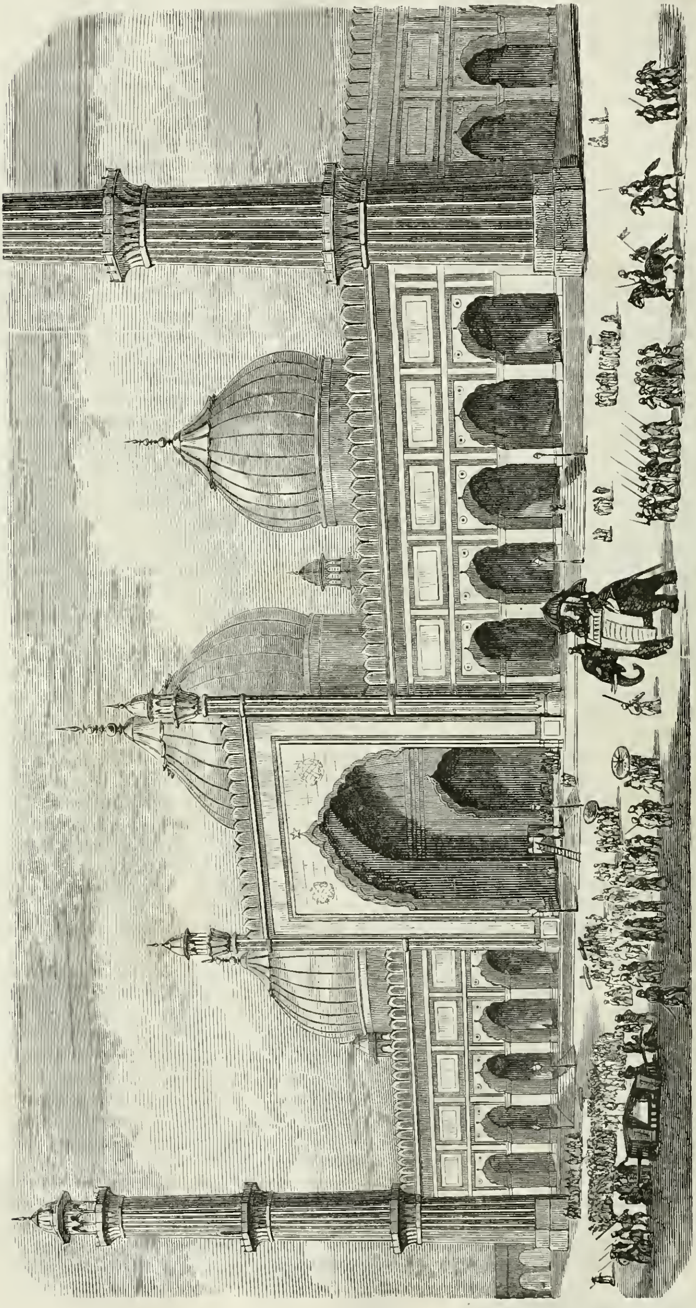
« Le 20, à cinq heures du soir, la lutte était terminée. Toute la ville, le palais, la Jumna-Masjid ou grande mosquée, le Selimghur et le pont étaient en notre pouvoir. La ville était complétement dépourvue d'habitants. Les maisons, les bazars, les mosquées étaient vides, et tous les objets étaient restés comme ils se trouvaient au moment du départ de leurs propriétaires. La capitale de l'Inde musulmane, avec ses cent cinquante mille habitants, ressemblait à Pompéi, ou à une de ces villes des contes arabes dont les habitants sont changés en pierre[1]. »

Cette prise de Delhi jeta le découragement dans les populations insurgées. A ce moment, l'Angleterre redoubla d'efforts. Lord Elgin amenait à Calcutta une partie des troupes dirigées contre la Chine; des régiments arrivaient de l'île Maurice et de la colonie du Cap; neuf mille hommes, envoyés d'Europe, débarquaient au mois d'octobre, douze mille hommes étaient encore attendus. Le commandement général des armées anglaises avait été donné au vainqueur des Sikhes, en 1848, sir Colin Campbell, qui avait encore ajouté, en Crimée, à sa renommée militaire. Sir Colin Campbell parvint, mais après des pertes considérables et de nombreux combats, à étouffer cette révolte, capable, si elle se fût étendue à l'Inde entière, de détruire à jamais la domination anglaise.

L'Europe a retenti des représailles que les Anglais ont exercées contre les rebelles. Nous ne nous étendrons point sur les faits qu'on a exagérés, mais que ne sauraient justifier même les scènes que nous avons décrites. L'Angleterre s'est montrée cruelle, et on lui reprochera toujours les exécutions en masse, les Indiens attachés à la gueule des canons. Un grand peuple punit, mais ne se venge pas. Si on répond aux atrocités par d'autres, comment s'honorer du titre de peuple chrétien et civilisé?

Toutefois cette révolte était une leçon terrible pour la Grande-Bretagne. Elle en profita. A chaque difficulté que la Compagnie avait rencontrée aux Indes, le pouvoir de la métropole avait toujours compris la nécessité d'intervenir plus directement dans le gouvernement de sa colonie; aussi chaque embarras de

1. F. de Lanoye, l'*Inde contemporaine*.



La grande mosquée de Delhi, prise par les Anglais (20 septembre 1857). (Page 319, col. 2.)

la Compagnie amenait une extension du contrôle : le désastre de 1857 eut pour conséquence naturelle la suppression de la Compagnie. Un bill présenté en 1858 par un cabinet tory et adopté, après de longs débats, par le Parlement, transféra à la couronne le gouvernement direct de l'Inde. Ce bill toutefois n'était point, comme on pourrait le croire, une organisation nouvelle de l'Inde : il réglait seulement les rapports de la métropole et de la colonie. « Nous espérons, disait lord Derby, qu'indirectement ce bill profitera au gouvernement de l'Inde; mais on ne saurait assez le répéter, c'est dans l'Inde même que l'Inde doit être gouvernée. Ce projet de loi ne saurait résoudre les questions vastes, compliquées et difficiles qui devront sérieusement appeler l'attention du Parlement et du pays. Les finances, l'impôt, la propriété foncière, la situation des indigènes, leur emploi dans l'administration, toutes ces questions restent intactes. »

Le grand changement fut donc à Londres. Au lieu de contrôler le gouvernement des Indes, le cabinet le dirigea : il y eut un secrétaire d'État des Indes comme il y avait un secrétaire des colonies. Ce ministre était assisté d'un conseil de quinze membres, dont huit à la nomination du gouvernement et sept au choix de leurs collègues. Ces conseillers doivent avoir rempli des fonctions dans l'Inde. Ce conseil différait de l'ancienne cour des

directeurs sur un point essentiel : simplement consultatif, il n'avait point d'initiative. Le ministre nomma le gouverneur général, les membres du conseil des Indes, les gouverneurs des présidences. Pour les postes auxquels nommait la cour des directeurs, le ministre partage avec son conseil la disposition des places. Ce partage est un des traits les plus caractéristiques des mœurs anglaises : le parlement a toujours cherché à enlever aux ministres toute influence abusive et toute impossibilité de remplir les administrations de leurs créatures.

En 1860, l'armée des Indes fut abolie par un autre bill, et dès lors, il n'y eut plus que des troupes royales employées dans la colonie ; grosse dépense, mais gage



Le général Havelock, commandant de l'armée anglaise dans les Indes.

de sécurité. En 1861, plusieurs lois très-importantes montrèrent l'Angleterre décidée à entrer dans une voie nouvelle : la justice fut organisée dans l'Inde sur le modèle de la justice métropolitaine : de plus, on supprima la barrière légale qui séparait les Anglais des indigènes, ceux-ci purent prétendre aux emplois publics : le conseil des Indes fut transformé en une sorte de ministère du gouverneur général, qui put y appeler des indigènes. En 1862, trois Hindous vinrent siéger à Calcutta. à côté des hauts dignitaires de l'administration anglaise. Il y a loin de cet esprit libéral à l'esprit exclusif qui, il y a quelques années, interdisait les emplois, même aux Anglais non agents de la Compagnie.

L'Angleterre commence donc à comprendre à quelles conditions elle affermira sa domination dans l'Inde et préviendra le retour de nouveaux désastres. En même temps qu'elle rapproche d'elle les populations indigènes, elle songe aux améliorations matérielles, elle presse l'exécution des chemins de fer, elle développe la culture du coton, et appelle l'Inde à remplacer l'Amérique pour cette production; les revenus augmentent et voici que le budget, au lieu de se solder en déficit, va donner des bénéfices. Espérons aussi que l'Angleterre ne se bornera point à une transformation matérielle de son empire : elle a 180 millions d'hommes à initier, avec une extrême prudence, mais aussi avec une infatigable persévérance, à notre civilisation européenne.

CHAPITRE XIV.

LES ÉLECTIONS DE 1857 EN FRANCE; L'ATTENTAT DU 14 JANVIER 1858.

§ 1. CARACTÈRE DES ÉLECTIONS DE 1857.

Le drame sanglant des Indes, la glorieuse conquête de la Kabylie furent, nous l'avons dit, les grands événements de l'année 1857. Toutefois la conquête de la Kabylie n'eut pas, comme nous l'avons fait remarquer, le retentissement qu'elle aurait dû avoir dans le pays : l'attention était, au moment où cette conquête se réalisait, tournée vers un fait intérieur des plus importants : les élections générales. C'était, pour le gouvernement, une grave et solennelle épreuve que le renouvellement intégral de la Chambre qui avait contribué à fonder l'Empire et qui avait soutenu le gouvernement avec ardeur. Le pays allait être appelé à exercer ses droits de souveraineté, et son vote ne pouvait manquer d'indiquer ses sentiments.

Le gouvernement déclara son intention de présenter les mêmes députés aux suffrages des électeurs. Il apporta trop de rigueur dans cette adoption de *candidats officiels*, et mit peut-être trop d'ardeur à patroner les candidatures qui lui étaient agréables. Beaucoup d'hommes honorables et également dévoués à l'Empire auraient voulu se mettre sur les rangs : rien ne le leur interdisait, mais le système des candidatures officielles offrit, dès cette année 1857, le désavantage de mettre les populations dans l'embarras en leur imposant l'alternative, ou de ne point nommer un député qu'elles connaissaient mieux que le député officiel, ou de rejeter le député du gouvernement. Sans doute, là où des candidatures notoirement hostiles à l'Empire se présentaient, l'administration avait le droit et le devoir de les combattre; mais souvent ce n'était qu'une question de préférence. L'opposition n'est un danger que si elle est factieuse : autrement, si elle est loyale et si elle ne dégénère pas en système, elle est une force : car on ne s'appuie, aux jours du danger, que sur ce qui sait résister.

Le 30 mai, le ministre de l'intérieur, M. Billault, adressa aux préfets une circulaire dans laquelle, en expliquant la conduite qu'entendait tenir l'administration dans les élections, il déclarait que toutes les candidatures pourraient se produire et qu'on ne porterait nulle atteinte à la liberté des élections. Il publia le 19 juin une nouvelle circulaire pour engager les préfets à mettre en garde les populations contre les candidatures hostiles; le préfet de la Seine publiait en même temps une proclamation adressée aux Parisiens et où on crut reconnaître une haute inspiration. Jadis l'époque qui précédait les élections était un temps d'agitation. Mais la nomination des députés proposés par le gouvernement paraissait si assurée, que la tranquillité ordinaire ne fut pas un moment altérée. Les élections s'accomplirent le 21 et le 22 juin, avec le plus grand ordre. Sauf de rares exceptions, les candidats du gouvernement obtinrent une majorité très-considérable. A Paris, MM. Carnot et Goudchaux, anciens membres du gouvernement provisoire et candidats de l'opposition démocratique, furent élus dans les 5ᵉ et 6ᵉ circonscriptions; dans trois circonscriptions, les 3ᵉ, 4ᵉ et 7ᵉ, le vote ne donna point d'abord de résultat, et le second tour de scrutin, auquel on procéda le 5 et le 6 juillet, amena la nomination du général Cavaignac et de MM. Émile Ollivier et Darimon, candidats de l'opposition, qui comptait ainsi, pour le département de la Seine, cinq députés sur dix. L'opposition n'obtint dans les autres départements que la nomination de M. Curé, à Bordeaux, et de M. Hénon, à Lyon. Le nombre des électeurs qui avaient pris part au vote était de 6 136 664. Le nombre de voix recueillies par les candidats du gouvernement s'élevait à 5 471 888, celui des voix recueillies par l'opposition à 571 859. Ces dernières venaient surtout des villes.

Le gouvernement était si fort que le parti républicain considéra presque comme une victoire d'avoir pu faire nommer quelques-uns de ses candidats. Il n'avait pas osé espérer tant de succès, et cependant on pouvait en contester la valeur, car on se rappela que sous la Restauration comme sous le gouvernement de Juillet, l'opposition avait le plus souvent triomphé dans les élections de la capitale. Le résultat le plus clair, c'était l'immense majorité acquise au gouvernement : la nomination de quelques célébrités républicaines n'avait rien d'alarmant, et ne signifiait en général que le désir, de la part des électeurs, de voir l'Empire faire une part plus large à la liberté.

Un décret du 2 juillet constitua le bureau du Corps législatif. M. le comte de Morny fut maintenu dans les fonctions de président qu'il remplissait avec une haute distinction. MM. Schneider et Réveil demeurèrent vice-présidents. Par un décret du 10 novembre, le Corps législatif fut convoqué pour le 28 du même mois, l'article 46 de la Constitution exigeant que le Corps législatif élu à la suite d'une dissolution soit réuni dans le délai de six mois. La session de 1858 fut donc ouverte le 28 novembre par une déclaration du ministre d'État, qui annonça que cette première réunion serait exclusivement consacrée à la vérifica-

tion des pouvoirs. M. de Morny traça la ligne de conduite qu'il conseillait aux députés de suivre : « Restons fidèles, dit-il, aux principes qui ont dirigé la précédente législature; ne nous laissons pas écarter de cette politique qui avait pour programme : que la véritable indépendance n'est ni dans une approbation aveugle, ni dans une opposition constante, que l'accord des grands pouvoirs de l'État est la première condition du repos public, et que la plus parfaite constitution ne saurait fonctionner sans la sagesse des hommes. » MM. Curé, Darimon et Émile Ollivier, députés de l'opposition, prêtèrent le serment à la Constitution et à l'Empire. Leur exemple ne fut pas suivi par MM. Carnot, Goudchaux, qui refusèrent, par une lettre, le serment exigé; on les déclara démissionnaires. M. Hénon le prêta, mais non sans quelque hésitation.

Le général Cavaignac, également élu, venait d'être enlevé par une mort subite le 28 octobre. Depuis quelque temps sa santé donnait des inquiétudes. Le 28 octobre il se trouvait dans le jardin de sa propriété d'Ourne (Sarthe). Il venait de tirer une bécasse, lorsqu'il passa son fusil au domestique qui était auprès de lui en se plaignant d'un violent mal de tête. On le ramena avec peine dans son vestibule où on le fit asseoir dans un fauteuil. Presque aussitôt le général poussa un profond soupir et ne donna plus signe de vie. Le gouvernement, à l'approbation de tout le monde, permit à la jeune femme du général de ramener son corps à Paris où ses obsèques furent célébrées sans provoquer aucune manifestation.

Le gouvernement avait déjà fait preuve de tact dans une circonstance presque analogue. Le 15 juillet, Béranger, qui avait été le chantre de la liberté autant que de la gloire, s'éteignit, après une vieillesse paisible et pauvre comme l'avait été sa vie. L'Empereur ne vit dans Béranger que le poëte des souvenirs patriotiques; il alla au-devant du sentiment populaire qui n'aurait pas voulu d'humbles funérailles pour « ce chantre national, comme disait le *Moniteur*, pour cet homme dont les œuvres avaient si puissamment contribué à entretenir le culte des sentiments patriotiques en France. » Napoléon III décréta que les funérailles de Béranger seraient célébrées aux frais de la liste civile. Elles eurent lieu avec tout l'éclat d'une pompe officielle, que certes n'avait point souhaité le modeste auteur du *Dieu des bonnes gens*, mais qui satisfit le peuple, heureux de voir honorer ainsi l'éloquent interprète de ses joies et de ses douleurs d'autrefois.

La vérification des pouvoirs s'opéra rapidement à la Chambre des députés : elle ne fut signalée que par la démission d'un député, M. Migeon, ancien candidat agréable au gouvernement, mais réélu malgré l'administration. Il s'agissait surtout d'une question personnelle. M. Migeon prenait le titre de comte qu'on l'accusait d'avoir usurpé, et fut condamné à Colmar pour port illégal de la Légion d'honneur. Ce procès avait excité une vive curiosité, et ce scandale ne fut bon pour personne La vérification des pouvoirs terminée, la Chambre s'ajourna au 18 janvier 1858.

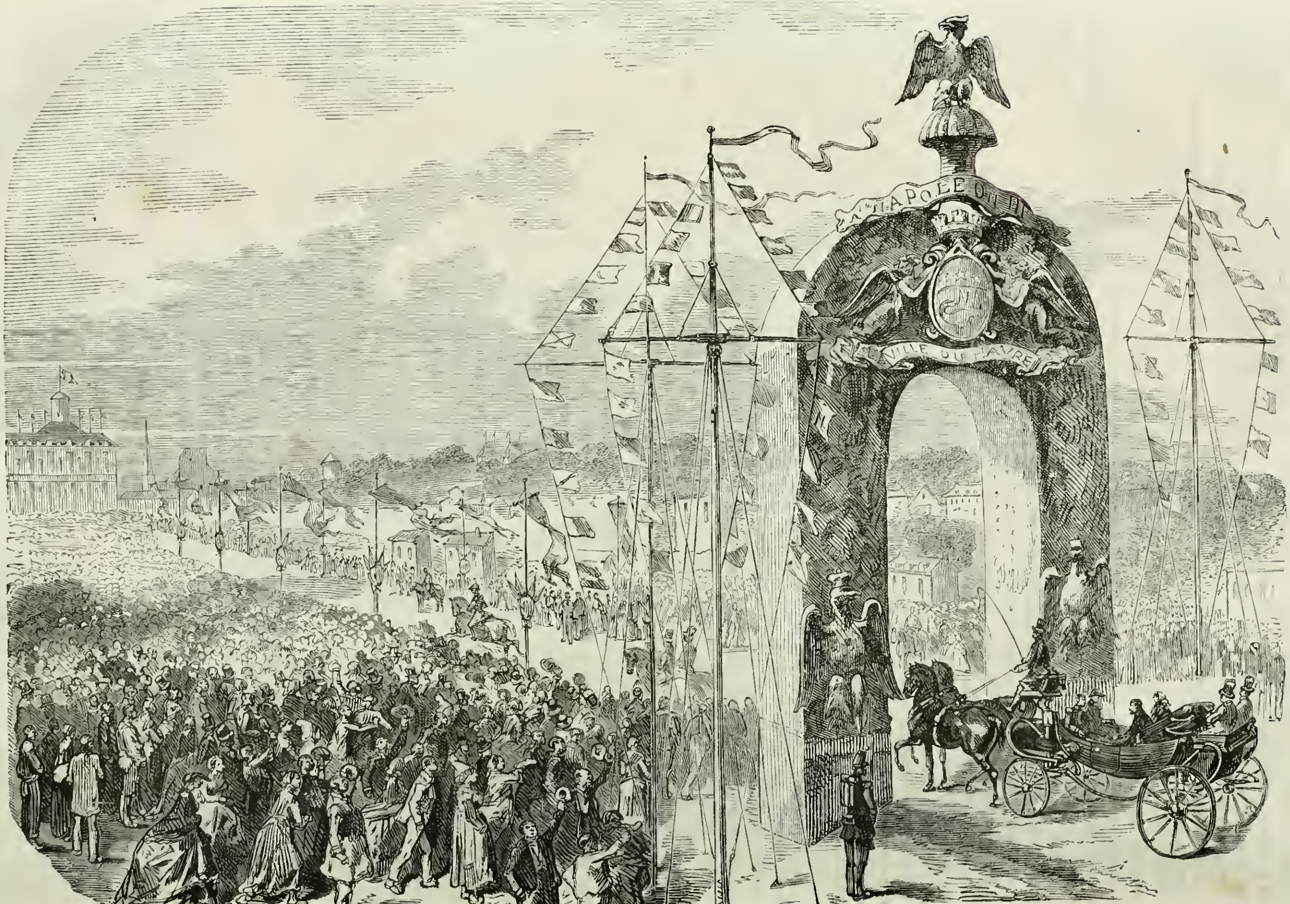
§ 2. VOYAGES ET VISITES PENDANT L'ANNÉE 1857; INAUGURATION DU LOUVRE (14 AOUT 1857).

« Si la navigation à vapeur et les chemins de fer facilitent les relations entre les peuples et favorisent les échanges commerciaux, ils rapprochent également les cours et permettent de combiner des entrevues, des conférences, où s'agitent directement, entre les souverains et les ministres respectifs, les plus graves intérêts. En d'autres temps, telles négociations, conduites à distance et par plusieurs intermédiaires, eussent entraîné de longues correspondances; elles se seraient détournées de leur but, envenimées ou noyées dans un déluge de protocoles. Les chemins de fer n'ont pas, ainsi qu'on l'a prétendu, porté le coup de mort à la diplomatie : du moins il n'y paraîtrait pas, car il n'y a peut-être jamais eu tant de congrès, tant de traités ou de conventions diplomatiques, que dans ces derniers temps; mais ces moyens rapides de locomotion ont simplifié les discussions et souvent, il faut le croire, rendu plus facile l'accord sur les points en litige. L'Empereur Napoléon III mérite assurément d'être placé au premier rang parmi les souverains qui ont su le mieux profiter des paquebots à vapeur et des *rail-ways*, pour traiter les affaires; fréquemment on l'a vu se transporter hors des limites de l'Empire, visiter les territoires alliés et payer de sa personne sur le pacifique tapis des négociations. L'année 1857 ne fut pas, à ce point de vue, la moins mémorable. Au commencement d'août (du 5 au 11), l'Empereur se rendit dans l'île de Wight, à Osborne, accompagné de l'Impératrice, et il fit à la reine d'Angleterre une courte visite, qui, coïncidant avec l'annonce de certains dissentiments survenus entre les cabinets de Paris et de Londres au sujet des affaires d'Orient, ne pouvait manquer de préoccuper vivement les esprits. Les communications verbales échangées pendant ce voyage entre l'Empereur et la Cour d'Angleterre, ne furent point connues; mais le témoignage du chef du cabinet anglais fit comprendre que l'action directe et personnelle de l'Empereur avait été très-utile pour le règlement des difficultés pendantes. La présence de Napoléon III à Osborne était d'ailleurs considérée non pas seulement comme un acte de courtoisie à l'égard d'une puissante alliée, mais encore et surtout comme un acte politique, exprimant une pensée sincère de paix et d'alliance.

« L'opinion publique ne fut pas moins impressionnée par le voyage que l'Empereur fit à Stuttgard en septembre 1857. Là, à la cour du roi de Wurtemberg, Napoléon III devait se rencontrer avec Alexandre II. La présence de l'impératrice de Russie, de la reine de Hollande et de la reine de Grèce vint rehausser l'éclat de cette fête de souverains, qui illumina en quelque sorte pendant plusieurs jours la petite cour de Stuttgard. »

L'Empereur Napoléon III arriva à Stuttgard le vendredi 27 septembre : le czar y était arrivé la veille. Il avait été convenu que l'Empereur, après avoir dîné au château avec le roi de Wurtemberg, irait faire une visite à la princesse royale, la grande-duchesse Olga, dans sa villa, où était descendu Alexandre II. Mais le czar avait voulu ménager une surprise à l'Empereur. Il avait quitté la villa à quatre heures, et était accouru à toutes brides à Stuttgard. Quand Napoléon III eut présenté ses hommages à la reine de Wurtemberg, la porte s'ouvrit toute grande, et il vit entrer Alexandre II. Les deux Empereurs s'embrassèrent.

Ils eurent, les jours suivants, des entretiens intimes assez prolongés, et assistèrent ensemble aux fêtes que



Voyage de l'Empereur et de l'Impératrice en Angleterre. — Arrivée au Havre (août 1857). (Page 523, col. 2.)



Voyage de l'Empereur à Stuttgard. — Arrivée au palais du roi de Wurtemberg (27 septembre 1857). (Page 323, col. 2.)

leur donna leur hôte, le vénérable roi de Wurtemberg, le doyen des souverains de l'Europe. On parla surtout d'une fête au palais mauresque, la Wilhelma, qui égale en magnificence les palais des kalifes des contes orientaux. « Ce petit palais arabe, dit un correspondant, illuminé ainsi que les jardins, était splendide à voir avec ses salles blanches, ses coupoles fouillées et touffues, ses pendentifs délicats, ses courbes d'une grâce sans pareille, ses jardins intérieurs, ses serres merveilleuses, ses petites croisées en trèfle et ses milliers de colonnettes. La Wilhelma est un Alhambra réduit au dixième. » Après avoir dîné, assisté à des fêtes, à des représentations théâtrales et avoir rivalisé de courtoisie, les deux souverains se séparèrent le lundi 2 octobre et reprirent la route de leurs États.

« L'entrevue des deux Empereurs avait été à la fois solennelle et cordiale : à ce titre, elle préoccupa vivement l'Europe. Les commentaires politiques ne manquèrent pas de l'interpréter au gré de tous les partis. Suivant les uns, c'était un rapprochement entre les deux peuples qui s'étaient récemment combattus, rapprochement sérieux, qui annonçait de la part de la France l'abandon de l'alliance anglaise et la conclusion de l'alliance russe; c'était un nouveau Tilsitt. Selon les autres, il ne s'agissait que d'une démarche réciproque de courtoisie effaçant les derniers ressentiments de la guerre. Cette seconde interprétation paraît être la plus exacte. En se donnant la main dans une cour amie, Napoléon III et Alexandre II exprimaient fidèlement les sentiments des deux peuples qui avaient appris à s'estimer sur les champs de bataille. Il n'en demeura pas moins certain que l'on attribua à l'entrevue de Stuttgard la communauté de vues qui, dans les discussions ultérieures relatives aux affaires d'Orient, se maintint entre la diplomatie de la France et celle de la Russie. De son côté, la presse anglaise ne dissimula pas son inquiétude de voir le tzar et l'Empereur des Français en mesure d'échanger, par les voies les plus libres de la conversation intime, des réflexions qui, peut-être, n'étaient pas favorables à l'ambition de la Grande-Bretagne. En France comme en Europe, le voyage de Stuttgard fut considéré comme un événement politique d'une assez haute portée

« En 1857, de même que, pendant les années précédentes, la France reçut de l'étranger de nombreuses et illustres visites, inspirées, les unes par un objet politique, les autres par un sentiment désintéressé de courtoisie, qui n'en était pas moins un acte de considération et de déférence pour la France et pour son souverain. Le 24 janvier, c'était l'ambassadeur de Perse, Ferrukh-Khan, qui, dans une audience aux Tuileries, remettait à l'Empereur ses lettres de créance, et, rappelant la conclusion récente d'un traité de commerce entre la France et la Perse, exprimait solennellement ses vœux pour l'alliance durable des deux pays. Ferrukh-Khan fit en France un long séjour. Il visita les principales villes, parcourut les centres commerciaux et industriels, et partout il donna des preuves d'une vive intelligence, unie au désir de conquérir pour ses compatriotes le secret des découvertes modernes ainsi que les progrès de la civilisation européenne. Dans les premiers jours de mars, Paris vit arriver le prince Danilo, souverain régnant du Monténégro, qui venait réclamer l'intervention du gouvernement français dans ses querelles incessantes avec la Turquie. Au mois d'avril, le grand duc Constantin, frère de l'empereur de Russie, débarqua à Toulon, et, après avoir visité Marseille, se rendit à Paris. La présence du grand-duc dans la capitale de la France et à la cour de l'Empereur avait d'autant plus de signification, que le prince, grand-amiral de Russie, était réputé le chef du parti moscovite qui avait le plus ardemment poussé à la guerre, et qui avait manifesté le plus d'obstination pour la continuation de la luttte. Une revue des troupes de l'armée de Paris fut ordonnée en son honneur ; les arsenaux lui furent ouverts; il examina les usines, surtout celles qui se rattachaient à l'art militaire. La venue du grand-duc Constantin en France était le prélude de la complète réconciliation des deux peuples, et elle prépara sans doute les voies à l'entrevue des deux Empereurs. Citons encore, parmi les illustres voyageurs qui vinrent en France dans le cours de 1857, le roi de Bavière, le duc de Cambridge, qui assista aux manœuvres du camp de Châlons, la grande-duchesse de Bade et le grand-duc de Hesse[1]. »

L'année 1857 vit inaugurer deux monuments bien différents, l'asile de Vincennes et le nouveau Louvre, le palais de l'ouvrier convalescent et le palais rajeuni des souverains de la France. L'asile impérial de Vincennes, vaste, étendu, entouré de jardins, dans une situation agréable, offrait à l'ouvrier qui sortait guéri, mais faible, des hôpitaux, les moyens de reprendre en peu de temps ses forces. Ces magnifiques bâtiments, devenus maintenant populaires, furent inaugurés le 31 août par le ministre de l'intérieur, M. Billault, et le cardinal Morlot. M. Billault prononça un long discours dans lequel il s'attacha à énumérer les efforts tentés par le gouvernement impérial pour entretenir le travail et pour soulager les misères du peuple ; il cita les œuvres accomplies et les résultats obtenus. Il ne put s'empêcher de faire une brève allusion au vote du 21 et du 22 juin : en présence de tout ce qui avait été fait déjà, ou se préparait en faveur de la classe ouvrière, devait-on s'attendre à la voir refuser ses suffrages aux candidats du gouvernement ?

Quelque temps avant l'ouverture de l'asile impérial de Vincennes, l'Empereur avait, en personne, le 14 août, inauguré les nouveaux édifices du Louvre qui avaient été construits en cinq ans. L'Empereur avait voulu que cette cérémonie se fît avec pompe : il se rendit au Louvre, dans la salle nouvelle, dite des Etats, et en présence d'une assemblée aussi nombreuse que distinguée, distribua des récompenses à ceux qui avaient concouru à cette grande œuvre qui achevait enfin celle de François Ier et de Catherine de Médicis. L'Empereur, prenant ensuite la parole, félicita le pays tout entier de l'achèvement du Louvre. « C'est une œuvre nationale, et je l'appelle ainsi, dit-il, parce que tous les gouvernements qui se sont succédé, ont tenu à honneur de finir la demeure royale commencée par François Ier. D'où vient cette persévérance et même cette popularité pour l'exécution d'un palais? C'est que le caractère d'un peuple se reflète dans ses institutions comme dans ses monuments. Or la France, monarchique depuis tant de siècles, qui voyait sans cesse dans le pouvoir central le représentant de sa grandeur et de sa nationalité, voulait que la demeure du souverain fût digne du pays.... Au

1. *Annuaire des Deux-Mondes*, 1857-1858.

moyen âge le roi habitait une forteresse; bientôt le progrès de la civilisation remplaça les créneaux et les armes de guerre par les produits des sciences, des lettres et des arts. Aussi l'histoire des monuments a-t-elle sa philosophie comme l'histoire des faits. De même qu'il est remarquable que sous la première révolution le comité de salut public ait continué à son insu l'œuvre de Louis XI, de Richelieu, de Louis XIV, en poursuivant le système d'unité et de centralisation, but constant de la monarchie; de même n'y a-t-il pas un grand enseignement à voir pour le Louvre la pensée de tous les souverains, depuis Henri IV, adoptée par le pouvoir éphémère de 1848? En effet, l'un des premiers actes du gouvernement provisoire fut de décréter l'achèvement du palais de nos rois. Ainsi la création du Louvre n'est pas le caprice d'un moment, c'est la réalisation d'un plan conçu pour la gloire et soutenu par l'instinct du pays pendant trois cents ans. » Les travaux du nouveau Louvre n'étaient cependant pas terminés : ils continuèrent pour l'ornementation intérieure qui est d'une rare magnificence, si l'extérieur est plus massif que grandiose.

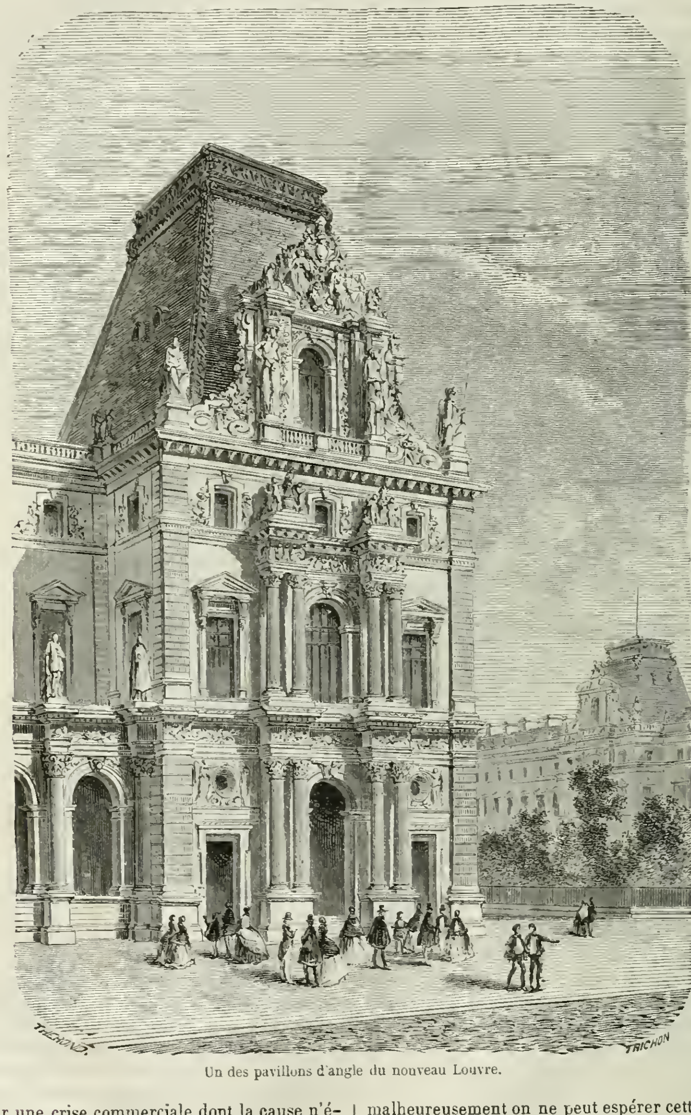


Danilo, prince du Monténégro.

Bien que toutes les pensées fussent tournées vers les arts de la paix, le gouvernement ne négligeait point l'armée qu'on exerçait continuellement et qui avait à cœur de rester la première de l'Europe. Un décret, dont les principales dispositions avaient été indiquées par l'Empereur lui-même dans une lettre adressée le 26 avril au maréchal Vaillant, ministre de la guerre, réorganisa la garde impériale en fixant les conditions d'admission et d'avancement, ainsi que les avantages réservés aux officiers qui se retireront ayant six ans de grade dans cette garde. Précédemment, à la date du 11 février, un décret avait ouvert un crédit extraordinaire de 3 millions pour accroître les ressources de l'ordinaire des troupes de toutes armes (la gendarmerie et la garde impériale exceptées); ce crédit était motivé sur le renchérissement des denrées alimentaires. De même que l'année précédente, un camp fut établi à Châlons, qui attira une foule énorme de visiteurs. Toute la garde impériale s'y trouva réunie sous les ordres de l'Empereur, qui commanda en personne les

grandes manœuvres, et reçut à son quartier général la visite du duc de Cambridge et de plusieurs officiers généraux anglais. Par un décret du 12 août, une médaille commémorative des grandes guerres de 1792 à 1815 fut instituée pour tous les militaires français et étrangers des armées de terre et de mer qui avaient combattu pendant cette période mémorable sous les drapeaux de la France. Elle s'appela la *médaille de Sainte-Hélène*. Les étrangers la réclamèrent avec autant d'empressement que les vieillards de nos campagnes.

Malgré de nombreux éléments de prospérité et la sécurité qu'offrait l'état de l'Europe, l'année 1857 fut



Un des pavillons d'angle du nouveau Louvre.

marquée par une crise commerciale dont la cause n'était pas en France, mais dont notre industrie eut beaucoup à souffrir. Telle est maintenant la solidarité des divers marchés du monde que les désastres qui frappent l'un réagissent sur les autres. Raison de plus pour hâter l'œuvre de la pacification universelle, et malheureusement on ne peut espérer cette pacification tant qu'il y aura encore en Europe des injustices à réparer, des nationalités à rétablir, des peuples à délivrer. Le jour viendra sans doute où le droit qui a déjà remporté de belles victoires en remportera de nouvelles. Mais ce n'est pas le droit qui se sert du

poignard ou des bombes; c'est le fanatisme, et le monde allait être témoin de ce que le fanatisme peut inspirer.

§ 3. ATTENTAT DU 14 JANVIER 1858; ORSINI.

De même que l'année 1855, l'année 1858 commença par un crime, et par un crime plus affreux encore que l'assassinat de Mgr Sibour. Un attentat contre la vie de l'Empereur rappela toutes les horreurs de la machine de Fieschi.

Les élections de 1857 n'avaient fait parvenir au Corps législatif que quelques membres de l'opposition démocratique : en somme, elles avaient donné une immense majorité aux candidats du gouvernement. Les chefs du



Le nouveau Louvre — Pavillon de la bibliothèque sur la place du Palais-Royal.

parti démagogique réfugiés à Londres avaient été irrités de ce résultat qui trompait leurs espérances et déconcertait leurs plans. Ils résolurent alors d'en revenir aux conspirations. La vie de l'Empereur Napoléon était regardée comme la principale garantie du maintien de l'ordre européen. Mazzini voulait supprimer cette garantie. Mais ce n'était pas en France qu'il pouvait espérer trouver des bras pour l'aider : les partis en France, même exaltés, professent une juste horreur pour le crime. La France d'ailleurs « fatiguée de ses longues luttes, satisfaite du repos dont elle jouissait depuis cinq ans, fière de la situation que lui avait créée au dehors la guerre d'Orient terminée par un traité de paix honorable, la nation se laissait

facilement entraîner au courant de l'Empire[1]. » Mazzini chercha donc ses sicaires parmi les Italiens qui subissaient son influence. En 1857, trois de ces Italiens, Tibaldi, Bortoloni, Grilli, venus de Londres, furent arrêtés et convaincus de complot contre la vie de l'Empereur. On les avait trouvés possesseurs de tout un arsenal d'armes de destruction. La cour d'assises de la Seine condamna Tibaldi à la déportation, Bortoloni et Grilli à quinze ans de détention (août 1857). Les débats prouvèrent que ces misérables avaient été soldés par le parti révolutionnaire : on reconnut dans le complot l'inspiration directe de Mazzini. M. Ledru-Rollin fut compromis par les aveux de Bortoloni, qui, après avoir déclaré, ainsi que Grilli, qu'ils avaient reçu 1000 francs pour assassiner l'Empereur, ajouta que M. Ledru-Rollin avait conféré avec Mazzini de la tentative projetée et avait avancé l'argent destiné à la rétribuer. Ledru-Rollin fut, avec Mazzini, condamné par contumace à la déportation.

A cette même époque, un ancien affilié de Mazzini, également à Londres, se proposait de faire mieux que lui, comme il l'a dit: c'était Felice Orsini, né en Italie, dans les Romagnes, en 1819, sorti d'une famille de conspirateurs et conspirateur lui-même dès sa jeunesse. Condamné déjà en 1845, rendu à la liberté par l'amnistie de Pie IX, il prit part à une insurrection dans les Abruzzes fomentée par Mazzini. En 1848, il siégea à l'Assemblée constituante romaine et prit part à tous les événements qui agitèrent à cette époque la Péninsule. Dans la période de réaction, il fut embarqué pour l'Angleterre par les autorités piémontaises qui redoutaient son exaltation. A Londres, Orsini se trouva de nouveau en rapport avec Mazzini, qui l'envoya en Suisse en 1854. Orsini se rendit, toujours pour des machinations, à Milan, à Venise, à Trieste, à Vienne, à Hermanstadt. Ses relations avec les agents de Kossuth l'avaient fait arrêter et enfermer dans la citadelle de Mantoue.

« Là se passa la scène la plus romanesque de sa romanesque existence : une attitude habilement étudiée de prisonnier jovial, pacifique et indifférent, lui avait concilié, pour ainsi dire, la confiante sympathie de ses geôliers. Un jour une femme dévouée lui fit passer une lime dans un pain, et lui, de son côté, tressant une corde avec du linge qu'il parvenait à dérober aux yeux de ses gardiens, il put, dans la nuit du 29 mars 1855, déranger un des barreaux de sa fenêtre, qu'il avait scié à l'avance, attacher la corde qu'il avait fabriquée à l'un de ceux qui restaient, passer à travers l'ouverture, et enfin, se fiant à la Providence, se suspendre intrépidement sur l'abîme et descendre ainsi dans les fossés de la forteresse.

« Le roman et le théâtre ont quelquefois représenté des scènes de ce genre, mais, en cette circonstance, la réalité dépassa tout ce que les fictions les plus émouvantes ont jamais pu inventer et produire : le malheureux descendait ainsi le long des hautes et froides murailles de la forteresse, se soutenant à l'aide de sa corde improvisée, quand tout à coup, au moment où, parvenu à l'extrémité de cette corde, dont il croyait avoir exactement calculé la longueur sur l'élévation des murs de sa prison, et voulant se laisser glisser sur le sol, il sentit qu'il tombait dans le vide d'une hauteur beaucoup plus considérable que celle qu'il avait supposée. Cette sensation fut si terrible que ses cheveux blanchirent soudainement. Il s'en fallait de 20 pieds que la corde fût assez longue, et le prisonnier, en tombant dans le fossé de la citadelle, se blessa grièvement au pied et au genou.

« Vainement, il essaya de se traîner hors de ce fossé, les forces lui manquèrent, et le jour allait paraître ramenant avec lui la captivité, lorsque des chasseurs parurent dans le crépuscule, insouciants et joyeux, et se rendant à quelque partie de plaisir. Ils allaient passer sur le rebord du fossé; Orsini les implora et ils eurent compassion de ce malheureux; ils réunirent leurs efforts pour le sortir du lieu où il était, et, après l'avoir hissé hors du fossé, ne voulurent pas que la besogne charitable qu'ils avaient entreprise fût faite à demi. Bravant les rigueurs autrichiennes, ils facilitèrent donc sa fuite et lui indiquèrent même un asile chez des amis politiques, d'où il passa de nouveau à Londres, dès qu'il fut remis de ses blessures. Là, il parvint à se créer quelques ressources en publiant l'histoire (nous allions dire le roman) de sa vie, et en la racontant dans ces lectures publiques comme les aiment les Anglais[1]. »

Orsini, qui cependant avait reçu une éducation distinguée, s'obstina dans cette voie mauvaise des conspirations et en arriva à concevoir le plan horrible qu'il devait exécuter en janvier 1858. Il lui fallait des aides. Il les trouva dans trois autres Italiens que leurs antécédents et leur misère lui livraient, Pieri, Gomez, Rudio. En Belgique il avait remarqué, dans un musée, des bombes destinées à être jetées à la main. Avec toute sorte de précautions, et grâce à des intermédiaires qui furent évidemment des complices, entre autres un ancien chef de club français, Bernard, et un Anglais, Thomas Alsopp, il parvint à faire fabriquer cinq bombes d'un nouveau modele et pouvant être dévissées pour le transport. Les conjurés arrivèrent dans les premiers jours de janvier à Paris où ils étaient réunis le 10. Les bombes dévissées furent apportées par une personne qui ne se doutait pas qu'elle introduisait en France un redoutable engin de destruction. Orsini s'était fixé rue Mont-Thabor, n° 10; Gomez, qu'on faisait passer pour le domestique d'Orsini, logeait rue Saint-Honoré; Pieri et Rudio, rue Montmartre. Les noms, bien entendu, avaient été changés, et tous quatre étaient munis de faux passe-ports. Les cinq bombes furent préparées. Elles consistaient, suivant la description qu'en donnèrent les experts à la justice, « en un cylindre creux en fonte commune très-cassante, composé de deux parties réunies par un pas de vis pratiqué dans l'épaisseur des parois. Sa hauteur totale était de 9 centimètres 5 millimètres; son diamètre en largeur de 7 centimètres 3 millimètres. La partie inférieure était armée de 25 cheminées garnies de capsules, traversant toute l'épaisseur des parois et disposées de manière à faire converger le feu des capsules sur la charge placée dans l'intérieur. Les parois avaient une épaisseur inégale, plus grande dans la partie inférieure, beaucoup moindre dans la partie supérieure, de telle sorte que le projectile devait se retourner sur lui-même dans sa chute, et retomber du côté le plus lourd sur les capsules destinées à pro-

1. *Annuaire des Deux-Mondes.*

1. Beaumont-Vassy, *Histoire de mon temps.*

voquer l'explosion. A la partie supérieure, il existait un trou pratiqué pour introduire la charge et hermétiquement fermé par une vis. La capacité intérieure était de 120 centimètres cubes. » Orsini a dit dans son interrogatoire : « Je voulais apporter en France les bombes chargées, mais j'ai réfléchi qu'il valait mieux tout bonnement maintenir le fulminate à l'état humide, et je l'ai apporté de Londres en Belgique, et de Belgique à Paris, dans un sac de nuit, entouré de papier et de linge que j'humectais de temps en temps. Ainsi mouillé, il devait peser près de 2 livres anglaises. J'ai chargé moi-même les bombes dans ma chambre, rue du Mont-Thabor, il m'a fallu faire sécher la poudre devant le feu, montre et thermomètre à la main; si une étincelle avait volé dessus, j'aurais sauté en l'air avec toute la maison. » Orsini chercha à se mettre au courant des promenades de l'Empereur.

Le 14 janvier 1858, il apprit que Napoléon III devait assister à une représentation de l'Opéra. Il avertit ses complices et se dirigea avec eux, à huit heures du soir, vers la rue Le Pelletier. Ils s'étaient divisés et chacun d'eux avait son poste assigné. Un hasard providentiel voulut que Pieri fût rencontré au coin de la rue Le Pelletier par un officier de paix, nommé Héberi, qui le reconnut pour un Italien expulsé de France en 1852 et signalé depuis plusieurs jours par une dépêche de M. Adolphe Barrot, ministre de France à Bruxelles, comme ayant dû arriver à Paris le 9 janvier avec un compatriote, dans l'intention de commettre quelque attentat contre la personne de l'Empereur. L'officier de paix arrêta Pieri et le conduisit au poste le plus voisin. Orsini et ses autres complices, ne se doutant pas de cette arrestation, vinrent se placer devant la façade de l'Opéra qui, suivant l'usage, était splendidement illuminée. L'escorte de l'Empereur, formée par les lanciers de la garde, parut bientôt avec trois voitures de la cour; l'Empereur et l'Impératrice étaient dans la dernière avec le général Roguet. La voiture s'arrêtait devant le pérystile, lorsqu'une première bombe lancée par Gomez éclata. La violence de l'explosion éteignit tous les becs de gaz : frappés par les projectiles, les deux chevaux entraînèrent la voiture au delà de l'entrée du passage et s'abattirent sur le trottoir. Presque immédiatement deux nouvelles bombes lancées par Rudio et Orsini, augmentèrent la terreur de la foule qui se sauvait et le nombre des victimes. On s'était empressé vers la voiture de l'Empereur et de l'Impératrice, dout les vitres étaient brisées. En apercevant un homme aux traits bouleversés et couvert de sang se précipiter de leur côté, l'Empereur et l'Impératrice doutèrent un moment que ce fût un défenseur; c'en était un pourtant, le fidèle Corse Alessandri. L'Empereur avait son chapeau traversé par un projectile et une écorchure au visage produite par un éclat du verre de la glace. Son aide de camp le général Roguet avait reçu, au-dessous de l'oreille, une blessure assez forte. On entraîna vivement Leurs Majestés dans un salon d'attente où les entourèrent les officiers de leur maison. L'Impératrice, indignée qu'on eût fait tant de victimes, voulait sortir de nouveau pour consoler les malheureux blessés. « Louis, disait-elle, allons leur faire voir que nous ne sommes pas des lâches comme eux. » Mais on les empêcha de retourner sur le lieu de l'attentat où régnait la plus grande confusion. L'Empereur, qui n'était point sorti de son calme, donna des ordres pour qu'on prît des mesures de sûreté et qu'on prodiguât les soins aux victimes, puis il se rendit à la loge impériale. Dans la salle, on avait d'abord attribué les trois explosions à un accident de gaz, mais bientôt on connut l'attentat, et lorsque Leurs Majestés parurent, des cris nombreux et énergiques prouvèrent l'horreur qu'inspirait le crime qui venait de se commettre, et la satisfaction qu'on éprouvait de ce que le chef de l'État avait échappé à un péril si grave. La représentation continua.

Mais la rue Le Pelletier offrait le plus triste des spectacles. 152 personnes gisaient à terre, avec des lanciers, des gardes de Paris, des employés de la Préfecture de police. Parmi les victimes se trouvaient 21 femmes et 11 enfants. Le nombre des blessés l'emportait de beaucoup sur les morts, mais plusieurs blessures qui d'abord paraissaient légères devinrent mortelles. Si Pieri eût pu lancer ses bombes, et si Orsini, qui avait été atteint lui-même, avait jeté celle qui lui restait, on ne peut calculer les malheurs qui seraient arrivés.

Leurs Majestés, accompagnées du duc de Saxe-Cobourg Gotha, qui se trouvait déjà dans la loge impériale au moment de l'attentat, sortirent de la représentation de l'Opéra après s'être enquis plusieurs fois des dispositions prises pour le soin et le transport des blessés. Le boulevard et les rues avoisinantes avaient été spontanément illuminés, et, malgré l'heure avancée de la nuit, la population s'empressait sur le passage du cortége impérial, manifestant par de vives acclamations sa sympathie et son indignation.

La police ne tarda pas à découvrir les coupables. La capture de Pieri était déjà une chose importante, bien qu'il s'obstinât à garder le silence : on l'avait trouvé porteur d'un couteau-poignard, d'un revolver, et d'un objet cylindrique dont on n'avait pas d'abord compris l'usage, mais dont on connaissait maintenant les terribles effets. De plus, Gomez, en proie à un trouble profond, était demeuré chez un restaurateur de la rue Le Pelletier. On l'arrêta. Une découverte en amène une autre, et on ne tarda pas à saisir Orsini et Rudio : on trouva Orsini occupé chez lui à se soigner. Il avait été blessé par ses propres engins, et la douleur l'avait empêché de jeter sa dernière bombe qu'on avait ramassée au coin de la rue Le Pelletier.

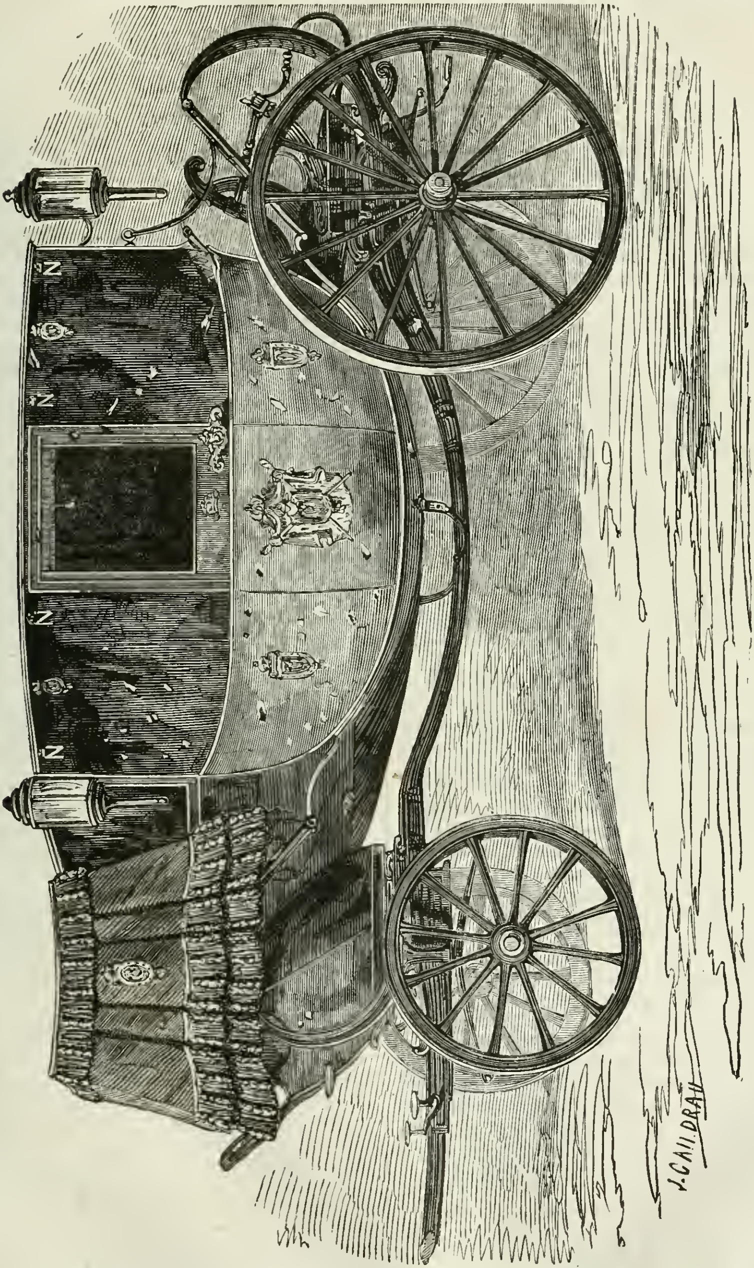
Le 25 février, Orsini, Pieri, Rudio et Gomez comparurent devant la Cour d'assises de la Seine. Orsini, que ses manières et son éducation distinguaient de ses vulgaires complices, essaya de couvrir son crime par des théories politiques : il se présenta comme un martyr du patriotisme. Me Jules Favre, chargé de sa défense, choisit naturellement ce terrain et plaida avec talent non la cause d'Orsini, qui ne pouvait se soutenir, mais la cause de l'Italie. Il fit habilement intervenir au procès une lettre que l'accusé avait, le 11 février, écrite à l'Empereur, et que Me Jules Favre, emporté sans doute par l'ardeur de la défense, qualifia du titre emphatique de *testament politique*.

« Les dépositions que j'ai faites contre moi-même dans ce procès politique intenté à l'occasion de l'attentat du 14 janvier, disait Orsini, sont suffisantes pour m'envoyer à la mort, et je la subirai sans demander



Attentat du 14 janvier 1858. (Page 329, col. 1.)

grâce, tant parce que je ne m'humilierai jamais devant celui qui a tué la liberté naissante de ma malheureuse patrie, que parce que, dans la situation où je me trouve, la mort est pour moi un bienfait.



Attentat du 14 janvier 1858 — Voiture de Leurs Majestés, avec les déchirures produites par les projectiles.

Près de la fin de ma carrière, je veux néanmoins tenter un dernier effort pour venir en aide à l'Italie, dont l'indépendance m'a fait jusqu'à ce jour braver tous les périls, aller au-devant de tous les sacrifices. Elle

fait l'objet constant de toutes mes affections, et c'est cette dernière pensée que je veux déposer dans les paroles que j'adresse à Votre Majesté.

« Pour maintenir l'équilibre actuel de l'Europe, il faut rendre l'Italie indépendante ou resserrer les chaînes sous lesquelles l'Autriche la tient en esclavage. Demandé-je pour sa délivrance que le sang des Français soit répandu pour les Italiens? Non, je ne vais pas jusque-là. L'Italie demande que la France n'intervienne pas contre elle; elle demande que la France ne permette pas à l'Allemagne d'appuyer l'Autriche dans les luttes qui vont peut-être bientôt s'engager. Or, c'est précisément ce que Votre Majesté peut faire si elle le veut. De cette volonté dépendent le bien-être ou les malheurs de ma patrie, la vie ou la mort d'une nation à qui l'Europe est, en grande partie, redevable de sa civilisation.

« Telle est la prière que, de mon cachot, j'ose adresser à Votre Majesté, ne désespérant pas que ma faible voix soit entendue. J'adjure Votre Majesté de rendre à ma patrie l'indépendance que ses enfants ont perdue en 1849, par la faute même de la France.

« Que Votre Majesté se rappelle que les Italiens, au milieu desquels était mon père, versèrent avec joie leur sang pour Napoléon le Grand, partout où il lui plut de les conduire; qu'elle se rappelle qu'ils lui furent fidèles jusqu'à sa chute; qu'elle se rappelle que, tant que l'Italie ne sera pas indépendante, la tranquillité de l'Europe et celle de Votre Majesté ne seront qu'une chimère. Que Votre Majesté ne repousse pas le vœu suprême d'un patriote sur les marches de l'échafaud; qu'elle délivre ma patrie, et les bénédictions de vingt-cinq millions de citoyens la suivront dans la postérité. »

Sans doute l'Italie souffrait, mais Orsini avait de singuliers moyens de plaider sa cause : l'Empereur avait déjà manifesté sa sympathie pour ce pays qui avait envoyé ses soldats combattre avec les nôtres en Crimée : eût-il péri, que (les événements l'ont prouvé) l'indépendance italienne en eût été plus compromise. Le crime ne blesse pas seulement le sens moral : il est encore aveugle, parce que la passion ne sait pas où elle frappe. Orsini ne pouvait, en protestant de la noblesse de ses mobiles, diminuer l'horreur qu'inspiraient cette doctrine de l'assassinat politique et cette cruauté de ne point regarder au nombre des victimes afin d'arriver plus sûrement au but. Le jury ne se laissa pas abuser par ces déclarations pompeuses, plus capables de faire tort au patriotisme que d'excuser le crime. La cour, suivant le verdict du jury, condamna Orsini, Pieri et Rudio à la peine des parricides, Gomez aux travaux forcés à perpétuité. Rudio, entraîné au dernier moment par la misère dans la conspiration, et laissant une femme avec un enfant, parvint à intéresser l'Impératrice à son sort : sa peine fut commuée. Orsini et Pieri subirent le 13 mars la peine des parricides, Pieri en gardant jusqu'à la fin son attitude presque cynique et en tremblant devant la mort; Orsini en s'efforçant de se réhabiliter par son calme et sa fermeté. Ils parurent, sur la plateforme fatale, revêtus d'un long voile noir, et après avoir entendu leur sentence, furent livrés aux exécuteurs. Les derniers mots d'Orsini furent, dit-on, ceux d'Italie et de France. Que le ciel préserve l'Italie et la France de pareils serviteurs!

§ 4. CONSÉQUENCES DE L'ATTENTAT; MINISTÈRE DU GÉNÉRAL ESPINASSE; LOI DE SURETÉ.

L'attentat du 14 janvier causa à Paris, en France et dans l'Europe entière une profonde stupeur. Le caractère du crime, l'audace des assassins, le nombre des victimes faites par ces bombes vraiment infernales, tout se réunissait pour ajouter à l'émotion que causait le danger couru par le chef de l'État. Cette guerre incessante déclarée à l'Empereur par la démagogie détruisait tout sentiment de confiance dans l'avenir. Le gouvernement, alarmé de cette odieuse conspiration qui cependant n'était pas française, mais exclusivement italienne, crut devoir prendre une position défensive à l'égard des partis : il donna à sa politique intérieure une direction rigoureuse, et même à sa politique extérieure une allure un peu roide. C'est là le fait saillant de l'année 1858 et celui qui donne le plus matière à réflexion.

Quatre jours après l'attentat, le Corps législatif rouvrait ses séances. L'Empereur profita de cette occasion pour rappeler dans quelles conditions il gouvernait et comment il entendait sa mission. Après avoir, comme à l'ordinaire, exposé la situation, il ajoutait :

« Je pourrais terminer ici mon discours; mais je crois utile, au commencement d'une législature, d'examiner avec vous ce que nous sommes et ce que nous voulons. Il n'y a que les causes bien définies, nettement formulées, qui créent des convictions profondes; il n'y a que les drapeaux hautement déployés qui inspirent des dévouements sincères. Qu'est-ce que l'Empire? Est-ce un gouvernement rétrograde, ennemi des lumières, désireux de comprimer les élans généreux et d'empêcher dans le monde le rayonnement pacifique de tout ce que les grands principes de 89 ont de bon et de civilisateur? Non : l'Empire a inscrit ces principes en tête de sa constitution; il adopte franchement tout ce qui peut ennoblir les cœurs et exalter les esprits pour le bien; mais aussi, ennemi de toute théorie abstraite, il veut un pouvoir fort, capable de vaincre les obstacles qui arrêteraient sa marche, car, ne l'oublions pas, la marche de tout pouvoir nouveau est longtemps une lutte. D'ailleurs il est une vérité écrite à chaque page de l'histoire de la France et de l'Angleterre, c'est qu'une liberté sans entraves est impossible tant qu'il existe dans un pays une fraction obstinée à méconnaître les bases fondamentales du gouvernement, car alors la liberté, au lieu d'éclairer, de contrôler, d'améliorer, n'est plus, dans la main des partis, qu'une arme pour renverser.

« Aussi comme je n'ai pas accepté le pouvoir de la nation dans le but d'acquérir cette popularité éphémère, prix trompeur de concessions arrachées à la faiblesse, mais afin de mériter un jour l'approbation de la postérité en fondant en France quelque chose de durable, je ne crains pas de vous le déclarer aujourd'hui, le danger, quoi qu'on en dise, n'est pas dans les prérogatives excessives du pouvoir, mais plutôt dans l'absence de lois répressives. Ainsi les dernières élections, malgré leur résultat satisfaisant, ont offert en certains lieux un affligeant spectacle : les partis hostiles en ont profité pour agiter le pays, et on a vu quelques hommes, s'avouant hautement ennemis des institutions nationales, tromper les électeurs par de fausses promesses, et, après avoir brigué leurs suffra-

ges, les rejeter ensuite avec dédain. Vous ne permettrez pas qu'un tel scandale se renouvelle, et vous obligerez tout éligible à prêter serment à la Constitution avant de se porter candidat.

« La pacification des esprits devant être le but constant de nos efforts, vous m'aiderez à rechercher les moyens de réduire au silence les oppositions extrêmes et factieuses. En effet, n'est-il pas pénible, dans un pays calme, prospère, respecté en Europe, de voir d'un côté des personnes décrier un gouvernement auquel elles doivent la sécurité dont elles jouissent, tandis que d'autres ne profitent du libre exercice de leurs droits politiques que pour miner les institutions? J'accueille avec empressement, sans m'arrêter à leurs antécédents, tous ceux qui reconnaissent la volonté nationale ; quant aux provocateurs de troubles et aux organisateurs de complots, qu'ils sachent bien que leur temps est passé !

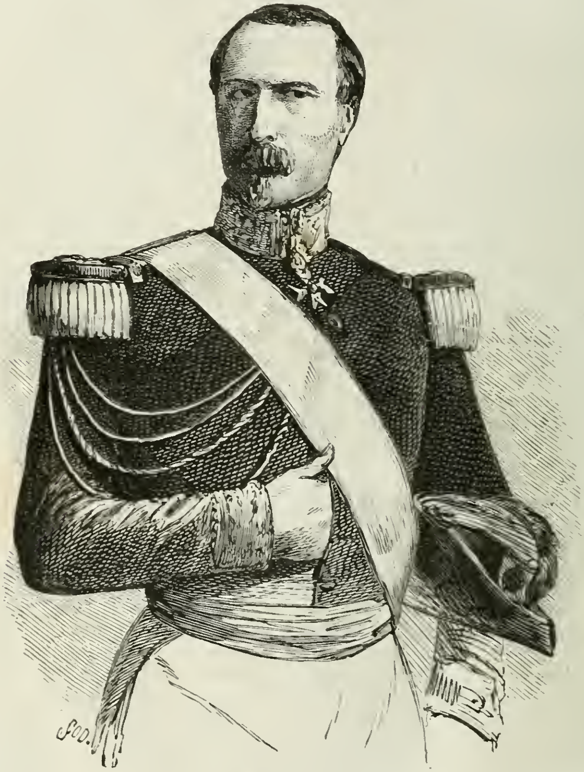
« Je ne puis terminer sans vous parler de la criminelle tentative qui vient d'avoir lieu. Je remercie le ciel de la protection visible dont il nous a couverts, l'Impératrice et moi, et je déplore qu'on fasse tant de victimes pour attenter à la vie d'un seul. Cependant ces complots portent avec eux plus d'un enseignement utile : le premier, c'est que les partis qui recourent à l'assassinat prouvent par ces moyens désespérés leur faiblesse et leur impuissance ; le second, c'est que jamais un assassinat, vînt-il à réussir, n'a servi la cause de ceux qui avaient armé le bras des assassins. Ni le parti qui frappa César, ni celui qui frappa Henri IV, ne profitèrent de leur meurtre. Dieu permet quelquefois la mort du juste, mais il ne permet jamais le triomphe de la cause du crime. Aussi ces tentatives ne peuvent troubler ni ma sécurité dans le présent, ni ma foi dans l'avenir : si je vis, l'Empire vit avec moi, et si je succombais, l'Empire serait encore affermi par ma mort même, car l'indignation du peuple et de l'armée serait un nouvel appui pour le trône de mon fils. Envisageons donc l'avenir avec confiance, livrons-nous sans préoccupations inquiètes à nos travaux de tous les jours pour le bien et la grandeur du pays. *Dieu protége la France!* »

On remarqua surtout dans ce discours la déclaration de l'Empereur « que le danger n'était pas dans les prérogatives excessives du pouvoir, mais dans l'absence de lois répressives. » On s'attendit donc à de nouvelles mesures. Le jour même de l'ouverture de la session, un journal hostile était supprimé. Le 27 janvier, un décret divisa le territoire de l'Empire en cinq grands commandements confiés à des maréchaux de France et ayant leurs siéges à Paris, Nancy, Lyon, Toulouse et Tours. D'après cette disposition, les troupes, dispersées dans les garnisons et inégalement réparties sur la surface du territoire, pouvaient, à un moment donné, être rapidement réunies en groupes importants dans les mains d'un seul chef et assurer ainsi sur tous les points l'ordre public. Cette précaution parut excessive ; ces grands commandements, qui ont survécu aux circonstances d'où ils sont sortis, n'ont guère d'utilité, et ils pourraient, dans les crises graves, amener des complications au lieu de simplifier les choses

Des lettres-patentes du 1er février 1856 tranchant la question de la régence étaient plus justifiées et furent mieux accueillies. Le sénatus-consulte du 17 juillet 1856 ne conférait la régence à l'Impératrice que si l'Empereur n'en avait autrement disposé par acte public ou secret. Cette disposition laissait une incertitude que l'Empereur jugea nécessaire de dissiper en conférant expressément, par lettres-patentes du 1er février, la régence à l'Impératrice, et à défaut de l'Impératrice, aux princes français suivant l'ordre de l'hérédité de la couronne. En même temps fut constitué un conseil privé qui, avec l'adjonction des deux princes français les plus proches dans l'ordre d'hérédité, deviendrait le conseil de régence par le seul fait de l'avénement de l'Empereur mineur, si à ce moment l'Empereur n'en avait point constitué un autre par acte public. Ce conseil fut composé du cardinal Morlot, du duc de Malakoff, de M. Fould, de M. Troplong, du comte de Morny, du comte de Persigny, de M. Baroche. Plus tard l'Empereur y appela le comte Walewski et M. Magne. L'utilité de ce conseil privé fut assez vivement contestée : sa seule raison d'être, c'était son rôle éventuel de conseil de régence. Hors de là, il faisait double emploi avec le conseil des ministres : s'il était, comme il arriva, composé des personnages principaux du cabinet, il ne pouvait différer d'avis ; s'il était pris en dehors des ministres et se trouvait d'avis contraire, il provoquerait des conflits. D'ailleurs l'Empereur était bien libre de demander quand il voulait et comme il voulait, les conseils des personnes qui jouissaient de sa confiance : il n'y avait nul besoin de faire d'un conseil intime un rouage de plus, une institution d'abord non onéreuse, puis onéreuse pour le budget, car lorsque les membres du conseil privé n'exercent pas de fonctions, ils ont maintenant un traitement de ministre, comme ils en gardent le rang.

Le 7 février, un décret annonça la démission du ministre de l'intérieur, M. Billault, et la nomination du général Espinasse, aide de camp de l'Empereur, en qualité de ministre de l'intérieur et *de la sûreté générale*. Ces derniers mots ajoutés au titre ordinaire de ministre de l'intérieur, joints à la nomination d'un militaire à une fonction éminemment civile, joints aussi à une extension des attributions de la police, indiquaient assez l'ordre d'idées sous lequel le gouvernement agissait. Le général Espinasse avait participé à l'acte du 2 décembre. Son avénement au ministère de l'intérieur faisait pressentir que l'administration si souple, en France si prompte à se tendre ou à se détendre, allait déployer toute son énergie. Seulement, excepté le crime du 14 janvier, rien n'appelait cette énergie. Sans doute les sociétés secrètes s'étaient un moment agitées, et une bande d'émeutiers avait, dans une ridicule échauffourée, à Châlon-sur-Saône, proclamé la république. Mais il n'y avait rien là d'assez sérieux pour autoriser les nouvelles mesures et surtout la proposition d'une loi *de sûreté générale*. Ces mesures de sûreté avaient rencontré au Conseil d'État de vives et nombreuses objections. Aussi ces objections déterminèrent l'Empereur à amender le projet avant de le soumettre au Corps législatif. D'après le projet tel qu'il fut présenté aux députés, étaient punis d'un emprisonnement et d'une amende, 1° tout individu qui provoque *publiquement*, d'une manière quelconque, aux crimes prévus par les articles 86 et 87 du Code pénal, lorsque cette provocation n'a pas été suivie d'effet ; 2° tout individu qui, dans la pensée de troubler la paix publique ou d'exciter à la haine ou au mépris du gouvernement, pratique des manœuvres ou entretient des intelligences

soit à l'intérieur, soit à l'étranger; 3° tout individu qui aura, sans autorisation, fabriqué, débité ou distribué des machines meurtrières ou de la poudre fulminante, ainsi que tout détenteur ou porteur illicite de ces mêmes objets. Pourrait être, par mesure de sûreté générale, interné dans un des départements de l'Empire ou en Algérie, ou expulsé du territoire français, tout individu condamné pour l'un des délits ci-dessus énumérés. Les mêmes mesures de sûreté générale pouvaient être appliquées : 1° aux individus condamnés pour divers crimes ou délits politiques ; 2° à tous individus qui avaient été condamnés, soit internés, soit expulsés ou transportés à l'occasion des événements de mai et juin 1848, de juin 1849 ou de décembre 1851, et que des faits graves signaleraient de nouveau comme dangereux pour la sûreté publique. La commission chargée d'examiner ce projet proposa deux amendements très-importants qui furent acceptés par le Conseil d'Etat; d'une part, les pouvoirs accordés au gouvernement pour l'application de l'internement ou de l'expulsion par décision administrative ne furent concédés qu'à titre transitoire jusqu'au 31 mars 1865; d'un autre côté, les mesures de sûreté générale autorisées par ces mêmes articles ne pouvaient être prises



Le général Espinasse[1].

par le ministre de l'intérieur que sur l'avis du préfet du département, du général et du chef du parquet. Discuté dans les séances des 18 et 19 février, le projet fut combattu par M. Emile Ollivier, le marquis d'Andelarre et Plichon : il fut défendu par MM. Granier de Cassagnac, Riché et le président du conseil d'État, M. Baroche. Cette loi dépassait la mesure des périls que courait le gouvernement : l'expérience a prouvé

1. Le général Espinasse, né en 1815 à Saissac, village de l'Aude, entra à l'école militaire de Saint-Cyr en 1833. Envoyé en Algérie, il y gagna ses premiers grades et fut nommé chef de bataillon des zouaves en 1845. Il passa ensuite dans la ligne et prit part au siége de Rome en 1849. Colonel en juillet 1851, il se montra tout dévoué au prince Louis-Napoléon et concourut activement à l'exécution du coup d'État du 2 Décembre en occupant avec ses soldats le palais de l'Assemblée. L'année suivante il fut nommé général de brigade et aide de camp de l'Empereur. Nous l'avons vu, pendant la guerre d'Orient, recevoir la conduite d'une exploration dans la Dobrutscha, exploration qui devint désastreuse par l'invasion subite du choléra. Espinasse dut retourner en France pour rétablir sa santé, mais il repartit au printemps de l'année 1855. Il fut nommé général de division le 29 août 1855. En 1858, l'Empereur confiant en son dévoûment, l'appelait sur la scène politique et le chargeait, en lui donnant le portefeuille de ministre de l'intérieur, d'une mission dont le général s'exagéra sans doute la portée comme nous allons le voir.

qu'elle n'était point nécessaire, et en 1865 le gouvernement n'a pas réclamé le renouvellement des pouvoirs excessifs qu'elle lui avait conférés. Elle n'en fut pas moins votée par 227 suffrages. Toutefois on remarqua l'opposition de 24 membres du Corps législatif, parmi lesquels se trouvaient des hommes très-dévoués à l'Empire.

La Chambre n'eut guère ensuite à s'occuper que de lois non politiques, loi sur les hypothèques légales, Code de justice maritime, loi sur les ventes publiques, loi sur l'usurpation des titres nobiliaires.

Nous avons dit que MM. Carnot et Goudchaux avaient, après leur élection au Corps législatif, refusé



Lord Derby, chef du parti tory en Angleterre

e serment. Pour prévenir des éclats de ce genre, le Sénat adopta un sénatus-consulte qui exigea des candidats à la députation un écrit contenant le serment d'obéissance à la Constitution et de fidélité à l'Empereur. Aussi aux élections qui eurent lieu à Paris pour remplacer MM. Carnot, Goudchaux et le général Cavaignac, vit-on trois avocats du barreau de Paris et connus pour leurs opinions républicaines, MM. Liouville, Jules Favre et Ernest Picard, prêter le serment avant de se présenter comme candidats. Le gouvernement leur opposait le général Perrot, ancien commandant des gardes nationales de la Seine, MM. Ecke et Perret. Le général Perrot l'emporta sur M. Liouville, mais M. Jules Favre fut élu, et à un second tour de

scrutin, M. Picard. Il est à croire que dans les circonstances où l'on se trouvait, les électeurs n'auraient pas causé ce déplaisir au gouvernement sans les mesures rigoureuses qu'on avait prises à la suite du déplorable événement du 14 janvier.

§ 5. DIFFICULTÉS AVEC L'ANGLETERRE; QUESTION DES RÉFUGIÉS.

L'attentat avait eu également ses conséquences à l'extérieur. Il avait d'abord offert aux souverains l'occasion de manifester leurs sympathies, réelles ou feintes, pour l'Empereur Napoléon. Beaucoup lui envoyèrent des ambassadeurs extraordinaires; plusieurs, notamment les rois de Prusse et de Danemark, des princes de leur famille. Mais les circonstances qui amenaient tant d'hommages, entraînèrent aussi des difficultés diplomatiques avec l'Angleterre. L'alliance fut compromise.

Le crime d'Orsini avait été projeté et préparé en Angleterre, comme tous les attentats précédents. Il y avait là un danger perpétuel pour le gouvernement français : si l'hospitalité est une noble chose, le pays qui la donne doit veiller à ce qu'on n'en abuse point. Le 20 janvier, M. le comte Walewski, notre ministre des affaires étrangères, adressa à l'ambassadeur de France à Londres une dépêche destinée à être communiquée au cabinet britannique.

« Monsieur le comte, disait le ministre à M. de Persigny, l'instruction ouverte sur la criminelle tentative dont l'Empereur vient d'être l'objet, poursuit son cours, et nous ne tarderons pas à en connaître le résultat définitif; mais il est un point sur lequel dès à présent nous ne saurions conserver aucun doute : ce nouvel attentat, comme ceux qui l'ont précédé, a été conçu en Angleterre. C'est en Angleterre que Pianori avait formé le dessein de frapper l'Empereur; c'est de Londres que dans une affaire dont le souvenir est encore récent, Mazzini, Ledru-Rollin et Capanella dirigeaient les sicaires dont ils avaient armé la main. C'est là aussi que les auteurs du dernier complot ont à loisir préparé leurs moyens d'action, étudié et fabriqué les instruments de destruction dont ils ont fait usage, et c'est de là qu'ils sont partis pour exécuter leur plan.

« En constatant ces faits, j'ai hâte d'ajouter combien le gouvernement de l'Empereur est pénétré de la sincérité des sentiments de réprobation qu'ils soulèvent en Angleterre. Il a également la conviction qu'en présence de pareilles preuves des abus de l'hospitalité, le gouvernement et le peuple anglais comprennent dès maintenant jusqu'à quel point nous sommes fondés à nous en préoccuper.

« Personne n'apprécie et ne respecte plus que nous la libéralité avec laquelle l'Angleterre aime à pratiquer le droit d'asile envers les étrangers victimes des luttes politiques. La France a toujours regardé pour sa part comme un devoir d'humanité de ne jamais fermer sa frontière à aucune infortune honorable, à quelque parti qu'elle appartînt, et le gouvernement de Sa Majesté ne vient point se plaindre que ses adversaires puissent trouver un refuge sur le sol anglais et y vivre paisiblement, en restant fidèles à leurs opinions, à leurs passions même, sous la protection des lois britanniques.

« Mais combien est différente l'attitude des adeptes de la démagogie établis en Angleterre! Ce n'est plus l'hostilité de partis égarés se manifestant par tous les excès de la presse et toutes les violences du langage, ce n'est plus même le travail de factieux cherchant à agiter l'opinion et à provoquer le désordre; c'est l'assassinat érigé en doctrine, prêché ouvertement, pratiqué dans des tentatives répétées, dont la plus récente vient de frapper l'Europe de stupeur. Le droit d'asile doit-il donc protéger un tel état de choses? L'hospitalité est-elle due à des assassins? La législation anglaise doit-elle servir à favoriser leurs desseins et leurs manœuvres, et peut-elle continuer de couvrir des gens qui se mettent eux-mêmes, par des actes flagrants, en dehors du droit commun et au ban de l'humanité?

« En soumettant ces questions au gouvernement de Sa Majesté britannique, le gouvernement de l'Empereur ne remplit pas seulement un devoir envers lui-même, il se rend au sentiment du pays, qui l'y invite sous l'empire des plus légitimes préoccupations, et qui dans une circonstance où la solidarité entre toutes les nations et tous les gouvernements est aussi évidente, croit avoir le droit de compter sur le concours de l'Angleterre. Le renouvellement et la perversité de ces entreprises coupables mettent la France en présence d'un danger auquel nous sommes tenus de pourvoir. Le gouvernement de Sa Majesté britannique peut nous aider à le conjurer en nous donnant une garantie de sécurité qu'aucun État ne saurait refuser à un État voisin, et que nous sommes autorisés à attendre d'un allié.

« Pleins de confiance d'ailleurs dans la haute raison du cabinet anglais, nous nous abstenons de toute indication quant aux mesures qu'il peut convenir de prendre pour satisfaire à ce vœu. Nous nous en reposons entièrement sur lui du soin d'apprécier les décisions qu'il jugera les plus propres à conduire au but, et nous nous complaisons dans la ferme persuasion que nous n'aurons pas vainement fait appel à sa conscience et à sa loyauté. »

Cette dépêche fut très-bien accueillie des ministres anglais, notamment de lord Palmerston, l'homme susceptible par excellence. Le cabinet prit l'avis des jurisconsultes de la Couronne, et il fut reconnu que la législation anglaise, en matière de conspiration et de meurtre, n'était point applicable aux étrangers. De là une bizarrerie : un Anglais complice d'un meurtre était puni comme le meurtrier lui-même : un étranger n'était passible que d'un emprisonnement et d'une amende. Allsopp, sujet anglais, qui avait aidé Orsini dans la fabrication des bombes, aurait été pendu, si on avait pu, ou plutôt si on avait voulu le saisir. Simon Bernard, réfugié français et plus compromis qu'Allsopp, ne pouvait être condamné qu'à une peine légère si le jury voulait le reconnaître coupable. Les ministres anglais proposèrent donc un bill qui comblât la lacune signalée dans la législation anglaise.

Mais si le gouvernement français avait rédigé sa réclamation dans les termes les plus mesurés, la population en France exprimait son opinion sans en peser les termes : on s'indignait, dans notre pays, de voir un grand peuple comme le peuple anglais couvrir de sa protection des assassins. L'ancienne animosité contre la perfide Albion revivait; les journaux, les adresses à l'Empereur demandaient justice : beaucoup d'officiers supérieurs, dans leurs adresses, par-

laient de vengeance. L'opinion s'exalta et les paroles menaçantes venues de Paris causèrent une vive émotion à Londres. On accusa le ministère de céder aux exigences de la France; on lui reprocha de n'avoir point répondu à la dépêche du comte Walewski. Une crise ministérielle se déclara, et lord Palmerston dut tomber pour avoir eu trop de déférence à l'égard du gouvernement français et avoir cédé à l'intimidation. La chute de Palmerston était injuste, mais il est bon de noter la différence des temps. Sous le règne de Louis-Philippe, lord Palmerston cherchait toutes les occasions d'humilier et de taquiner la France. Sous l'Empire il ne se faisait pas faute de la taquiner, mais il était si loin de pouvoir l'humilier, qu'il tomba en 1858 pour avoir paru s'humilier devant elle!

La conduite du cabinet *tory*, qui succéda au cabinet *wigh*, prouva encore une fois de plus quelle idée les Anglais, tout en se disant froissés de la *manifestation des colonels*, avaient de notre pays, et quel prix ils attachaient à notre alliance. Lord Derby[1] déclara qu'il entendait maintenir cette alliance et que son but serait d'éviter une rupture entre les deux pays. Un échange de dépêches eut lieu.

Le gouvernement français savait bien que les mesures prises à Londres ne seraient jamais efficaces : il connaissait la législation britannique, et il avait surtout cherché, dans sa réclamation, une satisfaction morale à l'opinion du pays. Il ne voulait pas que ces malentendus réveillassent des passions, à peine assoupies, et loin d'exciter le sentiment populaire, il le modérait. Il voulut démontrer à l'Angleterre qu'il n'entendait point renoncer à son amitié et envoya à Londres, comme successeur de M. de Persigny, le maréchal Pélissier, dont la présence ne pouvait que rappeler les meilleurs souvenirs. C'était un acte de fermeté que de choisir, en des circonstances difficiles, un soldat, au lieu d'un diplomate; un acte de courtoisie que de faire représenter la France par un compagnon éminent des généraux anglais, par un homme qui avait maintenu l'accord des deux nations dans les fatigues de la guerre comme dans la victoire. L'Angleterre fit au maréchal Pélissier un accueil triomphal, on le fêta partout, on célébra de nouveau les victoires d'Orient; mais en même temps le jury anglais, les boutiquiers de Londres, comme disaient les journaux, donnèrent cours à leurs rancunes et voulurent montrer leur indépendance en acquittant, malgré les preuves les plus positives, Simon Bernard accusé d'avoir participé au complot d'Orsini (avril 1858). Cet acquittement fut un scandale qui, après tout, retombait sur les tribunaux anglais.

On pouvait tirer comme conclusion de ces difficultés que si la France et l'Angleterre sont unies par les intérêts, il y a bien à faire pour que l'alliance devienne une amitié solide entre les deux peuples. Le caractère des deux nations est si différent! Il faudra qu'elles se pénètrent longtemps l'une l'autre avant d'arriver à la sympathie. Nous gardons nos défauts, mais ils ne sont pas aussi graves que l'égoïsme du peuple anglais, égoïsme qui inspire presque toujours la politique de ses hommes d'État.

Le gouvernement français avait adressé des réclamations analogues aux gouvernements de Belgique, de Suisse et de Piémont. Le ministère belge se hâta de présenter aux Chambres, qui la votèrent avec empressement, une loi établissant le principe de la poursuite d'office pour les délits de presse contre les souverains étrangers. Des journaux qui avaient fait l'apologie de l'assassinat furent condamnés. De plus un projet de loi relatif à la police des étrangers, témoignait de l'intention d'exercer à l'avenir une plus active surveillance sur les étrangers.

En Suisse, les choses n'allèrent pas si vite, mais le conseil fédéral finit par se rendre aux raisons de la France, et après une enquête, ordonna l'internement des individus réfugiés principalement à Genève et réputés dangereux.

Le Piémont, ami de la France, se refusa d'autant moins à prendre des mesures contre les réfugiés que les auteurs de l'attentat du 14 janvier se glorifiant d'être Italiens, leur crime faisait à la fois honte et tort à l'Italie. Le comte de Cavour savait d'ailleurs Victor-Emmanuel aussi menacé que l'Empereur Napoléon III. Il proposa aux Chambres, qui les adoptèrent, plusieurs lois propres à mieux assurer la répression des délits de presse et des complots au moyen de la création d'un jury spécial. Les nuages disparurent de l'horizon politique de l'Europe, mais seulement jusqu'à la fin de l'année 1858.

§ 6. M. DELANGLE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR (14 JUIN); RETOUR A LA POLITIQUE MODÉRÉE; LES FÊTES DE CHERBOURG (4, 5, 6 ET 7 AOUT); VOYAGE DE L'EMPEREUR EN BRETAGNE; SITUATION DE LA FRANCE A LA VEILLE DE LA GUERRE D'ITALIE.

L'Empereur reconnut enfin qu'on ne pouvait longtemps faire peser sur le pays la responsabilité de l'attentat du 14 janvier : il revint à son ancienne ligne de conduite. Une mesure impopulaire du général Espinasse lui fournit l'occasion de relever son aide de camp du poste qu'il lui avait confié. Le général Espinasse avait recommandé aux préfets la conversion en rentes sur l'État des biens immobiliers appartenant aux établissements de bienfaisance. Il rappelait que ces propriétés, d'une valeur de 500 millions de francs environ, ne produisaient en moyenne qu'un revenu de 2 1/2 pour 100, et que ce revenu était insuffisant pour les besoins de la charité, tandis que le placement en rentes rapporterait près de 5 pour 100. Les préfets à qui la loi attribue le règlement définitif du budget des hospices devaient refuser aux établissements charitables possédant des immeubles l'autorisation d'aliéner des rentes sur l'État; ils devaient également s'opposer à l'acquisition d'immeubles par les hospices à titre de placement de fonds, sauf le cas où cette acquisition serait la condition d'une do-

1. Lord Derby, chef du parti tory et rival de Palmerston, descend d'une des plus vieilles familles d'Angleterre. Il est né en 1799. Comme un grand nombre de fils de famille il entra, dès la jeunesse, et de plain pied dans la carrière politique; il fut élu député en 1820. Il portait le nom de lord Stanley. En 1830 il fit partie d'un cabinet et à partir de ce moment fut un des brillants champions des luttes qu'engagent sans cesse au dela de la Manche, les wighs et les tories. Tantôt vainqueur tantôt vaincu, lord Stanley, sans être l'ennemi de tout progrès, car il a fait passer la loi d'émancipation des esclaves en 1833, défend avec un rare talent les idées de conservation. En 1851, à la mort de son père, il échangea le nom de lord Stanley qu'il avait déjà rendu célèbre contre le nom héréditaire de lord Derby : il siégeait à la Chambre des lords depuis 1844. Nous venons de le voir renverser lord Palmerston : nous ne tarderons pas à voir celui-ci prendre sa revanche, au moment de la guerre d'Italie.

nation ou d'un legs en argent. Ils pouvaient enfin provoquer la dissolution des commissions récalcitrantes. On vit là une contrainte injuste et de plus une intervention exagérée de l'Etat. On blâma cette manière de concentrer dans le Trésor toutes les ressources des établissements charitables. Un certain nombre de membres des conseils d'administration donnèrent leur démission : un grand mouvement d'opinion se produisit et ne contribua pas peu à hâter la retraite du général Espinasse, qui devait, l'année suivante, trouver une mort glorieuse sur le champ de bataille de Magenta.

M. Delangle, premier président de la Cour impériale de Paris, lui succéda (14 juin) comme ministre de l'intérieur, et non plus ministre de l'intérieur *et de la sûreté générale*. Cette nomination, favorablement accueillie, annonçait que le gouvernement allait détendre ses ressorts. M. Delangle se recommandait par l'esprit de modération naturel aux magistrats de notre pays. Né en 1797, il avait été dans sa jeunesse un des membres les plus brillants du barreau de Paris : il fit partie du conseil de l'ordre et fut élu bâtonnier en 1837. Avocat général à la Cour de cassation en 1840, puis procureur général de la Cour royale de Paris, il dirigea le fameux procès Teste et Cubières. Les électeurs de Cosnes (Nièvre) l'envoyèrent à la



M. Delangle.

Chambre des députés en 1846. A la Révolution de 1848, M. Delangle perdit sa place au parquet et redevint simple avocat. Dévoué au prince Louis-Napoléon, il reçut en 1850 la présidence du bureau de l'assistance judiciaire de la Cour de cassation, fit partie, après le 2 décembre, de la commission consultative, et devint président de section au conseil d'État. En 1852 il rentra dans la magistrature comme procureur général de la Cour de cassation en remplacement de M. Dupin, qui avait donné sa démission. Peu de temps après, l'Empereur le nomma premier président de la Cour impériale de Paris et sénateur. M. Delangle, à ses importantes fonctions, réunit celles de président de la commission municipale de la Seine. Appelé en 1858 à remplacer le général Espinasse, il dissipa aussitôt par de nouvelles instructions aux préfets les inquiétudes qu'avaient provoquées les instructions de son prédécesseur pour la vente des immeubles appartenant aux hospices. Il supprima les entraves qui avaient été mises à la circulation des voyageurs : la presse devint moins timide.

Un autre décret du 14 juin érigeait un nouveau ministère, celui de l'Algérie et des colonies, et en confiait la direction au prince Napoléon. C'était montrer quelle importance le gouvernement attachait à la bonne administration de l'Algérie, et l'entrée du prince Napo-



Port de Cherbourg.

léon au conseil des ministres était significative. Le prince s'était jusqu'alors tenu à l'écart de la politique intérieure. Il avait combattu en Crimée, il avait présidé la commission de l'Exposition universelle, il voyageait beaucoup, s'occupait d'arts, d'industrie, et ne passait point pour approuver tout ce qui se faisait dans le gouvernement. Son arrivée aux affaires indiquait qu'il savait le gouvernement disposé à entrer dans une voie plus libérale. Cette création d'un ministère pour l'Algérie soulevait néanmoins de nombreuses objections et ne devait pas tarder à être abandonnée. Ce n'est point par une centralisation excessive qu'on peut résoudre la question algérienne.

A l'extérieur, nous l'avons dit, les difficultés diplomatiques étaient terminées. Les relations de la France et de l'Angleterre avaient repris leur ancienne cordialité, et un nouveau témoignage de la durée de l'alliance fut donné à l'Europe. L'Empereur devait inaugurer le chemin de fer de Cherbourg et les immenses travaux entrepris dans ce port. La reine d'Angleterre promit d'assister aux fêtes qu'on préparait.

L'Empereur arriva à Cherbourg avec l'Impératrice le 4 août, et l'évêque de Coutances procéda solennellement à la bénédiction de la nouvelle ligne de fer. Le soir, à sept heures, des salves d'artillerie annoncèrent que la reine Victoria entrait dans la rade, escortée d'une partie de la flotte anglaise. L'Empereur et l'Impératrice, accompagnés du duc de Malakoff, allèrent presque immédiatement lui rendre visite. Le 5 août, la reine d'Angleterre et le prince Albert débarquèrent à Cherbourg, où ils passèrent une grande partie de la journée, examinant les prodigieux travaux qui, sans leur présence, eussent paru une menace. Le soir un banquet aussi splendide qu'original fut donné par l'Empereur à ses hôtes à bord du vaisseau *la Bretagne*. Une table de soixante-dix couverts était dressée dans la batterie basse, décorée avec un goût parfait et avec les éléments nombreux d'ornementation que nos marins emploient avec une élégance si particulière. L'Empereur porta un toast à la reine Victoria. « Je bois, dit-il, à la santé de Sa Majesté la reine d'Angleterre, à celle du prince qui partage son trône et de la famille royale. En portant ce toast, en leur présence, à bord du vaisseau amiral français, dans le port de Cherbourg, je suis heureux de montrer les sentiments qui nous animent envers eux. Les faits parlent d'eux-mêmes, et ils prouvent que les passions hostiles, aidées par quelques incidents malheureux, n'ont pu altérer ni l'amitié qui existe entre les deux couronnes, ni le désir des deux peuples de rester en paix. Aussi ai-je le ferme espoir que si l'on voulait réveiller les rancunes et les passions d'une autre époque, elles viendraient échouer contre le bon sens public, comme les vagues se brisent devant la digue qui protége en ce moment contre la violence de la mer les escadres des deux empires. » Le prince Albert porta un toast à l'Empereur et à l'Impératrice au nom de la Reine. Après le dîner, les souverains montèrent sur la dunette pour admirer le feu d'artifice tiré sur le fort central de la digue. C'était un spectacle magnifique que la vue des navires nombreux détachant leurs noires silhouettes sous la pluie de feu qui les illuminait : il arracha un long cri d'admiration aux cent mille spectateurs groupés jusque sur les hauteurs de la montagne du Roule éclairée elle-même d'une façon fantastique. L'Empereur voulut reconduire lui-même la reine d'Angleterre à bord de son yacht, et c'est au milieu d'une mer de flammes, de navires couverts de feux, au bruit des salves d'artillerie et des acclamations que la souveraine de la Grande-Bretagne rejoignit *le Royal-Albert*. L'escadre britannique s'éloigna, et les fêtes de Cherbourg reprirent leur caractère exclusivement national.

Le 7 août l'Empereur assista à l'inauguration du bassin Napoléon, où l'eau se précipita aux applaudissements de la foule. Le 8, il présida la cérémonie dans laquelle fut découverte la statue de Napoléon Ier, élevée sur le quai de Cherbourg, le regard et la main tendus vers le rivage anglais. Répondant à une harangue du maire de la ville, Napoléon III prononça un discours pacifique et conciliant : « En vous remerciant à mon arrivée à Cherbourg de votre chaleureuse adresse, je vous disais qu'il semblait être dans ma destinée de voir s'accomplir pendant la paix les grands desseins que l'Empereur avait conçus pendant la guerre. En effet, non-seulement les travaux gigantesques dont il avait eu la pensée s'achèvent, mais encore dans l'ordre moral les principes qu'il avait voulu faire prévaloir par les armes triomphent aujourd'hui par le simple effet de la raison. Ainsi, l'une des questions pour lesquelles il avait lutté le plus énergiquement, la liberté des mers, qui consacre le droit des neutres, est résolue d'un commun accord; tant il est vrai que la postérité se charge toujours de réaliser les idées d'un grand homme.

« Mais, tout en rendant justice à l'Empereur, nous ne saurions oublier, en ces lieux, les efforts persévérants des gouvernements qui l'ont précédé et qui l'ont suivi. L'idée première de la création du port de Cherbourg remonte, vous le savez, à celui qui créa tous nos ports militaires et toutes nos places fortes, à Louis XIV, secondé du génie de Vauban. Louis XVI continua activement les travaux; le chef de ma famille leur donna une impulsion décisive, et depuis chaque gouvernement a regardé comme un devoir de la suivre.

« Je remercie la ville de Cherbourg d'avoir élevé une statue à l'Empereur dans les lieux qu'il a entourés de toute sa sollicitude.

« Vous avez voulu rendre hommage à celui qui, malgré les guerres continentales, n'a jamais perdu de vue l'importance de la marine!

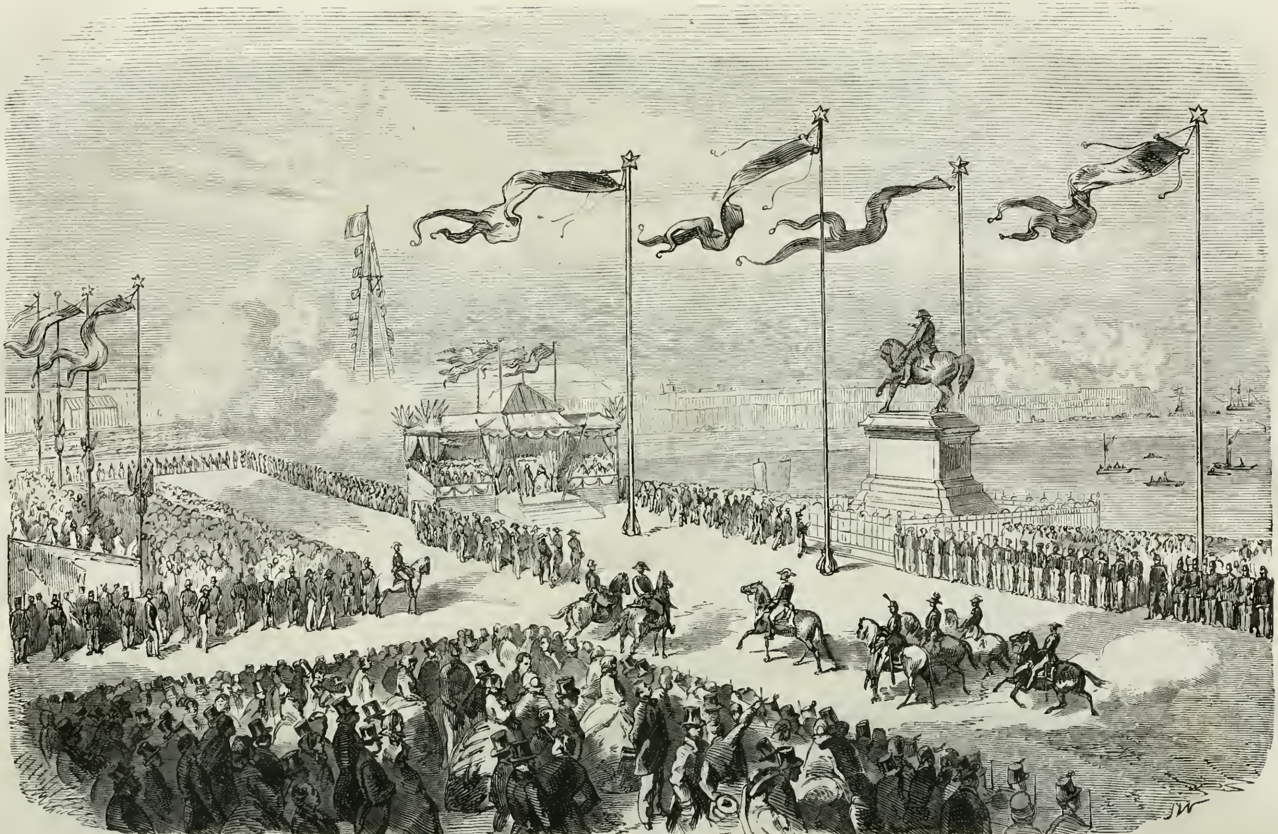
« Cependant, lorsque aujourd'hui s'inaugurent à la fois la statue du grand capitaine et l'achèvement de ce port militaire, l'opinion ne saurait s'alarmer. Plus une nation est puissante, plus elle est respectée; plus un gouvernement est fort, plus il apporte de modération à ses conseils, de justice dans ses résolutions. On ne risque pas alors le repos du pays pour satisfaire à un vain orgueil ou pour recueillir une popularité éphémère. Un gouvernement qui s'appuie sur la volonté des masses n'est l'esclave d'aucun parti; il ne fait la guerre que lorsqu'il y est forcé pour défendre l'honneur national ou les grands intérêts des peuples.

« Continuons donc en paix à développer également les ressources diverses de la France; invitons les étrangers à assister à nos travaux; qu'ils y viennent en amis, non en rivaux. Montrons-leur qu'une nation où règnent l'unité, la confiance et l'union, résiste aux emportements d'un jour, et que, maîtresse d'elle-même, elle n'obéit qu'à l'honneur et à la raison. »

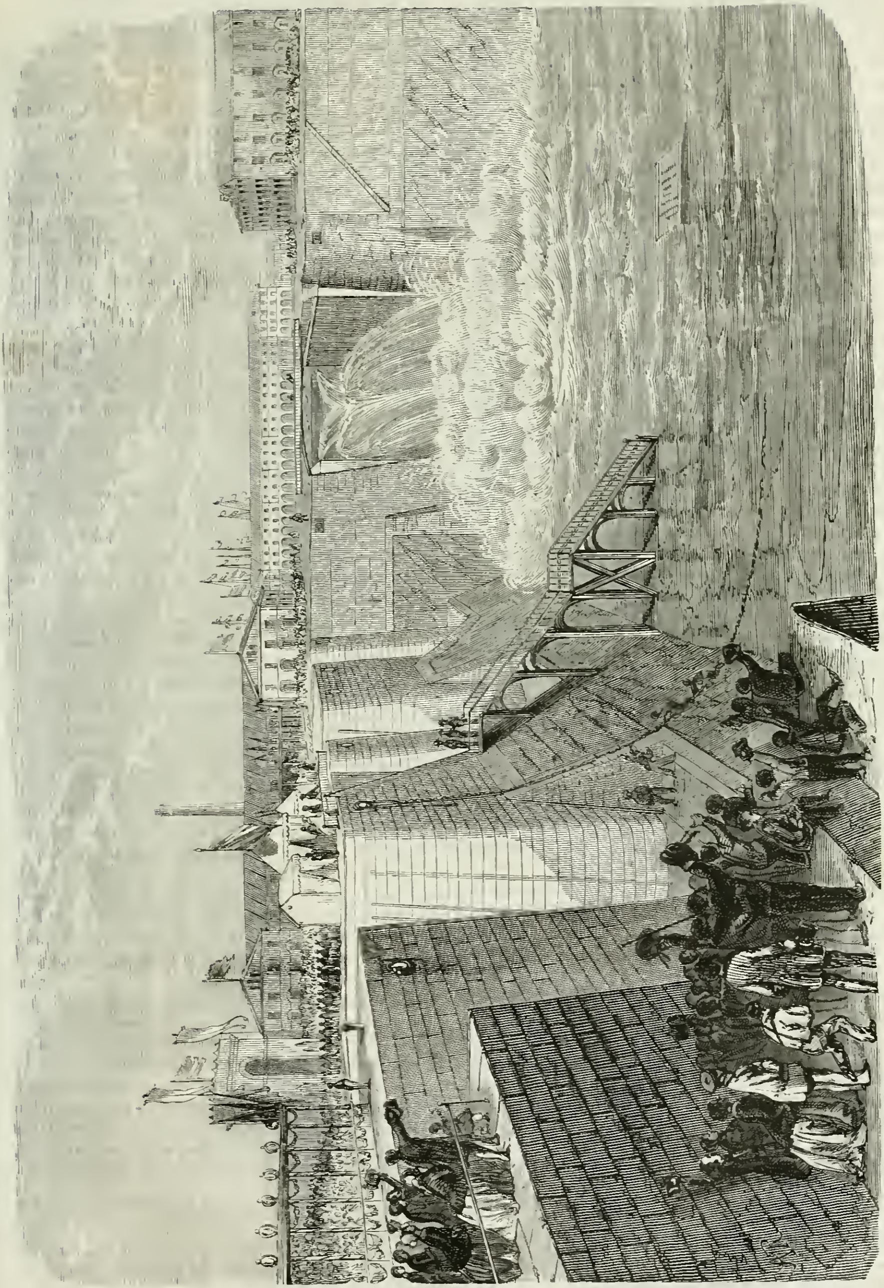
Les fêtes de Cherbourg, qui attirèrent dans cette



Fêtes de Cherbourg. — Banquet donné à la reine d'Angleterre à bord de *la Bretagne* (5 août 1858). (Page 342, col. 1.)



Fêtes de Cherbourg. — Inauguration de la statue de Napoléon I[er] (8 août 1858). (Page 342, col. 2.)



Fêtes de Cherbourg. — Immersion du bassin Napoléon III. (Page 342, col. 2.)

ville une affluence considérable d'étrangers, n'étaient point la fin, mais le prélude de fêtes nouvelles. L'Empereur avait voulu commencer par là un voyage en Bretagne. S'embarquant le 8 août à Cherbourg, il arriva avec l'Impératrice à Brest, où les réjouissances et les cérémonies recommencèrent. Leurs Majestés traversèrent successivement Quimper, Lorient, Auray, Vannes, Napoléonville, Saint-Malo, Rennes. Près de Lorient, l'Empereur visita la citadelle de Port-Louis où il avait été détenu, lorsqu'après l'affaire de Strasbourg il dut s'embarquer pour l'Amérique. Partout la réception fut enthousiaste et emprunta aux traditions bretonnes une diversité piquante. A Auray, le cortége impérial assista, le 15 août, à un pèlerinage solennel dans la chapelle de Sainte-Anne, une des plus vénérées de toute la Bretagne[1].

A Rennes, l'Empereur épancha les impressions qu'il avait recueillies dans son voyage. Après avoir témoigné de ses sympathies pour le peuple breton, « qui est avant tout monarchique, catholique et soldat, » il ajouta : « On a voulu représenter les départements de l'Ouest comme animés de sentiments différents de ceux du reste de la nation. Les acclamations chaleureuses qui ont accueilli l'Impératrice et moi dans tout notre voyage, démentent une assertion pareille. Si la France n'est pas complétement homogène dans sa nature, elle est unanime dans ses sentiments. Elle veut un gouvernement assez stable pour enlever toutes chances à de nouveaux bouleversements, assez éclairé pour favoriser le véritable progrès et le développement des facultés humaines, assez juste pour appeler à lui tous les honnêtes gens, quels que soient leurs antécédents politiques, assez consciencieux pour déclarer qu'il protége hautement la religion catholique, tout en acceptant la liberté des cultes; enfin un gouvernement assez fort par son union intérieure pour être respecté comme il convient dans les conseils de l'Europe; et c'est parce que, élu de la nation, je représente ces idées, que j'ai vu partout le peuple accourir sur mes pas et m'encourager par ses démonstrations. » L'Empereur érigea le siége épiscopal de la capitale de la religieuse Bretagne en siége archiépiscopal.

Si le pays suivit avec plaisir les diverses phases de ce voyage, les salons frondeurs s'entretinrent plus d'un procès de presse dans lequel M. de Montalembert était accusé d'attaques contre le gouvernement. M. de Montalembert, malgré l'éloquence de MM. Berryer et Dufaure, fut condamné par le tribunal de première instance de la Seine à une peine assez forte. Presque aussitôt le *Moniteur* annonça que l'Empereur, se souvenant des services autrefois rendus à la cause de l'ordre par M. de Montalembert, lui faisait remise pleine et entière de la peine. Cette grâce était accordée avant l'expiration du délai laissé au condamné pour se pourvoir. M. de Montalembert y répondit par un refus et par une déclaration d'appel devant la Cour impériale. Il fut condamné une seconde fois, et une seconde fois, malgré la bravade de M. de Montalembert, l'Empereur eut le bon goût de lui imposer sa grâce.

Une apparition de M. de Cavour, ministre du roi Victor-Emmanuel, qui eut plusieurs conférences avec Napoléon III à Plombières, une sourde agitation en Italie, les mauvais rapports du Piémont et de l'Autriche commençaient, à la fin de 1858, à préoccuper l'opinion publique. Mais la France, au fond, ne craignait rien, quelles que fussent les éventualités. Les difficultés qui avaient marqué le commencement de l'année étaient aplanies; la politique intérieure avait repris son ancienne allure; les fêtes de Cherbourg avaient montré à l'Europe que nous restions unis à l'Angleterre, et l'Europe sait que la France unie à l'Angleterre n'a rien à redouter. Les étrangers continuaient d'affluer dans notre pays qui, après un moment de crise au lendemain du 14 janvier, s'était reporté de nouveau vers le commerce. Paris s'embellissait chaque jour, trop vite sans doute, mais les améliorations étaient réelles; les voies ferrées se complétaient, les classes inférieures et la bourgeoisie augmentaient leur bien-être. Les partis, bien convaincus de la force du gouvernement qui venait même de la faire trop sentir, semblaient se résigner. Ils avaient tous manifesté une égale horreur pour le crime d'Orsini, et si le gouvernement ne se fût pas, à cette occasion, lancé de nouveau dans les rigueurs, il aurait certainement, par le danger même qu'il avait couru, rallié à lui beaucoup d'adversaires.

Mais toutes les grandes choses qu'on admirait, la France les avait accomplies, parce qu'une main énergique l'avait conduite. Elle aurait mieux aimé que son initiative contribuât davantage à leur exécution. Elle intervenait bien dans ses affaires par le Corps législatif, mais le pouvoir de ce dernier se bornait à discuter le budget et les lois d'ordre matériel ou moral : il n'exerçait aucune influence sur la politique. Le Sénat accueillait les pétitions des citoyens, mais on ne savait rien de ses intéressantes discussions toujours secrètes. Il manquait donc quelque chose à l'Empire, quel que fût l'optimisme des flatteurs qui ne manquent jamais autour des souverains. Napoléon III vit plus clair que la plupart de ses conseillers, dont quelques-uns lui faisaient même du tort dans l'opinion. Il crut le temps venu de lancer la France dans une voie nouvelle, et après avoir consolidé le présent, il songea à l'avenir. Il sentait qu'on ne fonde rien de durable sans la liberté, et il savait que la grande faute de Napoléon Ier avait été de ne point compter assez avec cette liberté dont les Français abusent quelquefois mais dont ils sont aussi dignes que leurs voisins.

Rien ne réagit sur l'intérieur du pays autant que sa politique extérieure. Un souverain ou une assemblée ne peut pas professer un principe au delà et un autre en deçà des frontières. Depuis son avénement au trône, l'Empereur avait fait de la politique conservatrice au

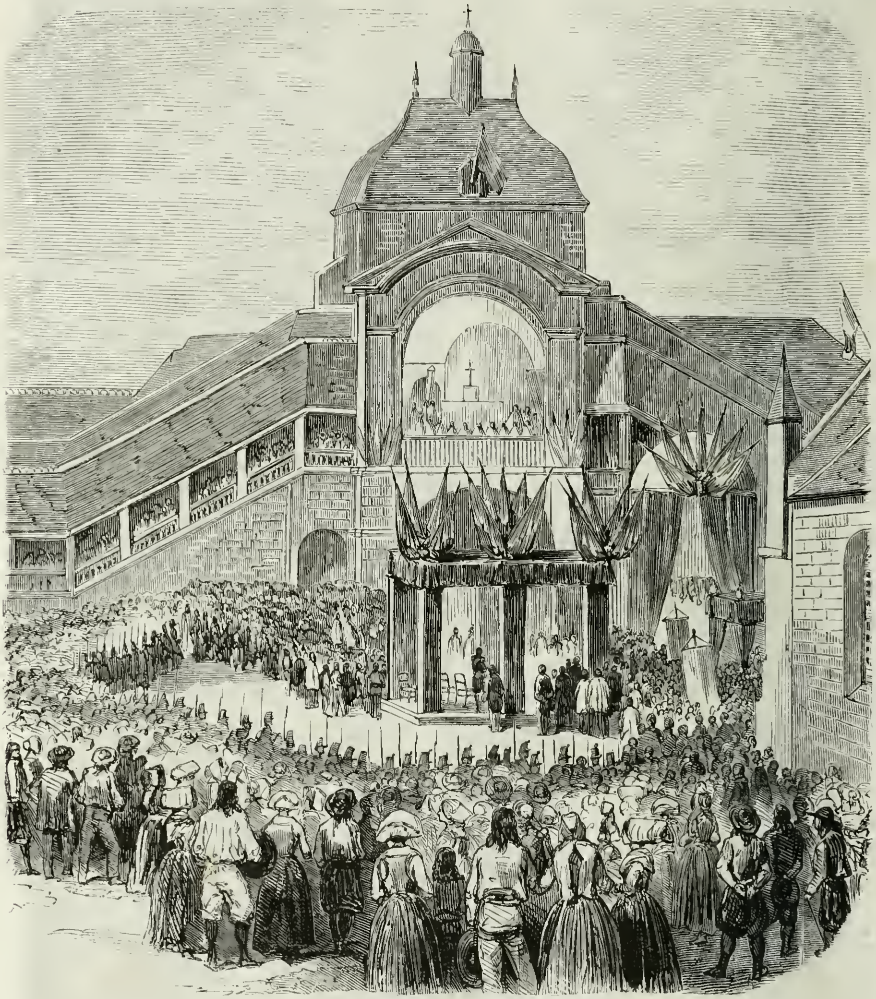
1. Auray, jolie petite ville maritime de 3000 habitants, est célèbre dans l'histoire par la bataille livrée dans ses environs, au village de *Brech* en 1364, par Du Guesclin et Charles de Blois contre Chandos et Jean de Montfort. Charles de Blois y fut tué et Du Guesclin y tomba au pouvoir des Anglais. (Voir notre *Histoire populaire de la France*, tome I, page 366.) C'est également à Auray que se passa le dernier acte du drame sinistre de Quiberon (Voir *Histoire populaire*, tome IV, page 169.) Cette petite ville, habituée au paisible et pieux tumulte des *pardons*, a donc eu aussi ses jours de guerre et de sang, tant il est vrai qu'on retrouve, même aux extrémités les plus reculées de notre pays, les traces de nos funestes discordes civiles.

La Restauration a élevé un monument aux victimes de Quiberon, comme s'il n'eût pas mieux valu effacer ce triste souvenir qui est déjà de trop dans l'histoire. Enfin près d'Auray, à *Brech*, est né un homme que les Bretons, peuple exalté quelquefois mais toujours bon et honnête, doivent renier, le conspirateur Georges Cadoudal.



Brest.

dehors comme au dedans. Il n'avait paru préoccupé que de maintenir l'ordre en France, l'équilibre en Europe. La guerre d'Orient avait été une guerre de conservation, destinée à arrêter la marche de l'ambition russe. Malgré ses sympathies pour l'Italie et la Pologne, Napoléon III cédait alors à l'intérêt le plus



L'Empereur et l'Impératrice à la chapelle de Sainte-Anne d'Auray (15 août 1858). (Page 346, col. 1.)

pressant : éviter de nouveaux changements. Mais il voulut prouver qu'il ne poussait pas la crainte des changements jusqu'à la doctrine de l'immobilité. Aussi n'hésita-t-il pas en 1859 à quitter la politique de conservation pour suivre celle de progrès. Nous allons donc commencer une nouvelle période de l'histoire du second Empire, période qu'inaugura, avec un vif éclat, la guerre de l'indépendance italienne.



LA GUERRE D'ITALIE (1859).

CHAPITRE XV.

LA QUESTION ITALIENNE.

§ 1. LE PIÉMONT DE 1849 A 1859; VICTOR-EMMANUEL II; LE COMTE DE CAVOUR.

Dans les séances qui suivirent la conclusion du traité du 30 mars 1856, les plénipotentiaires, on se le rappelle, avaient abordé des questions autres que la question d'Orient. La séance du 8 avril fut la plus importante. M. le comte Walewski parla de la situation anormale des États pontificaux occupés par des armées étrangères, et déclara que la France ne demandait qu'à retirer ses troupes sans compromettre la tranquillité du pays et l'autorité du gouvernement pontifical. Il signala au Congrès la mauvaise voie dans laquelle persistaient à se maintenir plusieurs gouvernements de la Péninsule italique. Approuvant les observations du ministre français, le ministre anglais, comte Clarendon, insista plus fortement encore sur la nécessité d'une prompte évacuation des États pontificaux par les forces françaises et autrichiennes : il blâma plus vivement le système politique du roi de Naples et déclara que ce système entretenait dans les masses, au lieu de l'apaiser, l'effervescence révolutionnaire : « Nous ne voulons pas, dit-il, que la paix soit troublée, et il n'y a pas de paix sans justice; nous devons faire parvenir au roi de Naples le vœu du Congrès pour l'amélioration de son système de gouvernement, vœu qui ne saurait rester stérile, et lui demander une amnistie. » Le comte Orloff, ministre de Russie, refusa de prendre part à la discussion ; l'ambassadeur de Prusse adhéra aux propositions du comte Walewski avec quelques réserves.

Tout l'intérêt de la séance fut dans l'attitude que prit le comte de Cavour, ministre du roi de Sardaigne : « Il exposa, dit le protocole de la séance, que l'occupation des États romains par les troupes autrichiennes prenait tous les jours davantage un caractère permanent, qu'elle durait depuis sept ans, et que cependant on n'apercevait aucun indice qui pût faire supposer qu'elle cesserait dans un avenir plus ou moins prochain. Les causes qui y ont donné lieu, disait-il, subsistent toujours, l'état du pays qu'elles occupent ne s'est certes pas amélioré; et, pour s'en convaincre, il suffit de remarquer que l'Autriche se croit dans la nécessité de maintenir dans toute sa rigueur l'état de siége à Bologne, bien qu'il date de l'occupation ellemême. Il faut remarquer que la présence des troupes autrichiennes dans les Légations et dans le duché de Parme détruit l'équilibre politique en Italie et constitue pour la Sardaigne un véritable danger. »

Les plénipotentiaires autrichiens avaient d'abord voulu se refuser à la discussion; mais mis en demeure de s'expliquer, ils justifièrent l'occupation de Bologne par l'occupation française de Rome, prétendirent que dans les duchés l'intervention de l'Autriche avait été demandée par les souverains, et réclamèrent contre l'occupation de Monaco par le Piémont. M. de Cavour n'eut pas de peine à répondre au baron de Hubner, d'abord en donnant quelques explications sur l'insignifiante principauté de Monaco, puis en établissant que l'occupation des Romagnes par l'Autriche n'offrait point d'analogie avec l'occupation de Rome. « Un faible corps d'armée, ajoutait-il, à une grande distance de la France, n'est menaçant pour personne, tandis qu'il est fort inquiétant de voir l'Autriche appuyée sur Ferrare et Plaisance, dont elle augmente les fortifications contrairement à l'esprit, sinon contrairement à la lettre des traités de Vienne, s'étendre le long de l'Adriatique jusqu'à Ancône. » La discussion fut close.

M. le comte Walewski, en regrettant qu'on n'eût pas approfondi davantage les questions, crut pouvoir en tirer deux conclusions : « 1° Les plénipotentiaires de l'Autriche se sont associés au vœu exprimé par la France de voir les États pontificaux évacués par les troupes françaises et autrichiennes, aussitôt que faire se pourra, sans inconvénient pour la tranquillité du pays et la consolidation du Saint-Siége. La plupart des plénipotentiaires n'ont pas contesté l'efficacité qu'auraient des mesures de clémence prises d'une manière opportune par les gouvernements de la Péninsule italienne et surtout par celui des Deux-Siciles. » L'importance de cette conversation échappa d'abord au public; mais on se la rappela trois ans plus tard, lors de la guerre de 1859, dont elle restera dans l'histoire comme la préface obligée. Elle fit entrer, sous les auspices de la France et de l'Angleterre, la question italienne dans le cercle des questions diplomatiques.

Dans la séance du 8 avril du Congrès de Paris, l'avantage était resté au comte de Cavour, ministre du roi de Piémont. La situation respective du Piémont et de l'Autriche au Congrès explique la confiance avec laquelle le comte de Cavour exposa ses réclamations. Ce petit royaume, quelle que fût sa faiblesse, avait franchement aidé les puissances occidentales dans leur lutte contre la Russie; l'Autriche avait tergiversé, signé un traité avec la France et l'Angleterre, mais refusé toute coopération active. Ainsi le Piémont se présentait appuyé sur la France et l'Angleterre et se trouvait singulièrement relevé de son échec de 1848.

Il avait pour roi Victor-Emmanuel II, qui, on se le rappelle, reçut de son père la couronne au lendemain de la funeste journée de Novare (23 mars 1849). De taille moyenne et bien prise, l'air franc et ouvert, l'œil hardi, la démarche résolue, tout en Victor-Emmanuel respirait l'assurance du soldat, l'habitude du commandement. C'était et c'est encore un roi militaire, des pieds à la tête. Il fut sévèrement élevé. Charles-Albert voulait discipliner son peuple pour en faire une nation solide, et il trouvait bon de donner ses propres fils en exemple.

Tout le temps qu'il fut duc de Savoie, Victor-Emmanuel ne s'occupa que d'art militaire. Il rendit, de même que son frère cadet, le duc de Gênes, d'éminents services pendant la campagne de Lombardie

en 1848. Adoré des troupes, il savait leur communiquer un élan devant lequel disparaissait tout obstacle. La célèbre victoire de Goïto, le 30 mai 1848, la plus importante de celles que les Piémontais remportèrent, fut due principalement à son courage et à son coup d'œil. Un témoin oculaire, un Français, qui rejoignait, pendant cette bataille, le quartier général sarde, M. de Talleyrand, a tracé un émouvant récit de sa première rencontre avec le fils aîné de Charles-Albert :

« Je cherchais le duc de Savoie, dit-il, ce sont les Autrichiens que je rencontre. Ils poursuivent vivement un régiment piémontais ; ils ont bien choisi le point faible de la position, l'aile droite est un peu en l'air et le terrain lui est défavorable. La victoire paraît se décider pour les impériaux qui se battent à merveille; mais, en cet instant, je vois passer près de moi, comme un tourbillon, un jeune officier général; son cheval arabe est couvert d'écume, le sang ruisselle sous les éperons qui le pressent. Le cavalier, l'œil en feu, l'épée à la main, ses épaisses moustaches hérissées, se précipite vers un beau régiment de la garde. A quelques pas du front, le jeune général s'arrête et s'écrie : « A « moi les gardes, pour sauver l'honneur de la maison « de Savoie. » Un cri enthousiaste répond à cet appel chevaleresque. Le régiment s'ébranle; le combat se rallume plus acharné; les Autrichiens s'arrêtent et reculent. Mais des renforts leur arrivent; ils reviennent à la charge et menacent d'écraser le régiment des gardes, dont les officiers déploient la plus belle valeur. Le jeune général paraît et disparaît tour à tour à mes yeux au milieu de la fumée des feux de file, de pelotons et de tirailleurs; il parcourt incessamment les rangs, encourage les soldats de la voix et du geste, et, bien que frappé d'une balle à la cuisse, n'en reste pas moins inébranlable au plus fort du combat. Enfin le général d'Arvillars fait avancer une batterie légère et mène la brigade Cuneo au pas de charge. La batterie ouvre son feu, les Autrichiens s'arrêtent étonnés ; Cuneo entre en ligne et l'ennemi se met en pleine retraite; un officier blessé passe près de moi. « Monsieur, lui dis-je, quel est ce général qui vient de payer si bravement de sa personne? — C'est le duc de Savoie. — Vivat pour la maison de Savoie! Les descendants de Philibert-Emmanuel n'ont point dégénéré, et l'artichaut de ce prince (*l'Italie*) pourra bien avoir trouvé celui qui en mangera plusieurs feuilles à la fois. »

« Victor-Emmanuel II, dit à son tour M. Charles de de Varenne, est un prince d'infiniment de jugement et de bon sens. Toutes les fois qu'il se prend à examiner lui-même une question, il en saisit du premier coup d'œil le côté juste. La libéralité de sentiments et la générosité forment le fond de son caractère. Il est d'une loyauté à toute épreuve, et incapable de rancune envers qui que ce soit. Du temps de sa jeunesse, il eut fréquemment à se plaindre de deux officiers du palais, qui rendaient compte au roi de ses actions. Devenu le maître, il l'oublia aussitôt; et ses désobligeants Argus occupent aujourd'hui leur même emploi au château.

« Il consentit sans hésitation, en 1848, à la transformation du pouvoir absolu en régime constitutionnel. Rien n'était plus facile au nouveau roi, après Novare, que de revenir sur les concessions de son père, et de tirer prétexte des événements pour se refaire souverain sans contrôle. Il n'avait encore rien juré. Mais loin de là, plus fier de commander à un peuple dignement libre qu'à des esclaves, il confirma le statut. Toutes les tentatives, toutes les excitations contraires vinrent échouer devant son énergique attitude. Il est en même temps l'homme le plus simplement brave qu'on puisse rencontrer. Une troupe de bandits (depuis détruite), commandée par un nommé del Péro, infestait les alentours du château de Pollenzo, maison de campagne favorite de Victor-Emmanuel II. Il refusa constamment toute espèce de détachement pour sa sûreté personnelle. Entendant une nuit des coups de feu qui provenaient d'un engagement entre ces brigands et des gendarmes à leur poursuite, il prit une carabine et courut en aide à la maréchaussée, dont deux soldats furent tués auprès de lui. En 1854, le choléra ravageait la ville de Gênes. Les habitants fuyaient tous. On comptait jusqu'à cinq cents décès par jour. Le premier à courir à Gênes, à visiter les hôpitaux, à remonter le moral de la population, fut Victor-Emmanuel.

« Roi d'un petit État, il ne jouissait que d'une liste civile de quatre millions. Cette somme passait en grande partie en pensions et en bienfaits. Son seul luxe consistait dans ses chevaux. Il ne tenait point à la représentation officielle. Aussi chez les Piémontais, ce peuple grave, sensé, plutôt suisse ou flamand qu'italien par le caractère, la simplicité des goûts, la franchise toute militaire du roi, l'absence de barrières entre lui et ses sujets dont le dernier pouvait l'aborder et lui parler sans crainte, produisaient-elles une profonde impression. Dans la bourgeoisie et le peuple surtout, cette impression se traduisait par un respect, par un amour point bruyant, mais extraordinaire. Il n'était point de chose qu'un tel roi avec une telle nation ne pût entreprendre, sûrs à ce point l'un de l'autre [1]. »

Victor-Emmanuel le sentit, et il entreprit.

Il s'était vu forcé d'inaugurer son règne en traitant avec l'Autriche : il avait à réparer les désastres de la guerre, à continuer la réforme de l'État et à contenir les partis extrêmes qui profitaient de la liberté pour multiplier les embarras du gouvernement. Il jura de maintenir la Constitution accordée par son père, le *statuto fondamentale* qui ressemblait à la Charte donnée à la France en 1830. Le pouvoir législatif était exercé par deux chambres : un sénat nommé à vie, une chambre des députés élus par les citoyens qui payaient un certain cens. La Constitution garantissait l'égalité de tous les citoyens devant la loi et l'impôt, leur admissibilité à tous les emplois, la liberté individuelle, l'inviolabilité du domicile, la liberté de la presse, la tolérance religieuse.

Victor-Emmanuel choisit d'abord pour principal ministre un des hommes les plus remarquables de l'Italie contemporaine, M. d'Azeglio. Issu d'une des plus nobles familles, le chevalier d'Azeglio s'était, dès sa jeunesse, distingué par son amour des arts. Sa renommée, comme peintre, ne lui suffit bientôt plus. Il s'essaya au roman, et publia pour son début dans ce genre, *Hector Fieramosca*, un chef-d'œuvre. Du premier coup il avait atteint Manzoni. L'Italie tressaillit à ses accents patriotiques. Le chevalier d'Azeglio se fit dès lors un des plus actifs missionnaires de la propagande anti-autrichienne, à laquelle César Balbo et Gioberti allaient bientôt fournir de si rudes champions. Un second ouvrage, *Niccolo dei Lapi*, parut vers 1840, précédant de

1. Ch. de Varenne, *Victor-Emmanuel et le Piémont en* 1858.

peu le fameux écrit *les Événements de la Romagne,* précis des atrocités commises à Rimini, après le mouvement révolutionnaire de cette ville.

« Maxime d'Azeglio compta de ce moment parmi les grands patriotes italiens. Très-avant dans les bonnes grâces de Charles-Albert, convaincu d'ailleurs que c'était du seul Piémont que l'Italie pouvait attendre sa liberté, il fut pour beaucoup dans le mouvement qui rallia la noblesse lombarde au roi de Sardaigne et décida de l'union en 1848. Le parti *noir* (autrichien) lui voua dès lors une haine profonde. Les États soumis à l'influence étrangère interdirent leur territoire à sa personne ainsi qu'à ses écrits. Sa femme, fille du pieux et doux Manzoni, fut lâchement chassée de Milan, sa ville natale, où elle était venue séjourner.

« Le chevalier d'Azeglio voulut payer de sa personne aussitôt qu'eut éclaté la guerre nationale. Colonel d'un régiment de volontaires romains dans l'armée du général Durando, il fut grièvement blessé à la défense de Vicence, en juin 1848. De son lit de douleur, songeant à l'état de l'Italie déplorablement travaillée par les factions, il écrivit une remarquable brochure : *Ti-*



Maxime d'Azeglio.

mori e speranze (*craintes et espérances*), qui fit pousser les hauts cris aux démagogues accourus de l'étranger, par la façon hardie dont il arrachait leur masque de patriotisme pour ne plus laisser voir que leurs cupides desseins. « Ce sont les Croates qu'il y a au bout de tout « cela, » disait le soldat poëte. Et il prophétisait à courte distance[1]. » C'était l'homme qu'il fallait, après Novare, pour aider le roi. Son patriotisme ne pouvait être suspect, non plus que sa fermeté à l'égard des factions.

D'Azeglio se trouvait en face de la Chambre qui avait forcé Charles-Albert à la guerre. Il se hâta de renvoyer cette Chambre presque révolutionnaire. Les électeurs en nommèrent une autre tout aussi exaltée. D'Azeglio la renvoya également. Cette fois on le comprit et on l'aida dans sa tâche difficile et délicate de pacification. Le parti modéré l'emporta dans les élections. Maître du terrain, Maxime d'Azeglio poursuivit les réformes que nécessitait l'État, encore à moitié féodal. La loi Siccardi sur les immunités du clergé et sur la suppression des tribunaux ecclésiastiques occupa toute l'Europe. Un député du centre droit, le comte Camille de Cavour, qui depuis quelques années attirait

1. Ch. de Varenne, *Victor-Emmanuel et le Piémont en* 1858.



Le comte de Cavour.

l'attention, se distingua dans la discussion. Il avait admirablement précisé la question : « L'Église ne peut, disait-il, dans une société régie désormais par la liberté, conserver les priviléges auxquels elle avait droit dans une société où le privilége était la loi. » M. d'Azeglio cependant ne professait point des doctrines aussi progressives que Cavour, et il se vit bientôt forcé d'ouvrir le cabinet à l'homme qui, de son collègue, allait bientôt devenir son successeur. Un des ministres, M. de Santa Rosa, tombe gravement malade. L'archevêque de Turin défend que les sacrements lui soient accordés si dans une rétractation solennelle, il ne désavoue point la part que, comme ministre, il a prise à la loi sur les tribunaux ecclésiastiques. M. de Santa Rosa mourut sans rien abjurer de ses convictions politiques. L'agitation fut extrême : le peuple se rassembla irrité devant le palais de l'archevêque. L'opinion publique désigna tout haut le successeur de M. de Santa Rosa, Cavour qui avait contribué puissamment au triomphe de la loi sur les tribunaux ecclésiastiques. Cavour entra dans le cabinet : l'archevêque de Turin fut exilé.

Lorsque les ministres proposèrent au roi la nomination du comte de Cavour, Victor-Emmanuel dit en souriant : « Pour moi, je le veux bien, mais rappelez-vous qu'il vous prendra à tous vos portefeuilles. » Il disait vrai. Cavour ne tarda pas à arriver au premier plan, et c'est l'heure d'étudier de près cet homme, le plus grand de l'Italie moderne et l'un des plus remarquables de l'Europe contemporaine, enlevé malheureusement trop tôt à son pays, qui lui doit son nouvel avenir.

Le comte de Cavour, fils cadet du marquis de Cavour, ancien préfet de Turin, descendait d'une des plus nobles maisons du Piémont, la famille des Bensi. Il naquit à Turin le 14 juillet 1810. M. William de la Rive, qui l'a connu intimement et qui a été honoré de son amitié, nous donne sur sa jeunesse et sur son caractère quelques détails intéressants et curieux. Rien n'est utile comme d'étudier la manière dont vivent et se forment les hommes de génie.

« Je ne crois pas, dit M. de la Rive, que l'enfance de Camille de Cavour ait été marquée par aucun incident remarquable, ni qu'on puisse trouver dans l'histoire des premières années de sa vie de quoi prédire, même après coup, sa grandeur future. Dans une lettre adressée à ma grand'mère, Mme de Cavour parle de son fils cadet, alors âgé de trois ans, comme d'un « bon luron fort tapageur, et toujours en train de s'amuser. » — « Je me réjouis bien, ajouta-t-elle, de voir « les tiens cet été et de te montrer mon gros Camille. » Si j'en crois une lettre postérieure, également adressée à ma grand'mère, mais écrite par Mme de Tonnerre, le « bon luron » avait, dans le commencement, peu de goût pour l'étude. En 1816, ses parents l'amenèrent, ainsi que son frère, à Genève. Ils passèrent quelque temps à Présinge, chez mon grand-père. Si je cite cette dernière circonstance, c'est que mon père m'a plus d'une fois décrit l'impression que produisit Camille de Cavour à son arrivée à Présinge. C'était un petit bonhomme très-malin, d'une physionomie à la fois vive et indiquant la décision, d'une gentillesse très-divertissante, d'une verve enfantine intarissable. Il portait un habit rouge qui lui donnait quelque chose de résolu et de plaisant en même temps. En arrivant, il était fort ému et exposa à mon grand-père qu'à Genève, le maître de poste ayant fourni des chevaux exécrables, devait être cassé. « Je demande qu'il soit cassé, » répétait-il. « Mais, lui répondit mon grand-père, je ne peux casser le maître de poste, moi; il n'y a que le premier syndic qui ait ce pouvoir. — Eh bien, je veux une audience du premier syndic. — Tu l'auras demain, » reprit mon grand-père, et sur-le-champ il écrivit au premier syndic, en lui annonçant qu'il allait lui envoyer « un petit homme » fort amusant. En effet, le lendemain, l'enfant se rend chez M. Smidtmeyer, il est reçu en grande cérémonie; sans se troubler, il fait trois profonds saluts, puis, d'une voix claire, expose sa plainte et sa requête. En revenant, du plus loin qu'il vit mon grand-père : « Eh bien, cria-t-il, eh bien, il sera cassé! » En ce temps-là, il avait six ans à peine. On voit que de bonne heure il a aimé à casser.

« Le marquis de Cavour destinait l'aîné de ses fils à la diplomatie; il voua le second à l'art militaire. A l'âge de dix ans Camille quitta la maison paternelle pour entrer à l'Académie militaire, où il ne tarda pas à être promu à la dignité de page, dignité réservée aux jeunes gens de grande maison, et qui, donnant accès au palais en même temps qu'elle interrompait la monotonie des études, ne laissait pas que d'être fort recherchée. Camille toutefois se montra si peu flatté de la distinction dont il était l'objet et si rebelle à l'étiquette, qu'on le priva de la plupart des soi-disant honneurs attachés à la fonction qu'il remplissait si mal et de si méchante grâce. Cela ne l'empêcha pas de se distinguer à l'Académie militaire, surtout dans les mathématiques dont il avait le goût et qui satisfaisaient cette soif de clarté, ce besoin de se rendre compte, innés en lui. « Ma « tête, me disait-il bien des années plus tard, doit « beaucoup aux mathématiques. Voilà qui forme la « tête, répétait-il, et qui apprend à penser. »

Ce n'était pas cependant qu'il ne regrettât souvent la direction spéciale imprimée à ses études et ce qu'il y avait eu de trop exclusif dans son instruction. « Il y « a, écrivait-il en 1835 à mon père qui sollicitait sa « collaboration pour la *Bibliothèque universelle*, il y a « une infinité de matières que je ne saurais traiter, « attendu que mon éducation littéraire a été singu- « lièrement négligée sous certains rapports. » Et en 1843, dans une lettre où il annonce qu'il va entreprendre un article sur le traité économique de M. de Châteauvieux : « Je vous l'avoue sans détour, dit-il, « je ne me sens pas de force pour rendre d'une ma- « nière agréable tout ce que je pense. Faute d'exer- « cice, si ce n'est de moyens, j'éprouve une grande dif- « ficulté à rédiger mes idées de façon à pouvoir les « présenter au public. Dans ma jeunesse, on ne m'a « jamais appris à écrire; de ma vie, je n'ai eu de pro- « fesseur de rhétorique, ni même d'humanités; aussi « ce n'est qu'avec la plus grande appréhension que « je me déciderai à vous livrer un manuscrit destiné « à l'impression. J'ai senti, mais trop tard, combien « il était essentiel de faire de l'étude des lettres la base « de toute éducation intellectuelle; l'art de parler et « de bien écrire exige une finesse, une souplesse dans « certains organes, qu'on ne contracte qu'autant qu'on « les exerce dans la jeunesse. Faites écrire, faites com- « poser votre fils, afin que, lorsque sa tête sera de- « venue un atelier à idées, il sache se servir avec fa- « cilité de la seule machine qui puisse les mettre en « circulation : la plume. »

« Camille de Cavour se distingua si fort à l'École militaire, qu'à l'âge de seize ans il sortit avec le grade de sous-lieutenant dans l'arme du génie, malgré les règlements qui fixaient à vingt ans l'âge auquel le brevet d'officier pouvait être accordé. Mais de brillants examens et l'insistance d'un professeur forcèrent les règlements. Camille fit, en qualité de sous-lieutenant du génie, diverses garnisons. Il s'attacha très-vite à Gênes, ne la quitta qu'avec regret et y revint avec bonheur. Il y avait trouvé une liberté d'opinion, un mouvement inconnu à Turin, et, pour lui-même, l'accueil à la fois le plus courtois et le plus cordial; il en emporta des souvenirs et y laissa des amis qui lui restèrent fidèles jusqu'à sa mort. Comment, du reste, cette Gênes magnifique, cette brillante cité si méridionale, opulente, hospitalière, inondée de soleil, toute de lumière, de vie et d'action, remuant affaires et idées, n'eût-elle pas séduit, enchanté un jeune homme plein de séve et de feu, ardent, altéré d'action et de liberté, et qui n'avait encore guère connu que le ciel inclément et l'atmosphère oppressive de Turin? D'autre part, on ne saurait s'étonner que l'esprit de Camille de Cavour, sa vivacité, la grâce et le naturel de ses manières lui aient ouvert toutes les portes et conquis bien des cœurs. Ce fut à Gênes qu'il débuta réellement dans le monde, et j'ai ouï dire qu'à cette grande école des hommes d'Etat, aucun enseignement ne lui fut épargné.

« Mais sa carrière militaire devait être courte; je ne sais trop s'il eût, en aucun cas, su se plier longtemps au joug de la discipline et s'asservir aux monotones fatigues et aux loisirs du métier, le métier toutefois lui convenait et lui plaisait. A vingt ans, d'ailleurs, le régiment c'est l'indépendance. Camille aimait donc l'uniforme et ne songeait point à le déposer, lorsque, par une imprudence de langage, il s'attira une disgrâce.

« Convaincu, comme on l'est à vingt ans, Camille jugeait avec la sévérité de la jeunesse la conduite politique du roi Charles-Albert, et accueillit avec une joie qu'il ne déguisa point, la révolution de 1830. Il fut en conséquence désigné pour surveiller, au fort de Bart qu'on réparait, des travaux de maçonnerie. Seul, sans un ami, sans un camarade, dans un pays dénué de ressources, entouré uniquement de manœuvres, n'ayant aucun emploi de ses connaissances, encore moins de ses facultés, il était, me racontait-il un jour, réduit, pour passer le temps, à jouer au tarok avec les entrepreneurs. Ovide toutefois se lassa de vivre parmi les Scythes, et au bout de six mois de tarok avec les entrepreneurs, dans l'été de 1831, Camille de Cavour donna sa démission, qui fut aussitôt agréée, et entra simple cadet de famille, sans carrière et sans crédit, dans la vie civile. »

Il se tourna vers l'agriculture. « J'ai sur les bras, écrit-il à mon père en 1835, de très-vastes exploitations agricoles à diriger, ce qui me prend beaucoup de temps et me donne assez de soucis. D'abord comme il est naturel à l'homme de ne pas se contenter de ce qu'il est strictement obligé à faire, je me suis laissé entraîner peu à peu par le goût de l'agriculture, et maintenant je suis en train de faire de grandes spéculations champêtres; et, comme il ne s'agit pas d'accroître le superflu, mais de conserver le nécessaire, je suis obligé de mettre beaucoup de soins aux opérations que j'ai entreprises, et d'y consacrer un temps que je préférerais consacrer à des travaux purement intellectuels.

« Il faut, écrit-il dans le même temps à M. Naville, que vous sachiez d'abord que je suis devenu agriculteur pour tout de bon; c'est maintenant mon état. A mon retour d'Angleterre, j'ai trouvé mon père définitivement engagé dans les affaires publiques et ne pouvant plus par conséquent vaquer aux siennes; il m'a proposé de m'en charger et j'ai accepté avec empressement, car lorsqu'on a entrepris de faire valoir soi-même toutes ses terres, il y va de sa fortune à ne pas en négliger l'administration. Les occupations que j'ai entreprises d'abord par raison, je les suis maintenant par goût; peu à peu je me suis attaché aux travaux agricoles, et ce ne serait pas sans un vif chagrin que je me verrais obligé d'y renoncer. Mais je puis être tranquille à cet égard, rien ne viendra me troubler dans la carrière que j'ai entreprise. Quand je conserverais encore le même goût pour la politique que j'avais il y a quelques années, il me serait impossible de me mêler d'une manière active des affaires publiques sous un gouvernement dont mes opinions et mes circonstances personnelles m'éloignent également. Car quelque modéré, quelque juste milieu que je sois devenu, je suis bien loin encore de pouvoir approuver le système suivi chez nous. Ainsi donc, la nécessité, aussi bien que mon goût, me fixe désormais aux occupations agricoles, qui me suffiront certainement pour employer mes facultés intellectuelles et satisfaire au besoin que tout homme honnête éprouve de se rendre utile à la société dont il fait partie.

« M. de Cavour se portait instinctivement vers tous les sujets capables d'offrir quelque aliment à son activité insatiable. Le nombre des entreprises agricoles, industrielles, financières, tantôt d'un caractère exclusivement privé, tantôt d'un intérêt public auxquelles il imprima le premier élan ou prêta son concours, est trop considérable pour que j'essaye d'en donner le détail. On le voit diriger le défrichement d'une forêt, s'engager à fournir au pacha d'Égypte 800 moutons mérinos qu'il ne sait ensuite où trouver (qu'on se rassure, il les trouva), creuser des canaux, introduire la culture de la betterave, se proposer de créer une fabrique de sucre et, pour un temps, s'en tenir à l'agriculture, car « notre gouvernement, écrit-il à M. Na-
« ville, n'aime pas l'industrie, je m'en convaincs tous
« les jours davantage; il voit en elle un auxiliaire de
« libéralisme et éprouve pour elle une répugnance
« qu'il ne peut pas vaincre; dans notre pays, si l'on
« veut vivre en paix, il ne faut songer qu'à l'agricul-
« ture. » Mais ce champ si restreint, où un pouvoir ombrageux le confine, Cavour le parcourt dans toutes les directions, et, arrivant sans cesse à la limite qui borde le domaine interdit de l'industrie, il ne tarde pas à la franchir. Il établit des paquebots sur le lac Majeur, des moulins à vapeur, la manufacture de produits chimiques dont il a déjà été parlé, il forme une compagnie de chemin de fer; il fonde la banque de Turin. Ainsi disséminée sur une foule d'objets dont je ne cite que les principaux, l'énergie intelligente de Cavour semble être tout entière concentrée sur chacun, tant il met de feu à organiser une affaire, de sagesse à la mûrir, de persistance à la conduire; le dessein du jour ne lui fait pas oublier celui de la veille, ni pour un instant négliger l'œuvre déjà entreprise.

« Je n'ai jamais connu M. de Cavour fastueux, mais je l'ai toujours vu généreux, ne comptant guère, pous-

sant la libéralité jusqu'à la magnificence. Après sa mort, les journaux ont énuméré des actes de bienfaisance qui honorent sa mémoire, mais dont l'étalage lui eût déplu; au reste, de ces actes les plus considérables, les services rendus à des amis, les secours accordés à quelque infortune secrète, sont et resteront ignorés. Je dirai seulement que, si sa fortune personnelle, qui s'élevait à deux millions environ au moment où il entra aux affaires, s'est trouvée, au bout de dix ans, amoindrie de 300 000 francs, c'est à ses dépenses et non à sa gestion que le fait est imputable. Je n'insisterai pas sur ce point, c'est assez de l'avoir signalé. Mais les larges pratiques d'une charité active se concilient souvent avec l'esprit d'économie, et ce que je veux dire, c'est que Camille de Cavour eut, de tout temps, cette disposition innée à la magnificence qui se manifeste dans les mille détails de l'existence, que les prudents taxent de faiblesse et les parcimonieux de vice. Pendant ce voyage dont j'ai parlé, et qu'il y a tantôt vingt ans je fis avec lui, je me rappelle qu'il ne jetait pas moins d'un louis dans le chapeau du postillon réclamant son pourboire, et, après que nous

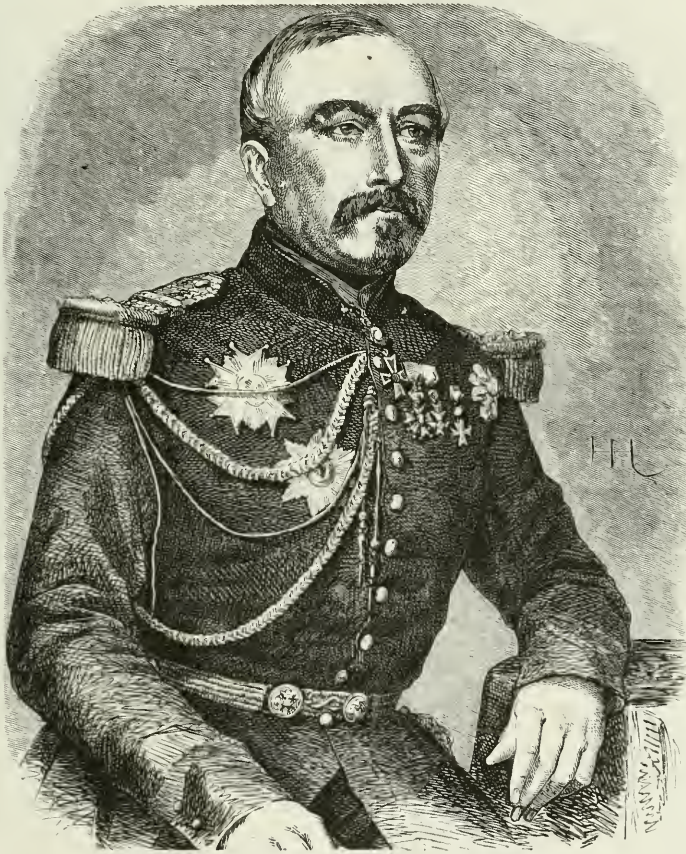


Marie-Thérèse de Bourbon, duchesse de Parme.

avions passé, plus d'un mendiant, assis au bord de la route, ramassait dans la poussière une pièce dont le métal lui avait probablement été inconnu. A Paris, le propriétaire d'un hôtel où il avait passé quarante-huit heures sans y dîner une seule fois, lui présenta un compte de 1200 francs. « Figurez-vous, me di-« sait-il en riant, que mon secrétaire ne voulait pas « absolument les payer; j'ai eu grand'peine à lui faire « entendre raison, il ne comprenait pas qu'être volé « sans mot dire fît partie de ma politique. » Ce n'était pas que Cavour fît peu de cas de la richesse, dans laquelle il voyait au contraire un agent fort utile; il avait été lui-même, par ses entreprises agricoles, en grande partie l'artisan de sa propre fortune, mais il n'avait pas pour l'argent cette considération que l'étude de l'économie politique n'aurait pas manqué de développer en lui, si elle n'eût été incompatible avec le goût du whist à vingt-cinq louis la fiche et même plus; parfois aussi, il est vrai, à vingt sous et même moins. « Cavour n'était pas de ceux qui n'ont l'amour du jeu que par amour du gain. Ce whist de famille, à vingt sous la fiche, il le jouait, m'ayant pour partner, avec autant d'application que lorsqu'à Paris il était assis en face de M. de Morny.

« En 1836, il parcourut le nord de l'Italie, suivi dans son itinéraire par l'œil vigilant de la police autrichienne, qui avait sur lui des notes précises et prophétiques. Au reste, Charles-Albert avait un jour, à ce qu'on raconte, dit de Cavour qu'il était l'homme le plus dangereux de son royaume. Cavour lui-même ne s'était point astreint à une prudence qui n'était pas de son âge, ni surtout de son caractère; il ne se gênait nullement pour manifester ses opinions dans la confidence desquelles il avait dès longtemps, par sa démission, mis le public. A la marquise de Barol qui l'honorait de son amitié, il écrivait plus tard : « Dans « mes rêves de jeune homme, je me voyais déjà mi- « nistre du royaume d'Italie. » La surveillance à laquelle il fut soumis dans le Lombard-Vénitien ne l'empêcha pas de lier connaissance avec quelques-uns des hommes distingués, qui maintenaient dans l'ombre un culte proscrit[1]. »

La vie politique de Cavour ne commença qu'en 1847 par la fondation d'un journal, le *Risorgimento*. C'était



Le comte de Goyon, commandant les troupes françaises à Rome.

l'heure où l'Italie sentait passer sur elle un souffle régénérateur parti du Vatican, mais que de funestes passions, et des résistances plus funestes encore, devaient changer en tempête révolutionnaire. Cavour, dans les événements de 1848, ne joua qu'un rôle secondaire. Le théâtre appartenait aux exaltés, et lui ne pouvait guère faire entendre sa voix, lui l'homme du bon sens, de la finesse, de la diplomatie. Il souhaitait vivement le triomphe de Charles-Albert : il eut un de ses neveux tué à Goïto et s'enrôla comme volontaire après la bataille de Custozza, mais il ne prévoyait que trop l'issue malheureuse de la seconde prise d'armes qui aboutit à Novare. Dans ces tristes circonstances, il fut le défenseur ardent du parti de l'ordre, l'ennemi de toutes les passions subversives. Il avait compris que le Piémont, pour devenir un jour l'arbitre des destinées de l'Italie, devait s'assurer une forte organisation intérieure. Cette organisation, ce sera la gloire de Cavour de l'avoir opérée et surtout de lui avoir donné la base la plus solide, la liberté.

1. William de la Rive, *le Comte de Cavour, Récits et Souvenirs*.

Cavour a façonné le Piémont à la vie constitutionnelle, et jamais il n'a fait payer à la liberté des abus qu'entraînait parfois l'inexpérience ou la passion des hommes.

En 1852, Cavour rompit avec M. d'Azeglio : il se rapprocha du parti avancé et quitta un moment le ministère. Il y rentra bientôt comme président du conseil, et jouissant dès lors d'une grande autorité dans les Chambres, il s'occupa avec une infatigable persévérance à développer le *statut*, à lui faire porter tous ses fruits. Il lança hardiment le Piémont dans les voies de la liberté économique et, ce qui était plus difficile, de la liberté religieuse. Il sut tourner tous les obstacles et faire triompher les principes du libre échange, des préjugés et des intérêts égoïstes. Il eut plus de peine dans sa lutte contre les priviléges ecclésiastiques. Mais il soutint avec énergie les droits de l'État, proposa et fit exécuter en partie la vente des biens de main-morte, enleva enfin aux corporations religieuses le monopole de l'enseignement.

Alors « les passions que deux ans de guerre sourde avaient fomentées, se déchaînèrent avec une violence incomparable. Dans le parlement, la droite, ralliant à elle une fraction du parti ministériel, transformait ses bancs en autant de chaires d'où tombaient les invectives, les anathèmes, les prophéties lugubres; au dehors, les chaires étaient transformées en tribunes d'où partaient, enflammés, des actes d'accusation contre des ministres sacriléges. Par-dessous, dans le peuple, la calomnie; à la cour, l'intrigue; puis trois coups formidables, imprévus, coups de foudre dans lesquels l'Église signala la main de la Providence. La reine mère, la reine, le duc de Gênes, meurent à quelques jours d'intervalle, et, tandis que ces deuils éclatants projettent une lugubre lueur sur les débats qu'ils interrompent, le roi est sommé, supplié de ne pas résister plus longtemps à la volonté de Dieu si clairement manifestée. Le roi n'abandonna pas Cavour qui, de son côté, attristé mais résolu, tint bon. A cette longue et douloureuse campagne politique se rattache un épisode qui n'est pas sans importance et que la mort de Cavour a mis en lumière. Au plus fort de la lutte, Cavour, se rappelant les derniers moments de Santa Rosa, manda un prêtre qui avait toute sa confiance. « Le jour où vous serez sur votre lit de mort, « lui dit ce prêtre, vous pouvez compter sur moi, je « ne vous refuserai pas les sacrements. » Le frère Jacques a tenu sa promesse [1] ! »

Cependant Cavour dut ajourner la loi sur le mariage civil et ne put affranchir complétement la société laïque. Il opérait les réformes qui ont été accomplies chez nous depuis 1789, et ces réformes causaient à Rome une vive émotion. Le Vatican lançait ses foudres contre le Piémont. Le parti conservateur et religieux qui dominait dans le Sénat, se trouvait souvent assez fort, avec le clergé, pour empêcher la réalisation des vues du ministre que soutenait pourtant l'opinion générale de la nation.

Un des coups de génie de Cavour ce fut sa participation à la guerre d'Orient. Lorsqu'il proposa d'entrer dans l'alliance de l'Angleterre et de la France et d'envoyer une armée en Crimée, une vive opposition éclata : on le bafoua même. Cavour réussit à entraîner le pays qui ne se doutait pas du chemin qu'on allait lui faire parcourir. Seul le grand ministre entrevoyait l'avenir. On le comprit mieux à Vienne qu'à Turin. « Voilà, dit en apprenant cette nouvelle un ministre autrichien, voilà un coup de pistolet tiré à bout portant à nos oreilles. »

Nous avons vu les conséquences de cette intervention du Piémont et le rôle de Cavour au Congrès de Paris. « Pendant la première phase du Congrès, aussi longtemps que se discuta le plan général de la paix, Cavour se tint en arrière dans une attitude modeste, de bon goût aussi bien que de bonne politique, laissant aux grandes puissances le règlement de ces stipulations essentielles qu'au prix de tant de sacrifices elles avaient acquis le droit, les unes de réclamer et l'autre de débattre. Appelé, conformément à l'usage, à se prononcer, il donnait son avis en quelques mots, sans peser, avec modération, mais avec une précision et une connaissance du sujet qui, d'emblée, provoquèrent l'étonnement d'hommes condamnés par métier à ne s'étonner de rien. Très-vite on comprit qu'il y avait, et surtout qu'il y aurait à compter avec cet esprit vaste et mesuré, délié et hardi. De son côté, Cavour observait, découvrait, dans le conflit des opinions et des intérêts, les ressorts cachés qu'un jour il pourrait faire jouer, il prenait rang en tête des affaires européennes, tenait la première place, reconnaissait que la paix, comme la guerre, a ses complications inattendues et ses hasards propices, et prévoyait enfin que l'imprévu n'était qu'assoupi. » W. DE LA RIVE.

M. de Cavour aurait voulu avoir tout de suite la guerre contre l'Autriche. Il ne s'en tint pas moins très-satisfait de la discussion sur l'Italie ouverte par M. de Walewski. Il avait compté d'abord sur l'Angleterre, mais ses espérances furent déçues de ce côté, et un voyage à Londres lui fit comprendre qu'il n'obtiendrait du cabinet britannique que des sympathies. L'empereur Napoléon, tout en gardant une extrême réserve, parut très-bien disposé. Il avait dit un jour à Victor-Emmanuel : « Que pourrait-on faire pour l'Italie? » D'autres incidents avaient sans doute encouragé les espérances du comte de Cavour, et en revenant à Turin, le ministre piémontais se flattait déjà sans doute d'avoir trouvé le parrain qu'il fallait à l'Italie.

On pense quel retentissement eut en Italie la discussion du Congrès de Paris. Les débats du parlement de Turin sur cette discussion excitèrent les plus vifs mécontentements de l'Autriche. Les deux gouvernements en vinrent aux mauvais procédés qui aboutirent à une rupture diplomatique en 1857. Cette rupture servait les plans de Cavour : une autre chose les servait mieux, c'était la situation du reste de la Péninsule

§ 2. ÉTAT DE L'ITALIE AVANT LA GUERRE DE 1859; GOUVERNEMENTS DE LA TOSCANE, DE ROME, DE NAPLES; ANTAGONISME CROISSANT DU PIÉMONT ET DE L'AUTRICHE; ENTREVUE DE M. DE CAVOUR ET DE NAPOLÉON III A PLOMBIÈRES.

L'heureuse expérience du régime constitutionnel en Piémont aurait dû éclairer les souverains de la Toscane, de Rome et de Naples. Loin de profiter de ces leçons, le grand-duc de Toscane, Léopold II, avait,

1. V. de la Rive, *le Comte de Cavour. Récits et Souvenirs*, 1862.

par un décret du 21 septembre 1850, suspendu l'exercice de la Constitution de 1848. Il exilait les libéraux, supprimait l'indépendance municipale, la liberté de la presse et la liberté des cultes. Par une convention du 22 avril 1850, il avait ouvert ses places fortes aux troupes autrichiennes. L'Autriche ne se contentait pas seulement de faire la police de la Toscane : elle cherchait à mettre de plus en plus ce beau pays dans sa dépendance Tantôt c'était un traité de poste qu'elle signait, tantôt une union douanière qu'elle proposait. On demandait déjà à Léopold si son État comptait encore sur la carte de l'Europe.

Le duc de Modène, François V, faisait également soutenir son despotisme par l'Autriche et allait même souvent plus loin que sa protectrice. C'était un vrai tyran. Dans un pays voisin, un noble exemple lui était cependant donné : la duchesse de Parme, de la maison de Bourbon (sœur du comte de Chambord), restée veuve en 1854, gouvernait au nom de son jeune fils Robert. Son administration douce et économe lui conciliait les sympathies, sympathies qui, toutefois, ne devaient point arrêter les habitants de Parme dans leur élan vers l'unité italienne.

A Rome, ce n'étaient point les habits blancs qui maintenaient l'ordre, mais ils le maintenaient dans les légations, à Bologne. Les soldats français avaient seuls l'honneur de monter la garde au Vatican, mais on ne les voyait pas d'un œil aussi favorable que es Autrichiens. Une armée française, c'était pour un gouvernement ecclésiastique une protectrice bien dangereuse. Nos soldats portent avec eux un certain bagage d'idées qui viennent de leur éducation et qu'ils promènent volontiers par le monde. Ils prêchent d'exemple l'obéissance par leur sévère discipline ; mais, hors du règlement, ils professent les doctrines qui sont celles de notre pays depuis 1789 : souveraineté de la nation, égalité devant la loi, liberté de conscience, respect de la liberté individuelle. Ils comprennent les droits du citoyen et savent bien, par leur seul bon sens, que les choses iraient autrement dans leur village si le vénérable curé de la paroisse voulait aussi en devenir le maire. Le gouvernement pontifical ne s'estimait donc pas très-heureux de se voir soutenu par une armée dont la présence seule devait le forcer à se modifier. Il prêtait une oreille forcée, mais distraite, aux conseils de la France qui, suivant la lettre célèbre de Louis-Napoléon en 1849, n'avait pas envoyé une armée à Rome pour étouffer la liberté. Le gouvernement du Saint-Père préférait les conseils de l'empereur d'Autriche, qui s'accordaient mieux avec ses principes. L'influence française n'était qu'apparente : l'influence autrichienne l'emportait dans les délibérations. On le vit bien aux actes, et nous ne parûmes maintenir le gouvernement pontifical que pour le plus grand crédit de l'Autriche et le plus grand mécontentement des Romains.

Et cependant, si un parti obstiné dans ses traditions surannées n'avait sans cesse circonvenu le Saint-Père, Pie IX aurait pu consolider son pouvoir en le mettant en harmonie avec les idées modernes qui n'ont rien de contraire au catholicisme. A l'ombre du drapeau français, il pouvait, sans inquiétude et sans précipitation, suivre les conseils de la lettre à Edgar Ney ; effacer le souvenir des révolutions, séculariser l'administration, c'est-à-dire la confier à des laïques ; faire sa part à la représentation nationale et, tout en gardant le pouvoir temporel, en déléguer l'exercice, afin d'élever la papauté au-dessus des orages de la politique, et de la maintenir toujours auguste dans les régions pures et sereines de l'autorité spirituelle.

En 1849, le 19 septembre, Pie IX avait, par un *motu proprio*, donné une amnistie pour tous ceux qui n'avaient point participé comme députés ou chefs militaires à l'établissement de la République. Il avait en même temps promis une réorganisation administrative et judiciaire. Ce ne fut toutefois que le 10 septembre 1850 que le cardinal Antonelli organisa par deux édits les départements ministériels, établit un consei d'État, promit une consulte des finances et réorganisa l'administration des provinces et celle des communes. Le cardinal Antonelli demeura le ministre secrétaire d'État, le premier ministre du Saint-Père, chargé des affaires extérieures et intérieures. Le conseil d'État fut composé de quinze membres nommés par le pape : il n'émit que des avis : la consulte des finances, nommée également par le pape, ne devait aussi que reviser et donner des avis. Une nouvelle division administrative partagea les États pontificaux en quatre légations : Bologne, Ancône, Pérouse, Bénévent. Rome demeurait sous un régime spécial. Rien ne fut changé aux juridictions ecclésiastiques, et les améliorations matérielles restèrent suspendues. En somme, le gouvernement pontifical, rétabli par nos armes, ne fit rien ou peu de chose pour se réformer. Se sentant appuyé, il ne cherchait nullement à préparer le jour où il pourrait subsister de lui-même. Dans les Romagnes, l'occupation autrichienne pesait durement sur les populations. Jusqu'en 1857, les Autrichiens se firent payer par le gouvernement qu'ils soutenaient, tandis que la France mettait gratuitement ses soldats au service du Saint-Père. Mais les cardinaux aimaient bien mieux donner de l'argent que d'accorder des réformes, et de jour en jour on nous supportait plus difficilement.

En 1857, en 1858, les conflits entre les soldats français et les soldats du pape se multiplièrent : ils amenèrent des conflits entre le cardinal Antonelli et notre ambassadeur le duc de Grammont, surtout entre lui et le général de Goyon, commandant de nos troupes, homme très-religieux, très-dévoué à la papauté, mais légitimement jaloux de son autorité comme de l'honneur de la France. En 1858, un événement qui a eu un retentissement européen vint encore aggraver notre position. Dans les premiers jours de juillet, un agent de la police pontificale se présenta, accompagné de deux gendarmes, chez M. Romolo Mortara, israélite qui habitait Bologne, et lui enjoignit de lui livrer son fils Edgard, âgé de sept ou huit ans. Le père dut céder à la force, le fils fut emmené à Rome et placé dans l'établissement de la Madone-del-Monti, pour y être élevé dans la religion catholique. M. Mortara accourut à Rome et y apprit qu'une fille Morisi, qu'il avait eue jadis à son service, venait de déclarer formellement au saint-office que deux ans auparavant, durant une maladie grave qu'avait faite le petit Mortara, elle lui avait secrètement administré le baptême. Les lois de l'Église, disait-on, ne permettaient plus de laisser l'enfant entre les mains de son père, à moins que celui-ci ne s'engageât à l'élever dans la religion chrétienne. L'ambassadeur de France intervint, mais inutilement. Le gouvernement pontifical refusa de

rendre l'enfant, et ce fait causa en Europe une vive émotion.

A Rome, la présence de nos troupes empêchait le gouvernement pontifical de se laisser entraîner trop loin par le parti de la réaction; mais à Bologne les Autrichiens se chargeaient volontiers de réprimer les aspirations libérales. En huit années il y eut plus de cinq cents condamnés politiques et beaucoup d'exécutions presque sommaires. Ils faisaient la police politique du pays sans aucune pitié et agissaient ni plus ni moins qu'en Lombardie. Ils se sentaient et savaient se rendre nécessaires, tandis que nous ne demandions que le jour où il nous serait permis de partir. Ils regardaient les Romagnes comme une de leurs possessions et paraissaient vouloir s'y établir. Lorsque des difficultés éclataient avec les autorités françaises, la cour pontificale laissait entrevoir le projet de se retirer à Ancône auprès des Autrichiens. Il y avait donc à Rome une lutte réelle, sérieuse entre l'influence de Vienne et celle de Paris. Ce sera là, ne l'oublions pas, une des causes de la guerre d'Italie. L'empereur Napoléon III croyait qu'en affaiblissant l'Autriche il obtiendrait, entre autres conséquences, une influence prépondérante à Rome et amènerait enfin le souverain pontife à une politique libérale par le seul effet de l'Italie délivrée et de l'établissement d'un grand royaume constitutionnel au nord de la Péninsule. Il se trompait dans ces prévisions : la guerre d'Italie qui, suivant son programme, ne devait point porter atteinte au pouvoir temporel du pape, allait provoquer une crise dont



Le cardinal Antonelli.

ce pouvoir temporel, par la faute de ceux qui le dirigeaient, devait sortir singulièrement amoindri. Mais n'anticipons point sur les événements.

A Naples la situation était pire qu'à Rome. Le roi Ferdinand II avait, nous l'avons raconté [1], vaincu par la force des armes la Révolution de 1848. Fier de sa victoire, il ne voulut plus, on le pense bien, entendre parler de constitution. Il n'y eut plus d'autre loi que sa volonté : le Code civil fut arbitrairement modifié, la presse annulée, l'enseignement pour ainsi dire anéanti. Les cachots se remplirent, et des supplices odieux appelèrent l'attention de l'Europe sur ce royaume. Les *lettres à lord Aberdeen*, écrites par M. Gladstone, flétrirent un gouvernement qui faisait revivre, en plein dix-neuvième siècle, la tyrannie du moyen âge. Ferdinand II se brouilla avec presque toutes les puissances, et nous avons vu qu'au Congrès de Paris on proposa de lui adresser un sévère avertissement. Ce prince devait mourir au commencement même de la guerre d'Italie et laisser (22 mars



François-Joseph, empereur d'Autriche.

1859) à son fils François II un royaume mûr pour une révolution.

On comprenait mieux, sans la justifier, la conduite de l'Autriche dans la Lombardie. Là, en effet, c'était une race étrangère qui s'imposait à une autre et qui s'efforçait, par toute sorte de rigueurs, de maintenir sa domination. Des exécutions, des arrestations, l'état de siége signalèrent le retour des Autrichiens qui avaient à venger leur défaite de 1848. Cependant, au bout de quelques années, ces rigueurs avaient diminué. L'empereur François-Joseph cherchait à s'attacher les provinces italiennes par des améliorations matérielles. Il espérait, en développant leur bien-être, leur faire oublier leur ancienne indépendance. Il en confia le gouvernement à son frère Maximilien, homme modéré, le même qui aujourd'hui s'efforce de régénérer le Mexique. Dans les premiers jours de 1857, l'empereur d'Autriche fit un voyage dans le Lombard-Vénitien, leva le séquestre mis sur les biens des émigrés lombards et accorda une amnistie. Mais les bonnes

1. Voir tome II, page 122.

impressions laissées par ce voyage s'effacèrent bien vite. L'arrogance de l'armée autrichienne, la sévérité de son commandant, le comte Giulay, annulaient les effets de la modération de l'archiduc Maximilien.

Quelles que fussent la répugnance des Lombards et des Vénitiens pour la domination autrichienne, l'impatience des Romagnes de secouer l'autorité du gouvernement pontifical, l'ardeur libérale de la noblesse romaine, et la fatigue des populations du royaume de Naples, l'Autriche ne se serait point alarmée et n'aurait point redouté une révolution en Italie, car elle occupait avec des forces considérables le Lombard-Vénitien, elle avait des troupes à Modène, à Florence, à Bologne; le roi de Naples pouvait compter sur son appui. Mais deux choses lui faisaient comprendre que son influence ne pourrait se maintenir longtemps sur la Péninsule : l'attitude du Piémont et la présence des Français à Rome. Cette présence des Français empêchait son action sur le Souverain Pontife d'être aussi forte qu'elle l'aurait voulu : l'attitude du Piémont lui inspirait des craintes continuelles pour le Lombard-Vénitien et pour la sécurité des autres princes de la Péninsule, ses vassaux. Ce Piémont, petit État dont elle n'aurait fait qu'une bouchée, contre-balançait sa puissance par le seul prestige de la liberté. Il devenait l'asile de tous les réfugiés. A Turin il y avait une presse, une tribune, une littérature italiennes. Cantu y continuait son *Histoire des Italiens;* Mamiani y publiait ses *Essais de philosophie civile;* Montanelli ses *Mémoires sur l'Italie.* Le drapeau piémontais c'était le drapeau aux trois couleurs italiennes, baptisé au feu de Goïto et qui venait de reparaître glorieux au combat de Traktir en Crimée. Le Piémont florissait : toutes les sources de la richesse publique s'y développaient, et les aspirations de l'Italie s'y exprimaient hautement. A Turin des députés plaignaient sans cesse le sort des populations soumises à l'étranger et entretenaient ainsi les regrets et les espérances de ces populations. Des députations des provinces italiennes, occupées par l'Autriche, s'y rendaient. Une souscription nationale s'était ouverte pour l'armement de la citadelle d'Alexandrie. Ce coin de terre gênait donc de plus en plus l'Autriche : seul il empêchait sa domination de s'affermir dans le Lombard-Vénitien et de s'étendre directement ou indirectement sur le reste de la Péninsule. Aussi l'antagonisme allait-il croissant entre la cour de Vienne et le cabinet de Turin, en même temps que les rapports de la même cour avec celle de Paris se refroidissaient.

En 1858, l'Autriche avait vivement mécontenté Napoléon III en accumulant les difficultés au sujet du règlement de la question des principautés danubiennes, règlement dans lequel la France voulait faire triompher et fit triompher le principe de l'union des principautés. L'Autriche était intervenue seule en Servie et avait ainsi violé une des principales stipulations de 1856. Napoléon III, mécontent de cette politique, voyant avec déplaisir ses conseils contre-balancés à Rome par les conseils de François-Joseph, aimant aussi l'Italie qu'il avait connue et servie dans sa jeunesse, se prêta plus facilement aux vues de M. de Cavour, qui vint le trouver à Plombières dans l'été de 1858. M. de Cavour, qui avait bien examiné la situation, s'était rendu incognito dans cette petite ville où le souverain de la France s'isolait, pendant quelques semaines, pour le soin de sa santé et le repos de son esprit. Là il eut avec Napoléon III de longs entretiens dont personne n'aura jamais le secret, mais dont les événements qui ont suivi font deviner le caractère. M. de Cavour exposa à l'Empereur l'état de l'Italie, les dangers que présentait le malaise continuel dont la Péninsule était tourmentée. Il ajouta, sans doute, les promesses aux arguments et parvint à convaincre l'Empereur qui ne demandait pas mieux que de se laisser persuader. Pour tout le monde, il est vrai que la pensée de la guerre de 1859 est sortie de cette entrevue, où, dans le calme de la solitude, les deux premiers diplomates de l'Europe examinèrent froidement toutes les éventualités. Y eut-il un traité conclu? Nul ne le saurait dire, l'avenir seul le révélera.

§ 3. LE 1er JANVIER 1859; MARIAGE DU PRINCE NAPOLÉON (JÉRÔME) AVEC LA PRINCESSE MARIE-CLOTILDE DE SAVOIE (30 JANVIER); NÉGOCIATIONS ENTRE LES CABINETS; MISSION DE LORD COWLEY A VIENNE; ULTIMATUM DE L'AUTRICHE AU PIÉMONT.

L'Europe est tellement convaincue de la puissance de Napoléon III, qu'un seul mot de sa bouche l'émeut. Le 1er janvier 1859, l'Empereur recevait les hommages du corps diplomatique : il adressa à M. de Hübner, ambassadeur d'Autriche, quelques paroles qui passèrent d'abord inaperçues, mais qui, bientôt répandues, furent vivement commentées : « Je regrette, dit-il, que nos relations avec votre gouvernement ne soient pas aussi bonnes que par le passé, mais je vous prie de dire à l'empereur que mes sentiments personnels pour lui ne sont pas changés. » Ces paroles, dont on exagéra certainement l'importance, révélaient du moins l'existence de graves dissentiments entre les cabinets de Vienne et de Paris, dissentiments jusqu'alors cachés sous les voiles diplomatiques. On comprenait bien qu'entre des puissances aussi naturellement rivales que la France et l'Autriche, des dissentiments pouvaient, d'un moment à l'autre, amener la guerre. Le mécontentement auquel faisait allusion la phrase du 1er janvier 1859 venait surtout de l'attitude de l'Autriche dans le règlement de la question des principautés danubiennes; mais on ne tarda pas à voir que c'était de l'Italie que sortirait l'orage.

Le roi Victor-Emmanuel, ouvrant la session législative le 12 janvier, posa presque la question italienne. « L'horizon, dit-il, au milieu duquel s'élève la nouvelle année n'est pas complétement serein. Néanmoins vous vous consacrerez, avec l'empressement accoutumé, à vos travaux parlementaires. Forts de l'expérience du passé, marchons résolûment au-devant des éventualités de l'avenir. Cet avenir sera prospère, notre politique reposant sur la justice, sur l'amour de la liberté et de la patrie. Notre pays, petit par son territoire, a grandi en crédit dans les conseils de l'Europe, parce qu'il est grand par les idées qu'il représente, par les sympathies qu'il inspire. Une telle situation n'est pas exempte de dangers, car, si nous respectons les traités, d'autre part nous ne sommes pas insensibles au cri de douleur qui, de tant de parties de l'Italie, s'élève vers nous. »

Quelques jours après, on apprit la conclusion du mariage du prince Napoléon, cousin de l'Empereur des Français, avec la jeune princesse Clotilde, fille du roi Victor-Emmanuel. Le 23 janvier, le général Niel fai-

sait la demande officielle, et le 30 janvier le mariage fut célébré par l'évêque de Verceil. Des fêtes brillantes l'accompagnèrent et se renouvelèrent à Gênes, où les deux époux s'embarquèrent pour la France. Paris fit un accueil sympathique à la jeune princesse qui personnifiait, pour ainsi dire, l'Italie s'alliant à la France.

L'Autriche voyait avec une vive irritation le Piémont se rapprocher étroitement de la France : elle comprenait le péril qui la menaçait, et, loin de le conjurer, courut au-devant. Il faut bien s'entendre pour décider sur qui doit retomber la responsabilité de la guerre d'Italie, avant d'exposer les négociations qui l'amenèrent. Ce n'a jamais été un doute pour personne que la guerre a été désirée, appelée, provoquée par M. de Cavour. M. de Cavour voulait la guerre, fermement convaincu qu'on ne délivrerait pas l'Italie avec des notes diplomatiques. Avait-il raison? Oui. L'indépendance de l'Italie qu'il voulait assurer était une bonne et noble chose. La grandeur de la cause séduisit la France. C'était de plus notre intérêt, et un précieux intérêt de reléguer l'Autriche le plus loin possible de nos frontières. L'Italie est une alliée naturelle de la France, l'Autriche notre plus vieille ennemie. On suivait la politique traditionnelle de la France en soutenant le Piémont. Mais il y avait une différence entre le cabinet de Turin et le cabinet de Paris. Comptant sur la première épée du monde, le Piémont cherchait la guerre : la France, sans redouter la lutte, essayait de la prévenir, ou du moins de la retarder. Le Piémont prenait une attitude agressive, enrôlait des volontaires, faisait entendre le cliquetis des armes. En France, aucun préparatif. La guerre devait nous surprendre; mais, grâce à sa perpétuelle vigilance et à son incessante activité, l'administration française n'est jamais surprise. Le gouvernement avait déclaré, à l'occasion du mariage du prince Napoléon, qu'il avait, à la vérité, signé un traité avec le Piémont; mais par ce traité il ne s'était engagé qu'à une chose : à défendre le Piémont contre une aggression de l'Autriche. Aussi l'Empereur était-il sincère lorsque, en ouvrant la session législative de 1859, il exposait la situation, indiquant à la fois et les périls et les motifs de confiance.

Après avoir annoncé qu'il entretenait de bonnes relations avec les différentes cours de l'Europe, il ajoutait : « Le cabinet de Vienne et le mien, au contraire, je le dis avec regret, se sont trouvés souvent en dissidence sur les questions principales, et il a fallu un grand esprit de conciliation pour parvenir à les résoudre. Ainsi, par exemple, la reconstitution des principautés danubiennes n'a pu se terminer qu'après de nombreuses difficultés qui ont nui à la pleine satisfaction de leurs désirs les plus légitimes, et si l'on me demandait quel intérêt la France avait dans ces contrées lointaines qu'arrose le Danube, je répondrais que *l'intérêt de la France est partout où il y a une cause juste et civilisatrice à faire prévaloir.*

« Dans cet état de choses, il n'y avait rien d'extraordinaire que la France se rapprochât davantage du Piémont, qui avait été si dévoué pendant la guerre, si fidèle à notre politique pendant la paix. L'heureuse union de mon bien-aimé cousin le prince Napoléon avec la fille du roi Victor-Emmanuel n'est donc pas un de ces faits insolites auxquels il faille chercher une raison cachée, mais la conséquence naturelle de la communauté d'intérêts des deux pays et de l'amitié des deux souverains.

« Depuis quelque temps, l'état de l'Italie et sa situation anomale, où l'ordre ne peut être maintenu que par des troupes étrangères, inquiètent justement la diplomatie. Ce n'est pas néanmoins un motif suffisant de croire à la guerre. Que les uns l'appellent de tous leurs vœux, sans raisons légitimes; que les autres, dans leurs craintes exagérées, se plaisent à montrer à la France les périls d'une nouvelle coalition, je resterai inébranlable dans la voie du droit, de la justice, de l'honneur national, et mon gouvernement ne se laissera ni entraîner ni intimider, parce que ma politique ne sera jamais ni provocatrice ni pusillanime.

« Loin de nous donc ces fausses alarmes, ces défiances injustes, ces défaillances intéressées. La paix, je l'espère, ne sera point troublée. Reprenez donc avec calme le cours habituel de vos travaux.

« Je vous ai expliqué franchement l'état de nos relations extérieures, et cet exposé, conforme à tout ce que je me suis efforcé de faire connaître depuis deux mois à l'intérieur comme à l'étranger, vous prouvera, j'aime à le croire, que ma politique n'a pas cessé un instant d'être la même : ferme, mais conciliante.

« Aussi je compte toujours avec confiance sur votre concours comme sur l'appui de la nation qui m'a confié ses destinées. Elle sait que jamais un intérêt personnel ou une ambition mesquine ne dirigera mes actions. *Lorsque, soutenu par le vœu et le sentiment populaires, on monte les degrés d'un trône, on s'élève par la plus grave des responsabilités au-dessus de la région infime où se débattent des intérêts vulgaires, et l'on a pour premiers mobiles, comme pour derniers juges, Dieu, sa conscience et la postérité.* »

La France ne craignait pas, mais ne cherchait pas la guerre. L'Autriche l'amena. Les paroles du 1er janvier 1859 l'avaient alarmée, et dès le 7 janvier l'empereur François-Joseph avait envoyé en Italie des troupes de renfort. L'arrivée de ces troupes fut un excellent prétexte fourni à M. de Cavour pour hâter de son côté les préparatifs militaires, et pour accueillir les volontaires qui de tous côtés lui offraient leurs services. L'Autriche en même temps s'efforçait d'exciter l'Allemagne contre nous, et faisait lancer par les journaux allemands les accusations les plus odieuses contre l'Empereur des Français, qui ne sortit point de son calme. Dans une circulaire du 5 juillet, le comte Buol, ministre des affaires étrangères d'Autriche, donnait à entendre que l'Allemagne serait menacée comme puissance amie si l'Autriche, par une injuste attaque contre ses possessions en Italie, se voyait appelée aux armes contre une des plus grandes puissances militaires de l'Europe. Il ne devait pas réussir à s'attacher l'Allemagne, mal disposée contre nous par une vieille rancune, mais ne se souciant point de se jeter dans les hasards de la guerre pour le salut des provinces italiennes de l'Autriche. Si le cabinet de Vienne n'avait pas eu d'illusion sur sa situation, il aurait compris que le moment était des plus défavorables pour lui. La Russie ne lui pardonnait pas son ingratitude lors de la guerre d'Orient; la Prusse lui disputait toujours la suprématie de l'Allemagne et refusait d'accéder aux combinaisons qu'on lui proposait pour la guerre sur le Rhin. Le cabinet anglais seul, un cabinet tory, manifestait quelques sympathies à



Embarquement à Marseille du prince Napoléon, se rendant en Italie pour la célébration de son mariago.

l'Autriche, mais il ne pouvait encourager, encore moins soutenir sa politique en Italie. A la veille de s'engager dans une lutte contre la France, elle était isolée, car elle avait mécontenté toute l'Europe pendant les dernières années par la roideur de sa diplomatie. De plus, elle se voyait dans la nécessité d'aggraver la situation du Lombard-Vénitien qu'elle sentait lui échapper. Elle y entassait régiments sur régiments et augmentait ainsi



S. A. I. et R. la princesse Clotilde.

les souffrances du pays. Deux imprudentes mesures relatives à la monnaie et à la conscription avaient accru l'irritation. Espérant une prochaine délivrance, les Lombards se séparaient de plus en plus ouvertement des Autrichiens et d'une seule voix appelaient Victor-Emmanuel. L'Autriche, loin de reculer devant ces difficultés, essaya de s'en débarrasser par la guerre : elle crut l'occasion propice d'écraser le Piémont qui rendait sa situation intenable, et d'achever de mettre l'Italie entière sous sa domination.

L'Angleterre s'était vivement émue de ces menaces de guerre. Gouvernée par un cabinet tory plus favorable à l'Autriche qu'à la France, elle désirait éviter un conflit qui pouvait provoquer une guerre générale. Elle offrit sa médiation afin d'aplanir les difficultés qui existaient entre le cabinet de Vienne et celui de Paris. Lord Cowley, ambassadeur anglais près du cabinet des Tuileries et fort estimé de Napoléon III, fut chargé de faire accepter la médiation et de proposer : 1° l'évacuation simultanée des États romains par les troupes françaises et par les troupes autrichiennes; 2° l'amélioration de la législation du pays; 3° la garantie de la part de l'Autriche que le Piémont ne serait pas attaqué; 4° l'abrogation ou la modification des traités de l'Autriche et des duchés italiens. La mission de lord Cowley purement confidentielle, réussit à Paris; elle échoua à Vienne, où on ne prit pas assez au sérieux cette médiation de l'Angleterre. Cependant l'empereur François-Joseph n'avait point paru se refuser absolument à toute discussion.

La cour de Russie crut qu'elle serait plus heureuse en intervenant et proposa un Congrès (17 mars). Le cabinet des Tuileries y adhéra aussitôt, puis le cabinet de Londres. La Prusse s'associa également à cette pensée et le cabinet de Vienne finit par se rendre au désir des puissances. On devait au Congrès : 1° déterminer les moyens de maintenir la paix entre l'Autriche et la Sardaigne; 2° fixer les conditions auxquelles les troupes françaises quitteraient Rome et les troupes autrichiennes les légations; 3° examiner les réformes à introduire dans les États italiens; 4° substituer aux traités entre l'Autriche et les duchés une confédération des États italiens. L'Autriche essaya de dénaturer ces bases par ses commentaires; puis la question du désarmement vint à la traverse, ainsi que celle de savoir si on admettrait au Congrès les plénipotentiaires des princes italiens. Après bien des pourparlers on arrêta que le désarmement général, simultané, immédiat serait réglé par une commission dont les représentants du Piémont feraient partie, puisque les plénipotentiaires au Congrès se réuniraient, et que les États italiens seraient invités à s'y faire représenter. Le cabinet des Tuileries fit accepter cet arrangement par le Piémont. Le 20 avril, M. de Cavour reçut de Paris une dépêche impérative : « Acceptez immédiatement les conditions préalables du Congrès et répondez par le télégraphe. » Cavour, qui avait fait à la fin de mars un voyage à Paris et croyait la guerre imminente, fut découragé. Il pensa que l'empereur Napoléon l'abandonnait lorsque celui-ci n'écoutait que l'intérêt général de l'Europe en épuisant toutes les chances de paix. Néanmoins Cavour accepta. « Quarante-huit heures plus tard, deux officiers en uniforme blanc traversaient les rues de Turin. C'était l'ultimatum de l'Autriche qui arrivait. » Cavour laissa éclater sa joie : son ennemie commettait la faute de lui déclarer la guerre!

L'Europe entière fut scandalisée de cette conduite de l'Autriche. Le Congrès allait se réunir, toutes les difficultés semblaient aplanies. Le Piémont avait adhéré au principe du désarmement, et voilà que l'Autriche, se plaçant tout à coup en dehors de la diplomatie, signifiait au cabinet de Turin d'avoir à désarmer au plus vite, s'il ne voulait voir son territoire envahi (22 avril 1859). L'Angleterre protesta énergiquement; la Russie, la Prusse firent également des observations, et l'Autriche, assumant la responsabilité de la guerre, se vit encore bien plus isolée.

La France, obligée par son traité et son intérêt à soutenir le Piémont, ébranla son armée : des troupes furent concentrées au midi et des régiments franchirent les Alpes. Elle annonçait à Vienne que le passage du Tessin par les Autrichiens serait considéré comme une déclaration de guerre à notre pays. L'Angleterre fit une nouvelle tentative de médiation qui n'aboutit pas. Le 26 avril le comte de Cavour avait répondu négativement à la sommation de l'Autriche, et le 29 avril le corps d'armée du feld-maréchal comte Giulay passait le Tessin musique en tête. La guerre commençait.

Il est important, pour en comprendre le caractère, de connaître la circulaire adressée par M. de Rechberg, ministre de François-Joseph, aux représentants de l'Autriche à l'étranger. Cette circulaire accusait le Piémont d'avoir pris une attitude provoquante, et là elle avait raison. Mais elle prêtait au gouvernement français des mobiles qu'il n'avait nullement, comme les événements l'ont démontré.

« Le temps est venu, disait-elle, où des plans longtemps nourris en secret sont parvenus à leur maturité, où le second empire de France veut donner corps à « ses idées, » où l'état politique légal de l'Europe doit être sacrifié à ces prétentions illégitimes, et où l'on veut substituer aux traités qui forment la base du droit public européen cette « sagesse politique, » dont la manifestation par le potentat qui siége à Paris a étonné le monde entier.

« On reprend les traditions du premier Napoléon. Telle est la signification de la lutte à la veille de laquelle se trouve l'Europe. Puisse le monde, sortant de son illusion, acquérir la conviction qu'aujourd'hui, comme il y a cinquante ans, il s'agit de défendre l'indépendance des États, de protéger les biens les plus précieux de l'humanité contre l'ambition et le désir de dominer! »

L'empereur d'Autriche se trompait, et peu de temps après il allait se trouver heureux de donner la main à l'empereur Napoléon.

CHAPITRE XVI.

LA GUERRE. — DÉLIVRANCE DU PIÉMONT. — MAGENTA.

§ 1. INVASION DES AUTRICHIENS EN PIÉMONT (29 AVRIL).

Pour suivre une guerre, il faut se faire une idée du pays qui en est le théâtre. Or, jamais la guerre n'eut de plus beau théâtre que dans ces riches plaines de la Lombardie, qu'elle semble de tout temps avoir affectionnées. Regardons plutôt. La Péninsule italienne offre, on le sait, l'image d'une longue jambe attachée au midi de l'Europe et soudée à la France, à la Suisse, à l'Allemagne par les Alpes qui lui forment comme un



Volontaires de la legion de Garibaldi.

rempart semi-circulaire. Des Alpes se détache une longue chaîne de montagnes qui traverse l'Italie dans toute sa longueur : l'Apennin. C'est au point où elle se rattache au continent que la Péninsule a la plus grande largeur : c'est là que s'étend le magnifique bassin du Pô, protégé par l'immense arc de cercle des Alpes contre les vents du nord. Le Pô (Padus, l'Éridan des anciens) est un des plus beaux fleuves d'Europe : il sort des Alpes, au mont Viso, et court large et rapide se jeter dans la mer Adriatique : c'est

pour ainsi dire la corde de l'arc de cercle dessiné par les Alpes. Sur sa rive droite il a peu d'affluents : les Apennins le serrent de près lorsqu'ils s'infléchissent pour gagner le milieu de la Péninsule. Sur sa rive gauche, comme il s'éloigne assez des Alpes, il reçoit un grand nombre d'affluents, parallèles les uns aux



Soldats de l'armée piémontaise.

autres : la Doria, la Doria Baltea, la Sesia, le Tessin, l'Adda, l'Oglio, le Mincio. L Adige semblait aussi, par la direction de son cours, devoir grossir de ses eaux les ondes déjà abondantes du Pô, mais il tourne tout à coup à l'est et va se jeter à la mer, formant ainsi un autre bassin.

Le pays arrosé par le Pô et ses affluents a, de tout temps, été riche et fertile. Il y a près de quatre cents ans, un de nos historiens les plus célèbres, Comines, écrivait : « Au descendre de la montagne, on voit le plain (*plat*) pays de Lombardie, qui est des beaux et bons du monde, et des plus habondants, et combien qu'il se die plain (*quoiqu'il se dise plat*), si est il mal aysé à chevaucher : car il est tout fossoyé, comme est Flandres ou encore plus; mais il est bien meilleur et plus fertile, tant en bons froments que en bons vins et fruicts, et ne



Généraux autrichiens de l'armée d'Italie : comte Gyulai, comte Schlick, prince de Hess.

séjournent jamais leurs terres.... » Comment n'en serait-il pas ainsi? La Lombardie a l'eau qui féconde et le soleil qui vivifie!

Avant la guerre de 1859, ce beau pays comprenait le Piémont qui s'étendait jusqu'au Tessin, et jusqu'au confluent de cette rivière possédait les deux rives du Pô. Du Tessin au Mincio, c'était la Lombardie; du Mincio à la mer Adriatique, la Vénétie. La Lombardie et la Vénétie appartenaient à l'Autriche. Voilà pour la rive gauche. Sur la rive droite, le Pô, en quittant le Piémont et en se dirigeant vers l'est, servait de frontière aux États de Parme et de Modène,

et aux Romagnes qui faisaient partie des États du pape. Le reste de la Péninsule italique était divisé entre le grand-duc de Toscane, le pape et le roi de Naples.

C'est dans le Piémont et la Lombardie que se concentra la guerre de 1859 : c'est entre la Sesia et le Mincio que se décidèrent les destinées nouvelles de l'Italie.

Aussitôt qu'il eut reçu l'ultimatum de l'Autriche, M. de Cavour demanda à la Chambre des députés des pleins pouvoirs pour le roi, entre autres le droit de suspendre la liberté de la presse et la liberté individuelle, non sans promettre que les institutions du pays resteraient intactes. En présence de l'ennemi, la dictature était nécessaire : elle fut accordée. M. de Cavour ajouta encore à ses portefeuilles le portefeuille de ministre de la guerre, devenu le plus important de tous. Il voulait veiller lui-même à ce que cette guerre qu'il avait préparée avec tant de patience, fût bien conduite, et que les soldats fussent toujours bien approvisionnés. L'administration fait perdre souvent des batailles aux armées les plus braves. Cavour organisa avec ardeur les volontaires. Il leur avait donné un chef hardi, intrépide, auquel il ouvrait une carrière nouvelle et qui allait devenir pour lui un auxiliaire, à la fin trop redoutable, Garibaldi.

Garibaldi vivait dans la retraite depuis plusieurs années : mais sitôt qu'on lui avait fait entrevoir la guerre avec l'Autriche, il était accouru. Il eut bientôt mis une discipline sévère dans ses bandes de *chasseurs des Alpes*, et partit pour s'enfoncer dans les montagnes au nord de la Lombardie. Son rôle était de harceler et d'inquiéter les Autrichiens, et on le connaissait assez pour penser que, même avec son trop petit nombre d'hommes, 3500, il rendrait les plus grands services. Il disparut et on ne croyait nullement son attaque rattachée au plan général de la défense : les événements devaient montrer que ses marches avaient été mûrement combinées avec l'ensemble des opérations de l'armée franco-sarde.

Le roi Victor-Emmanuel avait pris le commandement de l'armée piémontaise, ayant avec lui le général la Marmora. Parmi les officiers qui commandaient les différents corps se trouvaient les généraux Durando, qui avait défendu Vicence en 1848; Fanti et Cialdini, Modénois réfugiés; Sonnaz, Castelborgo, etc.... En attendant l'arrivée et la concentration de l'armée française, le roi Victor-Emmanuel ne voulait que se tenir sur la défensive en s'appuyant sur la place forte d'Alexandrie. Il était presque décidé à abandonner sa capitale, Turin, qui n'offrait point de position avantageuse. Si les Autrichiens en effet n'avaient point perdu de temps après le rejet de l'ultimatum, s'ils s'étaient hardiment portés contre l'armée piémontaise, ils auraient certes pu s'emparer de Turin et nous arrêter au débouché des montagnes. Du Tessin, soit qu'on le franchisse à Buffalora, à Abbiate-Grasso ou à Pavie, il n'y a jusqu'à Turin que 105 à 110 kilomètres. La route parcourt un pays plat, sillonné par des cours d'eau sans importance qui n'offrent pas de lignes de défense. Les Autrichiens ne pouvaient rencontrer de résistance sérieuse que sur la Doria-Baltea, à 33 kilomètres de Turin; rivière le long de laquelle on avait élevé des retranchements. Les Autrichiens auraient pu également se porter entre Alexandrie et Gênes pour couper les communications entre ces deux villes, et isoler l'armée piémontaise de l'armée française. Pendant quelques jours on courut de grands dangers, mais l'apparition de nos premières colonnes et l'arrivée du maréchal Canrobert à Turin les firent évanouir.

Le général Gyulai ne montra aucune décision : son but ne semblait être que de porter la guerre sur le territoire du Piémont afin d'épuiser le pays et de ne pas s'exposer à un soulèvement en Lombardie. Ses troupes franchirent le Tessin, comme nous l'avons dit, le 29 avril, occupèrent Novare, Verceil. D'autres régiments partis de Pavie envahirent la Lomelline, dont la capitale Lomello reçut le quartier général du commandant en chef Gyulai. Les Autrichiens jetèrent ensuite deux ponts sur le Pô, et occupèrent Castel-Nuovo, Ponte-Curone, Voghera, Tortone. Partout ils exigeaient de fortes réquisitions : ils ne ménageaient pas le pays, sans toutefois se livrer aux excès dont on les a, dans la première ardeur, faussement accusés. Le temps était devenu affreux : des pluies torrentielles, qui nous retardèrent beaucoup, ralentissaient également la marche des Autrichiens. Ceux-ci trouvèrent en outre dans leurs marches beaucoup de difficultés, par suite de l'inondation volontaire des campagnes, accomplie par les Piémontais. L'existence de nombreux canaux, mettant en communication les ruisseaux qui descendent des Alpes et servant à l'irrigation des rizières, avait permis de couvrir d'eau toute la vallée du Pô; les routes avaient été coupées par des fossés distants seulement de 100 mètres.

Pendant que l'armée autrichienne se promenait lentement au milieu des champs inondés, se bornant à des démonstrations tantôt sur un point, tantôt sur un autre, l'armée française était transportée sur le théâtre de la guerre avec une rapidité qui témoigne de l'excellence de notre organisation militaire, et des facilités que donnent aujourd'hui les voies de communication.

§ 2. PASSAGE DE L'ARMÉE FRANÇAISE EN ITALIE ; DÉPART DE L'EMPEREUR NAPOLÉON III (10 MAI).

Dès que l'ultimatum signifié par le cabinet de Vienne à la cour de Turin avait été connu à Paris, le gouvernement, qui jusque-là n'avait fait aucun préparatif ostensible, mit nos régiments sur le pied de guerre. Il forma cinq armées : le maréchal Magnan gardait le commandement de l'armée de Paris, le maréchal Castellane celui de l'armée de Lyon. Une armée d'observation, avec Nancy pour quartier général, était placée sous les ordres du maréchal Pélissier, duc de Malakoff, rappelé de l'ambassade d'Angleterre. Le choix du vainqueur de Sébastopol avait une haute signification à l'adresse de l'Allemagne, qui s'agitait sous l'influence des excitations autrichiennes. L'armée des Alpes, destinée à devenir l'armée d'Italie, fut divisée en quatre corps commandés : le premier par le maréchal Baraguey-d'Hilliers, le deuxième par le général de Mac-Mahon, le troisième par le maréchal Canrobert, le quatrième par le général Niel. Un corps séparé, destiné à devenir le cinquième, devait se réunir à Toulon sous les ordres du prince Napoléon. Enfin le général Regnault de Saint-Jean-d'Angély conservait le commandement de la garde impériale.

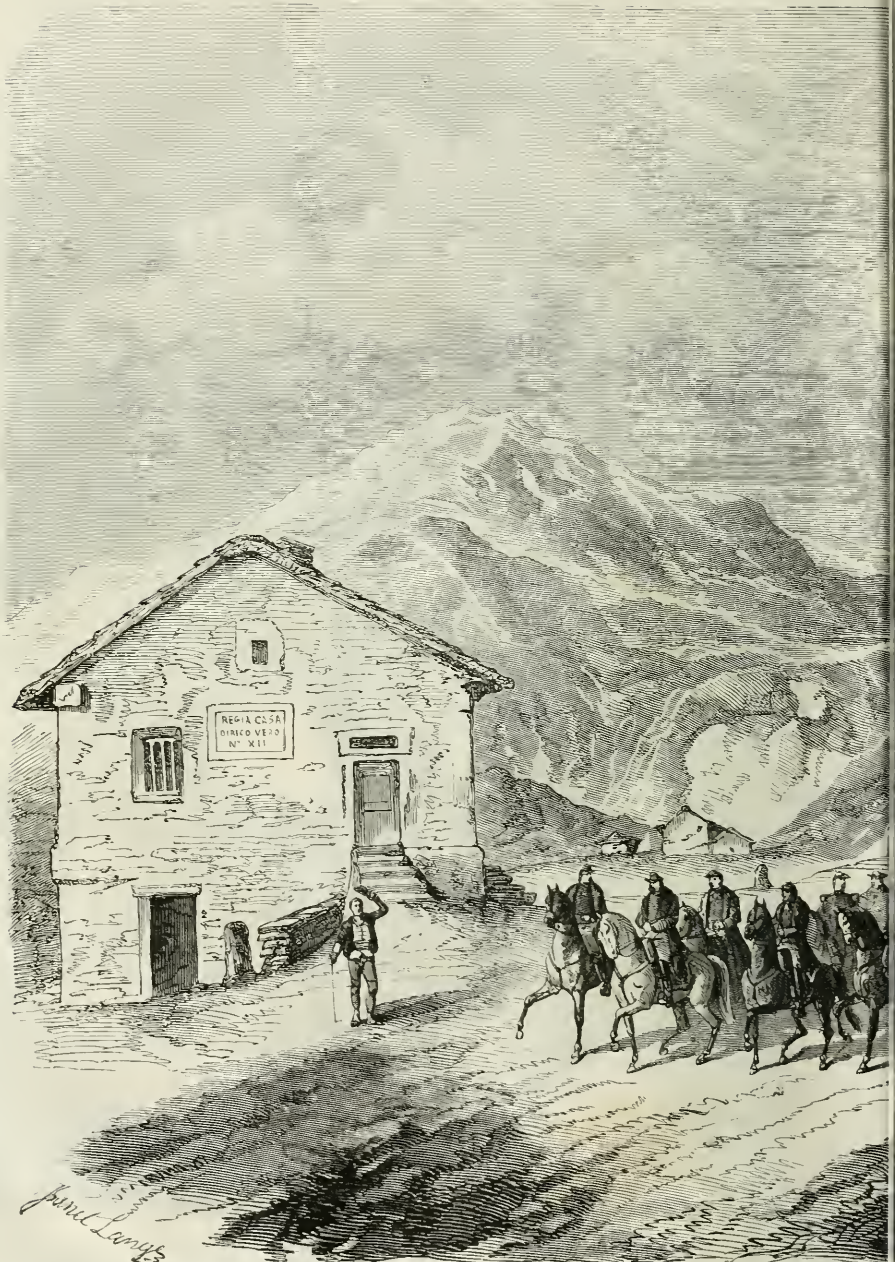
L'empereur Napoléon III, qui n'avait pu prendre

part à la guerre de Crimée, voulut conduire lui-même la guerre d'Italie qui allait se faire dans un pays si rapproché de la France. Sa présence, outre l'effet moral qu'elle produirait sur les troupes et les populations, devait assurer l'unité du commandement, cette chose si précieuse en face de l'ennemi.

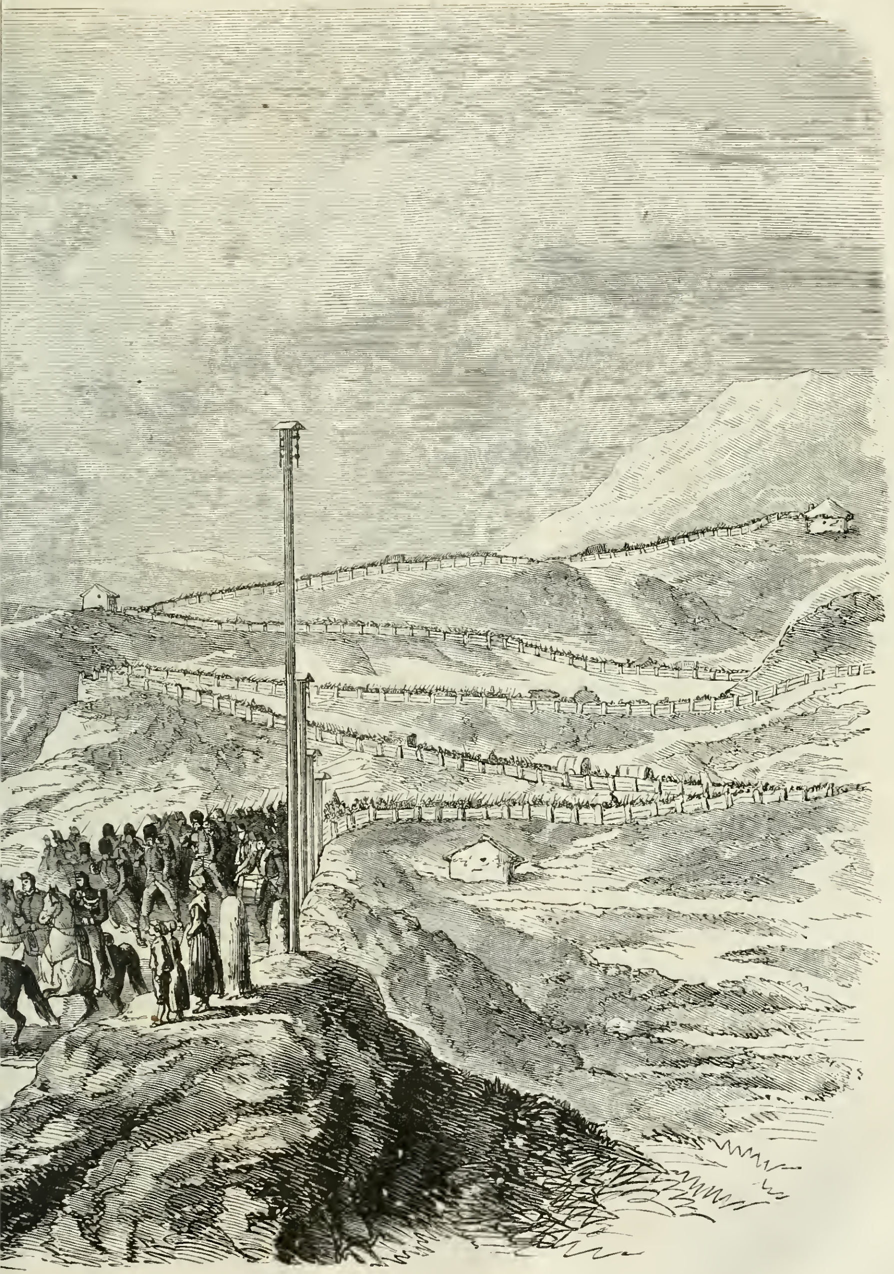


Napoléon III, commandant en chef de l'armée d'Italie.

Les troupes françaises, pour pénétrer en Italie, n'avaient que peu de voies praticables dans la saison où l'on se trouvait : elles y entrèrent par le mont Cenis, le mont Genèvre, la route de la Corniche en suivant le bord de la mer, du Var jusqu'à Gênes, enfin par mer. La plus grande partie prit cette dernière route :



Passage des rampes du mont Cenis par les troupes de



ıvision du général Vinoy (mai 1859). (Page 371, col. 1.)

transportés par les chemins de fer à Marseille et à Toulon, nos régiments furent embarqués et débarqués à Gênes avec une merveilleuse célérité qui fit honneur à notre marine. Les mouvements de troupes avaient commencé le 22 avril; le 14 mai, nous comptions 150000 hommes en Italie.

Pour franchir le mont Cenis, nos soldats profitèrent de la route magnifique qu'y a fait tracer Napoléon Ier, route d'une extrême hardiesse et d'une admirable exécution. Ses pentes sont suffisamment ménagées pour permettre une traction facile, même des lourdes voitures; des murs énormes, des remblais ont été faits sur les dépressions profondes du terrain, et des travaux d'art ménagent l'écoulement, quelquefois si rapide, des eaux des régions supérieures. Tous les 500 mètres, des maisons de secours s'échelonnent et abritent des cantonniers dont la mission est de veiller à la conservation de la route et d'abriter les voyageurs en temps de tourmente. La neige qui recouvre ces sommets n'est complétement fondue que vers la fin de juin. Ce n'est qu'après six ou sept heures d'ascension que les détachements arrivaient au sommet du mont Cenis, à 2090 mètres au-dessus du niveau de la mer, et le plus souvent après avoir reçu la neige à gros flocons. A la descente, nos soldats arrivaient à Suse, où le chemin de fer les prenait pour les emmener en quelques heures à Turin. Ils étaient heureux : ils allaient faire la guerre dans un pays splendide où on les couvrait de fleurs. Les plaines de la Lombardie leur souriaient bien autrement que les tranchées de Sébastopol. D'ailleurs ils avaient tout prévu. Un rapport constata plus tard que maint soldat avait, le matin du départ, réglé ses comptes avec la caisse d'épargne et disposé de ses économies en faveur de sa famille. La conscience d'une bonne action ne pouvait qu'ajouter à leur joie.

Le Corps législatif avait d'abord souhaité vivement le maintien de la paix; mais la politique agressive de l'Autriche changeait la situation du débat. Aussi, lorsque l'Empereur lui demanda de voter une levée de 140000 hommes et un emprunt de 300 millions, les lui accorda-t-il avec un patriotique empressement. Cependant la discussion de l'emprunt fut animée et toutes les objections faites à la guerre se produisirent. M. Plichon, organe du parti ultra-catholique, manifesta ses inquiétudes pour la sécurité du Saint-Père, et un nouveau déchaînement de la révolution. L'opposition démocratique, représentée par les Cinq, affectait de donner à la guerre une autre portée que celle qu'elle avait. Elle cherchait à obtenir des déclarations qui répondissent à ses principes et semblait demander, au lieu de les craindre comme l'honorable M. Plichon, de nouvelles complications.

Le 3 mai, l'Empereur Napoléon, dans une proclamation énergique, caractérisa et limita la lutte dans laquelle il s'engageait : « Français! disait-il, l'Autriche, en faisant entrer son armée sur le territoire du roi de Sardaigne, notre allié, nous déclare la guerre. Elle viole ainsi les traités, la justice, et menace nos frontières. Toutes les grandes puissances ont protesté contre cette agression. Le Piémont ayant accepté les conditions qui devaient assurer la paix, on se demande quelle peut être la raison de cette invasion soudaine : c'est que l'Autriche a amené les choses à cette extrémité, qu'il faut qu'elle domine jusqu'aux Alpes, ou que l'Italie soit libre jusqu'à l'Adriatique; car, dans ce pays, tout coin de terre demeuré indépendant est un danger pour son pouvoir.

« Jusqu'ici la modération a été la règle de ma conduite; maintenant l'énergie devient mon premier devoir.

« Que la France s'arme et dise résolûment à l'Europe : « Je ne veux pas de conquête, mais je veux « maintenir sans faiblesse ma politique nationale « et traditionnelle; j'observe les traités, à condition « qu'on ne les violera pas contre moi; je respecte le « territoire et les droits des puissances neutres, mais « j'avoue hautement ma sympathie pour un peuple « dont l'histoire se confond avec la nôtre, et qui gémit « sous l'oppression étrangère. »

« La France a montré sa haine contre l'anarchie; elle a voulu me donner un pouvoir assez fort pour réduire à l'impuissance les fauteurs de désordre et les hommes incorrigibles de ces anciens partis qu'on voit sans cesse pactiser avec nos ennemis; mais elle n'a pas pour cela abdiqué son rôle civilisateur. Ses alliés naturels ont toujours été ceux qui veulent l'amélioration de l'humanité, et quand elle tire l'épée, *ce n'est point pour dominer, mais pour affranchir.*

« Le but de cette guerre est donc de rendre l'Italie à elle-même et non de la faire changer de maître, et nous aurons à nos frontières un peuple ami, qui nous devra son indépendance.

« Nous n'allons pas en Italie fomenter le désordre ni ébranler le pouvoir du Saint-Père, que nous avons replacé sur son trône, mais le soustraire à cette pression étrangère qui s'appesantit sur toute la Péninsule, contribuer à y fonder sur l'ordre des intérêts légitimes satisfaits.

« Nous allons enfin sur cette terre classique, illustrée par tant de victoires, retrouver les traces de nos pères; Dieu fasse que nous soyons dignes d'eux!

« Je vais bientôt me mettre à la tête de l'armée. Je laisse en France l'Impératrice et mon Fils. Secondée par l'expérience et les lumières du dernier frère de l'Empereur, elle saura se montrer à la hauteur de sa mission.

« Je les confie à la valeur de l'armée qui reste en France pour veiller sur nos frontières, comme pour protéger le foyer domestique; je les confie au patriotisme de la garde nationale; je les confie enfin au peuple tout entier, qui les entourera de cet amour et de ce dévouement dont je reçois chaque jour tant de preuves.

« Courage donc, et union! Notre pays va encore montrer au monde qu'il n'a pas dégénéré. La Providence bénira nos efforts; car elle est sainte aux yeux de Dieu, la cause qui s'appuie sur la justice, l'humanité, l'amour de la patrie et de l'indépendance. »

Ces nobles paroles retentirent dans toute la France, qui d'ailleurs n'accueillit aucune guerre avec plus de joie. Dans l'origine, on s'était inquiété d'un nouveau conflit et de la possibilité d'une guerre générale : mais à mesure que les causes de la lutte apparaissaient plus nettes et plus généreuses, le pays se passionnait pour l'indépendance italienne. L'Italie a toujours été sympathique à la France qui lui doit, dans l'antiquité, la civilisation romaine, et dans les temps modernes le goût des arts. L'Italie avait combattu avec nous dans les luttes gigantesques de l'Empire. Elle avait été le



Débarquement des troupes françaises dans le port de Génes (mai 1859). (Page 374, col. 1.)



L'Empereur partant pour aller prendre le commandement de l'armée d'Italie (10 mai 1859). (Page 377, col. 1.)

théâtre de nos plus brillants exploits, et on ne doutait pas que nos soldats illustreraient de nouveau plus d'un nom déjà célèbre. On sentait d'ailleurs, par un instinct vague, mais sûr, que notre pays, en prenant les armes au nom de la liberté d'un peuple, entrait dans une phase nouvelle de son existence. Le souffle de la liberté est contagieux, et le gouvernement ne pouvait aller délivrer les Italiens sans que sa politique intérieure ne se mît en harmonie avec sa politique extérieure. Aussi la guerre d'Italie trouvait froides et alarmait les classes supérieures, mais rencontrait dans les masses une adhésion qui se manifesta avec éclat lors du départ de Napoléon III.

L'Empereur quitta les Tuileries le 10 mai pour



Sa Majesté l'Impératrice, Régente pendant la campagne d'Italie.

aller prendre le commandement de l'armée. Il sortit à cinq heures et demie du soir en calèche découverte, sans pompe officielle, en tenue de campagne : tunique et képi. Une foule considérable l'attendait dans la rue de Rivoli. De vives acclamations l'accueillirent, et allèrent en augmentant, lorsqu'il entra dans le quartier populeux de la rue Saint-Antoine. Sur la place de la Bastille ce fut une scène indescriptible; la foule se précipita vers la voiture, l'empêchant d'avancer, levant les mains, agitant les chapeaux et saluant avec des transports dont l'Empereur fut vivement touché, le souverain qui allait porter lui-même en face de l'ennemi l'épée de la France. Les cris de *Vive l'Empereur! Vive l'Italie! Vive l'armée!* redoublaient à chaque ins-

tant. L'Impératrice, qui devait accompagner l'Empereur jusqu'à Montereau, était émue jusqu'aux larmes. Napoléon III ne pouvait se délivrer de cette étreinte populaire qu'en invoquant la loi sévère de l'heure, qui ne lui permettait pas une minute de retard lorsque l'armée l'attendait. Toute la soirée Paris fut comme ébranlé par cette scène touchante. Un souffle guerrier animait la population qui revint du chemin de fer en chantant, mais avec le sens patriotique qu'elle eut dans l'origine, la *Marseillaise*, ce cri de guerre contre l'étranger, si malheureusement transformé en refrain séditieux.

L'Empereur avait trouvé à la gare tous les hauts fonctionnaires de l'Empire : il en embrassa plusieurs avant de monter dans le wagon qui allait l'emporter vers des destinées encore inconnues. L'Impératrice le quitta à Montereau et revint prendre l'exercice de la régence qui lui était confiée : régence que tout le monde s'efforça de lui rendre légère, tant le pays demeura calme et uniquement préoccupé de prêter l'oreille au canon qui grondait en Italie. Il y eut un apaisement général de toutes les discussions politiques : le Corps législatif élabora et vota les lois comme s'il ne se passait rien d'extraordinaire : la vie de la nation se continuait régulière : le pouls battait un peu plus fort, voilà tout; on se précipitait sur les journaux qu'on dévorait avec une ardeur impatiente, et lorsque le télégraphe nous annonçait nos victoires, c'était un frémissement universel. Ce fut une belle période de la vie de la France que cette trop courte campagne d'Italie.

§ 2. COMBAT DE MONTEBELLO (20 MAI 1859).

Au moment où l'Empereur s'embarquait pour descendre à Gênes, la plus grande partie de notre armée, déjà en campagne, avait ses postes avancés dans la vallée de la Scrivia. Elle occupait Gênes, Alexandrie, Turin, Suse. Toutefois elle ne pouvait encore se lancer au loin à cause du mauvais temps et du peu de matériel qu'elle possédait. On avait transporté les hommes rapidement, mais on n'avait pu les approvisionner aussi vite.

L'apparition de nos soldats au delà des Alpes et à Gênes avait excité un enthousiasme qui tenait du délire. A l'admiration que les Italiens éprouvaient en contemplant leur tenue martiale, se joignait un vif élan de reconnaissance qui se traduisait par les manifestations les plus bruyantes. Les fleurs commencèrent leur rôle. « Ces légers et odorants projectiles, que la mitraille devait remplacer bientôt, pleuvaient sur nous de tous les côtés. Les fleurs étaient le langage du patriotisme féminin, patriotisme plein de grâces inattendues et impétueuses, qui avant le combat nous versait à grands flots le vin du triomphe. Des mères prenaient leurs enfants dans les bras et poussaient sous nos lèvres des têtes blondes. Il faut bien l'avouer, nous étions attendris tout en nous moquant de notre attendrissement. L'humeur de notre nation est à la fois enthousiaste et sceptique, le cœur du dernier de nos soldats est fait comme un poëme de lord Byron, avec cette étrange matière formée de la passion et de la raillerie. Que dire enfin? femmes, enfants et fleurs nous conquéraient à notre insu; nous faisions de ces trois éléments une aimable et charmante trinité qui nous représentait toute l'Italie. »

Le 12 mai, l'Empereur débarquait à Gênes. Le 14, il arrivait à Alexandrie. « Si dans le cours de la vie les souverains excitent déjà une curiosité si ardente, on se figure ce que cette curiosité peut devenir, aux jours où l'excitation est dans toutes les âmes. Alexandrie s'était transformée : une population que je n'avais même point soupçonnée, inondait les rues et semblait monter le long des maisons, car fenêtres, balcons, corniches, tout espace où pouvait se blottir un spectateur était envahi; chaque muraille avait un revêtement humain. Cet immense regard de la foule, où tant de passions réunissent leurs énergies magnétiques, tombait sur le visage de l'Empereur, qui s'avançait lentement à cheval, en tenue de guerre, entre deux haies de soldats immobiles. L'air retentissant d'acclamations était à chaque instant obscurci par des pluies odorantes : c'était l'enthousiasme italien qui se répandait en pluie de fleurs. J'ai vu depuis les fêtes de Milan; malgré leurs magnificences, elles ne m'ont point fait oublier l'entrée dans Alexandrie. Ce qui marquait cette journée, c'était une émotion plus puissante que celle du triomphe, l'émotion du désir et de l'attente; l'instant où l'on débouche sur un champ de bataille que les boulets n'ont point sillonné encore, voilà l'heure qui sera toujours la plus solennelle dans toute guerre. Que doit-on donc éprouver quand ce champ de bataille est une contrée tout entière, et qu'aux premiers pas on y est salué par l'âme d'une nation? L'âme du peuple qui saluait les armes françaises avec cette reconnaissance exaltée, chacun peut l'apprécier à sa guise, l'aimer ou la haïr, l'accuser ou la défendre; nul n'aurait pu ce jour-là se soustraire à l'action vibrante de ses transports [1]. »

En prenant le commandement, l'Empereur adressa à ses troupes cet ordre du jour qui restera célèbre : « Soldats! Je viens me mettre à votre tête pour vous conduire au combat. Nous allons seconder la lutte d'un peuple revendiquant son indépendance, et le soustraire à l'oppression étrangère. C'est une cause sainte, qui a les sympathies du monde civilisé.

« Je n'ai pas besoin de stimuler votre ardeur : chaque étape vous rappellera une victoire. *Dans la voie sacrée de l'ancienne Rome, les inscriptions se dressaient sur le marbre pour rappeler au peuple ses hauts faits : de même aujourd'hui, en passant par Mondovi, Marengo, Lodi, Castiglione, Arcole, Rivoli, vous marcherez dans une autre voie sacrée, au milieu de ces glorieux souvenirs.*

« Conservez cette discipline sévère qui est l'honneur de l'armée. Ici, ne l'oubliez pas, il n'y a d'ennemis que ceux qui se battent contre vous. Dans la bataille, demeurez compactes et n'abandonnez pas vos rangs pour courir en avant. Défiez-vous d'un trop grand élan; c'est la seule chose que je redoute.

« Les nouvelles armes de précision ne sont dangereuses que de loin; elles n'empêcheront pas la baïonnette d'être, comme autrefois, l'arme terrible de l'infanterie française.

« Soldats! faisons tous notre devoir, et mettons en Dieu notre confiance. La patrie attend beaucoup de vous. Déjà, d'un bout de la France à l'autre, retentissent ces paroles d'un heureux augure : La nouvelle armée d'Italie sera digne de sa sœur aînée. »

Sans perdre de temps, l'Empereur Napoléon prit ses premières dispositions. Il plaça à sa droite le

1. Paul de Molènes, *Commentaires d'un soldat.*



Campagne d'Italie. — Arrivée de l'Empereur à Alexandrie (14 mai 1859). (Page 378, col. 1.)



Bataille de Montebello (2(



59). (Page 382, col. 2.)

1er corps (maréchal Baraguay-d'Hilliers), l'étendant jusqu'à Voghera, au débouché de la vallée de la Scrivia, faisant mine de menacer Plaisance par la rive droite du Pô et la route de Stradella. Le 2e corps, commandé par le général de Mac-Mahon, soutenait le premier et s'avançait d'Alexandrie à Bassignano, sur le Pô. Le 3e corps (maréchal Canrobert), et le 4e corps (général Niel), étaient échelonnés de Valenza à Casale. Les Piémontais bordaient la Sesia. L'armée alliée formait comme un demi-cercle autour de l'armée autrichienne, et paraissait se diriger du côté de Plaisance, comme si notre intention était de franchir sur ce point le grand fleuve, rempart du royaume Lombard-Vénitien. Le feld-zeug-mestre Gyulai, voyant le danger se porter de ce côté, apprenant l'arrivée du prince Napoléon à Livourne et l'organisation d'un corps d'armée dans la Toscane qui (nous le raconterons plus loin), avait renversé son grand-duc; redoutant une attaque au défilé de Stradella et une marche sur Mantoue, avait ramené ses troupes du nord du Piémont. Il les massa entre Mortara, Voghera et Pavie dans une sorte de quadrilatère formé par la Sesia et le Tessin, qui coulent parallèlement, et par le Pô lui-même.

C'est autour de ce quadrilatère que se déroulait le cercle de nos baïonnettes. Nous nous appuyions sur Alexandrie, et partout nous rencontrions des villages illustrés par nos armes. A quelque distance d'Alexandrie se trouve la plaine de Marengo, l'Empereur Napoléon III alla visiter dans tous ses détails le célèbre champ de bataille. Pour lui, et dans de pareilles circonstances, c'était une étude et un pèlerinage. Un Génois a perpétué matériellement le souvenir de cette mémorable victoire en faisant construire au centre même du terrain de la bataille, une vaste maison, espèce de musée où il a réuni tout ce qu'on a recueilli d'armes, de projectiles, de plaques, de shakos, de boutons d'uniformes. Par une louable prudence, dans la crainte des Autrichiens, il avait déjà expédié à Gênes tous ces souvenirs avant l'arrivée de l'armée française. Au centre de la cour d'entrée, fermée par une grille du côté de la route, se dresse une belle statue de Bonaparte, premier consul, et, sur les murs de la maison, on voit les portraits de Kellermann, Bessières, Lannes, Berthier. Dans le jardin, le buste en marbre de Desaix rappelle la part que ce général prit au succès de la bataille et sa mort glorieuse. Enfin, dans une chapelle cachée au milieu des autres, on a réuni les ossements retrouvés à la surface du sol; Français et Autrichiens sont confondus dans cet immense ossuaire, que chacun visite avec respect. C'est à quelques pas de là que coule la Bormida, dans laquelle tant d'Autrichiens trouvèrent la mort. Non loin de Marengo se trouvait un autre village célèbre, *Montebello*. Celui-ci allait recevoir un autre hommage qu'une visite : l'illustration d'une nouvelle victoire.

Vers la fin de mai, le général Gyulai, ne sachant à quoi s'en tenir sur nos mouvements, résolut de chercher à savoir de quel côté nous nous dirigions réellement, car nous l'enveloppions de toutes parts et nous pouvions porter notre attaque sur différents points. Il ordonna de tâter nos forces et de pousser une reconnaissance sur l'extrême droite de nos lignes, du côté où se trouvait le premier corps qui semblait filer vers Plaisance. Deux divisions autrichiennes, commandées par le comte Stadion, passent le Pô, viennent occuper le village de Casteggio, puis celui de Montebello, et en chassent nos avant-postes formés par la cavalerie du général piémontais de Sonnaz.

Le général Forey était établi à peu de distance, à Voghera, avec sa division, la 1re du 1er corps. Dès qu'il entend l'alarme, il monte à cheval, prend avec lui deux bataillons du 74e, et laisse au reste de sa division l'ordre de se mettre en marche. Il envoie en même temps prévenir le maréchal Baraguay-d'Hilliers. Arrivé au ruisseau de Fossagozzo, il relève deux bataillons qui servaient de grand'gardes, fait mettre en batterie les deux seules pièces de canon qu'il ait en ce moment et reçoit vigoureusement les Autrichiens qui poursuivaient la cavalerie piémontaise. Celle-ci, après une énergique résistance, se retirait devant la supériorité du nombre, mais non vaincue.

La situation est critique. Quatre bataillons français ont à soutenir le choc de deux divisions autrichiennes dans un terrain accidenté, couvert de plantations, de vignes grimpantes qui dérobent l'ennemi à la vue et aux coups. L'artillerie autrichienne nous cause beaucoup de mal par ses volées de mitraille. Mais il faut tenir, il faut surtout ne pas se laisser déborder et attendre l'arrivée du reste de la division. La cavalerie du général de Sonnaz nous aide, par des charges héroïques, à prolonger cette lutte inégale et sanglante.

Enfin paraissent les autres régiments et le général de brigade Beuret. Nous pouvons, nous devons reprendre l'offensive. L'ennemi a l'avantage de la position, il est sur des hauteurs qu'il défend résolûment, étage par étage. Nos bataillons, sans se lasser, s'élancent plusieurs fois à la charge sans s'occuper du feu meurtrier des Tyroliens embusqués dans les blés. Nous emportons le premier village, *Genestrello*.

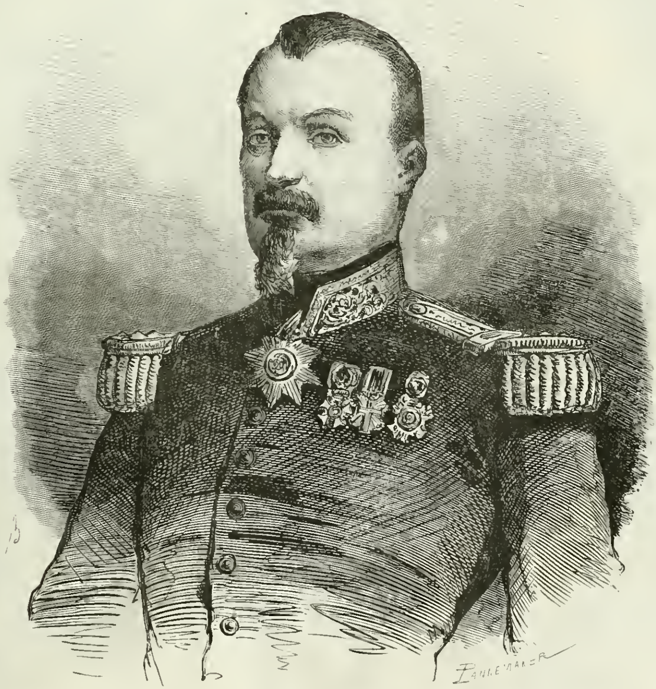
Il fallait maintenant enlever le deuxième, *Montebello*. Le général Forey laisse prendre à ses troupes quelques instants de repos et fait balayer le terrain par les pièces de canon. Ce terrain est coupé de ravins, de fossés impraticables à la cavalerie. Les généraux mettent pied à terre, et, aussitôt que la charge sonne, conduisent leurs régiments sur les crêtes qu'il faut gravir. Le comte Stadion monté sur le belvédère de la maison qu'il occupait, vit nos bataillons grimper avec tant de fougue, qu'il donna immédiatement à son artillerie l'ordre de se retirer. Ne se sentant plus soutenues par leur artillerie, les troupes autrichiennes firent une dernière décharge de mousqueterie et lâchèrent pied. Nos soldats les poursuivirent la baïonnette dans les reins et arrivèrent à *Montebello*. Là s'engage une lutte meurtrière. Les Autrichiens, massés dans la grande rue, logés dans les maisons, reprennent courage. Il faut s'emparer des maisons une à une : on les a bientôt conquises, mais l'ennemi se réfugie dans le cimetière dont il a fortifié l'enceinte, et derrière lequel se trouve une butte d'où ses canons nous foudroient.

Le général Beuret se trouvait près du général Forey : « C'est ici, lui dit ce dernier, mon cher Beuret, qu'il faut enlever nos jeunes soldats ! » Et ils partent tous deux. Quelques instants après le général Beuret tombe mortellement frappé. Une lettre d'un sous-officier, écrite le lendemain de l'action, raconte ainsi ses derniers moments : « J'ai vu le général Beuret, intrépide, se multipliant, bravant les balles et le sabre au poing. Il allait par les rues, donnant ses ordres, actif et calme cependant. Je l'ai encore devant les yeux ! Au coin

d'une maison cernée par quatorze chasseurs, un capitaine venait d'être frappé, il roule ; le général Beuret s'élance vers lui. On le relève, il retombe : « Il est « mort, » dit-il. Le général Forey s'avançait deux trompettes à ses côtés, derrière lui un officier d'état-major. Notre pauvre général l'aborde, ils échangent quelques mots après s'être serré la main. « Tout va « bien ! » disent-ils. Ils font dix pas : cinq Tyroliens pourchassés fuyaient devant eux : soudain ils se retournent, on les serrait de près ; ils tirent, le général Beuret chancelle, et, soutenu par quelques soldats, rend le dernier soupir. »

Cependant nos troupes, redoublant d'ardeur, viennent d'enlever le cimetière. Les Autrichiens se replient sur Casteggio, poursuivis par nos boulets. Ils ne s'arrêtèrent même pas à ce village, et nos bataillons fatigués d'une lutte et d'une marche de plus de six heures comprirent que leur succès était décisif.

Ce fut une belle soirée pour le général Forey, tous les soldats se pressaient autour de lui, l'acclamaient, en lui reportant l'honneur d'une victoire que son habile direction avait assurée, mais aussi que leur sang avait payée. Ils oubliaient cela, car les soldats français sont modestes. Et cependant le choc reçu par l'ennemi fut tel, que le comte Stadion croyait, comme il le dit dans son rapport, avoir eu affaire à tout le corps d'armée du maréchal Baraguey-d'Hilliers. Nos pertes s'élevèrent à 671 hommes hors de combat, dont un



Le général Beuret.

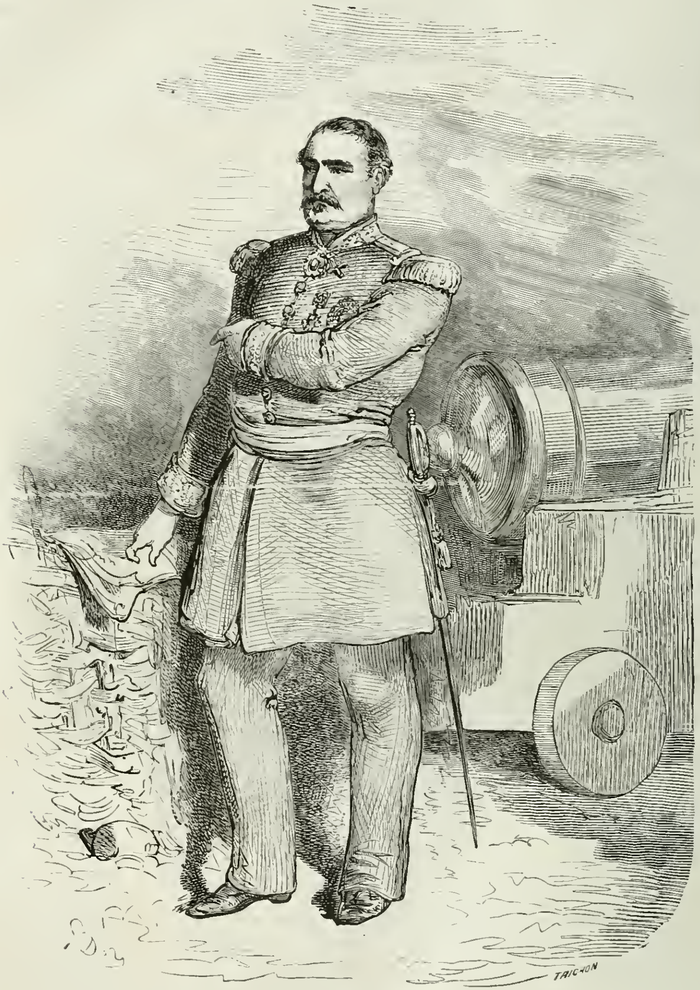
général et beaucoup d'officiers. Celles des Autrichiens furent de 294 morts, 718 blessés. Nous fîmes plus de deux cents prisonniers.

Le lendemain du combat, l'Empereur vint visiter le champ de bataille. Le général Forey avait reçu une balle sur le fourreau de son sabre. Contusionné à la jambe, il ne pouvait se tenir à cheval. Quand l'Empereur le vit venir lentement et boitant un peu, il alla à lui et l'embrassa en le félicitant sur sa belle conduite. Il le nomma grand'croix de la Légion d'honneur.

Singulière fortune ! Nos armes venaient d'illustrer un village déjà célèbre dans nos annales militaires. Le 9 juin 1800, la France et l'Autriche se mesuraient à Montebello, et Lannes y gagnait un titre. Cinquante-neuf ans plus tard, le 20 mai 1859, le général Forey retrouvait devant lui les mêmes adversaires, et cette fois encore nos aigles l'emportaient. Seulement — et ceci est remarquable, le comte Stadion s'est fait battre en 1859 dans la position même qu'occupait le maréchal Lannes en 1800. Il tenait tous les points élevés et dominait la plaine et les routes. Aussi le général Forey avait-il doublement raison quand il écrivait dans son rapport rédigé dans la nuit même du combat : « Pour moi, je suis heureux que ma division ait été la première engagée avec l'ennemi ; ce glorieux baptême, qui réveille un des beaux noms de l'Empire, marquera, je l'espère, une des étapes signalées dans l'ordre du jour de l'Empereur. »

§ 4. MOUVEMENT DE CONVERSION DE L'ARMÉE FRANÇAISE ; PASSAGE DE LA SESIA. — PALESTRO (31 MAI).

Le combat de Montebello avait trompé les Autrichiens, car notre vigoureuse résistance acheva de leur persuader que nos forces se concentraient effectivement de ce côté. Le moment était bien choisi pour les jouer, c'est-à-dire les tourner. Ils nous attendaient sur leur droite, vers Plaisance : un mouvement aussi habile que hardi allait porter notre armée au delà de leur gauche, vers Milan. Les quatre corps d'armée échelonnés sur la rive droite du Pô, au lieu de continuer de descendre ce fleuve, le remontèrent ; se remplaçant les uns les autres, se dérobant derrière un rideau de troupes et

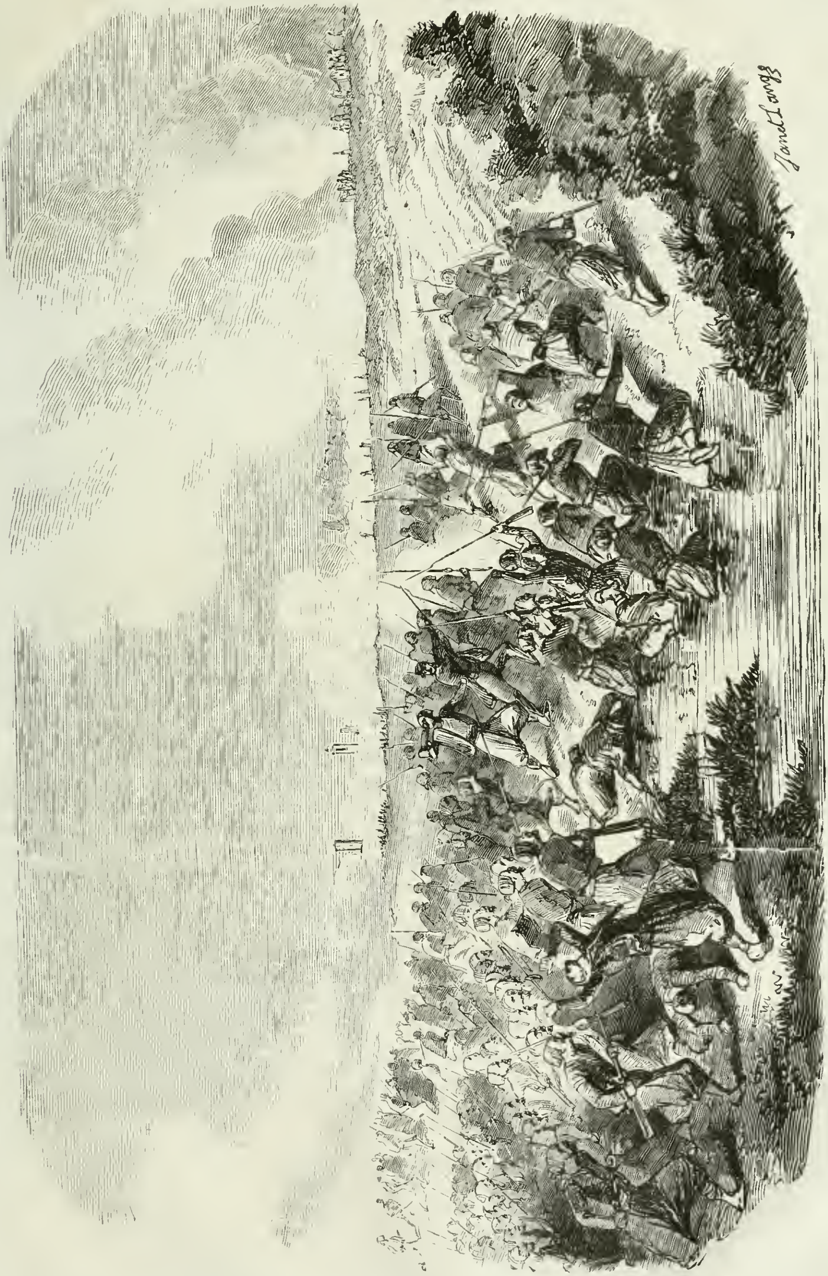


Le général Forey (maréchal de France en 1863).

trompant toujours l'ennemi, ils franchirent le Pô à Casale. Les Autrichiens nous croyaient encore à Voghera, que le 4e corps (général Niel), devenu tête de colonne, arrivait à Verceil, bientôt suivi du 3e corps (Canrobert), du 2e (Mac-Mahon), du 1er (Baraguey-d'Hilliers). Ainsi l'ordre était renversé, les premiers se trouvaient les derniers, et réciproquement.

« Où allions-nous? dit Paul de Molènes. Les troupes ne comprenaient rien à toutes ces marches. C'était ce que chacun ignorait; seulement, à notre grande surprise, au lieu de nous diriger à pied et à cheval sur les routes où nous marchions depuis plusieurs jours, on nous fit reprendre les voies ferrées. Au tomber de la nuit, on nous mit tous, bêtes et gens, dans des wagons. Où devait s'arrêter le convoi qui nous emportait? Assurément la troupe ne le savait guère, puisque je ne le

savais pas moi-même. Les soldats comprenaient pourtant que l'on se précipitait vers une prompte et décisive action. De là une joie expansive qui a fait pour moi de ce départ un des meilleurs incidents de la cam-



Le 3e régiment de zouaves enlevant les batteries autrichiennes à Palestro (31 mai 1859). (Page 386. col. 2.)

pagne. La gare de Ponte-Curone était encombrée de troupes qui toutes ne pouvaient point partir à la fois. Les hommes qui s'embarquaient étaient salués de mille propos gais, pressés et bruyants, par ceux qui

bientôt allaient les suivre. Quelques voix claires et vibrantes portaient à nos oreilles, avec son tour impossible à méconnaître, son accent distinct entre tous, la plaisanterie parisienne : « Train de plaisir, criait-on, « grande vitesse! » J'aimais ces voix qui me rappelaient les débuts de ma vie militaire, la gent leste, intelligente et hardie qui courait au feu, il y a douze ans, sous le regard souriant et attendri de la grande cité qu'elle sauvait. L'esprit parisien, du reste, n'est qu'une variété de l'esprit français. Le fond de l'humeur est le même chez tous nos soldats, n'importe de quelle province ils viennent. Je m'en étais aperçu depuis longtemps; une fois de plus cette soirée me le montrait. Jamais gens partant pour les buts les plus riants de ce monde n'eurent un départ plus vivement marqué que le nôtre au coin de la verve, de la pétulance et de l'entrain. La soirée était d'une douceur merveilleuse. Le chemin de fer, à Ponte-Curone, était bordé par des champs où s'étaient allumés maints feux de bivac. A la clarté de ces feux, des figures animées nous envoyaient des paroles ardentes et légères comme les étincelles qui, après avoir tournoyé un instant dans l'air, s'abattaient entre les herbes des prairies. »

Ce n'était pas tout d'accomplir ce mouvement tournant; il fallait le masquer à l'ennemi. On laissa le plus tard possible une arrière-garde dans les campements de Voghera, avec ordre de faire des démonstrations. De plus l'armée sarde, conduite par le roi lui-même, dut nous servir de rideau, et par plusieurs attaques du côté de Mortara, donner le change au feld-maréchal Gyulai. L'armée italienne franchit la Sesia, et pour faciliter à nos différents corps le passage de cette rivière, s'empara du village de *Palestro*, qu'occupaient les Autrichiens (30 mai). Les Piémontais trouvèrent les maisons de ce village barricadées et crénelées. Malgré un feu des plus vifs, ils poussèrent jusqu'à l'extrémité opposée, pendant que d'autres troupes faisaient un mouvement tournant en dehors du village et empêchaient ainsi la retraite de deux pièces d'artillerie et d'un grand nombre de prisonniers. Les *bersaglieri* se firent surtout remarquer par leur hardiesse dans cette attaque. Toutefois il restait à faire le siége des maisons fortifiées, guerre de rues acharnée et meurtrière. Ce brillant combat fit beaucoup d'honneur à la division du général Cialdini. Le lendemain, 31 mai, une action plus brillante encore allait avoir le même village pour théâtre.

La nuit du 30 au 31, nos pontonniers avaient jeté trois ponts sur la Sesia pour le passage du troisième corps (maréchal Canrobert). Une crue subite de la rivière en avait rompu deux, et les régiments du troisième corps durent s'écouler lentement par le pont qui restait. « On avait profité d'une petite île jetée au milieu de ce cours d'eau pour diminuer les travaux de nos pontonniers. Notre pont unique était coupé en deux parties, formées par cette île où pouvaient au besoin se masser plusieurs bataillons. Nos régiments défilaient depuis de longues heures, et le corps entier n'était point passé. Le règne du matin était fini, un soleil qui commençait à se faire offensant et lourd s'était emparé du ciel. Le maréchal avait franchi la Sesia en m'ordonnant (Paul de Molènes était en Italie comme en Crimée un de ses officiers d'ordonnance) de rester sur la rive qu'il quittait pour assister au défilé des troupes. J'étais assis auprès du pont, sur l'herbe échauffée déjà, luttant contre un sommeil qui voulait se venger de la manière dont, malgré moi, je le traitais depuis plusieurs jours, quand j'aperçus à l'horizon dans le ciel bleu, au-dessus d'un bouquet de bois, un rapide éclair suivi d'une détonation. Ce n'était ni le bruit ni la lumière de la foudre; je reconnus le canon.

« La plus grande partie de nos troupes est passée, je traverse le pont pour aller rejoindre le maréchal, et je puis m'assurer enfin que c'est bien le canon autrichien dont nous avons entendu l'explosion, car un officier supérieur d'infanterie, le commandant Duhamel, vient d'avoir la tête emportée par un boulet, et quelques soldats gisent dans leur sang. En me dirigeant vers l'endroit d'où partent les projectiles, je comprends l'incident qui se produit; l'ennemi s'est avisé de notre opération, il voudrait la troubler; heureusement il est trop tard. Dans quelques instants, le troisième corps tout entier aura franchi la Sesia. Dès à présent nous avons assez de monde sur la rive où tonne le canon autrichien pour goûter une sécurité parfaite. Je rencontre le maréchal Canrobert, qui a parcouru le village de Palestro, et qui revient attiré par la canonnade. Il s'arrête sur un tertre, et fait mettre en batterie, pour répondre à ce feu tardif qu'un remords de l'ennemi dirige contre nous, quelques-unes de nos pièces à longue portée. Alors s'engage un rapide combat d'artillerie qui, malgré ses faibles proportions, captive mon esprit. En revoyant ce petit nuage rougeâtre que les boulets soulèvent quand ils tombent au milieu d'un champ, en contemplant l'herbe écrasée, le sol meurtri par ces globes mystérieux de fer dont dépendent tant de destinées, je rentre en des régions que je croyais évanouies. Derrière le visage de l'Italie, je retrouve le visage de la Crimée. Rien d'étonnant à cela : Italie et Crimée se confondent pour moi dans un même idéal, cet idéal que les plus éclatants comme les plus obscurs, les plus grossiers comme les plus raffinés entre les gens de guerre, ont pour fin suprême de leurs actes, pour loi secrète ou cachée, niée ou reconnue, mais toute-puissante de leur vie. »

Pendant que le maréchal Canrobert passait la Sesia presque sous les boulets autrichiens, l'ennemi attaquait avec ensemble et vivacité l'armée sarde dans *Palestro*. Il voulait reprendre ce village, perdu la veille, et ensuite se jeter sur le troisième corps. Mais les Piémontais se défendirent avec la plus grande vigueur, sous les ordres des généraux Cialdini et Fanti. Les Sardes repoussèrent les trois colonnes d'attaque autrichiennes et reprirent l'offensive. Alors le combat se déploie dans la campagne; là les Autrichiens essaient de tourner la gauche de l'armée piémontaise et de couper par leurs boulets le pont sur lequel défilaient les troupes de Canrobert. Ils avaient compté sans nos zouaves.

Le 3e régiment de zouaves, colonel de Chabron, avait été envoyé pour soutenir les Piémontais. Au premier bruit du combat, encore lointain, il prend les armes et se range derrière un grand rideau de peupliers. Le combat se rapproche. Les zouaves s'ébranlent. Dès qu'il les aperçoit, l'ennemi dirige contre eux une batterie de huit pièces établie sur une hauteur en avant de laquelle coule un canal. Les zouaves quittent le pas, suivent en courant la berge du canal pendant un espace de 800 mètres, sous un feu violent qui les prend de flanc, font demi-tour, s'élancent dans le ca-

nal où ils ont de l'eau jusqu'à mi-corps, gravissent comme ils peuvent l'autre rive, assez escarpée, reçoivent à bout portant la fusillade des Tyroliens embusqués dans les blés et la mitraille des canons, ne répondent pas, mais s'élancent sur les hauteurs, la baïonnette en avant, et clouent les artilleurs autrichiens sur leurs pièces. Ce fut une action rapide, décisive, éclatante. Un major autrichien disait : « Les zouaves ne couraient pas; ils bondissaient dans la plaine, comme pour laisser passer la mitraille entre leurs jambes, et quand nous les avons vus près de nous, ils semblaient sortir de terre. Couchés à plat ventre dans les blés, ils se sont relevés comme des tigres et nos artilleurs tombaient sous leurs coups sans avoir eu le temps de se reconnaître. »

Cinq pièces de canon restent entre leurs mains. Les zouaves ne s'arrêtent pas. Ils enfoncent de nouveaux bataillons autrichiens et rejoignent l'armée sarde. Ils voient Victor-Emmanuel passer devant eux au plus fort du combat et s'exposer comme un simple soldat. Ils ne sentent pas la fatigue : ils redoublent d'élan et unis aux Sardes ils refoulent les masses autrichiennes. Celles-ci se retirent au delà d'un cours d'eau, la Brida. Un pont sert de passage : il est défendu par une ferme où l'ennemi s'est retranché, par des pièces de canon et par des feux venant de la rive opposée. Rien n'arrête les Piémontais et les zouaves. La ferme est emportée. Les canons sont à nous, le pont nous appartient, et alors commence pour les bataillons autrichiens restés sur notre rive un véritable désastre. On les pousse dans la rivière, on les accule au pont où on en fait un carnage affreux. Des deux côtés de ce malheureux pont encombré d'un monceau de cadavres, plus de 500 Autrichiens s'en allaient à la dérive. Nos soldats cependant, malgré l'ivresse de la lutte, n'oublièrent pas leurs sentiments d'humanité. Beaucoup d'Autrichiens se débattant dans la rivière furent sauvés par eux.

« Ce fut seulement, raconte Paul de Molènes, à la fin de la journée que je pus contempler les lieux désormais célèbres dans notre histoire militaire : ce champ où les zouaves commencèrent leur course héroïque sous les boulets autrichiens, à une si grande distance des pièces dont ils allaient éteindre le feu, cette rivière encaissée et profonde où ils se jetèrent à la nage, ce talus glissant où s'imprimèrent leurs mains, ce pont dont ils gravirent les parapets, et où s'agita cette mêlée qui rappelle les combats des vieux âges. Il était trois heures de l'après-midi; nous n'étions pas encore descendus de cheval. Le maréchal Canrobert visitait, avec le roi de Sardaigne, le village de Palestro. Nous étions derrière une pièce placée dans la direction de Robbio, qui de temps en temps envoyait quelques projectiles à longue portée sur la route qu'elle dominait. Tout à coup un grand bruit se fit dans le village; c'était l'Empereur, qui venait juger par lui-même des événements de la journée. La grande rue où s'avançait son cortége était encombrée de cacolets portant des blessés. Parfois de quelques corps affaissés, se ballottant sur ces fauteuils de cuir, s'échappait le cri lugubre et poignant qu'arrache à la chair vaincue une douleur surhumaine. On entendait le plus souvent des cris énergiques, d'ardentes et mâles paroles, l'expression enfin d'une vie passionnée et intrépide s'attachant aux lambeaux d'une enveloppe déchirée, comme un assiégé aux murs d'une ville en ruine. — Allons, docteur, dépêchons, débarrassez-moi de cela! — Je n'oublierai ni l'accent de ces mots, ni la bouche qui les prononçait. Celui qui parlait ainsi au seuil d'une ambulance, avant même d'être descendu du mulet dont il avait rougi le flanc par le sang échappé de ses veines, était un vieux zouave au front rasé, à la barbe de patriarche, aux yeux d'un brun-clair s'ouvrant dans une face bronzée. « Cela! » c'était son bras brisé, déformé, inerte, et ne tenant plus à son corps que par quelques linéaments ensanglantés. Je dirais, si j'osais employer un pareil mot à propos d'une telle image, que cet homme me fit plaisir, car le triomphe de l'homme sur la souffrance sera toujours un des plus nobles spectacles de ce monde.

« Dans cette même rue de Palestro, à l'heure où je me reporte maintenant, une autre vision m'attendait, dont je voudrais rendre l'éblouissement rapide : j'aperçus une pièce de canon qui roulait sur le pavé et que ne traînait pourtant aucun attelage. Elle était poussée par ceux qui venaient de la conquérir. A la droite de cette pièce, dont sa main couvrait la lumière, marchait un zouave aux traits sérieux et réguliers, décoré au front non d'une cicatrice, mais d'une blessure toute fraîche, toute béante, d'un rouge éclatant comme le premier ruban d'un légionnaire. Si je ne l'avais sue déjà, ce soldat m'aurait appris une étrange chose, l'incarnation soudaine qui à certaines heures de vastes et violentes émotions, se fait tout à coup des pensées les plus brillantes et les plus hautes dans les plus simples, parfois dans les plus grossiers. Le nom de cet homme qui criait au médecin de lui arracher son bras, je regrette de ne pas le savoir; son visage m'a laissé un souvenir distinct : c'était celui d'un rude compagnon que je retrouverais avec bonheur. Le nom de ce soldat qui étendait sa main sur le canon enlevé à l'ennemi, je n'ai pas besoin de le connaître, car ce soldat en cet instant, c'était son régiment, c'était l'armée, c'était la France!

« L'Empereur, en quittant le village, voulut visiter l'endroit où s'était livré le rude combat du matin; le maréchal Canrobert l'accompagnait : je parcourus ainsi moi-même ces lieux restés dans mon esprit avec une netteté que m'explique l'émotion dont ils étaient remplis encore au moment où ils frappèrent mes regards. Nos chevaux entrèrent d'abord dans un champ où l'on voyait que l'action avait commencé. La terre y était déchirée par des boulets, foulée par des pas rapides; çà et là apparaissaient quelques-unes de ces épaves dont le sol est jonché après les orages de la poudre : des fusils brisés, des cartouches, des gibernes, quelques cadavres enfin qui devenaient plus nombreux et plus pressés à mesure que l'on s'avançait vers l'endroit occupé, il y avait quelques heures, par les canons autrichiens.

« Tous les incidents de la lutte à peine éteinte dont je parcourais le foyer brûlant encore parvenaient à mes oreilles, à mon cœur, à mon esprit de mille façons. Ce combat que me racontaient maintes bouches m'environnait, me saisissait comme ces peintures disposées par un art savant dans des chambres magiques. Pour rendre honneur à l'Empereur, le 3e zouaves avait pris les armes. Cet admirable régiment était rangé en bataille sur le lieu même qu'il venait d'illustrer. A quelques pas des vivants, qui, les yeux ardents et le corps immobile, présentaient les armes au souverain, gisait dans la sinistre pâleur, dans les bizarres atti-



Les zouaves revenant du combat de Palestro. (Page 387, col. 1.)

tudes familières aux cadavres des champs de bataille, le pêle-mêle des morts. Tout en galopant, je regardais tour à tour les hommes debout poussant des acclamations joyeuses et les hommes silencieux déjà couchés dans des ténèbres apparentes, malgré la lumière qui venait se briser contre leurs chairs livides. La route



L'Empereur visitant le champ de bataille de Palestro. (Page 387, col. 1.)

que nous suivions avait l'air de séparer deux mondes; la mort d'un côté, de l'autre la vie, fournissaient les deux haies entre lesquelles couraient nos chevaux. Malgré ce que l'une d'elles avait de terrible, ces deux haies se complétaient, et je n'aurais voulu supprimer ni l'une ni l'autre. Ce sont les morts qui donnent au champ de bataille ses mystérieuses émotions et son caractère sacré; ils créent sous nos pas, ils font toucher à nos re-

gards l'orifice béant de cet abîme que nombre de créatures humaines trouvent une joie étrange à effleurer.

« J'arrivai au pont même de Palestro, pont que barrait une pièce d'artillerie au moment où les zouaves s'en étaient emparés. Je vis les parapets qu'avaient escaladés nos soldats. Il fallait cette entreprenante agilité de pieds qui distingue nos fantassins pour transformer en passage cette construction étroite, dont la cime ébranlée s'émiettait au-dessus de l'eau pendant le combat. Je pénétrai enfin dans la cour du moulin. La mêlée avait pris là un caractère furieux, qu'attestait chaque pavé empourpré par un sang encore fumant et épais. Les baïonnettes tordues, les sacs vides, les shakos troués, les corps amoncelés surtout, disaient ce qu'avait vu cette demeure rustique. Les poëtes accusent souvent la nature d'insensibilité pour les drames qui s'accomplissent dans son sein; le reproche qu'ils adressent aux arbres et aux plantes n'est point mérité par les pierres, du moins par celles que les hommes associent à leurs destinées en les chargeant de les abriter. Rien de lugubre comme ces pauvres toits accoutumés à recéler une vie tranquille, quand l'ouragan des colères terrestres les a tout à coup visités. Il y a des maisons plus expressives, après un combat, que toutes les figures humaines, les fenêtres aux vitres brisées ressemblent à des yeux déchirés et saignants, les murailles dépouillées ont quelque chose d'indigne et d'effrayé à la fois; enfin, quand la demeure violée est une chaumière, la paille arrachée et brûlée de la toiture a une éloquente désolation, comme la chevelure que laisse pendre sur ses traits une femme en pleurs.

« L'Empereur répondit au vœu des zouaves en décidant que les canons conquis par eux dans la journée du 31 mai seraient offerts au roi de Sardaigne. Un des officiers supérieurs qui avaient le plus contribué à la victoire de Palestro et le chef de l'état-major de l'artillerie du troisième corps furent chargés d'accomplir la décision impériale. Le maréchal Canrobert me confia l'agréable mission de faire connaître cette volonté à celui qu'elle intéressait. Je montai à cheval après dîner pour me rendre au quartier général du roi. J'avais fait quelques pas à peine dans la grande rue de Palestro, quand des acclamations m'apprirent que ma course était arrivée à son but. Le prince que j'allais trouver chevauchait, au milieu de tout son état-major, entre les groupes nombreux de promeneurs militaires dont le village était alors encombré. Cette rencontre ne me surprit point, je puis même dire que je l'attendais, car près d'une armée piémontaise, n'importe en quel sens on pousse son cheval, on est sûr de se trouver devant le roi. J'exécutai les ordres du maréchal Canrobert, et j'exprimai de mon mieux au roi, qui m'encourageait du reste par un bon et loyal sourire, les sentiments que j'avais recueillis sur son compte dans les rangs les plus obscurs de notre armée. Si j'ai été courtisan, Dieu me le pardonne, ma conscience ne me reproche rien, et tout ce que je souhaite, c'est d'être encore courtisan de la même manière, n'importe avec quel monarque, pourvu qu'il reçoive mes compliments à cheval, que j'aie le bonheur, en les lui adressant, d'être à cheval aussi, et qu'il s'agisse dans mes discours de canons enlevés par nos armes [1]. »

1. P. de Molènes.

§ 5. LES CHASSEURS DES ALPES ET GARIBALDI ; PRISE DE VARÈSE ET DE CÔME. — COMBAT DE TURBIGO (3 JUIN).

Le combat de Palestro avait protégé la marche de nos troupes. Le lendemain, le général Niel avec le quatrième corps entrait à Novare; le troisième corps (maréchal Canrobert), le suivait tout en soutenant l'armée sarde, pivot de notre mouvement; le deuxième corps (Mac-Mahon), prenait de l'avance; la garde impériale, les troupes du premier corps longeaient la Sesia en se dérobant le plus possible. Une précision merveilleuse, une rapidité étonnante assuraient le succès de cette marche hardie de notre armée, qui pendant ce temps prêtait le flanc à l'ennemi. Les ordres de marche, de campement étaient réglés avec un soin minutieux : les troupes se succédaient dans les différents bivacs, se suivaient sur les routes, sans encombrement. Les longues files de voitures traînant le matériel causaient bien quelques embarras, mais pas assez pour entraîner de graves inconvénients. Le 1er juin l'Empereur Napoléon III transportait tout à coup son quartier général d'Alexandrie à Novare. Le théâtre de la guerre était changé : les Autrichiens étaient tournés, et au lieu de menacer Plaisance ou Pavie, nous nous trouvions à quelques lieues de Milan.

Garibaldi avait déjà franchi la frontière lombarde, et on comprenait maintenant sa marche qui d'abord avait paru aventureuse. Le 24 mai, trompant par une manœuvre habile la surveillance de l'ennemi, il avait réussi à passer le lac Majeur à Sesto-Calende, et avait occupé la ville de Varèse aux acclamations de tous les habitants accourus pour soutenir son mouvement. Varèse n'était point gardée, mais le lendemain même 5000 impériaux arrivaient de Côme pour en chasser les soldats de l'indépendance. En peu d'heures, Garibaldi les battait et les poursuivait jusqu'à deux lieues de Côme. Le 27 au matin, sans tenir compte de la faiblesse de ses forces, l'intrépide général s'avançait sur Côme, défendue par plus de 10 000 Autrichiens. Les chasseurs des Alpes n'atteignaient pas à la moitié de ce chiffre. Une terrible rencontre à San-Fermo les vit une seconde fois vainqueurs, avec des pertes énormes pour leurs adversaires. L'ennemi se concentra sur une colline dominant la ville, mais Garibaldi tourna la position, et les Allemands se retirèrent sur Monza, toujours suivis par le corps italien. Tout en se battant, le général des volontaires constituait à Varèse et à Côme des autorités nationales au nom de Victor-Emmanuel, organisait des bataillons, s'emparait des vapeurs du lac de Côme, et coupait aux Autrichiens les communications avec la Valteline.

Par cette marche rapide et heureuse, Garibaldi achevait le mouvement commencé par l'armée française. Le général Gyulai, qui dans les derniers jours du mois de mai s'efforçait en vain de se débrouiller au milieu des opérations de l'armée franco-sarde, ouvrit enfin les yeux, lorsqu'il nous vit à Novare. Garibaldi ne lui avait pas inspiré de vives inquiétudes, mais alors il comprit que le vainqueur de Varèse ne combattait nullement en l'air. L'armée autrichienne quitta ses positions de Stradella, fit demi-tour et se précipita vers Milan. Comme elle tenait les ponts et qu'elle avait à faire beaucoup moins de chemin que nous, elle put encore arriver à temps, non pour nous

disputer le passage du Tessin, mais pour se jeter entre cette rivière et Milan. Cette situation amènera la bataille de Magenta.

L'Empereur avait fait surprendre le passage du Tessin par le général de Mac-Mahon à Turbigo le 2 juin. Turbigo se trouvait à 8 kilomètres au-dessus du pont de Buffalora, où passe la route de Milan. Plus nous nous avancions vers le nord, plus nous avions chance de ne point rencontrer de résistance. Aussi les ponts furent-ils jetés sans difficulté, et le lendemain 3 juin, le général de Mac-Mahon, emmenant la division des voltigeurs de la garde et une division de l'armée sarde, reçut l'ordre de s'établir sur la rive gauche du Tessin. Le village de Turbigo, situé sur cette rive, fut occupé et une reconnaissance fut dirigée assez loin dans le pays. Le général monte au clocher de l'église de Robechetto, d'où il peut au loin fouiller du regard la campagne et observer l'ennemi. Il n'y est pas plus tôt qu'il aperçoit à quelques centaines de mètres une forte colonne autrichienne se dirigeant sur le village. Il n'a que le temps de descendre et de courir en toute hâte à Turbigo prendre des troupes. Le régiment de tirailleurs algériens, un régiment de ligne et quelques batteries d'artillerie sont immédiatement dirigés sur Robechetto d'où l'ennemi est bien vite délogé. Ce fut un brillant combat d'avant-garde, présage de la victoire du lendemain.

« A ce combat, dit un correspondant, les turcos (tirailleurs algériens) voulurent avoir leur tour comme la division Forey à Montebello et le 3e zouaves à Palestro. Comme à Palestro, la mitraille a salué les premiers cris de : *En avant!* jetés par nos officiers; mais la mitraille a passé au-dessus de la tête des turcos, et tous se précipitant comme des tigres déchaînés sur les rangs autrichiens, criaient déjà : *Victoire!* avant d'avoir déchargé leurs fusils.

« Les tirailleurs ne couraient pas; les uns rampaient comme ces sauvages de Cooper, qui saisissent leur ennemi avant qu'il ait pu faire un mouvement; les autres bondissaient dans la plaine en poussant des hurlements, et tombaient sur les Autrichiens épouvantés, frappant de tous côtés avec la baïonnette, avec la crosse, sans merci ni quartier. On a vu bientôt une mêlée horrible. La voix du canon était couverte par des clameurs d'une harmonie sauvage, qui n'étaient ni les chants de victoire ni les plaintes des mourants et des blessés. Nos soldats s'excitaient entre eux, tout ce que la langue de Mahomet renferme d'imprécations retentissait dans cent groupes isolés, où l'on voyait un turco lutter contre trois ou quatre Autrichiens. Aux cris des officiers répondaient le tambour et le clairon, et l'on apercevait d'instant en instant, fuyant au loin, des nuées de soldats ennemis qui jetaient leurs armes, se dépouillaient de leurs fourniments, et roulaient dans des fossés et des ravins pour échapper à la poursuite de leurs adversaires. »

« Il est impossible, disait à ce propos un officier, de ne pas comparer le tirailleur indigène au sauvage. Mais n'oubliez pas que cet homme, dont le courage revêt dans sa manifestation les formes les plus incroyables, n'a cependant, durant la lutte, aucun de ces instincts carnassiers, pour ainsi dire, qui pourraient amener l'ennemi à nous reprocher de lui donner des bêtes fauves à combattre; il se bat loyalement, je dirai même noblement; rarement j'en ai vu tourner leur adversaire pour le frapper par derrière. Il saute à la tête, il saute aux jambes, il s'agite, il bondit, il crie, il étourdit enfin l'ennemi, mais jamais il ne le frappe lâchement par surprise; s'il vise à la poitrine, lui aussi a sa poitrine découverte; s'il frappe avec sa baïonnette, c'est qu'il faut détourner une baïonnette. Il fait prisonnier l'ennemi désarmé; il ne le tue pas. »

Si ce jour-là le reste de l'armée eût été en mesure de franchir le pont de Buffalora, Milan tombait entre nos mains sans coup férir. Mais tous les corps n'avaient pu encore être réunis et l'Empereur ne voulait point hasarder de grands coups avec des forces disséminées. Il passa la journée du 3 à hâter la marche de ses régiments, et fixa au 4 juin la prise de possession définitive de la rive gauche du Tessin.

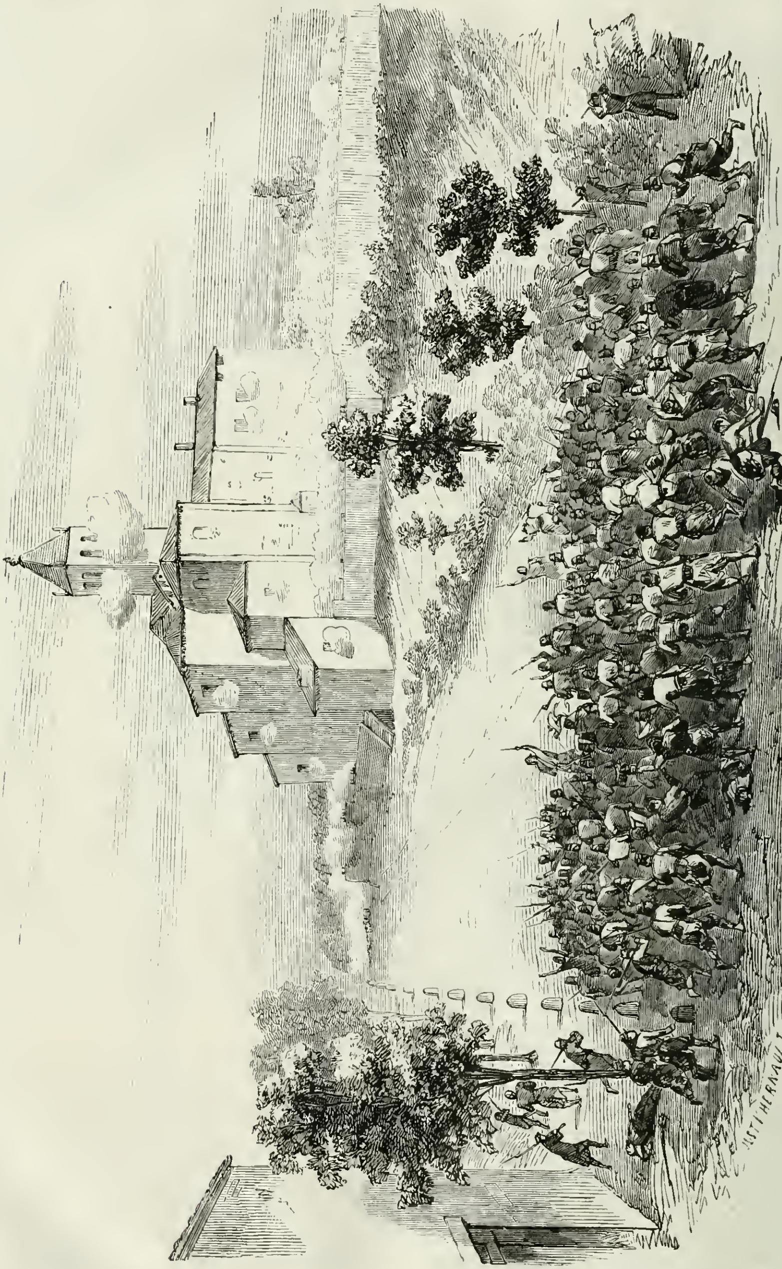
§ 6. BATAILLE DE MAGENTA[1] (4 JUIN). — LUTTE DE LA GARDE IMPÉRIALE SUR LE NAVIGLIO-GRANDE.

Le 4 juin, l'Empereur devait franchir le Tessin avec la division des grenadiers de la garde et le corps d'armée du maréchal Canrobert; le corps du général Niel le suivait d'assez près. Le général de Mac-Mahon, maître de la rive gauche du Tessin, devait s'avancer sur Magenta, rendez-vous de l'armée. On s'attendait à une action, mais on ignorait encore si les Autrichiens avaient pu jeter assez de monde devant nous et s'ils nous attaqueraient par les deux rives du Tessin, comme ils pouvaient le faire. Dans cette prévision, l'Empereur avait préparé un plan et réglé la marche de manière à laisser au moins la moitié de l'armée sur la rive droite du Tessin. Or les Autrichiens évacuaient complétement cette rive et le comte Gyulai précipitait tous ses corps d'armée vers Magenta. Il fallut donc immédiatement changer les dispositions. De plus, l'exécution de notre plan d'opérations fut troublée par quelques-uns de ces incidents avec lesquels il faut compter à la guerre. L'armée de Victor-Emmanuel, qui devait suivre Mac-Mahon, fut retardée dans le passage de la rivière et une seule de ses divisions put accompagner le général. D'un autre côté, lorsque le corps du maréchal Canrobert sortit de Novare pour rejoindre l'Empereur, qui s'était porté de sa personne à la tête du pont de Buffalora, ce corps trouva la route tellement encombrée qu'il ne put arriver que fort tard au Tessin. Le comte Gyulai s'était décidé à une défense directe du Tessin par une attaque dirigée sur le flanc même des Français. Les opérations avaient été bien pesées, bien prévues par l'état-major autrichien, et ce serait une erreur de croire « que la bataille de Magenta a été livrée hors de toute prévision et par hasard[2]. »

1. Comme pour la guerre de Crimée, nous ne négligerons pas le côté pittoresque de la guerre, mais nous serons scrupuleux pour l'exactitude des détails. Nous nous sommes entourés de tous les documents officiels. Nous avons surtout consulté, pour les heures et les chiffres, la *Campagne de l'Empereur en Italie, rédigée au dépôt de la guerre d'après les documents officiels par les ordres du maréchal Randon*. Ce travail, fait après la guerre avec beaucoup de soin, est plus exact que les relations écrites sur le moment avec des renseignements incomplets. De plus, ses auteurs ont profité des documents autrichiens, et la vérité ne peut se dégager que des pièces émanées des deux partis.

2. Réponse à certaines assertions contenues dans les lettres sur la guerre d'Italie, publiées par la *Gazette militaire de Darmstadt*. Cette réponse est attribuée au comte Gyulai lui-même.

L'Empereur Napoléon III avec la division des grenadiers de la garde (6055 hommes), se tenait vers midi au pont de San Martino, appelé aussi pont de Buffalora, parce qu'il n'est pas loin de ce village assez



Prise de San Fermo par les troupes de Garibaldi (mai 1859). (Page 388, col. 2.)

gros situé sur la rive gauche. Les Autrichiens avaient essayé de rompre cette importante voie de communication, mais les mines n'avaient réussi qu'à moitié : deux arches seules s'étaient renversées l'une sur



Combat de Turbigo (2 juin 1859). (Page 389, col. 1.)

l'autre. Le génie eut bientôt jeté des poutres et des planches pour rétablir le passage.

En nous attaquant par le flanc au lieu de se placer devant Milan, Gyulai évitait, en cas d'insuccès, d'avoir à opérer la retraite par cette ville et Brescia qu'il savait fort agitées. Il gardait une ligne de retraite assurée par Lodi, Pizzighettone et Crémone. Comme pour les Français, la précipitation du mouvement empêcha la réunion complète de l'armée sur le champ de bataille. Il manqua au comte Gyulai dix brigades des cinquième et huitième corps. Il nous en manqua seize : huit de l'armée sarde; quatre de Canrobert et quatre de Niel. L'effectif réel des troupes engagées à Magenta des deux côtés, fut pour l'armée autrichienne de 64 bataillons, 15 escadrons, 152 pièces, 57 470 hommes d'infanterie (combattants), 4710 chevaux (combattants). L'armée alliée n'eut d'engagés que 73 bataillons, 9 escadrons, 87 pièces, 46 883 hommes d'infanterie (combattants), 1207 chevaux (combattants)[1].

La route de Milan, après avoir franchi le Tessin à San Martino, doit encore franchir un canal, le *Naviglio Grande*, à *Ponte Nuovo di Magenta*, et traverse ensuite le village de *Magenta*. Elle est longée en outre par le chemin de fer placé sur une chaussée assez élevée et qui traverse également le canal sur un pont. Ce chemin de fer servit de ligne de défense aux Autrichiens, et au point où il rencontre le canal ils avaient élevé une redoute. Magenta, nous l'avons dit, est le but que notre armée doit atteindre : Mac-Mahon, placé à 3 lieues plus au nord, doit y arriver en partant de Turbigo, les autres corps d'armée avec lesquels marche l'Empereur s'y dirigent par la route et la voie du chemin de fer.

« Le pays est couvert de haies, de broussailles épaisses, de groupes d'arbres, de vignes, de mûriers; le sol est coupé de courants d'eaux, de fossés profonds; ici ce sont des prés humides; là de petits carrés d'orge ou d'avoine; plus loin de larges rizières. Le regard ne peut s'étendre et planer sur un vaste espace; de quelque côté qu'il se tourne, il rencontre des masses vertes qui se croisent et s'élèvent inégalement en tout sens : on dirait à voir ces carrés inégaux, défendus souvent par des obstacles naturels, que la stratégie militaire a présidé à leur plantation pour défendre ce pays contre une invasion[2]. »

Les Autrichiens attendaient l'attaque principale du côté de Turbigo et faisaient face de ce côté, c'est-à-dire au nord. En même temps ils défendaient la ligne du *Naviglio* où ils occupaient fortement : *Buffalora*, à gauche de la route; *Ponte Nuovo* à l'intersection de la route et du canal; le pont du chemin de fer; plus tard le village de *Ponte Vecchio*, sur notre droite. La bataille était bien simple : il nous fallait enlever cette ligne redoutable pendant que Mac-Mahon marcherait sur Magenta. L'attaque du *Naviglio* était le pivot sur lequel devait tourner l'attaque décisive de Mac-Mahon.

Comme Mac-Mahon pour arriver à *Magenta* avait près de trois lieues à faire, l'Empereur ne voulut pas commencer l'attaque sans avoir appris qu'il était engagé. Vers deux heures il entendit son canon du côté de Buffalora, et alors il lança les grenadiers de la garde, qui depuis dix heures du matin tenaient déjà l'autre rive du Tessin. Sachant que Mac-Mahon pressait les Autrichiens sur sa gauche et les tournait; comptant sur l'appui du troisième et quatrième corps (Canrobert et Niel) et de l'armée sarde qui approchaient, l'Empereur ne craignit point d'engager les 6000 hommes qu'il avait sous la main. La tête de pont de San Martino fut fortement occupée: la ligne du *Naviglio Grande*, la chaussée du chemin de fer devinrent le théâtre de l'action la plus vive.

L'élan de nos soldats triompha d'abord de tous les obstacles. Le général de Wimpffen restait maître du talus du chemin de fer et emportait la redoute qui le couronnait. A gauche le colonel d'Alton, avec le 2[e] grenadiers, se portait sur *Buffalora*. Le général Cler lançait sur *Ponte Nuovo* le 1[er] grenadiers et les zouaves. Vers trois heures et demie nous étions maîtres de deux ponts du Naviglio, celui du chemin de fer et celui de la route à *Ponte Nuovo*. Une fois maîtres de ce point important, le bataillon du 3[e] de grenadiers et les zouaves, entraînés par leur ardeur et sans s'inquiéter de leur petit nombre, veulent profiter de leur avantage et poursuivre les débris de la brigade autrichienne qui se retire sur Magenta. La ligne se forme immédiatement et les trois faibles bataillons se lancent audacieusement en avant. Bientôt ils sont rejoints par deux pièces de la troisième batterie du régiment à cheval de la garde, qui se portent au trot sur la route et sont soutenues ensuite par deux autres pièces de la même batterie qui viennent se placer à droite et à gauche des premières. Le général Gyulai lance contre ces trois bataillons toute une division qui les refoule. « Une nuée de tirailleurs ennemis enveloppe la batterie de tous côtés. Ils avaient tourné les grenadiers et les zouaves sans être vus et sans avoir tiré un seul coup de fusil. L'infanterie se retirait sur le Naviglio. L'artillerie est débordée de toutes parts et reste seule. Les pièces de la route tirent deux coups à mitraille à vingt pas de distance contre les fantassins qui s'élancent sur elles, et doivent leur salut à ce feu terrible. Les servants de la pièce de droite, qui n'est point en batterie, mettent le sabre à la main et se retirent avec leur pièce. La pièce de gauche tire aussi deux coups à mitraille, mais elle est assaillie de tous côtés. L'adjudant Bouisson et deux canonniers sont tués à coup de baïonnette sur leur pièce qu'ils défendent jusqu'au dernier moment; les autres sont blessés et pris sans avoir pu mettre le sabre à la main. La troisième batterie eut même la douleur de laisser cette pièce entre les mains de l'ennemi[1]. »

La situation devenait critique. Le général de Cassaignoles à la tête de 110 chasseurs à cheval du régiment de la garde, remonte la route et charge à plusieurs reprises sur le flanc gauche des Autrichiens : tous ses efforts sont inutiles, il faut reculer. Le général Cler se multiplie à la tête du 1[er] grenadiers et de ses zouaves. Tout à coup il étend les bras, pousse un cri et tombe : une balle l'avait traversé de part en part. C'était une perte bien douloureuse, car le général Cler était l'un des plus jeunes généraux de l'armée et semblait appelé à un brillant avenir. Nos soldats, vivement émus de cette perte, se retirent en combattant et se retranchent dans les maisons de *Ponte Nuovo*. De son côté,

1. *Campagne de l'Empereur Napoléon III en Italie, rédigée au dépôt de la guerre d'après les documents officiels.*

2. Bazancourt, *Campagne d'Italie.*

1. Rapport du colonel de Rochebuit, commandant du régiment de l'artillerie à cheval.

le colonel d'Alton ne pouvait s'emparer de *Buffalora*, défendu par des forces supérieures et où l'ennemi avait rompu le pont du canal. Il ne pouvait qu'entretenir le feu, en attendant une occasion favorable pour rétablir le passage et franchir le canal. Vers trois heures et demie, nous n'avions pas *Buffalora*, nous étions menacés de perdre le débouché de *Ponte Nuovo;* nous étions vivement pressés dans les ouvrages du chemin de fer où le général de Wimpffen luttait avec un rare courage.

Le chiffre de l'ennemi grossissait : celui de nos hommes diminuait, et nos soldats, sans cesse obligés de combattre, souffraient beaucoup de la fatigue et de la chaleur. On n'entendait plus sur notre gauche le canon de Mac-Mahon; le troisième corps, retardé dans sa marche par l'encombrement des routes, ne paraissait point. Seule, la brigade Picard qui formait l'avant-garde, arriva sur les bords du Tessin vers deux heures et demie et fut dirigée immédiatement vers le canal. Le général Picard se joint au général Wimpffen pour défendre la redoute du chemin de fer et repousse les Autrichiens le long du canal jusqu'au village de *Ponte Vecchio*, dont l'ennemi fait sauter le pont, ce qui isole les deux moitiés du village. Le combat s'étend de ce côté, car l'ennemi peut par là tourner notre droite, et c'est même là que se portera tout à l'heure le plus fort de la lutte. Canrobert ne paraît toujours point, tout est encore silencieux sur notre gauche, du côté de Mac-Mahon. Le deuxième corps a-t-il été repoussé? La garde aura-t-elle seule à soutenir le poids de toute l'armée autrichienne? Voilà ce qu'on se demande.

Calme et impassible, Napoléon III n'en ordonne pas moins de continuer une lutte, qui, d'heure en heure, devient de plus en plus inégale. Les grenadiers, les chasseurs, les zouaves de la garde prennent, reperdent, reprennent les positions les plus difficiles. Les rangs de nos beaux régiments de la garde sont cruellement décimés. Le général Mellinet a plusieurs chevaux tués sous lui. Le général Regnault de Saint-Jean d'Angély voit tomber ses héroïques soldats, mais il persiste à combattre. Immobile en travers du Ponte Nuovo, sous une pluie de balles et de boulets, il sent que la seule force à ce moment, c'est l'abnégation. Il envoyait des aides de camp à l'Empereur pour demander des troupes, mais celui-ci, qui avait dû engager successivement toutes ses réserves, répondait : « Je n'ai personne à lui envoyer : dites au général qu'il tienne toujours avec le peu de monde qui lui reste. » Puis c'était un aide de camp du général Wimpffen : « Sire, le général est écrasé et ne peut plus se maintenir. — Qu'il se maintienne, répondait l'Empereur. » Venait un aide de camp du général Picard qui disait : « L'ennemi entasse des forces considérables sur la droite, et menace, malgré tous nos efforts, de tourner la position. — Qu'il barre le passage, répondait toujours l'Empereur. Dès que je le pourrai, j'enverrai du renfort. »

Il dépêchait officiers sur officiers au maréchal Canrobert : il envoyait demander une division au général Niel : un de ses officiers d'ordonnance allait prendre des nouvelles du corps d'armée de Mac-Mahon. Enfin parut la division du général Vinoy (corps du général Niel) avec le général Niel lui-même. Partie en fut envoyée au colonel d'Alton qui ne pouvait, malgré tous ses efforts, emporter la position de *Buffalora;* partie à *Ponte Nuovo* et au pont du chemin de fer, où nous reprîmes l'offensive. Nos soldats restèrent dès lors maîtres des deux rives du Naviglio, et le général Vinoy, longeant la rive gauche, s'empara des maisons de *Ponte Vecchio* situées sur cette rive. Mais les communications étaient rompues, et les troupes qui occupaient les deux moitiés du village ne pouvaient se secourir mutuellement. Ce village de Ponte Vecchio devint, sur les deux rives du canal, le théâtre d'une lutte acharnée. Tout un corps d'armée autrichien, le corps du prince Schwarzenberg s'y dirige pour tourner notre droite. Heureusement le général de Mac-Mahon avait achevé le mouvement qui l'avait tant retardé, dégageait notre aile gauche par sa vive offensive, permettait aux grenadiers de s'emparer de *Buffalora* où ses troupes se reliaient à eux, et donnant ainsi la main à la garde, repoussait de front l'armée autrichienne qui se repliait sur Magenta. Résister à *Ponte Vecchio* pour que le pivot qui appuie le deuxième corps ne bronche pas plus qu'il n'a fait jusqu'ici, voilà ce qui reste à faire pour que la journée se décide en notre faveur. C'est à cette défense de *Ponte Vecchio* que va se distinguer le maréchal Canrobert, arrivé enfin (4 heures 1/2) sur le champ de bataille.

Le corps d'armée du maréchal Canrobert avait ordre de faire étape de Novare à San Martino. Les troupes marchaient sans se douter qu'un drame si émouvant se passait sur les bords du Tessin. « Le chemin qui conduit de Novare à San Martino s'allonge entre des prairies d'un vert éclatant, bordées d'arbres aux tailles élégantes et sveltes, et sur ce chemin, dit Paul de Molènes, tout semblait en fête; les soldats entonnent leurs chansons de route; les bagages offrent ce bizarre entassement d'objets qui est la partie fantasque des armées. Dans cette charrette s'entrechoquent des bidons et des gamelles; cette petite voiture, peinte de vives couleurs, est conduite par une cantinière. Ces bagages dont s'amusent nos yeux, le moment va bientôt venir où je les maudirai de toutes les forces de mon âme. La colonne, qui marchait lentement et d'un pas sans cesse interrompu, s'était arrêtée. Le maréchal Canrobert venait d'entrer dans un champ où il avait mis pied à terre, quand une de ces sourdes vibrations qui annoncent quelque part le jeu puissant d'une force électrique parvint subitement jusqu'à nous. Les hommes juchés sur les voitures tournaient leurs regards dans la direction de San Martino. Là, disait-on, tourbillonnait un épais nuage. Était-ce de la poussière? Était-ce de la fumée? C'est ce que l'on ignorait. Quelques oreilles qui s'approchaient du sol croyaient entendre le bruit du canon. Chacun sait à quel caprice de l'air ce bruit formidable est soumis. Quelquefois des vents complaisants vous l'apportent à travers d'énormes distances, clair, distinct, sonore, dans toute l'imposante plénitude qu'il possède au sortir des bouches cuivrées dont il s'envole. Quelquefois, au contraire, quand vous en êtes séparé à peine, l'atmosphère ne vous le transmet qu'à l'état de son latent et confus. C'est ce qui arrivait en ce moment. Sous l'influence pourtant du frémissement qui agite la troupe, des rumeurs qui parcourent la colonne, le maréchal Canrobert fait monter à cheval un capitaine piémontais attaché à son état-major, le comte Vimercati. Il prescrit à cet officier d'aller trouver l'Empereur et de prendre ses ordres. Le capitaine



Les grenadiers de la garde au pont du chemin de fer de Magenta ([illegible] juin 1859). (Page 394, col. 2.)



L'Empereur sur le champ de bataille de Magenta (4 juin 1859). (Page 395, col. 1.)

Vimercati part au galop malgré tous les obstacles dont la route est embarrassée, et accomplit sa mission avec une célérité prodigieuse. Il revient nous annoncer que, depuis plusieurs heures, l'Empereur soutient avec la garde une lutte gigantesque contre un ennemi nombreux, acharné, résolu à jouer dans une grande bataille le sort de la Lombardie. L'ordre de l'Empereur est que le troisième corps se rende le plus promptement possible sur le théâtre du combat. Un officier de l'état-major impérial vient confirmer les paroles du comte Vimercati. On peut s'imaginer l'effet que de semblables nouvelles produisent sur l'âme du maréchal Canrobert.

« La division Renault formait ce jour-là notre tête de colonne, et, nous l'avons dit, une brigade de cette division, la brigade Picard, nous avait heureusement précédés. Le maréchal ordonna au général Renault, dévoré d'une impatience semblable à la sienne, d'accourir avec la brigade Jeannin en écartant tous les obstacles de la route, et lui-même, entouré de son état-major, vole au canon de toute la vitesse de son cheval. Deux hussards de notre escorte, lancés en avant de nous, tracent un sillon dans cette foule pesante de voitures que rien tout à l'heure n'aurait semblé devoir ouvrir. Au sortir du tumulte des charrettes, les rangs pressés des soldats à travers lesquels nous courons s'écartent d'eux-mêmes avec rapidité. Cette multitude armée sent passer au milieu d'elle non point un homme, mais une volonté, une force dont rien ne doit retarder l'essor. Au fur et à mesure que nous approchons de la fournaise où s'accomplit le grand œuvre, tous les bruits du combat deviennent distincts et s'emparent avec énergie de nos oreilles; puis voilà ces mille émotions qui rayonnent dans une variété innombrable d'incidents à l'entrée des champs de bataille. Le souffle et la lave du volcan arrivent à nous.

« Le maréchal s'arrête un instant devant l'Empereur, qui se tient à ce pont de Buffalora dont il a défendu les abords par des batteries qu'il a lui-même fait placer. L'Empereur veille sur cette fragile artère par laquelle circule tout le sang dont se nourrit la bataille, et qui, se rompant, frapperait chacun de nous au cœur. Il adresse quelques paroles au maréchal Canrobert, et notre course effrénée recommence. Le ciel était alors bouleversé par un orage printanier, orage passager et sans sérieuses colères, mais qui jouait avec le soleil dont il brisait les rayons, avec les nuées qu'il assemblait, dispersait, barbouillait de mille couleurs, et qui mettait ainsi les régions de la lumière en harmonie avec le théâtre de nos combats.

« D'un coup d'œil le maréchal Canrobert juge la situation. Il embrasse en même temps les forces qu'il doit combattre, les obstacles qu'il doit vaincre et les éléments dont il dispose. Les éléments ne sont pas nombreux. La seule brigade de son corps qui soit en ce moment arrivée, la brigade Picard, a déjà livré de rudes combats. Elle est loin d'être épuisée, à coup sûr, mais elle a fait des pertes cruelles : ses officiers sont décimés; il en est peu qui soient sans blessures. Ses soldats, qui combattent avec cette ardeur individuelle, si nécessaire d'ailleurs au terrain et à l'action où ils sont lancés, forment un mélange de tous les corps et de toutes les compagnies : grenadiers, fusiliers, voltigeurs, chasseurs à pied tournoient sous le feu dans de mêmes groupes où frappe également la mort.

« Je ne voyagerai jamais entre les deux talus d'un chemin de fer sans songer à la tranchée où j'arrivai à la suite du maréchal. La cime de cette tranchée est écrêtée par les balles et semée de cadavres en capotes grises. Il faut franchir ce rempart et repousser les tirailleurs autrichiens, dont la ligne se prolonge jusqu'à *Ponte Vecchio di Magenta*, où nous devons à tout prix nous établir. Le maréchal fait gravir à son cheval cet escarpement ensanglanté, ramasse autour de lui quelques hommes et m'ordonne de les porter sur une butte qui s'élève en avant de nous, d'où, dominant un terrain couvert, il faut débusquer l'ennemi. Cette butte était surmontée d'un kiosque couvert de pampres, qui est resté agréablement dans mon esprit.

« Tout l'espace du reste qui s'étendait entre cette hauteur verdoyante et le village que le général Gyulai nous a disputé si vivement offrait le plus attrayant aspect. Les arbres y étaient enlacés par les festons de cette vigne grimpante qui est la couronne de la campagne italienne. C'était un lieu semblable à celui où le Corrège a mollement étendu son Antiope; mais ce lieu alors était bien loin d'être propice au repos. Toutes les charmilles abritaient des tirailleurs. Les balles sifflaient à travers les arbres, dont elles emportaient les feuilles et brisaient les branches. Il y avait pourtant des figures couchées sous ces bruyants ombrages; seulement ce n'étaient point des figures vivantes. Les cadavres étendus dans ces lieux arcadiens, au pied de ces mûriers touffus, sous ces rameaux de vigne, tiraient un effet puissant de ce qui les entourait. L'orage dont j'ai parlé tout à l'heure s'était dissipé. Le ciel avait cette gaieté attendrie, la terre cet émouvant éclat qui suivent les bourrasques du printemps. Les corps où régnait la mort gisaient sur une herbe brillante, toute remplie de cette tiède et féconde existence qui gonfle le sein de la nature quand elle enfante ses merveilles de chaque année. Eh bien, cette bataille en cette saison, à travers ce beau pays, offrait à l'âme un charme violent, elle l'inondait de cette volupté douloureuse qui est le secret suprême de toute jouissance humaine. Nul de nous en ce moment n'aurait pu accuser le ciel de ne pas remplir cette coupe avide que, suivant un poëte, nous lui tendons éternellement. Le ciel nous jetait avec profusion au contraire tout ce qui peut faire déborder le vase insatiable : odeur de prés, senteurs de l'orage, parfums de la poudre. Voilà ce que je pensais tandis que nos chevaux franchissaient les cadavres et rompaient avec leurs poitrails les enlacements de la vigne[1]. »

Laissons le maréchal Canrobert avec ses régiments qui arrivent successivement, le général Niel avec la division Vinoy, le général Regnault de Saint-Jean d'Angély avec les grenadiers de la garde lutter, sous les yeux de l'Empereur, sur les deux rives du Naviglio, refouler les Autrichiens d'un côté sur *Magenta*, de l'autre au delà de *Ponte Vecchio*, et préserver notre flanc droit contre lequel les Autrichiens multiplient les attaques. Il est temps, pour bien comprendre la bataille de Magenta, d'étudier la seconde partie de

1. P. de Molènes.

l'action, l'action décisive, et de voir ce qu'avait fait le général de Mac-Mahon pendant que l'Empereur, avec si peu de monde, soutenait une lutte si inégale et si héroïque.

§. 7. MARCHE DU GÉNÉRAL DE MAC-MAHON DE TURBIGO A MAGENTA; PRISE DU VILLAGE DE MAGENTA.

C'est de *Turbigo* que le comte Gyulai attendait l'attaque principale, et c'est contre cette attaque qu'il avait disposé ses troupes. Deux routes conduisent de *Turbigo* à *Magenta*, l'une par *Malvaglio*, *Cuggiono*, *Casate*, *Bernate* et *Buffalora* : elle longe en partie le canal de *Naviglio Grande;* l'autre au-dessus de celle-ci, par *Castano*, *Inveruno*, *Mesero* et *Marcallo*, arrivait plus directement à *Magenta*. Le comte Gyulai avait jeté la plus grande masse de ses troupes disponibles sur la ligne du canal. Il pensait sans doute que le corps français, qui avait franchi le Tessin à *Turbigo*, se porterait sur lui en une seule colonne, et que dans le but de se relier plus rapidement avec les corps de *San Martino*, cette colonne suivrait la route du canal de préférence à celle de *Marcallo*, qui l'exposait à être tournée, coupée de sa base et séparée du gros de l'armée alliée.

Ce n'était pas le plan du général de Mac-Mahon, qui avait résolu de suivre les deux routes à la fois, lançant le général de La Motterouge sur *Buffalora* et le général Espinasse sur *Marcallo*. Les troupes du deuxième corps avaient quitté *Turbigo* à neuf heures du matin; les tirailleurs indigènes, appartenant à la division de La Motterouge, enlevaient le village de *Bernate* à midi et soutenus par la ligne attaquent *Buffalora*. Là s'engage une première action assez vive. Le village est emporté vers deux heures. C'est le bruit de ce combat qui avait décidé l'Empereur à lancer la garde impériale sur le *Naviglio*. De son côté le général Espinasse arrivait devant *Marcallo* sans avoir rencontré l'ennemi, mais à ce village ses troupes sont accueillies par un feu très-vif. Il était une heure et demie. Le village de *Marcallo* est bientôt emporté et le général Espinasse se prépare à marcher sur *Magenta*.

Mais ici la face des choses change. Les Autrichiens reviennent en force. Le comte Gyulai voyant que nous nous avancions sur deux colonnes séparées par une assez grande distance, conçoit l'espérance de passer entre les deux colonnes et de les couper. Il dirige ses corps d'armée sur *Marcallo* et dans l'espace resté libre. Le général de Mac-Mahon a vu le danger : il donne immédiatement l'ordre d'évacuer *Buffalora* où nos troupes, entraînées par leur ardeur, s'étaient trop avancées et n'a plus qu'une préoccupation : relier la division La Motterouge et la division Espinasse. Il hâte l'arrivée de la division des voltigeurs de la garde, du général Camou, pour la former en seconde ligne au centre. Il faut accomplir de grandes évolutions, des manœuvres, des marches qui interrompent forcément le combat : c'est cette interruption de plusieurs heures qui permit aux Autrichiens de diriger des forces considérables sur le *Naviglio* contre les grenadiers de la garde.

Inquiet surtout de la division Espinasse, le général de Mac-Mahon ne s'en rapporte qu'à lui-même pour la prévenir. Il court la chercher. « Son peloton d'escorte (7e chasseurs), part à fond de train au milieu des champs, pour prendre les devants et éclairer la route dangereuse, dans laquelle le commandant en chef du deuxième corps s'est audacieusement lancé. « Rien, « écrivait un des officiers de son état-major, ne peut « donner une idée de cette course folle à travers les « fossés, les haies, au milieu des arbres; les chevaux « brisaient avec leur poitrail les vignes enlacées, et ce « petit groupe de cavaliers franchissait tous les obs- « tacles, rapide comme l'éclair. » Ils traversèrent ainsi une ligne de tirailleurs ennemis embusqués dans les blés; ceux-ci, pleins d'étonnement et d'épouvante, en voyant arriver ce tourbillon qui emportait à la fois chevaux et cavaliers, se levèrent tout effarés, et non seulement ne tirèrent pas un seul coup de feu, mais tendirent, pour se rendre, leurs fusils, au haut desquels ils avaient mis leurs shakos. Sans se soucier d'eux, le général et son escorte ont déjà disparu au milieu de taillis touffus, et les soldats autrichiens eussent pu croire à un rêve, si au milieu du bruit lointain de la fusillade, ils n'eussent entendu retentir sur la terre le galop précipité des chevaux qui s'éloignaient. Une seconde fois, près de *Marcallo*, le général se trouve en face d'un détachement de uhlans envoyé en éclaireurs. Ce détachement charge son escorte; les officiers d'état-major, les chasseurs, tous mettent le sabre à la main. Lui, semble ne voir rien de ce qui se passe, et sans s'arrêter, sans même détourner la tête, il continue sa course au milieu des cavaliers ennemis. Enfin il a rejoint le général Espinasse qui arrivait de son côté à *Marcallo* et prenait déjà ses dispositions. En quelques mots brefs et précis, le général lui donne ses ordres : occuper solidement *Marcallo* qui est le point d'appui de toute la gauche de l'armée, ne l'abandonner sous aucun prétexte, faire enlever au pas de course tous les obstacles qu'il peut rencontrer sur sa route, et se relier au plus vite avec la première division. « Soyez tranquille, répond le « général, j'occuperai *Marcallo*, et je marche sur *Ma-* « *genta* en m'étendant sur ma droite. » Le général savait qu'il pouvait compter sur Espinasse. Il examine d'un coup d'œil rapide la position, montre une dernière fois de la main au général la direction dans laquelle il doit s'étendre. « Hâtez-vous, surtout, » lui crie-t-il. Et sans se souvenir des dangers que son intrépidité vient de braver, il repart avec la même rapidité et rejoint la droite de son corps d'armée qui attend ses derniers ordres, pour s'emparer de *Buffalora* et marcher sur *Magenta* par un rapide mouvement de conversion, enveloppant ainsi les Autrichiens dans un cercle de feu [1]. »

Les ordres de Mac-Mahon s'exécutent : la division Espinasse se relie à la division de La Motterouge; le général Camou déploie en arrière ses treize magnifiques bataillons de voltigeurs de la garde, et vers quatre heures et demie nous pressons les Autrichiens sur toute la ligne. A l'approche des troupes de La Motterouge, les Autrichiens qui occupaient *Buffalora*, menacés d'être enveloppés, se retirent, et le colonel d'Alton, qui depuis longtemps cherche à pénétrer dans ce village du côté de San Martino, s'y établit avec ses grenadiers. Les troupes du deuxième corps font dans ce village leur jonction avec la garde et les troupes qui

1. Bazancourt. *Expédition d'Italie.*

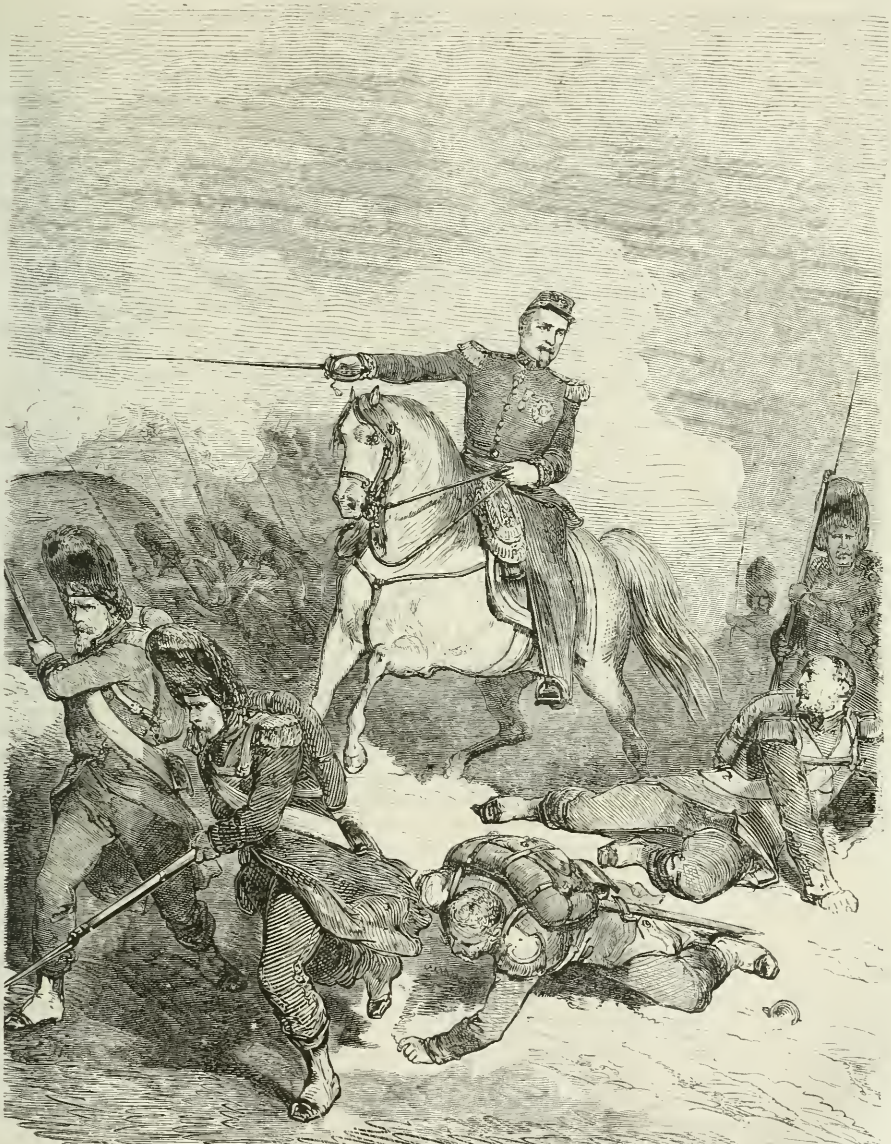
luttent sur le *Naviglio*. L'unité du combat est rétablie.

Malgré les habiles dispositions qu'a prises le général de Mac-Mahon, le comte Clam-Gallas, commandant des deux corps autrichiens qui lui sont opposés, ne désespère pas de séparer ses colonnes. Il a donné l'ordre au général Baltin d'évacuer *Buffalora* et le lance sur *Marcallo* pendant que le général de Reznitchek se dirige sur le même village par la route de Magenta. Si cette attaque combinée nous faisait perdre *Marcallo*, la situation de Mac-Mahon devenait critique. C'est le général Gault qu'Espinasse a laissé dans ce village. « Ce général a pour instructions de conserver, à tout prix, ce poste, auquel s'appuie tout l'ordre de bataille du corps d'armée à sa gauche, et qui renferme notre ambulance, notre réserve d'artillerie et notre convoi. La colonne autrichienne de Reznitchek arrive sur le village, mais le feu des quatre pièces placées dans les embrasures qui ont été pratiquées dans le mur d'un jardin formant saillie sur la route, et la fusillade non interrompue de nos tirailleurs, ne tardent pas à arrêter les têtes de colonnes; une grêle d'obus lancés dans les fourrés où paraît se tenir le gros des forces ennemies, détermine bientôt un changement de direction dans la marche des bataillons autrichiens, qui se portent alors vers la droite du village, du côté des régiments étrangers, espérant y trouver la défensive moins fortement organisée. Mais il n'en était rien. Sur ce point, le colonel de Chabrières avait pris le commandement des deux régiments et les avait disposés en échelons. Les deux régiments, lancés vigoureusement, arrêtèrent les Autrichiens qui bientôt se mirent en retraite sur *Magenta*, vivement poursuivis. Pendant que la colonne autrichienne de Reznitchek échouait ainsi contre *Marcallo*, la colonne du général de Baltin venait se heurter, sans plus de succès, contre le 2e régiment de zouaves, soutenu par le 45e de ligne. A l'approche de la colonne autrichienne, le général Espinasse fait mettre les sacs à terre, puis il laisse arriver l'ennemi sans tirer un coup de fusil. Mais au moment où sa ligne est débordée, il donne le signal, et les zouaves, formés en une seule colonne, se mettent rapidement en mouvement. A peine ont-ils fait cent pas, qu'ils exécutent subitement un changement de direction à droite, et fondent sur l'ennemi qui leur prête son flanc tout entier. Les bataillons autrichiens étonnés et surpris par cette brusque attaque, dirigent sur nos soldats un feu nourri de mousqueterie, dont la précipitation diminue l'efficacité. Les zouaves avancent toujours sans riposter et la baïonnette croisée; ils s'élancent sur les Autrichiens qui se pelotonnent, se laissent entourer, et se trouvent alors séparés en trois détachements, dont le plus important s'acharne à la défense du drapeau du régiment. Ce détachement, attaqué avec une grande vigueur, est dispersé; les défenseurs du drapeau sont tués ou pris, et le drapeau lui-même tombe au pouvoir des zouaves. Les zouaves reçoivent l'ordre de ne point s'aventurer, et le 1er bataillon seul, déployé en tirailleurs, poursuit les débris de la colonne de Baltin. Les régiments étrangers n'avaient pas été aussi sages : après avoir repoussé le général de Reznitcheck, ils avaient voulu le suivre dans *Magenta*. Entraînés par le succès qu'ils venaient d'obtenir, ils ne croyaient rien d'impossible. Mais bientôt le colonel de Chabrières tombe mortellement atteint d'une balle. Cette perte, loin de ralentir l'ardeur de ses soldats, ne fait que la surexciter : ils s'élancent à la baïonnette sur la colonne ennemie, qui précipite sa marche en arrière sur *Magenta*, abandonnant à chaque instant



Le général Mellinet.

des prisonniers. Les régiments étrangers arrivent ainsi jusqu'en vue du village. Là l'ennemi s'arrête, reforme sa ligne et couvre la chaussée du chemin de fer de ses bataillons alignés, qu'il protége par le feu à mitraille de pièces en position. Malgré ces redoutables positions défensives, la charge est battue dans les deux régiments



Le général de Wimpffen.

et l'assaut est donné au chemin de fer. Mais l'entreprise était hors de proportion avec le petit nombre des assaillants. Repoussés par des forces considérables, affaiblis par de grosses pertes, et ne se sentant pas soutenus, ils sont contraints de renoncer à forcer l'entrée du village et de battre en retraite. Il leur faut se frayer un chemin à travers les tirailleurs ennemis, qui les ont rapidement enveloppés, et c'est par un nouveau et

violent effort qu'ils parviennent à se faire jour et à regagner leur ancienne position.

« Ces deux rudes engagements que la division Espinasse vient de soutenir si énergiquement, mettent fin aux attaques autrichiennes sur notre aile gauche. Le comte Clam-Gallas semble renoncer dès lors à l'offensive et rappelle les troupes sur *Magenta*. De son côté, vers cinq heures et demie, le général de Mac-Mahon prend ses dispositions pour resserrer son ordre de bataille et faire échouer toute nouvelle tentative destinée à percer sa ligne. Il prescrit à la division de La Motterouge, à sa sortie de Buffalora, d'opérer un quart de conversion à gauche et de former sa ligne de bataille, de manière à se relier à la 2e division. Il ordonne en outre de ralentir la marche, afin de permettre aux troupes de se former en ordre régulier, et aux 13 bataillons de la division Camou de s'avancer à bonne distance derrière le centre de la première ligne [1]. »

Le général de La Motterouge, en se rapprochant de Magenta, rencontre une ferme, la ferme de Casa Nuova, où les Autrichiens se sont fortifiés. Nos soldats, reçus par un feu très-vif, enveloppent la ferme, la dépassent et se précipitent à la baïonnette sur les troupes autrichiennes qui en gardaient les abords : celles-ci, terrifiées par un mouvement aussi prompt et une attaque aussi brusque, sont en un instant culbutées et mises en fuite. Nous fîmes là plus de 1500 prisonniers. Tout le 2e corps marche dès lors sur Magenta : le général de Mac-Mahon a donné à tous les bataillons le clocher du village comme point de direction : la division Espinasse, la division des voltigeurs de la garde, du général Camou, la division La Motterouge, se rapprochant de plus en plus, marchent en convergeant sur Magenta. En même temps le général de Martimprey détaché du corps qui lutte sur le *Naviglio*, marche sur le même village par la route de *Ponte Nuovo*. L'armée autrichienne opère un mouvement de retraite et de concentration qui ne contribue pas peu à soulager nos troupes du Naviglio, épuisées par de longues heures de combat. Les Autrichiens n'occupent plus que deux points : *Magenta* qui nous barre la route de Milan et *Ponte Vecchio*, sur le canal, point d'appui de notre mouvement, et dont la perte nous forcerait probablement à repasser le Tessin. Vers sept heures la bataille se limite donc autour du village de *Ponte Vecchio* et de la petite ville de *Magenta*. La lutte, en se concentrant sur ces deux points, va naturellement redoubler d'ardeur. C'est le dernier acte du drame : ce n'est pas le moins émouvant.

A *Magenta*, les Autrichiens prennent position sur le chemin de fer, couvrent d'artillerie les routes et les chemins qui aboutissent à la ville, lancent dans les vignes et les mûriers des nuées de tirailleurs. Le terrain est disputé pied à pied. Notre artillerie prend une vive part à l'action : bientôt sous son feu rapide et meurtrier, l'ennemi commence à abandonner l'extérieur de la ville et se réfugie dans les maisons. Nos soldats approchent de l'église. La division Camou précipite sa marche pour soutenir les troupes du 2e corps. Son mouvement est exécuté au pas de charge, dans un ordre admirable et des plus imposants. Refoulées dans *Magenta*, les troupes autrichiennes en garnissent le pourtour, soutenues par des réserves habilement disposées dans l'intérieur. Les corps les moins fatigués sont en première ligne, et les troupes qui ont le plus souffert forment en arrière une seconde et même une troisième ligne.

L'armée autrichienne se trouve alors perpendiculaire au canal, la droite à Magenta, la gauche sur les deux rives du Naviglio, autour de *Ponte Vecchio*. Le général Ramming, déployant ses cinq bataillons, cherche à relier les deux points extrêmes séparés par une distance de plus de 1500 mètres. De notre côté, la ligne d'attaque s'est complétement séparée : tout le 2e corps et des bataillons venant de Ponte Nuovo vont donner l'assaut à *Magenta*, pendant que le reste de la division Vinoy et toute la division Renault se massent sur *Ponte Vecchio*. Entre les deux points attaqués, en face de la brigade Ramming, il n'y a pas un bataillon français : c'est un péril. Alors le général Auger, commandant l'artillerie du 2e corps, et qui suivait sur la route de Buffalora le mouvement de la division de La Motterouge, établit successivement, au fur et à mesure de leur arrivée, ses batteries divisionnaires et de réserve sur le chemin de fer. Cette ligne d'artillerie est prolongée jusqu'au Naviglio par deux batteries de la garde et par une batterie du 4e corps. Aussitôt que les pièces sont en position, elles ouvrent le feu dans le vaste champ de tir qui s'étend devant elles, et couvrent de boulets et d'obus tout le terrain compris entre *Magenta* et *Ponte Vecchio*. Le centre de la ligne française se trouva ainsi constitué. Sous son feu nourri, la brigade Ramming hésita d'abord dans sa marche, puis se rompit, et pour échapper aux boulets, elle se replia moitié sur *Magenta*, moitié sur *Ponte Vecchio*.

A *Magenta*, nos troupes arrivent de tous les côtés et pénètrent par toutes les routes. Rien n'arrête leur élan, ni les rues barricadées, ni la gare changée en forteresse et qui devient le théâtre d'un sanglant combat, ni la fusillade qui part des maisons. Pendant que le général de La Motterouge s'empare de la gare du chemin de fer, la division Espinasse, le général et les zouaves en tête, se précipite dans les premières rues de la ville.

Le terrain est jonché de cadavres : les chevaux trébuchent. « On ne tient pas sur ce sol mouvant, » dit le général Espinasse, mettant pied à terre. Et au moment où il descend de cheval avec son état-major, il voit tomber auprès de lui un de ses officiers, le lieutenant Froidefond. Le feu meurtrier qui décimait la troupe partait d'une grande maison à plusieurs étages où se tenaient 300 Tyroliens. « Il faut s'emparer de cette maison, s'écrie Espinasse, et il y marche avec ses zouaves; allons, dit-il, mes zouaves, enfoncez cette porte. » La porte résiste à tous les coups. Le général frappe du pommeau de son épée la persienne d'une fenêtre en s'écriant : « Entrez, entrez par là. » Au même instant il tombe, il était tué : une balle partie de la fenêtre même devant laquelle il se trouvait lui avait cassé le bras et avait pénétré dans les reins. Les zouaves le relèvent, et, furieux, pénètrent dans la maison dont les défenseurs sont tués ou pris.

Les généraux de Castagny et de Gault s'établissent sur la place même du village. Les voltigeurs de la garde aident les troupes de ligne à refouler l'ennemi

1. *Campagne de l'empereur Napoléon III en Italie, rédigée au dépôt de la guerre.*

terrifié par notre attaque simultanée, mais solidement retranché et disposé à ne céder *Magenta* que lambeau par lambeau. « Rien, écrivait un officier supérieur, ne pourra jamais donner une idée de cette lutte effroyable, de ce tumulte plein de sang, de ces cris, de ces détonations de l'artillerie mêlées à la fusillade, de cette mêlée furieuse, implacable; resserrés entre des rues étroites, nos hommes dans leurs efforts héroïques, désespérés, semblaient prendre les maisons corps à corps. » A sept heures et demie du soir *Magenta* nous appartenait et l'artillerie du général Auger criblait de boulets les colonnes autrichiennes en retraite. A huit heures du soir le combat cesse de ce côté. Des milliers de prisonniers et plusieurs pièces de canon sont les trophées du 2ᵉ corps.

Cependant il restait un espoir au comte Gyulai auquel venaient d'arriver de nouvelles troupes. Il pouvait tenter encore un effort sur le village de *Ponte Vecchio*, que défendait depuis plusieurs heures, avec une indomptable énergie, le maréchal Canrobert. S'il nous enlevait *Ponte Vecchio*, il nous rendait impossible la conservation de *Magenta*. Mais Canrobert comprend la situation de l'armée : il sait qu'il doit tout sacrifier plutôt que de céder et il attend résolûment l'ennemi. Il avait envoyé le comte Vimercati prendre des nouvelles du 2ᵉ corps. Cet officier revint lui annoncer la prise de Magenta : cette bonne nouvelle le remplit de joie et il ordonne au comte Vimercati et à Paul de Molènes d'aller la porter à l'Empereur, qui peut-être l'ignore encore.

« Nous partons de toute la vitesse de nos chevaux, raconte Paul de Molènes, nous parcourons la voie qui couronne le talus du chemin de fer, voie embarrassée à chaque pas par des cadavres que nous sommes obligés de franchir. Nous arrivons aux lieux où se tient l'Empereur et nous remplissons notre mission. L'Empereur, au moment où nous l'abordons, dirigeait le mouvement d'une batterie. Il nous reçut avec un sourire affectueux, mais les traits empreints de ce calme profond qui m'avait frappé la veille. Ni les heures passées, si pleines d'angoisses, ni l'heure présente, si remplie d'enivrement, n'avaient pu mettre leur trace sur son visage. Un moment arriva cependant, où, dans ce regard que l'ivresse du succès n'avait point troublé, un sentiment profond se peignit, et, je dois le dire, un sentiment de tristesse. Cet incident m'a frappé vivement et je veux essayer de le raconter.

« Pour gagner l'ambulance, qu'on avait établie à la hâte, les blessés étaient obligés de suivre la route où se tenait l'Empereur. Ainsi aucune horreur de la bataille n'était épargnée à celui qui en réglait les mouvements. Placé à quelques pas derrière lui, après m'être acquitté de mon message, j'accordais, je l'avoue, une assez médiocre attention au lugubre défilé dont j'étais le spectateur. J'étais rempli d'une joie immense, ma cervelle résonnait de fanfares. Le ciel mélancolique pourtant, et où s'allongeaient les premières ombres du soir, me semblait pavoisé à nos couleurs; mais soudain mon regard fut attiré par une civière où se tenait à demi couché un blessé dont le visage avait une particulière énergie. C'était un soldat. Ses jambes étaient cachées par sa capote grise, à laquelle ses épaulettes de laine étaient attachées encore; une chemise grossière couvrait seule son buste, dont le bas portait des traces sanglantes, et le haut de ce buste offrait un terrible spectacle. Un boulet avait atteint cet homme à l'épaule et lui avait arraché le bras; l'endroit où ce boulet avait frappé présentait une plaie sinistre, une immense surface de chair rougie où se tordaient des fibres déchirées. Eh bien! en passant devant l'Empereur, ce soldat, par je ne sais quel effort, car outre cette horrible plaie il avait au ventre une autre blessure, ce soldat parvint à se soulever, et, se mettant sur son séant, il appela l'Empereur. « Sire, votre main! » s'écria-t-il avec cet accent étrange, violent et sourd, sonnant le formidable et l'inconnu que prend le verbe de l'homme quand il s'agite comme un oiseau de nuit effrayé entre les parois de la masure d'où le chasse la mort. A cet appel, l'Empereur, comme si une puissance surhumaine l'eût évoqué, s'avança lentement, et mit sa main nue dans la main que le soldat agonisant lui tendit par-dessus sa capote, à quelques pouces de la plaie béante qui était la cause de cette étreinte. Après cette poignée de main, la civière poursuivit sa route. Le front du soldat était radieux, celui du souverain était voilé. L'Empereur donna encore la main à un officier blessé à la poitrine, qui, en passant devant lui, s'était soulevé également sur sa civière pour l'acclamer avec un accent qui avait quelque chose de jeune et de touchant. Toutefois c'est du soldat mutilé que j'ai gardé le plus vif souvenir. Cette poignée de main sur ce brancard décoré par des épaulettes de laine, m'a singulièrement remué. Elle renfermait, suivant moi, toute la tristesse et toute la grandeur de ces éclatantes et mystérieuses journées, pleines de charme sans mélange pour des combattants obscurs, mais faites pour remplir d'une solennelle émotion ceux qui tiennent du ciel le terrible droit de les nommer leurs filles [1]. »

A *Ponte Vecchio*, le combat durait encore. Le général-major, prince de Hess, avait marché contre ce village avec des troupes fraîches, les généraux Dürfeld et Wezlar sur la rive droite avaient fait une nouvelle tentative, mais l'énergie du maréchal Canrobert, des généraux Vinoy et Renault, l'arrivée de la brigade Jannin nous permettent de garder la position; sur les deux rives du canal les efforts de l'ennemi pour nous déborder sont repoussés. Le pont est rétabli, et les communications rouvertes entre les deux rives facilitent la défense. Si les corps attardés du feld-maréchal Giulay arrivaient, nos divisions ne cessaient également de franchir le Tessin. Au moment où l'ennemi nous abandonnait définitivement *Ponte Vecchio*, la brigade Bataille, de la division Trochu, venait soutenir les troupes qui luttaient depuis si longtemps. Le reste de la division Trochu et les autres divisions du corps de Canrobert et du général Niel apparaissaient sur les bords du Tessin. L'armée sarde rejoignait en même temps Mac-Mahon, que deux divisions piémontaises avaient secondé sur la fin de la journée. Jusqu'à neuf heures du soir on entend la fusillade du côté de *Ponte Vecchio*, mais les Autrichiens sont en pleine retraite, et les vainqueurs, épuisés de fatigue, ne songent qu'à prendre un peu de repos sur ce champ de carnage.

« Le maréchal Canrobert, raconte encore Paul de Molènes, alla camper de sa personne en avant des positions que la garde avait si vaillamment enlevées le

1. P. de Molènes.



Attaque de Magenta par les troupes du deuxiè



corps (Mac-Mahon) (4 juin 1859). (Page 402, col. 2.)

matin. De hautes masures couvertes par le combat de la journée d'innombrables cicatrices, s'élevaient en face l'une de l'autre dans les ténèbres. Le seuil d'une de ces maisons était éclairé; la porte laissait passer par des fentes des rayons de lumière. Je poussai ces planches mal jointes; elles glissèrent dans une flaque de sang où gisaient quelques couvertures grossières. Ces couvertures étaient jetées sur des cadavres, placés entre des chandelles fumeuses, qui reposaient sur ce sol ensanglanté. J'étais entré dans une chambre mortuaire. Je quittai cette demeure où les vivants n'avaient pas le droit de dormir, et j'allai au gîte opposé.

« Là n'existait aucune porte. On entrait dans une cour vaste et obscure, où soufflait le vent de la nuit. Dans un coin de cette cour, je rencontrai un corps de logis brisé, démantelé comme un navire qui a prêté toute une journée ses flancs aux boulets. Là sans doute s'étaient embusqués des tirailleurs que nos baïonnettes avaient délogés. Je pénétrai à tâtons dans une grande pièce, où je sentais mon pied se heurter contre toute sorte de débris d'une espèce inconnue. La clarté d'une allumette que j'enflammai à mon cigare, me permit de distinguer parmi ces débris de grands fragments de papier. C'étaient des gravures arrachées aux lambris de cette triste demeure, — ces humbles gravures, luxe naïf de l'indigence, ces images de l'Été, du Printemps, de l'Automne, qui sourient dans de pauvres cadres, sous les toits de chaume. Je ramassai quelques-unes de ces images, j'y mis le feu et les jetai dans un vaste foyer, où je lançai ensuite tout ce que je trouvai sous ma main, chaises boiteuses et bancs cassés. Alors, à la clarté de cette flamme, que je destinais à combattre je ne sais quelle particulière espèce de malsaine et pénible humidité, je fis avec les lieux où m'avait poussé la guerre une connaissance qui n'était pas de nature à me charmer Une table où je voulus appuyer ma tête pour dormir, un siége que j'avais respecté et placé près du feu pour m'y établir commodément, avaient un suintement que je m'expliquai; l'humidité dont je m'étais senti pénétré, cette chambre déserte la devait à une vapeur de sang.

« J'abandonne encore cette pièce inhospitalière, plus hideuse peut-être avec ses vagues empreintes de meurtre que la chambre où tout à l'heure mon pied heurtait contre des cadavres, et j'allai me coucher au dehors sur le gazon de la cour. Là j'allumai avec quelques officiers et quelques soldats un feu de bivac, je m'enveloppai dans mon manteau, et je plaçai sous ma tête l'antique oreiller de Jacob. Si je ne trouvai pas sur la pierre où je m'endormis les songes mystiques que Dieu envoya au patriarche, j'y goûtai un sommeil plein de douceur, un de ces sommeils où notre être tout entier s'étend avec délices le soir d'une bataille. »

L'Empereur Napoléon III établit son quartier général à San Martino, tête du pont de Buffalora. « *San Martino* mérite à peine le nom de village : c'est une réunion de quelques maisons élevées près des rives du Tessin. Une sorte d'auberge fut choisie pour le quartier impérial. Le régiment des guides prit ses bivacs sur une plate-forme, séparée seulement de cette auberge par la route; les cent-gardes s'établirent dans la cour d'une ferme voisine. Un long revêtement en terre et en fascines et un large fossé sont les seules traces du passage des Autrichiens. A San Martino sont aussi les ambulances; une grande maison, près de celle habitée par l'Empereur, sert de dépôt aux prisonniers. La route qui traverse ce campement improvisé est encombrée de bagages et d'*impedimenta* de toutes sortes. C'est bien le soir d'une bataille avec sa longue agitation, son mouvement incessant et ce pêle-mêle étrange de soldats joyeux et de pâles blessés. A tout instant, on voit arriver ou s'éloigner, dans différentes directions, des officiers d'état-major. La nuit entièrement venue, et quelques coups de fusil qui s'entendaient encore dans le lointain, ajoutent a ce sévère tableau une mâle poésie.

« Après le grand récit du drame héroïque qui vient de se passer sous nos yeux, il nous semble intéressant d'entrer dans les détails intimes des heures qui suivirent cette mémorable journée, de voir le souverain de la France, le chef de cette vaillante armée qui vient de se couvrir de gloire, chercher pour la nuit un abri dans une misérable habitation, où un de ses aides de camp lui apporte un morceau de pain et un verre d'eau sur une assiette brisée. N'y a-t-il pas, dans les faits futiles en apparence, que la volonté du hasard rapproche ainsi des événements les plus solennels, quelque chose de grave comme un enseignement?

« Le 4 juin au soir, l'Empereur, après avoir longuement causé avec le maréchal Canrobert qui quittait à peine le champ de bataille, se jeta tout habillé sur un lit de roulier pour prendre quelques instants de repos. A la porte de l'auberge, les sentinelles vigilantes veillaient, et les officiers de la maison militaire de l'Empereur s'endormirent, les uns dans une salle basse sur des bottes de foin, les autres en plein air, sur des sacs de maïs. Quelques-uns, brisés par la fatigue, s'endormirent bientôt profondément; d'autres restèrent éveillés, et purent, plusieurs fois dans le courant de la nuit, à la lueur de l'unique chandelle qui brûlait dans la chambre, voir l'Empereur enveloppé dans son caban, tantôt se promenant, livré à ses pensées profondes, tantôt s'accoudant à la table, pour relire quelques-uns des rapports qui venaient de lui parvenir. Pendant ce temps, les troupes continuaient à passer sur la route, regagnant les divers bivacs qui leur étaient assignés, et l'on entendait au milieu du silence de la nuit le bruit répété de leurs pas, et le tintement monotone des bidons et des gobelets de l'infanterie qui s'entrechoquaient [1]. »

§ 8. COMBAT DU 5 JUIN AU MATIN; RÉSULTAT DE LA VICTOIRE DE MAGENTA; MARCHE DE L'ARMÉE ALLIÉE SUR MILAN QUI APPELLE LES FRANÇAIS.

L'armée autrichienne avait été repoussée sur tous les points et chassée de toutes ses positions. Les ponts de la route Novare-Milân étaient libres, le Tessin était franchi; le but du grand mouvement tournant était donc atteint. Néanmoins le général Gyulai, en se retirant sur Abbiate Grasso, se repliait sur ses réserves, et, s'il se décidait à garder en arrière du canal d'Abbiate Grasso à Milan une bonne position de flanc, il retardait nécessairement le mouvement des corps alliés sur Milan, et les contraignait de livrer une seconde bataille avant de se porter sur la capitale de la Lombardie.

Dans cette position, sur le flanc de la route de Mi-

1. De Bazancourt, *Expédition d'Italie.*

lan, la ligne de retraite du comte Gyulai sur Pavie et Plaisance restait couverte, et comme il pouvait compter que, pour la journée du 5 juin, il aurait 6 corps d'armée sous la main, c'est-à-dire la totalité de ses forces, sa première pensée fut de reprendre la lutte le lendemain. Un nouvel incident vint le forcer à renoncer à ses projets. Deux de ses corps d'armée les plus maltraités à Magenta s'étaient repliés sans ordre sur Milan : il comprit que ces troupes étaient démoralisées : sur les 80 000 hommes qui lui restaient, 25 000 étaient fatigués et affaiblis du combat de la veille. Il n'avait que 55 000 hommes de troupes fraîches à risquer dans une seconde journée. L'Empereur au contraire pouvait mettre en ligne 110 000 hommes, c'est-à-dire 14 divisions d'infanterie, dont 9 (c'est-à-dire 75 000 hommes), de troupes fraîches. Le général Gyulai prit donc le parti le plus sage en se décidant à la retraite.

Cette retraite devait être couverte par le prince de Schwarzenberg qui, à quatre heures du matin, lance des troupes contre Ponte Vecchio. Le régiment Grand-duc de Hess rencontre bientôt les avant-postes français formés par la brigade Bataille, de la division Trochu, mais n'ouvre le feu qu'en arrivant à portée de pistolet des tirailleurs du 19e bataillon de chasseurs. La lutte s'engage vivement. « C'était, dit le rapport autrichien, le dernier effort de ce brave régiment, qui avait eu à Magenta 25 officiers blessés, qui perdit un officier d'état-major et 9 capitaines, sans une seule fois hésiter dans l'attaque et sans se laisser ébranler pendant la retraite. » Ce régiment, lancé en avant, venait essayer de cacher sous le rideau brûlant d'un nouveau combat ce qui se passait derrière lui. « A cette explosion de coups de fusil, le général Trochu monte à cheval; il fait prendre les armes à toute sa division, et se jette lui-même sur l'ennemi à la tête des premières troupes qui sont prêtes. Les hommes se mettent au pas redoublé, les clairons et les tambours entonnent la charge, et, soulevés par ces accents entraînants, voilà les pieds de nos fantassins qui courent à travers l'herbe chargée de rosée. Je me rappelle avec bonheur ce brillant départ. Il avait je ne sais quoi d'héroïque et de gai. Cette image de l'alouette gauloise, qui me revient toujours quand je me trouve entre les rangs agiles et joyeux de notre infanterie, s'offrit à moi plus vive que jamais. Je la voyais, cette alouette, prendre sa volée aux premiers rayons du jour, à travers les champs de maïs, allègre, audacieuse et défiant le plomb qui sifflait autour de ses ailes. Ce rapide engagement eut des résultats qui répondirent à ses débuts. Le général Trochu repoussa l'ennemi, et le poursuivit en lui faisant éprouver des pertes sensibles. Perdu dans la gloire de la veille, le combat de cette matinée ne fut point pourtant sans éclat. Il eut dans ses étroites proportions ses nobles dévouements, ses généreux trépas, aussi bien que les plus grandes batailles, car l'héroïsme et la mort surtout se jouent des limites encore plus que le génie; ce qui est marqué à leur empreinte offre partout la même grandeur [1]. » Ce combat, court mais vif, nous coûta 229 hommes, tant tués que blessés.

Nos pertes dans la journée du 4 juin avaient été de 4535 hommes, dont 657 tués, 3223 blessés, 655 disparus. Sur ce chiffre total de 4535 hommes, les officiers étaient de 246, dont 52 tués. Nous avions à déplorer la mort des généraux Cler et Espinasse, de 4 colonels, le colonel de Senneville, chef d'état-major général du 3e corps; Charlier, du 90e; Drouhot, du 65e; de Chabrière, du 2e régiment étranger.

Les pertes des Autrichiens s'élevaient à 10 213 hommes (1365 tués, 4348 blessés, 4500 tombés entre nos mains), ils avaient perdu 281 officiers, dont 65 tués, parmi lesquels un général.

Le 6 juin l'Empereur transporta le quartier impérial à *Magenta*. Ce fut dans cette petite ville qui présentait encore les traces nombreuses du combat, que Napoléon III voulut apprendre au général de Mac-Mahon qu'il le nommait maréchal de France et lui conférait le titre glorieux de *duc de Magenta*. L'Empereur éleva également à la dignité de maréchal le général Regnault de Saint-Jean d'Angély, qui avait montré tant de résolution et déployé tant d'intrépidité pendant les longues heures où il avait eu, avec la garde, à soutenir une lutte dix fois inégale. Le général de Wimpffen fut nommé général de division, et chaque acte de courage reçut sa récompense.

Pendant plus de deux jours on ne cessa de faire des prisonniers; on avait donné aux Autrichiens une telle idée de l'armée française, que les malheureux soldats redoutaient de tomber entre nos mains et se cachaient, au risque de mourir de faim. Un journaliste qui a suivi l'armée raconte à ce sujet d'intéressants détails :

« Des soldats amenaient à leur commandant quatre nouveaux prisonniers : un colonel, un capitaine et deux lieutenants. Le colonel avait été frappé d'une balle au pouce de la main droite; on le pansa, et le chirurgien lui fit espérer que la blessure guérirait peut être sans qu'on eût besoin de recourir au bistouri. Le capitaine parlait très-bien le français. Il nous dit qu'en arrivant au pas accéléré, il était tombé au milieu des Français, dans Magenta qu'il croyait occupé par les Autrichiens; qu'il s'était défendu contre nos troupes, mais qu'ayant perdu tous les hommes de sa compagnie, moins une vingtaine, il s'était jeté au milieu des voltigeurs de la garde pour être tué d'un coup de baïonnette. « La mort n'a pas voulu « de moi, ajouta-t-il, mes hommes m'entraînèrent « dans une maison où nous pûmes tenir encore pen-« dant vingt minutes. Tout étant perdu, je montai sur « le toit de la maison, et j'y restai deux jours et deux « nuits, caché derrière une cheminée, espérant tou-« jours que les Français quitteraient le village et que « je pourrais rejoindre mon drapeau. Enfin, mourant « de faim et de soif, je me suis rendu, parce qu'on « m'a dit que je pourrais conserver mon épée.— Vous « la garderez, capitaine, répondit le commandant, et « ces messieurs, qui sont vos compagnons d'infortune, « garderont aussi la leur. Prenez un peu de bouillon « d'abord, et vous nous ferez ensuite l'honneur de « déjeuner avec nous. » On apporta du bouillon aux officiers qui le prirent par petites gorgées. L'un des deux lieutenants était un jeune homme de 22 ans, doux et timide comme une jeune fille. « Capitaine, dit « le commandant à l'officier qui comprenait le fran-« çais, vous pouvez rendre service à quelques-uns de « vos compatriotes. Depuis hier nous avons découvert « dans les caves du village plus de 500 de vos mal-« heureux soldats, dont beaucoup étaient blessés, et je « suis certain qu'il y en a encore dans les caves de la

1. P. de Molènes.

« maison même où nous sommes. Vous voyez comment « nous traitons les prisonniers et les blessés. Voulez- « vous descendre dans la cave avec un de nos hommes, « et appeler les soldats qui pourraient être cachés dans « des barriques ou derrière des piles de charbons? »

« Le capitaine descendit aussitôt avec un caporal, et



Le maréchal Regnault de Saint-Jean d'Angély.

bientôt il ramena deux spectres. L'un de ces hommes avait été frappé d'une balle à la tête, mais le cuir chevelu seul avait été entamé. On s'empressa de leur donner du bouillon, et ils l'avalèrent avec avidité. Après le déjeuner, le commandant donna l'ordre de transporter les blessés des salles de la station dans les wagons. Tous nos soldats se mirent à l'œuvre, et je vous assure qu'une mère ne porterait pas avec plus de

soin, de précaution et de sollicitude son enfant malade, que ces zouaves, ces chasseurs d'Afrique et ces soldats de la ligne ne portaient leurs ennemis blessés[1]. »

Ces blessés devaient être dirigés sur Milan, qui se donnait à nous avec enthousiasme. « Toute la journée du samedi 4 juin, les Milanais avaient entendu gronder



Lutte dans le village de Magenta (4 juin 1859). (Page 403, col. 1.)

le canon à peu de distance de leurs murs, et ils attendaient pleins d'angoisses les nouvelles du combat, quand, vers sept heures et demie du soir, apparut la tête des premières colonnes autrichiennes se retirant dans le plus affreux désordre. Tous confondus pêle-

1. Edmond Texier, *Chronique de la guerre d'Italie*.

mêle, cavaliers, fantassins, artilleurs exténués, souillés de poussière et de sang, beaucoup ayant jeté leurs armes, marchaient sans direction, sans commandement, avec le seul instinct de fuir l'ennemi. C'était une déroute complète. Milan fut tout entière sur pied en un instant pour contempler ce spectacle. Les voitures de l'ambulance, chargées d'officiers de tous grades, sanglants, mutilés, formaient une suite interminable; des chevaux d'artillerie avec leurs traits coupés, des canons sans leurs caissons, des équipages de toutes sortes se pressaient et se heurtaient pour passer les premiers. Quelques bataillons et escadrons, encore entiers, essayaient vainement de contenir cette débandade. Il n'y eut halte que sur le Champ de Mars, devant la citadelle, où un peu d'ordre se rétablit enfin.

« Mais il ne fallait plus songer, en cet état, à rester dans Milan, avec l'ennemi victorieux aux portes et la population prête à se soulever. La retraite sur Vérone et Mantoue fut ordonnée, et commença aussitôt. A mesure qu'un corps arrivait, on le faisait reposer quelques instants, prendre des vivres, et les employés accouraient se joindre aux troupes. Le défilé dura toute la nuit. Pendant ce temps, on enclouait les canons de la citadelle et du fort de Porte-Tosa; on chargeait sur les voitures du train tout ce qui était susceptible de transport, il n'y avait qu'un seul mot d'ordre : se hâter à tout prix. Le peuple avait pénétré dans la citadelle, et, sous les yeux des Autrichiens, il enlevait les armes de l'arsenal, les munitions, les effets militaires, sans que personne songeât à l'en empêcher. Le 5, à onze heures du matin, les derniers bataillons sortaient de la ville. Derrière eux, les citoyens, dont bon nombre déjà armés, élevaient des barricades pour s'opposer à tout retour de l'ennemi, et faisaient prisonniers près de 2000 Autrichiens retardés sur divers points de l'intérieur. Milan était libre. La municipalité prit aussitôt le gouvernement et proclama solennellement, au nom du peuple, la royauté de Victor-Emmanuel, en vertu de l'acte légal d'union de 1848. »

L'armée française ne tarda pas à paraître devant la capitale de la Lombardie, qui tressaillit d'allégresse en ouvrant ses portes à ses libérateurs.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

TROISIÈME PÉRIODE.

RÈGNE DE NAPOLÉON III DEPUIS LA GUERRE D'ORIENT JUSQU'A LA GUERRE D'ITALIE. (1856 — 1859.)

QUATRIÈME PÉRIODE.

LA GUERRE D'ITALIE (1859).